

# LA VERITE

Organe du Comité Central  
de l'Organisation Communiste Internationaliste.  
(pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.)



**Pierre Broué  
Denis Folias  
Stéphane Just  
Robert Clément**

**Centième  
anniversaire  
de la naissance  
de Léon Trotsky**

**N° 588**

**Septembre 1979  
Prix : 20 francs**

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon TROTSKY.

# LA VERITE

Organe du Comité Central  
de l'Organisation Communiste Internationaliste.  
(pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.)

## CENTIEME ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE DE LEON TROTSKY

Introduction ..... page 5

### Première partie

Pierre Broué

### TROTSKY ET LA REVOLUTION PROLETARIENNE DU XX<sup>e</sup> SIECLE

Introduction .....	23
1 - REVOLUTIONNAIRE PROFESSIONNEL .....	27
La formation d'un révolutionnaire .....	28
La scission : polémique contre Lénine .....	29
La question du centralisme .....	31
A la tête du soviet de Saint-Petersbourg .....	33
La révolution permanente .....	34
Chef de file des « conciliateurs » .....	36
2 - A LA TETE DE LA REVOLUTION VICTORIEUSE .....	39
1917 : Lénine et Trotsky .....	41
L'homme d'Octobre .....	43
A la tête du premier Etat ouvrier .....	45
Le constructeur de l'Internationale .....	47
Naissance de l'Opposition de gauche .....	48
Combat pour l'avenir .....	50
La première période d'exil .....	54
3 - LA IV <sup>e</sup> INTERNATIONALE .....	57
Le stalinisme, fer de lance de la contre-révolution .....	61
La fondation de la IV <sup>e</sup> Internationale .....	62
Le « testament » de Trotsky .....	65
Le meurtre de Trotsky .....	67
Actualité de Trotsky .....	70

## Deuxième partie

Denis Folias

### LA THEORIE DE LA REVOLUTION PERMANENTE THEORIE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE

Introduction .....	75
1 - « LA REVOLUTION EN PERMANENCE ! » .....	79
A propos de la Révolution française et de sa nature .....	83
1848 : le premier acte de la révolution prolétarienne en Europe .....	85
Défaite de la révolution de 1848 en Europe .....	87
Adresse au Conseil central de la Ligue des communistes allemands .....	89
Après 1848 : essor et puissance du mode de production capitaliste .....	98
Du capitalisme libéral à l'impérialisme .....	103
La question nationale, les réformes démocratiques, un aspect du développement combiné mais inégal du capitalisme à son époque libérale .....	104
Quelle révolution ? Polémique au sein du mouvement révolutionnaire .....	107
La théorie de la révolution permanente et les Thèses d'avril .....	109
2 - ACTUALITE DES CONDITIONS OBJECTIVES DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE .....	113
Forces productives, rapports de production, croissance des forces productives .....	115
Les conditions objectives ne suffisent pas à assurer la victoire de la révolution .....	119
Discours de Léon Trotsky devant l'organisation de Moscou du parti .....	120
La première période de la révolution prolétarienne mondiale .....	125
Staline et la bureaucratie contre la révolution permanente .....	126
Le « Programme de transition » .....	128
Pourrissement du mode de production capitaliste depuis 1943-1945 .....	129
Y a-t-il progression de la civilisation humaine ? .....	137
L'impérialisme et les pays semi-coloniaux .....	138
L'exemple du Brésil .....	140
3 - LA SOLUTION DES TÂCHES DEMOCRATIQUES ET NATIONALES .....	145
Les libertés démocratiques, la bourgeoisie, l'impérialisme .....	146
Trotsky et la liberté de la presse .....	154
Les revendications démocratiques dans les pays où le capital a été exproprié .....	156
La question nationale dans la lutte des classes .....	162
Espagne : la méthode de Trotsky .....	165
Espagne : la méthode des trotskystes .....	169
La question centrale de l'unité de l'Allemagne .....	171
La question nationale en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est .....	173
« Pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne unique, libre et indépendante » .....	176
4 - VERS UN SAUT QUALITATIF DANS LA NOUVELLE PERIODE DE LA REVOLUTION .....	183
Une période de l'époque des guerres et des révolutions .....	185
Le tournant des années 1973-1976 .....	189
Sur le moment présent .....	194

Vers des effondrements de pans entiers du système impérialiste .....	195
Plus que jamais : hégémonie du prolétariat dans la lutte des classes .....	196
Iran : nouvelle phase de la révolution prolétarienne mondiale .....	198
L'impérialisme et les bureaucraties s'efforcent de réagir .....	200
Rivalités contre-révolutionnaires dans le cadre de la Sainte-Alliance .....	202
Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe .....	203

### *Troisième partie*

**Stéphane Just**

## **A PROPOS D'UNE POSSIBILITE THEORIQUE ET DE LA LUTTE POUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT**

Introduction .....	209
<b>1 - DE PREMIERS EXEMPLES : YOUGOSLAVIE, ALBANIE, CHINE</b>	<b>215</b>
Bouleversements en profondeur .....	217
Des Etats ouvriers bureaucratiques dès l'origine .....	218
Chine : décomposition des rapports fondamentaux, le PCC prend le pouvoir .....	219
<b>2 - L'INDOCHINE, UN AUTRE EXEMPLE</b>	<b>223</b>
La guerre et la politique du PCV .....	224
La révolution au Nord .....	226
La révolution au Sud .....	228
La révolution à l'œuvre .....	229
Une appréciation sur la politique du PCV et la révolution .....	232
La convention du 6 mars 1946 .....	234
Défaite de l'impérialisme français .....	235
Défaite de l'impérialisme US : le GRP à Saïgon .....	237
«D'excellents accords»... Ils n'en moururent pas tous .....	238
Les accords de Paris en échec .....	239
L'effondrement de l'appareil comprador .....	240
Ce qu'a tenté l'impérialisme américain .....	241
Le PCV au pouvoir au Sud .....	243
<b>3 - LE CAS PARTICULIER DE L'EUROPE DE L'EST</b>	<b>245</b>
Effondrement de l'impérialisme allemand, krach de la société bourgeoise, rôle du Kremlin .....	246
Le capitalisme démantelé .....	248
Bouleversement économique et social à la campagne .....	249
La bureaucratie du Kremlin se dresse contre la révolution prolétarienne ...	254
La bureaucratie aligne les rapports de production de l'est de l'Europe sur ceux de l'URSS .....	255
Le problème des territoires occupés .....	258
Problème de méthode .....	259
<b>4 - LA REVOLUTION CUBAINE ET LE NOUVEL ETAT</b>	<b>265</b>
Les masses renversent Batista .....	266
La révolution prolétarienne .....	268
Encore une fois : un problème de méthode .....	270

Le rôle du PC cubain .....	272
Le Mouvement du 26 juillet, le PC cubain et la bureaucratie du Kremlin .....	274
Sur la nature de l'Etat de Cuba .....	276
<b>5 - STRATEGIE DE LA LUTTE POUR LE POUVOIR, POUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT</b> .....	<b>279</b>
Le révisionnisme et la position de Trotsky .....	280
Le produit de contradictions non résolues .....	282
Révolution politique : la crise conjointe se noue .....	283
Les bureaucraties parasitaires incompatibles avec les nouveaux rapports de production .....	286
Le gouvernement ouvrier et paysan .....	290
Cette variante reste possible .....	294

### *Quatrième partie*

**Robert Clément**

## **POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE QUELQUES TÂCHES D'AUJOURD'HUI**

Le combat du POMR .....	301
Assemblée populaire nationale .....	303
La révolution prolétarienne s'avance .....	307
Combattre dans la lutte des classes de chaque pays .....	310
Le combat pour les libertés démocratiques .....	314
Défendre pleinement notre programme .....	317
Vie sauve pour les 12 du PST ! .....	319

# Introduction

*Ce numéro spécial de La Vérité est édité à l'occasion du 100<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Léon Trotsky.*

« Connaître les causes rationnelles de ce qui s'accomplit et y trouver sa place est la première obligation d'un révolutionnaire. Et telle est aussi la plus haute satisfaction personnelle à laquelle puisse aspirer celui qui ne confond pas sa tâche avec les intérêts du jour présent. »

*En cette formule concentrée et limpide, Trotsky a exprimé le sens et le contenu de sa vie. Sa vie politique commence au début du siècle, alors que s'ouvre l'époque de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, stade du capitalisme pourrissant, qui est aussi l'époque de la révolution prolétarienne mondiale. Ayant reconnu les causes rationnelles de ce qui s'accomplit, Trotsky y trouvera sa place. A la veille de la révolution russe de 1905, Trotsky reprend de Marx la théorie de la révolution permanente, l'actualise. Au fil des années et en fonction des développements de la lutte des classes, il lui donnera toute son ampleur : elle devient la théorie de la révolution prolétarienne mondiale. Comme pour Marx, Engels, Lénine, Rosa Luxemburg, pour Trotsky la théorie est indispensable, mais elle n'a de sens que pour l'action. Elaborant la théorie de la révolution permanente, Trotsky trouve toute sa place militante. Au cours de la première révolution russe de 1905, il devient président du soviet de Petrograd. En 1917, aux côtés de Lénine, il dirige la révolution d'Octobre, la prise du pouvoir par le Parti bolchevique instituant la dictature du prolétariat, le gouvernement des soviets. C'est lui encore qui, au cours de la guerre civile, crée et dirige victorieusement l'Armée rouge, tout en participant décisivement à la constitution de la III<sup>e</sup> Internationale.*

*Tout naturellement, il est à la tête de l'Opposition de gauche qui combat contre la bureaucratie contre-révolutionnaire surgissant de l'intérieur de l'Etat ouvrier exsangue et isolé. Il lutte contre sa dégénérescence, celle du Parti bolchevique, celle de l'Internationale communiste. Expulsé d'URSS, il constitue l'Opposition de gauche internationale. En France, c'est de ce moment (août-septembre 1929) que date la parution de La Vérité, dont c'est par conséquent le cinquantième anniversaire. Mais en 1933, Trotsky constate qu'ayant couvert la honteuse politique de capitulation du Parti communiste allemand imposée par Staline « l'Internationale communiste est définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale ». Il affirme la nécessité de construire la IV<sup>e</sup> Inter-*

*nationale. Un peu plus tard, il prend acte de la dégénérescence de l'Etat ouvrier de l'URSS et conclut à la nécessité d'une nouvelle révolution, d'une révolution politique, pour balayer la bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire et le régénérer. Trotsky écrira à propos de cette partie de sa vie :*

« Je crois que le travail que je fais en ce moment — malgré tout ce qu'il a d'extrêmement insuffisant et fragmentaire — est le travail le plus important de ma vie, plus important que 1917, plus important que l'époque de la guerre civile, etc.

Pour être clair je dirai ceci. Si je n'avais pas été là en 1917, à Pétersbourg, la révolution d'Octobre se serait produite — *conditionnée par la présence et la direction de Lénine*. S'il n'y avait eu à Pétersbourg ni Lénine ni moi, il n'y aurait pas eu non plus de révolution d'Octobre : la direction du Parti bolchevique l'aurait empêchée de s'accomplir (cela, pour moi, ne fait pas le moindre doute !). S'il n'y avait pas eu à Pétersbourg Lénine, il n'y a guère de chances que je fusse venu à bout de la résistance des hautes sphères bolchevistes. La lutte contre le "trotskysme" (c'est-à-dire contre la révolution prolétarienne) se serait ouverte dès 1917, et l'issue de la révolution aurait été un point d'interrogation. Mais, je le répète, Lénine présent, la révolution d'Octobre aurait de toute façon abouti à la victoire. On peut en dire autant, somme toute, de la guerre civile (bien que dans la première période, surtout au moment de la perte de Simbirsk et de Kazan, Lénine ait eu un moment de défaillance et de doute, mais ce fut très certainement une disposition passagère, qu'il n'a même sûrement avouée à personne, sauf à moi). Ainsi je ne peux pas dire que mon travail ait été "irremplaçable", même en ce qui concerne la période 1917-1921. Tandis que ce que je fais maintenant est dans le plein sens du mot "irremplaçable". Il n'y a pas dans cette affirmation la moindre vanité. L'effondrement de deux Internationales a posé un problème qu'aucun des chefs de ces Internationales n'est le moins du monde apte à traiter. Les particularités de mon destin personnel m'ont placé face à ce problème, armé de pied en cap d'une sérieuse expérience. Munir d'une méthode révolutionnaire la nouvelle génération, pardessus la tête des chefs de la Deuxième et de la Troisième Internationales, c'est une tâche qui n'a pas, hormis moi, d'homme capable de la remplir. Et je suis pleinement d'accord avec Lénine (ou plutôt avec Tourgueniev) que le plus grand vice est d'avoir plus de cinquante-cinq ans. Il me faut encore au moins quelque cinq ans de travail ininterrompu pour assurer la transmission de l'héritage. » (« *Journal d'exil* » - 25 mars 1935)

*Le 21 août 1940, l'agent du GPU Ramón Mercader assassine Léon Trotsky. Il tombe peu de temps après que s'est close la première période de la révolution prolétarienne mondiale avec la défaite de la révolution espagnole, après que s'est déchaînée la Deuxième Guerre mondiale et que l'ombre d'Hitler a commencé à s'étendre sur l'Europe. Il tombe en combattant de la révolution, occupant en toute occasion son poste, la place qui est la sienne, victime de la contre-révolution. A l'heure où il semble qu'il soit minuit dans le siècle, ses dernières paroles sont : « Je suis sûr de la victoire finale de la IV<sup>e</sup> Internationale. »*

*La vie politique de Trotsky, sa vie tout court, sont indissociables de la période de la préparation de la première révolution prolétarienne victorieuse instaurant la dictature du prolétariat, de la première période de la révolution prolétarienne qui s'étend de la Révolution russe au début de la Deuxième Guerre mondiale.*

*En ce 100<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Léon Trotsky, qui est également le 50<sup>e</sup> anniversaire de la parution de La Vérité, celle-ci se devait de*



lui consacrer un numéro spécial, qui corresponde au sens et au contenu de sa vie.

L'article du camarade Pierre Broué résume ce que fut la vie de Léon Trotsky. De cet article se dégage ce que signifie la rectitude révolutionnaire, liée à d'immenses connaissances, à une incomparable expérience, à une totale assimilation du marxisme, du matérialisme dialectique, que servent une intelligence et des dons exceptionnels. De l'exposé de cette vie, il ressort que Trotsky incarne la révolution, à l'époque de la révolution prolétarienne. Peut-il être question de faire « réhabiliter » la révolution par la contre-révolution, comme d'aucuns le suggèrent, qui demandent à la bureaucratie du Kremlin et à son appareil international de « réhabiliter Trotsky ». Trotsky n'a pas à être « réhabilité », pour la raison que l'on ne réhabilite pas la révolution. C'est elle qui prononce et exécute les jugements de l'histoire.

L'article du camarade Denis Foliass étudie la théorie de la révolution permanente, son histoire, son contenu, comment elle se concrétise aujourd'hui. Une telle étude était indispensable, car la théorie de la révolution permanente, méthode et contenu, est le fil conducteur de toute l'activité politique de Léon Trotsky. Théorie de la révolution prolétarienne mondiale, elle est indispensable à l'activité des militants qui combattent pour la construction de partis de la IV<sup>e</sup> Internationale dans chaque pays et pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale dans le monde.

L'article du camarade Stéphane Just traite de l'expropriation du capital en Yougoslavie, en Albanie, dans les pays de l'Est de l'Europe, en Corée du Nord, en Chine, en Indochine, à Cuba, à la fin et à la suite de la Deuxième Guerre mondiale. Que le capital ait été exproprié à une si grande échelle sous le contrôle des PC issus de l'appareil stalinien ou par la bureaucratie du Kremlin infirme-t-il ou confirme-t-il le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale ? Les bureaucraties parasitaires peuvent-elles en finir avec le mode de production capitaliste, ou au contraire la dictature du prolétariat était-elle nécessaire pour en finir avec lui et construire le socialisme ? L'action de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections est ordonnée par un seul et même objectif : la prise du pouvoir, la réalisation de la dictature du prolétariat, en résolvant dans le cours de la lutte des classes la crise de la direction révolutionnaire.

La légitimité de la IV<sup>e</sup> Internationale découle de la nécessité que ces tâches historiques soient accomplies. Sa stratégie est entièrement axée sur la ligne de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Cette ligne est-elle conforme au mouvement du prolétariat ? La validité du « Programme de transition » dépend des réponses données à ces questions. Alors que se développe une nouvelle période de la révolution prolétarienne, en ce 100<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Léon Trotsky, il est indispensable de formuler ces réponses.

Il est non moins indispensable de faire le point de la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, l'année dernière, un numéro spécial y fut consacré, qui traitait de cette lutte. Aussi le camarade Robert Clément a-t-il pu consacrer son article à l'accomplissement de quelques tâches immédiates en vue de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Riches ont été la vie, l'activité, l'œuvre de Trotsky. Célébrant le 100<sup>e</sup> anniversaire de sa naissance, La Vérité aurait pu choisir de traiter de bien

*d'autres thèmes que ceux-là. Cependant, l'enseignement essentiel de Trotsky est qu'il faut « connaître les causes rationnelles de ce qui s'accomplit et y trouver sa place ». Ce qui s'accomplit aujourd'hui, c'est une nouvelle période de la révolution prolétarienne ; il s'agit d'en connaître les causes, d'apprécier son développement pour y trouver sa place. Ce numéro de La Vérité devait donc s'efforcer de le faire en traitant des thèmes ci-dessus énumérés.*

### **le contenu de la nouvelle période : poursuivre et achever la révolution prolétarienne mondiale**

*Quel est le contenu de la nouvelle période de la révolution prolétarienne ouverte en 1968, et que l'OCI a caractérisée comme « la période de la révolution imminente » ? La révolution prolétarienne mondiale a commencé avec la Révolution russe de 1917. Depuis, la lutte de classe du prolétariat n'a cessé de soulever en de multiples pays et à de multiples reprises la question du pouvoir. Situations révolutionnaires, crises révolutionnaires, révolutions se sont succédé. Cependant, après la victoire de la Révolution russe et jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, le prolétariat a subi une suite ininterrompue de défaites. Lorsque les armées de Hitler sont devant Moscou en décembre 1941, il semble que même ce qui subsiste des conquêtes de la révolution d'Octobre va être détruit, que l'URSS va sombrer.*

*La force des nouveaux rapports sociaux que la révolution d'Octobre a institués permet finalement à l'URSS de résister, de surmonter les terribles défaites dont Staline et la bureaucratie du Kremlin sont responsables, de bénéficier de la division des grandes puissances impérialistes en deux camps rivaux, et finalement, de vaincre l'impérialisme allemand.*

*Le recul historique permet de mieux se rendre compte combien gigantesque a été pour le système impérialiste le krach de la Deuxième Guerre mondiale. Toutes les puissances impérialistes d'Europe continentale, leurs appareils d'Etat, l'impérialisme japonais, effondrés et disloqués au cours ou à la fin de la guerre. L'ancienne puissance dominante, l'impérialisme anglais, exsangue. Seul l'impérialisme américain sort victorieux — et au faite de sa puissance — de la Deuxième Guerre mondiale.*

*Une vague révolutionnaire d'une puissance sans précédent déferle, sans que la crise de la direction révolutionnaire soit résolue dans aucun pays, et encore bien moins à l'échelle internationale. Ces conditions vont avoir des conséquences très particulières. La bureaucratie du Kremlin est allée beaucoup plus loin qu'elle ne l'avait prévu sur la voie de l'expropriation du capitalisme en Europe de l'Est, et certains PC sont allés beaucoup plus loin qu'ils ne le voulaient sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie. Conjointement, les prolétariats des métropoles impérialistes reconquerraient les anciennes positions sociales et politiques qu'ils avaient perdues en de nombreux pays avant ou au cours de la Deuxième Guerre mondiale, et en conquerraient de nouvelles, tandis que dans les pays coloniaux et semi-coloniaux les luttes de masse pour l'indépendance déferlaient.*

D'où résultent d'énormes contradictions : un prolétariat mondial ayant atteint une puissance sociale et politique écrasante et qui, pourtant, n'a pris le pouvoir, établi sa dictature dans aucun pays que ce soit. Là où le capital a été exproprié, la bureaucratie du Kremlin, les PC sont parvenus à contenir, à canaliser le prolétariat et les masses, à les corseter. Pourtant, de façon générale et au contraire de ce qui s'est passé entre les deux dernières guerres mondiales, l'impérialisme, la bourgeoisie n'ont pu infliger de défaite décisive au prolétariat.

Les rapports interimpérialistes et les rapports entre l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires, au premier chef celle du Kremlin, doivent être corrélativement dégagés pour bien mettre en lumière le contenu de la nouvelle période de la révolution prolétarienne.

Alors que la Première Guerre mondiale s'achevait précipitamment en conséquence de la victoire de la Révolution russe, en conséquence de la Révolution allemande, sans que soient tranchés les rapports entre les grandes puissances impérialistes, la Deuxième Guerre mondiale laissait toutes les autres puissances impérialistes dépendantes de l'impérialisme américain, en même temps que celui-ci devait prendre en considération la menace de la révolution prolétarienne dans les vieilles puissances impérialistes. Bénéficiant de l'appui politique de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international, des autres bureaucraties parasitaires pratiquant la « coexistence pacifique », c'est-à-dire la coopération contre-révolutionnaire à l'échelle internationale, l'impérialisme américain a été en mesure d'imposer sous sa direction une sorte d'unité d'action à toutes les puissances impérialistes sur tous les plans, économique, financier, politique, militaire, qui n'a rien à voir avec la constitution d'une sorte de super-impérialisme, chaque puissance impérialiste gardant sa propre réalité économique, politique, ses intérêts spécifiques, et les défendant.

Ainsi, toutes les ressources des Etats impérialistes, celles, gigantesques, de l'impérialisme américain ont pu être mobilisées et jusqu'à un certain point coordonnées pour reconstruire le système impérialiste. Pendant un quart de siècle, le système a fonctionné ainsi. Il a réussi à éviter des crises économiques majeures comparables à celle des années 1930, mais en créant des marchés artificiels, en ayant recours à une économie d'armement permanente, à un fantastique parasitisme, à une inflation gigantesque. C'est-à-dire en pourrissant jusqu'à ses fondations le système et en préparant une catastrophe économique sans précédent, sa dislocation. Bien entendu, ces processus économiques se combinent, nourrissent toutes les contradictions et les antagonismes sociaux et politiques, les crises de domination de classe des différentes bourgeoisies, et pas seulement des bourgeoisies des métropoles impérialistes, mais également, plus brutalement encore, celles des pays semi-coloniaux.

Mais ces rapports entre les classes à l'échelle internationale, ceux, d'une part avec le prolétariat, les masses de leur pays, d'autre part, les rapports avec l'impérialisme, leurs rapports entre elles, ont amené la bureaucratie du Kremlin et les autres bureaucraties parasitaires à un degré de crise qui ne le cède en rien à l'ampleur de la crise de l'impérialisme à laquelle elle est indissolublement liée. Il n'est pas utile de reprendre ici son analyse. Il suffira de rappeler la signification de l'émergence de la révolution politique en 1953, éclatant au même moment où se produisait la grève générale spontanée en France, que se préparaient la défaite de l'impérialisme français en Indochine, la révolution algérienne, etc. : les

prolétariats des pays où le capital a été exproprié engagent la lutte pour chasser du pouvoir et balayer les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires, pour prendre le pouvoir, instaurer ou restaurer la dictature du prolétariat. Corrélativement, les contradictions économiques que provoquent la gestion de l'économie planifiée par les bureaucraties parasitaires et la prétendue « construction du socialisme dans un seul (ou plusieurs) pays » s'aggravent. La dépendance — sur ce plan comme sur tous les autres — de ces bureaucraties par rapport à l'impérialisme s'accroît. Les antagonismes à l'intérieur de chaque bureaucratie et entre elles se tendent au point de provoquer des guerres interbureaucratiques.

En d'autres termes, en haut il est de plus en plus difficile de vivre selon les rapports établis à la fin et au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale à Yalta et à Potsdam. Ceux-ci ne font que se prolonger. Mais en bas, pour le prolétariat mondial, c'est également vrai : il ne lui est plus possible de supporter un cadre, des rapports trop étroits pour lui et qui d'ores et déjà amènent à de nouvelles catastrophes, le menacent dans son existence même.

La grève générale française de mai-juin 1968, la marche à la révolution politique en Tchécoslovaquie au cours de cette même année ont une signification précise : confronté à la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires, dont la cause première est la puissance du prolétariat mondial, ses conquêtes, ses acquis, ce même prolétariat mondial doit aller plus loin sur la voie de la révolution prolétarienne. Le contenu de la nouvelle période de la révolution prolétarienne est simple et clair : l'ordre mondial de Yalta et de Potsdam ne peut plus durer, il ne fait que se prolonger ; la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires évolue vers un saut qualitatif ; la révolution prolétarienne mondiale, commencée en 1917, se poursuivant à la suite de la Deuxième Guerre mondiale, aboutissant à l'expropriation du capital en d'immenses régions du monde, au renforcement de la puissance sociale et politique du prolétariat mais nulle part à la prise du pouvoir par celui-ci, doit être poursuivie et achevée.

C'est pourquoi, comme parties d'un même processus, révolution sociale et révolution politique sont ensemble à l'ordre du jour. Bien évidemment, la loi du développement inégal et combiné s'applique à la révolution prolétarienne. La maturité des conditions de la révolution n'est pas identique dans tous les pays, mais il s'agit d'un processus unique, et, en outre, les relations mondiales dans la lutte des classes sont aujourd'hui infiniment plus serrées et directes qu'elles ne le furent jamais. La nouvelle période peut encore se définir comme celle où l'époque de l'impérialisme et l'époque de la révolution prolétarienne — qui est dialectiquement liée à la première — parviennent à leur pleine maturité.

### révolution au Nicaragua

Le moment où le saut dialectique se produira, la quantité se transformant en qualité, ne peut être fixé mais il approche visiblement : l'ensemble des développements mondiaux le signifie. Peu de temps a passé depuis que la révolution s'est ouverte en Iran. Maintenant, c'est au tour du Nicaragua. Pour qui n'intègre pas le développement de la lutte des classes dans chaque pays à la lutte des classes mondiale, la révolution prolétarienne

dans un pays de quelques millions d'habitants peut sembler de peu d'importance. Mais la révolution prolétarienne au Nicaragua est un des anneaux de la chaîne révolutionnaire en Amérique latine. Une situation révolutionnaire se développe au Pérou. Au Brésil, une situation révolutionnaire se prépare. En de nombreux pays d'Amérique latine, mûrissent des situations révolutionnaires.

La révolution au Nicaragua participe de cet enchaînement. Elle témoigne que se rassemblent les constituants d'une vague révolutionnaire en Amérique latine. Mais elle n'en est pas un élément passif. Son envergure et son cours peuvent être un facteur de maturation et d'accélération de la marche à la révolution pour toute l'Amérique latine. Son importance ne peut donc se mesurer aux limites du Nicaragua. Enfin, l'Amérique latine est une zone vitale pour l'impérialisme américain, un de ses poumons, et lui est absolument indispensable.

Qui plus est, une vague révolutionnaire balayant l'Amérique latine donnerait à son tour une puissante impulsion à la lutte des classes sur tous les continents, et directement aux Etats-Unis. Aussi, toutes les forces de la contre-révolution tentent-elles de contenir et de faire refluer la révolution au Nicaragua.

Le Front sandiniste soutient un gouvernement bourgeois. Fidel Castro et la bureaucratie stalinienne soutiennent sa politique de défense de la propriété privée des moyens de production, mises à part les propriétés de la famille Somoza et du système bancaire endetté jusqu'au cou. L'impérialisme américain fait preuve d'une prudence extrême et d'une grande souplesse, évitant autant que possible de provoquer les masses. Préventivement, toutefois, il a armé jusqu'aux dents Somoza dont il savait la chute inévitable, pour lui donner les moyens de saigner au maximum les masses soulevées au cours de la grève générale. Les développements de la révolution au Nicaragua ne sont cependant pas écrits d'avance.

Le prochain numéro de *La Vérité* consacrera un article particulier à la révolution nicaraguayenne. Il se peut qu'elle submerge les barrages que dresse devant elle la contre-révolution sous toutes ses formes. En tout état de cause, d'ores et déjà, la révolution au Nicaragua s'inscrit comme un des premiers flux d'une nouvelle vague révolutionnaire en Amérique latine. Après la révolution iranienne, elle confirme que, dans les pays semi-coloniaux, les relations sociales et politiques sont minées, ne peuvent être stabilisées, sont constamment menacées d'effondrement, et que la révolution prolétarienne est plus que mûre (1).

---

(1) En Iran, comme au Nicaragua, comme au cours des années 1936-1939 en Espagne, la contre-révolution qui tente de reconstruire l'Etat bourgeois, de faire refluer pour ensuite tenter d'écraser ouvriers et paysans est contrainte d'attaquer violemment le « trotskysme », de déchaîner la répression contre les organisations qui se réclament de la IV<sup>e</sup> Internationale. Défendre militants et organisations se réclamant de la IV<sup>e</sup> Internationale contre la répression, sans pour autant prendre en charge leur orientation politique, fait partie de la défense des droits démocratiques, de la défense de la révolution, mais, plus encore, du droit de cité du trotskysme, des organisations se réclamant de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est pourquoi l'OCI engage toutes ses forces pour « la vie sauve pour les militants du PST condamnés à mort en Iran », et dénonce la répression contre la « Brigade Simon Bolivar » au Nicaragua.

### *Carter témoigne : crise de la société américaine*

*L'importance de ces faits ressort d'autant plus qu'ils entrent en relation avec la crise politique étreignant l'impérialisme US. Les ennuis de Carter à la suite de la conférence de Tokyo témoignent que cette crise politique n'a pas été résolue depuis que Nixon a été mis dans l'obligation de démissionner à la suite du scandale du « Watergate ». A la fin juin, à Tokyo, les chefs d'Etat ou de gouvernement des grandes puissances impérialistes se sont réunis pour tenter de limiter la consommation mondiale de pétrole. Les pays européens ont accepté de s'engager à limiter leurs importations pétrolières au cours des cinq années qui viennent. Par contre, l'impérialisme japonais a refusé de s'engager aussi loin. Carter a seulement promis qu'en 1979 et 1980 les importations des Etats-Unis ne dépasseraient pas celles de 1977, année d'importations records. C'était encore trop. A peine rentré aux Etats-Unis, fait sans précédent, Carter devait annuler au dernier moment et sans explication une communication télévisée d'importance nationale. Il se retirait à Camp David, laissait à Washington une bonne partie des membres les plus importants de son administration. Pendant une dizaine de jours, il consultait des dizaines de personnalités américaines. A la suite de quoi il prononçait un discours, exposant à sa manière la crise profonde de la société américaine :*

« Je veux parler ce soir d'un sujet encore plus grave que l'énergie ou l'inflation. Je veux vous parler tout de suite d'une menace fondamentale qui pèse sur la démocratie américaine.

Je ne veux pas parler de nos libertés politiques et civiles. Elles dureront. Et je ne fais pas allusion à la force extérieure de l'Amérique, pays qui est en paix ce soir partout dans le monde, et qui dispose d'une puissance économique et d'une puissance militaire sans égales.

La menace est presque invisible selon les moyens ordinaires. C'est une crise de confiance. C'est une crise qui frappe au cœur même, à l'âme et à l'esprit de notre volonté nationale. On peut voir cette crise dans le doute croissant sur la signification de notre vie, et dans la perte d'une unité d'objectifs pour notre pays. L'érosion de notre confiance en l'avenir menace de détruire le tissu social et politique de l'Amérique. »

#### *Il poursuivait :*

« Les deux tiers de notre peuple ne votent même pas. La productivité des travailleurs américains, en fait, décroît. Et la disposition des travailleurs américains à épargner pour l'avenir est tombée au-dessous de celle de tous les autres peuples du monde occidental.

Aujourd'hui, comme vous le savez, il y a un manque de respect croissant pour les gouvernements, les églises et les écoles, la presse et les autres institutions. Ce n'est pas un message heureux ni rassurant, mais c'est la vérité et c'est un avertissement. Ces changements ne se sont pas produits du jour au lendemain, ils sont apparus progressivement sur la dernière génération. Des années qui ont été remplies de chocs et de tragédies.

Nous étions sûrs que notre pays était un pays de bulletins de vote, non de coups de feu. Jusqu'au meurtre de John Kennedy, de Robert Kennedy et de Martin Luther King. On nous avait appris que nos armes étaient toujours invincibles et nos causes toujours justes. Mais ce ne fut pas pour souffrir les affres du Vietnam.

Nous respectons la Présidence comme une place d'honneur, jusqu'au choc du « Watergate ». Vous vous rappelez que la phrase "sain comme un dollar" était l'expression d'une fiabilité absolue, jusqu'à ce que dix ans d'inflation commencent à faire rétrécir notre dollar et nos économies.

Nous pensions que les ressources de notre pays étaient sans limites, jusqu'en 1973, lorsque nous avons dû affronter une dépendance croissante à l'égard du pétrole étranger. Ces blessures sont encore très profondes, elles n'ont jamais été pansées.

En cherchant une issue à cette crise, notre peuple s'est tourné vers le gouvernement, et l'a trouvé isolé du grand courant de la vie de notre nation. Washington est devenu une île. Le fossé entre nos citoyens et notre gouvernement n'a jamais été si large. »

### *une marche inexorable*

*Après quoi, il annonçait quelques objectifs à atteindre. Ils le seront ou ne le seront pas, ce qui ne change rien de toute façon quant au fond : réduction des importations pétrolières, augmentation de la production synthétique du pétrole, et surtout, création d'un office de mobilisation des ressources énergétiques chargé de coordonner l'effort national, création d'une société nationale de l'énergie responsable du développement des énergies de remplacement. La seule chose importante est que des milliards de dollars vont être consacrés à la constitution d'un nouveau marché, celui de la production d'énergies de remplacement.*

*Mais par contre, à la suite de cette retraite à Camp David et de ses discours, Carter a remanié profondément son cabinet. Aux Etats-Unis, les équipes présidentielles sont généralement composées d'hommes qui viennent des milieux d'affaires et qui y retournent lorsque prennent fin leurs fonctions officielles. Carter a dû remanier profondément son cabinet tout simplement parce que les hommes qui le composaient agissaient en fonction des intérêts des milieux d'affaires auxquels ils sont liés, au détriment de la politique officielle du gouvernement Carter. D'autre part, encore moins que ses prédécesseurs il n'est capable d'imposer sa politique au Congrès.*

*Loin de s'atténuer, tous les éléments de la crise de l'impérialisme américain se renforcent. Les masses n'entendent pas sacrifier quoi que ce soit aux exigences du capital en crise. Elles perdent confiance en son avenir, dans le système politique en place. Or, la classe ouvrière américaine, puissamment organisée dans ses syndicats, si bureaucratiques qu'ils soient, et bien qu'elle ne dispose toujours pas d'une expression politique qui lui soit propre, est un géant. Pour lui imposer la discipline nécessaire à la réalisation des exigences et des objectifs nationaux et mondiaux de l'impérialisme américain, il faudrait la briser. Les choses ne vont pas mieux du côté de la bourgeoisie, chaque fraction de celle-ci, y compris chaque fraction du capital financier, défendant d'abord et avant tout ses intérêts particuliers, fût-ce au détriment de l'intérêt collectif de la bourgeoisie comme classe. Ainsi, les trusts pétroliers défendent leurs intérêts de pétroliers. Ainsi, les grandes banques spéculent contre le dollar. Et l'Etat, le pouvoir exécutif, se heurte à l'héritage politique, aux traditions américaines parlementaristes, aux pouvoirs locaux, au pouvoir des Etats. La contradiction entre la nécessité d'un pouvoir fort, d'un Etat centralisé capable de discipliner toutes les classes et toutes les couches de la société*

*américaine aux intérêts historiques de l'impérialisme et l'héritage de l'histoire des Etats-Unis devient de plus en plus criante. La personnalité de Carter est tout à fait secondaire.*

*Cette contradiction ne peut être résolue à court terme. Elle ne pourrait l'être que positivement par la révolution prolétarienne et négativement par l'instauration d'une sorte de fascisme aux Etats-Unis, à l'issue de longs développements politiques et d'affrontements brutaux entre les classes et à l'intérieur de celles-ci. Au moment présent, elle s'aggrave et contribue à aggraver l'ensemble de la crise du système impérialiste. Car, là aussi, l'histoire joue un très mauvais tour à l'impérialisme. L'impérialisme américain est et reste — nul impérialisme ne peut le relayer, se substituer à lui — le pivot et la force motrice du système capitaliste, et le pivot et la force motrice de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire dont les deux ailes sont Moscou et Pékin.*

*Cette introduction ne saurait se substituer à une nouvelle analyse des rapports mondiaux. Il suffira donc de rappeler quelques données principales. La crise des moyens de paiement internationaux ne cesse de s'aggraver : à l'heure où ces lignes sont écrites, la cotation de l'once d'or en dollars se situe au-dessus de 320. A nouveau, le dollar plonge. La hausse mondiale des prix s'accélère. Les déséquilibres des balances s'aggravent. Et pourtant, seule une gigantesque inflation peut maintenir en activité la machine économique capitaliste. Actuellement, un nouveau plan est élaboré qui, s'il était mis en application, donnerait une singulière impulsion à l'inflation mondiale.*

*Malgré tout, on estime très officiellement que la conjoncture économique aux Etats-Unis et dans tous les pays capitalistes risque d'être catastrophique en 1980. Processus économiques, sociaux, politiques sont inséparables. Partout, à l'instar de ce qui se passe aux Etats-Unis, les crises de domination de classe des différentes bourgeoisies s'enveniment. Mais beaucoup plus immédiatement qu'aux USA, en certains pays comme la France, l'Italie, l'Espagne, voire l'Angleterre, ces crises ouvrent la voie à des crises révolutionnaires, au surgissement des masses sur la scène de l'histoire. L'aggravation des contradictions économiques et financières donne une nouvelle impulsion aux crises politiques de domination de classe des différentes bourgeoisies, aiguillonne le mouvement des masses. L'accentuation des crises politiques de domination de classe des différentes bourgeoisies, l'imminence de l'irruption des masses accélèrent la marche à une crise économique et financière disloquant le marché mondial, les échanges internationaux, la division internationale du travail.*

### **nouveaux éléments sur la crise des bureaucraties parasitaires**

*La crise du système impérialiste englobe la crise des bureaucraties parasitaires. La vague de hausse des prix en de nombreux pays de l'Europe de l'Est en est une des dernières manifestations. En Hongrie, par exemple, les tarifs d'électricité ont augmenté de 51 %, ceux du mazout de 30 %, ceux du charbon de 25 % ; le pain a augmenté de 50 %, la viande de 30 %. En Tchécoslovaquie, l'électricité, le gaz et le charbon ont été augmentés de 50 %, les tarifs postaux de 40 à 150 %. En URSS, des haus-*



ses de prix sont intervenues qui atteignent de 18 à 50 % sur certains produits. Dans tous les pays de l'Europe de l'Est, des mesures ont été prises pour restreindre considérablement la circulation routière.

*L'enquête que L'Humanité des 10, 11 et 12 août 1979 a publiée et qui tente de justifier la hausse des prix en Hongrie est extrêmement claire :*

« Selon les responsables de l'économie hongroise, cette situation, qu'il faut bien qualifier de difficile, est la résultante de deux facteurs :

1 - Les bouleversements opérés sur les marchés internationaux avec des hausses de prix massives concernant non seulement l'énergie et les matières premières, mais aussi les produits industriels. Ces changements sont particulièrement sensibles pour la Hongrie, dont le commerce extérieur représente 27 % du produit national brut, contre près de 25 % pour la France.

Pour parler autrement, nous dirons que les pays capitalistes développés exercent sur les pays socialistes une pression de plus en plus grande, afin de leur imposer des échanges inégaux.

Ainsi, pour la seule année 1974, les prix des produits industriels importés par la Hongrie ont grimpé de 40 %. Comme le pays réalise le tiers de ses échanges extérieurs avec l'Occident, la situation est particulièrement tendue : en 1978, le déficit hongrois à l'égard des pays "non socialistes" a atteint 51,3 milliards de forints, soit exactement 10 % du revenu national.

Résultat de ces déficits qui s'accumulent depuis 1974 : le pays est de plus en plus endetté. On sait, par ailleurs, qu'une des tendances dominantes du pillage capitaliste consiste justement en un pillage financier. On impose des déficits commerciaux aux partenaires, puis on leur prête de l'argent. Le gonflement du crédit à l'échelle internationale est aujourd'hui un des principaux moyens utilisés par les multinationales pour continuer d'assurer leurs débouchés. Mais ce gonflement de crédit, quasiment incontrôlé, alimente l'inflation et aggrave encore plus la position des pays déficitaires.

Quoi qu'il en soit, la Hongrie est désormais à la tête d'une dette de 6,1 milliards de dollars (26 milliards de francs), ce qui représente 40 % du montant de ses exportations vers l'Ouest. (...)

Le nouveau système de prix hongrois a pour objectif de tenir compte du marché international et d'aller dans le sens de la responsabilité des entreprises afin d'atteindre une meilleure efficacité économique.

C'est une tâche qui, selon les experts et les responsables de l'économie, impose qu'on ne vive plus au-dessus des moyens de la Hongrie et que toute amélioration du niveau de vie suive et non précède l'amélioration de l'efficacité économique. (...)

On nous l'a dit et redit. Pour rétablir les équilibres de l'économie hongroise face aux changements du monde, le choix n'est pas de s'isoler mais d'affronter le marché mondial. *"L'essentiel des changements actuels est le changement du système des prix qui consiste à accepter de plus en plus l'économie mondiale"*, estime Janos Jumasz.

Cette approche est parfaitement résumée dans un article de Jozsef Bogнар, directeur de l'Institut d'économie mondiale de l'Académie des sciences de Hongrie, publié par les *"Nouvelles Etudes hongroises"*. Bogнар écrit : *"Les développements prouvent de façon péremptoire que l'économie hongroise et celle des autres pays socialistes cherchent l'issue non point dans l'introversion, mais bien dans l'extension des relations économiques extérieures... Cette réponse est la résultante d'un comportement de stratégie économique parfaitement réfléchi."* Stratégie que l'auteur résume ainsi : *"Au point de vue de l'économie extérieure, le facteur optimal — le postulat — est une politique qui prend minutieusement en compte les processus du marché mondial en matière d'investissement, de production,*

*d'emploi et de vente, en contrepartie de quoi des marchés s'ouvrent, des profits s'obtiennent, des techniques et des sources supplémentaires de développement viennent alimenter la vie de l'économie.*"

Et Bogнар ajoute : *"La nouvelle stratégie d'économie extérieure consiste justement à placer les problèmes d'économie extérieure au centre de notre développement."* »

*Quelle reconnaissance plus éclatante peut-il y avoir de la faillite de la « théorie » de « la construction du socialisme dans un seul (ou plusieurs) pays » ? Peut-être le nouveau « Code des investissements étrangers » en Chine, publié au début de ce même mois de juillet qui a vu ces hausses vertigineuses des prix décrétées dans les pays de l'est de l'Europe et en URSS. Ce code stipule que les investissements étrangers en de futures entreprises mixtes ne peuvent être inférieurs à 25 % des investissements totaux, mais ne fixe pas de limite supérieure. Aucune limite n'est fixée quant à l'exportation des bénéfices. Les sociétés mixtes pourront emprunter et vendre à l'étranger. Il y a deux ans, le gouvernement vietnamien avait lui aussi promulgué un « Code des investissements étrangers » extrêmement libéral.*

*Ces exemples illustrent la dépendance économique des pays où le capital a été exproprié et que gèrent les bureaucraties parasitaires vis-à-vis de l'économie capitaliste et de l'impérialisme. Ils montrent qu'aux prises avec d'insolubles contradictions les bureaucraties parasitaires ont tendance à créer les conditions du retour à la subordination de la production aux lois qui s'exercent sur le marché et à la pénétration impérialiste. Mais ce sont les conséquences de l'antagonisme social et politique inéluctable qui oppose le prolétariat aux bureaucraties parasitaires. De telles politiques économiques sont des manifestations des crises politiques de domination des bureaucraties parasitaires confrontées aux masses, à l'actualité brûlante de la révolution politique, partie intégrante de la révolution prolétarienne mondiale, et redoutant la révolution sociale dans les pays capitalistes. Ces mesures sont des attaques directes contre les masses. Elles ne font qu'exacerber les antagonismes sociaux et politiques.*

*Répétons-le, l'ensemble des rapports économiques, sociaux et politiques ont évolué au cours de ces derniers mois de telle sorte que l'on approche d'un point de rupture, du moment où la quantité se transforme en qualité. Ce qui subsiste de l'ordre mondial de Yalta et de Potsdam est en cause.*

### **le prochain maillon : la France ?**

*Quel nouveau maillon de la chaîne va se rompre à plus ou moins longue échéance ? Une chose est certaine : en France, la tension s'accroît de mois en mois. En contradiction avec les rapports de forces politiques existant dans le pays, le gouvernement Giscard-Barre — que couvrent les députés RPR-UDF, majoritaires à l'Assemblée nationale et minoritaires dans le pays — se livre à une agression forcée sur le plan économique et social contre les masses. Tout est remis en cause : l'enseignement, la santé. Le chômage ne cesse de s'étendre, la hausse des prix s'accroît, etc.*

*Tout se passe comme si ce que la V<sup>e</sup> République n'a pu réaliser en vingt ans — arracher aux masses leurs acquis sociaux, leur imposer une diminution radicale du pouvoir d'achat, reconstituer une vaste armée de*

*chômeurs, réaliser la mobilité de la main-d'œuvre d'une qualification à l'autre, d'une profession à l'autre, d'une région à l'autre, dégrader les conditions de vie —, le gouvernement Giscard-Barre se proposait d'y parvenir en quelques mois. La crise d'ensemble de l'impérialisme, particulièrement la précipitation de la marche à une crise économique majeure, le poussent à ces extrémités.*

*Mais alors se pose une question : pourquoi de Gaulle et Pompidou ne sont-ils pas parvenus à atteindre ces objectifs ? Parce qu'ils n'ont pu intégrer les syndicats ouvriers à l'Etat, les détruire, imposer le corporatisme ; parce qu'il leur a été impossible d'en finir avec « le régime des partis » ; parce qu'ils n'ont pu liquider les droits et libertés, droit d'organisation, liberté de presse, etc. Ce que de Gaulle et Pompidou n'ont pu réaliser sur ce plan, ce n'est pas le gouvernement Giscard-Barre qui le réussira. La coopération active des dirigeants ouvriers lui est indispensable pour mener son offensive contre les masses. C'est à quoi ceux-ci se prêtent. La raison en est qu'ils comprennent parfaitement l'enjeu : à défaut de « solution de rechange » dans le cadre de la V<sup>e</sup> République, l'échec, la défaite du gouvernement Giscard-Barre amène à l'ouverture de la crise révolutionnaire en France. Les lignes du jeu politique restent sensiblement les mêmes. Pour disposer d'une solution de rechange, il faudrait que le PS s'intègre à une nouvelle « majorité parlementaire ». De l'extérieur comme de l'intérieur du PS, une énorme pression s'exerce sur Mitterrand et son courant pour qu'ils adoptent cette politique. Mais, à l'inverse, cette politique, qui exige que le PS participe à un gouvernement ou au moins soutienne un gouvernement dans un régime politique de type bonapartiste, aurait l'inéluctable conséquence de disloquer le PS, si difficilement reconstruit après que Guy Mollet l'eût ruiné en soutenant de Gaulle et en participant à un de ses gouvernements. Mais le PS est aussi indispensable en cas de crise révolutionnaire comme un des éléments principaux d'un barrage contre les masses du type de celui d'un gouvernement de front populaire. Mitterrand et son courant, outre leurs ambitions personnelles, en sont pleinement conscients (ainsi qu'une partie de la bourgeoisie) ; aussi affirment-ils leur fidélité à une politique d'« Union de la gauche ».*

### **partir de et aboutir à : la question du gouvernement**

*L'aspect le plus important de la situation en France est l'état d'esprit des masses. Une véritable angoisse les saisit. Une certitude et une volonté se dégagent : il faut en finir avec ce gouvernement, cette Assemblée nationale dont les députés RPR-UDF sont minoritaires dans le pays. Prenant en compte l'état d'esprit des masses, l'OCI a pris l'initiative d'impulser la signature d'une lettre ouverte aux dirigeants du PS et du PCF, qui, partant du respect de la démocratie dont ceux-ci se réclament, pose la question :*

#### **« DIRIGEANTS DU PCF ET DU PS,**

Lorsque vous nous avez appelés à voter pour vous, nous l'avons toujours fait. Aujourd'hui, étant donné la politique de ce gouvernement, ses actes, nous vous faisons légitimement savoir : exercez ce pouvoir de mandat que vous nous avez demandé, ne l'abandonnez pas au bénéfice des députés RPR-UDF minoritaires dans le pays et de leur gouvernement qui prend, au profit de la bourgeoisie, des décisions aggravant sans limite ni frein nos conditions d'existence.

Si réellement vous voulez respecter le mandat que vous avez pris envers nous, vous ne devez pas permettre que le gouvernement Giscard-Barre, sous couvert de la coalition giscard-chiraquienne qui domine l'Assemblée nationale, poursuive ses méfaits. Nous le répétons : c'est vous seuls, députés du PS et du PCF, que nous avons choisis, et par conséquent c'est à vous qu'il appartient de constituer le gouvernement PS-PCF sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois. Il faut que vous combattiez pour la constitution d'un tel gouvernement.

C'est vous qui devez prendre le pouvoir de modifier et d'abolir les lois anti-ouvrières. Quant à nous, nous avons décidé de combattre en réalisant l'unité des travailleurs et des organisations pour nous préserver comme êtres humains, contre la déchéance, l'inculture, le chômage, l'ignorance organisés par le gouvernement Giscard-Barre et l'Assemblée nationale pour la défense de la société capitaliste. »

*L'OCI dégage et permet que s'expriment les aspirations et la volonté des masses. Mais ces aspirations et cette volonté sont en conflit flagrant avec la politique des dirigeants. Certes, jusqu'à présent, le PS, sous la direction de Mitterrand, a résisté aux pressions puissantes qui s'exercent en vue de son intégration à une nouvelle majorité de la V<sup>e</sup> République. Jamais pourtant il n'a mis en cause la V<sup>e</sup> République, le gouvernement Giscard-Barre, la légitimité du point de vue de la démocratie d'une Assemblée nationale dont la majorité est minoritaire dans le pays.*

*Quant au PC, il ordonne plus que jamais l'application de la politique du gouvernement Giscard-Barre contre les masses. La sensibilité contre-révolutionnaire qui lui est propre lui a dicté de ne pas attendre la rentrée politique. Dès le départ, il tente de passer aux masses un carcan politique. Le 28 août, le bureau du groupe PCF à l'Assemblée nationale demande sa convocation anticipée :*

« Le pays doit être avisé des conséquences de la situation actuelle de déficit budgétaire, de déficit de la balance commerciale, de chômage et d'atteinte considérable au pouvoir d'achat des travailleurs. » (Robert Ballanger)

*Comme si « le pays », les masses exploitées, la jeunesse ne connaissent pas les conséquences de la politique du gouvernement Giscard-Barre : elles les subissent. Ballanger poursuit :*

« Le gouvernement a le devoir de convoquer la prochaine session parlementaire avant le mois d'octobre, et le Parlement doit prendre ses responsabilités. »

*En quelques mots, tout est dit : le gouvernement doit convoquer la prochaine session parlementaire, c'est son devoir, donc ce gouvernement est légitime, on lui demande et on attend de lui qu'il fasse « son devoir » ; « le Parlement doit prendre ses responsabilités », donc la majorité de députés UDF-RPR, minoritaire dans le pays, est elle aussi légitime ; « ses responsabilités », mais elle les prend, en servant de couverture au gouvernement. Ainsi, d'entrée, les masses sont subordonnées au gouvernement, à cette Assemblée nationale, au pouvoir, au régime en place, et bien entendu à leur politique.*

*La tâche particulière de l'appareil stalinien de la CGT est d'empêcher que le mouvement des masses engage la lutte contre le gouvernement, pour les revendications. Dès la seconde quinzaine d'août, l'appareil programme une « semaine d'action » entre le 3 et le 7 septembre, qui plus est dans la plus totale division, sous prétexte qu'il faut agir. Mais il devient*

*de plus en plus difficile d'imposer à la classe ouvrière, à la jeunesse, « journées » et « semaines d'action », grèves tournantes et autres jongleries pour empêcher toutes mobilisation et action réelles. Marchais s'est saisi de la proposition, nullement innocente d'ailleurs, de Mitterrand de réaliser l'« union à la base » :*

« Il faut unir dans la lutte contre le pouvoir et le patronat pour des objectifs conformes aux intérêts des travailleurs tous ceux qui le souhaitent. »

*Pour que nul n'en ignore, il ajoute :*

« Un exemple : j'ai lu dans un journal du soir que le Parti socialiste avait répondu à la lettre que lui avait adressée la CGT, mais qu'il refusait de soutenir la semaine d'action de la CGT. Je comprends mal ce Parti socialiste et François Mitterrand qui d'un côté vient nous dire : "Il faut organiser l'unité d'action" (ce qui rejoint les positions qui sont les nôtres), mais qui dans le même temps refuse d'engager son parti dans le soutien à des initiatives d'unité d'action correspondant aux intérêts des travailleurs. »

*Le PS est sollicité de soutenir ouvertement la politique de l'appareil stalinien, de dislocation du mouvement des masses. Quant à Georges Séguy, au cours de son discours prononcé place de la République, le jour « point fort » de la semaine d'action, il invitait les autres centrales à s'associer à cette politique.*

*Si l'appareil stalinien de la CGT joue le premier rôle pour tenter de disloquer le mouvement des masses, tous coopèrent, chacun occupant un créneau, à cette tâche, à faire appliquer la politique gouvernementale. Les fédérations CFDT, FO, Cadres de la métallurgie ont ratifié la « convention sociale » qui organise le licenciement de 27 000 travailleurs de la sidérurgie. La fédération CGT a affirmé que si elle ne pouvait certes signer dans sa totalité cette « convention sociale », elle approuvait les mises à la retraite anticipée qui concernent 12 000 travailleurs, qu'elle a présentées comme un recul du patronat et du gouvernement devant « l'action ». Alors que, de toute évidence, ce sont 12 000 licenciements camouflés qui engagent tout le processus des licenciements. Dernièrement encore, tous les dirigeants des centrales ont camouflé en succès les mesures du gouvernement Giscard-Barre qui s'intègrent dans l'ensemble de sa politique.*

*La ligne politique de l'OCI consiste à faire exploser la contradiction entre la politique des appareils, de l'appareil stalinien en particulier, et les aspirations, la volonté des masses. Le point de départ ne peut être maintenant que : les masses veulent en finir avec ce gouvernement, cette Assemblée nationale, pour arracher les revendications ; pour atteindre cet objectif, pour porter au pouvoir un gouvernement du PS et du PCF, sans représentants des partis bourgeois, l'unité des travailleurs est nécessaire, le front unique des organisations ouvrières doit être imposé. La « Lettre aux dirigeants du PS et du PCF » est le point d'appui dont a besoin cette politique. C'est dire qu'elle ne saurait se limiter à cela.*

*Se heurtant à la politique des appareils, les masses ont besoin de se rassembler à partir d'objectifs précis, de revendications précises pour engager le combat contre le gouvernement. L'oublier serait une énorme faute tactique. Toutefois, oublier que c'est contre l'ensemble de la politique du gouvernement que les masses veulent se dresser serait une non moins monstrueuse erreur. Il faut engager le combat pour les revendications, contre le gouvernement ; engager le combat c'est, d'abord, la*

*grève. Rassembler les forces militantes pour préparer et engager la grève, telle est la tâche du jour. Pour et dans cette activité politique, l'OCI se construit. Elle prépare différents regroupements militants : des enseignants, des métallos, éventuellement d'autres. Elle prépare une nouvelle Conférence nationale ouvrière et jeune. L'ampleur des résultats obtenus permettra de fixer d'autres objectifs plus vastes et plus décisifs. A la V<sup>e</sup> Conférence nationale ouvrière et jeune, des centaines de comités pour l'unité, de regroupements de jeunes, seront représentés et décideront.*

*L'OCI peut et doit être un facteur actif de la préparation immédiate et de l'engagement de la mobilisation générale du prolétariat et de la jeunesse qui en finira avec le gouvernement Giscard-Barre, cette Assemblée nationale, la V<sup>e</sup> République et ses institutions, et qui sera le début de la crise révolutionnaire en France.*

\*

\*

\*

*Voilà ce qui est à l'ordre du jour en France. Or, la France est un maillon de la chaîne de la révolution en Europe et dans le monde. La crise révolutionnaire est à l'ordre du jour en nombre de pays. L'unité mondiale de la lutte des classes dans l'espace et dans le temps ne signifie évidemment pas que les rapports entre les classes, les rapports politiques sont identiques dans tous les pays, que partout ils sont au même degré de maturité révolutionnaire. Il faut partir de l'appréciation du contenu de la nouvelle période de la révolution prolétarienne : poursuivre et achever la révolution prolétarienne mondiale. Les rapports mondiaux entre les classes n'ont jamais été aussi denses, aussi serrés, étroits. En ce centième anniversaire de la naissance de Léon Trotsky, nous sommes à la limite d'un saut qualitatif dans les rapports mondiaux entre les classes qui libérera les forces de la révolution. Le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, les organisations qu'il regroupe, l'OCI ont la possibilité d'y jouer dès maintenant un rôle très important, de se préparer à résoudre la crise de la direction révolutionnaire en bâtissant les partis de la IV<sup>e</sup> Internationale, en reconstruisant la IV<sup>e</sup> Internationale. Quel autre genre d'anniversaire pourrait mieux convenir à Léon Trotsky ?*

*« La Vérité »,  
le 7 septembre 1979.*

Pierre Bro

**PREMIERE  
PARTIE**





Pierre Broué

# Trotsky et la révolution prolétarienne du XX<sup>e</sup> siècle

*Lev Davidovitch Bronstein, entré dans l'Histoire sous l'un de ses nombreux pseudonymes, Trotsky, était né le 25 octobre (7 novembre) 1879, trente-huit ans jour pour jour avant l'insurrection d'Octobre. Dans l'avant-propos de son autobiographie, il écrit à ce sujet :*

« Le jour de ma naissance coïncide avec celui de la révolution d'Octobre. Les mystiques et les disciples de Pythagore peuvent tirer de là les conclusions qu'ils voudront. Je ne me suis aperçu moi-même de cette curieuse coïncidence que trois ans après les journées d'Octobre. » (1).

*L'œuvre politique de Trotsky, celle de l'écrivain, du militant, du dirigeant révolutionnaire est sans aucun doute la plus importante de ce siècle. Ce qui explique l'acharnement des maîtres de ce monde. Les livres de Trotsky ont été, pendant des décennies, brûlés, interdits, totalement inaccessibles sur les trois quarts de la surface de la terre. La terreur de la police politique, qu'il s'agisse de celle de l'impérialisme ou de celle de la bureaucratie stalinienne, a été cause de bien des autodafés et ce sont parfois les militants eux-mêmes qui ont de leurs propres mains détruit des ouvrages dont la simple possession pouvait signifier pour eux la mort — et pas seulement en Union soviétique ou en Allemagne nazie.*

(1) *Ma Vie*, éd. Rieder, I, p. 17.

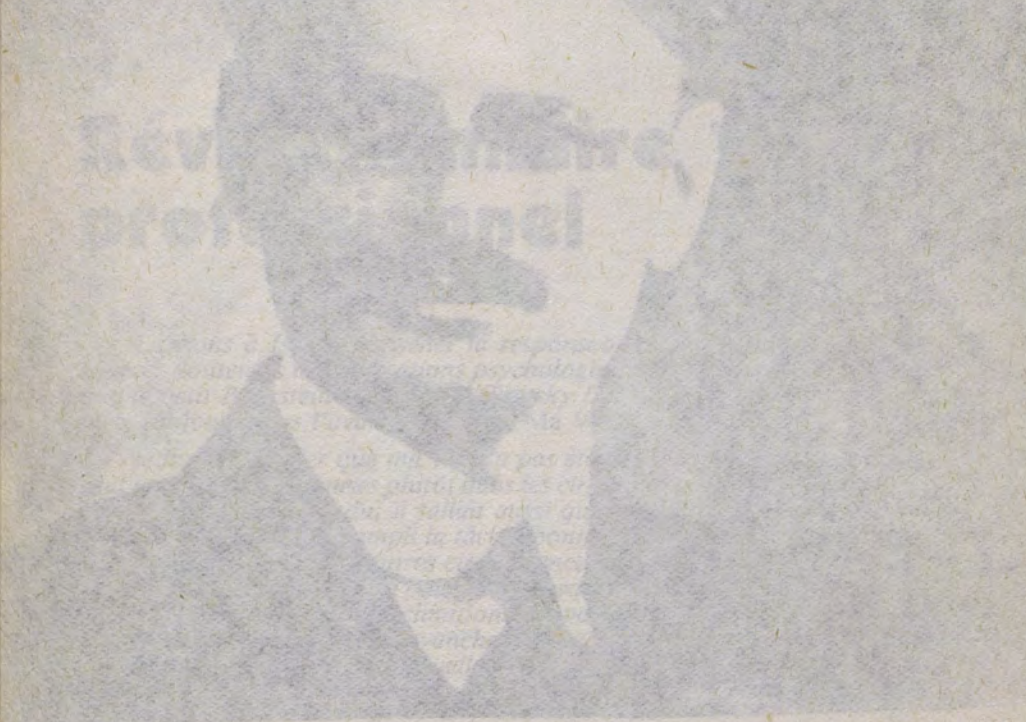
*C'est que le jeune étudiant qui, en 1896, s'est lancé dans le mouvement révolutionnaire clandestin à Odessa, un mouvement qui soulevait la jeunesse de l'empire tsariste après le suicide par le feu — soixante-deux ans avant le Tchèque Jan Pallach — de l'étudiante Vetrova dans la forteresse Pierre-et-Paul, entré du même coup dans le grand mouvement mondial qui a marqué, depuis, le siècle des guerres et des révolutions. Formé à l'université des prisons et de la déportation dans l'empire du tsar, le jeune Trotsky a vécu en Occident le développement du mouvement ouvrier et socialiste, les grandes heures et le début de la dégénérescence de la social-démocratie allemande, la lutte pour l'indépendance de classe du mouvement socialiste français. Il a connu et Bebel et Liebknecht père et fils, et Rosa Luxemburg comme Jaurès. Ses amis personnels étaient des hommes comme Christian Rakovsky, le révolutionnaire internationaliste des Balkans, Henk Sneevliet, qui fut le pionnier du communisme en Indonésie comme en Chine — et son nom figure au bas des résolutions présentées aux congrès et conférences du Parti socialiste américain par les premiers révolutionnaires marxistes du Nouveau Continent.*

*Nouveau venu dans l'état-major des révolutionnaires et des socialistes, il fut, à 26 ans, en tant que président du Soviet de Saint-Pétersbourg, le premier socialiste russe — et pendant des années le seul encore — que le flot de la révolution montante du XX<sup>e</sup> siècle ait porté à la tête d'un organisme révolutionnaire. La seconde vague, celle de 1917, le porta, aux côtés de Lénine, à la barre du premier Etat ouvrier, cible de la haine de l'impérialisme mondial, symbole des aspirations des travailleurs et opprimés du monde. Rédacteur du manifeste de l'Internationale communiste lors de sa fondation, fondateur de l'Armée rouge des ouvriers et des paysans qui tint tête aux puissances impérialistes coalisées, stratège et théoricien du parti mondial de la révolution socialiste, il était, à la mort de Lénine en 1924, le seul homme apte à porter sur ses épaules l'héritage des combats victorieux comme des sanglantes défaites de la révolution mondiale en ce premier quart de siècle.*

*Il sut assumer cet héritage. Ayant appris par son expérience — comme il le note en 1929 — « ce que sont les flux et les reflux de l'histoire » et qu'« il ne suffit pas de se montrer impatient pour les transformer plus vite », « accoutumé à prendre la perspective de l'histoire d'un autre point de vue que celui de son sort personnel », convaincu que « la première obligation d'un révolutionnaire » est « de connaître les causes rationnelles de ce qui s'accomplit et d'y trouver sa place » (2), il fit face lucidement au terrible reflux de la révolution, à la rapide dégénérescence de l'Etat ouvrier et du Parti bolchevique qui l'avait construit au service des masses. L'œuvre de Trotsky, dirigeant de l'Opposition de gauche en Union soviétique, puis exilé sur une « planète sans visa », n'est pas moins importante et décisive que celle du dirigeant de l'insurrection d'Octobre et du chef de l'armée de la révolution. Expulsé d'Union soviétique, réfugié en Turquie, puis en France, expulsé de France, réfugié, puis emprisonné en Norvège, accueilli finalement par le Mexique, traqué de continent en continent à la fois par la haine de l'impérialisme et celle de la bureaucratie, il finit par tomber, le 21 août 1940, sous les coups d'un de ces tueurs qui le pourchassaient depuis des années. Il avait eu le temps d'apporter*

(2) *Ibidem*, p. 20.

*des contributions décisives à l'analyse du fascisme, à la dégénérescence de l'URSS et à l'explication du stalinisme, à tous les problèmes généraux et particuliers de l'impérialisme en sa phase de déclin, de la question nationale à la crise de la culture et à chacun des problèmes stratégiques de la lutte de classes et de la révolution prolétarienne.*



... dans le monde...  
... en 1956...  
... la révolution...  
... la lutte de classes...  
... la question nationale...  
... la culture...  
... la révolution prolétarienne...

... dans le monde...  
... en 1956...  
... la révolution...  
... la lutte de classes...  
... la question nationale...  
... la culture...  
... la révolution prolétarienne...

... la révolution...  
... la lutte de classes...  
... la question nationale...  
... la culture...  
... la révolution prolétarienne...

1) ... la révolution...  
2) ... la lutte de classes...  
3) ... la question nationale...  
4) ... la culture...  
5) ... la révolution prolétarienne...



*Signature du Titulaire.*

*Leon Trussler*

# 1.

## Révolutionnaire professionnel

Laissons à Isaac Deutscher la responsabilité de chercher dans des sources douteuses les explications psychologiques permettant d'expliquer que le petit Bronstein soit devenu Trotsky (3). Comme l'écrivait ce dernier, toujours dans l'avant-propos de *Ma Vie* :

*« Je ne puis nier que ma vie n'a pas été des plus ordinaires. Mais il faut en chercher les causes plutôt dans les circonstances de l'époque qu'en moi-même. Bien entendu, il fallait aussi qu'il existât certains traits personnels pour que j'aie rempli la tâche, bonne ou mauvaise, que j'ai remplie. Cependant, dans d'autres circonstances historiques, ces particularités individuelles auraient pu paisiblement somnoler, de même que somnolent, innombrables, des inclinations et passions humaines que la vie sociale ne réclame pas. En revanche, il se peut que se soient manifestées d'autres qualités qui sont actuellement rejetées ou écrasées. En fin de compte, l'objectif prend le pas sur le subjectif et décide de tout. » (4).*

Que Trotsky soit né dans une famille juive d'un père qui était — fait exceptionnel pour un Juif — devenu paysan aisé, qu'il ait été instruit dans une école réelle — et non au gymnase, plus accessible aux enfants juifs, mais aussi avec un enseignement beaucoup plus scientifique que classique, morose, mais relativement libéral, qu'il ait été très tôt sensible à l'exploitation et à l'oppression, qu'il ait dévoré à 18 ans tracts et brochures révolutionnaires et populistes et se soit

engagé dans le mouvement des étudiants en direction des ouvriers russes à travers l'Union des travailleurs de la Russie du Sud, tout cela n'est que l'expression particulière du fait que la société tsariste était secouée par une crise profonde, sapée par la « vieille taupe », comme disait Marx, et à la veille de secousses révolutionnaires profondes.

---

Le passeport délivré par les autorités françaises à Léon Trotsky avant qu'il se rende en Suisse, à la Conférence socialiste internationale de Zimmerwald (Ph. R. Viollet).

(3) Au sujet de l'utilisation par I. Deutscher de G. Ziv, *Trotsky. Caractéristique. D'après des souvenirs personnels* (New York 1921), voir l'article de Michel Kehron, « A Propos d'une source de Deutscher », *Cahiers Léon Trotsky* n° 2.

(4) *Ma Vie*, I, p. 16.

## LA FORMATION D'UN REVOLUTIONNAIRE

Peu importe, de ce point de vue, que Trotsky ait été converti du populisme au marxisme par sa future compagne, Alexandra Lvovna Sokolovskaja, ou par quelque autre militant. Ce qui compte, c'est qu'il soit ainsi entré dans un mouvement qui traversait toutes les frontières, « l'Internationale » — et qui trouvait dans les contradictions de la société en crise de l'empire russe les conditions les plus favorables pour la sélection de ces « révolutionnaires professionnels » tant décriés par bourgeois et petits-bourgeois. C'est à leur sujet qu'il devait écrire plus tard, décrivant ce milieu qui avait tant contribué à sa propre formation :

« Le mouvement ouvrier du monde civilisé connaît nombre de fonctionnaires et de politiciens professionnels ; la plupart se distinguent par leur esprit conservateur, leur égoïsme, leur manque d'horizon ; ils ne vivent pas pour le mouvement, mais du mouvement. Comparé au fonctionnaire ouvrier d'Europe ou d'Amérique, le révolutionnaire professionnel moyen de Russie était indéniablement un personnage autrement sympathique.

La jeunesse de la génération révolutionnaire coïncidait avec celle du mouvement ouvrier. C'était l'époque des hommes de 18 à 30 ans. Les révolutionnaires plus âgés se comptaient sur les doigts de la main et paraissaient des vieillards. Le mouvement ignorait complètement l'arrivisme, il vivait de sa foi en l'avenir et de son esprit de sacrifice. Il n'y avait ni routine, ni formules conventionnelles, ni gestes théâtraux, ni procédés oratoires. Le pathétique naissant était timide et maladroit. Les mots même de « comité » et de « parti » étaient encore tout neufs, avec leur fraîche auréole, et ils avaient pour les jeunes gens une résonance attirante et troublante. Celui qui entrait dans l'organisation savait que la prison et la déportation l'attendaient dans quelques mois. On mettait son point d'honneur à tenir le plus longtemps

possible avant l'arrestation ; à se comporter avec fermeté en présence des gendarmes ; à seconder le plus possible les camarades arrêtés ; à lire en prison le plus grand nombre de livres ; à s'évader au plus vite de déportation pour gagner l'étranger ; à y faire provision de science pour rentrer et reprendre le travail révolutionnaire. » (5).

Résumant sa carrière de révolutionnaire professionnel sous le tsarisme, Trotsky écrit par ailleurs :

« J'ai été arrêté pour la première fois un an après être sorti de l'école. De même que nombre de mes contemporains, j'ai eu pour universités la prison, la déportation, l'émigration. J'ai été emprisonné à deux reprises, sous le régime tsariste, et j'ai été détenu au total pendant quatre ans. J'ai été déporté environ deux ans la première fois et quelques semaines la seconde fois. Je me suis évadé deux fois de Sibérie. J'ai émigré deux fois et la durée totale de mon émigration a été d'environ douze ans. » (6).

C'est dans ce milieu, à travers cette action, ce combat, par la lecture aussi — inséparable du combat —, la lutte d'idées, que le jeune homme acquiert un trait qui marquera non seulement sa pensée, mais sa personnalité même : « le sentiment de la supériorité du général sur le particulier », l'aversion pour « l'empirisme borné, une attitude simplement rampante devant le fait, parfois devant un fait seulement imaginaire, souvent devant un fait mal compris », « pour tout ce qui est lutte mesquine, empirisme, pour tout ce qui, d'une façon générale, n'est pas idéologiquement formé, n'est pas largement établi par la théorie » (7).

C'est dans le cours de 1902, après sa première évasion, que le jeune homme rejoint, à Samara, l'organisation de l'« Iskra », fondée par Lénine dans sa lutte contre ce que Trotsky appelle le

(5) *Staline*, pp. 77-78.

(6) *Ma Vie*, I, p. 18.

(7) *Ibidem*, p. 146.

« provincialisme des économistes » et pour la création d'un parti révolutionnaire centralisé. Baptisé « Péro » (La Plume) par ses camarades pour ses évidentes qualités d'écrivain, c'est sur l'insistance de Lénine et avec l'appui financier et matériel de son organisation qu'il quitte Samara pour l'Europe occidentale. Un matin d'octobre 1902, à l'aube, le jeune « Péro » frappe à la porte d'un petit appartement de Londres dans lequel vit avec sa compagne l'émigré russe Vladimir Illitch Oulianov, qu'on ne connaît pas encore comme Lénine. Aucun témoin n'aurait pu s'en douter, mais ce jeune homme, ce jour-là, entrait dans l'histoire....

---

## LA SCISSION : POLEMIQUE CONTRE LENINE

---

Dans l'histoire du mouvement social-démocrate russe, en tout cas, Trotsky — « Péro » — fait son entrée sous l'aile protectrice de Lénine. C'est ce dernier qui l'a fait sortir de Russie. C'est lui qui est pressé d'utiliser ses talents et de faire de lui l'un des principaux collaborateurs de l'« Iskra ». Il l'envoie parler à l'étranger — en France, en Belgique, en Suisse —, élargir son horizon intellectuel par le contact vivant avec le mouvement socialiste réel de ces pays. Il s'oppose à son rappel en Russie, réclamé par le centre « de l'intérieur », et insiste pour qu'il participe au II<sup>e</sup> Congrès du Parti ouvrier social-démocrate russe prévu à Bruxelles la même année. Il tente aussi vainement d'arracher à Plékhanov, très hostile, la cooptation du jeune militant au comité de rédaction de l'« Iskra ».

Pourtant, lorsqu'au II<sup>e</sup> Congrès la vieille équipe de l'« Iskra » vole en éclats, opposant d'un côté Lénine, soutenu par Plékhanov, et chef de file des « durs », et, de l'autre, Martov, Zassoulitch, Axelrod, porte-parole des « mous », Trotsky n'est pas du côté de Lénine, et ce choix va séparer les deux hommes pour de longues années. On connaît l'enjeu de la discussion qui se termine par la scission historique entre « bolcheviks » et « mencheviks » — ces noms qui

recouvriront pour toujours les étiquettes initiales de « durs » et de « mous ». Il s'agit tout simplement du vote des statuts. Lénine propose de réserver la qualité de membre du parti à ceux qui « participent personnellement à l'une de ses organisations », tandis que Martov est prêt à la conférer à ceux qui « collaborent régulièrement et personnellement sous la direction d'une de ses organisations ».

Dans le cours du congrès — qui a eu lieu finalement à Londres, les sollicitudes de la police belge l'ayant rendu impossible à Bruxelles —, et en dépit des efforts personnels de Lénine pour le convaincre, Trotsky se range du côté des « mous ».

Les ennemis du bolchevisme se sont bien évidemment emparés des écrits de Trotsky contre les positions de Lénine, à cette époque, tentant de dresser l'« exigence » de Trotsky « d'une organisation qui repose sur l'auto-activité des masses », au « substitutisme » de Lénine. Ainsi peut-on lire en conclusion de l'« introduction historique » à la réédition de la brochure de Trotsky « Nos Tâches politiques » :

« Dans son exigence d'une organisation qui repose sur l'auto-activité des masses, Trotsky se rencontre avec Rosa Luxemburg, c'est exactement là que se situe l'importance actuelle de *Nos Tâches politiques* pour la Gauche révolutionnaire d'aujourd'hui. Les modèles d'action substitutive du « socialisme » traditionaliste qui limitait à celles d'un domaine socio-économique rétréci les chaînes que le prolétariat avait à perdre et qui reproduisait, sans les critiquer, des modes de pensée et de comportement autoritaires, ces modèles ont perdu définitivement leur portée révolutionnaire d'émancipation. La conséquence politique de ce fait ne peut être que la réinterprétation de l'histoire du mouvement ouvrier à partir des traditions de l'auto-activité des masses, traditions qu'il s'agit aujourd'hui de reprendre. »

L'objectivité historique oblige cependant à rapporter les arguments que Trotsky a développés à cette époque contre la conception de Lénine, la conception bolchevique du parti.

Dans deux ouvrages théoriques, le « Rapport de la délégation sibérienne » et, quelques mois plus tard, « Nos Tâches politiques », tout en réaffirmant son attachement au « centralisme », c'est-à-dire à la lutte pour la construction d'un « parti révolutionnaire centralisé », il s'oppose vivement à la conception du « centralisme » défendue par Lénine au II<sup>e</sup> Congrès, devenue une « force de destruction », Lénine y ayant, selon lui, assumé le rôle de « désorganisateur du parti ».

Selon lui, les formules, au premier abord, peu différentes, proposées par Lénine et Martov, recouvrent en réalité de profondes divergences quant au caractère même du parti révolutionnaire. Lénine, selon lui, a engagé le combat non sur des « principes », mais pour l'« hégémonie », pour assurer sur le parti son propre contrôle, sous la forme d'un véritable « état de siège » :

« La " lutte pour le pouvoir " a perdu son caractère personnel, elle est apparue comme l'ultime maillon du système. Son succès a été celui du système. Il peut être d'autant plus catastrophique pour le parti. »

Attaquant avec violence ce qu'il appelle l'« hégémonie » voulue par Lénine et son « praticisme étroit », il compare le comité central dans la conception de Lénine au Comité de Salut public de Robespierre, maître d'un « appareil administratif appelé à régner sur la République de la " vertu " orthodoxe et de la " terreur " centraliste », et conclut son « rapport » en ces termes :

« Nous sommes confrontés au danger réel que le déclin inévitable et proche du « centralisme » de Lénine ne discrédite aux yeux de bien des camarades russes l'idée du centralisme en général. L'inévitable déception pourrait se révéler fatale non seulement aux Robespierre du centralisme, mais aussi à l'idée d'une organisation combattante de parti unifiée. Alors les « thermidorien » de l'opportunisme socialiste deviendraient maîtres de la situation et les portes du parti seraient réellement grand ouvertes. » (8).

Ce sont les mêmes thèmes, plus élaborés cependant, qu'il va reprendre et développer dans le célèbre pamphlet « Nos Tâches politiques ». L'axe de son argumentation est que la révolution socialiste ne peut être l'œuvre que du prolétariat lui-même, selon la célèbre phrase de Marx sur « l'émancipation des travailleurs ». Le parti qui lutte pour la révolution socialiste ne peut reposer que sur des principes qui doivent s'incarner dans la future société socialiste, par conséquent sur la démocratie réelle, l'égalité, la liberté de choix. La divergence avec Lénine ne porte donc pas tellement à ses yeux sur le système d'organisation préconisé et mis en pratique par Lénine, que Trotsky accuse de « substitutisme », que sur la conception même du rôle de la classe ouvrière dans la révolution. Trotsky accuse Lénine de vouloir construire un parti qui parle au nom du marxisme et de l'orthodoxie, certes, mais également, au nom et à la place de la classe ouvrière, l'envers de l'économisme, non moins dangereux que lui, condamnant le parti à supprimer sa démocratie interne et se transformant inévitablement en structure bureaucratique. Et il résume en ces termes l'évolution à laquelle il pense que conduit le système d'organisation de Lénine :

« L'organisation du parti se substitue au parti, le comité central à l'organisation et, finalement, un " dictateur " se substitue au comité central. » (9).

Critiquant enfin la référence fréquemment faite par Lénine au jacobinisme — dont Trotsky n'a évidemment pas de mal à démontrer l'origine bourgeoise, mais dont il prétend à cette époque qu'il est incompatible avec les tâches et la nature de la révolution prolétarienne —, citant les positions prises par les disciples de Lénine dans l'Oural, il emploie la célèbre formule concernant la « dictature du prolétariat » interprétée comme la « dictature sur le prolétariat » (10).

(9) *Nos Tâches politiques*, éd. Belfond, p. 128.

(8) *Rapport de la délégation sibérienne*.

(10) *Ibidem*, p. 198.



Trotsky prétend alors que c'est le schéma du parti tel que le comprend Lénine. Il affirme sa conviction que la victoire de la révolution est au prix d'une mobilisation consciente de millions de travailleurs dans la lutte. Mais n'est-ce pas là la conviction non moins profonde de Lénine, pour qui la construction d'un parti strictement délimité et centralisé est un élément indispensable à la mobilisation des masses et surtout à la victoire par la prise du pouvoir ? Trotsky touche à la véritable divergence lorsqu'il affirme sa conviction d'alors que, pour cela, il est nécessaire d'avoir su construire un parti où cohabitent les différentes tendances du socialisme. C'est la conception que défendent au lendemain de la scission les tenants du menchevisme. Il écrira lui-même plus tard que son attachement à un parti regroupant toutes les tendances reflétait avant tout une réaction de type « moral » contre la détermination de Lénine d'écarter de la direction les anciens que lui-même respectait profondément.

---

## LA QUESTION DU CENTRALISME

---

D'ailleurs, pour longue que soit la citation, respectons les conclusions que Trotsky tire de ses divergences de cette époque avec Lénine :

« Le centralisme révolutionnaire est un principe dur, autoritaire et exigeant. Souvent, à l'égard de personnes ou de groupes qui partageaient hier vos idées, il prend des formes impitoyables. Ce n'est pas par hasard que, dans le vocabulaire de Lénine, se rencontrent si fréquemment les mots : *irréconciliable* et *implacable*. C'est seulement la plus haute tension vers le but, indépendante de toutes les questions basement personnelles, qui peut justifier une pareille inclémente. En 1903, il ne s'agissait tout au plus que d'exclure Axelrod et Zassoulitch de la rédaction de l'*Iskra*. A leur égard, j'étais pénétré non seulement de respect, mais d'affection. Lénine, lui aussi, les estimait hautement pour leur passé. Mais il en était arrivé à conclure qu'ils devenaient de plus en plus gênants sur la route de l'avenir. Et, en organisateur, il

décida qu'il fallait les éliminer des postes de direction. C'est à quoi je ne pouvais me résigner. Tout mon être protestait contre cette impitoyable suppression d'anciens qui étaient enfin parvenus au seuil du parti. De l'indignation que j'éprouvai alors provint ma rupture avec Lénine au II<sup>e</sup> Congrès. Sa conduite me semblait inacceptable, épouvantable, révoltante. Pourtant, cette conduite était juste au point de vue politique et, par conséquent, nécessaire pour l'organisation. La rupture avec les anciens qui étaient restés en panne dans l'époque préparatoire était de toutes façons inévitable. Lénine l'avait compris avant les autres. Il fit encore une tentative pour conserver Plékhanov, en le séparant de Zassoulitch et d'Axelrod. Mais cet essai, comme le montrèrent bientôt les événements, ne devait donner aucun résultat.

Je me considérais comme centraliste. Mais il est hors de doute qu'à cette période je ne voyais pas tout à fait à quel point le centralisme serré et impérieux serait nécessaire au parti révolutionnaire pour mener au combat contre la vieille société des millions d'hommes. Le centralisme léniniste ne procédait pas encore pour moi d'une conception révolutionnaire claire et indépendamment méditée. Or, le besoin de comprendre par moi-même un problème et d'en tirer toutes les déductions indispensables fut toujours, ce me semble, l'exigence la plus impérieuse de ma vie spirituelle. » (11).

Quant à la charge contre le jacobinisme, il faut bien avouer qu'elle n'apporte rien et est un argument de circonstance. Le centralisme jacobin était de nature bourgeoise en raison de la nature de la révolution. Il s'agit de savoir si ce centralisme était nécessaire à la victoire de la révolution bourgeoise. Et il s'agit de savoir si le centralisme bolchevique est nécessaire à la victoire de la révolution prolétarienne. Etant donné la nature de la révolution, alors le centralisme bolchevique a un contenu prolétarien. Trotsky expliquera plus tard, contre les « gauchistes » mettant en cause la façon

---

(11) *Ma Vie*, I, pp. 255-256.

dont il dirige et organise l'Armée rouge, que deux armées qui se combattent utilisent jusqu'à un certain point les mêmes armes, les mêmes techniques, les mêmes méthodes qui se chargent de contenus différents selon que ces armes sont celles de la révolution prolétarienne ou de la réaction bourgeoise. D'ailleurs la nécessité de construire un parti révolutionnaire ne fait que manifester la nécessité d'une certaine division du travail à l'intérieur du prolétariat. Et la division du travail est l'héritage de la division de la société en classes. Le prolétariat est lui-même une classe de la société bourgeoise. Lénine expliquera plus tard : l'Etat ouvrier est un Etat bourgeois sans bourgeoisie.

Très rapidement, Trotsky s'éloigne et rompt avec ses nouveaux amis mencheviques.

Tandis que la majorité de ces derniers, à la recherche d'alliés pour la révolution « bourgeoise » dans l'empire tsariste, sont prêts à s'allier aux bourgeois libéraux, anxieux de leur côté de rencontrer l'appui des masses, Trotsky continue pour sa part à estimer que la scission, pour grave qu'elle ait été, n'a constitué qu'un épisode qu'il faut surmonter. En avril 1904, il ne participe pratiquement plus aux travaux de l'organisation menchevique et il l'abandonne officiellement en septembre. Il faudra treize années encore pour qu'il revienne à Lénine. Sur cette question, il écrit en 1929 :

« Quand je considère maintenant le passé dans son ensemble, je ne regrette pas ce qui arriva. Je revins à Lénine plus tard que bien d'autres, mais je revins à lui par mes propres voies, ayant traversé et médité l'expérience de la révolution, de la contre-révolution et de la guerre impérialiste. Grâce à ces circonstances, je revins à lui plus fermement et sérieusement que ceux de ses « disciples » qui, de son vivant, imitaient, parfois d'une façon déplacée, le maître, dans ses paroles et ses gestes, et qui, après sa mort, se sont avérés d'impuissants épigones et d'inconscients instruments aux mains des forces ennemies. » (12).

Pendant quelques mois, établi à Munich, il se tient à l'écart de l'émigration, mais de plus en plus passionné par les informations qui parviennent de Russie où est en train de mûrir la première révolution du siècle — la première depuis la Commune de Paris. A la nouvelle de la manifestation du 9 (22) janvier 1905, sa décision est prise : il rentre clandestinement en Russie où, dans les premiers jours de mai, il résume dans un texte sa conception des perspectives de la révolution russe, qui ne variera pas désormais :

« La Russie se trouve devant une révolution bourgeoise-démocratique. A la base de cette révolution se trouve la question agraire. La classe ou le parti qui saura entraîner à sa suite les paysans contre le tsarisme et les propriétaires nobles s'emparera du pouvoir. Ni le libéralisme, ni les intellectuels démocrates ne peuvent parvenir à ce résultat ; leur époque historique est finie. Le prolétariat occupe déjà l'avant-scène révolutionnaire. C'est seulement la social-démocratie qui, par l'intermédiaire des ouvriers, peut entraîner la classe paysanne. Ceci ouvre devant la social-démocratie russe des perspectives de conquête du pouvoir qui anticipent celles des Etats d'Occident. La tâche directe de la social-démocratie sera de parachever la révolution démocratique. Mais le parti du prolétariat, quand il aura conquis le pouvoir, ne pourra se borner à un programme démocratique. Il sera forcé d'entrer dans la voie des mesures socialistes. Le trajet qu'il pourra faire dans cette voie dépendra non seulement des rapports internes de nos forces, mais aussi de toute la situation internationale. Pour la social-démocratie, la grande ligne stratégique est donc de lutter implacablement contre le libéralisme pour influencer sur la classe paysanne, et de s'imposer, dès le temps de la révolution bourgeoise, le problème de la conquête du pouvoir. » (13).

Trotsky, incontestablement, n'est plus menchevik. Peut-on le considérer comme « bolchevik » ? Ce sont ses

(12) *Ibidem*.

(13) Cité *ibidem*, pp. 266-267.

thèses que le bolchevik Krassine reprend à son compte dans la discussion interne du parti de Lénine, comme amendement à la résolution de ce dernier. Ce sont ces thèses que Lénine va approuver, à la surprise de bien des « bolcheviks » de l'époque. En fait, le congrès bolchevique prévu en mai 1905 n'eut pas lieu : la révolution avait occupé le devant de la scène.

## A LA TÊTE DU SOVIET DE SAINT-PETERSBOURG

Trotsky, en quelques semaines, se hisse au premier plan de la bataille politique par le rôle qu'il joue dans le Soviet de Saint-Petersbourg. C'est le 15 ou le 16 octobre qu'il paraît pour la première fois dans cette assemblée de délégués ouvriers que des responsables mencheviques ont eu, indépendamment de lui, l'idée de convoquer, et qui inspire la plus grande méfiance à la majorité des dirigeants des bolcheviks. Trotsky, dont les articles, par les soins de Krassine, paraissent même dans l'organe bolchevique sous l'égide du comité central, a été délégué au soviet par les mencheviks sous le nom de Lanovsky. Il y prononce le 17 un retentissant discours sur le « manifeste » du tsar qui vient de promettre une Constitution, les libertés civiles et le suffrage universel. Il salue la grande victoire remportée, en indique les limites, fait acclamer par la foule réunie à l'Institut de technologie les revendications de l'amnistie et du retrait des troupes de Saint-Petersbourg. Il est, de ce jour, le favori de la foule ouvrière et l'inspirateur du soviet.

Ses qualités d'orateur ne sont pas indifférentes à cet extraordinaire succès. Pas plus que son travail acharné, son inlassable activité, que Lénine, déjà, se plaisait à reconnaître, et qui s'étend du soviet au parti — où les fractions bolchevique et menchevique se rapprochent, au moins à Petersbourg — et au journalisme, puisqu'il édite le quotidien « Natchalo » et celui du soviet, « Izvestia ». La force de Trotsky provient de son analyse des rapports entre les classes, de sa compréhension que les éléments existent d'une victoire révolutionnaire, de la vision mondiale qu'il a de la révolution socialiste, de la méthode qu'il a

apprise à appliquer aux faits de la vie sociale. Il a parfaitement compris — au moment même où les travailleurs nourrissent les plus grandes illusions dans la nature du recul du régime tsariste — que ce n'étaient ni l'opposition de la bourgeoisie libérale débile et timorée, ni les actes terroristes des hommes de l'intelligentsia « venus au peuple », ni les révoltes paysannes inorganisées, qui avaient contraint le tsarisme à battre en retraite. La force de la révolution de 1905, c'était la grève générale, la grève ouvrière. Trotsky y trouvait la confirmation éclatante de ce qu'il avait avancé au cours des mois précédents, notamment dans son analyse des événements d'avant le 9 janvier : l'affirmation de l'hégémonie révolutionnaire du prolétariat.

L'expérience qu'il a faite au Soviet de Saint-Petersbourg, dont il fut pendant quelques jours le dernier président, est venue s'intégrer — et avec quelle vigueur et quelle force contraignantes — à sa vision du monde capitaliste en crise. Il avait désormais vécu ce fait révolutionnaire, le soulèvement, la mobilisation, le combat des masses les plus larges, y compris les plus arriérées, et la nécessité pour le parti d'éclairer leur expérience pour faire mûrir des éléments nécessaires à la victoire révolutionnaire en les aidant à passer par l'école des grands événements. La révolution de 1905 — et les cinquante jours du Soviet de Saint-Petersbourg — lui avait apporté la définitive certitude de ce que la recherche théorique lui avait fait découvrir et défendre : la révolution ouvrait au prolétariat une perspective en Russie, celle de la conquête du pouvoir. Et ce qui était vrai dans la Russie paysanne et arriérée avec ce prolétariat si jeune et terriblement minoritaire était plus encore pour le prolétariat des pays avancés, ce prolétariat déjà organisé et conscient, dont la puissance révolutionnaire s'avérerait, à l'heure décisive, dix fois plus grande encore qu'en Russie.

Ainsi se consolidait définitivement la théorie qu'il avait déjà commencé à élaborer, dans sa fraternité intellectuelle avec Parvus, au temps de son séjour à Munich, celle de la révolution permanente renouant hardiment avec la fameuse phrase de Marx dans

l'« Adresse » de 1850 et traçant, contre les schémas mécanistes de ses amis mencheviques de la veille, la perspective de la révolution mondiale.

## LA REVOLUTION PERMANENTE

Ce sont les idées qu'il va défendre, au lendemain de la révolution, après un deuxième séjour en prison, une deuxième déportation et une deuxième évasion qui le conduit à nouveau en Autriche et en Allemagne, dans deux livres fondamentaux, « Bilan et Perspectives », puis « Notre Révolution ».

Il va les défendre d'abord contre ses camarades mencheviques, portés à gauche par le flot montant de la révolution en 1905, refluant avec elle et le découragement des masses à partir de 1906. Plékhanov est le premier à s'engager dans cette voie, sur laquelle Martov le suit bientôt. Tous deux condamnent l'insurrection de Moscou, puis la politique du Soviet de Saint-Petersbourg inspirée par Trotsky. C'est que finalement l'échec — bien que momentané — de la révolution confirme leur vieille idée mécaniste selon laquelle il est prématuré d'envisager une révolution ouvrière et socialiste dans un pays qui n'a pas développé au maximum les forces productives à travers une période de libre développement capitaliste qui ne sera rendu possible que par une révolution bourgeoise. Ils en viennent donc à distinguer soigneusement les étapes de la révolution en Russie ; une révolution bourgeoise-démocratique, du type de celle de 1789 en France, et, au terme d'une longue période de développement capitaliste, enfin, la révolution socialiste effectuée par et au compte de la classe ouvrière. De là découle une stratégie qui rejette la classe ouvrière au second plan, en fait une force d'appoint pour une bourgeoisie dont le développement et le règne deviennent pour un temps historiquement nécessaires. Ainsi se justifie l'alliance avec la bourgeoisie libérale — politique de « front populaire » avant le mot — et même la position extrême de la droite menchevique que Lénine qualifie de « liquidatrice » puisqu'elle ne fait plus de l'existence d'un parti ouvrier jouissant de sa

totale indépendance de classe la condition de la victoire révolutionnaire qui ne saurait donc être acquise, de toute façon, qu'au compte de la bourgeoisie.

Tel n'est pas le point de vue des bolcheviks. Bien que la majorité d'entre eux n'ait saisi qu'avec beaucoup de retard la signification des événements révolutionnaires de 1905 (combien d'entre eux ne sont-ils revenus en Russie que des mois après Trotsky ?) et bien qu'ils n'aient, en particulier, pas saisi le rôle des soviets dans lesquels ils ont vu avec méfiance des organismes informés et en quelque sorte irresponsables, risquant de se dresser en rival de l'autorité du parti, Lénine a parfaitement compris, lui aussi, l'hégémonie du prolétariat dans la lutte révolutionnaire qui avait d'ailleurs constitué finalement l'un des axes de sa polémique contre les mencheviks à la veille de 1905. Pour lui, il est évident qu'il n'a manqué en 1905 au prolétariat pour vaincre que l'appui de la masse paysanne — ces soldats qui constituent l'armée et sont dans l'ensemble restés fidèles au tsar. Il pense aussi que la Russie devra connaître sa révolution démocratique bourgeoise avant la révolution socialiste prolétarienne. Mais l'expérience de la révolution de 1905 lui a enseigné que la bourgeoisie russe était désormais incapable, par peur du prolétariat, de mener à terme cette même révolution bourgeoise. En d'autres termes, seule la classe ouvrière, alliée à la paysannerie, peut réaliser en Russie les tâches de la révolution démocratique bourgeoise. C'est dans cette perspective que Lénine met en avant le mot d'ordre de « dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie » dont il pense qu'elle permettrait à la révolution russe de « soulever l'Europe » et de l'engager ainsi, à travers le prolétariat des pays européens avancés, dans la voie de la révolution socialiste mondiale.

De cette formule, Trotsky écrira plus tard dans son livre sur la révolution permanente qu'elle était une « formule algébrique » en ce sens qu'elle ne définissait pas quels seraient les rapports entre le prolétariat et la paysannerie ; la paysannerie constituerait-elle un parti la représentant ou non ? Le gouvernement serait-

il sous la direction du prolétariat ou bien y participerait-il aux côtés des représentants de la paysannerie révolutionnaire, au cas de prise du pouvoir ? Lénine laissait ces questions ouvertes. En 1917, Lénine trancha la question en élaborant les « Thèses d'avril » qui épousent entièrement la ligne de la prise du pouvoir par le prolétariat réalisant les tâches démocratiques. Par contre, en 1917, de Kame-nev à Staline, la quasi-totalité des dirigeants bolcheviques épousèrent avant l'arrivée de Lénine la ligne du menchevisme sur le caractère de la révolution ainsi qu'en ce qui concerne les questions du parti. Il fallut l'arrivée de Lénine pour que, selon son expression, « le parti se débarrasse de sa chemise sale ».

C'est contre les mencheviks que Trotsky dirige les premières armes de sa polémique. Tous les marxistes sont certes d'accord pour dire que la révolution à venir aura un caractère bourgeois, que sa tâche objective sera de « créer les conditions normales pour le développement de la société bourgeoise prise comme un tout ». Trotsky ajoute cependant :

« Mais les marxistes doivent maintenant faire face à une tâche d'une tout autre nature : il leur faut découvrir, en analysant le mécanisme interne de la révolution, les possibilités qu'elle présente dans son développement. Ce serait une erreur stupide que de se contenter d'identifier notre révolution avec les événements de 1789-1793 ou de 1848. Les analogies historiques dont vit et se nourrit le libéralisme ne peuvent remplacer l'analyse sociale. La révolution russe revêt un caractère tout à fait spécial, qui résulte de la tendance particulière de notre développement historique et social tout entier et, à son tour, nous ouvre des perspectives historiques tout à fait neuves. » (14).

Trotsky était un peu plus loin encore beaucoup plus précis quant à la nature de la révolution russe. Il écrivait :

« Notre révolution est bourgeoise quant aux tâches qui lui ont donné

naissance, mais il s'agit quant à son contenu social d'une révolution prolétarienne. »

La lenteur du développement économique en Russie et l'arriération de son économie sont les conditions particulières qui expriment l'existence simultanée d'un véritable prolétariat et d'une bourgeoisie fantomatique et totalement placée sous le contrôle des capitalistes étrangers. C'est ce qui, fondamentalement, ouvre la possibilité que le prolétariat parvienne au pouvoir en Russie avant celui des pays avancés, en prenant appui sur un soulèvement national, en tant que représentant révolutionnaire de la nation, « comme le dirigeant reconnu de la nation dans la lutte contre l'absolutisme et la barbarie féodale ».

Mais le prolétariat au pouvoir serait également contraint d'« ouvrir une nouvelle époque de législation révolutionnaire, de politique positive », affirmant de façon toujours plus nette son caractère de classe. Le prolétariat au pouvoir voulant satisfaire la revendication ouvrière de la journée de travail de 8 heures pourrait-il céder devant la menace de lock-out généralisé du patronat ? De toute évidence, non : il serait donc « inévitablement poussé, de par la logique même de sa situation, à administrer l'économie comme une affaire d'Etat ». La formule que Trotsky propose est donc celle de la « dictature du prolétariat soutenu par la paysannerie et la guidant ».

Au terme de cette analyse, l'accord profond existant avec Lénine quant à la perspective de la révolution russe et celle de la révolution mondiale se trouve dans ces lignes :

« Laissée à ses propres ressources, la classe ouvrière russe sera inévitablement écrasée par la contre-révolution dès que la paysannerie se détournera d'elle. Elle n'aura d'autre possibilité que de lier le sort de son pouvoir politique et, par conséquent, le sort de toute la révolution russe, à celui de la révolution socialiste en Europe. Elle jettera dans la balance de la lutte des classes du monde entier l'énorme poids politique et étatique que lui aura donné un concours momentané de circonstances dans la révolution bourgeoise russe. Tenant

(14) « Bilan et Perspectives », 1905, éd. Minuit, p. 397.

le pouvoir d'Etat entre leurs mains, les ouvriers russes, avec la contre-révolution derrière eux et la réaction européenne devant eux, lanceront à leurs camarades du monde entier le vieux cri de ralliement, qui sera cette fois un appel à la lutte finale : *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* » (15).

---

### CHEF DE FILE DES « CONCILIATEURS »

---

La révolution de 1905 avait fait du jeune Trotsky — il n'avait que 26 ans en octobre — le seul social-démocrate, le seul révolutionnaire jouissant de quelque prestige en dehors d'une fraction ou d'une organisation de secte, connu — et haï, bien sûr — même dans les rangs de l'ennemi de classe. Ce simple fait, joint à l'influence qu'il avait développée sur les menchevics aux moments décisifs et à l'approbation discrète, mais réelle, de Lénine pour le travail qu'il y avait mené, n'aurait-il pas suffi à justifier à ses yeux la position qu'il avait prise lors de la scission de 1903 et la position « hors fractions » qui était en fait la sienne depuis le printemps de 1906 ?

D'autres éléments jouaient pour le conforter dans cette conviction. D'abord les discussions qui s'étaient déroulées au III<sup>e</sup> Congrès bolchevique, entre la scission et le début de la révolution. Le combat engagé par Lénine contre ceux qu'il appelait les « comitards » ne révélait-il pas ce qu'il considérait toujours comme les « aspects négatifs » du « penchant du bolchevisme pour la centralisation ». Ces « comitards » existent évidemment dans toutes les organisations, fussent-elles bolcheviques. Sous la pression de la société bourgeoise, le mouvement ouvrier et ses organisations secrètent toutes les tares de la société bourgeoise. Parti de la société bourgeoise, le Parti bolchevique n'était pas immunisé de l'émergence de jeunes bureaucrates. Lénine avait dû combattre ces « militants pratiques » pleins d'arrogance qui assuraient qu'il n'y avait en Russie aucun militant ouvrier capable d'entrer dans

un comité du parti : il avait été néanmoins battu, sur deux points importants, et ne put obtenir le vote de sa résolution qui exigeait que les comités comprissent une majorité d'ouvriers.

Et puis le développement du mouvement des masses avait fait reculer à l'arrière-plan les vieilles querelles de fractions, au point de les faire considérer par bien des militants comme totalement « dépassées ». Lénine l'admettait, de même que Martov. Les conditions des libertés fraîchement conquises bouleversaient de fond en comble le « régime » du parti, permettaient tout naturellement, en dépit de la résistance attardée de quelques « comitards », d'abandonner les rigueurs d'organisation imposées par la clandestinité, d'élire les responsables, d'exercer sur les dirigeants le contrôle d'en-bas. Les deux fractions, malgré les résistances des dirigeants émigrés, s'étaient alignées, dans la pratique, sur la conception des « soviets » de Trotsky, « organisation même du prolétariat » destinée à devenir « l'organisation du pouvoir du prolétariat ».

Dans l'ensemble du pays, les deux fractions bolchevique et menchevique se sont rapprochées et ont même commencé à fusionner dans les faits. Les bolchevics l'acceptent à la conférence de Tammersfors en Finlande, avant même que Martov, au nom des menchevics, ait accepté l'inclusion dans les statuts du parti unifié la rédaction de Lénine qui avait été formellement à l'origine de la scission de 1903. Le congrès d'unification se tient à Stockholm en avril 1906 et les délégués de l'ancienne fraction bolchevique, bien qu'en minorité, déclarent qu'ils sont hostiles à toute scission et continueront à combattre pour faire triompher leurs idées dans le parti unifié. Au Congrès de Londres, en mai 1907, ils ont désormais la majorité et font notamment adopter le principe du fonctionnement selon les règles du « centralisme démocratique », nouvellement défini par Lénine qui préserve jalousement cependant l'organisation indépendante, dans le cadre du parti unifié, de la fraction bolchevique. C'est à ce congrès que Trotsky rencontra pour la première fois Staline, bien que, très probablement, il ne s'en soit pas aperçu.

(15) *Ibidem*, p. 463.

L'unification dont Trotsky avait fait depuis 1904 son objectif est pourtant loin de répondre à son attente. C'est que le parti ne vit pas en dehors du temps et de l'espace et qu'il ne maintient son unité de façade que sous les coups que porte à la classe ouvrière russe la répression tsariste dans la période de « contre-révolution » qui a suivi l'échec de la révolution, et parce qu'il est à vrai dire incapable de supporter de nouvelles et importantes scissions. Aussi les conciliateurs de toutes les fractions semblent-ils prendre le dessus dans cette période de décomposition et d'affaissement du mouvement. Face aux « liquidateurs » qui constituent l'aile des mencheviks, Plékhanov se détache du gros de ces derniers pour animer la fraction des « mencheviks du parti ». Du côté des bolcheviks, affaiblis par la scission d'éléments gauchistes (« otzovistes » et « ultimativistes »), se constitue également une fraction conciliatrice, les « bolcheviks du parti », qui devient majoritaire en 1909. Trotsky a fondé à Vienne en 1908 son propre journal, la « Pravda », dont il veut faire la nouvelle « Iskra », centre de la reconstruction d'un parti ouvert à toutes les tendances, des liquidateurs aux bolcheviks. Il semble avoir atteint son but quand, en janvier 1910, un comité central — qui dure trois semaines — impose la disparition des organes des fractions et la publication d'un seul journal, du parti lui-même.

Cette réunification est pourtant remise en cause dès que se manifestent les premiers signes de la remontée des luttes ouvrières en Russie. Et cette remontée allait porter un coup décisif aux positions de Trotsky dans le parti. L'hégémonie du prolétariat, revigoré par la récente montée industrielle, s'y affirmait certes avec plus de force encore qu'en 1905 et à un niveau politique nettement supérieur — sur le mot d'ordre de « république démocratique », révélant un bond qualitatif depuis l'époque des pétitions au tsar. Mais en même temps, comme Trotsky devait l'écrire plus tard,

« la nouvelle montée, qui était bien révolutionnaire, portait au conciliationnisme un coup irréparable. Le bolchevisme s'appuyait sur l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat et lui apprenait à entraîner derrière

elle les paysans pauvres. Le menchevisme s'appuyait sur la mince couche de l'aristocratie ouvrière et se tournait vers la bourgeoisie libérale. Dès que les masses entrèrent de nouveau dans l'arène de la lutte ouverte, il ne pouvait plus être question de « conciliation » entre ces deux fractions. Les conciliateurs devaient occuper de nouvelles positions : les révolutionnaires avec les bolcheviks, les opportunistes avec les mencheviks. » (16).

Il ne le comprit cependant pas tout de suite. Quand, en janvier 1912, la fraction bolchevique réunit à Prague une conférence à laquelle doivent participer les délégués des comités russes avec lesquels contact a été repris clandestinement depuis un an, il est clair que Lénine a décidé d'assumer autour de sa fraction la construction du parti révolutionnaire en Russie : seuls les mencheviks participent avec eux à la conférence. Trotsky a voulu parer le coup toujours en champion de l'unité et a convoqué à Vienne une conférence d'« unification ». Comme bolcheviks et mencheviks du parti (Lénine et Plékhanov) s'abstiennent d'y participer, elle ne fait que marquer la naissance d'un « bloc » des adversaires du bolchevisme, des gauchistes aux liquidateurs, le « bloc d'août », bloc sans principes dont l'unique ciment était, selon l'expression de Lénine dans une lettre à Gorky, « la haine du centre bolchevique, cause de sa lutte impitoyable pour ses idées ». C'est l'époque de la polémique la plus vive de Lénine contre Trotsky à qui il reproche d'avoir apporté à l'aile opportuniste de la social-démocratie russe la caution de son prestige de révolutionnaire. Trotsky le comprend puisque, moins d'un mois après la conférence d'août, il accepte de partir dans les Balkans comme correspondant de guerre pour le journal ukrainien « Kievskaja Mysl », rompant ainsi, pour une assez longue période, avec les querelles de l'émigration russe et prenant une fois de plus la position de la personnalité extérieure aux fractions.

(16) *Staline*, pp. 196-197.





## 2.

# A la tête de la révolution victorieuse

*Son rôle en 1905, son procès et sa condamnation à la déportation à vie en 1906, son éloignement des principales tendances du parti russe avaient fait de Trotsky une personnalité de l'Internationale. Au cours de son second exil, à Berlin puis à Vienne, il collabore à la presse des partis allemand et autrichien, fréquente quotidiennement ses dirigeants, tant du centre que de la gauche, devient une figure connue dans les congrès de l'Internationale. Il n'a guère de considération pour les austro-marxistes mais, en dépit de quelques « pressentiments inquiets », demeure indiscutablement sous l'emprise du parti social-démocrate allemand qui est, pour lui comme pour tous les Russes, le modèle de parti et d'organisation.*

Evoquant la trahison des partis social-démocrates européens en 1914, il écrit qu'il ne s'était jamais attendu à trouver « en cas de guerre les leaders officiels de l'Internationale capables de prendre une sérieuse initiative révolutionnaire », mais qu'il n'aurait pas cru cependant « que la social-démocratie pût tout simplement ramper à plat ventre devant le militarisme national ». La guerre et le ralliement des dirigeants des partis et de l'Internationale socialiste à l'union sacrée avec la bourgeoisie de leur propre pays constitue l'épreuve décisive. Trotsky est l'un des premiers à se prononcer

sans ambiguïté : dès le 9 août, il parle du « naufrage de l'Internationale », le 11 du « réveil du mouvement révolutionnaire socialiste qui jettera les bases de la nouvelle Internationale » et ajoute : « Les années qui viennent seront l'époque de la révolution sociale. »

Le comité central bolchevique en exil en Suisse, Rosa Luxemburg et le petit groupe de militants rassemblés autour d'elle qui constitueront le groupe « Spartakus » sont également sur ces positions. Trotsky, dans une brochure intitulée « L'Internationale et la Guerre », s'en prend avec violence aux « majoritaires » français et allemands devenus « social-chauvins ». Dès novembre 1914, il dénonce les illusions de ceux qui, devant ce grand schisme, espèrent encore en la conciliation et une amnistie réciproque et empêchent ainsi la renaissance du mouvement ouvrier.

---

Léon Trotsky discutant avec Lénine lors du Deuxième Congrès de l'Internationale communiste, en juillet 1920 (D.R.).

Il appelle à « rassembler les forces de la III<sup>e</sup> Internationale ». Telle est aussi la position de la direction bolchevique où Lénine a fait valoir la thèse du « défaitisme révolutionnaire » devant laquelle regimberont bien des responsables. La voie est ouverte vers le rapprochement entre Lénine et Trotsky, c'est celle de la lutte contre la guerre impérialiste et pour la révolution prolétarienne mondiale. Mais elle sera longue, jonchée encore d'incidents et de polémiques.

Trotsky, installé en Suisse, milite d'abord activement au sein du parti socialiste de ce pays, y animant les premiers efforts de regroupement des internationalistes. En novembre 1914, il est admis en France comme correspondant de guerre de la « Kievskaja Mysl », et il va y devenir bientôt le centre de l'activité du petit noyau internationaliste regroupé autour du quotidien russe de Paris, « Naché Slovo » (Notre Parole), avec les militants ouvriers du noyau de « La Vie ouvrière » française, venus, eux, de la CGT autour de Pierre Monatte et Alfred Rosmer.

C'est dans « Naché Slovo » qu'en février 1915, il rend publics, pour démentir les bruits de son appartenance à la fraction menchevique, ses démêlés avec elle, sa rupture passée avec le fameux « bloc d'août ». Lénine, pourtant, lui reproche de ne pas rompre avec Martov, lequel garde le contact avec les social-chauvins russes. En juillet, Trotsky écrit dans « Naché Slovo » que ce sont les bolcheviks qui constituent le noyau de l'internationalisme russe, et c'est alors Martov qui rompt avec lui et quitte le journal. A la conférence socialiste internationale de Zimmerwald qui rassemble, en septembre 1915, une poignée de délégués de partis socialistes européens hostiles à l'union sacrée, Trotsky est présent, ainsi que Lénine. Il écrira plus tard à ce sujet :

« Les délégués eux-mêmes plaisaient, disant qu'un demi-siècle après la fondation de la I<sup>re</sup> Internationale, il était possible de transporter tous les internationalistes dans quatre voitures. Mais il n'y avait aucun scepticisme dans ce badinage. Le fil de l'histoire casse souvent. Il faut faire

un nœud. C'est ce que nous allons faire à Zimmerwald. » (17).

A la conférence, Lénine défend des thèses qui comportent le défaitisme révolutionnaire, la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, la construction de la III<sup>e</sup> Internationale. Il est en minorité mais regroupe autour de lui la gauche de Zimmerwald, embryon de la future Internationale communiste. Trotsky n'en est pas ; c'est lui qui rédige le manifeste de la conférence, adopté à l'unanimité. En fait, il hésite toujours, non sur les questions d'orientation fondamentales, mais sur la tactique, comme Rosa Luxemburg qui se refuse à prendre l'initiative d'une scission qui ne pourrait donner vie qu'à « des sectes » : constatant que les internationalistes — les révolutionnaires — sont coupés des masses, ils se demandent s'ils ne sont pas encore condamnés pour un certain temps à demeurer l'aile gauche des organisations socialistes passées du côté de l'ennemi de classe en 1914.

Le 15 septembre 1916, le gouvernement français expulse Trotsky. Une nouvelle odyssee va le conduire en Espagne d'abord, aux Etats-Unis ensuite, où il arrive le 13 janvier 1917. En quelques mois, il devient — malgré les réticences de Boukharine qui aurait souhaité l'entraîner dans une rupture ouverte avec un parti « officiel » — l'inspirateur d'une aile gauche qui progresse à New York au sein du PS : autour de lui des Russes — comme Volodarsky qui sera l'un des grands orateurs de la révolution d'Octobre à Petrograd —, mais aussi un noyau international qui annonce l'Internationale communiste qu'il fondera avec eux deux ans après : le Hollandais Rutgers, le Japonais Katayama, l'Italo-américain Louis Fraina, le Germano-américain Ludwig Lore. Ce n'est pourtant pas la révolution aux Etats-Unis qu'il dirigera : dès les premières informations annonçant la révolution de Février, la chute du tsarisme, il prend ses dispositions pour rentrer au pays. Après bien des tribulations, il arrive enfin à Petrograd le 4 mai.

(17) *Ibidem*, p. 108.

## 1917 : LENINE ET TROTSKY

Les mencheviks avaient espéré rallier Trotsky à eux, dès son arrivée. Leur déception allait être cruelle. Intervenant au Soviet de Petrograd le 5 mai, Trotsky se prononçait en effet pour « le transfert de tout le pouvoir aux soviets » — la position défendue par Lénine dans les semaines précédentes, contre la majorité de son propre parti, dans les « Thèses d'avril » — et terminait son intervention en ces termes :

« Vive la Révolution russe, prologue de la révolution mondiale ! » (18).

Il rejoignait aussitôt les rangs d'une petite organisation, l'Organisation Inter-Rayons, la « Mejraionka », avec laquelle il avait été en liaison épisodiques depuis 1913 et qui avait réuni au départ des militants ouvriers hostiles à la scission qu'avaient rejoints depuis des émigrés n'appartenant ni aux bolcheviks ni aux mencheviks. Le 7 mai, le Parti bolchevique et l'Organisation Inter-Rayons organisaient en commun une réception pour Trotsky où ce dernier expliquait qu'il avait renoncé définitivement à sa vieille entreprise de « conciliation » et de réunification des bolcheviks et des mencheviks. Le 10, une délégation de l'Organisation Inter-Rayons, comprenant Trotsky, rencontre une délégation bolchevique formée de Lénine, Zinoviev et Kamenév. C'est apparemment au cours de cette réunion que Trotsky est pour la première fois informé du tournant opéré par le Parti bolchevique à sa conférence d'avril, à la suite de la victoire de Lénine sur les « vieux-bolcheviks », et de l'abandon de la vieille formule de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » pour celle — défendue par Trotsky depuis des années — de « dictature du prolétariat ».

Lénine propose la fusion immédiate, l'entrée de Trotsky et de membres de son groupe au comité central

et au comité de rédaction de la « Pravda ». Cela ne se réalisera pas immédiatement. C'est au mois de juillet seulement que sera réalisée la fusion formelle, l'intégration de Trotsky, élu au comité central, et de ses camarades, dans le Parti bolchevique. Pour les masses les plus larges de l'empire tsariste, pour le monde entier, le Parti bolchevique est désormais « le parti de Lénine et de Trotsky ».

Nous laissons aux pseudo-historiens et politologues la responsabilité d'affirmer, comme le fait récemment M. Baruch Knei-Paz, dernier « trotskologue » en date de la science académique bourgeoise, que Trotsky n'a jamais donné d'« explication théorique convaincante de sa conversion au bolchevisme » (19). En fait, en ce printemps 1917 où mûrissait la révolution victorieuse d'Octobre, Lénine et Trotsky avaient fait l'un vers l'autre chacun la moitié du chemin, Lénine avec les « Thèses d'avril » où il se ralliait à la théorie de la révolution permanente, Trotsky en constatant, tout simplement, que Lénine avait construit ce parti révolutionnaire qu'il n'avait pas, lui, construit, sur la base des analyses développées notamment dans « Nos Tâches politiques ».

Trotsky est revenu sur cette question dans son « Staline ». Il y résume d'abord sa position ancienne :

« Ma position à l'égard de la lutte à l'intérieur du parti se réduisait à ceci : en tant que chez les bolcheviks aussi bien que chez les mencheviks, la direction appartient à l'*intelligentsia* révolutionnaire et en tant que les deux fractions ne vont pas plus loin que la révolution démocratique-bourgeoise, la scission entre elles deux n'est en rien justifiée : dans une nouvelle révolution, les deux fractions seront bien contraintes, sous la pression des masses ouvrières, de suivre, comme en 1905, la même politique révolutionnaire. » (20).

(18) Cité par Deutscher, *Trotsky*, éd. Oxford, I, p. 254.

(19) Baruch Knei-Paz, *The Social and Political Thought of Leon Trotsky*, Oxford, p. 228.

(20) *Staline*, p. 170.

Puis il explique en quoi avait résidé ce qu'il considérait désormais comme une longue erreur de sa part :

« Son erreur profonde (*du conciliationnisme-NDLR*) a depuis longtemps été révélée par la théorie et l'expérience. La simple réconciliation des fractions n'est possible que sur quelque ligne « moyenne ». Mais où est donc la garantie que cette diagonale artificiellement tracée coïncide avec les nécessités du développement objectif ? La tâche de la politique scientifique consiste à déduire le programme et la tactique de l'analyse de la lutte des classes et non pas du parallélogramme de forces aussi secondaires et transitoires que les fractions politiques. La période de réaction renferma, certes, l'activité politique de tout le parti dans des limites fort étroites. Du point de vue des besoins du moment, il pouvait sembler que les désaccords avaient un caractère secondaire et étaient artificiellement enflés par les chefs émigrés à l'étranger. Mais précisément, dans une période de réaction, le parti révolutionnaire ne pouvait éduquer ses cadres sans une grande perspective. La préparation du lendemain formait l'élément le plus important de la politique du jour. Le conciliationnisme se nourrissait de l'espoir que la marche même des événements dicterait la tactique nécessaire. Mais cet optimisme fataliste signifiait en fait le renoncement, non seulement à la lutte fractionnelle, mais encore à l'idée même de parti. Car si la « marche des événements » est capable de dicter directement aux masses la juste politique, à quoi bon une union spéciale de l'avant-garde prolétarienne, l'élaboration d'un programme, la sélection d'une direction, l'éducation dans un esprit de discipline ? » (21).

Sur cette question, dans le cours d'une polémique provoquée précisément par la publication, en 1970, de « Nos Tâches politiques », nous écrivions en 1971 :

« Schématiquement, Trotsky adhère au parti construit par Lénine, cependant que Lénine adopte la théorie de la révolution permanente. Mais ce n'est pas un vulgaire troc, un

échange entre marchands de tapis, et ce qu'il est capital de comprendre *aujourd'hui*, c'est que les erreurs de Lénine sur la question des perspectives et de la « dictature démocratique » — qui nourriront partiellement les autres erreurs des bolcheviks, le « conciliationnisme » de Staline et de Kamenev en mars, l'opposition de Zinoviev et Kamenev à l'insurrection à la veille d'Octobre — ne l'avaient pas empêché de construire le parti qu'il allait pouvoir désormais armer, puisqu'il existait, de la théorie juste de la révolution permanente. Alors que Trotsky, obnubilé par le fait qu'il était seul à voir juste dans la question des perspectives — tant contre les bolcheviks que contre les mencheviks — ne saisissait pas qu'il avait tort sur la question décisive, celle de la construction du parti, car le programme n'est rien sans l'organisation qui peut le faire passer dans la réalité, c'est-à-dire d'abord dans la conscience des masses. Lénine, lui, pouvait gagner son propre parti, l'armer grâce au travail théorique de Trotsky : seule l'organisation qu'il avait construite pouvait fournir le cadre d'un redressement possible. La théorie de la révolution permanente, précieuse s'il en fût, ne permettait pas, à elle seule, ni en avril 1917 ni plus tard, ni de construire ni *a fortiori* d'armer quelque parti que ce fût. Et c'est pourquoi Lénine seul pouvait redresser le parti, non Trotsky, lequel comprit alors la gravité de son erreur des années 1903-1914. » (22).

Trotsky, selon le dernier « trotskologue », n'aurait pas donné d'« explication théorique convaincante » de son ralliement au Parti bolchevique et au « bolchevisme » qu'il avait combattu ? Même si l'on admettait pareille absurdité, il faudrait en toute honnêteté reconnaître que l'histoire, elle — en mai 1917, celle de deux révolutions —, avait prononcé un verdict sans appel. Trotsky n'avait-il pas reconnu au lendemain de la trahison ouverte des dirigeants de la II<sup>e</sup> Internationale que le Parti bolchevique

(21) *Ibidem*, pp. 170-171.

(22) « Nos Tâches politiques et les leurs », *La Vérité*, n° 554-555, p. 288.

était en définitive *le seul* parti révolutionnaire dans le monde, le seul qui ait pu suffisamment armer, former, éduquer, tremper ses militants, pour leur permettre de résister victorieusement à l'impérialisme et à la pression exercée par ses agents à la tête des organisations ouvrières ? Le passage dans le camp de l'union sacrée, aux côtés de la bourgeoisie de tous les pays en guerre, des dirigeants opportunistes de tous les partis socialistes — et notamment de l'état-major des mencheviks et même de l'ancien « menchevik du parti » Plékhanov, n'était-il pas la preuve que Trotsky se trompait lorsque, du temps où il était conciliateur, il cherchait à unir dans le même parti les courants prolétariens révolutionnaires et les opportunistes, agents de la bourgeoisie ?

Revenant en 1939 sur les erreurs de sa jeunesse, Trotsky donnait une rigoureuse explication scientifique, tout autre, des dangers qui menaçaient le Parti bolchevique :

« La sélection rigoureuse des éléments avancés et leur rassemblement dans une organisation centralisée ont évidemment leurs dangers, mais il faut en rechercher les causes profondes non dans le « principe » de la centralisation, mais dans l'hétérogénéité et la mentalité arriérée des travailleurs, c'est-à-dire dans les conditions sociales générales qui rendent précisément nécessaire une direction centralisée de la classe par son avant-garde. La clé du problème dynamique de la direction réside dans les rapports réels entre l'appareil du parti et le parti, entre l'avant-garde et la classe, entre la centralisation et la démocratie. Ces rapports ne peuvent être ni invariables ni définis a priori. Ils dépendent de circonstances historiques concrètes. » (23).

Être membres et dirigeants du Parti bolchevique n'immunisait pas les « vieux-bolcheviks », que Lénine fustigeait en avril 1917, de la pression de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie contre le bolchevisme. Cette pression est de tous temps inévitable, d'autant plus que la révolution

déferle. En 1917, il était inévitable qu'elle s'exerce sur le Parti bolchevique et qu'à l'intérieur de celui-ci se manifeste un courant conciliateur cherchant à éviter la rupture avec la bourgeoisie et ses agents, à esquiver le combat jusqu'au bout tout en parlant de la révolution comme si on pouvait la « faire » dans une salle bien close, en dehors des masses et de leur mouvement.

Conjointement à leur « conciliatinnisme », les mêmes effaçaient les frontières d'organisation entre bolcheviks et mencheviks et liquidaient les principes d'organisation du parti de Lénine, de l'intérieur du parti de Lénine.

Mais ce parti était construit selon les principes politiques et d'organisation du bolchevisme, et pour cela répondait à l'appel de Lénine en avril 1917. Les « liquidateurs » eux-mêmes étaient redressés.

Et c'est pourquoi, en mai 1917, au moment historique où la seule force capable de conduire à la victoire la révolution prolétarienne commencée en février était incontestablement le Parti bolchevique, Trotsky n'avait besoin d'aucune « explication », qu'elle fût ou non « convaincante » pour les politologues, pour rejoindre et contribuer à construire cette force révolutionnaire dont l'existence et l'action lui apparaissaient à juste titre la condition de la victoire.

---

## L'HOMME D'OCTOBRE

---

Contre Trotsky, comme, depuis quelque temps, contre Lénine, se déclenche la grande campagne de diffamation qui tend à présenter les deux dirigeants bolcheviques comme des agents de l'Allemagne. Après l'échec des « journées de juillet » où la colère des ouvriers et des soldats de Petrograd faillit de peu les entraîner dans un combat prématuré, coupés du reste du pays, ils vont ensemble avoir affaire à la répression. Lénine, qui est inculpé, passe dans la clandestinité. Trotsky, demeuré libre, se bat inlassablement, au soviet, à son exécutif, à l'exécutif des soviets paysans, contre la calomnie, et il est à son tour arrêté, le 23 juil-

(23) *Staline*, pp. 88-89.

let. Il est encore dans sa cellule quand une délégation des marins de Cronstadt vient lui demander s'ils doivent répondre à l'appel du chef du gouvernement provisoire qui l'a fait arrêter, Alexandre Kerensky, pour lutter contre le putsch contre-révolutionnaire que conduit le général Kornilov. Il est mis en liberté provisoire le 4 septembre, alors que le putsch vient d'être écrasé.

Avec Kamenev, il combat au soviet pour une enquête sur le putsch, sur la responsabilité de Kornilov et aussi celle de Kerensky, fait de toutes ses forces pression sur les mencheviks pour qu'ils rompent la coalition avec la bourgeoisie au sein du gouvernement provisoire. Le 9 septembre, pour la première fois, il y fait adopter une motion de défiance à l'égard du bureau menchevique de cette assemblée. Le 14 septembre, il est le porteparole des bolcheviks à la « conférence démocratique » qu'il quitte à la tête de la délégation bolchevique après avoir dénoncé son absence de représentativité. Le 23 septembre, il est élu président du Soviet de Petrograd.

Lorsque Lénine, toujours clandestin et caché en Finlande, pose au comité central le problème de l'insurrection, il est d'abord en minorité. Trotsky insiste pour que l'insurrection soit liée à la réunion du congrès panrusse des soviets, et pour que le pouvoir soit pris au nom de ce dernier et sur son mandat. Le conflit entre eux repose avant tout sur un malentendu dû à l'éloignement géographique de Lénine et à l'impossibilité de contacts directs. Le 7 octobre, c'est Trotsky qui annonce au pré-Parlement — dont il avait vainement demandé quelques jours auparavant, comme Lénine, qu'il soit boycotté — que les bolcheviks s'en retirent. Le même jour, sous son autorité de président du Soviet de Petrograd, est formé le Comité militaire révolutionnaire. Puis il se lance tout entier dans l'agitation, car il s'agit de convaincre et d'entraîner les plus larges masses. L'historien de la révolution russe, le menchevik de gauche Soukhanov, le montre :

« Trotsky, laissant son travail au quartier général révolutionnaire, courait d'Obukhovskiy à Trubochnyi, des usines Poutilov à celles de la Baltique, du Manège aux casernes, et il

semblait qu'il prenait la parole partout à la fois. Tous les ouvriers et les soldats de Petrograd le connaissaient et l'écoutaient. Son influence sur les masses et aussi les dirigeants était énorme. Il était le personnage central de ces journées et le héros principal de ce remarquable chapitre de l'histoire. » (24).

Au moment de la décision, la direction du Parti bolchevique est profondément ébranlée. Zinoviev et Kamenev, adversaires de l'insurrection, n'hésitent pas à en condamner la perspective dans la presse menchevique, et Lénine réclame leur exclusion du parti comme « briseurs de grève ».

Trotsky, lui, va de l'avant, utilise même la déclaration des deux pour gagner du temps et mettre un point final aux préparatifs d'insurrection en attendant l'erreur inévitable de Kerensky. C'est chose faite, le 24 octobre, avec des menaces, contre les bolcheviks, de ce que Trotsky appelle « un demi-gouvernement dans lequel le peuple n'a pas confiance et qui n'a pas confiance en lui-même car il est mort du dedans ». Il donne l'ordre au croiseur *Aurora* de se tenir prêt dans les eaux de la Néva, écrase le menchevik Dan à une réunion des délégués au congrès des soviets et, le soir, lance son « Ordre n° 1 » : « Le Soviet de Petrograd est en grand danger. »

Les opérations commencent dans la nuit. En quelques heures le gouvernement s'effondre. Quand s'ouvre le congrès des soviets, le canon de l'*Aurora* tonne contre le Palais d'Hiver et Trotsky répond fièrement à Martov que « le soulèvement des masses populaires n'a pas à être justifié » :

« Ce qui s'est produit n'est pas une conspiration, c'est une insurrection. » (25).

Une insurrection victorieuse. La première étape de la révolution mondiale.

(24) Cité dans Deutscher, *op. cit.*, I, p. 300.

(25) Cité *ibidem*, p. 313.

## A LA TETE DU PREMIER ETAT OUVRIER

Il ne saurait bien entendu être question dans le cadre d'un simple article de retracer complètement l'activité déployée par Trotsky dans les quelque six années qu'il passa au pouvoir, à la tête du Parti bolchevique et de l'Etat ouvrier qu'il avait contribué puissamment à fonder. Il refuse la proposition que fait Lénine de lui confier le poste de chef du gouvernement — président du conseil des « commissaires du peuple » : un titre qui lui est venu à l'idée au soir de l'insurrection —, accepte en revanche le poste de commissaire aux Affaires étrangères parce qu'il le place, pense-t-il, aux avant-postes de la lutte qui continue pour la révolution mondiale.

Les adversaires de Trotsky ont fait beaucoup de bruit autour du conflit qui l'opposa en 1918 à Lénine, à propos des négociations de Brest-Litovsk. On sait que, face à l'ultimatum allemand, les « communistes de gauche », animés par Boukharine, préconisaient la « guerre révolutionnaire », combattaient violemment toute « paix séparée » dont ils redoutaient qu'elle n'aboutisse à livrer à l'impérialisme les forces encore précaires de la révolution allemande montante. Lénine au contraire, constatant que son gouvernement ne disposait plus de la moindre unité militaire capable de résister à l'offensive allemande, se prononçait pour l'acceptation pure et simple du « diktat ». Trotsky crut possible pendant quelques jours une position médiane résumée dans la formule « Ni paix ni guerre » ; refusant de signer un traité de brigandage imposé par la force, les dirigeants bolcheviques arrêtaient cependant toute opération militaire. Les rapides succès remportés par l'offensive allemande démontrèrent l'impraticabilité d'une telle position dans de telles conditions. Trotsky se rallia alors à la position de Lénine : il était vraiment devenu un homme de parti.

C'est à lui, à l'heure où se profile le danger de la guerre civile appuyée sur une intervention impérialiste, que la

direction du parti va confier la tâche capitale de construire et de diriger l'armée des ouvriers et des paysans, l'*Armée rouge* du premier Etat ouvrier. Il y sera, comme l'écrit Radek en 1923, « l'organisateur de la victoire ». Il aborde cette tâche nouvelle pour lui — après tout, il a été seulement correspondant de guerre — comme une tâche technique qu'il s'agit de résoudre en plaçant les problèmes sous leur angle politique.

« Le travail, la discipline et l'ordre, écrit-il, sauveront la République des Soviets. »

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Face à des armées modernes, équipées, payées, encadrées et dirigées par les puissances impérialistes, la révolution a besoin, elle aussi, d'une armée moderne, disciplinée, instruite, dirigée par des hommes compétents et sûrs. Les bolcheviks ont certes derrière eux une longue et vivace tradition d'antimilitarisme. Celui-ci ne doit pas constituer un obstacle à la construction de l'instrument de la victoire, mais au contraire au motif supplémentaire pour eux dans leur volonté de lutter et de vaincre, et Trotsky rappelle dans le décret même qui institue l'instruction militaire que l'un des buts du socialisme est d'« affranchir l'humanité du militarisme et des conflits sanglants entre les peuples » (26).

On n'élira pas les officiers, contrairement à ce que souhaitent bien des vieux et même de jeunes bolcheviks : on les choisira selon leur compétence, c'est-à-dire en tant que spécialistes, d'abord parmi les anciens officiers tsaristes, que l'on flanquera des « commissaires politiques », meneurs d'hommes, entraîneurs révolutionnaires chargés de les surveiller et de leur imposer la discipline révolutionnaire tout en nourrissant le moral révolutionnaire des paysans et ouvriers sous l'uniforme.

Il fera cette guerre comme il fait tout, jusqu'au bout, sans réserves ni restrictions mentales, n'hésitant pas à s'exposer quand il le juge nécessaire, évitant pourtant tout cabotinage inutile, parcourant inlassablement les

(26) Cité *ibidem*, p. 409.

fronts et se portant sur tous les points menacés dans son célèbre train blindé qu'animent et occupent un état-major et une « garnison » de soldats ouvriers aussi convaincus politiquement que dévoués à leur chef.

Avec la guerre civile est venue l'ère de la Terreur. Inévitable comme l'est la violence révolutionnaire, engendrée par les gigantesques contradictions sociales qui engendrent précisément les révolutions, nourrie par la violence contre-révolutionnaire, la résistance désespérée des classes dépossédées qui n'acceptent pas de quitter la scène de leur plein gré. Trotsky sait tout cela, et que la sensibilité exagérée ne peut qu'être source de faiblesse et de confusion. Dès la mutinerie des élèves-officiers, en novembre 1917, il a prévenu l'adversaire, mais aussi les camarades trop empreints d'illusions :

« Nous n'entrerons pas au royaume du socialisme en gants blancs sur un parquet ciré. » (27).

Et quand la « terreur rouge » commence à répliquer à la « terreur blanche », il précise encore, contre tous les prétendus humanistes aux « belles âmes » qui versent des larmes sur ses victimes :

« Maintenant qu'on accuse les ouvriers de faire preuve de cruauté dans la guerre civile, nous disons, nous, instruits par l'expérience : l'indulgence envers les classes ennemies serait la seule faute impardonnable que puisse en ce moment commettre la classe ouvrière russe. Nous nous battons au nom du plus grand bien de l'humanité, au nom de la régénéscence de l'humanité, afin de la tirer des ténèbres et de l'esclavage. » (28).

Car il ne perd pas un instant de vue l'enjeu de ce combat farouche dans lequel des millions d'hommes et de femmes semblent jour après jour sombrer dans la pire barbarie. Ce dont il s'agit, au-delà de ces sanglants massa-

cles que personne n'avait ni n'a le pouvoir d'éviter, c'est tout simplement de « la lutte de l'homme pour se rendre maître de sa propre vie ».

Moins que tout autre bolchevik sans doute, Trotsky ne nourrit d'illusion quant à la politique dite du « communisme de guerre » imposée au jeune Etat ouvrier par les nécessités de sa défense et de sa simple survie : contrôle gouvernemental absolu, suppression totale du marché, égalisation par le bas du niveau de vie, dans les conditions données d'effroyable pénurie, sont loin d'être le communisme et en représentent bien plutôt une sinistre caricature. Peu après la guerre civile, plus conscient sans doute des dangers inhérents à l'extrême tension que suppose et impose cette politique, il propose vainement en 1920 des mesures qui annoncent l'essence de ce que sera — un an plus tard, un an trop tard aussi sans doute — la Nouvelle politique économique, la Nep. Mis en minorité, il s'incline loyalement. C'est ainsi qu'au cours de la discussion de l'hiver 1920-1921, et dans le cadre de la politique réaffirmée de son parti, il sera amené à formuler, en vue du rassemblement d'une classe ouvrière dispersée, la militarisation du travail qui provoquera à la tête des syndicats ouvriers et de la fraction bolchevique la levée de boucliers que l'on sait. Presque soixante ans après, il est encore des auteurs pour lui reprocher d'avoir, en la circonstance, révélé l'« essence » et la « véritable nature » du bolchevisme... exerçant sa « dictature sur le prolétariat ». Ce n'est qu'au terme du rude hiver 1920-1921 que la majorité du comité central — et Lénine lui-même — se convaincra définitivement de la nécessité de sortir du cercle vicieux du « communisme de guerre » et tentera, par le biais de la suppression des réquisitions et de l'instauration de l'impôt en nature sur les paysans, de ressusciter un marché agricole susceptible à plus ou moins long terme de ranimer une économie exsangue.

Lénine le reconnaît lui-même dès les premiers pas de la Nep : le parti, sur ces questions fondamentales, a pris beaucoup trop tard le tournant nécessaire. Il doit maintenant payer le prix de cette erreur. Ce prix, c'est l'hostilité croissante de la masse paysanne,

(27) Carr, *The Bolshevik Revolution*, I, p. 357.

(28) Victor Serge, *L'An I de la Révolution russe*, p. 364.



délivrée maintenant de la menace de restauration que faisaient peser les armées blanches et qui aspire à goûter les fruits de sa libération, c'est-à-dire tout simplement à vivre. C'est le mécontentement croissant d'une classe ouvrière laminée et affamée et qui n'hésite plus, comme à Petrograd, à manifester son mécontentement par des grèves. C'est l'isolement croissant du parti et de sa direction, incontestablement minoritaires dans le pays, et qui redoutent par-dessus tout l'effondrement, sous le poids de la misère et du désespoir, des conquêtes préservées au prix de tant de vies humaines dans le cours des années de la guerre civile. C'est la révolte de Cronstadt qui exprime la crise, la révolte de la flotte exigeant maintenant « des soviets sans bolcheviks ».

Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui encore se retrouvent fréquemment tant d'inconscients imbéciles ou d'anticommunistes conséquents qui font de « Cronstadt » leur cheval de bataille et ce qu'ils croient être un argument-massue contre Trotsky ! Trotsky, nous l'avons déjà dit, était un homme de parti, l'homme de son parti. S'il ne l'avait pas été, peut-être aurait-il pu en effet se laver les mains de ce drame épouvantable qui dressait contre l'Etat ouvrier ces jeunes hommes, fiers du prestige révolutionnaire de leurs aînés de 1917 et dont l'initiative, dans cette île qui constitue la clé du golfe de Finlande, créait les plus grands risques pour une nouvelle intervention étrangère dans le pire moment. N'avait-il pas, un an plus tôt, préconisé les mesures qui auraient pu l'éviter ? Mais, homme de parti, il est solidaire des décisions, qu'il estime justes d'ailleurs, quel que soit l'enchaînement des causes qui les ont rendues nécessaires et ses responsabilités personnelles à cet égard. Pleinement solidaire d'une décision prise par le X<sup>e</sup> Congrès du parti — les délégués appartenant à l'Opposition ouvrière se sont eux-mêmes portés volontaires, quand ils étaient en état de le faire, pour participer à la reconquête de la forteresse encore accessible par l'infanterie avant la prochaine fonte des glaces —, il ne prend dans la répression aucune part directe, mais en assume toute la responsabilité. Dans sa proclamation du 3 avril, après

la chute de la forteresse et l'écrasement des mutins, il répète encore :

« Nous avons attendu aussi longtemps que possible pour que nos camarades marins aveuglés se rendent compte de leurs propres yeux de ce à quoi conduisait leur mutinerie. » (29).

C'est le même Trotsky, commissaire du peuple à la Guerre, qui envoie dans la région de la Volga les troupes de Toukhatchevski apaiser les révoltes paysannes armées — peu différentes en essence de celle de Cronstadt, mais dans un contexte géographique et stratégique tout autre — avec des convois de vivres. Les ennemis de Trotsky ne semblent pas avoir jamais réfléchi à cette apparente contradiction dans le comportement de celui qu'ils veulent à tout prix présenter sous les traits d'un « bourreau ». Aujourd'hui encore, ils crient en écho « Cronstadt » quand ils entendent le nom de Trotsky : c'est que leurs motifs sont loin d'être humanitaires et qu'ils pensent sérieusement que faire de Trotsky le « bourreau de Cronstadt » au mépris de la simple vérité historique constitue le meilleur moyen de discréditer le visage du communisme qu'il incarne.

---

## LE CONSTRUCTEUR DE L'INTERNATIONALE

---

Trotsky, nous l'avons vu, s'était prononcé dès 1914 pour une nouvelle Internationale, la III<sup>e</sup> Internationale. En Suisse, en France, aux Etats-Unis, il avait commencé à rassembler les éléments qui allaient en constituer dans ces pays les pionniers et les cadres. L'un de ses premiers gestes de commissaire du peuple aux Affaires étrangères a été un spectaculaire décret plaçant une somme importante à la disposition des révolutionnaires du monde entier. Et, pendant les années décisives des combats révolutionnaires dans l'Europe d'après 1917, y compris pendant les moments les plus durs de la guerre civile, il consacre à la III<sup>e</sup> Internationale et à sa construction une fraction importante de son temps et de ses forces.

---

(29) Deutscher, *op. cit.*, p. 514.

C'est lui qui rédige la lettre d'invitation pour la « conférence socialiste internationale » d'où sortira le Premier congrès. Sans doute, comme Lénine, a-t-il hésité sur la question tactique de savoir s'il fallait ou non proclamer immédiatement de façon formelle l'existence d'une Internationale créée de fait en 1914 par l'initiative de Lénine et du comité central bolchevique, sa propre prise de position, celle de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Il est, comme il se doit, l'un des hommes clés de ce congrès où il présente aux délégués un rapport sur l'Armée rouge, puis le fameux « Manifeste de l'Internationale », écrit de sa plume étincelante et que Zinoviev qualifie à juste titre de « deuxième "Manifeste du Parti communiste" ».

Elu au présidium de la nouvelle Internationale, il en est, pendant ces années décisives, l'un des hommes les plus écoutés, tant par sa connaissance des problèmes mondiaux et son horizon plus large que celui de tous ses camarades, que du fait des liens qu'il a noués dans ses années d'émigration. Il est plus particulièrement chargé du Parti communiste français dont il est le mentor après sa naissance au Congrès de Tours, après avoir été le conseiller à Moscou des partisans de l'adhésion à l'Internationale communiste venus tant du Parti socialiste que du noyau syndicaliste-révolutionnaire, qu'il avait fréquemment et influencé à Paris de 1914 à 1916. Il joue un rôle important au Deuxième congrès, en 1920, dans la polémique avec les centristes, tant allemands que français. Il est aux côtés de Lénine dans toutes les discussions importantes de ce dernier avec les délégués étrangers. C'est ensemble, en 1921, qu'ils mènent, d'abord en minorité au sein du bureau politique du parti russe, un dur combat politique contre les tenants de la catastrophique « théorie de l'offensive » — les nouveaux gauchistes qui théorisent ainsi les aventures allemandes inspirées par Zinoviev — et en faveur d'un tournant des partis communistes pour la conquête des masses. Il suit de près les développements politiques allemands qui vont conduire à la fin de 1921 au tournant de l'IC vers le « front unique ouvrier », au grand débat qui s'ouvre dans l'Internationale, à partir de l'expérience alle-

mande sur les mots d'ordre de transition et particulièrement sur celui de « gouvernement ouvrier » dont il démontre qu'il était déjà contenu dans la politique bolchevique de 1917 appelant les partis socialistes au pouvoir à rompre leur coalition avec les partis bourgeois.

En 1923 enfin, quand l'explosion de la crise économique et sociale crée en Allemagne une situation révolutionnaire sans précédent, il est, de tous les dirigeants russes, le premier à s'apercevoir du tournant de la situation et de la nécessité d'une réorientation du parti allemand et de l'Internationale vers une insurrection pour le pouvoir qui va être fixée en octobre. C'est lui qui en dirige à Moscou les préparatifs techniques, lui que réclament, pour en prendre la tête, les dirigeants communistes allemands. La crise qui mûrit au sein de la direction bolchevique ne lui permettra pas d'assumer cette responsabilité qu'il était prêt à accepter sans hésiter. Ce sera encore lui qui analysera le premier — et le seul — les causes politiques de la reculade des dirigeants allemands et des représentants de l'IC qui transformeront cette insurrection admirablement préparée en un fiasco politique lourd de conséquences mondiales.

---

## NAISSANCE DE L'OPPOSITION DE GAUCHE

---

Ce fiasco allemand de 1923 a retardé l'explosion à l'intérieur du Parti bolchevique de la crise provoquée par la montée de la bureaucratie incarnée par Staline. Le X<sup>e</sup> Congrès, en 1921, avait interdit les fractions, mesure temporaire qui allait devenir précisément une arme puissante aux mains de l'appareil, mais compris simultanément qu'il fallait mettre fin au régime militaire que le parti avait dû s'imposer à lui-même pendant la guerre civile. Une résolution, présentée au nom du comité central par Boukharine, avait été adoptée, qui soulignait les dangers inhérents désormais, dans les conditions d'arriération du niveau culturel, à une militarisation et un centralisme extrême qui n'étaient plus désormais justifiés par le danger militaire. Elle prévoyait un retour à la démocratie ouvrière dans le parti, la

fin du système de la nomination des responsables par le haut, le retour à l'éligibilité de tous les organismes, du haut en bas, à leur responsabilité et à leur contrôle. Elle rappelait enfin la définition du « centralisme démocratique » donnée par les statuts adoptés en 1919 :

« Les décisions des organismes dirigeants doivent être appliquées rapidement et exactement. En même temps, la discussion dans le parti de toutes les questions controversées de la vie du parti est entièrement libre jusqu'à ce qu'une décision soit prise. » (30).

Mais l'isolement de la révolution russe, les conséquences de quatre années de guerre impérialiste, de trois années de guerre civile font sentir durement leur effet sur le Parti bolchevique et l'appareil d'Etat. Le prolétariat a été décimé, la fine fleur du Parti bolchevique a été décimée. La misère est effroyable. C'est la lutte de chacun contre tous pour la simple survie. Comme l'expliquera plus tard Trotsky dans « La Révolution trahie » :

« Sur le terrain historique de la misère aggravée par les dévastations des guerres impérialiste et civile, la « lutte pour l'existence individuelle », loin de disparaître au lendemain de la subversion de la bourgeoisie, loin de s'atténuer dans les années suivantes, a connu par moments un acharnement sans précédent : faut-il rappeler que des actes de cannibalisme se sont produits par deux fois dans certaines régions du pays ? »

Et plus loin :

« L'autorité bureaucratique a pour base la pauvreté en produits de consommation et la lutte de tous contre tous qui en résulte. Quand il y a assez de marchandises au magasin, les chandails peuvent venir à tout moment. Quand il y a peu de marchandises, les acheteurs sont obligés de faire la queue, la présence d'un agent de police s'impose pour le maintien de l'ordre. Tel est le point de départ de la bureaucratie soviétique. »

Et ainsi que l'écrit encore Trotsky, « le gendarme commence par se servir lui-même ».

Dans ces conditions s'est constituée et s'est fortifiée la bureaucratie soviétique au sein de l'appareil d'Etat et celui du parti confondus. Le bolchevisme n'est pas la cause mais au contraire la victime.

Le « contrôle de l'opinion publique du parti sur le travail de ses organismes dirigeants » — comme le disait encore la résolution — n'était pas du goût de ces hommes d'appareil qui avaient justement pris goût au pouvoir incontrôlé, et les tentatives d'appliquer la résolution sur la démocratie ouvrière se heurtèrent à leur résistance acharnée, dénoncée dans la « Pravda » elle-même, notamment par le journaliste Sosnovsky, ami personnel de Trotsky, qui y fait le procès des « apparatchiki ». Surtout Lénine lui-même prend conscience des dangers de dégénérescence que comporte le régime interne non démocratique qui se perpétue. Dès la fin de 1922, dans ses propositions au congrès, il propose un renouvellement de l'appareil, le remplacement de ceux qui ont acquis une tradition et une mentalité qu'il faut combattre, la promotion des « ouvriers avancés » et de « ceux dont on peut se porter garants qu'ils ne croiront rien sur parole et ne diront pas un mot contraire à leur conscience ».

Et il propose à Trotsky un « bloc » — « contre la bureaucratie en général et contre le bureau d'organisation en particulier » : les deux hommes ont pris conscience que c'est la bureaucratie du parti — son appareil dirigé par Staline — qui est devenu le facteur de bureaucratization de l'appareil d'Etat. Ils en ont une douloureuse confirmation quelques jours plus tard quand éclate le scandale géorgien. Lénine, douloureusement atteint, se proclame « coupable » de n'être pas intervenu contre « l'appareil foncièrement étranger », « salmigondis de survivances bourgeoises et bureaucratiques » qui « détournent l'Etat soviétique de sa route ». C'est à cette époque qu'il rédige la lettre au congrès et le post-scriptum recommandant d'écarter Staline : il ne mènera pas ce combat, frappé à nouveau par la maladie, définitivement cette fois.

(30) *Bulletin communiste*, n° 24, 9 juillet 1921.

Lénine malade, c'est sur les épaules de Trotsky que repose maintenant la responsabilité de la lutte désormais inévitable et qu'il a longtemps espéré mener avec Lénine rétabli, dans un rapport de forces plus favorable, contre les « apparatchiki ». C'est vraisemblablement avec cette arrière-pensée — la perspective de guérison de Lénine — qu'il s'abstient au XII<sup>e</sup> Congrès, en mars 1923, d'intervenir dans le débat sur la Géorgie où il laisse ses amis Rakovsky et Préobrajensky plaider le dossier des communistes géorgiens que Lénine était décidé à soutenir. Il porte son effort principal sur la politique économique, s'efforce de convaincre le bureau politique de la nécessité d'une correction de la Nep — dont l'application stricte provoque le chômage — par une politique d'industrialisation planifiée. Lénine absent, il est mis en minorité face à la troïka que constituent au bureau politique Zinoviev, Kamenev et Staline. Mais le débat n'est pas public. Il ne le sera pas tant que Trotsky espère encore que la révolution allemande desserrera l'étreinte de l'impérialisme, marquera le second bond en avant de la révolution mondiale, étouffée depuis 1918 dans les frontières de l'ancien empire russe arriéré.

Il se décide pourtant à attaquer, le 8 octobre 1923, quand le chef du GPU, Dzerjinsky, fait la proposition sans précédent d'obliger chaque membre du parti à dénoncer aux autorités toute activité d'« opposition » — précisément au moment où se développe dans le pays une vague de grèves et une montée du mécontentement des ouvriers. Dans une lettre qu'il adresse au comité central, il souligne « la détérioration » de la situation à l'intérieur du parti sous la forme de la « bureaucratization de l'appareil » dont l'opinion de « hiérarchie bureaucratique » se substitue à celle du parti lui-même. Bientôt rejoint par l'initiative de 46 militants, tous vieux-bolcheviks, qui dénoncent à leur tour la division du parti entre « la hiérarchie du secrétariat » et les membres ordinaires, et le régime intolérable ainsi créé, il engage, après avoir épuisé toutes les chances d'un compromis honorable, la bataille sur le nécessaire « cours nouveau ».

La division du parti en deux étages, celui qui commande et celui qui exé-

cute, l'emploi systématique de la méthode du « commandement », le refus systématique d'admettre l'expression des divergences au nom de l'« unité du parti », le développement d'une « fraction bureaucratique conservatrice » constituent à ses yeux un phénomène nouveau, dangereux, qu'expliquent évidemment les conditions sociales et culturelles de la Russie et la nécessité de soutenir un appareil d'Etat harmonisant les intérêts du prolétariat et de la paysannerie. En fait, c'est seulement la restauration de la démocratie du parti qui peut permettre un redressement, c'est-à-dire la lutte consciente contre ces conditions sociales et culturelles qui vont dans le sens de la dégénérescence et la liquidation du parti en tant qu'organisme vivant qui peut assurer la marche en avant de la révolution mondiale. A ces arguments de communiste qui connaît la valeur, pour la cause de la révolution, de l'esprit d'initiative, de la pensée critique, du courage dans la lutte des idées, l'appareil répond par les méthodes qui sont les siennes, trucage, mesures administratives et bientôt calomnies portant sur le passé menchevique de Trotsky. La 13<sup>e</sup> conférence, du 16 au 18 janvier 1924, formée de délégués choisis par l'appareil, condamne l'Opposition de gauche comme « fractionniste » et « reflétant objectivement la pression de la petite bourgeoisie », préconise le renforcement de l'enseignement du « léninisme », conçu comme un dogme, et la répression des « activités fractionnelles ».

Quand Lénine meurt, le 21 janvier 1924, le danger est plus grand qu'il n'a jamais été que dégénère, sous la double pression de l'impérialisme mondial et de la petite bourgeoisie rurale renaissante, le parti qui avait incarné et dirigé la révolution prolétarienne.

---

## COMBAT POUR L'AVENIR

---

La défaite de la révolution allemande de 1923 laisse l'Union soviétique — la révolution russe — isolée pour des années. La victoire de la troïka et la mort de Lénine laissent le parti aux mains de conservateurs bornés. L'isolement de la révolution

russe, l'échec momentané de la révolution mondiale font refluer l'admirable avant-garde du prolétariat russe, qui laisse ainsi les mains libres aux hommes de l'appareil.

L'histoire des années 1924 à 1930 est celle du lent étranglement du parti le plus vivant de l'histoire. Le parti est étouffé sous le poids de centaines de milliers de nouveaux venus, incultes et même apolitiques, qui adhèrent seulement au parti au pouvoir et se contentent de répéter ce que leur dicte la hiérarchie des secrétaires. Il est étranglé par son propre appareil — qui a su se rendre indépendant avant de se rendre maître de lui — et par la toute-puissante police politique, le GPU, qui exerce chantages, menaces et provocations. Lénine est momifié et sa pensée transformée en dogme, voire en catéchisme. Les immenses moyens de l'Etat aux mains de la bureaucratie s'efforcent tous les jours d'effacer ce que fut la révolution d'Octobre et son parti, glorifient le parti « monolithique », pourchassent les « déviations », adorent Lénine comme une icône, combattent le bolchevisme sous le vocable de « trotskysme ».

Les hommes qui avaient su être les brillants seconds de Lénine et Trotsky au temps de la clandestinité puis de la vague de fond de la révolution, les Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Rykov, communistes sincères, sont incapables de s'orienter dans cette situation nouvelle dont ils ne comprennent pas les racines sociales, ruse avec une bureaucratie qu'ils tiennent pour un moindre mal alors qu'elle est la courroie de transmission de la contre-révolution impérialiste. Zinoviev et Kamenev ont ouvert la voie à Staline en 1923, ont cherché contre Trotsky sa protection, pensant que cet homme médiocre ne pouvait en aucune façon constituer un réel danger. Quand il a commencé à marcher sur leurs brisées et, de son poste de secrétaire général, à démanteler leurs positions en déplaçant leurs hommes, ils ont constitué contre lui une opposition d'appareil, la Nouvelle Opposition, laquelle, concentrée à Leningrad, a été politiquement et administrativement battue en quelques semaines. Ils se sont alors tournés vers Trotsky comme vers un sauveur, espérant que les masses soviétiques

allaient se rallier à leurs personnes de dirigeants les plus prestigieuses de la révolution d'Octobre. Il n'en a rien été. Boukharine, lui, revenu de l'infantilisme gauchiste des premières années vingt, s'est fait le théoricien de la Nep et des concessions, toujours plus importantes, à la paysannerie et à l'impérialisme. Il a combattu l'Opposition unifiée de toute sa verve, pour découvrir, lui aussi, mais un peu tard, qu'il était pris au piège de l'appareil monolithique, de la toute-puissance du GPU et de la fable du « socialisme dans un seul pays ».

Non que Staline soit plus intelligent qu'eux. Il est simplement temporairement dans le sens de l'histoire qui passe aujourd'hui par le reflux des travailleurs usés par des années de combat et de souffrances, déçus par le résultat de tant d'efforts surhumains, et sceptiques quant aux résultats de la révolution mondiale, au moins à court terme. Staline a derrière lui tous ceux — et ils ne manquent pas — qui ont et veulent garder pouvoir et privilèges ou aspirent à en jouir : dans une période de réaction, égoïsme, arrivisme, carriérisme dominant et donnent leur empreinte à la bureaucratie du parti et de l'Etat. C'est à elle que Staline parle de « socialisme dans un seul pays », d'elle dont il dit qu'elle refuse « la révolution en permanence » que Trotsky lui propose. Contre ce qu'elle considère comme l'aventure — la révolution mondiale —, elle choisit les « alliances » qu'elle croit solides et profitables : elle livre au bourreau Chang Kai-chek les ouvriers et paysans chinois au terme d'une série d'initiatives si manifestement stupides que Zinoviev et Kamenev s'imaginent que cette défaite révolutionnaire donne raison à l'Opposition et que le parti va s'en rendre compte.

En réalité, elle lui donne tort, et Trotsky le sait. Seuls des bourgeois et des bureaucrates ont pu imaginer que le chef de l'Armée rouge aurait pu en 1924 jouer les Bonaparte et prendre seul le pouvoir : il eût ainsi seulement précipité une issue qu'il combattait de toutes ses forces. Dans le combat qu'il mène de 1923 à 1929, et même après son exil, jusqu'en 1933, Trotsky ne songe pas un instant que la victoire soit possible à court terme pour sa fraction, l'Opposition de gauche, en

# La Vérité

## ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 1 — 15 Août 1929

Hebdomadaire

Prix : le N° 0 fr.

### Aux Ouvriers Révolutionnaires

Après dix années d'existence, l'Internationale Communiste est en complet recul. Son emprise sur la classe ouvrière va sans cesse et régulièrement s'atenuant. Ses sections, travaillées les unes après les autres, par de graves crises intérieures, s'anéantissent. Leurs effectifs sont en diminution constante.

C'est un fait si certain, si évident que les dirigeants des partis communistes sont contraints de le reconnaître.

L'un d'eux a pu caractériser le Parti français comme une passoire. L'expression est juste. Il faut ajouter : une passoire qui retient de moins en moins de substance solide.

Ce qui est vrai pour le Parti est également vrai pour la C. G. T. U. La aussi, il a fallu en faire l'aveu public.

Divers remèdes ont été essayés pour enrayer cette désagrégation inquiétante. Tous se sont révélés inefficaces. Ils ne s'attaquaient pas à la racine du mal.

Des organisations ouvrières qui se montrent incapables de retenir leurs membres sont des organisations qui n'inspirent pas confiance aux ouvriers.

Si les présents dirigeants de l'Internationale Communiste se sont imaginés qu'ils pouvaient impunément chasser du Parti Communiste russe les meilleurs ouvriers d'Octobre, les persécuter, les déporter, les exiler, ils ont simplement fourni la preuve qu'ils ne comprennent rien au mouvement ouvrier.

S'ils se sont crus capables de guider la classe ouvrière dans sa lutte quotidienne contre la bourgeoisie, ils se sont illusionnés sur leurs mérites et sur leurs talents.

Leur tactique zigzagante, oscillant entre le putsch et l'opportunisme borné, menant même parfois les deux en même temps, alarme et décourage les ouvriers sérieux.

Le régime intérieur des partis bannit toute discussion approfondie. Il faut approuver aveuglément toute décision signifiée par le centre — ou s'en aller.

Une vraie et saine critique que toute organisation ouvrière doit, non pas redouter mais désirer, a été remplacée par une caricature de critique baptisée autocritique.

Un tel régime ne peut s'imposer et durer qu'à coups d'exclusions. Les communistes authentiques sont chassés du Parti. D'autres se mettent silencieusement à l'écart, espérant que cela ne durera pas toujours.

Faut-il s'étonner que, dans ces conditions, les partis communistes soient des passioires ?

Partout, maintenant, les communistes hors du Parti sont nombreux. Et partout, les forces d'opposition ont été amenées à se grouper.

Dans l'Union Soviétique, l'opposition mène stoïquement la lutte, malgré une répression qui dépasse en brutalité, en cruauté raffinée, la répression tsariste.

En dehors de l'Union Soviétique, la situation varie suivant les pays.

Dans certains cas : En Belgique, aux Etats-Unis, on peut dire que l'opposition forme déjà le vrai Parti. C'est chez elle qu'on trouve les militants capables, les ouvriers de la première heure, les fondateurs du Parti. Les dirigeants stalinieniens sont ou des social-démocrates qui ont gardé leur « chemise sale », ou des « vieux bolcheviks » de 1923-1928.

Ailleurs, l'opposition n'a pas encore réussi à se rassembler.

C'est notamment le cas en France où les éléments et les groupes d'opposition ne manquent pas, mais où, pour des raisons diverses, ils n'ont pu constituer encore une force capable de se mettre en travers

des sottises des dirigeants du Parti — ce qui est le plus urgent — et de faire œuvre constructive — ce qui est le plus nécessaire.

Ce groupement de l'opposition, c'est la tâche que nous voulons entreprendre.

Les appels du Parti et de sa doublure, la C.G.T.U. tombent dans le vide. Les ouvriers n'y répondent pas. On voit surtout les policiers de Chiappe. Mais cela n'empêche pas Parti et C. G. T. U. de recommencer.

Il faut crier : « Assez ! » Mais pour être entendu, il est indispensable parler avec une force suffisante, et surtout de répéter l'avertissement sans se lasser.

Nous croyons que l'opposition a besoin, tant pour son regroupement que pour son action, d'un hebdomadaire édifié sur une base communiste solide.

Cette base communiste, nous la trouvons dans les conceptions théoriques et dans la tactique élaborées par les quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste, complétées par les travaux de l'Opposition communiste russe.



Lénine et Trotsky assistant à un défilé de l'Armée Rouge.

C'est l'Opposition communiste russe qui incarne aujourd'hui la courte, mais glorieuse tradition communiste, si riche d'événements qui ont fait trembler le vieux monde.

Dans l'Union Soviétique, elle défend les principes d'Octobre.

Dans l'Internationale Communiste elle maintient la politique à la fois audacieuse et prudente des années 1919-1923.

Il est, du reste, impossible de suivre en même temps une politique juste dans l'Union Soviétique et une politique fautive dans l'Internationale Communiste.

Au zigzag intérieur allant alternativement de la brutalité aux concessions, correspond le zigzag extérieurs : on crie : « classe contre classe » et on affirme sa confiance dans Tchong Kai Chek au moment où celui-ci a déjà fait venir ses bourreaux pour trancher la tête des communistes.

Telle sera la base sur laquelle nous demanderons à l'Opposition de se grouper. Elle nous paraît indispensable. Sinon l'opposition risquerait d'être seulement une cohue sans action utile possible.

Mais nous ne songeons pas du tout à opposer simplement une nouvelle orthodoxie à une orthodoxie tactique. Au contraire. Notre journal restera largement ouvert à la discussion.

La période de reflux révolutionnaire que nous traversons, avec les menaces et les difficultés qu'elle renferme, exige une connaissance exacte de la situa-

tion, une pratique des luttes ouvrières, un jugement sûr.

La discussion que nous solliciterons nous permettra d'élaborer ensemble une mise au point des problèmes qui intéressent la classe ouvrière et de donner des solutions justes.

Le mouvement ouvrier français a besoin d'une cure de vérité.

Il y a des simplifications qui sont des déformations, des grossissements qui sont une injure à la classe ouvrière.

Au reste, la méthode n'est pas nouvelle. C'est la « pédagogie hervétiste ». On sait aussi où elle mène.

Si on pense que la classe ouvrière est esclave, qu'elle a besoin d'être dupée au moment d'inventions comme « le socialisme dans un pays », il faut en tirer les conclusions inévitables.

Nous pensons, nous, que la classe ouvrière majeure, qu'elle est capable de prendre tout le parti qu'elle veut avec ses seules forces et, en conséquence, qu'elle a droit à la vérité.

L'œuvre que nous nous sommes assignée sera d'être fidèle à bien ce que nous trouvons maintenant, à Paris, et sur tous les points du pays de camarades résolus à nous secourir.

Notre budget de dépenses sera réduit au minimum. Il ne comportera nulle rétribution, ni pour la rédaction, ni pour l'administration. Rédaction et administration seront du travail de « samedi communiste ».

Nous nous adressons à tous ceux qui souhaitent le succès de notre œuvre, et veulent s'associer à notre effort.

Il nous faut des souscriptions, des abonnements. Partout où cela est possible, des groupes d'amis journal doivent se constituer qui étudieront les moyens d'assurer la diffusion du journal dans un coin ou dans leur région.

Un journal qui ne peut recueillir les renseignements dont il a besoin pour vivre, c'est-à-dire qui ne se sent pas un mouvement viable, ou que ceux qui le font ne savent pas exprimer ce mouvement.

L'Opposition communiste en France n'a besoin que de se trouver pour être une force.

Nous voulons que son journal vive.

H. Audoin. Marthe Bigot. L. Charbonnet. Jeanne Despallières P. Fournier. Gourget. L. Marzet. A. Mouton. Sarah Menant. R. Rey. A. Rossi.

Il y a, à notre point de départ, la conviction que le système soviétique renferme de grandes ressources et d'immenses réserves, et la conviction que l'opposition ne mène pas à l'effondrement du pouvoir soviétique, mais à son renforcement et à son développement.

L. TROTSKY

dehors d'une nouvelle victoire révolutionnaire, d'un nouveau bond en avant de la révolution mondiale devant laquelle se dresse un nouvel obstacle mis en place par la bureaucratie conservatrice, la politique de l'Internationale communiste et des partis communistes qu'elle contrôle totalement et qui sont mis à son service et à celui de sa politique extérieure au nom du « socialisme dans un seul pays ». La défaite de la révolution chinoise en 1927 est un nouvel obstacle sur la route de la révolution prolétarienne mondiale, un nouvel atout pour Staline, que Trotsky a appelé « l'organisateur des défaites », mais qui était aussi leur profiteur.

Le combat de Trotsky était-il donc un combat désespéré, un combat sans

perspectives, un geste pour l'Histoire ? Etait-il celui d'un utopiste ou d'un rêveur se heurtant aux dures réalités et au « réalisme » du praticien Staline ? En aucun cas. Il était tout simplement le nécessaire combat pour la révolution prolétarienne mondiale qui se poursuivait malgré le reflux, malgré les défaites, malgré la démoralisation et bientôt la capitulation des meilleurs de ses compagnons, cédant les uns après les autres, baissant la tête ou s'agenouillant devant le tout-puissant secrétaire général de la bureaucratie. Ainsi Lénine, avant lui, avait-il lutté dans la période de « réaction » d'après 1905, maintenu sa fraction, reconstruit son parti. Ainsi Lénine et Trotsky avaient-ils, après le passage de la II<sup>e</sup> Internationale du côté de l'ordre bourgeois, fondé la III<sup>e</sup>

## Ci-contre

---

15 août 1929

LE  
PREMIER NUMERO  
DE  
« LA VERITE »

Internationale pour poursuivre, dans des conditions nouvelles, le combat qu'ils avaient entamé au sein de la II<sup>e</sup>. Usés et tués à la tâche, les vieux-bolcheviks tombaient les uns après les autres. Autour de Trotsky se constituait en URSS une jeune garde dont son fils Léon Sedov était l'un des plus authentiques représentants : une nouvelle génération à laquelle il était nécessaire de transmettre le flambeau et tous les acquis théoriques de cette formidable expérience historique. Encore fallait-il pour cela lutter jusqu'au bout, épuiser toutes les chances, même les plus minimes et les plus irréalistes de victoire, bref assurer la continuité du combat révolutionnaire, ou, comme il l'écrivait en 1929, garder bien noué le fil de l'Histoire.

## LA PREMIERE PERIODE D'EXIL

On peut discuter à perte de vue l'erreur commise par Staline expulsant Trotsky d'Union soviétique en 1929 — c'est-à-dire l'année même où se déchaînait la crise économique et mondiale et sa séquelle de crises politiques et sociales sans précédent. L'essentiel, pour Staline, était-il de couper définitivement Trotsky de ses partisans en Russie, des bolcheviks-léninistes d'Union soviétique ? On peut le penser. Il ne ménage en effet dans cette période aucun effort pour briser cette opposition-là. L'exécution de Blumkine en 1930 — le premier fusillé en URSS pour « délit d'opposition » — marque en effet le début d'une ère de terreur. D'« isolateurs » en exils rigoureux dans des climats presque intolérables pour l'organisme humain, de prisons en camps de concentration, les trotskystes soviétiques sont la cible n° 1 de la répression qui réussit à décapiter successivement plusieurs de leurs directions clandestines sans pour autant les supprimer totalement : en 1933 encore, Trotsky et son fils Léon Sedov qui l'a accompagné en exil ont des liaisons précaires et irrégulières, mais continues, avec des bolcheviks-léninistes d'Union soviétique. Malgré la capitulation de la vieille génération des bolcheviks de l'Opposition — Rakovsky et Sosnovsky sont les derniers à céder, après bien des per-

sécutions, en 1933 —, une direction, faite d'hommes jeunes et apparemment indestructibles moralement, a survécu aux traitements les plus durs sans jamais baisser la tête.

Or l'exil de Trotsky a permis à ce dernier de nouer ou de renouer les contacts internationaux dont il avait été partiellement coupé pendant les années 1923-1929. Les efforts conscients des staliniens pour déformer l'histoire, l'ignorance d'autres qui se prétendent historiens, font qu'on ignore généralement combien d'hommes de valeur, pionniers des partis communistes ou de leurs jeunessees, se sont retrouvés au début des années trente dans les rangs de l'Opposition de gauche internationale.

Les hommes qui rejoignent Trotsky sont non seulement des pionniers du communisme dans leurs pays respectifs, mais aussi de ceux dont l'autorité morale, l'honnêteté, le caractère incorruptible sont généralement reconnus : nous pensons à des hommes comme Rosmer en France, Andrès Nin en Espagne, Anton Grylewicz en Allemagne, Blasco-Tresso et Leonetti-Feroci en Italie, Lenorovic en Tchécoslovaquie, Gatchev en Bulgarie, Sandalio Junco à Cuba, Hidalgo au Chili, James P. Cannon aux Etats-Unis, Chen Duxiu et Peng Shu-chih en Chine. Derrière eux, avec eux, les cadres dits « moyens » de l'Opposition de gauche sont généralement sortis des JC, c'est-à-dire des meilleurs de la génération révolutionnaire du monde d'après Octobre.

Avec eux, pendant quatre ans, Trotsky livre la grande bataille du « redressement » de l'Internationale communiste sur un champ de bataille qui est celui des classes fondamentales à l'échelle du monde, l'Allemagne où la bourgeoisie impérialiste vient de susciter les bandes hitlériennes et met à profit la crise pour les lâcher contre le mouvement ouvrier qu'elle doit à tout prix détruire pour pouvoir elle-même survivre. Les années 1930-1933 sont de ces années décisives où le sort de l'humanité se règle pour des décennies. Dans ce grand pays industrialisé et cultivé que le déclin de l'impérialisme condamne à la misère, au chômage et à la barbarie, la classe ouvrière, avec ses organisations, constitue encore une force considérable, surtout si elle par-



vient à surmonter la division dans ses rangs qu'entretiennent soigneusement ses directions traditionnelles, social-démocrate et communiste. Contre elle, à coups de dollars et de marks, renouvelant l'aventure des « fasci » de Mussolini entre 1921 et 1922, le parti nazi de Hitler mobilise la petite bourgeoisie paupérisée, désespérée, enragée, qu'il nourrit de xénophobie, d'antisémitisme et de cupidité sordide.

Fidèle à ses maîtres de 1918 — Ebert haïssait la révolution plus encore que... le péché — la direction de la social-démocratie s'efforce d'écarter le danger nazi sans pour autant ouvrir la voie à la crise révolutionnaire, affiche un programme de défense de la démocratie parlementaire, multiplie les appels à la police, à l'armée, l'autorité, pour faire respecter une loi qui s'efface de plus en plus devant la force brutale et les moyens matériels des nazis. Une politique unitaire offensive des communistes n'aurait aucune peine à soulever contre cette politique criminelle et suicidaire les masses des ouvriers — la grande majorité — qui suivent encore le parti social-démocrate. Mais Staline, qui redoute la révolution et pense qu'il trouvera avec Hitler un terrain d'entente, en a décidé autrement. Le Parti communiste allemand, dument domestiqué, va, pendant les quatre années décisives, mener de toutes ses forces une politique de division qui ouvre la voie aux nazis. Dénonciation de la social-démocratie comme « social-fasciste », affirmation qu'il n'y a pas de différence de nature entre le régime parlementaire et le fascisme, prédiction que la victoire des nazis est inévitable et qu'après viendra le tour des communistes, refus obstiné et sabotage continu de toute possibilité de constitution, face aux hitlériens, d'un front unique des organisations ouvrières : c'est à cela que se résume la politique stalinienne en Allemagne, pendant la montée du nazisme.

Exilé à Prinkipo, largement isolé par la lenteur des communications, Trotsky se bat par le moyen qui reste à sa disposition : sa plume, toujours étincelante, une analyse lucide de la situation en Allemagne qui suffirait — s'il n'y avait qu'elle — à faire de lui l'homme le plus intelligent du siècle, le seul à avoir compris la signification et la portée du phénomène fasciste, et un

petit noyau de camarades dévoués en Allemagne même, dans le parti ou sur ses marges. Il suit jour après jour l'évolution de la situation allemande, rédige articles et brochures, souvent reproduits dans la grande presse indépendante de gauche et ardemment discutés, démontre que la politique de division ouvre la voie aux bandes nazies, répète inlassablement qu'il s'agit d'une question de vie ou de mort pour la classe ouvrière, non seulement allemande, mais mondiale, pour l'URSS aussi, et du destin de l'humanité pour une dizaine d'années au moins, que seule une politique résolue de front unique menée par le parti communiste peut disloquer les forces de Hitler, redonner confiance à la classe ouvrière allemande dans ses propres forces et ouvrir la voie à sa marche vers la révolution prolétarienne.

Là aussi, il se bat jusqu'au bout, même quand il est clair que ses chances de convaincre sont désormais plus que minces, car il ne suffit pas d'arguments pour modifier en quelques mois, voire quelques années, les adhésions politiques et les habitudes de millions d'hommes, même désespérés. A la suite des masses de la petite bourgeoisie allemande, des millions de jeunes dont une faible partie était d'origine prolétarienne rejoignent ces nazis qui leur offrent solution immédiate et perspectives concrètes d'avenir. Pourtant, la masse du prolétariat est restée fidèle à ses partis et à ses organisations de classe. En mars 1933, alors que règne déjà la terreur nazie, malgré elle, malgré le trucage électoral, le PS et le PCA obtiennent encore ensemble 12 millions de voix contre un peu plus de 17 aux nazis. Bien des militants communistes se convaincraient trop tard que c'était Trotsky qui avait raison : trop tard, car, en janvier 1933, Hitler est au pouvoir et, moins de deux mois après, il a réussi à briser le mouvement ouvrier organisé en Allemagne, à emprisonner, à briser, à tuer les meilleurs de siens. Une fois de plus, Trotsky a eu raison, mais une fois de plus, il n'a pas « eu raison » car il n'avait pas — il n'avait plus — l'instrument historique qui permet aux analyses de s'inscrire dans la réalité du mouvement des classes, le parti révolutionnaire comme l'était le Parti bolchevique.



### 3.

## La IV<sup>e</sup> Internationale

*Les textes réunis dans le premier volume des Œuvres permettent au lecteur d'aujourd'hui de connaître avec précision les raisons et les modalités du tournant radical effectué par Trotsky en 1933 — un tournant aussi radical que l'avait été celui de 1914. Le fait que Hitler ait vaincu sans combat le prolétariat le plus puissant et le mieux organisé du monde, le fait que celui qui proclame ouvertement son intention d'entamer la guerre de reconquête de l'URSS, de destruction de tous les acquis d'Octobre soit parvenu au pouvoir sans la moindre menace de la part de l'Union soviétique stalinienne est déjà significatif de la dégénérescence du PC allemand et des dirigeants staliniens de l'URSS. L'absence totale de réaction dans les partis de l'Internationale communiste, l'approbation au sifflet et à l'unanimité, dans tous les PC, de la politique qui porte la responsabilité de cette catastrophe, le convainquent bientôt que l'Internationale communiste est, elle aussi, morte pour la révolution. Le « parti mondial » créé à partir de 1919 par les efforts réunis des révolutionnaires du monde entier dans l'élan des lendemains de la révolution d'Octobre est devenu à son tour un obstacle — et de quelle dimension — sur la voie du prolétariat dans son mouvement pour la révolution. La III<sup>e</sup> Internationale est morte pour la révolution. Pour la victoire de la révolution, il faut bâtir la IV<sup>e</sup> Internationale.*

Toute l'histoire contemporaine l'atteste, tout l'acquis du mouvement communiste au XX<sup>e</sup> siècle. Trotsky revient à plusieurs reprises dans des articles ou des lettres sur la question de l'Internationale telle qu'elle a été posée avant 1914. Personne — et lui moins que tout autre — ne songeait à

l'époque à la scission, à la fondation de la III<sup>e</sup> Internationale. Quand cette scission apparut nécessaire, au lendemain des journées tragiques d'août 1914, il fut de ceux qui préconisaient un séjour supplémentaire dans les rangs de la II<sup>e</sup> Internationale, refusaient de se satisfaire à bon compte en proclamant la fondation d'une organisation qui n'aurait pu être, dans les conditions données, qu'une secte. La méthode du rassemblement large, à

partir notamment des conférences socialistes internationales de Zimmerwald et de Kienthal, de tous les socialistes hostiles à la guerre impérialiste et au social-chauvinisme, a porté ses fruits et permis la réunion en même temps que la sélection des meilleurs éléments révolutionnaires du monde entier, que la révolution russe a soulevés. Le premier congrès de l'Internationale communiste, en 1919, a été l'aboutissement de ce lent et long travail.

Pourtant l'histoire ne saurait se répéter. Et tout d'abord Trotsky a parfaitement conscience que la fondation de l'Internationale communiste, en 1919, n'a été que la constitution — ou si l'on préfère la proclamation — formelle d'une force qui existait déjà, depuis qu'en 1914 Lénine et le Parti bolchevique avaient proclamé sa nécessité. Contrairement à ce qu'il avait pensé pourtant à l'époque, cette proclamation n'était pas prématurée mais trop tardive. Il ne s'agit pas ici de refaire le passé, mais d'en tirer les leçons. Il ne s'agit ni de se reprocher à lui-même, ni de reprocher à Lénine et aux bolcheviks de n'avoir pas compris, dès avant 1914, que la social-démocratie, dégénérée, était passée du côté de la défense de l'ordre bourgeois et qu'elle en était, jusques et y compris dans le cadre de la guerre impérialiste, l'auxiliaire et l'agence contre la classe ouvrière elle-même. Mais il faut tenir compte que c'est précisément parce que ce n'est qu'en 1914, dans les pires conditions de la guerre mondiale, que Lénine et les siens ont posé les premières bases du rassemblement des internationalistes, que la révolution a explosé en Europe alors que ne s'y trouvait construit nulle part, à l'exception de la Russie, un parti révolutionnaire capable de la conduire à la victoire. Ce qui fut, au temps de la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale, une erreur d'appréciation pratiquement inévitable — le fait de ne pas s'être battu avant pour la constitution d'une solide fraction révolutionnaire internationale des « gauches » de l'Internationale — serait cette fois, après la faillite ouverte de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup>, plus qu'une faute, un véritable crime.

Que la nouvelle montée révolutionnaire aboutisse en effet à une explosion avant la prochaine guerre impérialiste ou qu'elle soit le résultat des

nouveaux massacres et des nouvelles souffrances infligées par cette nouvelle guerre que les impérialistes préparent ouvertement, ce mouvement des masses ne peut arracher la victoire qu'à la condition d'être au moment décisif dirigé par un parti capable de jouer le rôle du Parti bolchevique en Russie en 1917. Et pour qu'un tel parti existe au moment décisif, il faut que les éléments, même numériquement réduits, en aient été rassemblés et préparés, qu'ils existent en tant qu'organisation munie d'un programme au moment où explosent les premiers coups de tonnerre de la crise révolutionnaire. Le parti révolutionnaire peut naître, dans le cours de cette crise, du développement et de l'intervention d'un petit groupe ; il ne peut pas, dans un délai aussi bref, se développer à partir de rien. Telles sont les leçons de l'histoire et des combats prolétariens du siècle : il faut s'atteler tout de suite à la création des nouveaux partis communistes et de la nouvelle Internationale, la IV<sup>e</sup>.

Pourtant, si l'histoire donne les éléments généraux de l'analyse et trace les perspectives, elle ne donne aucune recette. La II<sup>e</sup> Internationale a été construite à partir de l'existence et de la réunion de partis ouvriers socialistes de masse existant dans les principaux pays d'Europe, constitués sur la base de la prise de conscience de la classe ouvrière de ces pays et dans la perspective de l'indépendance de ses organisations. La III<sup>e</sup> Internationale a été rassemblée autour du parti du prolétariat russe victorieux, à partir des minorités internationalistes et révolutionnaires des vieilles organisations, partis et syndicats, cadres qui ont permis de conquérir la jeunesse révoltée par la guerre et l'oppression impérialiste. Mais elle a dû, dès sa naissance, lutter partout pour déblayer sa route des obstacles accumulés par le passé et notamment les partis social-démocrates passés du côté de l'ordre bourgeois — dont le rôle a été décisif dans les années d'après-guerre pour la victoire de la contre-révolution. Or en 1933, il n'y a nulle part de Parti bolchevique et, par-dessus le marché, l'obstacle des partis staliniens, passés à leur tour du côté de la défense de l'ordre bourgeois, est venu s'ajouter à celui que constituent les partis social-démocrates. Une telle situation est

absolument sans précédent pour des révolutionnaires : les bolcheviks-léninistes constituent certes une organisation internationale existant sur les cinq continents, dont les militants sont incontestablement les meilleurs éléments de la III<sup>e</sup> Internationale, qui ont échappé à sa dégénérescence et l'ont combattue vaillamment, mais ils ne sont guère plus de quelques milliers à l'échelle du monde, exclus des PC et même des syndicats que contrôlent ces derniers ou la bureaucratie social-démocrate.

Trotsky n'exclut a priori aucun développement. La nouvelle Internationale peut naître à terme d'un regroupement de minorités des partis traditionnels, voire des syndicats, ou du développement, dans un ou plusieurs pays, d'un parti nouveau sur la base du développement d'un noyau indépendant. Elle peut naître du sursaut du prolétariat européen face à la montée du fascisme ou au contraire sur les ruines accumulées par une nouvelle guerre impérialiste. L'important, pour le moment, c'est de préparer le noyau de militants convaincus et formés jusque-là, dans l'opposition à l'intérieur des PC, à une attitude propagandiste, en faire des militants de masse, les cadres de la montée révolutionnaire inévitable à terme, préparés théoriquement et armés pratiquement pour faire face à leurs tâches gigantesques. Pour déterminer les voies de cette construction, il importe de se référer non à la politique des appareils social-démocrate et stalinien, mais au mouvement de la classe ouvrière elle-même comme de la jeunesse, secteur décisif à l'époque de la crise du déclin impérialiste. Or, de ce point de vue, l'histoire récente et notamment la victoire sans combat de Hitler sur une classe ouvrière divisée a eu des conséquences qu'il importe d'analyser.

Certain d'avoir épuisé toutes les chances d'un redressement des partis de l'Internationale communiste dans le cours du combat pour le front unique en Allemagne, Trotsky n'en a pas moins conscience que bien des militants demeurés dans les partis staliniens ne sont pas, eux, passés consciemment du côté de la défense de l'ordre bourgeois, et il a la certitude qu'ils retrouveront un jour, contre leur appareil, leur place dans les rangs des combattants révolutionnaires.

Mais ce n'est pas pour aujourd'hui, ni pour demain. Pour regagner les militants communistes demeurés dans les partis staliniens, il faudra d'abord avoir été capable de construire une force politique combattante et organisée sur la base d'un programme. Les éléments de cette force existent peut-être d'ores et déjà dans les organisations « centristes », les partis socialistes de gauche qui ont rompu avec la politique de la social-démocratie et dont l'évolution vers le communisme a été mécaniquement interrompue par la politique stalinienne qui leur a réservé ses coups les plus durs, les qualifiant de « pires des social-fascistes ». C'est pour éprouver ces formations centristes, tester leurs meilleurs éléments, chercher à construire avec elles un cadre commun à la fois pour la discussion programmatique et l'intervention dans la lutte de classes que Trotsky appelle ses camarades à participer à la conférence d'août 1933 des partis socialistes de gauche et à constituer, avec ceux qui souscrivent à la « Déclaration des Quatre », le « Bloc » qui devrait constituer le point de départ de la nouvelle Internationale, et qui sera relayé en 1935 par la « Lettre ouverte » de cinq organisations pour la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le rôle de la fraction bolchevik-léniniste — des « trotskystes » — n'est pas, ne peut pas être, selon lui, de se développer jusqu'à devenir eux-mêmes et dans tous les pays le parti révolutionnaire et la IV<sup>e</sup> Internationale. Il est bien plutôt celui d'un catalyseur, l'élément qui rassemblera avec lui, sinon autour de lui, les autres courants socialistes ou communistes en rupture avec l'opportunisme ou le stalinisme — élément indispensable, mais pas pour autant hégémonique. Encore qu'il s'agisse de les gagner dans le cours de la lutte commune aux principes et à la stratégie que plus tard, en 1938, le programme de fondation concentrera. Méditant les leçons de la construction du Parti bolchevique par Lénine, Trotsky écrit à Marceau Pivert, dirigeant de la gauche du Parti socialiste en France, que les trotskystes se considèrent comme « une fraction » de l'Internationale en train d'être construite, et qui le sera avec les éléments réellement révolutionnaires, quelle que soit leur origine, qui comprennent la nécessité de la



## LA PUBLICATION DES ŒUVRES DE LEON TROTSKY

La publication des *Œuvres* de Léon Trotsky a commencé l'année dernière. Cinq tomes sont parus et le sixième sera mis en vente en octobre 1979. Ils couvrent d'ores et déjà une période s'étendant des mois de mars 1933 à février 1935.

Le fait que cette publication systématique et chronologique des *Œuvres* de Léon Trotsky ait commencé par la série 1933-1940 rend immédiatement disponibles, comme un formidable support dans le combat politique pour la construction de l'OCI, du parti révolutionnaire, dans la bataille pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, ces textes des années de lutte pour la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Pour qui veut comprendre et combattre — comprendre pour combattre —, l'œuvre de Léon Trotsky est, au plein sens du terme, absolument irremplaçable. Comme il l'explique lui-même en 1935 : *« L'effondrement de deux Internationales a posé un problème qu'aucun des chefs de ces Internationales n'est le moins du monde apte à traiter. Les particularités de mon destin personnel m'ont placé devant ce problème, armé de pied en cap d'une sérieuse expérience. Munir d'une méthode révolutionnaire la nouvelle génération, par-dessus la tête de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales, c'est une tâche qui n'a pas, hormis moi, d'homme capable de la remplir. »*

Le travail politique inlassable et acharné de Trotsky lui a permis, avant que d'être assassiné sur ordre de Staline, de remplir cette tâche, d'agir pour la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, d'y parvenir, de participer au début de sa construction, de la doter d'un programme qui est le concentré de cette méthode, héritière de la continuité du mouvement ouvrier révolutionnaire, dont il est parvenu à « munir la nouvelle génération ».

Déjà, les militants qui ont lu les premiers tomes des *Œuvres* ont pu apprécier toute l'étendue des leçons théoriques et pratiques, de méthode, de stratégie et de tactique, que contiennent les textes publiés.

Ces livres, publiés régulièrement à l'initiative de l'Institut Léon Trotsky (1), ne sont pas des livres parmi d'autres. Ce sont, avec tous ceux qui vont suivre, une arme pour le combat, un instrument direct et immédiat pour aider à la formation politique de tous ceux qui se rangent sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale, agissent pour la pénétration du programme et des principes du bolchevisme dans les plus larges masses, pour la victoire de la révolution prolétarienne.

(1) Editions EDI.

rupture radicale avec les appareils social-démocrate et stalinien, donc précisément celle de la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

C'est sur cette perspective que, pour éviter l'isolement, tremper leurs cadres, nouer des liens solides dans la classe ouvrière et surtout la jeunesse, les bolcheviks-léninistes, de France d'abord, puis de Belgique et des Etats-Unis, pratiquent l'« entrisme » dans les partis socialistes où le développement de la crise politique entraîne la constitution de courants de gauche qu'il s'agit de vacciner contre le stalinisme et de gagner, si c'est possible, à la révolution prolétarienne. Il est, dans tous les cas, de brève durée.

---

### LE STALINISME, FER DE LANCE DE LA CONTRE- REVOLUTION

---

En juin 1935, Trotsky souligne à ses camarades français que le moment est venu de quitter le Parti socialiste où ils sont entrés un an auparavant. Certes, l'augmentation de leur influence dans ses rangs et notamment chez les JS de la Seine est devenue intolérable pour l'appareil social-démocrate qui, en les chassant, fait d'une pierre deux coups en se débarrassant de gêneurs et en montrant de la complaisance à son allié stalinien au sein du Front populaire. Mais, surtout, les luttes ouvrières de l'été 1935, les manifestations et combats de rue de Brest et de Toulon signalent aux yeux de Trotsky l'approche de la crise révolutionnaire qui exige l'existence d'une organisation indépendante décidée à la lutte pour devenir le parti révolutionnaire.

Staline se prépare aussi, à sa façon, à faire face à cette montée révolutionnaire qui va pratiquement secouer toute l'Europe, y compris des pays dominés par des régimes fascistes, comme la Pologne.

L'assassinat, le 1<sup>er</sup> décembre 1934, du deuxième personnage du parti, le patron de l'appareil de Leningrad, Serge Kirov, est probablement exécuté sur son ordre par ses sbires du GPU.

Il lui sert de prétexte en tout cas pour une répression sans précédent,

meurtre et tentative de meurtre de millions de citoyens soviétiques. Le monde est frappé par les procès de Moscou, les aveux serviles de vieux-bolcheviks qui avaient été les compagnons de Lénine, l'exécution des chefs de l'Armée rouge, la sanglante épuration qui liquide en moins de deux ans la majorité absolue du dernier comité central stalinien élu par un congrès stalinien. Parmi les accusés des procès de Moscou passent les ombres d'hommes qui ont été membres de l'Opposition de gauche — les Mouralov, I. N. Smirnov, Rakovsky — et, après l'avoir reniée, se sont reniés eux-mêmes, et qui, comme les vieux adversaires de Trotsky, le chargent, lui et son fils Léon Sedov, de tous les crimes possibles. Malgré les tortures, les souffrances, le chantage sur la famille et les êtres aimés, les provocations et les amalgames, Staline et ses bourreaux ne parviendront pourtant pas à traîner un seul bolchevik-léniniste sur les bancs des accusés-qui-avoient. Ils sont tous exterminés par milliers, les hommes de la génération d'Octobre, devenus bolcheviks quand ils étaient lycéens, apprentis, soldats ou marins entre 1917 et 1918. Ainsi périssent les Solntsev, Dingelstedt, Iakovine, V. Eltsine, vaillants combattants de l'Opposition de gauche, dirigeants des grèves de la faim de milliers de détenus politiques à Vorkouta et à Verkhne-Ouralsk.

En même temps qu'eux périssent aussi tous les proches de Trotsky demeurés en Union soviétique, sa première femme — qui l'avait, dit-on, converti au marxisme —, Alexandra Lvovna, ses deux gendres, Nevelson et Volkov, son fils, pourtant apolitique, Sergei Sedov, et tous ses anciens collaborateurs ou proches.

Ce sont probablement les derniers trotskystes survivant en URSS — quelques centaines, dont son ancien secrétaire Poznansky — qui sont exécutés à la mitrailleuse, un petit matin de 1938, dans une clairière près de Vorkouta.

Staline ne se contente pas de frapper en URSS. Dans le monde entier, il essaie de mettre sur pied, par des provocations et des faux, des procès tendant à persuader l'opinion ouvrière que les trotskystes sont alliés à la Gestapo. Ses entreprises échouent aussi

bien en Espagne qu'en Tchécoslovaquie, et même aux États-Unis (31). En revanche, il applique avec succès son programme d'assassinats de militants révolutionnaires. Entre 1937 et 1938, les coups se rapprochent de plus en plus de la cible : après le communiste polonais Ignace Reiss, vieux révolutionnaire du GPU, révolté par les procès de Moscou et rallié à la IV<sup>e</sup> Internationale, abattu en Suisse en septembre 1937, c'est l'ancien secrétaire de Trotsky et membre du Secrétariat international, Erwin Wolf, qui est arrêté et assassiné en Espagne, c'est Léon Sedov qui meurt dans une clinique parisienne en février 1938, c'est le secrétaire administratif du Secrétariat international, Rudolf Klement, qui est enlevé en plein Paris en juillet et dont on ne retrouvera que par morceaux le corps supplicié. Staline sait bien qui est son ennemi mortel : il sait que les militants qui construisent la IV<sup>e</sup> Internationale sont capables de donner aux masses le programme et la direction qu'elles recherchent — et il frappe préventivement.

Dans le même temps, grâce à la politique de front populaire, les PC réussissent, dans tous les pays, à canaliser puis à arrêter la nouvelle montée révolutionnaire qui a été notamment marquée par les grandes grèves de France, de Belgique et des États-Unis, et par la révolution espagnole. On connaît bien sa politique contre-révolutionnaire au cours de la guerre civile d'Espagne, la lutte contre les conseils ouvriers et autres organes de pouvoir révolutionnaire, la restauration d'un Etat, d'une police et d'une armée bourgeoises, les coups portés à la classe ouvrière au nom de l'alliance avec les « démocraties » et qui finiront par assurer la victoire de Franco. On connaît moins bien le soutien déterminé et sans faille à Roosevelt aux États-Unis, les efforts pour couler le grand soulèvement des ouvriers américains dans le cadre d'une organisation syndicale contrôlée par une bureaucratie et pour empêcher tout débordement. Au terme des années trente, Staline — par l'intermé-

diaire des partis communistes qui peuvent effectivement mériter le titre de « staliniens » — est bien en effet l'organisateur des défaites dénoncé par Trotsky plus de dix ans auparavant.

---

## LA FONDATION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Expulsé de France en 1934 à la suite d'une campagne de la presse française reprenant après le 9 février les dénonciations haineuses de son « action subversive » répandues par la presse nazie, Trotsky a réussi à trouver asile en Norvège en 1935. En 1936, les campagnes conjuguées des nazis d'Allemagne et de Norvège, et la pression diplomatique de l'URSS au moment des procès de Moscou avec le soutien de la presse des partis staliniens du monde entier, aboutissent à son internement, pendant presque trois mois où il est dans l'impossibilité de se défendre contre les tombereaux de calomnies et d'accusations monstrueuses lancées contre lui à partir de Moscou. L'action de ses camarades américains et mexicains lui permet enfin de trouver asile au Mexique où il arrive début janvier 1937. C'est le moment même où va commencer le deuxième procès de Moscou. Il consacre toutes ses forces dans la première partie de son séjour mexicain à la création puis au travail de la commission d'enquête internationale présidée par le professeur américain John Dewey. Après une longue audience de plusieurs jours pour l'audition de Trotsky à Coyoacán même, la session d'une commission rogatoire à Paris et un énorme travail de dépouillement et de vérification de témoignages et d'enquêtes, la commission Dewey rend en décembre 1937 son verdict concernant les accusations de Moscou contre Trotsky et Léon Sedov : « Non coupables. » Trotsky considère à juste titre ce résultat comme une très grande victoire politique de longue portée remportée sur le stalinisme (32).

(31) Voir à ce sujet, « Procès en Espagne », « Procès manqué à Prague : l'affaire Grylewicz » et « Procès d'Américains à Moscou ou procès de Moscou à New York ? L'affaire Robinson-Rubens » dans *Cahiers Léon Trotsky* n° 3.

(32) Voir à ce sujet, dans les *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, « La commission Dewey : trente ans après », « Défense et contre-enquête à Paris », avec les conclusions de la commission et le rapport final du comité américain de défense de Léon Trotsky.



Depuis la « Lettre ouverte » de 1935, il n'a pas abandonné le projet de convoquer la conférence internationale qui doit, selon lui, donner naissance formellement à la IV<sup>e</sup> Internationale. A plusieurs reprises, lors de la conférence internationale tenue à Paris en juillet 1936 d'abord, puis en 1937 et au printemps 1938, il insiste auprès de ses camarades pour que ce projet aboutisse. Il n'est plus question en 1938 d'entraîner dans la IV<sup>e</sup> Internationale d'autres fractions que celle des bolcheviks-léninistes : les groupes centristes ont capitulé sous la pression du Front populaire, que le plus important d'entre eux, le SAP allemand, a même formellement rallié, dès 1936. La fraction bolchevik-léniniste elle-même donne des signes d'hésitation, recule devant la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale sur la base de minuscules organisations nationales dont aucune ne s'est assurée d'audience et d'influence même dans un secteur limité de la classe ouvrière. La conférence de juillet 1936 n'a pas proclamé la IV<sup>e</sup> Internationale, à la grande déception de Trotsky, et s'est contentée d'organiser ce qu'elle appelle le « mouvement pour la IV<sup>e</sup> Internationale ». En 1937 et 1938, la polémique se poursuit dans les rangs trotskystes. Le RSAP hollandais de Sneevliet a pratiquement rompu avec le Secrétariat international, et son refus de constituer la IV<sup>e</sup> Internationale n'est pas le moindre des facteurs qui expliquent son attitude. Des minorités, dans presque toutes les sections, la majorité de la section polonaise, sont également hostiles à la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, reprenant les arguments qui avaient été ceux de Rosa Luxemburg et de Trotsky lui-même entre 1914 et 1917 contre la fondation de la III<sup>e</sup>.

Trotsky argumente contre eux, contre les sympathisants qu'effraie la perspective de proclamer comme « Internationale » une « secte » coupée des masses, contre Victor Serge aussi bien que le Tchèque Guttman. Il convient volontiers qu'il eût été préférable de gagner à la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale d'autres « fractions » communistes, d'autres groupes révolutionnaires. Le fait que ces derniers aient reculé modifie-t-il les nécessités historiques ? Il est nécessaire de construire la IV<sup>e</sup> Internationale : même s'il ne s'agit encore que

de fondations, c'est la IV<sup>e</sup> Internationale que l'on construit quand on les pose. La IV<sup>e</sup> Internationale est en construction depuis qu'en 1933 les bolcheviks-léninistes ont décidé de s'atteler à cette tâche. Ce sont des raisons matérielles — celles qui ont fait reporter les conférences prévues en 1937 notamment — ainsi que des hésitations politiques qui ont fait reporter sa constitution formelle. La IV<sup>e</sup> Internationale est encore embryonnaire, mais elle existe à partir du moment où elle est dotée d'un programme.

De même qu'il avait consacré neuf mois en 1936-1937 à la rédaction de « La Révolution trahie », en Norvège, une mise au point indispensable pour tous les révolutionnaires sur la nature de l'URSS, de même Trotsky consacre tout le début de l'année 1938 à la rédaction et à la discussion du « Programme de transition » — ce programme de l'ère des guerres et des révolutions que l'Internationale communiste de Lénine s'était assigné de rédiger en 1922 et que le triomphe du stalinisme a jusqu'à maintenant empêché — qui constituera, sur la base de l'expérience historique écoulée depuis 1917 et en particulier de la dégénérescence de la révolution russe, de l'Etat ouvrier et du Parti bolchevique, la base de l'action de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections.

Le « Programme de transition », dont Trotsky a rédigé le premier projet, est discuté ligne à ligne pendant plusieurs mois, dans le courant de l'année 1938, directement avec lui — notamment par ses visiteurs américains avec James P. Cannon — par lettre, dans des bulletins et enfin dans des conférences nationales et internationales qui préparent la conférence de fondation proprement dite, la reconnaissance, pour mieux dire, de l'existence de la IV<sup>e</sup> Internationale en construction. Car, pour cette reconnaissance, il ne saurait plus être question désormais d'attendre et de tergiverser : l'approche de la Deuxième Guerre mondiale commande l'adoption en urgence du programme nécessaire à l'Internationale, exige la proclamation formelle de l'Internationale porteuse du programme. Tenue dans les conditions matérielles les plus précaires, sous les coups des tueurs du GPU qui ont assassiné Klement en

## LIRE TROTSKY

Voici une liste des principaux ouvrages de Léon Trotsky actuellement disponibles à la librairie de la SELIO, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, et que vous pouvez également vous procurer par commande à la même adresse.

### Editions de Minuit

- La Révolution permanente 20 F
- La Révolution trahie 20 F
- 1905 50 F
- De la révolution 58 F
- La Révolution espagnole 130 F
- Le Mouvement communiste en France 68 F

### 10/18

- Cours nouveau 10 F
- Littérature et révolution 14 F
- La Lutte antibureaucratique en URSS (tome 1 et tome 2) 16 F
- L'Appareil policier du stalinisme 14 F

### Maspero

- La Nature de l'URSS 24 F
- La Lutte contre le stalinisme 34 F

### en P.C.M.

- L'Année 1917 12 F
- L'Avènement du bolchevisme 12 F
- Les Crimes de Staline 24 F

### Seuil

- Point politique :
  - Histoire de la Révolution russe
    - tome 1 15 F
    - tome 2 19 F
  - Bilan et perspectives 11 F
- Sur la Deuxième Guerre mondiale 22 F

### E.D.I.

- Défense du marxisme 32 F

### Anthropos

- Europe et Amérique 32 F

pleine préparation, la conférence du 3 septembre 1938 — une vingtaine de délégués dans la grange de la maison de Rosmer à Périgny — ne dure qu'une longue journée (33) : elle est en fait l'aboutissement de six années de luttes politiques, d'élaboration de thèses, de discussions nationales et internationales, la décision qu'exige, face à la guerre qui approche, l'organisation internationale et l'homogénéité politique des révolutionnaires prolétariens.

Disons-le nettement. En dépit des sceptiques et des rieurs, la IV<sup>e</sup> Internationale, malgré les coups sans précédent qu'elle reçut dans cette période historique de la part de la bureaucratie et de l'impérialisme mondial — et dont le moindre ne fut pas l'assassinat de Trotsky lui-même — devait démontrer pendant la Deuxième Guerre mondiale son homogénéité politique aussi bien que la justesse de ses analyses, en un mot son droit à l'existence, dans le même temps où disparaissaient tant de formations qui s'étaient gausées de la fondation d'une « Internationale » par une poignée de délégués.

---

### LE « TESTAMENT » DE TROTSKY

---

Dans son « Journal d'Exil », pendant les mois d'isolement passés à Domène, dans l'Isère, Trotsky notait à quel point le travail qu'il était en train d'effectuer pour la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale était « irremplaçable », au sens le plus précis du terme. C'est qu'il était en effet le seul dirigeant au monde resté fidèle au marxisme comme méthode vivante d'analyse et d'organisation de la lutte de classes, qui ait vécu et maîtrisé l'expérience des partis social-démocrates et de la II<sup>e</sup> Internationale, de leur trahison en 1914, de la révolution russe et de la construction du premier Etat ouvrier, de sa dégénérescence et de la lutte contre la bureaucratie stalinienne, nouvel instrument de l'ordre bourgeois mondial, de la marche à la Deuxième Guerre mon-

diale qui allait marquer, bien plus encore que la première, le signe de la barbarie qui guettait l'humanité si celle-ci, à travers la révolution prolétarienne, ne savait pas se rendre maîtresse de son propre destin.

Trotsky savait dès lors que son temps était compté. La guerre ne pouvait que sceller sa propre condamnation à mort, Staline devant une fois de plus se charger de la basse besogne au soulagement de ses compères impérialistes. Les dirigeants de l'impérialisme et de la bureaucratie ne pouvaient assumer le risque inhérent à une nouvelle catastrophe mondiale d'une nouvelle montée révolutionnaire à laquelle l'intellect de l'organisateur de l'Octobre russe pouvait apporter la puissance de son expérience, l'impact de sa compréhension des mécanismes sociaux, sa capacité à sélectionner une direction révolutionnaire. Aussi les dernières années de sa vie constituent-elles une véritable course contre la mort : talonné par la nécessité, Trotsky apporte non seulement à ses contemporains, mais aux générations à venir, qui auront à régler elles-mêmes le sort de l'humanité, tout ce que lui seul est en mesure de leur apporter pour raccourcir l'inévitable cheminement et les mortels tâtonnements de l'action de ceux qui, faute de parti, n'ont pas le bénéfice de la mémoire collective que seul ce dernier peut en dernière analyse constituer.

Nous l'avons vu rédiger en Norvège « La Révolution trahie » : à l'origine simple préface d'une réédition américaine de l'« Histoire de la Révolution russe », l'ouvrage n'a cessé de grandir en dimensions et de s'approfondir. Lorsqu'il sera achevé, à la veille du premier procès de Moscou, il ne trouvera en cette époque du Front populaire triomphant aucun éditeur pour le publier aux Etats-Unis. Mais il donne l'explication marxiste de la dégénérescence de la révolution russe, met en lumière le lien dialectique entre le mouvement de la révolution prolétarienne et celui de la contre-révolution mondiale, les contradictions de l'Etat ouvrier bureaucraté, la nature bourgeoise de la caste bureaucratique qui lui est imposée. A peine déchargé de l'énorme tâche qui consiste à démolir l'édifice de mensonges et de faux des procès staliniens de Moscou, il

---

(33) Les Cahiers Léon Trotsky n° 1 ont publié intégralement les comptes rendus en anglais et en français de cette conférence.

s'emploie à terminer ce « Lénine » qui a tant d'importance pour lui dans la mesure où il apporte la clé de la victoire d'Octobre et le succès du Parti bolchevique qui a su la mener à bien, et ce « Staline » où il démontre — et avec quelle clarté — qu'un parti, fût-il le parti révolutionnaire le plus adapté à sa tâche historique, comme le parti de Lénine, n'en est pas moins un objet de l'histoire, soumis à la pression des forces sociales adverses et, comme tel, susceptible de dégénérer et d'être finalement détruit sans que soient pour autant mises en cause les raisons qui avaient exigé sa construction.

Il n'achèvera ni le « Lénine », ni le « Staline », bien qu'il travaille plus qu'il n'est imaginable, dictant jusqu'à deux mille mots par jour en moyenne.

Nous avons indiqué l'importance à ses yeux du « Programme de transition », concentré de l'expérience révolutionnaire à l'ère de l'impérialisme. Mais il n'existe pour lui aucune besogne mineure, et la découverte quotidienne de ses écrits confirme sur ce point son jugement. Etabli au Mexique, il consacre tous ses soins à la construction de la section dont la victoire nazie en Europe va faire la section clé pour la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale, la section américaine, le Socialist Workers Party (SWP). A ses camarades américains, il donne, avec le souci de ne pas imposer ses propres conceptions, mais d'aider à la prise de conscience et de responsabilités de ces cadres de la IV<sup>e</sup> Internationale, une opinion sur tous les problèmes importants qui constitue le point de sa réflexion et de l'avance de sa pensée. Il leur montre comment on peut construire un parti selon un véritable plan, la nécessité de campagnes permettant de l'homogénéiser sur le plan politique, mais aussi de détruire des obstacles précis sur la voie de sa construction, ou de construire des bastions sur lesquels appuyer son développement. Il argumente longuement en faveur de la création d'une organisation de jeunesse et pour que cette organisation de jeunesse soit réellement indépendante du parti lui-même. Il défend et enrichit la formule du « centralisme démocratique », démontrant qu'elle est loin d'être un mécanisme rigide avec des « doses » fixes de centralisme et de démocratie, mais qu'un dirigeant avisé, comme

l'était Lénine, savait qu'il est des moments où le centralisme doit aller jusqu'à la rigueur militaire, mais d'autres aussi où seule la démocratie interne permet l'assimilation de l'expérience par les jeunes générations, la formation de jeunes cadres nouveaux convaincus par leur propre expérience et n'attendant de quiconque une vérité révélée. A ceux que tente la résolution des questions par la voie administrative, il rappelle que la patience est le premier devoir des dirigeants vis-à-vis de la base et que la confiance politique du parti est la principale force de ses dirigeants. Il ne manque aucune occasion — et la guerre d'Espagne est là pour lui en fournir tant d'exemples vivants — pour rappeler que le communiste est « internationaliste », et c'est avec beaucoup de fermeté qu'il redit à Cannon que « Paris » — où siège le Secrétariat international — est infiniment plus important que « San Francisco », où le dirigeant américain est en train de construire pour le SWP une région prolétarienne du parti toute neuve.

Dans « La Révolution trahie », il avait repris et affûté ses analyses des années précédentes, corrigé l'erreur qui lui avait fait prédire l'avènement proche en URSS d'un « Thermidor », la réaction politique, qui était alors en réalité déjà consommé. Il avait esquissé le programme du mouvement de la société qui était appelé tôt ou tard à renverser la bureaucratie en développant le programme de ce qu'il appelait la « révolution politique ». Presque vingt ans avant le soulèvement des travailleurs polonais et hongrois de 1956, quarante ans avant le « printemps de Prague », il précise que la révolution politique inscrira sur son drapeau la liberté des partis soviétiques — des partis acceptant le pouvoir des soviets, des conseils ouvriers — et que seuls les électeurs, les travailleurs, pourront, par leur vote libre et secret, désigner ceux des partis qui seront « soviétiques ». Repoussant l'interprétation formaliste de ses formules par des camarades américains, il souligne que la démocratie véritable exigera l'exclusion des soviets des représentants de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrière, ces agents de l'ennemi de classe. Quand, à la suite du pacte germano-soviétique, l'alliance de Staline avec Hitler, et sous la pression de l'opinion publique conditionnée par

l'offensive des impérialismes « démocratiques », une importante fraction de la vieille garde du SWP entreprend de réviser la conception de la nature de l'URSS retenue par le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, il en entreprend la défense, ne se contentant pas des arguments anciens, soumettant à une analyse rigoureuse la masse des informations en provenance des pays occupés par l'Armée rouge et démontrant — la leçon sera précieuse après la guerre lors de la constitution des « démocraties populaires » — comment la bureaucratie est contrainte — y compris sous la pression du mouvement des masses qu'elle aspire à écraser — de détruire les anciens rapports de production capitalistes pour mieux étouffer le mouvement des masses.

Les articles et lettres consacrés à cette discussion et publiés après sa mort sous le titre « Défense du Marxisme » (34) montrent également un profond souci de vaincre dans la discussion en emportant la conviction. C'est pour lui une éclatante victoire que d'avoir amené, par exemple, Burnham, à reconnaître que la discussion commencée sous le drapeau de la nécessité de « réviser » la conception de la nature de l'URSS était en réalité un moyen de remettre en question la dialectique, c'est-à-dire la méthode marxiste elle-même. La scission n'a pas dépendu de lui ; bien au contraire. Tout au long de sa correspondance, à l'adresse de ses camarades de fraction comme de ses adversaires, il exprime le souci de préserver l'unité de ceux qui, indépendamment de leurs divergences temporaires, entendent poursuivre le combat pour la révolution mondiale. Il montre du même coup que sa célèbre phrase adressée à Marceau Pivert sur la « fraction » bolchevik-léniniste dans la IV<sup>e</sup> Internationale n'était pas une formule creuse, puisqu'il se déclare pour sa part disposé à accepter d'être mis en minorité dans la IV<sup>e</sup> Internationale sur une question aussi importante que celle-ci sans recourir à la scission ni même à la menace de scission.

(34) *Défense du Marxisme* a été édité en français par EDI. Les textes qui le composent seront repris dans les *Œuvres* à leur place chronologique.

C'est encore dans les lettres et les articles de Trotsky de cette dernière période que se trouvent les références les plus importantes à la question nationale, à propos de la Chine, victime de la guerre de brigandage impérialiste du Japon, de l'Afrique du Sud où la population noire aspire à affirmer son droit de majorité. Il se prononce sur la structure agraire de la Bolivie, la possibilité pour la révolution prolétarienne d'utiliser les traditions paysannes communautaires pour développer les forces productives et arracher les masses misérables à l'influence des classes possédantes. Ses retentissants articles sur l'Ukraine posent le problème de l'oppression nationale en Union soviétique — découvert presque un demi-siècle plus tard par les « spécialistes ».

La terre du Mexique, où il a trouvé asile, lui fournit enfin un champ de réflexion nouveau qu'il aborde sans préjugés. Ainsi se laisse-t-il finalement convaincre par le syndicaliste Rodrigo Garcia Trevino que l'administration ouvrière dans l'industrie nationalisée peut constituer un point d'appui pour la révolution prolétarienne. Et c'est l'expérience des syndicats ouvriers mexicains, intégrés à l'Etat et domestiqués par le « parti unique », qui lui fournit le point de départ pour son étude, malheureusement inachevée, sur « les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste ».

---

## LE MEURTRE DE TROTSKY

---

Il y a probablement des années que Staline a mesuré l'erreur qu'il a commise en se contentant d'expulser Trotsky en 1929. D'indiscutables indices — l'affaire du général blanc Turkul en 1932, notamment (35) — montrent qu'il a, dès cette époque, songé à y remédier par un meurtre dont il aurait tenté de camoufler l'origine. Les choses se précisent à partir de 1937 et surtout de 1938. Le premier souci de Staline est d'infiltrer des agents sûrs dans l'entourage de Trotsky et, si possible, à la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il y a

(35) Comme Valentin Campa — dont les mémoires ont été présentés dans *L'Humanité* en 1978 par... Georges Fournial !

réussi assez bien au temps de l'Opposition de gauche : la fraternité était demeurée grande entre militants communistes, et tout opposant de gauche savait — ou croyait — que ceux des leurs passés au service du GPU étaient loin d'être les pires. C'est ainsi que Staline avait réussi à introduire deux de ses agents lettons, les frères Sobolevicius — Ruvin sous le nom de Roman Well, Abraham sous le nom de Sénine — à la direction de la section allemande et au Secrétariat international même. A la même époque, il avait placé l'un des siens, Jacob Frank dit Gräf, au secrétariat personnel de Trotsky à Prinkipo. Mais une erreur d'appréciation a anéanti ces patients efforts. Staline et les siens ont cru qu'il suffirait de scissions profondes machinées par eux pour porter à l'Opposition de gauche des coups décisifs, et que le « ralliement » spectaculaire à la « ligne » de ceux de ses agents qui s'étaient fait passer pour trotskystes porterait à ces derniers le coup de grâce. Il leur a bien fallu admettre qu'il n'en était rien et que le GPU avait même parfois misé sur le mauvais cheval, comme lors de la scission de la section allemande en 1931, où son agent Olberg avait choisi de rester dans l'organisation de Kurt Landau contre l'organisation demeurée affiliée au Secrétariat international.

Aussi pratique-t-il, à partir du milieu des années trente, une autre tactique d'infiltration, à long terme cette fois. Le coup le plus connu est celui réalisé avec Mordka Zborowski, le célèbre « Etienne » recruté par le GPU en France où il est étudiant et qu'il introduit dans la section française où sa connaissance de la langue russe, puis la sympathie de Sedov le portent à la direction de la section française — comité central du Parti ouvrier internationaliste — et surtout en font le bras droit de Sedov dans les affaires du « groupe russe » à l'étranger et vraisemblablement bien d'autres. Il n'y a plus de doute aujourd'hui, après qu'il ait été démasqué aux USA, quant à son rôle dans le cambriolage des archives de Trotsky, à l'Institut d'histoire de la rue Michelet en novembre 1936, ni non plus dans l'organisation du guet-apens tendu à Sedov à Mulhouse en janvier 1938 — et auquel il échappa par hasard. Sans donner de détails — et sans d'ailleurs que les enquêteurs lui en demandent, « Etienne » a reconnu que

c'était le GPU qui avait « liquidé » Sedov lors de son hospitalisation à la clinique Mirabeau, et il n'est guère douteux que cela se fit sur les indications qu'il avait lui-même données.

Lors de l'enquête sur l'assassinat d'Ignace Reiss, la police découvre au domicile de l'un des tueurs, le Monégasque Roland Abbiat, un plan détaillé de Mexico et de sa banlieue, et les enquêteurs suisses découvrent que le même individu a sollicité, par l'intermédiaire du consulat russe en Suisse, un passeport pour le Mexique. Quelques mois auparavant, l'agent du GPU Abraham Sobolevicius, sur instructions de ses chefs, avait sondé, sur le bateau qui l'emmenait au Mexique, les possibilités de « retourner » Jan Frankel, qui allait prendre ses fonctions de secrétaire à Coyoacán. D'autres agents sont infiltrés dans diverses sections, au moins la section américaine et la section hollandaise.

1938 est l'année où commence la concentration au Mexique de ces agents spéciaux d'un genre particulier que le GPU utilise pour ses basses besognes. Nous avons vu qu'Abbiat avait tenté de s'y rendre. Un autre tueur, qui s'était particulièrement distingué dans la chasse et l'assassinat des trotskystes à Barcelone, sous le nom d'Alfred Herz, l'Américain George Mink, arrive à Vera-Cruz au mois d'avril. « La Lutte ouvrière » du POI de France, le « Socialist Appeal » du SWP des Etats-Unis annoncent en temps utile à la même époque le voyage au Mexique, sous le prétexte de congrès international d'enseignants, d'un homme en qui ils voient l'un des responsables de la préparation de l'assassinat de Trotsky, Georges Fournial. Quelques mois plus tard, utilisant sa liaison — soigneusement préméditée et organisée — avec une sympathisante du SWP, Sylvia Ageloff, l'agent du GPU le Catalan Ramón Mercader approche plusieurs militants et responsables trotskystes, dont Klement, à Paris ; c'est l'époque où Klement est enlevé et assassiné. Les dirigeants du Parti communiste mexicain sont convoqués à New York où, au cours d'entretiens avec les dirigeants du PC américain, de « représentants de l'IC » qui sont en réalité les exécutants du GPU, ils reçoivent toutes instructions pour la préparation

politique et psychologique et la collaboration à l'assassinat de Trotsky qui se prépare méthodiquement avec, de toute évidence, plusieurs fers au feu. La fin de la guerre d'Espagne, à partir de 1939, amène dans le Mexique hospitalier des flots de réfugiés authentiques. Parmi eux, des tueurs non moins authentiques et des responsables du GPU camouflés en « délégués de l'IC », qui se concentrent maintenant sur le territoire mexicain pour achever l'œuvre contre-révolutionnaire qu'ils ont réalisée en Espagne : l'Argentin Vittorio Codovilla, l'Italien Vittorio Vidali, connu en Espagne sous le nom de Carlos J. Contreras — un des organisateurs de l'enlèvement et du meurtre de Nin, secrétaire politique du POUM — avec sa compagne Tina Modotti, et quelques « pistoleros » prêts à tout, comme le peintre-aventurier David Alfaro Siqueiros et bien d'autres, plus obscurs, formés en Espagne à la chasse aux trotskystes et aux déviationnistes.

Le pacte Hitler-Staline en 1939 et le début en Europe de la Deuxième Guerre mondiale modifient quelque peu la distribution des cartes. D'un côté, ils remettent en question tout ce qui a été jusqu'alors réalisé au titre de la préparation politique et psychologique sur le thème de Trotsky agent de la Gestapo, fauteur de guerre et ennemi juré des « démocraties ». Il faut redresser la barre, modifier le tir, expliquer que le « pacte de paix » signé à Moscou a privé Trotsky de son emploi et de son salaire assurés jusqu'à maintenant par la Gestapo, et que « le traître » a dû se reconverter et louer ses services à l'impérialisme américain qui menace d'ailleurs, chacun le sait, l'indépendance du Mexique.

Ce renversement de la propagande et des thèmes de la calomnie demande quelque temps, retarde sans doute le projet, comme l'avait auparavant retardé la nécessité d'une sévère épuration du Parti communiste mexicain destinée à liquider ceux mêmes qui acceptaient d'être complices d'un assassinat mais n'en clamaient ni la nécessité, ni l'utilité politique. Par ailleurs, le pacte Hitler-Staline signe en fait la condamnation de Trotsky. Parce qu'il permet que la guerre éclate, et qu'aucun gouvernement

bourgeois au monde ne peut, pas plus que celui de Staline, considérer d'un œil indifférent ou neutre l'existence de Trotsky sur cette planète à la veille des bouleversements sociaux et politiques que cette guerre engendrera nécessairement. Ensuite parce que l'assassinat de Trotsky, dans la foulée de l'alliance avec Staline, ne peut en rien nuire désormais à l'image de marque démocratique du régime stalinien, passablement endommagée. Enfin parce que l'Europe bouleversée par la guerre, et le reste du monde qui a les yeux fixés sur l'Europe peuvent se permettre aux moindres frais de faire sinon le silence, du moins la plus grande discrétion possible sur cette affaire.

Il faudra sans doute l'ouverture prochaine de la partie jusqu'à maintenant fermée des archives de Trotsky pour connaître dans le détail le combat qu'il a mené contre ces préparatifs d'assassinat dont il savait qu'à travers sa personne, c'était la classe ouvrière mondiale et sa révolution à venir qu'ils visaient. Les militants américains du SWP ont été dans cette période informateurs et protecteurs plus que précieux, pas seulement, assurément, fournisseurs de gardes du corps : les grandes lignes des préparatifs du meurtre ont été très à l'avance annoncées publiquement tant par Trotsky lui-même que par son avocat américain, le dirigeant du SWP Albert Goldman : de tels renseignements ne pouvaient provenir que d'un travail de spécialistes organisé par Trotsky lui-même et réalisé par des trotskystes américains.

On connaît en revanche son combat politique. Le pacte Hitler-Staline ne fut une surprise que pour qui n'avait pas lu les articles dans lesquels Trotsky annonçait sa préparation et prévoyait sa conclusion depuis le mois de février 1939. Dans le même temps, il s'attache à montrer la réalité des partis staliens devenus des instruments du GPU contre la révolution mondiale. Un de ses derniers travaux, « L'Internationale communiste et le GPU », est une étude serrée du financement des PC et de leur contrôle par l'appareil de la police politique stalinienne.

Tous les lecteurs de « La Vérité » connaissent l'issue de ce combat inégal et dont Trotsky lui-même savait qu'il

était inégal. Le 24 mai, un premier attentat est organisé contre la maison de Trotsky pendant la nuit. Un commando armé pénètre dans la maison et arrose de balles les chambres où dorment Trotsky, sa compagne Natalia et son petit-fils Sieva. Par un extraordinaire hasard, seul Sieva est légèrement blessé. Trotsky et Natalia sont indemnes.

Malgré les hurlements de la presse stalinienne mexicaine et de ses compagnons de route qui cherchent à faire croire qu'il s'agit d'un simulacre d'attentat, l'enquête policière aboutit à l'arrestation des tueurs et de ceux qui les ont dirigés sur le terrain, le peintre stalinien Alfaro Siqueiros et un membre du bureau politique du PC mexicain, David Serrano Andonegui. La police mexicaine recherche activement George Mink et quelques autres. La seconde attaque a lieu trois mois après. Elle est l'œuvre d'un homme seul qui a réussi avec beaucoup de patience et de tact à se faire admettre comme familier de la maison, aidé par l'appareil international du GPU qui a, depuis deux ans, organisé la rencontre avec Sylvia Ageloff qui lui a servi de caution auprès de la famille. Trotsky s'était refusé à le faire fouiller. Il faudra presque dix ans pour que l'on réussisse enfin à découvrir l'identité réelle de l'assassin, le Catalan Ramón Mercader qui a utilisé de multiples identités et des faux passeports fournis par le GPU pour se déplacer entre les Etats-Unis, l'Europe et le Mexique. On sait seulement que, derrière l'assassin, il y avait sa mère, au service du GPU, et son compagnon, un des dirigeants du GPU, Leonid Eitingon. Mais les « contacts » de l'assassin à Mexico ou à New York n'ont pu être découverts par l'enquête de la police mexicaine.

---

### ACTUALITE DE TROTSKY

---

Trotsky n'a jamais voulu entendre parler de « trotskystes » et n'a jamais employé ce mot qu'avec des guillemets, quand il citait ses adversaires qui l'employaient. De la même façon, Lénine avait toujours refusé d'admettre qu'on parle de « léninisme ». L'un comme l'autre se considéraient

comme des marxistes et Trotsky choisit, pour sa fraction et afin de marquer sa place dans l'histoire, le terme de « bolchevik-léniniste » qui lui semblait le mieux exprimer la filiation entre la pensée de Marx et l'acquis mondial de la révolution russe, enjeu de son combat. Mais ceux qui se réclament de l'héritage de Trotsky n'ont pas les mêmes raisons — bien au contraire — de repousser l'étiquette de « trotskystes ». Ils revendiquent le « trotskysme » comme la forme historique du marxisme d'aujourd'hui, la poursuite du combat victorieusement commencé en 1917 pour la révolution mondiale.

Mais il n'existe pas de « trotskysme » au sens où bourgeois et staliens ont voulu faire croire qu'il existait un « léninisme ». Il n'y a pas de « dogme trotskyste », pas de recettes ni de catéchisme. Il y a une pensée vivante qui a enrichi au XX<sup>e</sup> siècle le marxisme, à la suite de Lénine, d'une expérience et d'une analyse de phénomènes nouveaux, dans le cadre de l'époque de l'impérialisme pourrissant qui n'a pas cessé, depuis, de pourrir et de menacer d'ensevelir l'humanité sous ses décombres. Ce que Trotsky apporte aujourd'hui aux générations nées bien après son assassinat, c'est une analyse globale des contradictions fondamentales du capitalisme à l'époque du déclin impérialiste, la haine du régime inhumain qu'il impose à l'humanité, la barbarie de ses holocaustes — si souvent répétés et multipliés depuis 1940. Ce qu'il leur enseigne, c'est l'optimisme raisonné qui permet de saisir le mouvement de l'histoire, ces victoires de la conscience humaine sur les forces aveugles de la nature, de la société, de l'homme lui-même. Ce qu'il leur enseigne enfin, c'est la façon de s'y inscrire, la force organisée d'un parti vivant de combattants à l'échelle du monde, le programme sur lequel il est construit.

Pour qui a étudié et compris Trotsky, le socialisme n'est ni l'utopie dont se moquent les bourgeois, ni le cauchemar que présente le stalinisme, mais tout simplement, très simplement, la société humaine à portée de la main de l'humanité, qui résultera de sa volonté et de son activité conscientes.

Trotsky savait parfaitement que le « révolutionnaire » n'était qu'une



espèce humaine dont la production devait forcément être limitée dans le temps à l'ère des révolutions. Il n'en fut pas moins, de toute sa force, un révolutionnaire prolétarien, de son entrée dans la vie d'homme à sa mort.

C'est en partie grâce à lui, appuyée sur son œuvre gigantesque, empruntant dans ses livres les indispensables leçons de méthode, que la jeunesse d'aujourd'hui assurera la victoire finale de la révolution mondiale.

On ne lui dressera pas de statues géantes.

Pourtant, entre les anciens qu'avec tendresse et un peu de saine ironie on appelle les « grands ancêtres », il restera pour tous et pour toujours ce qu'il fut pour quelques-uns pendant ses années d'exil : « Le Vieux » (36).

**Pierre Broué,  
25 juillet 1979.**

## DEUXIEME PARTIE

---

(36) Nous avons le plus possible diminué et allégé le nombre et le volume des notes pour cet article. Pour la période 1933-1935, nous aurions renvoyé aux *Œuvres*, pour la période 1936-1940, aux *Writings* publiés par Pathfinder press.

Le premier des deux est le plus important. Il s'agit de la production de la laine. Cette production est en constante augmentation depuis plusieurs années. Les éleveurs ont mis au point de nouvelles races de moutons plus résistants aux maladies et plus productifs. De plus, les techniques de soins ont progressé, permettant d'obtenir une laine plus propre et plus longue.

Le second des deux est la production de viande. Cette production est également en constante augmentation. Les éleveurs ont mis au point de nouvelles races de vaches et de porcs plus résistants aux maladies et plus productifs. De plus, les techniques de soins ont progressé, permettant d'obtenir une viande plus saine et plus tendre.

Le troisième des deux est la production de lait. Cette production est également en constante augmentation. Les éleveurs ont mis au point de nouvelles races de vaches plus résistants aux maladies et plus productives. De plus, les techniques de soins ont progressé, permettant d'obtenir un lait plus sain et plus riche en nutriments.

Le quatrième des deux est la production de produits dérivés. Cette production est également en constante augmentation. Les éleveurs ont mis au point de nouvelles techniques de transformation, permettant d'obtenir des produits plus sains et plus nutritifs. De plus, les techniques de soins ont progressé, permettant d'obtenir des produits plus propres et plus durables.

Le cinquième des deux est la production de produits transformés. Cette production est également en constante augmentation. Les éleveurs ont mis au point de nouvelles techniques de transformation, permettant d'obtenir des produits plus sains et plus nutritifs. De plus, les techniques de soins ont progressé, permettant d'obtenir des produits plus propres et plus durables.

Le sixième des deux est la production de produits transformés. Cette production est également en constante augmentation. Les éleveurs ont mis au point de nouvelles techniques de transformation, permettant d'obtenir des produits plus sains et plus nutritifs. De plus, les techniques de soins ont progressé, permettant d'obtenir des produits plus propres et plus durables.

Le septième des deux est la production de produits transformés. Cette production est également en constante augmentation. Les éleveurs ont mis au point de nouvelles techniques de transformation, permettant d'obtenir des produits plus sains et plus nutritifs. De plus, les techniques de soins ont progressé, permettant d'obtenir des produits plus propres et plus durables.

ACTUALITE REGIONALE

Le conseil régional a adopté une délibération relative à la mise en œuvre de la loi relative à la déontologie de la profession de journaliste. Cette délibération vise à garantir l'indépendance et l'objectivité de la presse, ainsi qu'à renforcer la confiance des citoyens dans les médias. Elle prévoit notamment des mesures de contrôle et de sanction à l'égard des journalistes qui ne respectent pas ces principes.

Le conseil régional a également adopté une délibération relative à la mise en œuvre de la loi relative à la transparence de la vie publique. Cette délibération vise à garantir l'intégrité et l'honnêteté des élus locaux, ainsi qu'à renforcer la confiance des citoyens dans les institutions. Elle prévoit notamment des mesures de contrôle et de sanction à l'égard des élus qui ne respectent pas ces principes.

Le conseil régional a également adopté une délibération relative à la mise en œuvre de la loi relative à la lutte contre le harcèlement moral. Cette délibération vise à garantir le respect et la dignité de tous les citoyens, ainsi qu'à renforcer la confiance des citoyens dans les institutions. Elle prévoit notamment des mesures de contrôle et de sanction à l'égard des personnes qui commettent des actes de harcèlement moral.

Le conseil régional a également adopté une délibération relative à la mise en œuvre de la loi relative à la lutte contre le trafic d'êtres humains. Cette délibération vise à garantir la sécurité et la dignité de tous les citoyens, ainsi qu'à renforcer la confiance des citoyens dans les institutions. Elle prévoit notamment des mesures de contrôle et de sanction à l'égard des personnes qui commettent des actes de trafic d'êtres humains.

Le conseil régional a également adopté une délibération relative à la mise en œuvre de la loi relative à la lutte contre le terrorisme. Cette délibération vise à garantir la sécurité et la dignité de tous les citoyens, ainsi qu'à renforcer la confiance des citoyens dans les institutions. Elle prévoit notamment des mesures de contrôle et de sanction à l'égard des personnes qui commettent des actes de terrorisme.

Le conseil régional a également adopté une délibération relative à la mise en œuvre de la loi relative à la lutte contre le crime organisé. Cette délibération vise à garantir la sécurité et la dignité de tous les citoyens, ainsi qu'à renforcer la confiance des citoyens dans les institutions. Elle prévoit notamment des mesures de contrôle et de sanction à l'égard des personnes qui commettent des actes de crime organisé.

Le conseil régional a également adopté une délibération relative à la mise en œuvre de la loi relative à la lutte contre le trafic de stupéfiants. Cette délibération vise à garantir la sécurité et la dignité de tous les citoyens, ainsi qu'à renforcer la confiance des citoyens dans les institutions. Elle prévoit notamment des mesures de contrôle et de sanction à l'égard des personnes qui commettent des actes de trafic de stupéfiants.

Le conseil régional a également adopté une délibération relative à la mise en œuvre de la loi relative à la lutte contre le trafic d'armes. Cette délibération vise à garantir la sécurité et la dignité de tous les citoyens, ainsi qu'à renforcer la confiance des citoyens dans les institutions. Elle prévoit notamment des mesures de contrôle et de sanction à l'égard des personnes qui commettent des actes de trafic d'armes.

Le conseil régional a également adopté une délibération relative à la mise en œuvre de la loi relative à la lutte contre le trafic de personnes. Cette délibération vise à garantir la sécurité et la dignité de tous les citoyens, ainsi qu'à renforcer la confiance des citoyens dans les institutions. Elle prévoit notamment des mesures de contrôle et de sanction à l'égard des personnes qui commettent des actes de trafic de personnes.

Le conseil régional a également adopté une délibération relative à la mise en œuvre de la loi relative à la lutte contre le trafic de biens culturels. Cette délibération vise à garantir la sécurité et la dignité de tous les citoyens, ainsi qu'à renforcer la confiance des citoyens dans les institutions. Elle prévoit notamment des mesures de contrôle et de sanction à l'égard des personnes qui commettent des actes de trafic de biens culturels.



**DEUXIEME  
PARTIE**



**Denis Folias**

**la théorie  
de la révolution  
permanente,  
théorie  
de la révolution  
prolétarienne mondiale**

*La théorie de la révolution permanente et le nom de Léon Trotsky sont étroitement liés et il aurait été impensable que ce numéro spécial de La Vérité ne consacre pas une de ses parties à l'analyse de cette théorie pour ce qu'elle est vraiment : la théorie de la révolution prolétarienne mondiale.*

*Si Trotsky, comme nous venons de le voir à la lecture des articles que Pierre Broué lui a consacrés, a joué un rôle majeur dans l'élaboration de cette théorie, dans son développement et dans le fait de lui donner sa pleine dimension, cela ne s'est pas déterminé en un jour, en un texte, mais au travers de tout le combat politique de Trotsky pour la révolution prolétarienne mondiale, dans la II<sup>e</sup> Internationale, à la tête de la III<sup>e</sup> jusqu'en 1922-1923, dans la bataille pour la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale et dans sa fondation elle-même.*

*Trotsky n'est pas l'auteur de la théorie de la révolution permanente. Celle-ci a déjà commencé à être élaborée par Marx, par Engels, nous allons le voir. Dès 1850, l'Adresse au conseil central de la Ligue des communistes allemands, sous la plume de Marx et d'Engels, a lancé le mot d'ordre de « révolution en permanence ! ».*

*Trotsky a repris cette théorie au début du XX<sup>e</sup> siècle, lui-même de manière encore imparfaite et incomplète à ce moment — nous allons également nous en expliquer —, pour avancer sur les problèmes qu'il avait*

alors à résoudre comme révolutionnaire prolétarien, en Russie. Du fait que Trotsky utilisa l'arme de cette théorie par rapport au vieil empire des tsars, à la jointure du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle, est née une confusion — qui est vite devenue une falsification — sur laquelle il faut s'arrêter immédiatement : la théorie de la révolution permanente serait celle de la révolution dans les pays arriérés, coloniaux, semi-coloniaux. Rien n'est plus faux. Elle est la théorie de l'unité dans le temps et dans l'espace de la révolution prolétarienne mondiale, incluant les processus de la révolution dans les pays arriérés et coloniaux, ce qui est complètement différent.

La première thèse que Trotsky écrit en 1929 pour synthétiser ce qu'est la théorie de la révolution permanente est ainsi formulée :

« La théorie de la révolution permanente exige actuellement la plus grande attention de la part de tout marxiste, car le développement de la lutte idéologique et de la lutte des classes a définitivement fait sortir cette question du domaine des souvenirs des vieilles divergences entre marxistes russes et l'a posée comme la question du caractère, des liens internes et des méthodes de la révolution internationale en général. »

*La théorie de la révolution permanente est la théorie de la révolution prolétarienne mondiale parce qu'elle est l'expression consciente des exigences du processus historique à l'échelle mondiale, au stade de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, parce qu'elle inclut l'ensemble des problèmes qui se trouvent posés pour l'accomplissement des tâches de la révolution prolétarienne. Elle inclut donc la théorie et la pratique de la révolution dans les pays arriérés, mais comme partie intégrante et totalement intégrée de la révolution prolétarienne mondiale.*

*La clé de voûte de la théorie de la révolution permanente est l'actualité de la révolution prolétarienne mondiale, qui fait du prolétariat le chef de file de tout mouvement révolutionnaire, quel que soit son point de départ et sa forme immédiate. Il en est ainsi parce qu'à l'échelle du monde entier, le mode de production capitaliste, la bourgeoisie comme classe sont devenus incapables de développer les forces productives, de faire progresser la civilisation humaine ; la vieille société, en se perpétuant, ne peut plus sombrer que dans la barbarie. La théorie de la révolution permanente inclut tous les problèmes que l'humanité n'a pas réglés, à l'échelle mondiale, dans tout son développement, dans toute sa marche en avant. Le prolétariat est aujourd'hui la seule classe qui puisse instaurer un nouveau mode de production facteur de progrès, de civilisation, qui seul peut défendre tout l'acquis positif de l'humanité, et par là, il est celui à qui elle a légué la tâche de résoudre et de réaliser les tâches progressistes que la bourgeoisie n'a pu accomplir dans sa période ascendante, dans les quelques siècles où elle a fait avancer l'humanité de façon prodigieusement rapide. Mais cette même bourgeoisie parvenue au stade de la putréfaction impérialiste remet en cause les acquis de l'humanité dont elle est historiquement à l'origine, et en même temps combat frénétiquement contre la révolution prolétarienne, pour garder le pouvoir.*

*La théorie naît de la pratique et se vérifie par la pratique. Le bouleversement des événements auxquels nous participons, au sein desquels nous combattons avec acharnement, et la passion de dégager à notre classe la voie victorieuse de la révolution prolétarienne mondiale imposent que toutes les forces soient tendues vers ce but : construire le parti révolution-*

naire, construire le parti mondial du prolétariat, reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale. La théorie de la révolution permanente est un point d'appui considérable, un levier formidable dans cette bataille. Trois quarts de siècle l'ont pleinement confrontée aux grands événements de l'histoire, de la lutte des classes, et ont totalement vérifié sa justesse, sa précision scientifique. Mais il importe d'affirmer dès cette brève introduction que cette théorie n'est pas objectiviste, qu'elle n'est pas seulement fondée sur des tendances objectives, que son objet n'est pas la simple compréhension et la simple analyse — indispensables pour rendre compte dans toute sa dimension de la réalité mondiale de la lutte des classes —, mais facteur actif d'intervention dans ces processus avec l'objectif majeur de construire l'avant-garde politique de la classe ouvrière, le parti révolutionnaire du prolétariat. Au centre de la théorie de la révolution permanente est la question du parti, de l'Internationale, aujourd'hui celle de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Si l'on regarde les grandes lignes du développement historique, la marche apparemment contradictoire de la révolution, on voit que rien de décisif, aussi loin que la marche de la révolution sur la base du développement objectif de la lutte du travail contre le capital soit allée, n'est acquis en l'absence du parti révolutionnaire, de la IV<sup>e</sup> Internationale, instrument indispensable à la victoire de la révolution, et que, tout particulièrement, rien n'est acquis dans les pays capitalistes avancés, c'est-à-dire au cœur des problèmes, là où est la solution des problèmes.

Dès 1843, Marx a écrit dans les thèses célèbres sur Feuerbach :

« Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières ; mais ce qui importe, c'est de le transformer. » \*

---

\* Quelques extraits de cet article ont été publiés dans le numéro 587 de *La Vérité*, sous le même titre, et comme l'un des schémas d'exposé pour les camps de l'OCI tenus pendant l'été 1979.





La théorie  
de la révolution permanente,  
théorie de la révolution  
prolétarienne mondiale

1.

# « La révolution en permanence ! »

*Avant de procéder à une analyse détaillée des processus en cours de la révolution prolétarienne mondiale, de la façon dont la théorie de la révolution permanente les exprime consciemment en même temps qu'elle dégage aujourd'hui la nécessité de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, il importe de préciser ce qu'est la théorie de la révolution permanente.*

*L'histoire de l'élaboration de la théorie de la révolution permanente et son contenu ne sont pas identiques. La théorie de la révolution permanente a resurgi comme question immédiate de la lutte des classes en 1905. Cette date n'a rien de fortuit. C'est à la veille et dans le développement même de la première révolution russe. L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, a commencé à se mettre en place, à prendre corps, dans les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle. L'époque de l'impérialisme, c'est l'époque de la révolution prolétarienne mondiale que 1905 amorce.*

Certes, la date de 1905 n'est pas une césure exacte. Elle concentre le passage du capitalisme libéral au commencement de l'ère impérialiste. Il y a évidemment imbrication entre l'ancien et le nouveau stade du capitalisme, retard plus ou moins grand des bouleversements politiques et sociaux qui s'opèrent sur les conditions historiques objectives qui les conditionnent et les déterminent. Mais c'est autour de la jointure des deux siècles que s'opère la transformation.

Les premières guerres inter-impérialistes — comme par exemple la guerre hispano-américaine en 1898 — ont déjà commencé, et la guerre russo-japonaise de 1904 qui va tendre en Russie les antagonismes économiques, sociaux et politiques à un point insupportable est un facteur de déstabilisation généralisée de toutes les relations établies en Europe. Voici ce qu'en dit Trotsky en 1906, dans « Bilan et perspectives » :

« La paix armée qui s'est instaurée en Europe après la guerre franco-prussienne était fondée sur un équilibre européen des puissances qui ne supposait pas seulement l'inviolabilité de la Turquie, le partage de la Pologne et la sauvegarde de l'Autriche, ce manteau d'Arlequin ethnographique, mais aussi le maintien du despotisme russe, armé jusqu'aux

---

Paris : juin 1848. Un représentant de la bourgeoisie républicaine exige des ouvriers qu'ils abandonnent une barricade où flotte le drapeau rouge. Les prolétaires parisiens vont bientôt être écrasés. (Ph. R. Viollet)

dents, dans ses fonctions de gendarme de la réaction européenne. Mais la guerre russo-japonaise porta un coup sévère à ce système, maintenu artificiellement, dans lequel l'autocratie occupait une position de premier plan. La Russie disparut pour un temps du prétendu concert des puissances. L'équilibre des puissances était détruit. D'autre part, les victoires japonaises excitaient les instincts agressifs de la bourgeoisie capitaliste, spécialement ceux des Bourses, qui jouent un très grand rôle dans la politique contemporaine. La possibilité d'une guerre sur le territoire européen s'est considérablement accrue. Des conflits surgissent partout et si, jusqu'à présent, ils ont pu être réglés par des moyens diplomatiques, il n'y a cependant aucune garantie que ces moyens puissent réussir longtemps. Mais une guerre européenne signifie inévitablement une révolution européenne. »

Cette citation rend compte de la portée considérable, de la dimension internationale de l'affrontement armé entre l'empire des tsars et celui des mikados. L'impact de ce conflit, de nature totalement impérialiste, sur la Russie, encore arriérée et féodale, mais où le capitalisme naissant a déjà très vite commencé à passer au stade impérialiste, sera immense. En effet, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le développement capitaliste s'est effectué en Russie dans le cadre du pouvoir absolutiste, sans que les privilèges de l'aristocratie soient abolis, sans réforme agraire profonde, sur le terrain du vieil empire tsariste, prison des peuples, et de son arriération. En même temps, le capitalisme s'y est développé en connexion directe avec le capitalisme européen et celui des autres parties du monde. La Russie était un pays à la fois dépendant du capital étranger, et lui-même impérialiste. Très rapidement, le jeune capitalisme russe est passé au stade du capitalisme pourrissant, en même temps que le système dans son ensemble.

Pour formuler les tâches des social-démocrates russes et les accomplir, Trotsky est amené à reprendre la théorie de la révolution permanente et, déjà en 1905, bien que ce ne soit encore qu'une étape, il commence à lui donner une nouvelle dimension.

Ainsi écrit-il après la révolution de 1905, dans « Notre révolution », un texte qu'il recitera lui-même dans son ouvrage « La Révolution permanente » :

« Notre bourgeoisie libérale agit d'une manière contre-révolutionnaire avant même qu'on en soit au point culminant de la révolution. Aux moments critiques, notre démocratie intellectuelle ne fait que révéler son impuissance. La paysannerie est formée d'éléments révoltés que seule la force qui prendra le pouvoir d'Etat pourra mettre au service de la révolution.

(...) La position d'avant-garde que la classe ouvrière occupe dans la lutte révolutionnaire, le lien direct qui l'unit à la campagne révolutionnaire, l'influence qu'elle exerce sur l'armée, tout cela la pousse irrésistiblement au pouvoir. La victoire complète de la révolution signifie la victoire du prolétariat. Celle-ci signifie, à son tour, la permanence ultérieure de la révolution.

(...) Si le parti du prolétariat conquiert le pouvoir, il combattra pour ce pouvoir jusqu'au bout. La propagande et l'organisation, à la campagne en particulier, seront une arme pour le maintien et l'affermissement du pouvoir, tandis que le programme collectiviste en constituera une autre. Le collectivisme ne sera pas simplement le corollaire inévitable de la situation du parti au pouvoir : il deviendra le moyen de le maintenir avec l'appui du prolétariat.

(...) Nous connaissons l'exemple classique d'une révolution — écrivais-je en 1908 contre le menchevik Tcherevanine — où les conditions entraînant la domination de la bourgeoisie capitaliste avaient été préparées par la dictature terroriste des sans-culottes victorieux. C'était l'époque où la grande masse de la population des villes était formée par la petite bourgeoisie artisanale et commerçante qui suivait les Jacobins. La grande masse de la population des villes russes d'aujourd'hui, c'est le prolétariat industriel. Cette analogie nous fait entrevoir la possibilité d'une situation historique telle que la victoire de la révolution

« bourgeoise » ne soit réalisable qu'au moyen de la conquête du pouvoir révolutionnaire par le prolétariat. La révolution cessera-t-elle pour cela d'être bourgeoise ? Oui et non. Cela ne dépend pas des définitions formelles, mais du développement ultérieur des événements. Si le prolétariat était renversé par la coalition des classes bourgeoises, y compris la paysannerie qu'il aurait lui-même libérée, la révolution se maintiendrait dans les cadres limités d'une révolution bourgeoise. Mais si le prolétariat sait et peut mettre en action tous les moyens de domination politique pour rompre les cadres nationaux de la révolution russe, celle-ci pourrait devenir le prologue de la révolution socialiste mondiale. Le tout est de savoir jusqu'à quelle étape pourrait aller la révolution russe, mais cette question n'admet bien entendu qu'une solution conditionnelle. Toutefois, une chose est absolument certaine : la définition pure et simple de la révolution russe comme révolution *bourgeoise* ne dit rien sur le caractère de son développement interne et ne signifie nullement que le prolétariat doit adapter sa tactique à la conduite de la démocratie bourgeoise en sa qualité d'unique prétendant légal au pouvoir d'Etat. » (Notre révolution, p. 172).

Ces extraits de texte ne laissent aucun doute sur la ligne de développement de la théorie de la révolution permanente. Dès cette époque, les lignes de force du développement historique sont nettement tracées. De façon totalement indissociable, montre Trotsky, la révolution russe est immédiatement confrontée aux développements de la lutte de classes et de la révolution en Europe. Ainsi, dans la préface qu'il écrit en 1919 à la réédition de « Bilan et perspectives », Trotsky résume-t-il la théorie de la révolution permanente telle qu'il la formulait dans les années 1904-1906, dans un passage connu que nos lecteurs trouveront ci-contre.

S'il manque encore à ces analyses la caractérisation scientifique de ce qu'est l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, telle que Lénine la produira dix ans plus tard, l'affirmation de la nécessité absolue du parti révolutionnaire, la perspective

### COMMENT TROTSKY FORMULAIT LA REVOLUTION PERMANENTE EN 1905

*« La révolution, qui débutera comme une révolution bourgeoise quant à ses premières tâches, fera bientôt s'affronter largement les classes hostiles, et ne pourra remporter la victoire finale que si elle transfère le pouvoir à la seule classe capable de se placer à la tête des masses opprimées, le prolétariat. Une fois au pouvoir, celui-ci non seulement ne voudra pas, mais ne pourra pas se limiter à l'exécution d'un programme démocratique bourgeois. Il ne pourra mener la révolution à son terme que si la révolution russe se transforme en une révolution du prolétariat européen. Le programme démocratique bourgeois de la révolution sera alors dépassé, en même temps que ses limitations nationales, et la domination politique temporaire de la classe ouvrière russe se développera en une dictature socialiste prolongée. Mais, si l'Europe reste passive, la contre-révolution bourgeoise ne tolérera pas le gouvernement des masses exploitées en Russie, et rejettera le pays en arrière — loin en arrière d'une république démocratique ouvrière et paysanne. Donc, une fois qu'il aura pris le pouvoir, le prolétariat ne pourra rester dans les limites de la démocratie bourgeoise. Il devra adopter la tactique de la révolution permanente, c'est-à-dire renverser les barrières entre le programme minimum et le programme maximum de la social-démocratie, réaliser des réformes sociales toujours plus radicales, et rechercher un appui direct et immédiat dans la révolution en Europe occidentale. »*

d'ensemble que trace Trotsky se trouvera complètement confirmée en 1914-1918.

Après avoir démontré que les problèmes démocratiques et nationaux qui existaient dans l'empire russe ne pouvaient être réglés que par le prolétariat s'emparant du pouvoir, mais que cela signifiait obligatoirement qu'il combattait conjointement pour ses objectifs spécifiques de classe, Trotsky concluait ainsi « Bilan et perspectives » :

« Laisée à ses propres ressources, la classe ouvrière russe sera inévitablement écrasée par la contre-révolution dès que la paysannerie se détournera d'elle. Elle n'aura pas d'autre possibilité que de lier le sort de son pouvoir politique et, par conséquent, le sort de toute la révolution russe, à celui de la révolution socialiste en Europe. Elle jettera dans la balance de la lutte des classes du monde capitaliste tout entier l'énorme poids politique et étatique que lui aura donné un concours momentané de circonstances dans la révolution bourgeoise russe. Tenant le pouvoir d'Etat entre leurs mains, les ouvriers russes, avec la contre-révolution derrière eux et la réaction européenne devant eux, lanceront à leurs camarades du monde entier le vieux cri de ralliement, qui sera cette fois un appel à la lutte finale : prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Cela n'est pas écrit en 1920-1921, alors que toutes les forces russes et internationales de la contre-révolution se disposent exactement de cette manière contre le jeune pouvoir des soviets d'ouvriers, de soldats et de paysans, mais en 1906. Porteur de la théorie de la révolution permanente, Trotsky affirme déjà avec la plus grande précision la révolution russe à venir comme partie composante de la révolution prolétarienne européenne et mondiale.

Mais le premier acte de la révolution prolétarienne européenne — et par là mondiale — est 1848. Avant de revenir sur la nature de l'époque impérialiste, celle qui commence à devenir, au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'époque de la révolution prolétarienne mondiale, il importe de revenir un moment en

arrière pour comprendre que s'il n'y a aucun hasard à voir Trotsky se saisir de l'arme de la théorie de la révolution permanente à ce moment, il n'y en eut pas plus lorsque Marx lança en 1850 le mot d'ordre célèbre : « La révolution en permanence ! »

---

### « UNE REVOLUTION DONT CHAQUE ETAPE EST CONTENUE EN GERME DANS L'ETAPE PRECEDENTE »

---

Dans « La Révolution permanente », Trotsky écrit :

« L'idée de la révolution permanente fut mise en avant par les grands communistes de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, Marx et ses disciples, pour faire pièce à l'idéologie bourgeoise qui, comme on le sait, prétend qu'après l'établissement d'un Etat « rationnel » ou démocratique, toutes les questions pourraient être résolues par la voie pacifique de l'évolution et des réformes (...). La révolution permanente, au sens que Marx avait attribué à cette conception, signifie une révolution qui ne veut transiger avec aucune forme de domination de classe, qui ne s'arrête pas au stade démocratique, mais passe aux mesures socialistes et à la guerre contre la réaction extérieure, une révolution dont chaque étape est contenue en germe dans l'étape précédente, une révolution qui ne finit qu'avec la liquidation totale de la société de classe. »

En 1848, pour la première fois, le prolétariat pose sa candidature au pouvoir. C'est le premier acte, peut-être plus exactement l'introduction — au sens où l'introduction d'un opéra contient déjà tous les thèmes qui seront ensuite pleinement développés dans l'opéra lui-même — de la révolution prolétarienne. Dans tous les pays où la révolution surgit au cours de cette année 1848, Italie, Autriche, Hongrie, Allemagne, la bourgeoisie renonce à accomplir par elle-même les tâches nationales et démocratiques, à prendre directement le pouvoir et à l'exercer, par peur de la révolution, par peur du prolétariat qui se dresse en juin 1848 sur les pavés et les barricades

de Paris, comme candidat au pouvoir, avec ses propres revendications.

La bourgeoisie française ne peut ni ne veut entendre parler de la liquidation révolutionnaire du système social qui lui barre pourtant la route du pouvoir. Sa veulerie va l'amener jusqu'à renoncer à l'exercice direct de ce pouvoir en France et à se précipiter dans les bras d'un nouveau Bonaparte. Car son objectif était alors d'obtenir un compromis avec toutes les forces conservatrices et réactionnaires, produit du passé, de leur arracher quelques garanties, mais nullement de les abattre. La bourgeoisie n'est non seulement plus capable de conduire les masses à l'assaut de l'ordre ancien, mais elle s'adosse à cet ordre pour mieux repousser les masses qui la pressent.

« Le prolétariat a pris sous sa protection l'honneur du passé révolutionnaire de la bourgeoisie », écrit Trotsky dans le tableau qu'il brosse du parallèle entre 1789, 1848 et 1905, dans « Bilan et perspectives ». Mais ce n'est évidemment pas de la lâche et mesquine bourgeoisie qui fait mitrailler les ouvriers parisiens en juin 1848 dont il parle.

Relisons ce qu'il écrit à ce propos :

« La bourgeoisie, dans toutes ses fractions, se considérait comme le chef de la nation, rassemblait les masses pour la lutte, leur donnait des mots d'ordre et leur dictait une tactique pour le combat. La démocratie cimentait d'une idéologie politique l'unité de la nation (...). Durant la révolution elle-même, les antagonismes de classes se dévoilèrent ; mais la puissance d'inertie de la lutte révolutionnaire n'en fut pas moins assez grande pour balayer hors du chemin les éléments les plus conservateurs de la bourgeoisie. Aucune couche ne fut rejetée avant d'avoir transmis son énergie à la couche qui la suivait. La nation poursuivit donc comme un tout la lutte pour ses objectifs, avec des méthodes plus précises et plus résolues. Une fois que les couches supérieures de la bourgeoisie riche, rompant avec le noyau de la nation qui était entré dans le mouvement, se furent alliées à Louis XVI, les revendications démocratiques de la nation furent dirigées *contre* cette bourgeoi-

sie, et cela conduisit au suffrage universel et à la république comme à la forme logique, inévitable, de la démocratie. »

## A PROPOS DE LA REVOLUTION FRANCAISE ET DE SA NATURE

Cette citation de Trotsky nous amène à poser la question de la nature de classe de la Révolution française. Il a en effet été affirmé que cette nature était double et cela nous intéresse particulièrement ici puisqu'il s'agirait d'une nature combinée, à la fois de révolution bourgeoise et de révolution permanente. Dans son introduction à « La lutte de classes sous la 1<sup>re</sup> République », Daniel Guérin écrit en effet :

« La grande révolution revêtit le double caractère d'une révolution bourgeoise et d'une révolution permanente. Elle nous explique pourquoi, malgré le fait que les conditions objectives de l'époque ne permettaient encore que la victoire de la bourgeoisie, la révolution bourgeoise portait déjà dans ses flancs un embryon de révolution prolétarienne. »

Ce n'est pas rendre justice à la théorie de la révolution permanente que de la prendre pour ce qu'elle n'est pas.

Le fait qu'il y ait contradiction et opposition de classes au sein de toutes les couches qui se dressent ensemble pour un but commun ne signifie pas qu'il y a déjà révolution prolétarienne au sein de la révolution bourgeoise. Toute révolution sérieuse, profonde, radicale, indépendamment de son caractère de classe, est obligée de détruire la domination de l'ancienne classe dominante, d'extirper les racines de l'ancien ordre social et politique. Ce fut particulièrement vrai en ce qui concerne la Révolution française. Le mouvement le plus profond était indispensable à la réalisation de ses tâches historiques.

Au cours de la Révolution française, les masses ont été aussi loin que les conditions économiques et sociales de l'époque le permettaient, et cela en se dressant y compris contre les cou-

ches de la bourgeoisie qui, en dernière analyse, ne pouvaient être que les bénéficiaires de la révolution. La nature de la Révolution française ne change pas pour autant. Elle est au contraire la plus radicale, la plus complète des révolutions bourgeoises. Le complément indispensable à cette révolution bourgeoise radicale a été la réaction thermidorienne et bonapartiste qui a, une fois balayés la société aristocratique et le pouvoir royal, assis la société et le pouvoir bourgeois.

Rien de comparable avec la « révolution permanente » sous la direction du prolétariat que formula Marx dès 1850. La bourgeoisie comme classe tend à constituer la nation, à briser les carcans de la société féodale puis aristocratique, à abattre le pouvoir de l'aristocratie et du clergé qui constitue le pouvoir royal. Elle tend à se constituer comme classe dominante. Mais la bourgeoisie n'est pas une classe homogène. Ses couches supérieures sont plus ou moins liées à l'aristocratie, au pouvoir royal. La révolution commencée, les couches supérieures, par peur des masses, veulent faire refluer la révolution. Elles visent à établir un compromis avec les anciennes classes dominantes. D'autres couches de la bourgeoisie, jusqu'aux couches inférieures, ont pris la tête de la révolution. Elles ont chevauché le mouvement populaire.

Comme Trotsky l'explique dans la citation rappelée plus haut, les fractions les plus radicales prennent les relais lorsque les couches modérées reculent une à une devant la nécessité des tâches révolutionnaires à accomplir. Ces fractions s'appuient sur les masses populaires, cimentent leur combat sous leur propre drapeau, alors que celles-ci ne peuvent encore avoir le leur, à la fois — et les deux termes sont indissociables — parce que les conditions objectives de leur propre pouvoir ne sont pas nées et parce que leur propre conscience collective ne peut par là même se fixer d'atteindre cet impossible but.

Ces couches petites-bourgeoises ont canalisé le mouvement des masses. Elles le firent en fin de compte refluer, préparant la réaction thermidorienne. Finalement, le reflux des masses et leur défaite étaient inévitables.

La révolution permanente n'est pas embryonnaire dans la Révolution française, comme le dit Daniel Guérin. La réaction thermidorienne et bonapartiste est dans la logique de cette révolution. La victoire de la bourgeoisie par le mouvement successif de la révolution et de la réaction politique était inévitable, et seule possible, car elle correspondait à la marche en avant de la civilisation, aux exigences du développement des forces productives. La Révolution française est une révolution bourgeoise, la plus radicale. Elle est, peut-on presque dire, LA révolution bourgeoise. Les forces du prolétariat moderne — à peine embryonnaire — ne peuvent que lui être subordonnées dans ses objectifs comme dans ses moyens.

Le fait que Babeuf écrive le « Manifeste des égaux » résulte de ce que, très tôt, alors que vient de s'achever la période révolutionnaire, les limites bourgeoises apparaissent au travers de Thermidor, et qu'une autre révolution sera nécessaire et inévitable, sans qu'elle soit avant longtemps possible, qui abolisse la propriété privée des moyens de production.

Dans « La Critique moralisante et la morale critique », Marx écrit en 1847 :

« La suprématie politique de la bourgeoisie a sa source dans les conditions modernes de la production que les économistes bourgeois proclament des lois nécessaires et éternelles. Si donc le prolétariat renverse la suprématie politique de la bourgeoisie, sa victoire ne sera que passagère, un simple facteur au service de la révolution bourgeoise même, tout comme en 1794, tant que ne se trouveront pas créées les conditions matérielles qui rendent nécessaires l'abrogation du mode de production bourgeois et par conséquent la chute définitive de la suprématie politique bourgeoise (...). Il faut aux hommes, au cours de l'évolution, commencer par produire eux-mêmes les conditions matérielles d'une nouvelle société, et nul effort de l'esprit ni de la volonté ne peut les soustraire à cette destinée. »

Pas plus qu'il ne peut y avoir d'ambiguïté sur la nature de classe de la Révolution française, pas plus qu'il

n'y a de révolution prolétarienne au sein de la révolution bourgeoise en

1789, il ne doit y avoir de doute sur la nature de la révolution de 1848.

## 1848 : le premier acte de la révolution prolétarienne en Europe

1848 n'est pas le chevauchement de deux révolutions, ce n'est pas un peu de révolution bourgeoise et un peu de révolution prolétarienne, un peu plus de l'une et un peu moins de l'autre qu'en 1789, et vice-versa par rapport à 1905, à 1917. 1848, nous l'avons dit, c'est le premier acte, l'introduction de la révolution prolétarienne.

Pourquoi ?

Encore en 1830, en France, le prolétariat ne combattait pas pour ses propres objectifs sociaux et politiques, même s'il faisait entendre telle ou telle de ses revendications. Mais, en 1848, ainsi que l'écrit Engels,

« la révolution de Février s'annonçait comme une révolution de la classe ouvrière contre la bourgeoisie. Elle proclamait la chute du gouvernement bourgeois et l'émancipation de l'ouvrier. »

Au cours des journées de juin 1848, les armes à la main, dans un combat sanglant et sans merci contre le pouvoir bourgeois, le prolétariat parisien lutta pour la « République sociale ». Certes, il fut vaincu. Mais c'est au compte de tous les prolétaires d'Europe, contre toutes les classes exploiteuses, qu'il combattit et se porta, les armes à la main, candidat au pouvoir.

Ce n'est pas que les tâches classiques des révolutions bourgeoises aient été accomplies dans l'ensemble des pays d'Europe, tout au contraire. A peine l'unité économique de l'Allemagne était-elle en voie de constitution avec la fondation, en 1834, du « Zollverein » (union douanière), auquel l'Autriche avait refusé de participer. La question de l'unité de l'Allemagne n'était pas résolue. La monarchie autrichienne tenait en tutelle la Hon-

grie, les Tchèques, les Slovaques, une partie de la Pologne, une partie de l'Italie, la Croatie, etc. L'Italie restait morcelée, la Pologne partagée entre la Prusse, l'Autriche, la Russie. Ainsi, en Allemagne, en Italie, dans l'empire austro-hongrois, pour ne pas parler des Balkans, du Nord de l'Europe, de l'Espagne, les questions de l'indépendance, de l'unité nationale restaient à résoudre. Dans tous ces pays, aucune réforme agraire n'avait été réalisée. La monarchie absolue était la règle, le pouvoir politique restait concentré entre ses mains et l'aristocratie demeurait la classe politique dominante. Pourtant, surtout en ce qui concerne l'Allemagne, les Etats étaient entraînés dans l'impétueux développement du capitalisme en Europe. La puissance économique de la bourgeoisie ne cessait de croître.

En Italie, dès le 12 janvier 1848, à Palerme et à Naples, les masses populaires se soulevèrent et imposèrent à Ferdinand II une Constitution. En France, la révolution de Février (22, 23, 24 février) renversa Louis-Philippe et la république fut proclamée.

Comme en écho à la révolution de février 1848, éclatèrent les insurrections de Vienne et de Berlin. Engels écrit dans « Révolution et contre-révolution en Allemagne » :

« Le 24 février 1848, Louis-Philippe fut chassé de Paris et la république française proclamée. Le 13 mars suivant, le peuple de Vienne renversa le gouvernement du prince Metternich et le força à s'enfuir honteusement du pays. Le 18 mars, le peuple de Berlin prit les armes, et, après une lutte opiniâtre de dix-huit heures, il eut la satisfaction de voir le roi capituler devant lui. Des soulèvements plus ou moins violents mais couronnés du même succès eurent

lieu au même moment dans les capitales des petits Etats d'Allemagne. Si le peuple allemand n'a pas mené à bonne fin sa première révolution, il s'est du moins réellement lancé dans la voie révolutionnaire. »

Une insurrection populaire contraignait le roi du Piémont à accorder une Constitution et à adopter le drapeau vert, blanc, rouge, qui deviendra le drapeau italien. Le 18 mars, cinq jours après l'insurrection de Vienne, le même jour où celle de Berlin commençait, Milan se souleva. Après cinq jours de combat, les Autrichiens furent obligés de se retirer. A Venise, la république fut proclamée. Bientôt, la guerre s'engagea entre l'armée, formée essentiellement de détachements piémontais, sardes et lombards, et l'Autriche. En Hongrie, dès l'automne 1847, la diète de Presbourg avait pris, sous l'impulsion de Kosuth, une série de mesures de caractère révolutionnaire. Le jour même où commençait la révolution de Février à Paris, elle revendiqua pour la Hongrie un ministère autonome et responsable, faisant ainsi un premier pas vers la séparation de la Hongrie et de l'Autriche. La révolution de Février brisa la résistance du gouvernement viennois aux revendications des Hongrois. Le 16 mars, au lendemain de la révolution de Vienne, un décret accorda l'autonomie au ministère hongrois.

Mais, écrit Engels dans « Révolution et contre-révolution en Allemagne » :

« Dès le commencement d'avril 1848, le torrent révolutionnaire se trouva arrêté sur tout le continent européen par l'alliance que les classes de la société qui avaient bénéficié de la première victoire contractèrent aussitôt avec les vaincus. En France, les boutiquiers et la fraction républicaine de la bourgeoisie s'étaient coalisés avec la bourgeoisie monarchiste contre les prolétaires ; en Allemagne et en Italie, la bourgeoisie victorieuse avait recherché avec empressement l'appui de la noblesse féodale, de la bureaucratie officielle et de l'armée contre la masse du peuple et des boutiquiers. Bientôt, les partis conservateurs et contre-révolutionnaires coalisés tinrent à nouveau le haut du pavé. En Angleterre, une manifestation

intempestive et mal préparée (le 10 avril) se transforma en une complète et décisive défaite du parti progressiste. En France, deux mouvements semblables (le 16 avril et le 15 mai) échouèrent également. En Italie, le roi Bomba reconquit son autorité d'un seul coup, le 15 mai. En Allemagne, les différents gouvernements bourgeois nouveaux et leurs Assemblées constituantes se consolidèrent ; et si le 15 mai, si fertile en événements, donna lieu à Vienne à une victoire populaire, ce fut là un événement d'importance secondaire et qui peut être considéré comme le dernier jet de flamme victorieux de l'énergie populaire. (...)

Le combat décisif approchait. Il ne pouvait se livrer qu'en France, car la France, tant que l'Angleterre ne participait pas à la lutte révolutionnaire et que l'Allemagne demeurait divisée, était, par son indépendance nationale, sa civilisation et sa centralisation, le seul pays capable de donner l'impulsion d'une puissante convulsion aux pays environnants. Aussi bien, quand le 23 juin 1848, la lutte sanglante commença à Paris, quand chaque nouveau télégramme, chaque nouveau courrier fit apparaître toujours plus clairement aux yeux de l'Europe que cette lutte était menée par la masse entière du peuple ouvrier, d'un côté, et par toutes les autres classes de la population parisienne soutenues par l'armée, de l'autre ; quand les combats se succédèrent pendant plusieurs jours avec une exaspération sans exemple dans l'histoire des guerres civiles modernes, mais sans aucun avantage apparent d'un côté ou de l'autre, alors il devint manifeste pour tous que c'était là la grande bataille décisive, qui, si l'insurrection était victorieuse, inonderait le continent entier de révolutions nouvelles, ou bien, si elle était écrasée, amènerait le rétablissement, au moins passager, du régime contre-révolutionnaire.

Les prolétaires de Paris furent battus, décimés, écrasés, à tel point que, même à l'heure actuelle, ils ne se sont pas encore relevés du coup. Et aussitôt, d'un bout à l'autre de l'Europe, les conservateurs et contre-révolutionnaires nouveaux et anciens de redresser la tête, avec une inso-



lence qui montrait comment ils comprenaient bien la signification de l'événement. Partout la presse fut harcelée, le droit de réunion et d'association entravé ; le moindre incident dans n'importe quelle petite ville de province servit de prétexte pour désarmer le peuple, décréter l'état de siège et exercer les troupes dans les manœuvres et stratagèmes nouveaux que Cavaignac avait enseignés. »

Par peur du prolétariat, la bourgeoisie se surbordonnait aux anciennes classes dominantes, à leur pouvoir. Loin de mener le combat pour le renversement des monarchies en place, de l'aristocratie, elle leur laissait diriger les organes des Etats en place, les Etats monarchiques, préparant ainsi sa propre défaite. Après avoir défait l'armée sardo-lombardo-piémontaise, l'armée impériale autrichienne réorganisée reprenait Vienne d'assaut les 30, 31 octobre et 1<sup>er</sup> novembre 1848. Engels écrit encore dans le même texte :

« Au signal donné par la chute de Vienne, le roi congédia ses ministres et les remplaça par des "hommes d'action" sous la direction du Premier ministre actuel, Manteuffel. Alors, la rêveuse Assemblée ouvrit les yeux d'un coup devant le danger ; elle vota un ordre du jour de méfiance dans le cabinet auquel on répondit aussitôt par un décret qui transférait l'Assemblée de Berlin, où en cas de conflit elle pouvait compter sur l'appui des masses, à Brandebourg, petite ville de province qui dépendait entièrement du gouvernement. Cependant, l'Assemblée déclara qu'elle ne pourrait être ajournée, transférée ou dissoute sans son propre consentement. Entre temps, le général Wrangel entra à Berlin à la tête d'environ 40 000 hommes de troupes. Dans une réunion des autorités municipales et des officiers de la garde nationale, on résolut de ne faire aucune résistance. Et désormais, après que l'Assemblée et la bourgeoisie libérale dont elle était sortie eurent permis au parti réactionnaire coalisé d'occuper toutes les positions importantes et d'arracher de leurs mains à peu près tous les moyens de défense, commença cette grandiose comédie de la "résistance passive et légale", qui, dans leur pen-

sée, devait être une glorieuse imitation de l'exemple de Hampden et des premiers efforts des Américains dans la guerre d'Indépendance. Berlin fut déclaré en état de siège et Berlin resta tranquille ; la garde nationale fut dissoute par le gouvernement et elle remit ses armes avec la plus grande ponctualité. L'Assemblée, pendant une quinzaine de jours, fut traquée d'un lieu de réunion à un autre et partout dispersée par l'armée ; et les membres de l'Assemblée supplièrent les citoyens de rester tranquilles. Enfin, le gouvernement prononçant la dissolution de l'Assemblée, celle-ci vota une résolution déclarant illégale la levée des taxes, et ses membres se dispersèrent alors dans le pays pour organiser le refus des taxes. Mais ils découvrirent bientôt qu'ils s'étaient déplorablement trompés dans le choix des moyens. Au bout de quelques semaines agitées, suivies de mesures sévères de la part du gouvernement contre l'opposition, chacun abandonna l'idée de refuser les taxes pour complaire à une Assemblée défunte qui n'avait même pas eu le courage de se défendre. »

---

## DEFAITE DE LA REVOLUTION DE 1848 EN EUROPE

---

Après l'écrasement de Vienne, après que le pouvoir absolu du roi de Prusse ait été rétabli à Berlin, il restait à chasser l'Assemblée nationale de Frankfurt. L'Assemblée nationale de Frankfurt était composée de députés élus dans tous les Etats allemands, en Prusse, et aussi, au lendemain des insurrections victorieuses de Vienne et de Berlin, dans certaines petites principautés du sud de l'Allemagne. Mais cette Assemblée nationale ne fut qu'une ombre d'Assemblée nationale. Loin de se déclarer souveraine, elle laissa en place tous les Etats et gouvernements existants. Engels écrit :

« La prétendue autorité centrale nouvelle de l'Allemagne laissait les choses telles qu'elle les avait trouvées. Bien loin de réaliser l'unité tant attendue de l'Allemagne, elle ne détrôna même pas le plus insignifiant des princes qui la gouvernaient ; elle n'entreprit rien pour resserrer plus

étroitement les liens entre ses différentes provinces ; elle ne leva pas le petit doigt pour abattre les barrières douanières qui séparaient le Hanovre de la Prusse et la Prusse de l'Autriche ; elle ne fit même pas la moindre tentative pour abolir les péages odieux qui partout mettent un obstacle à la navigation fluviale en Prusse. »

La seule chose qu'elle sut faire fut une Constitution dont elle prétendit quelle devrait être appliquée par tous les Etats allemands du Reich. Et cette Constitution faisait du roi de Prusse, contre lequel s'était faite la révolution de mars 1848 à Berlin, l'empereur d'Allemagne, à l'exclusion de l'Autriche, honneur que celui-ci refusa. Le 28 avril 1849, le ministère prussien publia une note circulaire dans laquelle la Constitution du Reich était dénoncée comme un document des plus anarchiques, qu'il incombait aux gouvernements des Etats allemands de remanier et d'épurer. La plupart des gouvernements des Etats allemands rejetèrent la Constitution du Reich. Le plus extraordinaire est qu'après cela, dans le sud de l'Allemagne, des insurrections populaires, dont notamment celle de Dresde, le 4 mai, se produisirent contre les princes et leurs gouvernements. Rapidement, cette insurrection fut écrasée, et il faut lire à ce propos le texte d'Engels « La Campagne pour la Constitution du Reich » pour se rendre compte de la médiocrité de la petite bourgeoisie et de la félonie à l'égard des masses de la bourgeoisie dans son ensemble. En juillet 1849, c'en était fini.

Pendant ce temps, l'armée autrichienne battait définitivement l'armée piémontaise. Le 11 juin 1849, le général Oudinot faisait bombarder Rome. Les troupes de la république française écrasaient la république romaine. Le 3 juillet, Oudinot entra à Rome et rendait au pape ses Etats, mettant fin au mouvement révolutionnaire pour l'unité et l'indépendance de l'Italie. De son côté, la Russie intervenait contre les Hongrois qui venaient d'infliger défaite sur défaite à l'Autriche et rétablissait la souveraineté autrichienne sur la Hongrie. La révolution de 1848, de dimension européenne, était battue.

Paralysée par la peur du prolétariat, la bourgeoisie est désormais incapable de mener à bien la révolution bourgeoise, là où elle n'est pas encore accomplie. Marx et Engels affirment que cette tâche historique incombe désormais au prolétariat :

« Depuis la défaite de juin 1848, la question (...) est celle-ci : ou domination du prolétariat révolutionnaire, ou domination des classes qui dominaient avant février. Un moyen terme n'est pas possible. En Allemagne, notamment, la bourgeoisie est incapable de dominer ; elle n'a pu maintenir sa domination en face du peuple qu'en l'abandonnant à la noblesse et à la bureaucratie (...). La révolution ne peut plus être accomplie en Allemagne que par la domination complète du prolétariat. »

Les rapports politiques entre les classes, tout au moins en Europe, sont radicalement modifiés. C'en est fini de l'époque des révolutions bourgeoises. La bourgeoisie ne peut plus désormais être à la tête de mouvements politiques progressistes. C'est seulement aux Etats-Unis qu'elle jouera encore un tel rôle progressiste, pendant la guerre de Sécession, et environ jusqu'en 1870.

Le prolétariat est l'héritier révolutionnaire de la bourgeoisie. A lui la mission historique d'accomplir toutes les tâches nationales et démocratiques non réalisées. Mais en même temps, il combat pour ses propres objectifs de classe. Il s'organise comme classe. Il devient la direction des masses populaires dans toute situation, crise, mouvement révolutionnaire, révolution.

Comment ? Quelle tactique et quelle stratégie le parti du prolétariat doit-il appliquer ? En 1850, comme dirigeants révolutionnaires, pensant que le prolétariat allait très vite repartir à l'assaut après les défaites de 1848-1849, Marx et Engels apportent une première réponse magistrale à ces questions dans l'Adresse qu'ils rédigent à l'intention du conseil central de la Ligue des communistes allemands. La longue citation de ce texte célèbre des auteurs du « Manifeste du Parti communiste » montre pourquoi et comment ils lancent, justement dans l'immédiat développement de ce premier acte de la révolution prolétarienne qu'est 1848, le mot d'ordre : « La révolution en permanence ! »



K. Marx et F. Engels à l'imprimerie de la Nouvelle Gazette rhénane, publiée à Cologne pendant la révolution en Allemagne, en 1848 et 1849 (peinture d'époque. Ph. Doc. Roger Viollet).

## Adresse au conseil central de la Ligue des communistes allemands

Frères,

*Au cours des deux années révolutionnaires 1848-1849, la Ligue s'est doublement affirmée ; une fois par le fait que ses membres ont en tous lieux énergiquement pris part au mouvement ; que dans la presse, sur les barricades et les champs de bataille, ils ont été au premier rang du prolétariat, la seule classe vraiment révolutionnaire. La Ligue s'est encore affirmée en ce sens que sa conception du mouvement, telle qu'elle était exposée dans les circulaires des congrès et du comité central de 1847, ainsi que dans le Manifeste communiste, est apparue comme la seule vraie ; que les espoirs formulés dans ces documents se sont entièrement vérifiés, et le point de vue sur la situation actuelle, que la Ligue ne propageait auparavant qu'en secret, est maintenant dans la bouche de tous les hommes et est prêché sur la place publique. En même temps, l'ancienne et solide organisation de la Ligue s'est sensiblement affaiblie. Un grand nombre de membres, directement engagés dans le mouvement révolutionnaire, ont cru que le temps des sociétés secrètes était passé et que l'action publique pouvait seule suffire. Certains cercles et communes ont laissé leurs relations avec le comité central se relâcher et s'assoupir peu à peu. Tandis que le parti démocratique, le parti de la petite bourgeoisie, s'organisait de plus en plus en Allemagne, le parti ouvrier perdait son seul appui solide ; c'est tout au plus s'il conservait, dans quelques localités, son organisation pour des buts locaux ; et c'est ainsi que, dans le mouvement général, il est tombé complètement sous la domination et la direction des démocrates petits-bourgeois. Il faut mettre fin à un tel état de choses ; l'indépendance des ouvriers doit être rétablie. Le comité central a compris cette nécessité*

et c'est pourquoi, dès l'hiver 1848-1849, il a envoyé en Allemagne un émissaire, Joseph Moll, afin d'y réorganiser la Ligue. La mission de Moll resta cependant sans effet durable, soit que les ouvriers allemands n'eussent pas encore acquis à l'époque assez d'expérience, soit que l'activité de Moll fût interrompue par l'insurrection de mai dernier. Moll prit lui-même le fusil, entra dans l'armée de Bade-Palatinat et tomba le 19 juillet au combat de la Murg. En lui, la Ligue perdait un de ses membres les plus anciens, les plus actifs et les plus sûrs, qui avait pris une part active à tous les congrès et comités centraux et avait antérieurement déjà accompli avec grand succès une série de voyages-missions. Après la défaite des partis révolutionnaires d'Allemagne et de France en juillet 1849, presque tous les membres du comité central se sont retrouvés à Londres, ont complété leurs rangs par de nouvelles forces révolutionnaires et poursuivi avec une nouvelle ardeur la réorganisation de la Ligue.

La réorganisation ne peut s'opérer que par un émissaire, et le comité central estime éminemment important que l'émissaire parte précisément à cette heure où une nouvelle révolution est imminente, où le parti ouvrier doit se présenter avec le plus d'organisation, le plus d'unité et le plus d'indépendance possibles, s'il ne veut pas à nouveau, comme en 1848, être pris à la remorque et exploité par la bourgeoisie.

Frères, nous vous avons déjà dit, en 1848, que les bourgeois libéraux allemands allaient accéder au pouvoir et tourneraient aussitôt leur puissance nouvellement acquise contre les ouvriers. Vous avez vu comment la chose s'est faite. Ce furent, en effet, les bourgeois qui, après le mouvement de mars 1848, s'emparèrent du pouvoir d'Etat et s'en servirent aussitôt pour refouler tout de suite les ouvriers, leurs alliés de la veille au combat, dans leur ancienne situation d'opprimés. Si la bourgeoisie n'a pu atteindre ce but sans faire alliance avec le parti féodal écarté en mars et sans même, en fin de compte, abandonner à nouveau le pouvoir à ce parti féodal absolutiste, elle s'est du moins assuré des conditions qui, par suite des embarras financiers du gouvernement, mettraient enfin tout le pouvoir entre ses mains et lui garantiraient tous ses intérêts, si le mouvement révolutionnaire se trouvait à même, dès à présent, de s'engager dans une évolution dite pacifique. La bourgeoisie n'aurait même pas besoin, pour asseoir sa domination, de se rendre odieuse par des mesures de violence dirigées contre le peuple, toutes ces mesures de violence ayant déjà été exécutées par la contre-révolution féodale. Mais l'évolution ne suivra pas cette voie pacifique. La révolution qui doit la précipiter est, au contraire, imminente, qu'elle soit provoquée par le soulèvement autonome du prolétariat français, ou par l'invasion de la Babel moderne révolutionnaire par la Sainte-Alliance.

Et le rôle que les bourgeois libéraux allemands ont, en 1848, joué vis-à-vis du peuple, ce rôle si perfide, sera, dans la révolution prochaine, assumé par les petits-bourgeois démocrates, qui occupent actuellement dans l'opposition la même place que les bourgeois en 1848. Ce parti, le parti démocratique, bien plus dangereux pour les ouvriers que l'ancien parti libéral, se compose de trois éléments :

1. Les fractions les plus avancées de la grande bourgeoisie qui se propose comme but la subversion immédiate et totale du féodalisme et de l'absolutisme. Cette tendance a pour représentants les conciliateurs de Berlin qui préconisaient autrefois le refus de l'impôt.

2. Les petits-bourgeois démocrates-constitutionnels qui ont surtout poursuivi, pendant le dernier mouvement, l'établissement d'un Etat fédéral plus ou moins démocratique, tel que le voulaient leurs représentants, la gauche de l'Assemblée de Francfort et, plus tard, le Parlement de Stuttgart, et aussi eux-mêmes dans leur campagne en faveur d'une Constitution d'empire.

3. Les petits-bourgeois républicains dont l'idéal est une république fédérative allemande dans le genre de la Suisse, et qui se donnent aujourd'hui le nom de rouges et de social-démocrates, parce qu'ils se bercent de la douce illusion de supprimer l'oppression du petit capital par le gros capital, du petit-bourgeois par le gros bourgeois. Les représentants de cette fraction furent membres des congrès et comités démocratiques, dirigeants des associations démocratiques, rédacteurs des journaux démocratiques.

Maintenant, après leur défaite, toutes ces fractions s'intitulent républicaines ou rouges, tout comme en France les petits-bourgeois républicains se donnent le nom de socialistes. Là où, comme au Wurtemberg, en Bavière, etc., la possibilité s'offre encore à eux de poursuivre leurs buts dans la voie constitutionnelle, ils profitent de l'occasion pour s'en tenir à leur ancienne phraséologie et démontrer dans les faits qu'ils n'ont pas le moins du monde changé. Il va de soi d'ailleurs que le changement de nom de ce parti ne modifie nullement son attitude à l'égard des ouvriers, mais prouve simplement qu'il est actuellement obligé de faire front contre la bourgeoisie alliée à l'absolutisme et de prendre appui sur le prolétariat.

Le parti petit-bourgeois démocratique est très puissant en Allemagne, il n'embrasse pas seulement la grande majorité des habitants bourgeois des villes, les petits commerçants industriels et les maîtres-artisans ; il compte parmi ses adhérents les paysans et le prolétariat rural, tant que ce dernier n'a pas encore trouvé d'appui dans le prolétariat autonome des villes.

L'attitude du parti ouvrier révolutionnaire vis-à-vis de la démocratie petite-bourgeoise est la suivante : il marche avec elle contre la fraction dont il poursuit la chute ; il la combat sur tous les points dont elle veut se servir pour s'établir elle-même solidement.

Les petits-bourgeois démocratiques, bien loin de vouloir bouleverser toute la société au profit des prolétaires révolutionnaires, tendent à modifier l'ordre social de façon à rendre la société existante aussi supportable et aussi commode que possible. Ils réclament donc avant tout que l'on réduise les dépenses publiques en limitant la bureaucratie et en reportant les principales impositions sur les grands propriétaires fonciers et les bourgeois. Ils réclament ensuite que la pression exercée par le grand capital sur le petit soit abolie par la création d'établissements de crédits publics et des lois contre l'usure, ce qui leur permettrait, à eux et aux paysans, d'obtenir, à des conditions favorables, des avances de l'Etat, au lieu de les obtenir des capitalistes. Ils réclament enfin que, par la suppression complète du système féodal, le régime de propriété bourgeois soit partout introduit à la campagne. Pour réaliser tout cela, il leur faut un mode de gouvernement démocratique, soit constitutionnel ou républicain, qui leur assure la majorité, à eux-mêmes et à leurs alliés, les paysans, et une autonomie administrative, qui mettrait entre leurs mains le contrôle direct de la propriété communale et une série de fonctions actuellement exercées par les bureaucrates.

Quant à la domination et à l'accroissement rapide du capital, on aura soin de faire obstacle, soit en limitant le droit de succession, soit en remettant à l'Etat autant de travaux que possible. Pour ce qui est des ouvriers, il est avant tout bien établi qu'ils resteront, comme avant, des salariés ; mais ce que les petits-bourgeois démocratiques souhaitent aux ouvriers, c'est un meilleur salaire et une existence plus assurée ; ils espèrent y arriver soit au moyen de l'occupation des ouvriers par l'Etat, soit par des actes de bienfaisance ; bref, ils espèrent corrompre les ouvriers par des aumônes plus ou moins déguisées et briser leur force révolutionnaire en leur rendant leur situation momentanément supportable. Les revendications résumées ici ne sont pas défendues en même temps par toutes les fractions de la démocratie petite-bourgeoise, et rares sont ceux pour qui elles apparaissent dans leur ensemble comme des buts bien définis. Plus des individus ou des fractions vont loin, et plus ils feront leur une grande partie de ces revendications ; et les rares personnes qui voient, dans ce qui précède, leur propre programme, se figureraient avoir ainsi établi le maximum de ce qu'on peut réclamer de la révolution.

Ces revendications, toutefois, ne sauraient en aucune manière suffire au parti du prolétariat. Tandis que les petits-bourgeois démocratiques veulent terminer la révolution au plus vite et après avoir tout au plus réalisé les revendications ci-dessus, il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été écartées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir, et que non seulement dans un pays, mais dans tous les pays régnants du monde l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour faire cesser dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans leurs mains au moins les forces productives décisives. Il ne peut s'agir pour nous de transformer la propriété privée, mais seulement de l'anéantir ; ni de masquer les antagonismes de classes, mais d'abolir les classes ; ni d'améliorer la société existante, mais d'en fonder une nouvelle. Que la démocratie petite-bourgeoise, au fur et à mesure du développement incessant de la révolution, exerce pour un temps une influence prépondérante en Allemagne, ceci ne laisse subsister aucun doute. Il s'agit donc de savoir quelle sera, à son égard, la position du prolétariat et spécialement de la Ligue :

1. Pendant que durera la situation actuelle où les démocrates petits-bourgeois sont également opprimés ;
2. Dans la prochaine lutte révolutionnaire qui leur donnera la prépondérance ;
3. Après cette lutte, aussi longtemps que durera cette prépondérance des démocrates petits-bourgeois sur les classes déchues et sur le prolétariat.

En ce moment où les petits-bourgeois démocratiques sont partout opprimés, ils prêchent en général au prolétariat l'union et la réconciliation ; ils lui tendent la main et s'efforcent de mettre sur pied un grand parti d'opposition, qui embrasserait toutes les nuances du parti démocratique ; en d'autres termes, ils s'efforcent de prendre les ouvriers au piège d'une organisation de parti où prédomine la phraséologie social-démocrate générale, qui sert de paravent à leurs intérêts particuliers et où, pour ne pas troubler la bonne entente, les revendications particulières du prolétariat ne doivent pas être formulées. Une telle union tournerait au seul avantage des petits-bourgeois démocratiques et absolument tout au

désavantage du prolétariat. Le prolétariat perdrait toute sa position indépendante, conquise au prix de tant de peines, et retomberait au rang de simple appendice de la démocratie bourgeoise officielle. Cette union doit donc être repoussée de la façon la plus catégorique. Au lieu de se ravalier une fois encore à servir de claque aux démocrates bourgeois, les ouvriers, et surtout la Ligue, doivent travailler à constituer, à côté des démocrates officiels, une organisation distincte, secrète et publique du parti ouvrier, et faire de chaque communauté le centre et le noyau de groupements ouvriers où la position et les intérêts du prolétariat seraient discutés indépendamment des influences bourgeoises.

Combien peu les démocrates bourgeois prennent au sérieux une alliance où les prolétaires auraient la même puissance et les mêmes droits qu'eux-mêmes, c'est ce que montrent par exemple les démocrates de Breslau qui, dans leur organe la Neue Oder-Zeitung, attaquent furieusement les ouvriers qu'ils appellent socialistes, groupés en organisations distinctes. S'il s'agit de livrer combat à un adversaire commun, point n'est besoin d'union particulière. Dès qu'il faut combattre directement un tel adversaire, les intérêts des deux partis coïncident momentanément ; et dans l'avenir, comme jusqu'à ce jour, cette alliance prévue simplement pour l'heure s'établira d'elle-même. Il va de soi que dans les conflits sanglants imminents, ce sont surtout les ouvriers qui devront remporter, comme autrefois, la victoire par leur courage, leur résolution, leur esprit de sacrifice. Comme par le passé, dans cette lutte, les petits-bourgeois se montreront en masse, et aussi longtemps que possible, hésitants, indécis et inactifs. Mais dès que la victoire sera remportée, ils l'accapareront, inviteront les ouvriers à garder le calme, à rentrer chez eux et à se remettre à leur travail ; ils éviteront les prétendus excès et frustreront le prolétariat des fruits de la victoire. Il n'est pas au pouvoir des ouvriers d'empêcher les démocrates petits-bourgeois d'agir ainsi ; mais il est en leur pouvoir de rendre très difficile cette montée des démocrates en face du prolétariat en armes, et de leur dicter des conditions telles que la domination des démocrates bourgeois renferme, dès son origine, le germe de sa déchéance, et que son éviction ultérieure par la domination du prolétariat s'en trouve singulièrement facilitée. Il importe surtout que les ouvriers, pendant le conflit et immédiatement après le combat, réagissent autant que faire se peut contre l'apaisement préconisé par les bourgeois et forcent les démocrates à mettre à exécution leurs présentes phrases terroristes. Leurs efforts doivent tendre à ce que l'effervescence révolutionnaire directe ne soit pas une nouvelle fois réprimée aussitôt après la victoire. Il faut, au contraire, qu'ils la maintiennent le plus longtemps possible. Bien loin de s'opposer aux prétendus excès, aux exemples de vengeance populaire contre des individus haïs ou des édifices publics auxquels ne se rattachent que des souvenirs odieux, il faut non seulement tolérer ces exemples, mais encore en assumer soi-même la direction.

Pendant et après la lutte, les ouvriers doivent en toute occasion formuler leurs propres revendications à côté de celles des démocrates bourgeois. Ils doivent exiger des garanties pour les ouvriers, dès que les bourgeois démocratiques se disposent à prendre le gouvernement en main. Il faut au besoin qu'ils obtiennent ces garanties de haute lutte et s'arrangent en somme pour obliger les nouveaux gouvernants à toutes les concessions et promesses possibles ; c'est le plus sûr moyen de les compromettre. Il faut qu'ils s'efforcent, par tous les moyens et autant que faire se peut, de contenir la jubilation suscitée par le nouvel état de choses et l'état d'ivresse, conséquence de toute victoire remportée dans une bataille de



Une séance de l'« Assemblée nationale » allemande de Francfort...

... et sa dissolution à Stuttgart (Documents R. Violet).



rue, en jugeant avec calme et sang-froid la situation et en affectant à l'égard du nouveau gouvernement une méfiance non déguisée. Il faut qu'à côté des nouveaux gouvernements officiels, ils établissent aussitôt leurs propres gouvernements ouvriers révolutionnaires, soit sous forme d'autonomies administratives locales ou de conseils municipaux, soit sous forme de clubs ou comités ouvriers, de façon que les gouvernements démocratiques bourgeois non seulement s'aliènent aussitôt l'appui des ouvriers, mais se voient, dès le début, surveillés et menacés par des autorités qui ont derrière elles toute la masse des ouvriers. En un mot, sitôt la victoire acquise, la méfiance du prolétariat ne doit plus se tourner contre le parti réactionnaire vaincu, mais contre ses anciens alliés, contre le parti qui veut exploiter seul la victoire commune.



Mais, pour pouvoir affronter de façon énergique et menaçante ce parti dont la trahison envers les ouvriers commencera dès la première heure de la victoire, il faut que les ouvriers soient armés et bien organisés. Il importe de faire immédiatement le nécessaire pour que tout le prolétariat soit pourvu de fusils, de carabines, de canons et de munitions, et il faut s'opposer au rétablissement de l'ancienne garde nationale dirigée contre les ouvriers. Là où ce rétablissement ne peut être empêché, les ouvriers doivent essayer de s'organiser eux-mêmes en garde prolétarienne, avec des chefs de leur choix, leur propre état-major, et sous les ordres non pas des autorités publiques, mais de conseils municipaux révolutionnaires formés par les ouvriers. Là où les ouvriers sont occupés au compte de l'Etat, il faut qu'ils soient armés et organisés en un corps spécial avec des chefs élus ou en un détachement de la garde prolétarienne. Il ne faut sous aucun prétexte se dessaisir des armes et des munitions, et toute tentative de désarmement doit être repoussée, au besoin par la force. Annihiler l'influence des démocrates bourgeois sur les ouvriers, procéder immédiatement à l'organisation propre des ouvriers et à leur armement et opposer à la domination, pour le moment inéluctable, de la démocratie bourgeoise, les conditions les plus dures et les plus compromettantes : tels sont les points principaux que le prolétariat et par suite la Ligue ne doivent pas perdre de vue pendant et après l'insurrection imminente.

Dès que les nouveaux gouvernements se seront quelque peu consolidés, ils engageront définitivement leur lutte contre les ouvriers. Pour pouvoir alors affronter avec force les petits-bourgeois démocratiques, il faut avant tout que les ouvriers soient organisés et centralisés dans leurs propres clubs. Après la chute des gouvernements existants, le comité central se rendra, dès que possible, en Allemagne, convoquera sans retard un congrès auquel il soumettra les propositions indispensables concernant la centralisation des clubs ouvriers sous une direction établie au siège du mouvement. La rapide organisation, au moins d'une fédération provinciale de clubs ouvriers, est un des points les plus importants pour renforcer et développer le parti ouvrier. La subversion des gouvernements existants aura pour conséquence immédiate l'élection d'une représentation nationale. Ici, le prolétariat doit veiller :

1 - A ce qu'un nombre important d'ouvriers ne soient sous aucun prétexte écartés du vote par suite d'intrigues des autorités locales ou des commissaires du gouvernement.

2 - A ce que partout, à côté des candidats démocratiques bourgeois, soient proposés des candidats ouvriers, choisis autant que possible parmi les membres de la Ligue, et pour lesquels il faudra, pour assurer leur élection, utiliser tous les moyens possibles. Même là où il n'y a pas la moindre chance de succès, les ouvriers doivent présenter leurs propres candidats, afin de sauvegarder leur indépendance, de dénombrer leurs forces et de faire connaître publiquement leur position révolutionnaire et les points de vue de leur parti. Ils ne doivent pas en l'occurrence se laisser séduire par la phraséologie des démocrates prétendant, par exemple, que l'on risque de la sorte de diviser le parti démocratique et d'offrir à la réaction la possibilité de la victoire. Toutes ces phrases ne poursuivent finalement qu'un seul but : mystifier le prolétariat. Les progrès que le parti prolétarien doit réaliser par une telle attitude indépendante sont infiniment plus importants que le préjudice qu'apporterait la présence de quelques réactionnaires dans la représentation populaire. Si, dès le début, la démocratie prend

une attitude décidée et terroriste à l'égard de la réaction, l'influence de celle-ci aux élections sera d'avance réduite à néant.

Le premier point sur lequel les démocrates bourgeois entreront en conflit avec les ouvriers portera sur l'abolition du régime féodal. Comme dans la première révolution française, les petits-bourgeois remettront aux paysans les terres féodales à titre de libre propriété ; en d'autres termes, ils voudront laisser subsister le prolétariat rural et former une classe paysanne petite-bourgeoise, qui devra parcourir le même cycle d'appauvrissement et d'endettement croissant, où le paysan français se trouve encore actuellement.

Dans l'intérêt du prolétariat rural et dans leur propre intérêt, les ouvriers doivent contrecarrer ce plan. Ils doivent exiger que la propriété féodale confisquée reste propriété de l'Etat et soit transformée en colonies ouvrières que le prolétariat rural groupé en associations exploite avec tous les avantages de la grande culture. Par là, dans le cadre des rapports déséquilibrés de la propriété bourgeoise, le principe de la propriété commune va acquérir aussitôt une base solide. De même que les démocrates font alliance avec les cultivateurs, de même les ouvriers doivent faire alliance avec le prolétariat rural. Ensuite, les démocrates chercheront directement soit à instaurer la république fédérative, soit, s'ils ne peuvent éviter la république une et indivisible, à paralyser au moins le gouvernement central en donnant aux communes et aux provinces un maximum d'indépendance et d'autonomie. A l'opposé de ce plan, les ouvriers doivent non seulement poursuivre l'établissement de la république allemande une et indivisible, mais encore essayer de réaliser, dans cette république, la centralisation la plus absolue de la puissance entre les mains de l'Etat. Ils ne doivent pas se laisser induire en erreur par tout ce que les démocrates leur racontent de la liberté des communes, de l'autonomie administrative, etc. Dans un pays comme l'Allemagne, où il reste encore à faire disparaître de si nombreux vestiges du Moyen Age et à briser tant de particularisme local et provincial, on ne saurait en aucune circonstance tolérer que chaque village, chaque ville, chaque province oppose un nouvel obstacle à l'activité révolutionnaire, dont toute la puissance ne peut émaner que du centre. On ne saurait tolérer que se renouvelle l'état de choses actuel qui fait que les Allemands sont obligés, pour un seul et même progrès, de livrer une bataille particulière dans chaque ville, dans chaque province. On ne saurait tolérer surtout qu'une forme de propriété, qui se situe encore derrière la propriété privée moderne avec laquelle, de toute nécessité, elle finit par se confondre, c'est-à-dire la propriété communale avec ses querelles inévitables entre communes riches et communes pauvres, ainsi que le droit du citoyen de l'Etat coexistant avec le droit du citoyen de la commune avec ses chicanes, se perpétue au préjudice des ouvriers, par une réglementation communale soi-disant libre. Comme en France en 1793, la réalisation de la centralisation la plus rigoureuse est aujourd'hui, en Allemagne, la tâche du parti vraiment révolutionnaire (1).

Nous avons vu comment les démocrates accèderont au pouvoir lors du prochain mouvement et comment ils seront contraints de proposer des mesures plus ou moins socialistes. La question est de savoir quelles mesures y seront opposées par les ouvriers. Il va de soi qu'au début du mouvement, les ouvriers ne peuvent encore proposer des mesures directement communistes. Mais ils peuvent :

1 - Forcer les démocrates à intervenir, sur autant de points que possible, dans l'organisation sociale existante, à en troubler la marche régu-

lière, à se compromettre eux-mêmes, à concentrer entre les mains de l'Etat le plus possible de forces productives, d'usines, de chemins de fer, etc.

2 - Ils doivent pousser à l'extrême les propositions des démocrates qui, en tout cas, ne se montreront pas révolutionnaires, mais simplement réformistes, et transformer ces propositions en attaque directe contre la propriété privée. Si, par exemple, les petits-bourgeois proposent de racheter les chemins de fer et les usines, les ouvriers doivent exiger que ces chemins de fer et ces usines soient simplement et sans indemnité confisqués par l'Etat en tant que propriété de réactionnaires. Si les démocrates proposent l'impôt proportionnel, les ouvriers réclament l'impôt progressif. Si les démocrates proposent eux-mêmes un impôt progressif modéré, les ouvriers exigent un impôt dont les échelons montent assez vite pour que le gros capital s'en trouve compromis. Si les démocrates réclament la régularisation de la dette publique, les ouvriers réclament la faillite de l'Etat. Les revendications des ouvriers devront donc se régler partout sur les concessions et les mesures des démocrates.

Si les ouvriers allemands ne peuvent s'emparer du pouvoir et faire triompher leurs intérêts de classe sans passer par toute une évolution révolutionnaire assez longue, ils ont cette fois du moins la certitude que le premier acte de ce drame révolutionnaire imminent coïncide avec la victoire directe de leur propre classe en France et s'en trouve accéléré.

Mais ils contribueront eux-mêmes à leur victoire définitive bien plus par le fait qu'ils prendront conscience de leurs intérêts de classe, se poseront dès que possible en parti indépendant et ne se laisseront pas un instant détourner — par les phrases hypocrites des petits-bourgeois démocratiques — de l'organisation autonome du parti du prolétariat. Leur cri de guerre doit être : la révolution en permanence !

Marx et Engels,  
Londres, mars 1850.

\*(1) Il faut rappeler aujourd'hui que ce passage repose sur un malentendu. A ce moment-là il était admis — grâce aux faussaires bonapartistes et libéraux de l'histoire — que la machine administrative centralisée française avait été introduite par la grande Révolution et maniée notamment par la Convention comme une arme indispensable et décisive pour vaincre la réaction royaliste et fédéraliste et l'ennemi extérieur. Mais c'est actuellement un fait connu que pendant toute la révolution, jusqu'au 18 Brumaire, l'administration générale des départements, arrondissements et communes se composait d'autorités élues par les administrés eux-mêmes qui, dans le cadre des lois générales de l'Etat, jouissaient d'une liberté complète ; que cette auto-administration provinciale et locale, semblable à ce qui se passe en Amérique, devint précisément le plus puissant levier de la révolution, et cela à un tel point que Napoléon, immédiatement après son coup d'Etat du 18 Brumaire, s'empressa de la remplacer par le régime préfectoral encore en vigueur de nos jours, et qui fut dès le début un instrument de réaction. Mais tout aussi peu que l'auto-administration provinciale et locale est en contradiction avec la centralisation politique nationale, tout aussi peu elle est liée nécessairement à cet égoïsme borné cantonal ou communal qui nous choque tellement en Suisse, et qu'en 1849 tous les républicains fédératifs de l'Allemagne du Sud voulaient établir comme règle en Allemagne. (Note d'Engels pour l'édition de l'Adresse à la Ligue dans le livre de Marx *Révélations sur le procès des communistes de Cologne*, paru à Zurich en 1885.)

## après 1848 : essor et puissance du mode de production capitaliste

Ce n'était qu'une première esquisse de la théorie de la révolution permanente, et elle n'allait pas être développée ultérieurement par Marx et Engels. Il fallut attendre les années précédant plus immédiatement la révolution russe de 1905 pour que Trotsky la reprenne et la développe. C'est que, au contraire de ce que Marx et Engels estimaient en 1850, une nouvelle période révolutionnaire ne s'ouvrit pas rapidement. Tout aussi réactionnaire, ainsi que la révolution de 1848 l'avait montré, la bourgeoisie n'en donna pas moins une gigantesque impulsion au développement des forces productives entre 1850 et 1890. Engels devait s'en expliquer clairement dans la préface qu'il écrivit à la brochure de Marx « Les Luites de classes en France (1848-1850) » :

« Lorsque éclata la révolution de Février, nous étions tous, en ce qui concernait nos idées sur les conditions et le cours des mouvements révolutionnaires, sous la hantise de l'expérience historique antérieure, et notamment de celle de la France. N'était-ce pas précisément de cette dernière qui, depuis 1789, avait dominé sur toute l'histoire de l'Europe, qu'était parti encore maintenant le signal du bouleversement général ? Aussi était-il évident et inévitable que nos idées sur la nature et la marche de la révolution « sociale » proclamée à Paris en février 1848, de la révolution du prolétariat, fussent fortement teintées des souvenirs des modèles de 1789 et de 1830 ! Et, notamment, lorsque le soulèvement de Paris trouva son écho dans les soulèvements victorieux de Vienne, Milan, Berlin, lorsque toute l'Europe jusqu'à la frontière russe fut entraînée dans le mouvement, lorsqu'ensuite se livra en juin à Paris la première grande bataille pour le pouvoir entre le prolétariat et la

bourgeoisie, lorsque la victoire même de sa classe ébranla la bourgeoisie de tous les pays au point qu'elle se réfugia à nouveau dans les bras de la réaction monarchiste-féodale qui venait seulement d'être renversée, il ne pouvait plus y avoir dans les circonstances d'alors de doute pour nous que le grand combat décisif avait commencé, qu'il faudrait le livrer dans une seule période révolutionnaire de longue durée et pleine d'alternatives, mais qu'il ne pouvait se terminer que par la victoire définitive du prolétariat.

Après les défaites de 1849, nous ne partagions nullement les illusions de la démocratie vulgaire groupée autour des gouvernements provisoires futurs *in partibus*. Celle-ci comptait sur une victoire prochaine, décisive une fois pour toutes, du « peuple » sur les « oppresseurs », nous sur une longue lutte, après l'éloignement des « oppresseurs », entre les éléments antagoniques cachés précisément dans ce « peuple ». La démocratie vulgaire attendait le nouveau déclenchement du jour au lendemain ; dès l'automne de 1850, nous déclarions que la première tranche au moins de la période révolutionnaire était close et qu'il n'y avait rien à attendre jusqu'à l'explosion d'une nouvelle crise économique mondiale. C'est pourquoi nous fûmes mis au ban comme des traîtres à la révolution par les mêmes gens qui, par la suite, ont fait presque sans exception leur paix avec Bismarck, pour autant que Bismarck trouva qu'ils en valaient la peine.

L'histoire nous a donné tort à nous et à tous ceux qui pensaient de façon analogue. Elle a montré clairement que l'état du développement économique sur le continent était encore alors bien loin d'être mûr pour la

suppression de la production capitaliste ; elle l'a prouvé par la révolution économique qui depuis 1848 a gagné tout le continent et qui n'a véritablement acclimaté qu'à ce moment la grande industrie en France, en Autriche, en Hongrie, en Pologne et dernièrement en Russie, et fait vraiment de l'Allemagne un pays industriel de premier ordre — tout cela sur une base capitaliste, c'est-à-dire encore très capable d'extension en 1848. Or, c'est précisément cette révolution industrielle qui, la première, a partout fait la lumière dans les rapports de classes, supprimé une foule d'existences intermédiaires provenant de la période manufacturière et dans l'Europe orientale issues même des corps de métier, engendrant une véritable bourgeoisie et un véritable prolétariat de grande industrie et les poussant l'un et l'autre au premier plan du développement social. Mais c'est à ce moment seulement que la lutte de ces deux grandes classes qui, en 1848, en dehors de l'Angleterre, ne se produisit qu'à Paris et tout au plus dans quelques grands centres industriels, s'élargit à toute l'Europe, prenant une intensité encore inimaginable en 1848. Alors, c'étaient les nombreux Evangiles fumeux de sectes avec leurs panacées, aujourd'hui c'est la seule théorie de Marx universellement reconnue, d'une clarté transparente et formulant de façon tranchante les fins dernières de la lutte ; alors, c'étaient les masses divisées et distinctes selon les localités et les nationalités, reliées seulement par le sentiment des souffrances communes, peu développées, perplexes, ballottées entre l'enthousiasme et le désespoir, aujourd'hui la seule grande armée internationale des socialistes, progressant sans cesse, croissant chaque jour en nombre, en organisation, en discipline, en clairvoyance et certitude de victoire.

Même si cette puissante armée du prolétariat n'a toujours pas encore atteint le but, si, bien loin de remporter la victoire d'un seul grand coup, il faut qu'elle progresse lentement de position en position dans un combat dur, obstiné, la preuve est faite une fois pour toutes qu'il était impossible en 1848 de conquérir la transformation sociale par un simple coup de main. »

Dans l'introduction à « La Critique de l'économie politique », Marx devait donner le contenu scientifique de ce que Engels explique : « Une société ne disparaît jamais avant d'avoir développé toutes les forces productives qu'elle est capable de contenir. »

Encore faut-il, bien entendu, ne pas réduire le développement des forces productives au seul accroissement de la production et à l'accumulation du capital. Nous y reviendrons. En réalité, c'est au cours de cette époque que le mode de production capitaliste a réalisé pleinement ce que Marx définit comme étant son rôle historiquement progressiste, indispensable, dans « Le Manifeste du Parti communiste », qui date de 1848.

---

## DE MULTIPLES BOULEVERSEMENTS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

---

Loin d'être une époque de rapports sociaux et politiques calmes et harmonieux, cette époque a connu de multiples bouleversements nationaux et internationaux. En Europe, l'unité de l'Allemagne, sauf l'Autriche, l'indépendance et l'unité nationales de l'Italie ont été réalisées. De nombreuses nationalités se sont éveillées à la conscience nationale et ont engagé la lutte pour l'indépendance nationale. Aux Etats-Unis, la victoire du Nord a assuré définitivement la constitution de la nation américaine au cours de la guerre de Sécession. Il n'est pas jusqu'au Japon où, en 1868, la « révolution Meiji » renversa le pouvoir de la vieille maison des Tokugawa pour assurer les conditions politiques du développement capitaliste. La force motrice de ces bouleversements fut au fond la force expansive du mode de production capitaliste développant puissamment les forces productives et renversant les obstacles à son extension dans chaque pays et mondialement. Mais, sauf aux Etats-Unis, l'agent politique direct n'en fut en aucun cas la bourgeoisie elle-même. C'est sous l'égide de la bureaucratie, de l'aristocratie et du pouvoir royal prussien que l'unité de l'Allemagne

fut réalisée au moyen de trois guerres, la première contre le Danemark, la deuxième contre l'Autriche, la troisième contre la France. Ainsi fut constitué le II<sup>e</sup> Reich que l'Assemblée nationale de Frankfurt de 1848-1849, complètement faillie, avait été incapable de constituer.

Engels décrit ainsi les rapports entre le gouvernement et la bourgeoisie en Allemagne au cours de cette période :

« La suppression du féodalisme, si nous voulons nous exprimer positivement, signifie l'instauration du régime bourgeois. Au fur et à mesure que les privilèges aristocratiques tombent, la législation devient bourgeoise. Et ici nous nous trouvons au cœur même des rapports de la bourgeoisie allemande avec le gouvernement. Nous avons vu que le gouvernement fut contraint d'introduire ces lentes et médiocres réformes. Mais à la bourgeoisie il présenta chacune de ces petites concessions comme un sacrifice fait aux bourgeois, comme une concession arrachée avec beaucoup de peine à la couronne, concession en échange de laquelle les bourgeois devaient à leur tour accorder quelque chose au gouvernement. Et les bourgeois, quoique sachant assez bien à quoi s'en tenir là-dessus, acceptent la duperie. D'où cette convention tacite qui, à Berlin, est à la base de tous les débats au Reichstag et à la Chambre. D'une part, le gouvernement, à une allure d'escargot, réforme les lois dans le sens des intérêts de la bourgeoisie ; écarte les obstacles créés au développement de l'industrie par la féodalité et le particularisme des petits Etats ; établit l'unité de la monnaie, de poids et de mesures ; introduit la liberté professionnelle et de circulation, mettant ainsi à la disposition complète et illimitée du capital la main-d'œuvre de l'Allemagne ; favorise le commerce et la spéculation. D'autre part, la bourgeoisie abandonne au gouvernement tout le pouvoir politique effectif ; vote les impôts et les emprunts ; lui accorde les soldats et l'aide à donner aux nouvelles réformes une forme légale telle que le vieux pouvoir policier garde toute sa force à l'égard des personnes sujettes à caution. La bourgeoisie achète son émancipation sociale graduelle au

prix d'une renonciation immédiate à son propre pouvoir politique. Naturellement, le principal motif qui rend une telle convention acceptable pour la bourgeoisie, ce n'est pas sa peur du gouvernement, mais du prolétariat. »

L'indépendance et l'unité de l'Italie ne se sont pas réalisées sous l'action révolutionnaire de la bourgeoisie, mais par le jeu de la maison de Savoie contre l'Autriche, en s'appuyant en un premier temps sur la France de Napoléon III.

Sous l'impulsion de Cavour, le Piémont a participé à la guerre de Crimée. Inquiète des intrigues que Napoléon III et Cavour nouaient, l'Autriche a déclaré la guerre au Piémont. Napoléon III n'attendait que l'occasion d'intervenir. L'armée française battit les Autrichiens à Solferino et à Magenta. Mais appéuré par les soulèvements qui commençaient en Italie contre le joug de l'Autriche, Napoléon III négocia par-dessus la tête de son allié piémontais avec les Autrichiens. Le traité de Villa Franca accorda la Lombardie à la France, qui la recéda au Piémont, celui-ci cédant en contrepartie à la France la Savoie et le comté de Nice.

Mais le 11 mai 1860, Garibaldi débarquait en Sicile, s'emparait de Palerme le 27 et constituait un gouvernement provisoire. Le 7 septembre, il entra à Naples et menaçait de marcher sur Rome. Mais il s'inclina devant Cavour qui ne voulait pas de complications avec Napoléon III, protecteur du pape et de ses Etats. Le 26 octobre 1860, Garibaldi rencontra le roi du Piémont Victor-Emmanuel et le salua comme roi d'Italie. Le 21 octobre, l'ancien royaume des Deux-Siciles se ralliait au roi du Piémont ; les 4 et 5 novembre, Marches et Ombrie proclamaient leur rattachement au royaume. Le 24 mars 1861, Victor-Emmanuel II se proclamait roi d'Italie.

L'unité de l'Italie n'était pas encore réalisée. Il manquait la Vénétie, le Haut-Adige, et surtout Rome. Alliée à la Prusse contre l'Autriche en 1866, bien que battue, l'Italie signait une paix séparée avec elle. Par la médiation de Napoléon III, elle recevait la Vénétie. Par contre, Napoléon III envoyait en 1867 un corps expéditionnaire contre une opération de Gari-

baldi qui marchait sur Rome. Le général Fally écrasa les garibaldiens le 3 novembre 1867 à Montana. Mais le 4 septembre 1870, à la suite de la défaite de Sedan dans la guerre contre la Prusse, le Second Empire s'effondrait. Victor-Emmanuel donna alors l'ordre de marcher sur Rome, qui fut investie le 20 septembre. Le 2 août 1871, un plébiscite sanctionna l'annexion. L'unité de l'Italie était réalisée. Rome devenait la capitale.

Au Japon, la « révolution Meiji » a été réalisée par une partie de la noblesse contre une autre partie avec le soutien de la faible bourgeoisie commerçante. Le pouvoir politique sera exercé par une nouvelle oligarchie qui gardera vivante une grande partie de l'héritage du passé féodal.

Ainsi ce sont les vieilles institutions monarchiques qui ont réalisé, en lieu et place de la bourgeoisie, les réformes indispensables au développement capitaliste.

Evidemment, toute la société est restée imprégnée, corsetée, à des degrés divers, par l'héritage du passé monarchique et aristocratique. Les réformes de nature bourgeoise se sont combinées à ce vieux fatras qui n'avait plus aucune raison d'être, sinon la couardise de la bourgeoisie. Par peur du prolétariat, « la bourgeoisie abandonnait sa puissance politique pour conserver sa puissance sociale ».

---

## APRES 1848 : LE PROLETARIAT, SES TÂCHES, LA REVOLUTION

---

Le prolétariat, lui, ne restait pas inactif. Il s'organisait et combattait. C'est l'époque où le mouvement ouvrier, syndicats et partis, se construit. En 1864, la 1<sup>re</sup> Internationale est fondée à Londres.

Sa dissolution, après la défaite de la Commune, marqua en réalité un nouveau départ dans la construction du mouvement ouvrier. La formation de la social-démocratie allemande impulsa la constitution de partis socialistes en Europe. Partout se construisirent de puissants syndicats, et bientôt

se formèrent des centrales syndicales nationales. C'est le mouvement ouvrier qui a arraché les libertés et droits démocratiques élémentaires dont la bourgeoisie a elle-même profité : droit de presse, d'organisation. C'est lui qui a combattu pour les libertés politiques, le suffrage universel, dans la plupart des pays.

Dans l'introduction qu'il écrivit en 1891 à l'ouvrage célèbre de Marx « La Guerre civile en France », Engels dégage tout à la fois le caractère prolétarien et l'échec régulier des révolutions parisiennes, ce qui sera vrai jusqu'à la Commune :

« Le développement économique et politique de la France depuis 1789 a fait que, depuis 50 ans, aucune révolution n'a pu éclater à Paris sans revêtir un caractère prolétarien, de sorte qu'après la victoire le prolétariat, qui l'avait achetée de son sang, entraînait en scène avec ses revendications propres. Ces revendications étaient plus ou moins fumeuses, et même confuses, selon le degré de maturité atteint par les ouvriers parisiens, mais, en définitive, elles visaient toutes à la suppression de l'antagonisme de classe entre capitalistes et ouvriers. Comment la chose devait se faire, à vrai dire on ne le savait pas. Mais à elle seule, si indéterminée qu'elle fût encore dans sa forme, la revendication contenait un danger pour l'ordre social établi : les ouvriers qui la posaient étaient encore armés ; pour les bourgeois qui se trouvaient au pouvoir, le désarmement des ouvriers était donc le premier devoir. Aussi, après chaque révolution, acquise au profit du sang des ouvriers, éclate une nouvelle lutte qui se termine par la défaite de ceux-ci. »

Entre 1848 et 1890, des situations et crises révolutionnaires se sont produites, des révolutions ont eu lieu. Le plus glorieux exemple sera la Commune de Paris, en 1871. Pour la première fois, le prolétariat prenait le pouvoir. Ce fut, selon l'expression de Marx, « la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat » que le pouvoir institué par la Commune. La Commune a en outre été une remarquable illustration de la théorie de la révolution permanente. La dictature

du prolétariat réalise conjointement des tâches démocratiques et s'engage sur la voie de la réalisation d'objectifs purement prolétariens : séparation de l'Eglise et de l'Etat ; instruction laïque et obligatoire, abolition du travail de nuit, organisation du travail et de la production sous la responsabilité des ouvriers qui se réunissent en associations coopératives, puis en une seule grande coopération.

Mais la Commune a été le résultat d'une conjoncture particulière à la France : effondrement de l'empire ; défaite au cours de la guerre franco-allemande ; armement du prolétariat à Paris dans le cadre de la Garde nationale constituée au cours du siège de Paris ; tension particulière des rapports entre les classes au cours et à la suite du siège de Paris ; retrait de Paris du pouvoir politique bourgeois, fortement déstabilisé par la chute de l'empire et la défaite, après la provocation que constituait la tentative avortée de saisir les canons de la Garde nationale parqués à Montmartre. Une fois la Commune constituée, la révolution en action, Marx et Engels firent tout ce qui était en leur pouvoir pour qu'elle soit victorieuse, mais ils redoutaient qu'elle s'engage.

Ils savaient, ainsi que le prouvent les écrits d'Engels, que « la Commune se lançait à l'assaut du ciel ». Ils savaient que n'existaient pas encore les conditions générales de la victoire de la révolution prolétarienne.

Vingt ans après la Commune, Engels écrivait dans la préface de « La Lutte des classes en France » déjà citée :

« Le temps des coups de main, des révolutions exécutées par de petites minorités conscientes à la tête des masses inconscientes, est passé. Là où il s'agit d'une transformation complète des organisations sociales, il faut que les masses elles-mêmes y coopèrent, qu'elles aient déjà compris elles-mêmes de quoi il s'agit, pour quoi elles interviennent (avec leur corps et avec leur vie). Voilà ce que nous a appris l'histoire des cinquante dernières années. Mais pour que les masses comprennent ce qu'il y a à faire, un travail long, persévérant, est nécessaire ; c'est précisément ce travail que nous faisons maintenant, et cela avec un succès

qui plonge dans le désespoir nos adversaires.

Dans les pays romans aussi on comprend de plus en plus qu'il faut réviser l'ancienne tactique. Partout, [le déclenchement sans préparation de l'attaque est mis à l'arrière-plan, partout] on a imité l'exemple allemand de l'utilisation du droit de vote, de la conquête de tous les postes qui nous sont accessibles, [sauf si les gouvernements nous provoquent ouvertement à la lutte]. En France, où pourtant le terrain est miné depuis plus de cent ans par des révolutions successives, où il n'y a pas de parti qui n'ait eu sa part de conspirations, d'insurrections et d'autres actions révolutionnaires de toutes sortes, en France où, par conséquent, l'armée n'est pas sûre du tout pour le gouvernement et où en général les circonstances sont beaucoup plus favorables pour un coup de main insurrectionnel qu'en Allemagne — même en France les socialistes comprennent de plus en plus qu'il n'y a pas pour eux de victoire durable possible, à moins de gagner auparavant la grande masse du peuple, c'est-à-dire ici les paysans. Le travail lent de propagande et l'activité parlementaire sont reconnus là aussi comme la tâche immédiate du parti. Les succès n'ont pas manqué. Non seulement on a conquis toute une série de conseils municipaux ; aux Chambres siègent cinquante socialistes et ceux-ci ont déjà renversé trois ministères et un président de la République. En Belgique, les ouvriers ont arraché l'année dernière le droit de vote et triomphé dans un quart des circonscriptions électorales. En Suisse, en Italie, au Danemark, voire même en Bulgarie et en Roumanie, les socialistes sont représentés au Parlement. En Autriche, tous les partis sont d'accord pour dire qu'on ne saurait nous fermer plus longtemps l'accès du Reichsrat (*Conseil d'Empire*). Nous y entrerons, c'est une chose certaine, on se querelle seulement sur la question de savoir par quelle porte. Et même si en Russie le fameux *Zemski Sobor* se réunit, cette Assemblée nationale contre laquelle se cabre si vainement le jeune Nicolas, même là nous pouvons compter avec certitude que nous y serons représentés également.



Il est bien évident que nos camarades étrangers ne renoncent nullement pour cela à leur droit à la révolution. »

On ne peut expliquer plus clairement que l'époque (qui se termine

d'ailleurs) est celle de l'organisation du prolétariat comme classe, de la lutte pour gagner des positions, arracher des réformes. Ce dont il s'agit c'est de se préparer, de s'organiser, en vue d'une nouvelle époque en gestation, laquelle sera l'époque de la révolution prolétarienne.

---

## du capitalisme libéral à l'impérialisme

---

Avec des différenciations d'un pays à l'autre, le point culminant du développement de la libre concurrence peut se situer dans les années 1860-1880. Il faut attendre la crise de 1873 pour que les cartels monopolistes commencent à prendre un large développement, tout en restant encore l'exception. C'est la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et la crise de 1900-1903 qui font des cartels l'une des bases de la vie économique. Pour l'Europe, Lénine a démontré dans « L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme » que le moment où la nouvelle phase du capitalisme s'est définitivement substituée à l'ancienne ne peut être située avant le début du XX<sup>e</sup> siècle.

De même, le processus de fusion du capital bancaire et du capital industriel et de constitution de l'oligarchie financière sur la base du capital financier — dont Lénine fait la deuxième grande caractéristique de l'impérialisme — ne trouve-t-il son commencement que dans les années 1890, avant d'être énormément accéléré par la crise de 1900. En Allemagne, il note que les six grandes banques berlinoises ont 42 établissements en 1895, 80 en 1900, 450 en 1911. Les trois grandes banques françaises, qui ont 427 millions de francs en dépôt en 1870, en auront 1 245 en 1890, 4 363 en 1909. L'exportation des capitaux et le partage du monde entre les groupes capitalistes ne débutent guère non plus avant 1900.

En 1885 se réunit la Conférence de Berlin, qui partage l'Afrique en zones entre les grandes puissances capitalistes européennes. L'extension territo-

riale des colonies européennes, qui a déjà commencé au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, prend tout son essor à partir de 1890. 10,8 % du sol de l'Afrique est colonisé en 1876, 90,4 % en 1900. Lénine note qu'à l'apogée de la libre concurrence en Angleterre, entre 1840 et 1870, les dirigeants politiques bourgeois du pays se déclaraient en principe contre la politique coloniale.

Le capitalisme n'est devenu l'impérialisme capitaliste qu'à un degré très élevé de son développement. Il n'est apparu comme tel que lorsque se sont formés et pleinement révélés les traits d'une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur, c'est-à-dire dans l'ensemble au tout début du XX<sup>e</sup> siècle.

Le capitalisme libéral se transforme à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en son contraire, le capitalisme de monopole. L'impérialisme, stade particulier du mode de production capitaliste, manifeste sa fossilisation. Il commence à pourrir et à dégénérer. Mais il faudra attendre 1916 pour que Lénine dégage, dans sa brochure « L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme », de façon systématique ses caractéristiques essentielles. Lénine qualifie ce nouveau stade du capitalisme comme celui de la « réaction sur toute la ligne ». Mais, dans cet ouvrage capital, Lénine explique aussi que l'époque de l'impérialisme est celle de la révolution prolétarienne. « L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme » est un apport décisif à la compréhension dans toute sa plénitude de l'« époque des guerres et des révolutions ».

La conscience retarde toujours sur la vie. En 1905, au moment où Trotsky commencera à élaborer la théorie de la révolution permanente, les traits de la nouvelle époque du capitalisme qui commence à peine ne sont pas encore totalement dégagés. La première guerre impérialiste européenne et mondiale va les dégager totalement. C'est pourquoi, dans sa brochure, Lénine peut formuler les caractéristiques qui distinguent fondamentalement cette époque du capitalisme de l'époque précédente, celle du capitalisme libéral.

Avec la constitution des monopoles, la constitution du capitalisme financier, la lutte pour le partage et le repartage du monde entre pays impérialistes, commence la putréfaction du capitalisme ; le parasitisme du mode de production capitaliste devient son aspect dominant ; le militarisme et la guerre deviennent des exigences économiques. Le dilemme historique socialisme ou barbarie se pose en termes brûlants. L'époque de l'impérialisme est également celle de la révolution prolétarienne. Il n'est d'autre solution, non seulement à l'échelle de chaque pays, mais à celle du monde.

Le mode de production capitaliste est un mode de production mondial qui a établi le marché mondial et la division internationale du travail. Il ne peut être remplacé que par un mode de production qui, lui étant supérieur, intègre le caractère mondial des rapports économiques en les débarrassant des contradictions inhérentes au mode de production capitaliste, lesquelles proviennent de l'appropriation privée des moyens de production et de l'étroitesse des frontières nationales qui étouffent le développement des forces productives. Ainsi que Trotsky l'a expliqué, la guerre impérialiste marque la révolte des forces productives contre l'étroitesse des rapports de production bourgeois, des frontières nationales. La révolution prolétarienne est également une expression de la révolte des forces productives contre l'étroitesse des rapports de production bourgeois et des frontières nationales, mais positive. C'est donc de la révolution prolétarienne qu'il s'agit pour échapper à la barbarie, ouvrir la voie qui conduit au socialisme. La révolution prolétarienne mondiale est

devenue à l'époque impérialiste une impérieuse nécessité : la seule solution.

Lénine lui-même, nous l'avons dit, ne synthétise les grands traits de l'impérialisme qu'en 1916. Il est évident qu'en 1905, tout était loin d'être clair, et, entre 1905 et 1917, toute une polémique a traversé le mouvement révolutionnaire, au centre de laquelle est la théorie de la révolution permanente, et qui tourne autour de la question : quelle sera la nature de la révolution à venir en Russie après 1905, quelles en seront ou quelle en sera la force motrice, quelles tâches aura-t-elle à accomplir ; en un mot, sera-t-elle une révolution bourgeoise ou une révolution prolétarienne et, partant, quels mots d'ordre les révolutionnaires doivent-ils avancer ?

---

### LA QUESTION NATIONALE, LES REFORMES DEMOCRATIQUES, UN ASPECT DU DEVELOPPEMENT COMBINE MAIS INEGAL DU CAPITALISME A SON EPOQUE LIBERALE

---

Mais avant d'examiner les positions des uns et des autres, il n'est pas inutile de revenir sur la façon dont le capitalisme, la bourgeoisie, tout en constituant le marché mondial, la division internationale du travail, ont donné une impulsion à la constitution de nations, aux questions de l'unité et de l'indépendance nationales, qui ont une importance essentielle y compris à notre époque.

Dès son origine, le mode de production capitaliste donne une fantastique impulsion à la constitution de nations dans les pays où il prend son essor. La lutte pour l'indépendance et l'unité nationales sera au centre de l'action révolutionnaire des bourgeoisies à la tête du développement capitaliste : en Hollande dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle et au début du XVII<sup>e</sup> siècle, en Angleterre, aux Etats-Unis et en France au XVIII<sup>e</sup> siècle. La bourgeoisie abat tous les obstacles qui s'opposent à l'indépendance et à l'unité de la nation.

Bien que, comme nous l'avons vu, la bourgeoisie ait été incapable après 1848 (les Etats-Unis exceptés), par peur du prolétariat, de mener la lutte pour l'unité et l'indépendance nationales et les réformes démocratiques essentielles, dans les pays où se produit un puissant essor capitaliste, les obstacles à l'unité et à l'indépendance nationales sont renversés et certaines réformes de caractère démocratique réalisées.

Comme le dit Engels :

« La suppression du féodalisme signifie l'instauration du régime bourgeois. Au fur et à mesure que les privilèges aristocratiques tombent, la législation devient bourgeoise. »

Il en est ainsi en Allemagne, en Italie, dans l'Europe du Nord, en Autriche, en Hongrie, au Japon. Cependant, le fait que cela se produise dans le cadre des vieux Etats aristocratiques, héritage de la féodalité, n'en aura pas moins d'énormes conséquences. La même tendance se manifeste dans tous les pays d'Europe, y compris en Russie où le servage est aboli en 1861. Comme pour le Japon, sous d'autres formes, ouvrir la voie au développement capitaliste est une question de vie ou de mort pour l'Etat tsariste et y compris pour les vieilles classes aristocratiques dominantes.

Dans toute l'Europe du Sud-Est, l'Empire ottoman se désagrège et la lutte pour l'indépendance nationale des peuples de cette partie de l'Europe s'éveille.

Cependant, dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, déjà, derrière les luttes pour l'unité et l'indépendance nationales, se profilent les grandes puissances européennes qui les utilisent pour établir des zones d'influence. Ainsi, en 1829, l'Empire ottoman était contraint d'accorder leur indépendance à la Serbie et à la Grèce, mais sous la pression des grandes puissances ces pays devenaient l'enjeu de luttes d'influence entre l'Angleterre et la France d'une part, l'Autriche et la Russie de l'autre. A la suite de la guerre de Crimée contre les Russes, le Second Empire favorise la formation de la Roumanie comme Etat indépendant. Inversement, la Russie impose la constitution de la Bulgarie à la suite de la guerre

contre la Turquie (1877). L'indépendance de la Roumanie et de la Bulgarie sera reconnue au Congrès de Berlin de 1878, mais également l'occupation de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche. Les guerres balkaniques de 1912 et 1913 tournent autour des questions des nationalités, mais par derrière ce sont les grandes puissances impérialistes européennes qui agissent.

Dans tous ces pays, en aucun cas il n'est possible de parler de révolution bourgeoise. Nul part les réformes démocratiques, et notamment la réforme agraire, ne seront réalisées. Les grandes puissances — Autriche, Prusse, Russie — se sont partagées la Pologne, une dernière fois, en 1795. C'est la conjonction de leurs intérêts communs sur cette question qui amène la défaite des insurrections pour l'indépendance de 1831, de 1863.

C'est la défaite de l'Autriche à Sadowa, en 1866, qui oblige l'Autriche à accorder son autonomie à la Hongrie en 1867. Ce compromis est réalisé contre le pouvoir impérial et les représentants de l'aristocratie hongroise. L'empire devient une double monarchie autrichienne et hongroise. La Hongrie dispose de ses propres organes politiques, de son propre gouvernement.

Dans tous ces pays où les bourgeoisies n'acquièrent pas la même puissance économique et sociale que dans les pays dominants d'Europe et aux Etats-Unis, où en quelque sorte elles se développent de façon subordonnée au développement capitaliste des pays capitalistes dominants, elles ne sont pas capables, avant même l'époque impérialiste, de jouer un rôle à la manière de la bourgeoisie allemande et de la bourgeoisie italienne.

L'impuissance de ces bourgeoisies retardataires, dont le développement est subordonné au mode de production capitaliste dans les pays moteurs et dominants de ce mode de production, est particulièrement illustré par l'exemple de l'Espagne. Depuis son invasion par les troupes de Napoléon 1<sup>er</sup> en 1807, l'Espagne n'a cessé de souffrir d'une instabilité sociale et politique chronique. En septembre 1868, une révolution chasse du trône la reine Isabelle II. Mais la bourgeoisie est incapable d'ouvrir une quelconque

issue politique et sociale unificatrice de l'Espagne. C'est le général Prim qui prend le pouvoir, il maintient la structure de l'Etat monarchique. Bientôt un nouveau roi le remplace, mais il doit abdiquer et, le 11 février 1873, les Cortès proclament la république.

Mais cette république se dresse contre la réforme agraire, contre la réforme communale, contre l'indépendance de Cuba soulevé, contre la constitution d'une milice populaire et pour le maintien de l'armée classique, pour le maintien de la puissance temporelle de l'Eglise. Après cela, la Constitution votée par l'Assemblée nationale élue le 10 mai, considérée comme ultra-démocratique par la majorité républicaine, ne pouvait répondre aux aspirations des masses. De là le soulèvement connu sous le nom de « communaliste ». En Andalousie, des « juntas » locales prennent le pouvoir. Elles ordonnent la fermeture des églises, la confiscation des biens du clergé, l'armement du peuple, et les paysans s'emparent de la terre.

Le mouvement était dirigé par la petite bourgeoisie radicale, appuyée par les anarchistes. En France, la petite bourgeoisie, à la tête des masses populaires, avait balayé définitivement les restes de la monarchie et du régime aristocratique en 1793-1794. Elle avait constitué définitivement la nation française, imposé une dictature centralisée lui permettant de vaincre toutes les révoltes contre-révolutionnaires et de faire face à l'Europe monarchique coalisée. En Espagne, la petite bourgeoisie de 1873 était bien incapable d'armer les masses d'un programme comparable, détruisant l'Etat monarchique et constituant un nouvel Etat, forgeant une nation. Elle ne sut rien faire d'autre que de constituer des juntas locales, sans liens entre elles, disloquées. De là la ruine de la révolution communaliste. Rapidement, le pouvoir central écrasa une à une les juntas. Le dernier flot de résistance tomba le 11 janvier 1874 à Carthagène. Ce même mois, un coup d'Etat militaire renversa la république. Le 29 décembre 1874, un nouveau coup d'Etat militaire restaura la monarchie et Alphonse XII devint roi. L'impuissance de la petite bourgeoisie espagnole et sa faillite traduisaient

l'impasse et l'impuissance de la bourgeoisie en Espagne. Et cela dès les années 1860-1870.

Donc, à l'époque la plus progressiste du mode de production capitaliste, alors que partout il forçait d'une façon ou d'une autre les obstacles qui s'opposaient à son extension, le développement combiné mais inégal de ce mode de production se traduisait concrètement par l'affirmation de la puissance des bourgeoisies d'un certain nombre de pays dominants, en Europe même, par la subordination à celles-ci des autres bourgeoisies. Pas plus en Europe qu'ailleurs, les bourgeoisies retardataires ou malvenues (Espagne) n'ont été capables d'accomplir par leurs propres moyens les tâches d'unité et d'indépendance nationales, de constitution de nation, de réaliser les tâches démocratiques radicales. Dans les pays les plus arriérés économiquement et politiquement, où les questions nationales ne sont pas résolues, sous la couverture de la solution des questions nationales, ce sont les intérêts des grandes puissances qui s'expriment. En cas d'indépendance apparente, les questions nationales ne sont pas résolues et encore moins les réformes démocratiques accomplies. Pour ce qui est de l'ensemble du monde, l'extension du mode de production capitaliste se réalise sous la forme de la colonisation, et la constitution de bourgeoisies dans ce cadre. Tout cela déjà à l'époque du capitalisme libéral. La colonisation économique épouse parfois les anciennes conquêtes coloniales — par exemple pour l'Angleterre, les Indes, le Canada, etc., ou de nouvelles conquêtes coloniales — l'Indonésie pour la Hollande.

Pour la France, l'Afrique depuis 1830 avec le Sénégal, puis l'Indochine où, dès 1858 et 1861, les Français s'installent à Saïgon et dans le delta du Mékong.

Mais la colonisation économique se développe tout aussi bien sous la couverture de l'indépendance politique formelle : l'Amérique du Sud en est l'exemple.

Elle se développe à la suite d'expéditions qui imposèrent comme en Chine la libre pénétration des marchandises des pays capitalistes les plus puissants.

Ainsi dès cette époque, le développement capitaliste se réalise sous l'impact et en fonction du développement capitaliste des pays capitalistes dominants : la bourgeoisie de ces pays est dès ce temps organiquement dépendante d'une économie capitaliste dont le cœur et les forces motrices dominantes se concentrent en quelques pays d'Europe et aux Etats-Unis, qui se subordonnent le monde entier.

### QUELLE REVOLUTION ? POLEMIQUE AU SEIN DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE

A l'époque de l'impérialisme, le mode de production capitaliste perd tout caractère progressiste, ainsi que Lénine l'a établi.

Dès 1905, derrière les discussions sur la nature de la révolution russe, se posaient les questions suivantes :

— alors que là même où le capitalisme se développe puissamment, en Allemagne par exemple, la bourgeoisie n'a pas été capable de réaliser par ses propres moyens les tâches nationales et démocratiques, que même dans ces pays elles sont inachevées ;

— alors que dès l'époque du capitalisme libéral, dans les pays économiquement et politiquement arriérés, les bourgeoisies deviennent ou se constituent comme satellites de celles des pays capitalistes dominants ;

quelle est la classe qui, en Russie, peut accomplir les tâches nationales et démocratiques : la bourgeoisie ou le prolétariat ? Par suite, quelle est la nature de classe de la révolution, et peut-elle être limitée à la réalisation des tâches nationales et démocratiques ? En quelques mots : en Russie, la révolution sera-t-elle bourgeoise ou prolétarienne ?

Le point de vue des mencheviks était que la révolution à venir serait une révolution bourgeoise, aboutissant au transfert du pouvoir à la bourgeoisie, créant les conditions d'un régime parlementaire bourgeois. Pour Plékhanov, il faut que la Russie passe par les voies que l'Occident a empruntées, le rattrape, fasse sa révolution bourgeoise. La bourgeoisie libérale

devra donc forcément diriger la révolution à venir, et l'alliance — en fait la subordination — du prolétariat avec cette bourgeoisie libérale est indispensable : le parti du prolétariat sera l'aile gauche du front démocratique. Une telle incompréhension des particularités du développement capitaliste en Russie et du développement capitaliste mondial devait finir comme on sait. A force de rechercher la direction bourgeoise démocratique devant prendre la tête de la révolution à venir et n'en trouvant point quand celle-ci survint, les mencheviks tentèrent d'en assumer eux-mêmes la fonction.

Lénine et les bolcheviks ne posaient pas le problème de cette façon. Ils avaient certes en commun avec les mencheviks que l'on ne pourrait passer par-dessus l'étape démocratique bourgeoise de la révolution à venir, que l'on ne pourrait toucher aux fondements du capitalisme, que les tâches essentielles de la révolution seraient « démocratiques bourgeoises ». Mais Lénine, qui posait la question centrale et décisive de savoir quelle classe serait à même de réaliser cela, n'avait pas la moindre confiance dans les forces d'une démocratie révolutionnaire bourgeoise en Russie. Il estimait que la bourgeoisie serait totalement incapable de diriger la révolution. Estimant que le nœud de la révolution serait la question agraire, il proposait l'alliance du prolétariat et de la paysannerie, il fixait au prolétariat la tâche de diriger la révolution, mais il assignait à celle-ci la tâche essentielle de satisfaire des millions et des millions de paysans sans et contre lesquels la révolution ne pourrait être menée à son terme par le prolétariat. Voici comment Lénine définit en 1905 la perspective qu'il trace à la révolution, « la dictature démocratique des ouvriers et des paysans », dans le texte intitulé « Deux Tactiques de la social-démocratie russe dans la révolution démocratique » :

« Jamais, à aucun moment, la social-démocratie ne doit oublier l'inévitable lutte de classe du prolétariat pour le socialisme contre la bourgeoisie et la petite bourgeoisie, si démocratiques, si républicaines qu'elles puissent être. Cela est incontestable. De là, la nécessité absolue d'un parti social-démocrate distinct

et indépendant, rigoureusement imprégné d'esprit de classe. De là, le caractère provisoire de notre thèse « frapper ensemble » avec la bourgeoisie, l'obligation de surveiller de près « l'allié comme un ennemi », etc. Tout cela non plus ne saurait susciter le moindre doute. Mais il serait ridicule et réactionnaire d'en conclure que nous devons oublier, méconnaître volontairement ou dédaigner des tâches urgentes de l'époque présente, fussent-elles passagères et momentanées. La lutte contre l'autocratie est pour les socialistes une tâche momentanée et passagère, mais vouloir la méconnaître ou la dédaigner reviendrait à trahir le socialisme et à servir la réaction. La dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie n'est incontestablement pour les socialistes qu'une tâche passagère et momentanée, mais il serait simplement réactionnaire de vouloir méconnaître cette tâche à l'époque de la révolution démocratique (...).

Le prolétariat doit faire jusqu'au bout la révolution démocratique, en s'adjoignant la masse paysanne, pour écraser par la force la résistance de l'autocratie et paralyser l'instabilité de la bourgeoisie. Le prolétariat doit faire la révolution socialiste, en s'adjoignant la masse des éléments semi-prolétaires de la population, pour briser par la force la résistance de la bourgeoisie et paralyser l'instabilité de la paysannerie et de la petite bourgeoisie. Telles sont les tâches du prolétariat. »

Remarquons déjà ici — nous y reviendrons — que si Lénine ne saisit qu'imparfaitement la nature des tâches à résoudre dans la période d'alors, il part de la question du parti de classe, de sa nécessité comme expression de son indépendance de classe, comme facteur subjectif du processus révolutionnaire.

Nous avons cité page 81 un extrait de la préface de Léon Trotsky à « Bilan et perspectives », exposant le point de vue qu'il défendait à cette époque en se servant de la théorie de la révolution permanente. Nous y renvoyons à nouveau nos lecteurs. Trotsky ne conteste nullement que certaines des tâches essentielles que la

révolution russe aura à régler sont de celles qu'un certain nombre de pays ont réglées au cours des révolutions ou des guerres révolutionnaires bourgeoises, par exemple en Angleterre, en France, aux Etats-Unis : la réforme agraire, l'indépendance et l'unité nationales, etc.

Mais seul le prolétariat peut mener à bien ces tâches nationales ou à contenu « démocratique-bourgeois ». Et il ne peut le faire qu'en posant ses propres revendications de classe, ses tâches historiques spécifiques. Les deux pôles fondamentaux de la lutte des classes sont le prolétariat et la bourgeoisie, toutes les autres classes intermédiaires sont hésitantes.

Si l'on considère les forces motrices et, plus exactement, la force décisive du processus révolutionnaire, seul le prolétariat est à même de prendre le pouvoir. La force de ce prolétariat est qu'il est partie constituante du prolétariat mondial et qu'il ne peut accomplir ses tâches historiques qu'en fonction de l'actualité de la révolution prolétarienne mondiale. La révolution à venir est donc fondamentalement un des anneaux de la chaîne de cette révolution prolétarienne mondiale. Elle est pleinement elle-même une révolution prolétarienne.

Dès 1905, Trotsky lance le mot d'ordre de « dictature du prolétariat », comme le seul répondant précisément aux tâches et aux nécessités de la révolution à venir dans laquelle le prolétariat doit conquérir le pouvoir. S'il n'en était pas ainsi, affirme Trotsky à la même époque, le prolétariat serait inéluctablement condamné à la défaite sous le choc de la contre-révolution, un peu comme ce qui se passa lors de l'écrasement de la Commune de Paris.

On comprend donc ici l'apport inestimable de la théorie de la révolution permanente dès 1905 pour tout le mouvement révolutionnaire, pour le marxisme. Nous allons voir que la polémique entre Lénine et Trotsky, concentrée dans ces mots d'ordre de « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » et de « dictature du prolétariat », va se résoudre au feu de la révolution de 1917 et se clôt en fait par les « Thèses d'avril ». Il importe de dire ici que pendant toute la

période qui va de la scission social-démocrate de 1903 entre bolcheviks et mencheviks jusqu'à 1917, Trotsky, tout en étant porteur de cette théorie décisive, commet la lourde erreur de sous-estimer la nécessité du parti, chose qui manque fondamentalement à cette théorie elle-même, car, théorie de la révolution prolétarienne mondiale, elle n'est rien si elle n'est pas formulée comme telle, donc comme support à l'activité consciente de l'avant-garde prolétarienne pour cette révolution, la construction du parti, de l'Internationale de la classe ouvrière.

Trotsky lui-même en tirera, en 1919, le bilan en ces termes :

« Resté hors des deux fractions pendant la période de l'émigration, l'auteur n'appréciait pas pleinement l'importance du fait qu'en réalité, à partir du désaccord entre bolcheviks et mencheviks, se regroupaient d'un côté des révolutionnaires inflexibles, de l'autre des éléments qui glissaient de plus en plus sur la pente de l'opportunisme et de la conciliation. Quand éclata la révolution de 1917, le Parti bolchevique constituait une organisation fortement centralisée, où se trouvaient les meilleurs éléments des travailleurs avancés et des intellectuels révolutionnaires. »

---

## LA THEORIE DE LA REVOLUTION PERMANENTE ET LES THESES D'AVRIL

---

Pendant la révolution russe de 1917, les discussions sur la théorie de la révolution permanente ne se sont pas renouvelées : la question a été tranchée dans le langage de la lutte des classes, le prolétariat prenant le pouvoir sous la direction du Parti bolchevique. Mais en ce qui concerne le Parti bolchevique lui-même, la question a été tranchée par les « Thèses d'avril » de Lénine :

« Ce qu'il y a d'original dans la situation politique actuelle, c'est la transition de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie, *par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat* (souligné par

nous), à sa deuxième étape qui doit donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie.

(...) Expliquer aux masses que les soviets des députés ouvriers sont la *seule* forme possible de gouvernement révolutionnaire.

(...) Non à une république parlementaire — y retourner après les soviets des députés ouvriers serait un pas en arrière —, mais une République des soviets de députés ouvriers, salariés agricoles et paysans dans le pays tout entier, de la base au sommet. »

Tel est l'axe de la politique du Parti bolchevique que Lénine fait adopter en avril, qui liquide ce qu'il pouvait y avoir d'inconnues dans la formule qu'il avait utilisée jusqu'alors : « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », quelque peu elliptique.

Pour que nul doute n'existe, il précise dans un « Projet d'article ou de discours » à l'appui des « Thèses d'avril » :

« 1 — La faillite économique est imminente. *C'est pourquoi* éliminer la bourgeoisie serait une erreur. (C'est une déduction bourgeoise. Plus la faillite est imminente, et plus il est urgent d'éliminer la bourgeoisie.)

2 — Le prolétariat est inorganisé, faible, inconscient. (Exact. C'est pourquoi tout le problème est de combattre les chefs *petits-bourgeois*, soi-disant social-démocrates (Tchkhéidzé, Tséretéli, Stéklov) qui endorment les masses en leur prêchant la confiance dans la bourgeoisie.)

Ne pas s'unir à ces petits-bourgeois (Tchkhéidzé, Stéklov, Tséretéli), mais *démolir* cette social-démocratie qui conduit à sa perte la révolution prolétarienne.)

3 — A l'étape actuelle, la révolution est une révolution bourgeoise. Donc, pas d'« expérience socialiste ».

(Ce raisonnement est bourgeois d'un bout à l'autre. Personne ne parle d'une « expérience

socialiste » : la thèse marxiste concrète veut que l'on tienne compte en ce moment non seulement des classes, mais aussi des institutions.)

Par leur phraséologie doucereuse, messieurs les étrangleurs de la révolution (Tchkhéidzé, Tsérétéli et Stéklov) tirent la révolution en arrière pour la faire *rétrograder* des soviets de députés ouvriers VERS le « pouvoir unique » de la bourgeoisie, vers une république parlementaire bourgeoise ordinaire.

En procédant avec intelligence et précaution, en éclairant les esprits, nous devons amener le prolétariat et les paysans pauvres à faire un pas *en avant*, de la « dualité du pouvoir » VERS le *pouvoir sans partage* des soviets des députés ouvriers, ce qui constitue précisément la Commune au sens où l'entendait Marx, au sens de l'expérience de 1871. La question l'est pas de savoir avec quelle rapidité il faut marcher, mais où il faut aller. La question n'est pas de savoir si les ouvriers sont prêts, mais à *quoi* et *comment* il faut les préparer.

Les manifestes et les appels du soviets des députés ouvriers sur la guerre, etc., ne sont qu'un bavardage petit-bourgeois creux et mensonger qui ne fait qu'endormir le peuple ; notre tâche est donc avant tout, je le répète, d'éclairer les esprits, de soustraire les masses à l'influence *bourgeoise* des Tchkhéidzé, Stéklov, Tsérétéli et consorts.

Le « jusqu'au-boutisme révolutionnaire » du soviets des députés ouvriers, c'est-à-dire de Tchkhéidzé, Tsérétéli et Stéklov, est un courant chauvin cent fois plus nuisible parce que dissimulé sous des phrases doucereuses, une *tentative* de réconcilier les masses avec le gouvernement révolutionnaire provisoire.

La masse obtuse, inconsciente, dupée par MM. Tchkhéidzé, Tsérétéli, Stéklov et Cie, ne comprend pas que la guerre est la continuation d'une politique, que les guerres sont menées *par les gouvernements*.

Il faut expliquer que le « peuple » ne peut faire cesser la guerre ou en modifier le caractère qu'en chan-

geant le caractère de classe du gouvernement. »

(Ecrit entre le 4 et le 12 avril 1917. Paru pour la première fois le 21 janvier 1933 dans le n° 21 de la Pravda.)

Comme chacun le sait, la Commune de Paris a été, selon Marx, « la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat ».

Le programme que Lénine développe est celui des tâches démocratiques — réforme agraire, question nationale —, celui de la paix immédiate, toutes tâches qui ne sont pas en elles-mêmes socialistes. Mais, écrit Lénine :

« Il faut absolument exiger et, autant que possible, réaliser par la voie révolutionnaire des mesures comme la nationalisation du sol, de toutes les banques et de tous les syndicats capitalistes ou, tout au moins, un *contrôle immédiat* des soviets des députés ouvriers et autres sur ces établissements, mesures qui n'ont rien à voir avec l'« introduction du socialisme ». Sans ces mesures qui ne constituent que les premiers pas vers le socialisme et sont parfaitement réalisables du point de vue économique, il est impossible de guérir les blessures causées par la guerre et de conjurer la catastrophe imminente. » (Les Tâches du prolétariat dans notre révolution, 10 avril 1917).

En effet, ce n'est pas là « introduire le socialisme », car le socialisme c'est tout autre chose, mais c'est faire d'importantes atteintes à la propriété privée des moyens de production, c'est entamer largement l'expropriation du capital, et en conséquence faire « les premiers pas vers le socialisme ».

Enfin, pour Lénine, évidemment, la révolution russe était le premier maillon de la chaîne des révolutions prolétariennes qui constituent la révolution prolétarienne mondiale.

Toute la trame de la théorie de la révolution permanente est reprise ici, exprimée en termes de tâches politiques que le Parti bolchevique doit accomplir et dont le moment décisif sera la révolution d'Octobre, la prise du pouvoir, qui instaureront le pouvoir des soviets, la dictature du prolétariat.



Reprenant en pratique la théorie de la révolution permanente, Lénine l'enrichissait de ce qui est sans doute son apport spécifique à la théorie et à la pratique de la révolution prolétarienne :

— il lui donnait une base objective nouvelle en la situant par rapport à l'époque de l'impérialisme stade

suprême du capitalisme, époque du capitalisme pourrissant, réaction sur toute la ligne ;

— il la débarrassait de tout objectivisme en y introduisant la nécessité du parti et de l'Internationale comme facteur actif et finalement décisif du processus de la révolution prolétarienne.

supérieur en capitalisme, l'école de  
l'enseignement de la révolution est  
celle qui a permis de faire passer  
de la révolution à la révolution  
il y a eu une révolution de la révolution  
une révolution de la révolution de la révolution  
une révolution de la révolution de la révolution  
une révolution de la révolution de la révolution

la révolution de la révolution de la révolution  
la révolution de la révolution de la révolution  
la révolution de la révolution de la révolution  
la révolution de la révolution de la révolution  
la révolution de la révolution de la révolution  
la révolution de la révolution de la révolution  
la révolution de la révolution de la révolution  
la révolution de la révolution de la révolution



La théorie  
de la révolution permanente,  
théorie de la révolution  
prolétarienne mondiale

## 2. Actualité des conditions objectives de la révolution prolétarienne mondiale

*Pour les marxistes, ce sont les conditions objectives qui déterminent les caractéristiques générales d'une période, l'actualité de la révolution, sa nature.*

*Elles ne suffisent pas par elles-mêmes, tant s'en faut, et sans le combat conscient pour la réalisation et l'accouchement de ce que l'histoire met à l'ordre du jour, sans la lutte pour construire la direction de la classe ouvrière, celle-ci serait désarmée et dans l'incapacité d'accomplir sa mission historique. Mais si les conditions objectives de cette situation n'existaient pas, même la plus farouche des volontés révolutionnaires serait un rêve idéaliste et utopique.*

L'OCI, le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, affirment aujourd'hui que nous sommes de plain-pied dans la période de la révolution prolétarienne mondiale, que la tâche de l'heure est sa préparation immédiate, sous forme de stratégie, de tactique et de mots d'ordre concentrés dans la construction du parti de la révolution, dans la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, dont le programme écrit :

---

**Jeudi 24 octobre 1929 : la bourse de New York s'effondre à Wall Street. Quelques mois après le krach du « jeudi noir », des millions de chômeurs aux Etats-Unis, puis dans le monde (Ph. Keystone).**

« Les bavardages de toutes sortes, selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore " mûres " pour le socialisme, ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée par une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. »

Et dans ce programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, que Trotsky a rédigé pour sa fondation en 1938 et qui porte comme titre « L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale », il est écrit dans les toutes premières lignes :

« La prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, apportent aux masses des privations et des souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit, à son tour, les crises financières de l'Etat et sape les systèmes monétaires ébranlés. Les gouvernements, tant démocratiques que fascistes, vont d'une banqueroute à l'autre. »

Ces affirmations du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale sur lesquelles l'OCI fonde la bataille historique qu'elle mène pour la révolution prolétarienne, pour la IV<sup>e</sup> Internationale comme son instrument, sont-elles exactes ?

Rendent-elles compte de la réalité d'ensemble des rapports mondiaux entre les classes à l'époque actuelle ? Les conditions objectives qui déterminent la révolution prolétarienne mondiale existent-elles et quelles sont-elles ? Quelle est aujourd'hui leur actualité ? Seraient-elles redevenues — par quelque curieux miracle depuis que Trotsky écrivit le « Programme de transition » — simplement « mûres » ou, pourquoi pas, « vertes », ou bien au contraire ont-elles continué de pourrir ?

A toutes ces questions, il faut des réponses, car elles sont d'une importance décisive. La caractérisation générale de la période dans laquelle nous combattons est absolument indispensable pour y combattre, pour ouvrir aux masses, avec fermeté et efficacité, la voie victorieuse de la révolution.

---

### « UNE SOCIÉTÉ NE DISPARAIT JAMAIS AVANT D'AVOIR ÉPUISÉ... »

---

Marx a expliqué, et tout particulièrement de la façon la plus précise qui soit dans sa préface à la « Contribution à la critique de l'économie politique », qu'une époque de révolution sociale ne s'ouvre que lorsque les forces productives matérielles de la société entrent à un stade déterminé de leur développement en contradiction avec les rapports de production existants, lorsque ceux-ci, de formes de développement des forces productives qu'ils étaient, en deviennent au contraire des entraves.

Rappelons que dans ce texte extrêmement connu, Marx écrit :

« Une société ne disparaît jamais avant d'avoir développé toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir. Jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne se substituent à elle avant que les conditions d'existence matérielle de ces rapports soient résolues dans le sein même de la nouvelle société. »

La question du développement ou du non-développement des forces productives a donc une importance capitale pour les militants révolutionnaires. Si l'on estime en effet que les forces productives continuent à croître au sein de la société actuelle, alors le capitalisme possède toujours une légitimité et un avenir historique, alors la révolution sociale n'est pas à l'ordre du jour.

On sait que, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, un certain nombre de « théoriciens » ont affirmé que le mode de production capitaliste avait connu de nouveau un développement gigantesque des forces productives. Ils devraient déclarer que le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale est caduc et ajouter que la théorie de la révolution permanente a été infirmée par le développement historique. En effet, si les forces productives continuent à se développer dans le cadre du mode de production capitaliste, c'est que la bourgeoisie n'a pas épuisé ses possibilités : la révolution prolétarienne mondiale n'est pas

à l'ordre du jour. A moins de considérer que la révolution prolétarienne n'a pas comme cause fondamentale la contradiction entre le développement des forces productives, les rapports de production capitalistes et les limites étroites des frontières nationales.

Avant d'étudier cette question, sur toute l'époque historique qui nous intéresse et sur le moment actuel de cette époque, il nous faut donc revenir à quelques définitions. La clarté et la précision sur ces questions sont ici indispensables.

---

## forces productives, rapports de production, production, croissance des forces productives

---

Que faut-il entendre par « forces productives » ? Quelles sont, de façon générale, les relations existant entre les forces productives et les rapports sociaux de production, et comment faut-il définir ces derniers ? Que faut-il entendre par « développement des forces productives » ? Les réponses à ces questions ne peuvent évidemment prétendre ici être exhaustives, loin de là. Elles s'efforceront simplement de donner au lecteur, sur la base solide de l'analyse marxiste, un guide pour comprendre ce qui est en jeu dans la lutte des classes internationale, et que l'époque d'aujourd'hui est bien celle de la révolution prolétarienne mondiale.

En reprenant ce que Marx a expliqué sur ce qu'il fallait entendre par développement des forces productives, il faut certes inclure l'ensemble des éléments qui concourent à déterminer à un moment donné la productivité du travail social, c'est-à-dire de l'ensemble des producteurs qui travaillent dans le cadre d'un mode de production déterminé. Mais ainsi que nous le verrons plus loin, on ne peut réduire cette question à la productivité du travail en soi ; il s'agit de la croissance de la productivité du travail permettant le développement de la civilisation humaine. Parmi ces éléments, les ressources naturelles, les instruments de production au sens le plus général du terme, de la charrue la plus primitive à l'usine moderne la plus complexe, la connaissance scientifique des lois du monde naturel sous forme de technologies et de procédés de production, les hommes possédant une

formation professionnelle, une culture technique et des habitudes de travail résultant de traditions plus ou moins longues, d'un niveau culturel issu aussi bien du niveau de développement de la société en général que de la formation propre que les travailleurs se sont donnée.

Ces éléments constitutifs des forces productives de l'humanité ne sont pas homogènes, à mettre sur le même pied d'égalité. Le marxisme a expliqué de la façon la plus simple que les hommes ne sont pas des forces productives parmi d'autres, mais leur élément le plus important. « De tous les instruments de production, le plus grand pouvoir productif, c'est la classe révolutionnaire elle-même », a expliqué Marx dans « Misère de la philosophie ». C'est en effet le travail vivant de l'homme qui donne aux ressources naturelles, aux instruments de production, leur caractère de forces productives de l'humanité, l'inverse n'ayant pas de sens. L'existence, le niveau de vie, la qualification, l'avenir de la classe ouvrière représentent aujourd'hui la question centrale de la vie ou de la mort de l'humanité.

Les rapports de production, ce sont les rapports selon lesquels les individus produisent. Deux facteurs déterminent la forme exacte que ces rapports possèdent à un moment donné de l'évolution sociale, la nature et les caractéristiques des moyens de production, la nature et les formes des rapports de propriété, c'est-à-dire la manière dont ces moyens de production sont appropriés et possédés. Dans

« Travail salarié et capital », Marx explique :

« Dans la production, les hommes n'agissent pas seulement sur la nature, mais aussi les uns sur les autres. Ils ne produisent qu'en collaborant d'une manière déterminée et en échangeant entre eux leurs activités. Pour produire, ils entrent en relations et en rapports déterminés les uns avec les autres, et ce n'est que dans les limites de ces relations et de ces rapports sociaux que s'établit leur action sur la nature, la production. »

L'appropriation privée des moyens de production a pour conséquence générale de conduire à une division radicale entre les tâches de conception et les tâches d'exécution du travail, à la répartition du produit social en faveur de la classe dominante. Les rapports de propriété conditionnent la rigidité des rapports sociaux de production et leur interdisent d'évoluer librement en liaison avec le développement des forces productives. Ils conduisent donc les rapports sociaux de production à entrer en contradiction et en opposition avec ce développement.

On trouve chez Marx certaines définitions assez simples de ce qu'est le développement des forces productives. C'est ainsi qu'il écrit dans le tome I du « Capital » :

« Par augmentation de la force productive ou de la productivité du travail, nous entendons en général un changement dans ses procédés, abrégant le temps socialement nécessaire à la production d'une marchandise, de telle sorte qu'une quantité moindre de travail acquière la force de produire plus de valeur d'usage. »

Pour préciser cette définition générale, rappelons que les hommes constituent la principale composante des forces productives, ce qui signifie que l'un des critères décisifs pour juger s'il y a ou non développement des forces productives devra très fortement tenir compte de l'effet que telle ou telle découverte scientifique ou tel nouveau procédé technologique aura eu sur les conditions d'existence et de travail de la classe ouvrière.

Il faut également rappeler ici que le système capitaliste développe les for-

ces productives selon ses propres méthodes, qu'il a sa propre loi de développement des forces productives qui reflète le caractère antagonique de la production capitaliste et qu'elle se présente donc comme une loi contradictoire. La loi de développement des forces productives propre au système capitaliste est en même temps celle de leur transformation — parce qu'elles entrent en contradiction avec les rapports de production (propriété privée des moyens de production, étroitesse des frontières nationales) — de forces productives en forces destructives. Toujours dans le tome I du « Capital », Marx écrit :

« La loi selon laquelle une masse toujours plus grande des éléments constituants de la richesse peut, grâce au développement continu des pouvoirs collectifs du travail, être mise en œuvre avec une dépense moindre, cette loi, qui met l'homme social à même de produire davantage avec moins de labeur, se tourne dans le milieu capitaliste — où ce ne sont pas les moyens de production qui sont au service des travailleurs mais le travailleur qui est au service des moyens de production — en loi contraire, c'est-à-dire que plus le travail gagne en ressources et en puissance (...), plus les conditions d'existence du salarié deviennent précaires. »

D'où l'on voit clairement que, pour Marx, la productivité du travail ne résout pas la question des forces productives. Marx conclut sur cette question :

« La production capitaliste ne développe la technique et la combinaison sociale du procès de production qu'en épuisant en même temps les deux ressources d'où jaillit la richesse, la terre et le travailleur. Avec les conditions matérielles et les combinaisons sociales de la production, la technique propre au machinisme développe en même temps les contradictions et les antagonismes de la force capitaliste de cette production, avec les éléments de formation d'une société nouvelle, les forces destructives de l'ancienne. »

A l'issue de ce bref rappel, nous voulons insister tout particulièrement sur un point capital au regard de la compréhension de toute la période

actuelle. Le fait que les forces productives aient cessé de se développer ne signifie absolument pas que le processus d'accumulation se soit arrêté ou que la production soit en stagnation ou en chute, ce qui peut d'ailleurs être également vrai à tel ou tel moment, mais qui n'est pas la même chose. Même dans sa période d'agonie, le capitalisme demeure et ne peut que demeurer par nature un système ne pouvant exister « sans révolutionner constamment les instruments de production, donc les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux », ainsi que Marx et Engels l'expliquent dans le « Manifeste du parti communiste ». Mais à l'époque impérialiste de putréfaction et d'agonie du capitalisme, ces bouleversements dans les méthodes de production représentent pour le prolétariat une menace de plus en plus pressante, le début de la ruine de l'humanité entière, les prémices de sa rechute dans la barbarie.

Et, avant d'aller plus loin, rappelons que Trotsky, dans les commentaires qu'il fut amené à faire sur le « Programme de transition », précisa nettement que la caractérisation générale de la cessation de croissance des forces productives devait s'entendre à l'échelle d'une époque historique tout entière, de toute une période de la lutte des classes mondiale, et non pour quelques années, pour un moment particulier de cette époque historique.

---

**« D'UN REGIME  
REACTIONNAIRE RELATIF  
A UN REGIME  
REACTIONNAIRE ABSOLU »**

---

Nous avons dit dans la première partie de cet article que le capitalisme, loin d'avoir épuisé ses possibilités historiques entre 1850 et 1900, avait continué de donner une grande impulsion aux forces productives, que la révolution n'était pas à l'ordre du jour. Nous avons rappelé comment Lénine caractérise les principaux traits de l'impérialisme dont il dit qu'il est « le prélude de la révolution prolétarienne », comment ceux-ci ne prennent véritablement corps qu'aux alen-

**LA REVOLTE  
DES FORCES PRODUCTIVES  
CONTRE LES RAPPORTS  
DE PRODUCTION**

« Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production, contre le régime de propriété qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et sa domination. Il suffit de mentionner les crises commerciales qui, par leur retour périodique, menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise. Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes. Une épidémie, qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société — l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée ; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance ; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le régime de la propriété bourgeoise ; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour celle-ci, qui alors leur fait obstacle ; et toutes les fois que les forces productives sociales triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées en son sein. — Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives ; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir. » (K. Marx et F. Engels : Manifeste du parti communiste. Ed. sociales, pp. 39 et 40.)

tours de 1900, comment, en rentrant dans l'ère impérialiste, l'humanité rentre de plain-pied dans la période de la révolution prolétarienne mondiale, comment l'ère impérialiste et l'« ère des guerres et des révolutions », pour reprendre une autre expression de Lénine, ne sont qu'une seule et même époque.

Bien entendu, l'ancienne période du capitalisme de libre concurrence contient déjà en germe toutes ces caractéristiques, mais celles-ci ne sont pas arrivées à maturité. Dès la rédaction de « L'Anti-Dühring », pour combattre les théoriciens en chambre qui cherchaient à expliquer la possibilité de la révolution à partir de la conscience du juste et de l'injuste, et après leur avoir rappelé que le cri de la révolte contre l'injustice des oppressions de classe avait retenti déjà très haut dans l'histoire, pendant la guerre des paysans en Allemagne au XVI<sup>e</sup> siècle, au sein même de la révolution bourgeoise d'Angleterre, de la Révolution française, mais qu'il s'était éteint, Engels fonde en ces termes « la certitude de la victoire du socialisme » :

« Les forces productives engendrées par le mode de production capitaliste moderne, ainsi que le système de répartition des biens qu'il a créé, sont entrés en contradiction flagrante avec ce mode de production lui-même, et cela à un degré tel que devient nécessaire un bouleversement du mode de production et de répartition éliminant toutes les différences de classes si l'on ne veut pas voir toute la société moderne périr. »

Il convient de parfaitement comprendre les grandes phases concrètes du développement historique. Marx et Engels condamnent le mode de production capitaliste parce qu'il entrave le développement des forces productives. Mais à leur époque, et encore pendant les décennies qui suivent, cette entrave n'a qu'un caractère relatif. Dans « Quatre-vingt-dix années de Manifeste communiste », Léon Trotsky écrit :

« Si, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'économie avait pu être organisée sur les fondements socialis-

tes, le rythme de sa croissance aurait été incomparablement plus rapide. Cette thèse, théoriquement incontestable, ne change rien au fait que les forces productives continuaient à croître à l'échelle mondiale sans interruption jusqu'à la guerre mondiale. C'est seulement dans les vingt dernières années que, malgré les conquêtes les plus modernes de la science et de la technique, s'est ouverte l'époque de la stagnation directe et même de la décadence de l'économie mondiale. L'humanité commence à vivre sur le capital accumulé et la prochaine guerre menace de détruire pour longtemps les bases mêmes de la civilisation. Les auteurs du *Manifeste* escomptaient que le capital se briserait longtemps avant de se transformer d'un régime réactionnaire relatif en un régime réactionnaire absolu. Cette transformation ne s'est précisée qu'aux yeux de la génération actuelle et a fait de notre époque celle des guerres, des révolutions et du fascisme. »

Trotsky fait donc commencer avec précision l'époque historique que nous vivons, l'ère des guerres et des révolutions, avec la Première Guerre mondiale, manifestation extraordinairement élevée — extraordinairement brutale, sanglante et barbare s'entend — du fait que la société capitaliste n'était plus assez large pour contenir les forces productives développées en son sein.

Dans un texte de 1935 consacré à la France, Trotsky précise :

« Sous la domination du capital industriel, à l'époque de la libre concurrence, les montées conjoncturelles dépassaient de très loin les crises : les premières étaient « la règle », les secondes « l'exception » ; le capitalisme dans son ensemble était en montée. Depuis la guerre, avec la domination du capital financier monopolisateur, les crises conjoncturelles surpassent de loin les animations ; on peut dire que les crises sont devenues la règle, les montées l'exception ; le développement économique dans son ensemble va vers le bas et non vers le haut.

Néanmoins, des oscillations conjoncturelles sont inévitables et, avec le capitalisme malade, elles se perpé-



tueront tant qu'existera le capitalisme. Et le capitalisme se perpétuera tant que la révolution prolétarienne ne l'aura pas achevé. »

---

**LES CONDITIONS  
OBJECTIVES  
NE SUFFISENT PAS  
A ASSURER LA VICTOIRE  
DE LA REVOLUTION**

---

L'époque historique que nous affirmons être celle de la révolution prolétarienne mondiale est donc toute une période d'ensemble que la révolution russe de 1905 ouvrira, mais qui s'affirmera en 1914-1917 et qui est loin d'être close aujourd'hui. La révolution d'Octobre est la première grande page victorieuse de la révolution prolétarienne mondiale. Il n'y a aucun hasard qu'elle surgisse au cœur même de la guerre impérialiste, socialisme contre barbarie. Le fait que le développement historique antérieur ait amené l'Europe et le monde jusqu'aux prémisses fondamentales de la révolution prolétarienne et du socialisme n'a abouti nullement à la solution automatique de ce problème. Ce sont les hommes vivants, actifs, combattants, qui font l'histoire, quelque tournure qu'elle prenne. Et c'est des hommes vivants, actifs, combattants, en l'occurrence de la classe ouvrière, de ses partis, de ses organisations, que dépend la révolution prolétarienne, non issue victorieuse ou non.

Nous avons écrit dès les premières lignes de cet article que la théorie de la révolution permanente, théorie de la révolution prolétarienne mondiale, n'avait rien d'objectiviste parce que la

réalisation des tendances effectivement objectives dont elle est l'expression consciente exige absolument le combat pour la construction, la reconstruction du parti révolutionnaire, de l'Internationale, c'est-à-dire la conscience collective de la classe ouvrière, parti, Internationale qui agissent et combattent sur l'orientation ferme à laquelle toutes les lignes de force de l'époque actuelle aboutissent, la prise du pouvoir par le prolétariat.

Nous voudrions donc à ce stade convier nos lecteurs à la lecture d'extraits importants d'un texte de Léon Trotsky qui date de 1921. Il s'agit d'un discours prononcé devant l'organisation de Moscou du Parti bolchevique pour le compte rendu du III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste. Trotsky y explique de façon magistrale et lumineuse que les conditions nécessaires de la révolution ne suffisent nullement à en assurer la victoire, comment l'action résolue du prolétariat et de son avant-garde est indissociable du processus objectif qui la rend possible et nécessaire, et est en dernière analyse la question des questions.

Nous ne saurions trop insister ici sur l'extraordinaire actualité de ce texte, sur la façon dont il rend compte, à l'échelle de l'histoire universelle, de toute la signification des combats de l'époque actuelle, de tout l'enjeu du combat de l'OCI pour la construction du parti révolutionnaire, pour sa propre construction, pour la réalisation méthodique et acharnée de ses tâches et de ses objectifs, toutes choses qui se concentrent dans la devise même de notre organisation : pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

---

Avec  
le « Manifeste du Parti communiste »

Avec  
le « Programme de transition »

Il faut absolument lire

**« THESES ET RESOLUTIONS  
DES QUATRE PREMIERS CONGRES  
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE »**

(en vente à la SELIO)



Léon Trotsky travaillant dans le train blindé d'où il dirigeait l'Armée rouge pendant la guerre civile (Ph. collection Sieva Volkov - Doc. CERMTRI).

## A L'ECHELLE DE L'HISTOIRE UNIVERSELLE

(discours de Léon Trotsky  
devant l'organisation de Moscou du parti  
pour le compte rendu du III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste)

« *Camarades, la théorie du marxisme a déterminé la première des conditions et les lois de l'évolution historique. En ce qui concerne les révolutions, la théorie de Marx, par la plume de Marx lui-même, dans la préface de son ouvrage Contribution à la critique de l'économie politique, a établi à peu près la proposition suivante :*

— *Aucun régime social ne disparaît avant d'avoir développé ses forces productives jusqu'au maximum qui peut être atteint par ce régime, et aucun régime social nouveau ne peut apparaître s'il n'y a eu au préalable, dans le régime ancien, les conditions économiques nécessaires.*

### Les prémisses matérielles de la révolution

*Cette vérité, qui est fondamentale pour la politique révolutionnaire, conserve pour nous, aujourd'hui, toute son incontestable valeur directrice. Cependant, plus d'une fois, on a compris le marxisme d'une façon mécanique et simpliste, et, partant, fausse. D'ailleurs, on peut tirer de fausses conclusions aussi de la proposition citée plus haut. Marx dit qu'un régime social doit disparaître lorsque les forces de production (la technique, le pouvoir de l'homme sur les forces naturelles) ne peuvent plus se développer dans le cadre de ce régime. Au point de vue du marxisme, la société historique, prise comme telle, constitue une organisation collective des hommes ayant comme but l'accroissement de leur pouvoir sur la nature.*

*Ce but, certainement, n'est pas imposé aux hommes par le dehors, mais ce sont eux-mêmes qui, au cours de leur évolution, luttent pour l'atteindre, en s'adaptant aux conditions objectives du milieu et en augmentant de plus en plus leur pouvoir sur les forces élémentaires de la nature. La proposition suivant laquelle les conditions nécessaires pour une révolution — pour une révolution sociale, profonde, et non pas pour des coups d'Etat politiques, si sanglants qu'ils soient —, pour une révolution qui remplace un régime économique par un autre, naissent seulement à partir du moment où le régime social ancien commence à entraver le développement des forces de production, cette proposition ne signifie nullement que l'ancien régime social s'écroulera infailliblement et par lui-même, quand il sera devenu réactionnaire au point de vue économique, c'est-à-dire à partir du moment où il aura commencé à entraver le développement de la puissance technique de l'homme.*

*En aucune façon : car, si les forces de production constituent la puissance motrice de l'évolution historique, cette évolution cependant ne se produit pas en dehors des hommes, mais par les hommes. Les forces de production, c'est-à-dire le pouvoir de l'homme social sur la nature, s'accumulent, il est vrai, indépendamment de la volonté de chaque homme séparé, et ne dépendent que peu de la volonté générale des hommes d'aujourd'hui, car la technique représente un capital déjà accumulé qui nous a été légué par le passé et qui, soit nous pousse en avant, soit, dans certaines conditions, nous retient. Cependant, lorsque ces forces de production, cette technique, commencent à se sentir à l'étroit dans les cadres d'un régime d'esclavage, de servage, ou bien d'un régime bourgeois, et quand un changement des formes sociales devient nécessaire pour l'évolution ultérieure du pouvoir humain, alors, cette évolution se produit non pas d'elle-même, comme un lever ou un coucher de soleil, mais grâce à une action humaine, grâce à une lutte des hommes, réunis en classes.*

*La classe sociale qui dirigeait la société ancienne, devenue réactionnaire, doit être remplacée par une classe sociale nouvelle qui apporte le plan d'un régime social nouveau, correspondant aux besoins du développement des forces productrices, et qui est prête à réaliser ce plan. Mais il n'arrive pas toujours qu'une classe nouvelle, assez consciente, organisée et puissante pour détrôner les anciens maîtres de la vie et pour frayer la voie aux nouvelles relations sociales, apparaisse juste au moment où le régime social ancien se survit, c'est-à-dire devient réactionnaire. Cela ne se passe pas toujours ainsi. Au contraire, il est arrivé plus d'une fois dans l'histoire qu'une société ancienne était épuisée — tel, par exemple, le régime d'esclavage romain, et avant lui, les anciennes civilisations de l'Asie dans lesquelles le régime d'esclavage avait empêché le développement des forces productrices —, mais, dans cette société finie, il n'y avait pas de classe nouvelle assez forte pour déposer les maîtres et établir un régime nouveau, le régime de servage, ce dernier constituant un pas en avant par rapport au régime ancien.*

*A son tour, dans le régime de servage, il n'y avait pas toujours, au moment nécessaire, de classe nouvelle (la bourgeoisie) prête à abattre les féodaux et à ouvrir la voie à l'évolution historique. Il est arrivé plus d'une fois dans l'histoire qu'une certaine société, une nation, un peuple, une tribu, plusieurs peuples ou nations qui vivaient dans des conditions historiques analogues se sont trouvés devant une impossibilité de développement ultérieur, dans les cadres d'un régime économique donné (régime d'esclavage ou de servage).*

*Toutefois, comme aucune classe nouvelle n'existait encore qui aurait pu les diriger sur une voie nouvelle, ces peuples, ces nations, se sont décomposés ; une civilisation, un Etat, une société, ont cessé d'exister. Ainsi l'humanité n'a-t-elle pas marché toujours de bas en haut, suivant une ligne toujours montante. Non, elle a connu de longues périodes de stagnation et de rechute vers la barbarie. Des sociétés s'étaient élevées, avaient atteint un certain niveau, mais n'ont pas pu rester sur les hauteurs... L'humanité ne reste pas en place ; son équilibre, par suite des luttes des classes et des nations, est instable. Si une société ne peut pas monter, elle tombe ; et si aucune classe n'existe qui puisse l'élever, elle se décompose et ouvre la voie à la barbarie.*

*Afin de comprendre ce problème extrêmement complexe, il ne suffit pas, camarades, de ces considérations abstraites que j'expose devant vous. Il faut que les jeunes camarades, peu au courant de ces questions, étudient des ouvrages historiques pour se familiariser avec l'histoire de différents pays et peuples et, en particulier, avec l'histoire économique. C'est alors seulement qu'ils pourront se représenter d'une façon claire et complète le mécanisme intérieur de la société. Il faut bien comprendre ce mécanisme pour appliquer avec justesse la théorie marxiste à la tactique, c'est-à-dire à la pratique de la lutte de classes.*

### Les problèmes de la tactique révolutionnaire

*Lorsqu'il s'agit de la victoire du prolétariat, certains camarades se représentent la chose d'une façon trop simple. Nous avons en ce moment, non seulement en Europe, mais dans le monde entier, une telle situation que nous pouvons dire, au point de vue marxiste, avec une certitude absolue : le régime bourgeois atteint le terme de son développement.*

*Les forces de production ne peuvent plus se développer dans le cadre de la société bourgeoise. En effet, ce que nous voyons au cours de ces dix dernières années, c'est la ruine, la décomposition de la base économique de l'humanité capitaliste et une destruction mécanique des richesses accumulées. Nous sommes actuellement en pleine crise, une crise effrayante, inconnue dans l'histoire du monde, et qui n'est pas une crise simple, venant à son heure, « normale » et inévitable dans le processus du développement des forces productrices dans le régime capitaliste ; cette crise marque aujourd'hui la ruine et la décomposition des forces productrices de la société bourgeoise. Il se peut qu'il y ait encore des bas et des hauts, mais en général, comme je l'ai exposé aux camarades dans la même salle il y a un mois et demi, la courbe du développement économique tend, à travers toutes ses oscillations, vers le bas et non vers le haut. Cependant, cela veut-il dire que la fin de la bourgeoisie arrivera automatiquement et mécaniquement ? Nullement.*

*La bourgeoisie est une classe vivante qui a poussé sur des bases économiques et productrices déterminées. Cette classe n'est pas un produit passif du développement économique, mais une force historique, active et vivante.*

*Cette classe a survécu à elle-même, c'est-à-dire qu'elle est devenue le frein le plus terrible pour l'évolution historique. Mais cela ne veut nullement dire que cette classe soit disposée à commettre un suicide historique, qu'elle soit prête à dire : « La théorie scientifique de l'évolution ayant reconnu que je suis devenue réactionnaire, je quitte la scène. » Il est évident qu'il ne peut pas en être question. D'autre part, il n'est pas non plus suffisant que le parti communiste reconnaisse la classe bourgeoise comme condamnée et devant être supprimée pour que, par cela même, la victoire du prolétariat soit déjà assurée. Non, il faut encore vaincre et jeter bas la bourgeoisie !*

*S'il était possible de continuer à développer les forces productrices dans le cadre de la société bourgeoise, la révolution, en général, n'aurait pu se faire. Mais le développement ultérieur des forces de production dans le cadre de la société bourgeoise n'étant plus possible, la condition fondamentale de la révolution est par cela même réalisée.*

*Cependant, la révolution signifie déjà par elle-même une lutte des classes vivante. La bourgeoisie, toute contraire qu'elle soit aux nécessités de l'évolution historique, reste encore la classe sociale la plus puissante. Bien plus, on peut dire qu'au point de vue politique, la bourgeoisie atteint le maximum de sa puissance, de la concentration de ses forces et de ses moyens, moyens politiques et militaires, de mensonge, de violence et de provocation, c'est-à-dire au maximum du développement de sa stratégie de classe, au moment même où elle est le plus menacée de sa perte sociale.*

*La guerre et ses conséquences terribles — et la guerre était inévitable, les forces productrices ne pouvant plus se développer dans le cadre de la société*

bourgeoise —, la guerre et ses conséquences, dis-je, ont découvert devant la bourgeoisie le danger menaçant de sa perte. Ce fait a poussé au plus haut point son instinct de conservation de classe. Plus le péril est grand, plus une classe, aussi bien que chaque individu, tend toutes ses forces vitales dans la lutte pour sa conservation.

N'oublions pas non plus que la bourgeoisie s'est trouvée face à face avec un péril mortel, après avoir acquis l'expérience politique la plus grande. La bourgeoisie avait créé et détruit toutes sortes de régimes. Elle se développait à l'époque du pur absolutisme, de la monarchie constitutionnelle, de la monarchie parlementaire, de la république démocratique, de la dictature bonapartiste, de l'Etat lié à l'Eglise catholique, de l'Etat lié à la Réforme, de l'Etat séparé de l'Eglise, de l'Etat persécuteur de l'Eglise, etc. Toute cette expérience, la plus riche et la plus variée, qui a pénétré dans le sang et dans la moelle des milieux dirigeants de la bourgeoisie, lui sert aujourd'hui pour conserver à tout prix son pouvoir. Et elle agit avec d'autant plus d'intelligence, de finesse et de cruauté que ses dirigeants reconnaissent le péril qui les menace.

Si nous analysons ce fait superficiellement, nous y trouverons une certaine contradiction : nous avons jugé la bourgeoisie devant le tribunal du marxisme, c'est-à-dire nous avons reconnu par une analyse scientifique du processus historique qu'elle avait survécu à elle-même, et cependant, elle fait preuve d'une vitalité colossale. En réalité, il n'y a ici aucune contradiction ; c'est ce qu'on appelle, dans le marxisme, la dialectique.

Le fait est que les côtés différents du processus historique : l'économie, la politique, l'Etat, la poussée de la classe ouvrière, ne se développent pas simultanément et parallèlement.

La classe ouvrière ne se développe pas point par point, parallèlement à la croissance des forces de production, et la bourgeoisie ne dépérit pas au fur et à mesure que le prolétariat croît et se raffermi. Non, la marche de l'histoire est autre.

Les forces de production se développent par bonds ; par moment, elles progressent avec rapidité, parfois elles reculent. La bourgeoisie, à son tour, s'est aussi développée par bonds ; la classe ouvrière de même. Au moment où les forces productives du capitalisme se butent contre un mur, ne peuvent plus progresser, nous voyons la bourgeoisie réunir entre ses mains l'armée, la police, la science, l'école, l'Eglise, le Parlement, la presse, les gardes blancs, tirer fortement sur les rênes et dire, en pensée, à la classe ouvrière : « Oui, ma situation est périlleuse. Je vois un abîme s'ouvrir sous mes pieds. Mais nous allons voir qui tombera le premier dans cet abîme. Peut-être avant ma mort, si vraiment je dois mourir, réussirai-je à te pousser dans le précipice, ô classe ouvrière ! »

Que cela signifierait-il ? Tout simplement une destruction de la civilisation européenne dans son ensemble. Si la bourgeoisie, condamnée à mort au point de vue historique, trouvait en elle-même assez de force, d'énergie, de puissance pour vaincre la classe ouvrière dans ce combat terrible qui approche, cela signifierait que l'Europe est vouée à une décomposition économique et culturelle, comme c'est déjà arrivé à plusieurs autres pays, nations et civilisations.

Autrement dit, l'histoire nous a amenés à un moment où une révolution prolétarienne est devenue absolument indispensable pour le salut de l'Europe et du monde. L'histoire nous a fourni une prémisse fondamentale de la réussite de cette révolution, dans ce sens que notre société ne peut plus développer ses forces productrices en s'appuyant sur une base bourgeoise. Mais l'histoire ne se charge pas, par cela même, de résoudre ce problème à la place de la classe ouvrière, des politiciens de la classe ouvrière, des communistes.

Non, elle semble dire à l'avant-garde ouvrière (nous nous représentons l'histoire sous forme d'une personne placée au-dessus de nous), elle dit à la classe ouvrière : « Il faut que tu saches que tu périras sous les ruines de la civilisation, si tu ne renverses pas la bourgeoisie. Essaie, résous le problème ! » Tel est à présent l'état des choses. »

HEBDOMADAIRE D'ANNEE - N° 107

LE NUMERO 0-60

SABEDI, 12 DECEMBRE 1931

# LA VERITE

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

L. TROTSKY

## La clef de la situation internationale est en Allemagne

L'objet des présentes lignes, est de montrer, du moins à grands traits, comment s'est déroulée la situation internationale pendant les dernières semaines de l'année 1931. — Les résultats des contradictions fondamentales de la capitalisme à son déclin, sont donc, en fait, en train de se manifester par une révolution internationale, une révolution qui s'annonce à travers les événements révolutionnaires de l'année 1931 et qui se poursuivra collectivement dans l'année 1932.

La situation en Angleterre

1. La situation en Angleterre, pendant les dernières semaines de l'année 1931, est caractérisée par une situation de crise révolutionnaire, qui se manifeste par une situation de crise révolutionnaire et une situation de crise révolutionnaire.

révolutionnaire, et en même temps, par une situation de crise révolutionnaire, qui se manifeste par une situation de crise révolutionnaire et une situation de crise révolutionnaire.

de la situation internationale, qui se manifeste par une situation de crise révolutionnaire, qui se manifeste par une situation de crise révolutionnaire et une situation de crise révolutionnaire.

### ALERTE!

Nous commençons la plus grande partie de ce numéro à l'étude du spectacle révolutionnaire qui se joue en Italie, et nous commençons à l'étude de la situation internationale pendant les dernières semaines de l'année 1931. — Les résultats des contradictions fondamentales de la capitalisme à son déclin, sont donc, en fait, en train de se manifester par une révolution internationale, une révolution qui s'annonce à travers les événements révolutionnaires de l'année 1931 et qui se poursuivra collectivement dans l'année 1932.

Cette ligne-bulle montre que la situation internationale est en train de se manifester par une situation de crise révolutionnaire, qui se manifeste par une situation de crise révolutionnaire et une situation de crise révolutionnaire.

12 décembre 1931 (Doc. CERMTRI).

21 juin 1935.

Numéro 342 - 31 JUIN 1935 - PRIX : 0 fr. 30 - R. RUE LIGOUVE, PARIS

Publié en France, à Paris, chez L. LIGOUVE, 342, Rue Ligoëve.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!



# LA VERITE

ORGANE DU GROUPE BOLCHEVIK-LÉNINISTE DE LA S.F.I.O. (Anc. Ligue Communiste)

## LETTRE OUVERTE DE LEON TROTSKY AUX OUVRIERS FRANÇAIS (La Trahison de Staline et la Révolution Mondiale)

Chers camarades, Je vous adresse cette lettre ouverte, dans l'espoir qu'elle sera lue par tous les ouvriers français, et qu'elle servira de point de départ à une discussion ouverte et libre.

Le salut de la révolution internationale, qui se manifeste par une situation de crise révolutionnaire, qui se manifeste par une situation de crise révolutionnaire et une situation de crise révolutionnaire.

de la situation internationale, qui se manifeste par une situation de crise révolutionnaire, qui se manifeste par une situation de crise révolutionnaire et une situation de crise révolutionnaire.

### Le salut des Bolchéviks-Léninistes français à Léon Trotsky

Trotsky a quitté le territoire français depuis bientôt dix années, et c'est seulement pour le deuxième fois que par Trotsky la planète est plus restée qu'elle l'avait été.

Chers camarades, je vous adresse cette lettre ouverte, dans l'espoir qu'elle sera lue par tous les ouvriers français, et qu'elle servira de point de départ à une discussion ouverte et libre.

Le salut de la révolution internationale, qui se manifeste par une situation de crise révolutionnaire, qui se manifeste par une situation de crise révolutionnaire et une situation de crise révolutionnaire.

de la situation internationale, qui se manifeste par une situation de crise révolutionnaire, qui se manifeste par une situation de crise révolutionnaire et une situation de crise révolutionnaire.

Le salut de la révolution internationale, qui se manifeste par une situation de crise révolutionnaire, qui se manifeste par une situation de crise révolutionnaire et une situation de crise révolutionnaire.

## la première période de la révolution prolétarienne mondiale

Ce texte date de 1921 et, nous l'avons dit, il est l'une des conférences que fit Trotsky pour rendre compte du III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste. Ce congrès, dans la « Thèse sur la situation mondiale et la tâche de l'Internationale communiste », tirait en ces termes le bilan de la guerre impérialiste :

« La guerre a cependant réuni l'extrême puissance destructive de ses méthodes et la durée imprévisiblement longue de leur emploi. Le résultat fut qu'elle ne détruisit pas seulement, au sens économique, la production « superflue », mais qu'elle affaiblit, ébranla, mina le mécanisme fondamental de la production en Europe. Elle contribua en même temps au grand développement capitaliste des Etats-Unis et à l'ascension fiévreuse du Japon. Le centre de gravité de l'économie mondiale passa d'Europe en Amérique (...).

Pour arriver à une certaine coordination intérieure, l'économie de l'Europe devra pendant les quelques années à venir se restreindre et diminuer. La courbe des forces productives tombera de sa hauteur fictive actuelle. Des périodes de prospérité ne peuvent avoir en ce cas qu'une courte durée et surtout un caractère de spéculation. Les crises seront longues et pénibles. La crise actuelle en Europe est une crise de sous-production. C'est la réaction de la misère contre les efforts pour produire, trafiquer et vivre sur un pied analogue à celui de l'époque capitaliste précédente. »

De fait, après la Première Guerre mondiale, le système de production capitaliste ne put réellement être réstabilisé. De ses contradictions croissantes naquit la crise gigantesque de 1929 qui toucha à des degrés divers l'ensemble des pays impérialistes. D'un côté, il y a cette crise, l'incapacité du mode de production capitaliste

à se stabiliser, la victoire du fascisme en Italie, son triomphe en Allemagne, la victoire de Franco en Espagne. De l'autre, à l'exception de la révolution russe (mais sans oublier la dégénérescence de l'Etat ouvrier et la constitution en son sein d'une bureaucratie parasitaire), il y a les défaites successives des révolutions et des crises révolutionnaires en Allemagne, en Hongrie, en Italie et en Bulgarie, puis en Angleterre en 1925-1926, en France et en Espagne en 1936-1938. L'Europe, le monde marchent à la Deuxième Guerre mondiale.

Toute cette période qui va de la révolution d'Octobre à la Deuxième Guerre mondiale est d'une grande importance politique. Les événements que nous venons de rappeler brièvement expriment concrètement la lutte mondiale des classes dont les deux protagonistes essentiels sont le prolétariat et la bourgeoisie. Ils donnent toute leur substance à la théorie de la révolution permanente, toute sa dimension et toute son ampleur de théorie de la révolution prolétarienne mondiale. Ils permettront, comme réponse à tous les problèmes de la révolution mondiale qui se dressent sur le terrain de la lutte concrète des classes, d'élaborer l'expression programmatique de cette théorie, le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Il est nécessaire, avant d'aborder l'actualité de la théorie de la révolution permanente, celle évidemment de son expression programmatique qu'est le « Programme de transition », de s'arrêter un moment sur la façon dont la théorie de la révolution permanente a été de nouveau, au cours des années 1920, au centre de la lutte à l'intérieur du Parti bolchevique entre la contre-révolution montante, la bureaucratie du Kremlin dont Staline exprimait les intérêts, et l'avant-garde prolétarienne, l'Opposition de gauche.

---

## STALINE ET LA BUREAUCRATIE CONTRE LA REVOLUTION PERMANENTE

---

Depuis la polémique sur cette question entre les social-démocrates russes dont nous avons fait état dans la partie précédente de cet article, la discussion de la théorie de la révolution permanente n'occupait plus le devant de la scène. La rédaction par Lénine des « Thèses d'avril » en 1917 avait tranché la question en engageant la bataille pour la prise du pouvoir par le prolétariat sous la direction du Parti bolchevique.

C'est en 1924, par un matin d'octobre, que le Parti bolchevique — ou ce qu'il en restait —, que le peuple russe, que la III<sup>e</sup> Internationale apprirent à la fois et la malignité du trotskysme et que le fondement de cette malignité était la perverse révolution permanente. La première grande bataille publique entre les épigones du marxisme, candidats à l'assassinat de la révolution d'Octobre et de la révolution mondiale, et le bolchevisme, venait de commencer, et nous renvoyons ici nos lecteurs à la première partie de cet ouvrage, rédigée par le camarade P. Broué.

Il importe de bien comprendre l'enjeu fondamental de cette bataille qui se concentre sur la question de la théorie de la révolution permanente. Du jour au lendemain, des dizaines d'articles de Staline, de Kamenev, de Zinoviev occupèrent les colonnes de la « Pravda » pour dénoncer la révolution permanente. Des multitudes de résolutions de tous les organes du Parti bolchevique, de l'Internationale, concentrèrent leur feu sur elle. Le moindre des rouages de l'appareil ne pouvait plus vivre sans dénoncer chaque jour la révolution permanente. Dans l'introduction à « La Révolution permanente », Trotsky explique que la raison conjoncturelle de ce torrent de haine contre la révolution permanente fut la nécessité pour Staline et ses amis de trouver « quelque chose » contre Trotsky afin de faire oublier qu'aucun d'eux n'avait, au feu de la révolution, de février à octobre, passé correctement l'épreuve, et que tous

s'étaient peu ou prou, à un moment ou à un autre, retrouvés sur les positions du démocratisme de gauche vulgaire, s'étaient opposés directement à Lénine ou avaient à tout le moins suivi un cours contraire à celui que proposait l'auteur des « Thèses d'avril ».

Evidemment, les épigones pensèrent qu'il y avait là un angle d'attaque possible contre Trotsky, essentiellement de par le fait que les positions défendues par Trotsky à cette époque l'avaient été hors des cadres du parti, et que peut-être aussi l'on pourrait combattre au nom du « parti » le Parti bolchevique lui-même, qui était devenu en 1917, pour des millions d'hommes en Russie et de par le monde, « le parti de Lénine et de Trotsky ».

Mais au-delà de cette raison qui fut d'une très grande importance historique, il faut dire que Staline et les siens, au fond, ne se trompèrent pas d'ennemi, et que leur haine justifiée contre Trotsky l'était tout autant contre la révolution permanente. A vrai dire, si Trotsky avait été dès les premières années du XX<sup>e</sup> siècle le porteur de la théorie de la révolution permanente, il en devint à partir de 1924 l'expression vivante concentrée en un homme — théoricien comme combattant —, l'un des deux plus grands dirigeants historiques du prolétariat dans ce siècle. Il a intégré à sa propre méthode d'analyse, qui n'est jamais abstraite des tâches à résoudre pour le prolétariat et son avant-garde, l'apport spécifique de Lénine à la théorie révolutionnaire — l'impérialisme stade suprême du capitalisme et le rôle indispensable du facteur subjectif, le parti, l'Internationale. Il est armé de pied en cap pour assumer l'héritage que l'histoire lui légua et qui trouve son expression la plus haute dans la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Ainsi, pleinement, totalement, la théorie de la révolution permanente devient en ces années la théorie de la révolution prolétarienne mondiale. Tous ceux qui s'acharnent contre elle le font à bon droit, puisqu'ils se veulent et se font les héritiers du « socialisme national », les tenants du « socialisme dans un seul pays ». Cette pseudo-« théorie » anti-marxiste a un sens : contre l'unité



mondiale de la lutte des classes, contre la révolution prolétarienne mondiale et donc, par là même, contre la théorie de la révolution permanente.

Ce qui est en jeu en 1924, Trotsky le concentrera de façon saisissante dans sa préface de l'édition française de « La Révolution permanente », en un passage célèbre que nous reproduisons ci-dessous. Dans le langage du fer et du feu de la lutte des classes concrète, le « socialisme national » va bientôt recevoir la sanction sanglante de la gigantesque défaite du prolétariat anglais en 1926, organisée par les dirigeants réformistes britanniques avec lesquels le jeune Parti communiste anglais collabora sur ordre de Staline

dans le Comité anglo-russe ; de l'écrasement de la deuxième révolution chinoise et du massacre des communistes par les armées de Tchang Kaï-chek, dirigeant du Kuomintang bourgeois dans lequel Staline a ordonné aux communistes chinois de se dissoudre, puis du triomphe du svastika sur le plus puissant prolétariat d'Europe en 1933. Les « erreurs » sont devenues des crimes prémédités : des procès de Moscou aux Fronts populaires d'Espagne et de France, le « socialisme national » de Staline, négation du marxisme, de la théorie de la révolution permanente, est devenu le fossoyeur des révolutions, une force capitale de la contre-révolution dans le monde.

## 1924 : CE QUI EST EN JEU

« La doctrine du socialisme dans un seul pays a été formulée pour la première fois par Staline à l'automne 1924. Elle était en contradiction flagrante non seulement avec toute la tradition du marxisme et avec l'école de Lénine, mais aussi avec tout ce que Staline lui-même avait écrit au printemps de la même année. La séparation entre l'« école » de Staline et le marxisme sur la question de la construction socialiste a une aussi grande importance de principe que, par exemple, la rupture entre la social-démocratie allemande et le marxisme sur la question de la guerre et du patriotisme en août 1914, exactement dix ans avant la volte-face de Staline. Cette comparaison n'est point fortuite : l'« erreur » de Staline, de même que celle de la social-démocratie allemande, n'est autre chose que le *socialisme national*.

Le marxisme procède de l'économie mondiale considérée non comme la simple addition de ses unités nationales mais comme une puissante réalité indépendante créée par la division internationale du travail et par le marché mondial qui, à notre époque, domine tous les marchés nationaux. Les forces productives de la société capitaliste ont depuis longtemps dépassé les frontières nationales. La guerre impérialiste ne fut qu'une des manifestations de ce fait. La société socialiste devrait représenter, au point de vue production et technique, un stade plus élevé que le capitalisme ; si l'on se propose de construire la société socialiste à l'intérieur de limites nationales, cela signifie qu'en dépit de succès temporaires on freine les forces productives, même par rapport au capitalisme. C'est une utopie réactionnaire que de vouloir créer dans le cadre national un système harmonieux et suffisant, composé de toutes les branches économiques, sans tenir compte des conditions géographiques, historiques et culturelles du pays qui fait partie de l'unité mondiale. Si, malgré cela, les créateurs et les partisans de cette doctrine participent à la lutte révolutionnaire internationale (avec ou sans succès, c'est une autre question), c'est parce qu'en leur qualité d'éclectiques incorrigibles, ils unissent, d'une façon purement mécanique, un internationalisme abstrait à un socialisme national utopique et réactionnaire. Le programme de l'Internationale communiste adopté par le VI<sup>e</sup> Congrès est l'expression la plus parfaite de cet éclectisme. »

(L. Trotsky : préface à l'édition française de « La Révolution permanente », Ed. du Seuil, pp. 248 et 249).

## LE « PROGRAMME DE TRANSITION »

Pendant toute cette première période de la révolution prolétarienne mondiale, la théorie de la révolution permanente se vérifie totalement, même si c'est en quelque sorte de manière négative. Elle prend toute sa dimension, toute son ampleur de théorie de la révolution prolétarienne mondiale.

La révolution russe a été victorieuse. Elle l'a été comme révolution prolétarienne, parce que la classe ouvrière a pris la tête des masses exploitées, parce que le Parti bolchevique a combattu pour la prise du pouvoir par le prolétariat, pour la dictature du prolétariat, démontrant que la corrélation des rapports politiques entre les classes exige que ce soit le prolétariat qui dirige la révolution et qui prenne le pouvoir pour que les réformes démocratiques se réalisent, et que, prenant le pouvoir, il ne peut que satisfaire ses revendications spécifiques d'expropriation du capital.

Isolée, la révolution russe a reflué, donné naissance à une bureaucratie parasitaire. Dans la seconde moitié de 1923, le prolétariat d'Allemagne semblait proche de prendre le pouvoir ; l'échec du Parti communiste allemand fut une grande déception pour les masses ouvrières d'Union soviétique. La bureaucratie naissante s'appuya sur cet échec pour entamer sa campagne contre le « trotskysme » et la révolution permanente. En 1926-1927, la deuxième révolution chinoise leva à nouveau l'espoir au sein des masses soviétiques. Nous avons déjà dit qu'à la fin de 1927, cette révolution fut écrasée par le bourreau Tchang Kaï-chek, auquel les dirigeants de l'Internationale communiste avaient littéralement livré les ouvriers et paysans chinois. Alors que l'Opposition de gauche avait recruté de nouveaux militants au début du processus révolutionnaire en Orient, une nouvelle vague de désenchantement passa sur les masses de l'URSS et la bureaucratie lança la première grande campagne de répression contre les opposants, les arrêtant et les déportant en masse.

Dans un chapitre de « La Révolution trahie » intitulé « Le Thermidor soviétique - Pourquoi Staline a-t-il vaincu ? », Trotsky explique :

« ... Les masses furent partout peu à peu éliminées de la participation effective au pouvoir.

Ce phénomène au sein du prolétariat fit naître de grandes espérances et une grande assurance dans la petite bourgeoisie des villes et des campagnes qui, appelée par la Nep à une vie nouvelle, s'enhardissait de plus en plus. La jeune bureaucratie, formée au début pour servir le prolétariat, se sentit l'arbitre entre les classes. Elle fut de mois en mois plus autonome.

La situation internationale agissait puissamment dans le même sens. La bureaucratie soviétique gagnait en assurance au fur et à mesure que la classe ouvrière internationale subissait de plus lourdes défaites. Entre ces deux faits, la relation n'est pas seulement chronologique, elle est causale et réciproque : la direction bureaucratique du mouvement contribuait aux défaites ; les défaites affermissaient la bureaucratie. La défaite de l'insurrection bulgare et la retraite sans gloire des ouvriers allemands en 1923, l'échec d'une tentative de soulèvement en Estonie en 1924, la perfide liquidation de la grève générale en Angleterre et la conduite indigne des communistes polonais lors du coup de force de Pilsudski en 1926, l'effroyable défaite de la révolution chinoise en 1927, les défaites plus graves encore qui suivirent en Allemagne et en Autriche — telles sont les catastrophes historiques qui ont ruiné la confiance des masses en la révolution mondiale et permis à la bureaucratie soviétique de s'élever de plus en plus haut comme un phare indiquant la voie du salut. »

La dégénérescence du Parti bolchevique, de l'Etat ouvrier d'URSS, l'affirmation d'une bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire aboutissent à la transformation de la III<sup>e</sup> Internationale et de ses partis en instruments internationaux de cette bureaucratie, obstacles supplémentaires et majeurs à la révolution prolétarienne.

Alors que la bourgeoisie n'est capable nulle part de réaliser les tâches nationales et démocratiques, ainsi qu'en atteste l'exemple de la révolution chinoise, alors que, bien plus, le capitalisme en crise remet en cause les conquêtes démocratiques et développe l'oppression nationale — cela étant vrai dans les pays où le fascisme a triomphé, mais également des Etats bourgeois « démocratiques » où la « démocratie » parlementaire fait chaque jour un peu plus faillite —, la révolution prolétarienne apparaît dans cette période comme la seule solution progressiste pour l'humanité, y compris pour la résolution des tâches démocratiques et nationales.

C'est à la fin de cette première période de la révolution prolétarienne mondiale que Trotsky élabore le « Programme de transition », programme de la révolution sociale aussi bien dans les pays capitalistes impérialistes que dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, et de la révolution politique devenue indispensable en URSS contre la bureaucratie parasitaire.

Il est l'expression programmatique de la théorie de la révolution permanente. C'est l'actualité des fondements objectifs de ce programme qu'il nous faut maintenant analyser ici.

L'affirmation selon laquelle « les forces productives ont cessé de croître » semble indiscutable lorsqu'elle

est formulée en 1938 par Léon Trotsky dans le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il ne fait au demeurant que concentrer en une formule abrupte le contenu des thèses adoptées par les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste sur la situation mondiale comme sur la tactique de l'Internationale communiste. Rappelons qu'il a écrit, dans le rapport dont il était chargé devant le III<sup>e</sup> Congrès, en 1921 :

« Les forces productives mondiales ne peuvent se dégager davantage dans le cadre de la société bourgeoise (...). Si le développement ultérieur des forces productives était concevable dans le cadre de la société bourgeoise, la révolution en général serait impossible. »

En 1938, il n'y a plus accroissement de la production et des moyens de production, accumulation de capital. Ce phénomène, dont nous avons déjà dit qu'il peut être à un moment donné l'expression particulière de la non-croissance d'ensemble des forces productives mais qu'il ne lui est absolument pas identique, tend pourtant à renforcer l'aspect incontestable des bases du « Programme de transition ». Il permettra plus tard à ceux qui dénieront alors à ces bases toute actualité, en cherchant pourtant à pouvoir continuer de se parer du drapeau du trotskysme, de dire : « Trotsky avait raison, mais en 1938. »

---

## pourrissement du mode de production capitaliste depuis 1943-1945

---

Il est incontestable qu'un marché mondial, une division internationale du travail se sont reconstruits, qu'un accroissement considérable des moyens de production, de la production elle-même, qu'une accumulation importante du capital ont eu lieu, cela de façon globale et y compris dans certains pays coloniaux.

Y a-t-il dans ces phénomènes le fondement d'un « néo-capitalisme » qui aurait résolu pour une large période — à l'échelle historique s'entend — ses contradictions majeures, qui ne serait donc plus « la réaction sur toute la ligne », comme le disait Lénine, c'est-à-dire l'impérialisme, la pleine maturité des caractéristiques définies par lui

en 1916, le développement de leur putréfaction ?

Il est nécessaire, pour répondre à cette question, de rappeler d'abord deux choses.

La première est, nous l'avons dit, que lorsque Trotsky fut amené à préciser dans ses commentaires sur le « Programme de transition » la partie de l'affirmation selon laquelle les forces productives avaient cessé de croître, il expliqua tout à fait nettement que cette affirmation était valable à l'échelle de toute une période, de toute une époque historique, celle de la putréfaction du capitalisme et de la révolution prolétarienne mondiale, époque qui a commencé en 1914-1917 et dont nous disons, nous, qu'elle n'est pas close en 1940 ou en 1944-1945, mais qu'elle se poursuit ; ce qui ne veut pas dire que toute une nouvelle étape de la lutte des classes internationale n'a pas commencé au moment de la Deuxième Guerre mondiale, tournant essentiellement concentré dans l'année 1943, avec Stalingrad, l'entrée en guerre des USA, les soulèvements révolutionnaires de Yougoslavie, d'Italie, etc.

La seconde chose consiste à rappeler ici ce que nous avons développé brièvement plus haut : on ne peut mettre un signe égal entre forces productives, accroissement de la production et des moyens de production, et développement des forces productives.

Il faut considérer le système dans son ensemble, déterminer quel est le moteur de la production, et son aboutissement.

Pour la première fois dans l'histoire, l'ensemble du fonctionnement de l'économie capitaliste est conditionné par le volant d'entraînement indispensable d'une économie permanente d'armement des grandes puissances impérialistes, par un gigantesque parasitisme, dont l'inflation généralisée et l'immense accumulation de capitaux fictifs et flottants sont les conséquences. L'aboutissant est le krach inévitable vers lequel conduit inexorablement la crise rampante, krach à côté duquel la crise de 1929, qui voua au chômage et à la déchéance des millions de prolétaires de par le monde, semblera guère peu de chose.

La marche à la crise de l'économie capitaliste est évidemment l'un des éléments déterminants de toute la situation mondiale, et son développement, la façon dont elle se noue aux contradictions économiques qui opèrent en URSS et en Europe de l'Est ne peuvent être appréciés que de ce point de vue. Si le marché mondial et la division internationale du travail ont été restructurés après la Deuxième Guerre mondiale, si la production s'est développée, si les échanges mondiaux ont été multipliés, toute cette construction économique a été impulsée par les Etats-Unis, utilisant le volant d'entraînement central de l'économie d'armement — dans un pays où la production d'armements ne représentait qu'1 % de la production globale avant 1941... — et l'inflation sous toutes ses formes possibles. Dès 1947, une première crise économique menaçait déjà, après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'économie américaine. Son célèbre « boom » menaçait de se transformer en un bruit beaucoup plus dévastateur. Seuls le réarmement américain et la guerre de Corée permirent d'y faire face, avec la fin de la reconstruction de ce qui avait été détruit par la guerre impérialiste en Europe, le redémarrage des économies de l'Allemagne de l'Ouest et du Japon.

La crise des moyens de paiement, la crise du dollar puis de toutes les monnaies ont commencé à traduire à partir des années 1960 le gigantisme du parasitisme nécessaire pour entretenir le fonctionnement du mode de production capitaliste.

Le 15 août 1971, Nixon décrète l'inconvertibilité du dollar, l'embargo sur l'or, une taxe de 10 % sur les exportations. Le prodigieux développement de l'économie d'armement a pu garantir pour un temps le fonctionnement de l'ensemble du système en permettant l'accumulation du capital. Mais il a lui-même ses propres limites.

Le déficit de la balance des paiements américaine auquel Nixon décide de s'attaquer traduit le fait que le capitalisme américain a produit trop de marchandises, y compris militaires.

Dans une importante déclaration publique en date du mois d'août 1971, le bureau politique de l'OCI affirme :

« Tous les Etats bourgeois ont par leurs dépenses parasitaires de toutes

sortes, et singulièrement celles de l'armement, ouvert des débouchés artificiels à la production, qui ont permis à l'économie dans son ensemble de fonctionner. Tous les gouvernements capitalistes, en premier lieu le gouvernement américain, ont financé le secteur de l'armement par des traites de cavalerie, les emprunts, l'inflation et les mille et un moyens de la technique financière.

Les déséquilibres des balances commerciales et des paiements, et principalement le déséquilibre des balances américaines qui sont au centre de cette énorme formation de capitaux fictifs, traduisent l'impasse d'une économie fondée sur la propriété privée des moyens de production. »

La déclaration du bureau politique de l'OCI affirme : l'impérialisme américain a décidé de ne plus honorer ses chèques sans provision, ses traites de cavalerie ; avec tous les autres gouvernements capitalistes, il va chercher à faire payer la note aux masses laborieuses.

La marche à la crise va continuer à se développer, se précisant dans les années 1973-1974. C'est par millions et millions que les chômeurs se comptent aujourd'hui en Europe, aux Etats-Unis, au Japon, pour ne rien dire des pays économiquement arriérés. Alors que la tendance au ralentissement de l'activité économique et à la diminution des échanges internationaux se faisait de nouveau jour, l'accélération de la hausse des prix est devenue un phénomène permanent.

Que peuvent exprimer d'autre la crise des moyens internationaux de paiement, les déséquilibres des échanges internationaux et des balances nationales, l'inflation généralisée, sinon les contradictions insurmontables du mode de production capitaliste à son stade impérialiste, que seul le parasitisme généralisé de l'économie a encore pu contenir ? La crise du dollar en est un produit direct. Malgré tout, seul l'Etat américain arrive encore à maintenir le marché mondial par ses dépenses. Les autres puissances impérialistes peuvent crier : elles subissent le joug de l'impérialisme américain et subissent les conséquences de la crise

du dollar. Elles ne peuvent qu'accepter son statut de moyen de paiement à l'échelle internationale, qu'il ait cours forcé sur tout le marché économique mondial.

La seule voie qu'ils ont pu emprunter est celle de la fuite en avant. Face au danger de la crise du dollar, pour leur propre survie, les grandes puissances capitalistes ont créé au début des années 1970 les Droits de tirages spéciaux (DTS), moyens de paiement créés « ex nihilo » afin d'ouvrir de nouveaux crédits aux balances commerciales déficitaires et d'alimenter une nouvelle vague de parasitisme.

Mais la charge qui résulte de ces phénomènes pour les impérialismes allemand et japonais se révèle déjà intolérable pour eux, et les gouvernements de ces pays se refusent à en supporter réellement le poids. Le fragile édifice de la Communauté économique européenne (CEE) risque de s'écrouler comme un château de cartes sous l'effet de l'accentuation de la marche à la crise.

La dislocation du marché mondial est inéluctablement inscrite dans ce processus. La crise n'a pas encore atteint son ampleur et sa violence destructrice. Mais au bout, il y a l'écroulement du système, la barbarie. Cependant, il est nécessaire, dans cette partie de notre article sur l'actualité des conditions objectives qui fondent celle de la révolution prolétarienne mondiale, la validité de la théorie de la révolution permanente comme son expression, de faire le point sur le moment présent.

Nous le ferons en intégrant à cet article un extrait de la contribution écrite par le camarade Stéphane Just sur la situation internationale et les tâches de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, rédigée en novembre 1978 à l'intention du XXII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI, puis, la discussion de ce congrès ayant entraîné la modification de son ordre du jour, finalement publiée dans le bulletin intérieur de l'OCI préparant son XXIII<sup>e</sup> Congrès extraordinaire. Dans le rapport oral qu'il fut amené à présenter sur cette question au XXIII<sup>e</sup> Congrès, le camarade Just devait y apporter une nouvelle actualisation que nos lecteurs trouveront ensuite.

---

## « DES CONTRADICTIONS ACCUMULEES ET MULTIPLES »

---

(EXTRAIT DU RAPPORT ECRIT SUR LA SITUATION INTERNATIONALE ET LES TÂCHES DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE, PRESENTE PAR LE CAMARADE STEPHANE JUST DANS LE BULLETIN INTERIEUR PREPARATOIRE AU XXIII<sup>e</sup> CONGRES DE L'OCI - REDIGE EN OCTOBRE 1978)

« L'analyse de la marche à la crise économique a déjà été faite. Il suffira d'en rappeler les grands traits et d'en préciser les nouveaux développements. Le poids de l'impérialisme américain reste décisif à l'échelle mondiale sur le plan économique comme sur le plan politique. La nouveauté est qu'il lui est impossible de poursuivre dans les mêmes conditions que depuis la fin de la guerre la tâche d'entraîner l'économie capitaliste internationale. Il est contraint, ne serait-ce qu'en fonction des rapports entre les classes aux USA, de rejeter une partie du fardeau que porte l'Etat américain sur les épaules de ses partenaires. Tel était le sens des déclarations de Nixon le 15 août 1971, de la décision de rendre le dollar inconvertible. Après avoir regimbé, les gouvernements des autres grandes puissances impérialistes se sont inclinés. Un accord monétaire a été signé le 18 décembre 1971. Le dollar était dévalué de 8 %, le mark et le yen étaient réévalués. La marge de fluctuation du dollar sur le marché financier par rapport aux autres monnaies était fixée à plus et moins 2,5 %, au-delà desquels les banques centrales devaient intervenir pour maintenir le dollar à sa parité. Autrement dit, le dollar avait cours forcé sur le marché mondial et les banques centrales devaient obligatoirement le racheter par l'émission de leur propre monnaie. L'inflation de dollars devenait l'inflation universelle.

Le 13 février 1973, le gouvernement des USA décidait une nouvelle dévaluation de 10 % du dollar. Cette fois, le gouvernement japonais et les gouvernements d'Europe occidentale

décidaient de laisser « flotter » le dollar, c'est-à-dire de ne pas soutenir obligatoirement son cours. Le dollar tombait en dessous de 4 francs (3,9 au mois de juillet). Le mark devait être réévalué deux fois. Au cours de ces années 1971, 1972, 1973, et 1974, la hausse des prix mondiaux ne cessait de s'accélérer pour atteindre dans presque tous les pays les « deux chiffres » (au-dessus de 10 %). A la fin de 1973, la tendance du dollar s'inversait : son cours remontait très rapidement. La raison en était simplement la hausse spectaculaire des prix du pétrole que les pays arabes producteurs de pétrole déclenchaient en décrétant l'embargo, manœuvre de toute évidence dictée par l'impérialisme US, qui obligeait les autres pays capitalistes à utiliser massivement leurs réserves de dollars pour payer les achats de pétrole en dollars. Au milieu de 1974, la crise économique touchait la totalité de l'économie capitaliste. Selon l'OCDE, en 1975, le Produit national brut tombait de 2 % en France, 2,25 % en Grande-Bretagne, 3 % aux USA, 3,75 % en Allemagne fédérale, 4,5 % en Italie, bien que la hausse des prix se poursuivît, quoiqu'à un moindre rythme. Pour la première fois depuis la guerre, en 1975 les échanges mondiaux en volume diminuaient. La « récession » avait une autre conséquence : la balance commerciale des USA était, pour la première fois depuis de nombreuses années, bénéficiaire — plus de 12 milliards de dollars.

Au cours du deuxième semestre de 1975 et du premier semestre de 1976, le gouvernement des USA a impulsé la relance de la seule façon dont cela lui est possible : par une nouvelle extension du parasitisme. Pour cet exercice, à lui seul le déficit du budget des USA atteignait 66 milliards de dollars. Ce qui n'est qu'un aspect des processus inflationnistes. En Allemagne fédérale, le déficit de l'Etat fédéral et le déficit de ce qu'il est convenu d'appeler les collectivités locales atteignaient 68 milliards de marks. En 1975, en France, le déficit du budget de l'Etat s'élevait à 8 milliards de francs. En Europe, la « relance » restait limitée et allait bientôt s'essouffler. Mais même aux USA et au Japon, où elle se maintenait, elle restait très relative. Dès la mi-1976 et au cours de l'année

1977, la rechute était sensible dans tous les pays capitalistes d'Europe. « L'Année économique » du « Monde » pour 1977 relève les données suivantes :

« La reprise de la production industrielle qui s'était amorcée à la mi-septembre 1975 et s'était poursuivie en 1976 a fait long feu en 1977, à peine les plus hauts niveaux atteints avant la crise mondiale de 1974-1975 venaient d'être retrouvés.

Dans la plupart des pays industrialisés à l'économie de marché, la rechute est venue très tôt et en même temps. Dès la fin du premier trimestre de 1977, la production industrielle a reculé en Italie, en France, en Allemagne ; elle a stagné en Grande-Bretagne jusqu'en mai, puis a décliné en juin. Au Japon, l'expansion a résisté jusqu'à l'été, puis s'est éteinte. Seuls les USA ont échappé à la règle commune et ont conservé tout au long de l'année un rythme de croissance élevé, environ de 6 %.

Jusqu'à présent, l'année 1978 présente des caractéristiques similaires. »

Il importe de comprendre que c'est la reprise et le niveau relativement élevé de l'économie américaine qui ont empêché que l'économie capitaliste ne s'effondre et se disloque. Aussi est-il nécessaire de noter par quels moyens ce résultat a été obtenu, et quelles en sont les conséquences. Une nouvelle enquête de l'hebdomadaire américain « Business Week » du 16 octobre 1978 jette un jour cru sur le moteur de la relance aux USA :

« Depuis la fin 1975, les Etats-Unis ont créé une nouvelle économie de dettes, une explosion à ce point sauvage et désordonnée que la folie d'emprunts du début des années 1970 à côté n'était rien. Il est vrai que les plus gros emprunteurs responsables de l'endettement premier ne sont pas aujourd'hui les plus fautifs. Au cours des trois dernières années de la nouvelle économie d'inflation, les dettes d'entreprises ont augmenté de 36 %, soit un peu plus d'un trillion de dollars, et les dettes fédérales et des Etats de 33 %, soit 295 billions de dollars, tandis que la dette totale de l'économie du pays s'est élevée de 42 %, soit 3,9 trillions.

Plus inquiétant est le fait que la dette des consommateurs ait atteint 49 %, soit 300 billions de dollars, que les hypothèques sur l'habitat aient grimpé de 54 %, atteignant 750 billions, et que l'endettement du gouvernement des USA, Trésor et agences fédérales compris, ait augmenté de 47 %, soit 825 billions.

En plus, pour chaque trois dollars dus en 1974, les USA doivent à présent quatre dollars, un accroissement de la dette plus rapide que l'accroissement de l'économie des USA, même en incluant l'inflation à la croissance économique. Ce qui est très inquiétant, c'est que les plus gros emprunteurs sont à présent des consommateurs dont les capacités de remboursement atteignent leurs limites, en particulier le gouvernement fédéral dont les emprunts sont les plus inflationnistes. Et l'industrie, à présent, y participe, empruntant à nouveau des quantités à court terme, tandis que le marché des changes reste fermé à la plupart des entreprises.

Le problème ne peut que s'aggraver. « Les seuls moments où la dette diminue, c'est quand l'économie s'écroule, lors d'une récession ou d'une dépression », souligne David A. Bowers, économiste à l'Université de Case Western Reserve, Cleveland. A ce stade, les Américains parient sur l'augmentation annuelle des revenus individuels et des entreprises, et sur le maintien par le gouvernement d'une politique monétaire et fiscale assez expansionniste pour permettre à la reprise des quarante-quatre derniers mois de se poursuivre.

Ce pari a certainement été valable pour les quatre dernières années. Durant cette période, la réserve fédérale, comme les banques centrales de tous les pays industriels, a fait tourner la planche à billets à une allure étourdissante. De fait, le marché de l'euro-dollar, qui représentait moins de 200 billions en 1974, a doublé et représente maintenant plus de 400 billions de dollars. Sans aucun doute, cette mer de liquidités a maintenu à l'écart la récession ici comme à l'étranger, aidé les pays les moins développés à faire face au fardeau écrasant de leur dette, et permis au monde industrialisé de survivre à la

récession qui a suivi la quadruple augmentation du prix du pétrole. »

Un immense flot de dollars est créé, dont une grande quantité sans aucune contrepartie par le Federal Reserve System Bank. En même temps, les investissements productifs stagnent relativement.

Depuis 1974, le déficit de la balance commerciale des USA est réapparu et est devenu énorme : 9,3 milliards de dollars en 1976 ; 30 milliards de dollars en 1977 ; d'ores et déjà, il atteindra 26 milliards de dollars en 1978. Pourtant, le dollar reste la monnaie de compte internationale. Malgré cette « économie d'endettement », comme l'écrivit « Business Week », le chômage aux USA a continué d'osciller entre 7 et 8 % de la masse des travailleurs.

Les autres puissances capitalistes ne peuvent pratiquer au même degré une semblable politique sans aller rapidement à la catastrophe, à une inflation galopante. D'une certaine façon, elles sont beaucoup plus étroitement dépendantes que l'économie américaine du marché mondial. Il leur faut non pas impulser la consommation intérieure, mais se donner les moyens d'être concurrentielles sur le marché mondial. Par contre, quelque gênante que soit la crise du dollar qui résulte de la politique économique et financière de l'impérialisme US, elles doivent accepter et même soutenir cette politique sans laquelle le marché mondial s'effondrerait. C'est ainsi que la Deutschbank et la banque centrale du Japon ont soutenu, en achetant des centaines de millions de dollars, le cours de celui-ci. Les banques centrales achètent sur le marché financier des dollars avec lesquels elles achètent des bons du Trésor américain : 30 milliards en 1977 d'après le « Wall Street Journal ». Mais c'est à l'échelle internationale, en utilisant le Fonds monétaire international, que les grandes puissances capitalistes organisent la politique inflationniste et parasitaire indispensable pour empêcher (différer) l'effondrement du marché mondial et la dislocation de la division internationale du travail. Dès le départ des années 1970, lorsque le système monétaire institué à Bretton Woods s'est disloqué, le FMI, en créant les « Droits de tirage spéciaux » (DTS),

s'est employé à pallier la crise des moyens de paiement internationaux. Ce moyen de paiement est créé « ex nihilo ». Comme on le sait, la « valeur » du DTS est déterminée par un cocktail de monnaies des seize pays dont la participation au commerce mondial s'élève au moins à 1 %, le dollar représentant à lui seul 33 % de ce cocktail. Ont bénéficié des DTS les pays dont les balances commerciales et des paiements ont été déficitaires. Le pays utilisant le système des DTS doit déposer en sa monnaie le double de la somme qu'il tire en monnaies dont il a besoin. Ce système a été institué pour pallier le « manque de liquidités internationales ». En réalité, il visait à empêcher que les déséquilibres des échanges internationaux ne bloquent les échanges. Le taux de remboursement exigé était de 30 % du prêt. Entré 1970 et 1972, le FMI « créait » ainsi près de 10 milliards de DTS. Ultérieurement, la « création » de DTS s'est ralentie : l'abondance de dollars permit au FMI d'accorder de larges prêts sans créer de nouveaux DTS, ou aux banques d'accorder de larges crédits en dollars.

L'action du FMI allait s'exercer d'une autre façon. Confrontées à la crise, à l'exigence de maintenir artificiellement les échanges internationaux complètement déséquilibrés, à la nécessité de se donner les moyens de la relance, les grandes puissances impérialistes ont décidé de « démonétiser » l'or. Il s'agissait en fait de peser sur le cours de l'or qui, le 30 décembre 1974, avait atteint 197,5 dollars l'once. Au début de l'année 1976, une conférence réunie à la Jamaïque décidait qu'officiellement l'or n'aurait plus de prix, c'est-à-dire que le prix des monnaies s'exprimerait dans leurs rapports réciproques. En conséquence, le FMI qui avait en dépôt 150 millions d'onces d'or en restituait immédiatement un sixième à ses membres et devait vendre en quatre ans un autre sixième. C'est de cette façon que le FMI a pesé sur les cours de l'or qui est redescendu à presque 103,5 dollars l'once le 5 août 1976, et qu'il s'est procuré une partie de nouvelles liquidités en soutenant le dollar. Ce qui souligne que le rôle et la place de l'or dans le système des échanges ne diminuent en rien. Bien au contraire, la « démonétisation » de l'or accentue et prépare une situation



où, le marché mondial disloqué par la crise, l'or brillera de toute sa puissance comme moyen d'échange.

Une des questions les plus brûlantes est justement de pallier les déséquilibres des échanges internationaux. L'endettement international n'est pas moins impressionnant que l'« économie de dette » des USA. Selon la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement, la dette des pays économiquement arriérés, non producteurs de pétrole, dépassait 250 milliards de dollars fin 1977, alors qu'elle s'élevait fin 1976 à 200 milliards de dollars. En neuf ans, la dette de ces pays a quadruplé. Quant à celle des pays de l'Est, elle atteignait 50 milliards de dollars fin 1977, et il est prévu qu'elle atteindra 80 milliards de dollars en 1980. Pour ce qui concerne les pays de l'OCDE, les déséquilibres ne sont pas moins importants. L'excédent des balances commerciales du Japon et de l'Allemagne occidentale se monte, en 1977, à 17,2 milliards de dollars pour l'un et 17,9 pour l'autre. Par contre, nous avons déjà vu que le déficit de la balance US atteignait 30 milliards de dollars, celle de l'Italie est déficitaire de 1,1 milliard de dollars, celle de la France de 3,4, celle de la Grande-Bretagne de 3,2, etc.

Ce sont ces contradictions accumulées et multipliées qu'une fois encore, en ayant fondamentalement recours aux mêmes méthodes, se sont efforcés de contenir les gouvernements des grandes puissances capitalistes, tant aux Conférences de Brême et de Bonn qu'à la session du Fonds monétaire international. Le « serpent monétaire » constitué en mars 1972, qui avait déjà perdu quelques-uns de ses anneaux (l'Angleterre et l'Irlande dès juin 1972), allait avec diverses vicissitudes se désagréger au cours des années suivantes, l'Italie, la France et la Suède quittant le système. Il s'était réduit à une petite zone mark comprenant l'Allemagne fédérale, le franc belgo-luxembourgeois, le florin néerlandais, les couronnes danoise et norvégienne. Maintenir malgré les déséquilibres les échanges au sein de la Communauté économique européenne, organiser en commun l'inflation pour la « relance » sont des éléments déterminants pour contenir la crise économique rampante du régime

capitaliste. Les projets — plutôt que les accords — de Brême tentent d'organiser la coopération des capitalismes de la CEE dans ce but. Il s'agirait de faire en sorte que chaque monnaie européenne se définisse par rapport à une unité de compte établie selon le principe du DTS d'après un panier de monnaies, et de créer un Fonds monétaire européen de soutien de 26 milliards de dollars. La Conférence de Bonn, qui réunissait les sept plus grandes puissances capitalistes, avait comme objectif toujours la même question : « relancer l'économie mondiale ». Elle n'a abouti qu'à des vœux pieux sans efficacité pratique. Par contre, la session du Fonds monétaire international qui s'est tenue fin septembre 1978 a décidé d'augmenter la quote-part (le dépôt) des Etats membres de 50 %, et l'augmentation des Droits de tirages spéciaux de 4 à 6 milliards de dollars par an pendant trois ans (1 DTS = 1,26 dollars). Les grandes puissances capitalistes s'efforcent d'avoir une politique inflationniste concertée à l'échelle internationale pour éviter la catastrophe. En fait, l'économie capitaliste internationale, dont chaque partie est organiquement dépendante des autres, vit d'expédients. »

---

### « VERS LA CATASTROPHE ECONOMIQUE ET FINANCIERE... »

---

(EXTRAIT DU RAPPORT ORAL SUR LA SITUATION INTERNATIONALE PRESENTE PAR LE CAMARADE STEPHANE JUST AU XXIII<sup>e</sup> CONGRES DE L'OCI)

« Dans le rapport écrit dont vous disposez, je m'étais efforcé de souligner l'imbrication des crises conjointes de l'impérialisme et des bureaucraties, des crises politiques des différents régimes en place, des rapports entre les classes, et de la crise économique et financière, pour l'instant chronique, mais qui évolue inéluctablement vers une crise aiguë qui disloquera le marché mondial et la division internationale du travail.

○ Au moment où le rapport était écrit, une fois encore la crise du dollar pre-

nait des proportions effrayantes. Sa cause, nous le savons, c'est la création de marchés artificiels d'armement et autres au moyen de l'« économie d'endettement », comme l'écrivit « Business Week » le 16 octobre, une gigantesque inflation de crédits entraînant un gigantesque déficit commercial des USA (30 milliards en 1977), payé par un flot de dollars à cours forcé sur le marché financier international, auquel s'ajoute le parasitisme des autres pays capitalistes, petits et grands. Cette fois, il était indispensable d'arrêter la rapide dépréciation du dollar, sans quoi le risque était grand d'aboutir à la liquidation des moyens de paiement internationaux, à la dislocation des échanges internationaux.

Pour stopper la dépréciation du dollar, des mesures « choc » ont été prises : constitution et mise en action d'un fonds de mobilisation de 30 milliards de dollars en DTS ou en devises étrangères ; tirage de 3 milliards sur le Fonds monétaire international, vente de 22 milliards de DTS ; accords « SWAP » (crédits à court terme renouvelables en devises étrangères), 6 milliards de dollars auprès de la Bundesbank, 5 milliards de dollars auprès de la Banque du Japon, 4 milliards auprès de la Banque nationale suisse ; émission de 10 milliards de dollars de bons du trésor achetés par la Bundesbank, la Banque du Japon, la Banque nationale suisse, libellés en monnaies de ces pays donc théoriquement remboursables en ces devises, s'ajoutant aux dizaines de milliards de dollars que ces banques ont déjà souscrits.

D'autres mesures sont prises : hausse du taux de l'escompte de 8,5 % à 9,5 %, augmentation des réserves obligatoires des banques sur les dépôts à terme, doublement des ventes d'or américaines — 1 500 000 onces par mois au lieu de 750 000.

Malgré toutes leurs réticences, les impérialismes allemand et japonais ont été contraints de prendre en charge une partie du financement inflationniste de l'économie américaine, sous peine de dislocation des paiements internationaux, donc du marché mondial, donc d'une crise majeure.

De même, tout en imposant une discipline, en particulier au capitalisme français, le nouveau système euro-

péen, le nouveau serpent, tend au fond, si ces règles sont appliquées, à faire également supporter à l'impérialisme allemand le fonctionnement artificiel, déséquilibré, de la Communauté économique européenne. La France, par exemple, a eu un déficit de 18 milliards de francs avec les pays de la CEE, dont 14,9 milliards avec l'Allemagne, en 1978. L'impérialisme allemand ne peut évidemment pas laisser s'effondrer le marché européen, pas plus que le marché mondial. Mais tout comme le Japon, il ne peut devenir le banquier du monde, car les pays de l'Est de l'Europe, l'URSS, sollicitent aussi de lui d'énormes crédits, et même de l'Europe. Le poids est écrasant pour eux. Le Japon et l'Allemagne ne peuvent que s'effondrer.

Nous voyons maintenant, six mois à peine après sa mise en œuvre, comment se traduit le plan de sauvetage du dollar : l'inflation se généralise et s'accélère, elle est de 13 % aux USA, elle a dépassé partout les deux chiffres, l'once d'or est aux environs de 270 dollars (*plus de 300 fin août 1979-D.F.*)

A la fin de l'année dernière et au cours des premiers mois de cette année, en Allemagne, la politique finalement inflationniste pratiquée a élargi le marché intérieur, et elle a abouti à une certaine relance. Mais cela ne change rien à la stagnation générale. Bien sûr, on ne peut éliminer la possibilité de reprises partielles. Cela n'empêche pas que la crise actuelle est fondamentale, que son aboutissement mène obligatoirement à une catastrophe économique et financière tragique qu'un rien peut précipiter. Et, bien sûr, elle donnerait une fantastique impulsion à la lutte des classes mondiale.

Telles sont les données générales, tel est le tableau d'ensemble. Etant donnés les rapports entre les classes, nous entrons dans un nouveau stade de la nouvelle période de la révolution mondiale. Avec la révolution en Iran s'est effondré un pilier de ce qu'il reste de l'ordre de Yalta et de Potsdam. D'autres effondrements sont à l'ordre du jour ; l'impasse des bureaucraties parasitaires les amène aujourd'hui à des guerres inter-bureaucratiques ; les crises politiques de domination de classe des bourgeoisies et des bureau-

nait des proportions effrayantes. Sa cause, nous le savons, c'est la création de marchés artificiels d'armement et autres au moyen de l'« économie d'endettement », comme l'écrivit « Business Week » le 16 octobre, une gigantesque inflation de crédits entraînant un gigantesque déficit commercial des USA (30 milliards en 1977), payé par un flot de dollars à cours forcé sur le marché financier international, auquel s'ajoute le parasitisme des autres pays capitalistes, petits et grands. Cette fois, il était indispensable d'arrêter la rapide dépréciation du dollar, sans quoi le risque était grand d'aboutir à la liquidation des moyens de paiement internationaux, à la dislocation des échanges internationaux.

Pour stopper la dépréciation du dollar, des mesures « choc » ont été prises : constitution et mise en action d'un fonds de mobilisation de 30 milliards de dollars en DTS ou en devises étrangères ; tirage de 3 milliards sur le Fonds monétaire international, vente de 22 milliards de DTS ; accords « SWAP » (crédits à court terme renouvelables en devises étrangères), 6 milliards de dollars auprès de la Bundesbank, 5 milliards de dollars auprès de la Banque du Japon, 4 milliards auprès de la Banque nationale suisse ; émission de 10 milliards de dollars de bons du trésor achetés par la Bundesbank, la Banque du Japon, la Banque nationale suisse, libellés en monnaies de ces pays donc théoriquement remboursables en ces devises, s'ajoutant aux dizaines de milliards de dollars que ces banques ont déjà souscrits.

D'autres mesures sont prises : hausse du taux de l'escompte de 8,5 % à 9,5 %, augmentation des réserves obligatoires des banques sur les dépôts à terme, doublement des ventes d'or américaines — 1 500 000 onces par mois au lieu de 750 000.

Malgré toutes leurs réticences, les impérialismes allemand et japonais ont été contraints de prendre en charge une partie du financement inflationniste de l'économie américaine, sous peine de dislocation des paiements internationaux, donc du marché mondial, donc d'une crise majeure.

De même, tout en imposant une discipline, en particulier au capitalisme français, le nouveau système euro-

péen, le nouveau serpent, tend au fond, si ces règles sont appliquées, à faire également supporter à l'impérialisme allemand le fonctionnement artificiel, déséquilibré, de la Communauté économique européenne. La France, par exemple, a eu un déficit de 18 milliards de francs avec les pays de la CEE, dont 14,9 milliards avec l'Allemagne, en 1978. L'impérialisme allemand ne peut évidemment pas laisser s'effondrer le marché européen, pas plus que le marché mondial. Mais tout comme le Japon, il ne peut devenir le banquier du monde, car les pays de l'Est de l'Europe, l'URSS, sollicitent aussi de lui d'énormes crédits, et même de l'Europe. Le poids est écrasant pour eux. Le Japon et l'Allemagne ne peuvent que s'effondrer.

Nous voyons maintenant, six mois à peine après sa mise en œuvre, comment se traduit le plan de sauvetage du dollar : l'inflation se généralise et s'accélère, elle est de 13 % aux USA, elle a dépassé partout les deux chiffres, l'once d'or est aux environs de 270 dollars (*plus de 300 fin août 1979-D.F.*)

A la fin de l'année dernière et au cours des premiers mois de cette année, en Allemagne, la politique finalement inflationniste pratiquée a élargi le marché intérieur, et elle a abouti à une certaine relance. Mais cela ne change rien à la stagnation générale. Bien sûr, on ne peut éliminer la possibilité de reprises partielles. Cela n'empêche pas que la crise actuelle est fondamentale, que son aboutissement mène obligatoirement à une catastrophe économique et financière tragique qu'un rien peut précipiter. Et, bien sûr, elle donnerait une fantastique impulsion à la lutte des classes mondiale.

Telles sont les données générales, tel est le tableau d'ensemble. Etant donnés les rapports entre les classes, nous entrons dans un nouveau stade de la nouvelle période de la révolution mondiale. Avec la révolution en Iran s'est effondré un pilier de ce qu'il reste de l'ordre de Yalta et de Potsdam. D'autres effondrements sont à l'ordre du jour ; l'impasse des bureaucraties parasitaires les amène aujourd'hui à des guerres inter-bureaucratiques ; les crises politiques de domination de classe des bourgeoisies et des bureau-

craties parasitaires s'aggravent, la crise politique spécifique de l'impérialisme US s'aggrave également, la crise économique rampante risque de se transformer à court terme en catastrophe économique, tout cela sur le fond et en conséquence de rapports entre les classes favorables de façon écrasante au prolétariat mondial. Jamais les rapports entre les classes, les rapports de

toute nature en Europe et dans le monde n'ont été si étroitement imbriqués.

Quel nouveau chaînon de l'ordre mondial qui reste de Yalta et de Potsdam va céder, entraînant une réaction en chaîne, on ne peut répondre précisément à cette question. Mais ce qui est sûr, c'est que cela va céder. »

---

## y a-t-il progression de la civilisation humaine ?

---

On ne peut réduire la question des forces productives à la seule question de la production et des moyens de production en soi, de l'accumulation du capital en soi. Il faut aussi juger en fonction de la réponse à cette autre question : s'agit-il d'une nouvelle progression de la civilisation humaine ?

Or, que constatons-nous ? Une crise absolue de toutes les valeurs bourgeoises, de la culture et de la civilisation, une crise dévastatrice de toutes les bourgeoisies et de toutes leurs formes de domination de classe. On hésite devant l'exemple à prendre !... Peut-être celui du lamentable délabrement de l'impérialisme britannique qui fut le berceau du capitalisme mondial, peut-être la putréfaction qui règne au sens propre du terme dans la plus grande métropole impérialiste du monde, New York. Peut-être en rappelant plus prosaïquement la profonde franchise de l'un des dirigeants de l'impérialisme mondial, que tous les chantres et les thuriféraires du monde actuel présentent comme l'un des derniers grands « justes » du XX<sup>e</sup> siècle. Dans le dernier « discours sur l'état de l'Union » qu'il fut amené à prononcer devant le Congrès américain, le président John Fitzgerald Kennedy voulut en effet donner une consistance « humanitaire » aux perspectives qu'il traçait pour l'impérialisme nord-américain, et qui sont connues sous le nom de « politique des nouvelles frontières ». Cette politique s'acheva d'ailleurs la même année à Dallas, de la façon que l'on sait, non parce qu'elle était plus humanitaire qu'une autre, mais parce qu'elle ne

correspondait pas aux orientations des fractions dirigeantes et les plus influentes du capital américain. Quoi qu'il en soit, J. F. Kennedy fut amené à parler, dans son discours, de la faim dans le monde. Il expliqua — tout à fait à juste titre — qu'il y avait assez de blé dans les silos contrôlés par les Etats-Unis pour régler cette question en quelques semaines, une question dont il faut bien rappeler qu'elle entraîne la mort sans autre forme de procès de plusieurs centaines de milliers de personnes chaque année. Mais cela n'était pas possible, rappelait le président des Etats-Unis, parce que cela ferait écrouler le cours du blé sur le marché mondial...

Il faut ajouter que le pourrissement de l'impérialisme et les conséquences de ce pourrissement exercent un profond impact sur l'économie et le développement des pays où le capital a été exproprié. Les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires subsistent directement les contre-coups de la crise de l'impérialisme. Le développement des forces productives dans ces pays les a rendus plus dépendants du marché mondial, et la gestion parasitaire des conquêtes d'Octobre ou de celles qui en découlent dans les autres pays de l'Europe de l'Est est totalement distordue. La position sociale de la bureaucratie du Kremlin en fait la courroie de transmission de la pression économique, sociale, militaire et politique de l'impérialisme sur l'URSS et l'Europe de l'Est. Les derniers accords SALT II signés à Vienne en juin 1979 par Jimmy Carter et Leonid Brejnev signifient un nouveau renforcement de

ces pressions sur l'URSS, et que l'impérialisme américain, déjà maître du jeu, entend dicter sa loi toujours plus brutalement à la bureaucratie de Moscou. La formidable campagne lancée aux Etats-Unis pour que le Congrès exige plus encore des dirigeants de l'URSS que ce qui a été décidé à Vienne, pour renforcer le chantage à la « clause de la nation la plus favorisée » vis-à-vis de l'Union soviétique, exprime ces tendances fondamentales, quelles que doivent être les péripéties de la ratification de SALT II qui interviendront après la rédaction de cet article.

En Europe, toutes les bourgeoisies dominantes sont dans l'incapacité de mettre en place un système de domination de classe correspondant à la réalisation de leurs besoins à terme, qui signifient partout un affrontement brutal avec la classe ouvrière, ses conquêtes, ses positions, ses organisations. Dans les pays d'Europe où les gouvernements bourgeois semblent les plus stables, ils sont le plus souvent composés de dirigeants bourgeois des organisations ouvrières-bourgeoises, ce qui est une contradiction à terme explosive. En Angleterre, la « victoire » de Margaret Thatcher la met face à une classe ouvrière extrêmement puissante, qui recompose depuis des années son potentiel de combat contre sa bourgeoisie sénile. Sa mission est de s'opposer frontalement à la classe ouvrière, à ses syndicats, aux shop-stewards, de déloger le prolétariat de ses conquêtes. Quelle que soit la « prudence » dont tout le monde lui demande de faire preuve, tout indique qu'elle s'y cassera les dents si elle s'y emploie véritablement. Les premières mesures qu'elle a prises concernant la diminution des impôts directs compensée par une élévation trois fois plus importante des impôts indirects n'ont suscité que scepticisme et condescendance dans la presse bourgeoise internationale.

L'in vraisemblable décomposition de l'Etat bourgeois italien, dont le meurtre d'Aldo Moro a été un sommet, la crise qui déchire sous d'autres formes la V<sup>e</sup> République en France, l'incapacité de la bourgeoisie espagnole à trouver même un début de stabilité à la monarchie issue du franquisme, tous ces phénomènes obligent à constater que les vieilles bourgeoisies

d'Europe ne se fixent plus comme objectif que survivre, tenter de durer encore, repousser un peu l'issue fatale, comme le condamné à mort qui lance la phrase célèbre : « Encore une minute, monsieur le bourreau. »

---

## L'IMPERIALISME ET LES PAYS SEMI-COLONIAUX

---

A l'époque du capitalisme ascendant, le mode de production capitaliste avait été capable d'impulser ce qui doit être considéré comme un progrès de la civilisation humaine. En révolutionnant la production, en permettant à l'humanité d'accroître de façon vertigineuse ses forces productives, le capitalisme avait impulsé en Europe, aux Etats-Unis, la formation d'unités économiques, sociales et politiques bourgeoises relativement stables. Il avait été à l'origine de la constitution de nations, de la conquête de leur indépendance, d'un immense progrès politique. Cela n'est évidemment ni simple, ni univoque : le caractère réactionnaire de la bourgeoisie s'exprime déjà, même quand elle joue un rôle progressiste. L'unité et l'indépendance nationales n'ont été acquises dans les pays dominants d'alors qu'au prix de l'oppression d'autres pays, d'autres nations. Les conquêtes politiques sont d'ores et déjà le fruit de la lutte de classe du prolétariat. Néanmoins, le développement capitaliste produit une impulsion progressiste.

Mais à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et surtout au début du XX<sup>e</sup> siècle, il n'en est déjà plus ainsi. Il est par exemple nécessaire de relire ici l'analyse que fait Trotsky, dans le premier chapitre de « L'Histoire de la révolution russe », de l'impact du développement capitaliste sur les structures économiques, sociales et politiques de l'empire tsariste à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>, analyse que nos lecteurs trouveront ci-contre.

Etant donné l'arriération de la Russie par rapport à l'Europe, le développement du capitalisme utilisa largement le canal du pouvoir d'Etat déjà existant, étant entraîné par le capitalisme déjà hautement développé d'Europe. Le développement capita-

## LA RUSSIE ET LE DEVELOPPEMENT CAPITALISTE

« Le niveau économique d'une nation est mesuré, essentiellement, par la productivité du travail, laquelle, à son tour, dépend de la densité de l'industrie dans l'économie générale du pays. A la veille de la guerre, lorsque la Russie des tsars était parvenue à l'apogée de sa prospérité, le revenu public était, par âme, de huit à dix fois inférieur à celui que l'on relevait aux Etats-Unis, et ce n'est pas étonnant si l'on considère que les quatre cinquièmes de la population russe travaillant par elle-même se composaient de cultivateurs, alors qu'aux Etats-Unis, contre 1 cultivateur, la proportion était de 2,5 travailleurs industriels. Ajoutons qu'à la veille de la guerre, en Russie, on comptait 400 mètres de voies ferrées par 100 kilomètres carrés, tandis que l'Allemagne chiffrait 11 km 700, pour la même étendue, et l'Autriche-Hongrie, 7 kilomètres. Les autres coefficients comparatifs sont du même ordre.

Mais c'est précisément dans le domaine de l'économie, comme on l'a déjà dit, que la loi d'évolution combinée se manifeste avec le plus de vigueur. Tandis que l'agriculture paysanne restait en majeure partie, jusqu'à la révolution, presque au niveau du XVII<sup>e</sup> siècle, l'industrie russe, par sa technique et sa structure capitaliste, se trouvait au niveau des pays avancés, et même, sous certains rapports, les devançait. Les petites entreprises dont la main-d'œuvre ne dépassait pas cent personnes occupaient en 1914, aux Etats-Unis, 35 % de l'effectif total des ouvriers industriels, alors qu'en Russie la proportion n'était que de 17,8 %. En admettant un poids spécifique approximativement égal des moyennes et grosses entreprises, occupant de cent à mille ouvriers, les entreprises géantes qui occupaient plus de mille ouvriers chacune n'employaient aux Etats-Unis que 17,8 % de la totalité des ouvriers tandis qu'en Russie la proportion était de 41,4 % ! Encore, pour les principales régions industrielles, le pourcentage était-il plus élevé : pour la région de Petrograd, 44,4 %, et même, pour la région de Moscou, 57,3 %.

La fusion du capital industriel avec le capital bancaire s'est effectuée en Russie, elle aussi, d'une façon si intégrale que l'on n'a peut-être rien vu de pareil en aucun autre pays. Mais l'industrie russe, en se subordonnant aux banques, montrait effectivement qu'elle se soumettait au marché monétaire de l'Europe occidentale. L'industrie lourde (métaux, charbon, pétrole) était presque tout entière sous le contrôle de la finance étrangère qui avait constitué à son usage, en Russie, tout un réseau de banques auxiliaires et intermédiaires. L'industrie légère marchait dans la même voie. Si les étrangers possédaient, dans l'ensemble, à peu près 40 % de tous les capitaux investis en Russie, ce pourcentage dans les branches industrielles directes était notablement plus élevé.

Les conditions dans lesquelles se constitua l'industrie russe, la structure même de cette industrie, déterminèrent le caractère social de la bourgeoisie du pays et sa physionomie politique. La très forte concentration de l'industrie marquait déjà par elle-même qu'entre les sphères dirigeantes du capitalisme et les masses populaires, il n'y avait aucune hiérarchie intermédiaire. A quoi s'ajoutait que les plus importantes entreprises d'industrie, de banque et de transports étaient la propriété d'étrangers qui non seulement réalisaient ainsi des bénéfices sur la Russie, mais affermissaient leur influence politique dans les parlements d'autres pays, et qui, loin de pousser à la lutte pour un régime parlementaire en Russie, s'y opposèrent souvent. Il suffit ici de se rappeler le rôle abominable que joua la France officielle. Telles furent les causes élémentaires et irréductibles de l'isolement politique de la bourgeoisie russe et de son attitude contraire aux intérêts populaires. Si, à l'aube de son histoire, elle s'était montrée trop mère pour effectuer une Réforme, elle se trouva l'être trop lorsque le moment fut venu de diriger la révolution. »

liste bouleversa les structures économiques et sociales sans pouvoir en finir avec elles, et ruina les structures politiques existantes sans pouvoir les renverser, et même en étant contraint de s'abriter derrière elles ! Evidemment, la Russie fut obligatoirement entraînée dans le tourbillon des contradictions impérialistes mondiales, se heurta une première fois militairement au Japon et participa à la Première Guerre mondiale.

### L'EXEMPLE DU BRÉSIL

Trois quarts de siècle plus tard, les théoriciens du « néo-capitalisme » veulent voir dans certains pays semi-coloniaux d'aujourd'hui, où une certaine industrialisation se produit, des « néo-impérialismes ». Ils citent le plus généralement le Brésil, l'Iran, et même les pays producteurs de pétrole.

Prenons ici rapidement l'exemple du Brésil. Sa structure économique, sociale et politique n'est évidemment pas identique à celle de la Russie tsariste. Le développement capitaliste s'y fait néanmoins par le canal du pouvoir d'Etat existant, sous l'impact et entraîné par le capitalisme impérialiste. Le développement capitaliste y bouleverse néanmoins les structures économiques et sociales sans pouvoir en finir avec elles, ruine la forme politique existante de domination de classe directement liée à l'impérialisme américain et doit s'abriter derrière elle.

La concentration de la production et de l'industrie atteint un niveau gigantesque : il y a 5 500 000 ouvriers d'industrie, 8 000 000 de salariés agricoles et plusieurs dizaines de millions de paysans sans terres, alors que certaines propriétés, au nord-est du pays notamment, occupent des superficies de centaines de milliers d'hectares.

La dépendance de l'économie du Brésil par rapport à l'impérialisme nord-américain se situe entre 80 % et 90 %. De plus, il ne s'agit pas seulement d'une pénétration financière, mais de l'appropriation directe des secteurs déterminants de la production. La pénétration s'étend à toutes les branches de l'activité économique, jusques et y compris la distribution, et un commencement d'appropriation

des latifundias. Le capital, la bourgeoisie brésilienne existent, bien sûr, mais ne sont réellement que purement complémentaires de l'impérialisme. La dette extérieure du Brésil s'élève à 30 milliards de dollars.

Cette appréciation d'ensemble est elle-même insuffisante, car il faut voir ce que représente cette industrialisation. La production, les moyens de production n'existent et ne fonctionnent strictement que par rapport aux besoins des principales puissances impérialistes, et essentiellement des Etats-Unis. Pour leur plus grande part, ces besoins sont parasitaires par rapport aux besoins nationaux réels du Brésil, ils sont soumis à toutes les oscillations de la conjoncture mondiale, aujourd'hui languissante et s'acheminant vers un krach.

Comment ne pas conclure que, dans ces pays non plus, l'impérialisme ne développe pas à la période actuelle les forces productives, la civilisation, mais qu'il les précipite au contraire vers des crises économiques, sociales et politiques sans précédent, et que ces pays ne peuvent trouver de solution que dans la révolution prolétarienne ?

Cela s'est déjà produit, sous des formes particulières qui vont être analysées dans la troisième partie de cet ouvrage par le camarade Stéphane Just, dans de nombreux pays économiquement arriérés, comme par exemple la Chine et le Vietnam. C'est ce qui se produit à l'heure actuelle en Iran — cet autre fleuron du prétendu « néo-impérialisme ». L'impérialisme y a miné toutes les structures sociales et politiques, développé une industrialisation relative et parasitaire par rapport aux exigences et aux besoins nationaux de l'Iran, et finalement ruiné le système politique en place devenu totalement comprador. Avec l'insurrection de Téhéran, les masses ont commencé à écrire le premier chapitre de la révolution prolétarienne dans ce pays, comme partie constituante de la révolution prolétarienne mondiale.

En Amérique latine, ce sont de tels effondrements qui sont à l'ordre du jour, dont les événements du Nicaragua sont les grondements annonciateurs, effondrements qui participeront totalement de la dislocation du système dans son ensemble.

---

## L'« AGONIE DU CAPITALISME » ET LA THEORIE DE LA REVOLUTION PERMANENTE

---

En d'autres termes, l'époque historique que nous vivons est entièrement celle où tous les développements mondiaux, nationaux, locaux, sont l'expression de l'agonie du capitalisme comme de la révolution prolétarienne en tant que solution positive face à cette agonie, aussi bien dans les pays capitalistes impérialistes, coloniaux, semi-coloniaux, qu'en URSS où le capitalisme a été exproprié par une révolution victorieuse mais où le prolétariat a perdu le pouvoir au profit d'une bureaucratie, avant-garde et forme particulière de la contre-révolution bourgeoise. Et la théorie de la révolution permanente est la théorie des rapports entre les classes, des rapports politiques qui se développent au cours de cette époque historique. La révolution prolétarienne dans chaque pays, la révolution prolétarienne mondiale, n'est pas un acte unique, mais un affrontement s'étendant sur toute cette époque historique. Y compris dans les premiers pays où le prolétariat a pris le pouvoir, la prise du pouvoir n'était que le commencement de la révolution prolétarienne (voir le deuxième aspect de la théorie de la révolution permanente). Tous ces développements, ces mutations dont parle Trotsky, sont évidemment, de façon active, liés organiquement aux développements de la lutte des classes mondiale. En tout état de cause, la société socialiste est celle où commencent à déperir les normes et les rapports bourgeois (les normes de répartition bourgeoises évidemment, mais qui impliquent le dépérissement de la loi de la valeur), où commencent à disparaître les différenciations sociales et nationales, donc les contradictions sociales et nationales, à déperir toutes les superstructures politiques (Etats, partis). Tant que ce stade n'est pas atteint, la révolution prolétarienne n'est pas terminée, elle se poursuit en permanence. Il faut se reporter à la critique faite par Marx du « Programme de Gotha » :

« Ce sont là (le maintien sous une certaine forme des droits, des normes, des rapports bourgeois) des inconvénients inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle est sortie de la société capitaliste après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être à un plus haut niveau que l'état économique et que le degré de la mobilisation sociale qui y correspond. »

Pour en arriver à ce stade, tous les acquis de la société bourgeoise doivent être dépassés et libérés des contradictions qui, à l'époque de l'impérialisme, non seulement les limitent, mais les remettent en cause : contradiction entre le caractère social de la production et la propriété privée des moyens de production, l'étroitesse des frontières nationales. Trotsky le dit expressément : « La société socialiste devrait représenter, au point de vue production et technique, un stade plus élevé que le capitalisme », donc une nouvelle division internationale du travail, une productivité infiniment supérieure, qui ne peuvent être réalisées qu'à la suite de l'expropriation du capital à l'échelle mondiale.

Toute société où le capital a été exproprié (dans un ou plusieurs pays) doit être considérée, tant que le capital n'a pas été mondialement exproprié, comme une transition entre le capitalisme et le socialisme, là même où le prolétariat a le pouvoir. Il s'ensuit qu'en tout état de cause elle a à résoudre des contradictions sociales et politiques qui procèdent de la société bourgeoise à un stade donné, dans des rapports spécifiques donnés sur le plan national ou multinational, mais qui sont indissolublement liés à ceux qui résultent de la société capitaliste pourrissante et qui sont exacerbés par les immenses pressions (économiques, politiques, sociales, militaires) que l'impérialisme exerce.

Ces contradictions ne peuvent absolument pas être résolues une fois pour toutes dans ce cadre, elles sont récurrentes, elles ne cessent de renaître et de se manifester, d'une façon ou d'une autre, tant que la société bourgeoise n'est pas mondialement vaincue. Il s'ensuit que là même où le prolétariat a pris le pouvoir, en dernière analyse,



les Etats ouvriers sont des bastions du prolétariat mondial, sur lesquels il s'appuie dans sa lutte contre la société bourgeoise pour en finir mondialement avec elle, mais ce sont des facteurs actifs de cette lutte. Est décisif le renforcement économique, social, politique du prolétariat. C'est ainsi que les contradictions de toutes sortes peuvent être limitées, réduites. Mais obligatoirement le pouvoir du prolétariat, les nouveaux rapports de production y sont constamment menacés, remis en cause, en fonction des rapports entre les classes dans ces pays et sur l'arène mondiale.

Le développement concret de la lutte des classes a montré comment, dans un pays (URSS) où le prolétariat avait pris le pouvoir, la lutte des classes pouvait dans certaines conditions (arriération économique, isolement) se développer de façon particulière, aboutir à la naissance et à l'affirmation d'une bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire, chassant du pouvoir politique le prolétariat, sans que toutes ses conquêtes (rapports de production) soient démantelées et détruites, bien qu'elles soient obligatoirement altérées. La réaction bourgeoise s'y est développée sous de multiples aspects : dictature politique sur le prolétariat, suppression de toutes les libertés et de tous les droits d'organisation, oppression sociale et nationale. Les répercussions du point de vue de l'organisation politique du prolétariat mondial et donc de la lutte mondiale des classes sont immenses. Une combinaison originale de la lutte des classes existe. Le prolétariat, à la tête des masses opprimées, doit reconquérir les libertés démocratiques, rétablir les droits nationaux, dans le combat pour chasser la bureaucratie, reconquérir le pouvoir politique et reprendre le con-

trôle des rapports de production. Cette lutte de classe étant bien entendu une composante déterminée et un facteur de la lutte mondiale des classes.

L'« agonie du capitalisme », combinée à l'action contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin, à la dégénérescence de la III<sup>e</sup> Internationale transformée en instrument de la bureaucratie du Kremlin, a eu comme conséquence la constitution d'Etats ouvriers bureaucratiques dès leur origine, la division de l'Europe et de l'Allemagne en deux, avec tous les problèmes que cela pose.

Le développement des forces productives que l'expropriation du capital a permis ne fait qu'accentuer la nécessité qu'elles soient libérées des déformations bureaucratiques, de la dictature bureaucratique, et qu'elles s'intègrent à une nouvelle division internationale du travail, sur une base nouvelle qui exige l'expropriation mondiale du capital, c'est-à-dire la prise du pouvoir politique par le prolétariat de tous les pays. C'est ainsi que les thèses 9 et 10 de la théorie de la révolution permanente se sont concrétisées.

Nous en revenons à la question décisive qui commande la théorie de la révolution permanente et le « Programme de transition » : l'époque actuelle est celle de l'« agonie du capitalisme », celle où « la société bourgeoise a totalement épuisé ses possibilités internes, et doit être remplacée par une nouvelle société, ou alors l'ancienne société va à la barbarie tout comme la civilisation de la Grèce et de Rome, après avoir épuisé ses possibilités et ne pouvant être remplacée par une autre classe », l'arène du conflit restant jusqu'à l'issue finale l'arène mondiale incluant les pays où le capital a été exproprié.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

**travailleurs,**

**militants,**

**jeunes**

Chaque semaine,

# Informations ouvrières

tribune libre de la lutte des classes.

---

## JE M'ABONNE A « INFORMATIONS OUVRIERES »

NOM, Prénom .....	1 an .....	150 F
	[pli clos] .....	250 F
Adresse .....	6 mois .....	80 F
	[pli clos] .....	130 F
Code postal et ville .....	Etranger [1 an] ...	210 F
	[pli clos] .....	320 F

- Rayer les mentions inutiles
- Joindre le règlement correspondant
- Bulletin à envoyer à « **INFORMATIONS OUVRIERES** »

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris  
C.C.P. 21 831 - 73 Paris — Tél. : 247 13 34

# LE FORMALISME VRIÈRE ET

## TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DE CLASSES

### Où est l'issue ?

Il est une règle politique que, dans ces temps, chaque travailleur et jeune ne s'adresse au même de vérité. Plus on occupe une place élevée dans la hiérarchie politique, plus on est effrayé d'embrouiller des questions pourtant claires.

Personne, et le patronat moins que tout autre, ne croit au succès des mesures dites de relance économique du gouvernement. Les prix augmentent, l'inflation se poursuit, les investissements stagnent. Et si le ministre du Commerce extérieur se frotte les mains en annonçant une limitation du déficit du commerce extérieur, celle-ci n'est obtenue que par la hausse des exportations et des importations économiques internationales.

Les projets optimistes des autres gouvernements ne tournent à ces réalités économiques, alors que l'appareil d'Etat contrôle de moins en moins une situation qui lui échappe. Au plus haut niveau des ministères, c'est la confusion qui tend à se transformer en paralyse de la pensée.

Sur le plan politique, les différents camps de la prétendue « gauche », à l'ombre de discours « vaillants », se disputent les voix qui se présentent aux plus hautes bagarres dans le but de conserver les prébendes et les sièges de députés.

L'incrimination individuelle et collective au multiparti, tandis que le gouvernement décide de renvoyer en chaise ou en fauchon les députés, cherchant par ailleurs à diriger un faible contingent de jeunes vers un travail de manoeuvre sous-payé, est à la mesure de la décadence.



Barcelone le 11 septembre.

**11 septembre :  
2 millions de travailleurs  
Catalans manifestent  
à Barcelone**

### Une nation tout entière contre la monarchie

(Lire page 9)

Communiqué de l'Organisation  
Cuarta Internacional d'Espagne

Les peuples catalan et basque, les travailleurs espagnols ont idéologiquement pris de la tête et de la main — sur le terrain de la grève et de la manifestation — leur véritable destin.

Toutefois d'un côté et les parlementaires (catalans de l'extrême gauche, basques, basques, basques) sur la base et à partir de la réforme qui a été votée et le peuple de Catalogne.

Les travailleurs qui défendent les droits du peuple catalan et de tous les peuples opprimés demandent la création d'un parti autonome à des peuples qui ont créé leur propre parti libéral national. A cela qui partent d'aujourd'hui — ce qui ne peut signifier autre chose que le maintien du centralisme et une manœuvre de

### ESPAGNE



Catalogne



11 septembre  
à Barcelone :  
2 millions  
de Catalans  
dans la rue

### Question nationale et crise à Madrid

L'extraordinaire puissance du mouvement des peuples opprimés en Catalogne et au Pays basque (voir ci-dessus) est un fait qui a une portée politique sans précédent depuis la formation du gouvernement Suarez, qui déclare les éléments de la monarchie franquiste.

Trois hauts dignitaires de l'armée espagnole viennent de démissionner pour « attirer l'attention » sur le problème des nationalités. C'est-à-dire en fait pour dénoncer l'impotence du gouvernement à maintenir la situation nationale.

Impuissance dont le ministre de l'Intérieur, Mariano Velaz, a donné une idée en assistant, en réponse à une interpellation qui lui fut soumise, à créer les « exilés » basques qui vivent au sein d'un libéralisme au milieu de leur peuple.

« Il s'agit dans la faule et en l'absence d'un certain d'hommes armés. Tester quelque chose aboutirait à une bouche. Mais sur le principe (sic) de leur empressement, nous restons fermes ».

### La décomposition du franquisme se poursuit

La crise du gouvernement Suarez, c'est la poursuite du mouvement de décomposition du franquisme que les élections du 15 juin n'ont pas et ne peuvent en aucun cas stopper et qui, au contraire, ont permis de passer à son terme « la liquidation » des corps des masses. De décomposition qui se manifeste dans la crise du parti franquiste « Alliance populaire », abandonnée par une partie de ses « figures ». L'écroulement de la figure.

Crise honteuse de l'UCD (le parti de Suarez), cet assemblage de cliques et de courants franquistes, ou « ex-franquistes » constitué par l'écroulement de son chef, le PSOE n'a rien fait pour préparer la manifestation du 11. Et, le 10, Felipe Gonzalez, son secrétaire général, expliquait dans El Socialista que, pour répondre à la crise politique qui ravage les institutions et le gouvernement de la monarchie, il fallait « faire fonctionner le Parlement, c'est-à-dire les Cortes, protégées par cette même monarchie ».

La bourgeoisie espagnole et les appareils dirigeants tentent d'échapper de la sorte au danger.

Ainsi en Catalogne, où ils prétendent freiner ou dévier un partit cohérent. En dépit des déclarations de ses membres, l'UCD ne sera tout un plus qu'une coalition, jamais un parti.

Face à la menace des peuples, la bourgeoisie espagnole ne dispose pas d'un instrument politique susceptible de contourner ses intérêts et d'enlever le processus d'écroulement.

Dans ces conditions, tout nouveau succès accordé au régime ne peut être que temporaire. Mais ce n'est pas un engagement encore plus profond des appareils. C'est ainsi qu'Alvarez de Miranda, président des Cortes dans les Cortes nationales de Juan Carlos, réclame un gouvernement de « concentration nationale », c'est-à-dire en clair que le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) vienne au secours de l'UCD en formant un gouvernement avec complaisance franquiste. Solution à laquelle le PCE, par la voix de Camba, a donné son appui.

Mais certains secteurs hétérodoxes du parti d'Alvarez de Miranda ont le courage de dire que le pire de la crise est encore devant nous. Et que les signes de crise se multiplient au sein même des partis, ouvrant un chemin dans le PSOE.

### Non à la « Généralité déclinante »

La bourgeoisie espagnole et les appareils dirigeants tentent d'échapper de la sorte au danger.

Ainsi en Catalogne, où ils prétendent freiner ou dévier un partit cohérent. En dépit des déclarations de ses membres, l'UCD ne sera tout un plus qu'une coalition, jamais un parti.

Face à la menace des peuples, la bourgeoisie espagnole ne dispose pas d'un instrument politique susceptible de contourner ses intérêts et d'enlever le processus d'écroulement.

### Une nation tout entière contre la monarchie

En Catalogne, comme dans toute l'Espagne, les masses immenses secouent le joug insupportable de l'Etat franquiste qui se perd dans la monarchie. Mais ici cette lutte se concentre aujourd'hui de façon explosive sur la question nationale, dans l'extraordinaire puissance de la revendication de ses droits nationaux par le peuple catalan. Celle-ci s'est manifestée dimanche dernier à Barcelone lors de la journée nationale catalane du 11 septembre, la « Diada ».

La presse bourgeoise annongait avec anxiété que manifestation devriont un million de personnes.

Deux fois plus sont descendues dans la rue, manifestant en un flot compact, une grande partie de l'appareil et de la partie dans le centre de la capitale de la Catalogne, soit

du 11 septembre, qu'on dit officieusement du PSUC, qui écrit : « Il se peut que dans le futur, alors que seront conquises les institutions, on aura eu à réclamer, le cas échéant, le 11 septembre soit plus calme et moins massif ».

Tout comme le PSUC, le PSOE n'a rien fait pour préparer la manifestation du 11. Et, le 10, Felipe Gonzalez, son secrétaire général, expliquait dans El Socialista que, pour répondre à la crise politique qui ravage les institutions et le gouvernement de la monarchie, il fallait « faire fonctionner le Parlement, c'est-à-dire les Cortes, protégées par cette même monarchie ».

La République tout de suite !

### 3.

# La solution des tâches démocratiques et nationales

*Nous avons expliqué dans les parties précédentes de cet article comment le capitalisme a joué à son époque libérale un rôle progressiste irremplaçable. C'est lui qui a constitué la division nationale et internationale du travail, le marché mondial, les rapports économiques, sociaux, politiques et culturels mondiaux. Ce faisant, il a constitué les principales nations au sein desquelles le capitalisme s'est formé et a pris son essor. Cela fut un pas en avant gigantesque de l'humanité. Pourtant, dès son origine, le capitalisme était marqué de traits réactionnaires, qui sont inévitablement ceux d'un régime d'oppression d'une classe par une autre, d'exploitation de l'homme par l'homme. Les classes exploitées, et au premier chef le prolétariat, ont dû combattre pour arracher les libertés démocratiques essentielles que la bourgeoisie triomphante n'était nullement prête à leur octroyer.*

Le développement du mode de production capitaliste a impulsé la constitution de nations. Cependant, le mode de production capitaliste a un développement combiné mais inégal. Il est fondé sur l'exploitation. Les nations les plus développées, celles où le développement du mode de production capitaliste était en avance, ou même entraînait son développement en

d'autres pays, en d'autres régions du monde, et la constitution d'autres nations, ces nations où l'unité et l'indépendance nationales étaient réalisées se sont subordonné, ont opprimé, voire dépecé des nations déjà constituées ou en voie de constitution.

La tendance générale du capitalisme, même dans son époque progressiste, fut de fouler aux pieds les libertés démocratiques, de développer la domination et l'oppression de certaines nations (plus exactement de certaines bourgeoisies dominantes) sur d'autres, l'oppression nationale.

**Septembre 1977 : deux millions de Catalans déferlent dans Barcelone contre la monarchie franquiste. La « une », les titrés et les mots d'ordre d'« Informations ouvrières » (D.R.).**

Au stade impérialiste, réactionnaire sur toute la ligne, les traits réactionnaires du capitalisme deviennent les traits dominants. Non seulement le capital n'est plus un facteur progressiste pour le développement de l'humanité et de la civilisation, mais encore, parce que pour survivre il est obligé de créer artificiellement des débouchés, d'avoir recours à un énorme volant de dépenses parasitaires sans lesquelles ses mécanismes se bloquent, parce que ce mode de fonctionnement repoussant dans le temps la catastrophe la rendra plus brutale, plus profonde, plus tragique, il remet en cause ce qu'il a apporté à l'humanité comme nécessaire à la satisfaction de ses propres besoins, ou ce qui lui fut arraché par la lutte des masses mais qui lui était encore supportable alors qu'il n'avait pas développé toutes les forces productives « sommeillant au sein du travail social » dans le cadre des rapports sociaux bourgeois de production.

Aujourd'hui, alors qu'à son stade impérialiste le mode de production capitaliste est devenu « la réaction sur toute la ligne », les métropoles impérialistes accentuent encore l'oppression et le pillage des nations opprimées, économiquement arriérées ; partout la bourgeoisie en crise tend à imposer les formes les plus brutales de

domination de classe. Mais, plus encore, dans certains pays l'unité et l'indépendance nationales précédemment acquises ont été remises en cause. L'Allemagne en est l'exemple le plus démonstratif. A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, hantées par la menace d'une révolution prolétarienne, les puissances impérialistes victorieuses et la bureaucratie du Kremlin ont dépecé militairement l'Allemagne. Depuis, la division de l'Allemagne a été officiellement instituée. Ce n'est pas seulement par rapport et contre l'oppression et l'exploitation impérialistes que se pose la question de l'unité et de l'indépendance nationales, comme d'ailleurs celle des libertés démocratiques, mais également contre l'oppression et le pillage que les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires exercent. C'est vrai en Europe de l'Est. C'est vrai en URSS où l'ensemble des peuples qui ne sont pas russes subissent l'oppression et le pillage nationaux. C'est vrai en Chine, c'est vrai en Indochine, où s'exercent également contre les petits peuples, les minorités nationales, l'oppression et le pillage. Cela est « normal », toute société de classes ou toute société où une couche sociale s'approprie le surproduit social engendre obligatoirement l'oppression et le pillage nationaux. Ce sont les inéluctables corollaires de l'oppression et du pillage sociaux.

---

## les libertés démocratiques, la bourgeoisie, l'impérialisme

---

Mais ces problèmes ne se posent pas d'une façon abstraite, en dehors des périodes historiques précises. Ils se posent à la période actuelle, non seulement à l'époque caractérisée par l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, mais celle où la révolution prolétarienne mondiale commencée avec la révolution russe en 1917 prend un nouvel essor, où la révolution sociale dans les pays capitalistes et la révolution politique dans les pays où le capital a été exproprié mais où des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires se sont constituées,

sont conjointement à l'ordre du jour. C'est comme éléments du combat pour la révolution prolétarienne que se posent, dans les pays où elles se posent, la lutte pour l'unité et l'indépendance nationales, et plus généralement celle pour les libertés démocratiques.

Le prolétariat, pour s'émanciper, doit réaliser les tâches émancipatrices de l'ensemble de l'humanité. Il doit réaliser ce que la classe la plus progressiste avant lui, la bourgeoisie, a entamé et qui est nécessaire à l'éman-

cipation de l'humanité, mais il doit le réaliser comme tâches de la révolution prolétarienne.

Toute notre analyse scientifique, au centre de laquelle se trouve la théorie de la révolution permanente, nous amène à dire que seule la révolution prolétarienne mondiale, instaurant dans la république universelle des conseils et des soviets la dictature du prolétariat, permet de résoudre les multiples tâches léguées par le capitalisme. Que ce soit dans les pays capitalistes avancés, les pays où le capital a été exproprié, les pays arriérés où la révolution bourgeoise n'a pas été faite, les tâches démocratiques sont de première importance.

La survie de l'impérialisme a renforcé l'importance des mots d'ordre démocratiques dans la totalité des pays, y compris dans les métropoles impérialistes et dans les pays où dominent des bureaucraties parasitaires. Les mots d'ordre concernant la question de l'unité et de l'indépendance nationales dans nombre de pays capitalistes et dans ceux où dominent les bureaucraties parasitaires, qui participent des mots d'ordre démocratiques, deviennent des mots d'ordre du prolétariat combattant pour la révolution prolétarienne.

La révolution prolétarienne, dans les pays capitalistes comme en URSS et en Europe de l'Est, trouvera une de ses matières dans la lutte pour les libertés démocratiques et contre l'oppression nationale, qu'elle soit le fait de l'impérialisme ou celui des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires.

La théorie de la révolution permanente, théorie de la révolution prolétarienne mondiale, rend compte des mécanismes économiques, sociaux, politiques, culturels, qui l'unifient comme une totalité organique où révolution sociale et révolution politique se nouent, où la solution des problèmes laissés en plan par le capitalisme, ou de ceux dont, parvenu à son stade impérialiste, il fait régresser la solution, fusionne avec la réalisation des tâches socialistes. C'est le prolétariat, comme produit le plus élaboré du développement de la civilisation, du développement du capitalisme, qui, bien qu'exclu lui-même de toute cul-

ture, permettra par la révolution prolétarienne la continuité du développement historique et la résolution des tâches que ce développement n'a pu mener à bien.

Pour comprendre la nature de cet enjeu, la forme que prend aujourd'hui la lutte pour la solution des tâches démocratiques et nationales, il est nécessaire de revenir, ne serait-ce que brièvement, sur la manière concrète dont ces tâches ont été résolues dans le passé.

---

### A NOUVEAU SUR LA BOURGEOISIE ET LES LIBERTES DEMOCRATIQUES

---

En détruisant le pouvoir de l'aristocratie nobiliaire et du clergé, en abolissant la monarchie et ses institutions, la révolution bourgeoise a réalisé des tâches éminemment révolutionnaires : la reconnaissance de la liberté de conscience, l'égalité devant la loi, la liberté de circulation, l'achat et la vente libres de la force de travail. Il s'agit là de pas en avant d'une grande importance pour la progression de l'humanité. Ces libertés ont été la condition même du développement du prolétariat. Il fallait briser le pouvoir politique de la noblesse pour que se réalisent pleinement les conditions du développement à grande échelle de l'industrie et du travail salarié. Il fallait la libre circulation des marchandises et des hommes. La constitution des nations est un moment important du progrès de l'humanité, et c'est cette période que décrit tout le début du « Manifeste du Parti communiste ».

Quand Marx et Engels y expliquent que la bourgeoisie a dû s'assurer l'appui des couches exploitées pour réaliser la révolution bourgeoise, il ne s'agit pas d'un « truc », en quelque sorte d'une tricherie avec l'histoire. Il s'est agi de la réunion des conditions objectives du développement du prolétariat qui peut seul libérer l'humanité de toute oppression.

Sous le mot d'ordre de l'émancipation de toute la société, la révolution bourgeoise française mobilisa non seulement la bourgeoisie elle-même, mais tout le tiers état, la paysannerie, la

petite bourgeoisie, les artisans, les ouvriers des fabriques et des manufactures, les futurs prolétaires. Au début du « Manifeste du Parti communiste », il est dit qu'à cette époque les prolétaires ne combattaient pas leurs ennemis, mais les ennemis de leurs ennemis. Ce faisant, ces couches vont tendre à aller plus loin que la révolution bourgeoise elle-même, ce qui ne veut pas dire que la révolution a une double nature, qu'elle est déjà révolution prolétarienne, comme nous l'avons dit dans la première partie de cet article. Le tiers état n'a pas encore donné naissance au prolétariat, et les conditions objectives de l'émancipation de l'humanité de toute société de classes ne sont pas réunies. Mais, pour expurger la société des traces du féodalisme, pour liquider le pouvoir de la noblesse, les couches de plus en plus radicales de la bourgeoisie révolutionnaire ont été portées au pouvoir jusqu'à la Convention, au grand Comité de salut public, à la dictature jacobine.

C'est dans ce processus que les grandes libertés démocratiques ont été arrachées sur la base de la constitution des clubs et des partis, des comités révolutionnaires. Il faudra ensuite la réaction thermidorienne pour que s'organise et se mette en place l'État bourgeois proprement dit, au prix d'un premier renoncement de la bourgeoisie française à sa puissance politique au profit de Bonaparte, dont le nom va bientôt symboliser pour l'histoire cette forme particulière de domination de classe de la bourgeoisie.

Dans l'introduction qu'il écrit en 1895 à « Les Luttes de classes en France », et que nous avons déjà citée dans la première partie de cet article, Engels écrit :

« Toutes les révolutions ont abouti jusqu'à présent à l'évincement de la domination d'une classe déterminée par celle d'une autre ; mais toutes les classes dominantes n'étaient jusqu'à présent que de petites minorités par rapport à la masse du peuple dominé. C'est ainsi qu'une minorité dominante était renversée, qu'une autre minorité se saisissait à sa place du gouvernail de l'État et transformait les institutions politiques selon son intérêt. Et chaque fois, cette minorité était le groupe rendu apte au pouvoir

et qualifié par l'état de développement économique, et c'est précisément pour cela, et pour cela seulement, que, lors du bouleversement, la majorité dominée, ou bien y participait en faveur de la minorité, ou du moins l'acceptait paisiblement. Mais si nous faisons abstraction du contenu concret de chaque cas, la forme commune de toutes ces révolutions était des révolutions de minorité. Même lorsque la majorité y collaborait, elle ne le faisait — sciemment ou non — qu'au service d'une minorité ; mais par là, et déjà aussi du fait de l'attitude passive et sans résistance de la majorité, la minorité avait l'air d'être le représentant du peuple entier.

Après le premier grand succès, c'était la règle que la minorité victorieuse se scindait en deux : une moitié était satisfaite du résultat obtenu, l'autre voulait aller encore plus loin, posait de nouvelles revendications qui étaient au moins partiellement dans l'intérêt réel ou prétendu de la grande foule du peuple. Ces revendications radicales s'imposaient bien dans certains cas, mais fréquemment pour un instant seulement, le parti le plus modéré reprenait la suprématie, les dernières acquisitions étaient perdues à nouveau en totalité ou partiellement ; les vaincus criaient alors à la trahison ou rejetaient la défaite sur le hasard. Mais en réalité, la chose était le plus souvent ainsi : les conquêtes de la première victoire n'étaient assurées que par la deuxième victoire du parti plus radical ; une fois cela acquis, c'est-à-dire ce qui était momentanément nécessaire, les éléments radicaux disparaissaient à nouveau du théâtre d'opérations et leurs succès aussi. »

---

## SUFFRAGE CENSITAIRE, SUFFRAGE UNIVERSEL

---

Dès le départ, et de façon pratiquement systématique, la bourgeoisie a mené bataille contre les libertés démocratiques. L'augmentation de sa propre puissance était aussi celle de son capital, de l'industrie, et donc la croissance de son ennemi, le prolétariat.

Reconnaître les libertés démocratiques, c'est reconnaître à l'ennemi de classe le droit d'organisation, la possibilité de sa constitution comme classe antagonique à la société bourgeoise. Le parlementarisme, les élections générales sont par exemple des formes traditionnelles de la vie politique en France et qui y pèsent d'un poids certain. Le parlementarisme bourgeois est assis aujourd'hui sur la conception que chaque femme et chaque homme sont égaux devant l'urne, qu'ils représentent une voix, quelle que soit la classe sociale à laquelle ils appartiennent. Le suffrage universel est censé représenter l'égalité formelle : une voix égale une voix. La bourgeoisie a fait du fonctionnement de ce système l'un des moyens les plus perfectionnés de sa dictature de classe.

Mais il est extrêmement intéressant de remarquer, pour ce qui nous occupe ici, que ce ne fut nullement une donnée allant de soi pour la bourgeoisie, qu'elle fut au contraire contrainte de se soumettre au suffrage universel, puis de s'adapter à son moule pour l'utiliser au mieux de ses intérêts.

Au parlementarisme bourgeois qu'elle a mis en place, la bourgeoisie a cherché longtemps, et à plusieurs reprises dans son histoire, à rattacher le suffrage censitaire, auquel ne participe que celui qui possède. Le suffrage censitaire permet de faire du Parlement la réelle représentation de la classe dominante, de ses couches et de ses catégories, d'y assurer la domination de ses fractions les plus avancées sur le terrain de l'accumulation du capital. Avant de se voir obligée de l'utiliser, la bourgeoisie perçut le suffrage universel comme une menace.

Les livres d'histoire de la bourgeoisie présentent en général le fait que le suffrage universel ne fut pas rétabli après 1830 comme une sorte d'accident, en quelque sorte comme un retard inexplicable de l'histoire. Marx et Engels ont démontré que rien n'est plus faux. La bourgeoisie industrielle ne réclamait qu'un aménagement du cens électoral pour conquérir la majorité de l'Assemblée nationale. Il fallut la révolution de février 1848 et le prolétariat parisien à sa tête pour imposer à la bourgeoisie, et la république, et le suffrage universel.

Il convient d'ajouter que Marx expliqua dans « Les Luttes de classes en France » que le suffrage universel ne possédait pas une « vertu magique » telle que les républicains l'avaient espérée, et qu'au lieu d'envoyer à l'Assemblée nationale un « peuple imaginaire », ils y avaient envoyé un « peuple réel ». Tel va être en effet l'immense défaut du suffrage universel pour la bourgeoisie : des partis ouvriers vont pouvoir, en tant que partis ouvriers, se présenter aux élections. Même si le terrain électoral déforme la réalité de ce « peuple réel » dont parle Marx, le Parlement devient autre chose que la propriété privée de la classe dominante.

Le « Manifeste du Parti communiste » a proclamé la conquête du suffrage universel comme une des premières tâches, parmi les plus importantes, du prolétariat. Toujours dans la préface de 1895 à « Les Luttes de classes en France », Engels écrit :

« Lorsque Bismarck se vit contraint d'instituer ce droit de vote comme le seul moyen d'intéresser les masses populaires à ses projets, nos ouvriers prirent aussitôt cela au sérieux et envoyèrent Auguste Bebel au premier Reichstag constituant. Et à partir de ce jour-là, ils ont utilisé le droit de vote de façon à être récompensés de mille manières, de servir d'exemple aux ouvriers de tout le pays. Ils ont transformé le droit de vote, selon les paroles du parti marxiste français, de moyen de duperie qu'il avait été en instrument d'émancipation. »

La question du suffrage universel et cette phrase même d'Engels que nous venons de citer furent au centre de très nombreuses discussions et polémiques au sein du mouvement ouvrier, les uns lui déniaient toute possibilité d'utilisation pour le prolétariat, les autres entendant au contraire limiter à ce qui pouvait être conquis en le respectant l'objectif final de la lutte de la classe ouvrière. Ne pouvant développer longuement cette question ici, nous conseillons à nos lecteurs de se rapporter aux deux séries d'articles du camarade César Corte sur les fronts populaires, puis sur la social-démocratie, publiées dans les numéros 575 à 578, puis 585 et 586 de « La Vérité ».



## LE PARLEMENTARISME EST DEvenu UN LUXE POUR LES IMPERIALISMES

En tout état de cause, le prolétariat a dû conquérir de haute lutte le suffrage universel. Les régimes de démocratie bourgeoise parlementaire ont toujours été un luxe que se sont offert les impérialismes les plus puissants sur la base de leur capacité à concéder des miettes des surprofits du capital, entre autres coloniaux.

A l'époque de l'impérialisme, ce luxe de la démocratie est de plus en plus hors de prix pour les bourgeoisies dominantes. L'époque de l'impérialisme est celle de la tendance aux régimes bonapartistes, fascistes. Ce n'est évidemment qu'une tendance, mais elle est fondamentale. Les bases matérielles du parlementarisme bourgeois disparaissent de plus en plus avec la putréfaction du capitalisme. La reconstitution de la division internationale du travail après la Deuxième Guerre mondiale dont nous avons parlé n'infirmes nullement cette tendance, mais la confirme. Pour ne parler que de la France et des Etats-Unis que nous venons de citer, les tentatives de De Gaulle au compte de toute la bourgeoisie occidentale d'écraser les conquêtes, les droits et les acquis du prolétariat, d'instaurer, avec la V<sup>e</sup> République, l'Etat fort, les tentatives de même nature faites depuis trente ans aux USA, particulièrement sous Truman et Nixon, pour que la forme de l'Etat américain corresponde aux nécessités de sa mission de chef de file de l'impérialisme, expriment cette tendance. Les Etats bourgeois n'évoluent pas vers leur déperissement. Au contraire, ils se renforcent et ils ont tendance à renforcer leurs traits antidémocratiques.

Précisons encore. La république parlementaire est, d'un point de vue idéal pour la bourgeoisie, la meilleure forme de sa domination de classe, parce que la plus souple. Elle permet en effet aux différentes couches de la bourgeoisie d'avoir leur représentation politique, de faire valoir leurs intérêts spécifiques. A l'époque impérialiste, ce sont toujours les intérêts du capital financier qui prévalent en der-

nière analyse, le parlementarisme permettant accommodements et compromis, par exemple la possibilité de la transmission sans heurts du pouvoir politique d'une équipe à une autre. Si la bourgeoisie a d'abord été tout à fait hostile à la représentation politique de la classe ouvrière au sein du Parlement, elle s'y est adaptée en faisant justement de ce lieu le cadre politique et institutionnel lui permettant de se subordonner les appareils des partis ouvriers et de les lier à la société bourgeoise.

Mais le fonctionnement du parlementarisme bourgeois exige que le capital dispose des ressources économiques nécessaires. En ce sens, ce système était déjà un luxe et n'a véritablement fonctionné que dans certains des pays capitalistes dominant et exploitant le monde, en Europe et aux Etats-Unis, soit sous la forme de monarchies constitutionnelles ou parlementaires (Angleterre, Belgique), soit sous celle de républiques parlementaires comme aux Etats-Unis et en France.

Mais, bien plus, même dans les pays des impérialismes dominants, le parlementarisme classique est devenu une survivance ne se perpétuant qu'en fonction d'un rapport de forces entre les classes favorable au prolétariat, et aussi du fait que l'impérialisme mondial possédait encore certaines réserves. Mais tout ce système politique s'épuise et se fissure, les craquements qui préludent à l'effondrement du mode de production capitaliste en témoignent. La crise du système impérialiste exige que le capital financier des pays économiquement les plus faibles, et y compris celui de tous les pays impérialistes dominants, fasse prévaloir brutalement ses intérêts sur les différentes couches de la bourgeoisie, qu'il s'adapte aux nouveaux rapports sur le marché mondial, qu'il liquide des secteurs entiers de l'ancien capital, de la petite bourgeoisie, qu'il en finisse avec les droits et libertés qu'implique le parlementarisme, qu'il réduise le Parlement à n'être plus qu'un théâtre d'ombres, qu'il brise l'indépendance de classe des organisations et partis ouvriers, qu'il intègre les syndicats à l'Etat, qu'il en finisse avec tous les droits et les garanties du prolétariat, avec ses conquêtes sociales et politiques. Le bonapartisme devient le

système politique nécessaire pour assurer la domination de classe de la bourgeoisie, qui se concentre en la domination du capital financier.

---

## COMMENT CES QUESTIONS SE POSENT EN FRANCE

---

Il faut d'ailleurs rappeler, comme l'une des expressions de cette tendance que nous avons relevée par rapport aux régimes bonapartistes, que la France ne vit plus avec un régime parlementaire depuis 1958. C'est une forme de bonapartisme que de Gaulle a instaurée avec la V<sup>e</sup> République, et l'Assemblée nationale n'est pas un Parlement.

Le fait que ce bonapartisme soit devenu bâtard et largement moribond parce que de Gaulle a échoué, devant la classe ouvrière, sur les objectifs fondamentaux qu'il s'était fixés (intégration des syndicats à l'Etat, suppression du « régime des partis », Etat fort et verticalisme), explique aujourd'hui les tentatives désespérées de l'équipe Giscard d'Estaing pour réinsuffler une dose de parlementarisme dans les institutions bonapartistes, ce qui est impossible du fait de leurs natures fondamentalement différentes.

En France, d'une certaine manière, le problème des revendications démocratiques se pose quand la réalité de la lutte des classes amène à avancer les mots d'ordre contre l'Assemblée nationale minoritaire et illégitime. L'agonie de la V<sup>e</sup> République amène ses dirigeants aux abois à renforcer les traits antidémocratiques du bonapartisme de la V<sup>e</sup> République : ces derniers mois, les arrestations et condamnations arbitraires de jeunes le 23 mars et le 1<sup>er</sup> mai, l'in vraisemblable maquignonnage des résultats électoraux des élections européennes pour enlever au PS le quarante et unième siège représentant la majorité PS-PCF et l'attribuer à l'UDF, la rentrée de la police au siège du PS, etc., en sont l'illustration.

Mais ce ne sont pas là des nouveautés. Lénine a expliqué depuis longtemps que la république bourgeoise la plus démocratique était prête à violer

ses propres lois à chaque fois que cela était nécessaire. La III<sup>e</sup> et la IV<sup>e</sup> Républiques ont bafoué en maintes occasions ces libertés. Ce qui est particulier et confère son aspect bâtard à la V<sup>e</sup> République, c'est que formellement les libertés démocratiques, droits de presse, d'organisation, suffrage universel, etc., sont maintenus, mais qu'en même temps l'Etat, le gouvernement sont indépendants de tout contrôle parlementaire. Au contraire, les assemblées parlementaires sont l'ombre portée de l'Etat, du pouvoir exécutif dont le président de la République est l'incarnation. Contradiction explosive : la politique des dirigeants des organisations ouvrières a permis à de Gaulle de prendre le pouvoir, d'instituer un régime bonapartiste ; la puissance de la classe ouvrière a bloqué, en 1963 par la grève générale des mineurs, ultérieurement par la grève générale de 1968, etc., la marche normale du bonapartisme vers l'Etat fort, la destruction des libertés, des organisations ouvrières en passant par l'intégration à l'Etat des centrales syndicales. Le maintien des libertés démocratiques existantes a entièrement dépendu de la lutte de classe du prolétariat. Mais la lutte de classe du prolétariat est nourrie de mots d'ordre démocratiques — en finir avec cette Assemblée nationale truquée que dominent les députés UDF-RPR minoritaires dans le pays, ce qui est contraire aux exigences démocratiques — et débouche sur le mot d'ordre menant au gouvernement ouvrier et paysan et à la dictature du prolétariat, sur la revendication adressée aux dirigeants des partis ouvriers : rompez avec la bourgeoisie, front unique pour porter au pouvoir un gouvernement des seuls partis ouvriers, sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois.

---

## CRISE DE DOMINATION DE CLASSE AUX ETATS-UNIS

---

L'exemple le plus frappant de ces contradictions est aussi celui dont l'enjeu sera en dernière analyse décisif pour le sort de la révolution prolétarienne mondiale. Il s'agit des Etats-Unis d'Amérique, cet impérialisme qui est devenu le plus puissant du monde,

qui domine le système dans son ensemble, et auquel devient chaque jour plus insupportable l'héritage historique d'une révolution bourgeoise des plus radicales.

Il n'est pas inutile de rappeler que la guerre d'Indépendance qui aboutit à la formation des Etats-Unis fut une guerre révolutionnaire contre l'impérialisme britannique, et qu'elle fut marquée de puissants mouvements de masse. La « Déclaration d'indépendance » affirmait :

« Les gouvernements ont été institués pour garantir des droits : ils ne tiennent leur pouvoir que du consentement de ceux qu'ils gouvernent... Lorsque le gouvernement ne remplit plus son objet, le peuple a le droit de le modifier ou de le renverser et d'en constituer un autre. »

En 1791, dix amendements furent ajoutés à la Constitution qui avait été rédigée en 1787. Ils garantissaient les libertés de parole, de presse, de réunion, de religion, le droit d'appartenir à des milices et de porter les armes, l'interdiction des perquisitions arbitraires, le droit d'être jugé par un jury.

Il convient malgré tout de remarquer que la « Déclaration des droits » ne condamne pas l'esclavage, et que le suffrage universel ne fut pas adopté : il fallait, pour voter, un minimum de propriété. Comme nous l'avons indiqué, la bourgeoisie est déjà une classe aux multiples traits réactionnaires, même quand elle est l'une des plus progressistes, sinon la plus progressiste et démocratique du monde, comme c'était alors le cas aux Etats-Unis.

La guerre de Sécession fut une guerre révolutionnaire et progressiste du côté du Nord. Elle permit l'approfondissement de ce qu'avait commencé la guerre d'Indépendance : unité nationale, approfondissement de la démocratie politique, et surtout, en brisant le pouvoir des représentants politiques de l'aristocratie du Sud fondé sur l'esclavage, elle ouvrit le terrain à un développement sans précédent des forces productives, lié à la croissance de l'industrie, au développement des fermiers libres du nord-ouest, à l'intégration de l'économie américaine dans le marché mondial.

Peu après la victoire du Nord, pourtant, ses hommes d'affaires passèrent un compromis avec l'aristocratie du Sud qui lui redonnait le pouvoir de fait dans ses Etats.

Telles sont, extrêmement schématiquement, les racines historiques essentielles d'un pays qui est aujourd'hui le responsable de l'« ordre » économique et politique mondial, le chef de file et le gendarme de l'impérialisme, qui ne peut survivre et faire survivre tout le système que par les guerres contre-révolutionnaires, l'armement de toutes les dictatures haïes du monde, les coups d'Etat, l'oppression économique et financière de continents entiers.

C'est peu de dire que la contradiction est explosive. Le rapport sur la situation internationale adopté par le XX<sup>e</sup> Congrès de l'OCI expliquait :

« L'impérialisme américain en est arrivé au point où assurer son rôle de gendarme contre-révolutionnaire mondial, faire prévaloir à l'échelle de la planète ses intérêts particuliers, surmonter la crise en passant de l'économie d'armement à l'économie de guerre exige de liquider l'héritage politique des USA, ses traditions, ses institutions, de mettre sur pied l'Etat fort, de discipliner toutes les couches de la société, de faire supporter au prolétariat la charge écrasante de cette politique. L'obstacle majeur, c'est le prolétariat américain, son énorme puissance, bien qu'il soit privé d'expression politique. »

Les formes politiques et institutionnelles dans lesquelles la bourgeoisie américaine exerce sa fonction de classe dominante ne sont pas compatibles avec le rôle et les tâches mondiales de l'impérialisme américain. La chute de Nixon a été un événement de très grande importance, l'expression de cette contradiction insoluble, le produit d'une crise politique majeure, et finalement l'échec des tentatives faites par l'exécutif pour résoudre l'inadéquation complète entre le système politique américain et ses tâches impérialistes à l'échelle mondiale.

En novembre 1976, à l'occasion des élections présidentielles, le peuple américain écrasa tout ce qui avait touché de près ou de loin à l'administra-

tion Nixon, tout en refusant aux démocrates le « raz de marée » que prédisaient les « observateurs ». Carter ne l'emporta que de justesse, mais surtout, il y eut 47 % d'abstentions, le plus fort pourcentage jamais enregistré aux Etats-Unis. Les « observateurs » durent se satisfaire de ce que les abstentionnistes étaient quand même un tout petit peu moins nombreux que les votants... En fait, c'est tout l'édifice politique américain fondé sur l'équilibre et le jeu de balancier traditionnel entre les deux grands partis bourgeois qui a subi un coup sérieux en conséquence directe de la chute de Nixon. Sans pouvoir le développer ici, il est impossible de ne pas souligner qu'il y a une interpénétration profonde entre cette chute et la défaite historique sans précédent qu'avaient subie les Etats-Unis au Vietnam l'année précédente, celle-ci nourrissant à son tour en profondeur la crise inextricable de l'Etat américain.

---

**« LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE  
DEFEND INLASSABLEMENT  
LES DROITS  
DEMOCRATIQUES  
DES OUVRIERS ET LEURS  
CONQUÊTES SOCIALES »**

---

Une question se pose maintenant. Si les mots d'ordre démocratiques font partie des revendications que le prolétariat met en avant contre l'impérialisme, ne retombons-nous pas dans la funeste théorie de la « révolution par étapes » ? Est-ce que l'on ne rejette pas en arrière la réalisation des tâches propres du prolétariat ? Est-ce que l'on ne lui assigne pas pour mission de résoudre toute une série de tâches léguées par le passé historique, et de s'en tenir là ?

Non seulement la question des libertés démocratiques, des droits démocratiques, a de tout temps été une question centrale pour la classe ouvrière, mais la putréfaction impérialiste, sa tendance à la réaction et à la barbarie lui donnent aujourd'hui, de nouveau, une importance accrue. Le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale dit qu'« elle défend inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales ». Le « Pro-

gramme de transition » précise immédiatement :

« Mais elle (*la IV<sup>e</sup> Internationale*) mène ce travail de tous les jours dans le cadre d'une perspective concrète, réelle, c'est-à-dire révolutionnaire. Dans la mesure où les vieilles revendications partielles "minimum" des masses se heurtent aux tendances destructrices et dégradantes du capitalisme décadent — et cela se produit à chaque pas —, la IV<sup>e</sup> Internationale met en avant un système de revendications transitoires dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois. Le vieux "programme minimum" est constamment dépassé par le programme de transition dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne. »

Cette méthode du « Programme de transition » — celle des mots d'ordre transitoires incluant la lutte pour la défense inlassable des droits démocratiques et des conquêtes sociales des ouvriers — est dans la droite ligne du IV<sup>e</sup> Congrès de l'IC affirmant :

« Il faut prendre chaque besoin des masses comme point de départ des luttes révolutionnaires qui, dans leur ensemble, pourraient constituer le courant puissant de la révolution sociale. »

Sur toutes ces questions décisives, et comme leur illustration, nous proposons maintenant à nos lecteurs de lire ou de relire un bref article de Léon Trotsky sur la liberté de la presse, qu'« Informations ouvrières » publia lors de la bataille engagée contre la fermeture du quotidien portugais de tendance socialiste « Republica », et où il démontre comment toute restriction à la démocratie dans une société bourgeoise se retourne invariablement contre la classe ouvrière.

Précisons pour nos lecteurs que les dirigeants staliniens du Mexique et l'un de leurs principaux compagnons de route, Vicente Lombardo Toldano, responsable de la Confédération des travailleurs du Mexique (CTM), s'étaient engagés dans une virulente campagne contre la liberté de la presse, sous couvert de bataille contre la « presse réactionnaire ».

## Trotsky et la liberté de la presse

« Une campagne contre la presse réactionnaire est en cours à Mexico. Cette attaque est orchestrée par les dirigeants de la CTM, et plus précisément par M. Lombardo Toledano lui-même. Le but de cette campagne est de "mettre au pas" la presse réactionnaire, en la soumettant à une censure démocratique ou en l'interdisant totalement. Les syndicats ont été mis sur le pied de guerre. Les démocrates incurables, corrompus par leurs pratiques avec Moscou stalinisée et poussés par leurs "amis" du GPU (police secrète soviétique), ont salué cette campagne, qu'il faut bien considérer comme suicidaire. En fait, il n'est pas difficile de prévoir que, même si cette campagne triomphe et aboutit à des résultats pratiques du goût de Lombardo Toledano, les conséquences ultimes en seront avant tout supportées par la classe ouvrière.

La théorie comme l'expérience historique l'attestent : toute restriction à la démocratie dans une société bourgeoise est en dernière analyse invariablement dirigée contre le prolétariat, tout comme chaque impôt institué retombe sur les épaules de la classe ouvrière. La démocratie bourgeoise n'est utile au prolétariat que dans la mesure où elle ouvre la voie au développement de la lutte des classes. Par conséquent, tout "dirigeant" ouvrier qui donne à l'Etat bourgeois des moyens spéciaux pour contrôler l'opinion publique en général et la presse en particulier est très exactement un traître. En dernière analyse, l'exacerbation de la lutte des classes poussera toutes les couches de la bourgeoisie à réaliser un compromis entre elles ; elles adopteront alors des lois d'exception, toutes sortes de mesures restrictives et toutes sortes de censures "démocratiques" contre la classe ouvrière. Quiconque n'a pas encore compris cela devrait quitter les rangs de la classe ouvrière.

"Mais parfois, nous objecteront certains "amis" de l'URSS, la dictature du prolétariat est obligée de recourir à des mesures d'exception, en particulier contre la presse réactionnaire."

Nous répondons : "Cette objection revient à une tentative d'identification de l'Etat ouvrier à un Etat bourgeois. Bien que le Mexique soit un pays semi-colonial, c'est aussi un Etat bourgeois, et d'aucune manière un Etat ouvrier. Néanmoins, même du point de vue des intérêts de la dictature du prolétariat, interdire ou censurer les journaux bourgeois ne constitue pas du tout un "programme" ou un "principe", ou la situation idéale. De telles mesures ne peuvent être qu'un mal temporaire inévitable."

Une fois à la barre, le prolétariat peut se trouver forcé à prendre pour un certain temps des mesures d'exception contre la bourgeoisie, si la bourgeoisie se rebelle ouvertement contre l'Etat ouvrier. Dans ce cas, restreindre la liberté de la presse va de pair avec les autres moyens utilisés pour gagner une guerre civile. Naturellement, si vous êtes obligés d'utiliser artillerie et avions contre l'ennemi, vous ne pouvez permettre à ce même ennemi de maintenir ses propres centres d'information et de propagande au sein du camp armé du prolétariat. Il n'en reste pas moins que dans ce cas également, si ces mesures d'exception sont maintenues pour se transformer en une caractéristique permanente, elles portent en elles-mêmes le danger de devenir incontrôlées et de donner à la bureaucratie ouvrière un monopole politique qui serait l'une des sources de sa dégénérescence.

Nous avons un vivant exemple d'une telle dynamique sous les yeux avec la honteuse suppression de la liberté de parole et de presse qui est à présent la règle en Union soviétique.

*Cela n'a rien à voir avec les intérêts de la dictature du prolétariat. Au contraire, il s'agit de la protection des intérêts de la nouvelle caste dirigeante contre l'opposition ouvrière et paysanne. Cette bureaucratie bonapartiste de Moscou est à présent singée par MM. Lombardo Toledano et Cie, qui identifient leurs carrières personnelles avec les intérêts du socialisme.*

*Les tâches réelles de l'Etat ouvrier ne sont pas d'imposer le bâillonnement policier de l'opinion publique, mais bien plus de la libérer du joug du capital. Cela n'est réalisable qu'en remettant les moyens de production, y compris la production de l'information publique, aux mains de la société tout entière. Une fois ce pas socialiste fondamental effectué, tous les courants de l'opinion publique qui n'ont pas pris les armes contre la dictature du prolétariat doivent avoir la possibilité de s'exprimer librement. Il est du devoir de l'Etat ouvrier de mettre à la disposition de tous, en fonction de leur importance numérique, les moyens techniques dont ils ont besoin, tels l'imprimerie, le papier, les transports. L'une des causes principales de la dégénérescence de l'appareil d'Etat est l'accaparement de la presse par la bureaucratie stalinienne, qui menace de conduire tous les acquis de la révolution d'Octobre à la ruine totale.*

*S'il nous fallait chercher des exemples de l'influence néfaste du Komintern sur le mouvement ouvrier dans divers pays, la campagne actuelle de Lombardo Toledano nous offrirait l'un des plus étranges. Toledano et ses disciples doctrinaires tentent fondamentalement d'introduire dans un système démocratique bourgeois les moyens et méthodes qui pourraient, dans certaines conditions limitées dans le temps, s'avérer inévitables sous la dictature du prolétariat. Qui plus est, ils n'empruntent pas réellement ces méthodes à la dictature du prolétariat, mais bien plutôt à ses usurpateurs bonapartistes. En d'autres termes, ils inoculent à une démocratie bourgeoise déjà malade le virus d'une bureaucratie stalinienne en déclin.*

*La démocratie anémique du Mexique fait face de manière permanente à une menace mortelle qui vient de deux directions : d'une part, celle de l'impé-*



**Plusieurs dirigeants du POMR, section péruvienne du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, manifestent pour la liberté de la presse à Lima, fin mars 1979, avec des journalistes et les directeurs de journaux et revues interdits par le gouvernement militaire de Morales Bermudez. (D.R.).**

rialisme étranger, et d'autre part, cette des agents réactionnaires à l'intérieur du pays, qui contrôlent les publications ayant le plus grand tirage. Mais seuls des aveugles ou des faibles d'esprit peuvent s'imaginer qu'interdire la presse réactionnaire permettrait aux travailleurs et aux paysans de se libérer de l'influence des idées réactionnaires. En réalité, seule la plus grande liberté de parole, de presse et d'organisation peut créer des conditions favorables au développement du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière.

Il est essentiel de combattre sans répit la presse réactionnaire. Mais les travailleurs ne peuvent laisser la répression de l'Etat bourgeois se substituer à la lutte qu'ils doivent engager par leurs propres organisations et leur propre presse. Aujourd'hui, l'Etat peut sembler " bien " disposé à l'égard des organisations ouvrières ; demain, le gouvernement peut tomber, tombera inévitablement aux mains des éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie. Dans ce cas, toutes les lois restrictives existantes seront utilisées contre les travailleurs. Seuls des aventuristes qui ne pensent qu'à l'instant présent peuvent rester aveugles à ce danger.

Le moyen le plus efficace de combattre la presse bourgeoise est de développer la presse ouvrière. Bien sûr, des journaux " jaunes " de l'acabit de El Popular sont incapables d'accomplir

une pareille tâche. Des feuilles de ce genre n'ont pas leur place dans la presse ouvrière, la presse révolutionnaire, et même la presse réputée démocratique. El Popular sert les ambitions personnelles de M. Lombardo Toledano, qui à son tour sert la bureaucratie stalinienne. Ses méthodes — mensonges, calomnies, chasse aux sorcières, falsifications — sont aussi celles de Toledano. Son journal n'a ni programme, ni idées. De toute évidence, une feuille pareille ne pourra jamais trouver un véritable écho dans la classe ouvrière, ni détacher le prolétariat des journaux bourgeois.

Nous arrivons donc à l'inévitable conclusion que le combat contre la bourgeoisie commence par le rejet des " dirigeants " corrompus des organisations de la classe ouvrière, en particulier en libérant la presse ouvrière de la tutelle de Lombardo Toledano et autres arrivistes bourgeois. Le prolétariat mexicain a besoin d'un journal honnête qui exprime ses aspirations, défende ses intérêts, élargisse son horizon et ouvre la voie de la révolution socialiste au Mexique. C'est ce que Clave se propose de faire.

Aussi commençons-nous par déclarer une guerre sans merci aux misérables prétentions bonapartistes de Toledano. Et nous sommes convaincus que nous serons rejoints dans ce combat par tous les travailleurs d'avant-garde, les marxistes et les démocrates authentiques. »

---

## les revendications démocratiques dans les pays où le capital a été exproprié

---

La question des libertés démocratiques se pose, en partie sous une autre forme, mais de manière tout aussi vive, dans les pays où le capital a été exproprié : en URSS, dans les pays de l'Europe de l'Est, en Chine, au Vietnam, à Cuba.

Le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale soulignait l'import-

tance des libertés démocratiques dans les développements qui mènent à la révolution politique. La pratique a confirmé cette prévision théorique. Dès 1953-1956, au cours de la préparation et de l'explosion des mouvements révolutionnaires en Allemagne de l'Est, en Pologne, lors de la révolution politique déferlant en Hongrie, la lutte

pour les libertés démocratiques s'est affirmée comme le cours qui conduit à la révolution politique. Les mots d'ordre de liberté y compris en art, en littérature, dans le domaine des sciences, et la lutte pour ces libertés ont jalonné le chemin du déferlement des masses exerçant dans la pratique les libertés démocratiques. Ce fut non moins vrai en ce qui concerne le processus qui a conduit au mouvement révolutionnaire du printemps et de l'été 1968 en Tchécoslovaquie.

La résolution adoptée par l'OCI en 1969, et soumise à la discussion au sein du Comité international, soulignait :

*« La lutte pour la révolution politique part des besoins les plus élémentaires, en même temps que les plus profonds, du prolétariat, de la jeunesse, des intellectuels, des paysans kolkhoziens et autres. La défense des revendications "économiques", des garanties d'emploi, de qualification, des avantages sociaux, du droit de la jeunesse aux études et aux garanties pour son avenir, la lutte pour l'égalité sociale, les revendications de la démocratie ouvrière : droit de s'organiser, de former des tendances dans les organisations existantes, de former de nouvelles organisations parmi les travailleurs, la jeunesse ouvrière et des écoles, parmi les intellectuels et la paysannerie, la liberté de la presse, de la littérature, de l'art, ont une importance décisive. Parallèlement, la lutte pour l'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat et aux partis de la bureaucratie, pour leur rénovation de fond en comble comme organisations exprimant les revendications et aspirations de l'ensemble des travailleurs, pour l'éviction des bureaucrates, pour le fonctionnement démocratique des syndicats est une lutte sans laquelle il est impossible de combattre pour le renversement des bureaucraties parasitaires. Le droit de grève, le droit de manifestation ne sont pas moins importants.*

Toute lutte de classes, toute lutte politique — que ce soit dans les pays capitalistes avancés où dans ceux sous le contrôle de la bureaucratie du Kremlin ou des bureaucraties satellites — requiert ces instruments que sont les droits à l'organisation, à l'exercice des libertés démocratiques. Les

*récents exemples de la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie confirment l'importance de la lutte pour les libertés démocratiques dans la marche vers la révolution politique. L'appareil contre-révolutionnaire du Kremlin a décidé d'intervenir militairement dès lors que la liberté d'expression, de la presse, de la littérature, de l'art s'affirmait, mais surtout lorsque le droit à l'organisation s'affirma décisivement par la reconnaissance des tendances au sein du PCT, ainsi que le proposait le projet de nouveaux statuts soumis au XIV<sup>e</sup> Congrès du PCT. Les violentes attaques et la répression que la bureaucratie a déclenchées contre les intellectuels qui revendiquaient la liberté d'expression, ne serait-ce qu'en littérature et en art, proviennent de ce que, par la liberté littéraire et artistique, passe la critique de sa gestion, de ce que cette liberté est un embryon, un élément des libertés démocratiques et du droit à l'organisation non soumis au contrôle rigoureux de la bureaucratie. L'expérience démontre que la lutte des intellectuels pour le droit à la liberté d'expression en littérature et en art débouche rapidement sur la lutte politique contre la bureaucratie. Ainsi, en URSS, le lien apparaît directement : Daniel, Siniavski et ceux qui les ont suivis ont ouvert la voie à Pavel Litvinov et à Larissa Daniel, qui dénoncent l'intervention militaire de la bureaucratie du Kremlin en Tchécoslovaquie ; cette lutte se prolonge dans la dénonciation de l'oppression des nationalités en URSS, les prises de position du général Grigorenko et de tant d'autres.*

*La reconnaissance des organisations et des partis qui se situent sur le terrain du socialisme ne saurait être, d'une quelconque façon, confiée aux soins des bureaucraties parasitaires. Les courants, tendances, organisations, partis se définiront et se décanteront politiquement dans la lutte politique elle-même, qui affirmera leur contenu social et politique.*

*La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites ne sont pas des classes sociales, mais des excroissances parasitaires, des agences — en dernière analyse — de la bourgeoisie au sein de l'Etat ouvrier. Cela se manifeste notamment en ce que — contrairement à la bourgeoisie, dont la forme*



*de domination politique, tout au moins dans les principaux pays capitalistes, a été la plus simple lorsqu'elle s'exerçait par le truchement de la démocratie bourgeoise qui permettait à la classe ouvrière de s'organiser comme classe — la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites ne peuvent maintenir leur pouvoir, défendre leurs privilèges que par l'omnipotence de l'appareil ; qu'en comprimant dans un corset de fer le jeu des forces sociales et politiques ; qu'en supprimant tous les droits et toutes les garanties démocratiques. C'est uniquement le monopole politique qui maintient au pouvoir les bureaucraties parasitaires. La théorie démontre et l'expérience prouve que la structure sociale de l'URSS et des pays de l'Europe de l'Est est telle que, dès que craque le corset bureaucratique et que s'effondre l'appareil, la classe ouvrière surgit comme force sociale dominante. Dans le processus de décomposition de l'appareil bureaucratique, les forces sociales bourgeoises proviennent toujours de l'appareil. La bureaucratie du Kremlin intervient comme force répressive tentant de reconstruire l'appareil contre la classe ouvrière, c'est-à-dire au profit de la bourgeoisie et de l'impérialisme mondial. La Tchécoslovaquie, le plus récent et le plus démonstratif exemple, confirme l'expérience de la Hongrie de 1956. C'est pourquoi la lutte pour les libertés démocratiques en URSS et en Europe orientale a un contenu de classe prolétarien. Elle est révolutionnaire et débouche directement sur la révolution politique, dont elle est une composante. »*

L'expérience politique a confirmé ce que le « Programme de transition » soulignait : la lutte pour les libertés démocratiques n'est pas séparée du combat contre les « inégalités sociales », mais au contraire s'y trouve liée. En URSS même, les manifestations de lutte ouverte se sont, au cours des années 1960, centrées autour de ces questions.

Les premières revendications de ceux qui descendirent jusque sur la place Rouge pour s'opposer au pouvoir des descendants de Staline furent la libération des emprisonnés politiques comme Galanskov, Dobrovolski, Lachkova et Radziewski, plus tard

Guinsbourg, Siniavski, Daniel, ainsi que l'exigence de l'abrogation de textes, décrets, circulaires, articles du Code pénal contraires à la liberté d'expression et de réunion.

Le mot d'ordre maintes fois mis en avant de « respect de la Constitution » est d'une profonde ambiguïté, car cette Constitution stalinienne promulguée en 1936 a été l'une des pierres de touche de l'ordre bureaucratique contre les masses. Il faut pourtant souligner que, surtout à l'origine, les mots d'ordre des opposants se concentraient non sur la Constitution en tant que telle, mais sur certains de ses articles que la bureaucratie avait dû rédiger pour que la fiction des « soviets », de l'héritage du passé léniniste du Parti bolchevique puisse être maintenue, des articles contraires dans leur lettre à toute l'orientation profondément réactionnaire de la Constitution de 1936.

Il faut d'ailleurs insister sur le fait que la Constitution rédigée sur l'ordre de Staline ne fut pas encore assez stalinienne pour ses successeurs, puisque Brejnev en a « parrainé » une nouvelle voici trois ans. Celle-ci affirme ouvertement ce que la précédente tentait en partie de masquer, le renforcement du pouvoir d'Etat de la bureaucratie et de ses prérogatives. La caste parasitaire et contre-révolutionnaire qui a exproprié les ouvriers soviétiques du pouvoir politique conquis en 1917 a plus que jamais besoin de renforcer son appareil de répression pour cesser les masses et tenter de les faire taire.

---

### 1953, 1956, 1968

---

Dès 1953-1956, au cours de tous les mouvements s'insérant dans le processus de la révolution politique, surgissent les comités, les « soviets », ou au moins des formes d'organisation du prolétariat de caractère pré-soviétique, le point le plus avancé étant la révolution hongroise d'octobre-novembre 1956.

Rappelons que le 23 octobre 1956, la statue de Staline est abattue par une immense manifestation à Budapest. Alors que les masses se dressent dans tout le pays, des comités révolutionnaires et des conseils commencent à prendre le pouvoir en province à partir

du 26, et désarmement la police politique. Le 27, c'est dans toutes les usines de Budapest que se forment les conseils ouvriers. Voici par exemple quelques informations radiodiffusées par Radio-Győr et Radio-Kossuth ce 27 octobre 1956 :

« La délégation du conseil ouvrier de l'entreprise pétrolière de Szöny a rendu visite, cet après-midi, au conseil ouvrier de la fabrique de wagons de Győr afin de se renseigner sur les événements de Győr et sur l'activité du conseil ouvrier. Les ouvriers de Szöny leur ont raconté que des comités nationaux et des conseils ouvriers se formaient sur tout le territoire entre Győr et Tatabánya. Les travailleurs des usines de Komárom et de Szöny se solidarisaient avec les ouvriers de Budapest... »

\*  
\* \*

« Des conseils ouvriers se sont formés dans de nombreuses usines. Dans l'usine de wagons et de machines Ganz s'est formé le conseil ouvrier des membres de la garde ouvrière et des communistes se trouvant à l'usine. Sa tâche principale consiste actuellement à défendre l'usine et à préparer l'élection du conseil ouvrier définitif... »

\*  
\* \*

« Les travailleurs se trouvant à la fabrique de vêtements "1<sup>er</sup> Mai" ont fondé le conseil ouvrier provisoire qui, dans son message envoyé à la radio, souligne son soutien complet au nouveau gouvernement... »

\*  
\* \*

« On nous communique de la MAVAG qu'aujourd'hui chaque ouvrier se trouvant à l'usine a reçu son salaire hebdomadaire. Prochainement, les travailleurs éliront les conseils ouvriers. »

\*  
\* \*

« ... Des conseils ouvriers ont été formés dans la fabrique de chaussures "Duna", dans la filature de

coton, dans la Draperie hongroise, dans l'usine textile Goldberger et dans la fabrique de cuir "Táncsics". Dans la fabrique de chaussures "Duna", les travailleurs ont solutionné, d'une manière autonome, le ravitaillement. Ils ont conclu un accord avec une coopérative paysanne qui livrera à l'usine, entre autres, de la viande de bœuf et de porc avec un règlement ultérieur. »

Voici par exemple un extrait du programme du conseil ouvrier d'une très grande usine de Győr :

« Au nom des travailleurs de notre usine et de la ville de Győr, le conseil ouvrier de la fabrique de wagons et de machines assure aux dirigeants du gouvernement et à l'opinion mondiale que nous, les ouvriers, sommes fermement attachés aux aspirations sociales fondamentales, en tant que conquêtes de la révolution démocratique nationale. Nous nous opposons de toutes nos forces au retour des grandes propriétés, des banques et des usines à la propriété capitaliste. En même temps, nous nous opposons à toute sorte de restauration stalinienne-rákosiste. »

Alors que les troupes de la bureaucratie du Kremlin se massent dans tout le pays, le conseil ouvrier de Borsod-Mirslók réclame la constitution d'un conseil national révolutionnaire constitué par les conseils révolutionnaires et les conseils ouvriers.

Le 14, quelques jours après l'attaque des troupes de la bureaucratie, la grève générale s'organise sous la direction du conseil ouvrier central du Grand-Budapest qui vient de se constituer et qui révoquera, dès le lendemain, son premier président qui a parlé de « confiance » dans le gouvernement Kadar.

En Tchécoslovaquie, le processus politique a été à la fois précipité et interrompu par l'intervention des troupes de la bureaucratie du Kremlin. Précipité : l'intervention a provoqué l'éclatement du PCT au cours de son XIV<sup>e</sup> Congrès qui se tenait juste au moment de l'entrée des troupes du Kremlin en Tchécoslovaquie, et a accéléré la mobilisation des masses. Interrompu : elle a permis que se reconstitue rapidement un appareil

bureaucratique, totalement étranger aux peuples tchèque et slovaque, mais qui les opprime et rend impossible le déferlement au grand jour des masses. Or, il ne saurait y avoir de formes de caractère soviétique clandestines : elles correspondent aux exigences du mouvement des masses et occupent pleinement toute la scène politique.

En Pologne, en décembre 1970 et janvier 1971, au cours de la grève des travailleurs des ports de la Baltique contre l'augmentation des prix qui a renversé Gomulka, à nouveau sont apparues des formes d'organisation autonomes du prolétariat : le comité central de grève des ports de la Baltique avec lequel le nouveau gouvernement, le gouvernement Gierak, a dû traiter.

---

## DE PREMIERS SYNDICATS INDEPENDANTS

---

Mais, depuis, un nouveau stade a été franchi. Dans les conditions de la clandestinité, en Tchécoslovaquie, s'est constitué un mouvement, sans aucun doute extrêmement hétérogène, mais qui mène en permanence la lutte pour les libertés démocratiques, la « Charte 77 ». De même qu'en Pologne s'est constitué, fonctionnant quasiment au grand jour, un mouvement similaire, le KOR, les deux mouvements ayant entre eux des rapports plus ou moins constants. Et surtout, dans la clandestinité, la nécessité de l'organisation indépendante de classe du prolétariat a trouvé une première expression par l'affirmation de la nécessité de construire des syndicats ouvriers indépendants de l'Etat et du parti, en réalité contre l'Etat et le parti, contre les pseudo-syndicats officiels qui ne sont que des rouages de l'appareil d'Etat.

De la classe ouvrière d'URSS elle-même germent les premières formes d'organisation des travailleurs indépendants de la bureaucratie : les syndicats indépendants, dont le premier a été constitué au début de l'année 1978 par Khlebanov. Il ne s'agit pas d'un acte éphémère, même si ce premier « syndicat libre » n'est évidemment pas comparable par le

nombre et le droit public d'expression et d'organisation avec ce que l'on entend traditionnellement par « syndicat », en France par exemple. Un second « syndicat libre » a été fondé par Borrissov et Nikolaïev. Cette recherche par les masses de formes d'organisation indépendantes du pouvoir d'Etat bureaucratique et de ses multiples rouages s'est exprimée de façon plus spectaculaire encore en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Roumanie après l'explosion ouvrière de la vallée de la Jiu. La question des syndicats ouvriers indépendants, combattant pour les droits ouvriers élémentaires que nient les bureaucrates, se lie à la bataille pour le respect des libertés démocratiques. Les liens qui existent entre les différentes formes que prennent ces combats, par exemple le KOR-KSS en Pologne, la « Charte 77 » en Tchécoslovaquie, sont aujourd'hui au cœur des problèmes de la révolution politique contre la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites parasitaires.

En Chine, les mots d'ordre démocratiques occuperont également toute leur place dans le programme de la révolution politique qui cherche à s'ouvrir sa voie contre le pouvoir de Teng Hsiao-ping et de Hua Kuo-feng. Même si c'est de façon sommaire, il faut rappeler que la période des « Cent Fleurs » que la bureaucratie dut interrompre brutalement proposait que « cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent ». Dans cette rivalité des « cent écoles », les masses ne tardèrent pas à mettre en avant leurs revendications de tous ordres, et commencèrent à les charger du contenu de la liberté d'expression, de parole, de presse, d'organisation. Si l'expérience fut immédiatement étouffée, son souvenir est vivant dans les dernières déclarations de groupes d'oppositionnels comme ceux connus sous le pseudonyme de Li-Yi-Zhe, qui ont écrit — même s'ils l'ont renié ensuite — un pamphlet sur « la démocratie et la légalité sous le socialisme » dans lequel on peut lire :

« La Grande Révolution culturelle prolétarienne n'a pas pour autant accompli les tâches qu'elle s'était assignées, car elle n'a pas permis aux masses populaires de s'emparer fermement de l'arme de la dictature démocratique du peuple (...).

Il ne faut appliquer la dictature qu'aux assassins, incendiaires, voyous, aux divers criminels de droit commun, à ceux qui provoquent des affrontements armés. En revanche, tous les droits démocratiques légitimes des masses populaires doivent être garantis. »

Ensuite, Li-Yi-Zhe développaient la nécessité de « limiter les privilèges » et de « garantir le droit de contrôle du peuple sur l'Etat et la société ».

Comme en URSS, comme dans les pays de l'Est de l'Europe, la révolution politique en Chine se fera sous le drapeau de la lutte contre les inégalités sociales et l'oppression politique.

La question des libertés démocratiques se pose évidemment dans tous les pays semi-coloniaux de façon brûlante. L'accès pour toutes les ex-colonies à l'indépendance politique formelle ne l'a en rien résolue, bien au contraire. Dans les pays où cette indépendance a toujours existé, la règle générale est celle de dictatures sanglantes broyant les droits et libertés, d'organisations prétendument syndicales qui sont la projection de l'Etat à l'intérieur du prolétariat. La lutte pour les libertés démocratiques est dans ces pays indispensable. Elle est inséparable de toute l'action politique pour la solution des tâches nationales, pour la réforme agraire, contre l'impérialisme et les bourgeoisies locales.

---

## DES QUESTIONS IMBRIQUEES MAIS NON IDENTIQUES

---

Les questions de l'unité et de l'indépendance nationales sont des questions à caractère démocratique : elles s'expriment sous la forme du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le développement historique a généralement propulsé ces questions de façon concomitante sur le devant de la scène, comme des nécessités particulières d'un même mouvement historique. Cela fut vrai aux Etats-Unis peut-être plus que partout ailleurs, mais aussi dans pratiquement tous les pays d'Europe, et nous avons vu que 1848 a été un moment particulière-

ment important où ces revendications se sont trouvées posées, l'exigence des droits démocratiques contre les vieilles monarchies, les autocraties, se combinant le plus souvent étroitement avec les revendications de l'unité et de l'indépendance des nations.

Pourtant, nous l'avons vu, les solutions que trouvèrent ces questions ne furent ni identiques dans chaque pays, ni parallèles entre elles. L'unité de l'Allemagne fut finalement réalisée par la botte prussienne, sans qu'un véritable régime parlementaire ne voie le jour. En Belgique, il est à l'inverse possible de dire que les principales libertés démocratiques ont été conquises alors que subsistait un problème réel quant à l'unité nationale de ce pays constitué de Wallons et de Flamands.

Les questions nationales relèvent des revendications démocratiques, mais elles sont cependant spécifiques. Ainsi, aujourd'hui, partout où se posent les revendications démocratiques ne se posent pas forcément les questions nationales, celles de l'unité, de l'indépendance de la nation. Il n'y a pas de question nationale en France et il y a des revendications démocratiques contre le bonapartisme antidémocratique et anti-ouvrier, contre le régime de la V<sup>e</sup> République, contre l'Assemblée nationale minoritaire et illégitime, etc. Par contre, en Allemagne, il y a une question nationale : il s'agit de reconstituer l'unité de la nation allemande. La division entretenue par l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin est une division artificielle de la nation allemande qui reste une, du peuple, du prolétariat allemand qui restent uns, ce dont témoignent tous les processus organiques de la lutte des classes en Allemagne, qu'ils se déroulent à l'« Est » ou à l'« Ouest », mais qui attestent tous de la réalité nationale.

Par contre, on peut dire que pratiquement partout où se pose la question nationale, se posent le plus généralement les autres revendications démocratiques, droits d'organisation, de réunion, de presse, les libertés politiques, car l'oppression nationale exige l'interdiction de ces droits et libertés démocratiques qui lui sont antinomiques. Cela est particulièrement flagrant au Pays basque, en Catalogne, mais aussi en Irlande, mais aussi en URSS et dans les pays de l'Est de l'Europe.

L'unité des revendications nationales et des revendications démocratiques est évidente dans la quasi-totalité des pays économiquement arriérés qui sont soumis au joug de l'impérialisme étranger, tout autant qu'à de plus ou moins sanglantes dictatures n'ayant d'autre fonction que le maintien de cette domination du capital financier international. Dans le plus grand nombre de ces pays, la révolution agraire est une revendication fondamentale

des plus larges masses exploitées, à la fois l'une des plus essentielles des revendications démocratiques — le droit pour les masses de posséder la terre qu'elles travaillent et d'en organiser collectivement la production pour leur propre satisfaction — et l'une de celles qui fondent l'exigence de l'indépendance nationale face aux exigences contraires de l'impérialisme étranger et des grands propriétaires fonciers.

---

## la question nationale dans la lutte des classes

---

Nous avons déjà vu qu'à sa période la plus progressiste, en même temps que corrélativement à la constitution du marché mondial, le développement du mode de production capitaliste a impulsé la constitution de nations, mais que les nations les plus puissantes opprimaient les autres nations, les déchiraient au gré de leurs intérêts et des rapports de forces entre elles.

Mais nous avons déjà vu également qu'à partir de 1848, la bourgeoisie se révèle de façon générale incapable de prendre la tête de la nation, qu'elle capitule par peur du prolétariat devant le vieil Etat féodal monarchique. Nous avons vu que, dans bien des cas, ce furent les vieilles aristocraties qui centralisèrent bureaucratiquement l'Etat. L'oppression des minorités nationales alla de pair avec le refus des libertés démocratiques, avec l'exploitation des masses opprimées.

Au stade de l'impérialisme, les puissances capitalistes dominantes se partagent le monde entier au gré des rapports de forces et des circonstances. Bientôt commencent les guerres inter-impérialistes pour modifier ce partage du monde. La première guerre inter-impérialiste de 1914-1918 en est l'aboutissant. A la fin de celle-ci, la politique des puissances impérialistes victorieuses les oppose les unes aux autres. Elles pratiquent comme au XIX<sup>e</sup> siècle, et les traités qui suivent cette guerre jouent sur les antagonismes des différentes nationalités, les

exacerbent, instituent des frontières artificielles, constituent des zones d'influence, accroissant ainsi les causes d'oppression nationale et de conflits.

A la fin et à la suite de la Deuxième Guerre mondiale, la décadence du système capitaliste, ses exigences contre-révolutionnaires, le rôle de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international et des autres bureaucraties parasitaires vont encore accentuer l'importance des questions nationales. Ainsi, la division de l'Europe en deux zones va reposer en Allemagne la question nationale. Elle va l'exacerber dans les pays que contrôle la bureaucratie du Kremlin.

Il convient de dire que la bureaucratie du Kremlin a été plus loin dans le mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, des droits nationaux, que jamais l'impérialisme n'était allé en cette région du monde, se livrant à la déportation de populations entières, allemandes, polonaises, hongroises, etc., portant à un degré d'autant plus explosif la question de l'unité et de l'indépendance nationales.

En Europe de l'« Ouest », la crise du système impérialiste a ravivé et porté à un degré supérieur les questions nationales. Et la crise de domination des principales bourgeoisies des pays de l'Europe de l'« Ouest » s'est accompagnée d'un processus ouvrant la voie à la lutte pour l'indépendance

des nationalités opprimées, comme cela est particulièrement net en Irlande, au Pays basque, en Catalogne. Avant d'examiner de façon précise comment se pose aujourd'hui en Europe et dans le monde la question nationale, il convient ici aussi de revenir un instant en arrière.

La question nationale est indissolublement liée à la révolution prolétarienne depuis que le mouvement ouvrier existe et combat. Alors que dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle les bourgeois anglais et française, ayant mené leur révolution à terme, collaborèrent avec toutes les monarchies et les autocraties régnautes pour écraser et dépecer les nations, la classe ouvrière, le mouvement ouvrier commençant à s'organiser firent leur la cause de ces nations opprimées.

La Pologne était partagée de façon particulièrement honteuse et barbare entre la Russie, l'Allemagne et l'Autriche. C'est la I<sup>re</sup> Internationale qui prit hautement fait et cause pour les droits nationaux du peuple polonais. L'Autriche et la Russie se donnaient la main pour écraser la révolution hongroise de 1848. Marx et Engels prirent sa défense, et Kossuth, exilé, fut accueilli par tout le mouvement ouvrier britannique comme l'un des siens. Il en fut de même à chaque fois que la Russie, l'Angleterre ou l'Autriche décidèrent littéralement la colonisation des peuples des Balkans.

Il n'y a dans cette attitude de principe du mouvement ouvrier nulle position « morale ». La lutte pour la constitution des nations, corrélativement à la constitution du marché mondial, était au XVIII<sup>e</sup> siècle et encore au XIX<sup>e</sup> siècle le cadre naturel du développement des forces productives, de la constitution d'unités économiques et politiques leur permettant une expansion infiniment plus large. Si Marx et Engels ont par exemple toujours défendu l'intégralité territoriale allemande, c'est qu'ils y voyaient la base pour un nouveau développement des forces productives.

Plus près de nous enfin, il faut rappeler que seule la révolution d'Octobre victorieuse a garanti l'absence d'annexion et le droit de sécession à toutes les nations auparavant soumises à l'empire tsariste, alors que les gran-

des nations impérialistes renforcèrent l'oppression nationale par le traité de Versailles.

Cinquante ans après la Première Guerre mondiale, la question nationale présente toujours dans le monde un caractère explosif, minant l'ordre que l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin ont mis en place à Yalta et à Potsdam, et qu'ils ont réaffirmé à Helsinki, pour faire barrage à la révolution prolétarienne.

En ce mois d'août 1979 où nous écrivons, l'Irlande célèbre à sa manière, par des meetings, des manifestations de masse et des actions armées, le dixième anniversaire de l'entrée des troupes de l'impérialisme britannique en Ulster. En 1968, en effet, avaient éclaté les premières manifestations de masse contre la division du pays. La pièce maîtresse de l'Etat du Nord, son « parlement » local, fut disloqué puis détruit, et l'impérialisme n'a pas été capable de le reconstituer. Cela est un profond facteur de déstabilisation de la domination impérialiste au Nord, mais également dans le Sud — l'Etat bourgeois y étant fondé sur le traité de partition et sur l'accord avec l'impérialisme. Le réveil de la question nationale au Nord de l'Irlande nourrit la lutte des classes dans toute l'Irlande. Une grève générale d'une puissance sans précédent a déferlé sur le Sud le 20 mars 1979, donnant un nouvel essor à l'unité des aspirations sociales et démocratiques de tout le prolétariat irlandais. C'est contre la politique du gouvernement du Fianna Fail, politique d'oppression sociale accrue dictée par l'impérialisme étranger et principalement britannique, que se sont levées les masses le 20 mars, faisant voler en éclats le « contrat social ». Un seul et même mouvement unit le Nord et le Sud, pour l'unité nationale, le rejet de l'impérialisme et de la partition qui tranche à vif dans la chair du peuple irlandais.

C'est toute l'Irlande qui exige les revendications sociales et nationales mises en avant au Sud par la grève générale du 20 mars. C'est toute l'Irlande qui reprend le mot d'ordre qui vient d'exploser avec le dixième anniversaire de l'occupation du Nord comme l'exigence de toute une nation : « Brits must go ! »

La bourgeoisie irlandaise, toutes ses couches, toutes ses fractions, est passée, au Nord comme au Sud, dans le camp de la partition, dans celui de l'impérialisme. Les masses laborieuses et le prolétariat à leur tête peuvent seuls garantir le droit à l'indépendance du peuple irlandais pour réaliser l'unité dans le cadre d'une république libre d'Irlande. Exprimant toute la portée révolutionnaire de la question nationale irlandaise, nos camarades irlandais avancent et combattent pour les mots d'ordre d'expulsion des troupes britanniques, de Constituante, de Labour Party pour toute l'Irlande, de gouvernement ouvrier et paysan.

---

### ESPAGNE : LA METHODE DE TROTSKY

---

Pour toute une série de raisons liées aux particularités de son développement historique, l'Espagne est un creuset où revendications démocratiques, questions nationales et mots d'ordre transitoires s'interpénètrent de façon particulièrement profonde comme composantes du mouvement de la révolution prolétarienne. Seule la théorie de la révolution permanente permet de rendre compte de sa réalité et de dégager les mots d'ordre du prolétariat révolutionnaire.

Dans ce pays qui fut lui-même une puissance dominante en Europe aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, et qui est aujourd'hui économiquement arriéré, aucune des tâches essentielles de la révolution bourgeoise n'a été accomplie, alors que c'est la révolution prolétarienne qui y gronde depuis plus d'un siècle, et qui, écrasée pendant quarante ans sous la botte du franquisme, s'appête à emporter les vestiges de l'Etat monarcho-franquiste malgré l'aide inconditionnelle que lui apportent les dirigeants du PCE et du PSOE.

En la matière qui nous intéresse ici, celle de la place des mots d'ordre démocratiques, des revendications nationales comme composantes des mots d'ordre transitoires du combat pour la dictature du prolétariat, nous voudrions rappeler d'abord deux longues citations de Léon Trotsky, qui

forment une remarquable leçon de méthode et de stratégie, au centre desquelles est la théorie de la révolution permanente.

La première est extraite d'un texte du 25 mai 1930, intitulé « Les Tâches des communistes en Espagne » :

#### « LES MOTS D'ORDRE DEMOCRATIQUES.

*Ce chemin suppose, de la part des communistes, une lutte résolue, audacieuse et énergique en faveur des mots d'ordre démocratiques. Ne pas le comprendre serait commettre la plus grande des fautes sectaires. A l'étape actuelle de la révolution, dans le domaine des mots d'ordre politiques, le prolétariat se distingue de tous les autres groupements " gauchistes " de la petite bourgeoisie, non parce qu'il combat la démocratie, comme le font les anarchistes et les syndicalistes, mais parce qu'il lutte résolument et ouvertement en faveur de ce mot d'ordre, tout en dénonçant sans relâche les hésitations de la petite bourgeoisie.*

*En proclamant les mots d'ordre démocratiques, le prolétariat ne veut pas dire par là que l'Espagne doit passer par une révolution bourgeoise. Seuls pourraient poser la question dans ces termes de froids pédants nourris de formules toutes faites. L'Espagne a déjà dépassé le stade de la révolution bourgeoise.*

*Si la crise révolutionnaire se transforme en révolution, elle débordera fatalement des limites bourgeoises et, en cas de victoire, elle devra donner le pouvoir au prolétariat ; mais le prolétariat ne peut diriger la révolution au stade actuel, c'est-à-dire rassembler autour de lui les plus larges masses de travailleurs et d'opprimés, et devenir leur guide, qu'à condition de développer, en même temps que ses revendications de classe, et en rapport avec elles, toutes les revendications démocratiques, intégralement et jusqu'au bout.*

*Cela aura d'abord une importance décisive en ce qui concerne la paysannerie. Celle-ci ne saurait accorder au prolétariat sa confiance a priori sous la garantie du mot d'ordre de dicta-*

ture du prolétariat. A un certain stade, la paysannerie, classe nombreuse et opprimée, voit forcément dans le mot d'ordre de démocratie la possibilité de donner aux opprimés la prépondérance sur les oppresseurs. La paysannerie liera le mot d'ordre de la démocratie politique à la répartition radicale des terres. Le prolétariat assume ouvertement le soutien de ces deux revendications. Au moment opportun, les communistes expliqueront à l'avant-garde prolétarienne par quelle voie elles peuvent être réalisées, semant ainsi les graines du système soviétique à venir.

Même dans les questions nationales, le prolétariat défend jusqu'au bout le mot d'ordre de la démocratie, déclarant qu'il est prêt à appuyer par la voie révolutionnaire le droit des différents groupements nationaux à la libre disposition d'eux-mêmes, autonomie comprise.

#### LA QUESTION NATIONALE.

L'avant-garde prolétarienne fait-elle sien le mot d'ordre de la partition de la Catalogne ? S'il est l'expression de la majorité de la population, oui. Mais comment cette volonté peut-elle s'exprimer ? Par un plébiscite libre, ou par une assemblée de représentants de la Catalogne, ou par la voix des principaux partis qui suivent les masses, ou enfin par un soulèvement national de la Catalogne. Cela nous démontre de nouveau, notons-le en passant, quelle erreur réactionnaire ce serait de la part du prolétariat que de renoncer aux mots d'ordre démocratiques. Jusqu'au moment où la volonté de la minorité nationale ne s'est pas exprimée, le prolétariat ne fera pas sien le mot d'ordre de partition, mais il garantit d'avance, ouvertement, son appui intégral et sincère à ce mot d'ordre dans la mesure où il exprimerait la volonté avérée de la Catalogne.

Il est évident que les ouvriers catalans auront leur mot à dire sur cette question. S'ils arrivaient à la conclusion qu'il serait inopportun de disperser leurs forces, dans les conditions de la crise actuelle qui ouvre au prolétariat espagnol les voies les plus larges et les plus prometteuses, les ouvriers catalans devraient mener une propa-

gande en faveur du maintien de la Catalogne, sur des bases à déterminer, au sein de l'Espagne ; quant à moi, je pense que le sens politique suggère une telle solution. Elle serait provisoirement acceptable, même pour les séparatistes les plus acharnés, puisqu'il est clair qu'en cas de victoire de la révolution il serait infiniment plus facile qu'aujourd'hui de parvenir à l'auto-détermination de la Catalogne, ainsi d'ailleurs que des autres régions.

En appuyant tout mouvement réellement démocratique et révolutionnaire des masses populaires, l'avant-garde communiste mène une lutte sans compromis contre la bourgeoisie soi-disant républicaine, démasquant sa perfidie, son double jeu et son caractère réactionnaire, et résistant à ses efforts pour soumettre à son influence les classes laborieuses.

Quelles que soient les conditions extérieures, les communistes ne renoncent jamais à leur liberté de mouvement. Pendant une révolution, ne l'oublions pas, de telles tentations ne manquent pas : l'histoire tragique de la révolution chinoise en est une preuve accablante. Mais, tout en sauvagardant la pleine indépendance de leur organisation et de leur propagande, les communistes appliquent sans réserve la politique de front unique, à quoi la révolution ouvre un large champ. »

La seconde citation est extraite d'un texte de janvier 1931 intitulé « La Révolution espagnole et les Tâches communistes ». Nous en avons extrait le chapitre « Le Programme de la révolution ». Précisons qu'à la fin de ce texte, Trotsky écrit : « La solution victorieuse de toutes ces tâches exige trois conditions : un parti, encore un parti, et toujours un parti. »

« La République est maintenant le mot d'ordre officiel de lutte. Et, pourtant, le développement de la révolution regroupera sous le drapeau de la monarchie non seulement les fractions conservatrices et libérales des classes dirigeantes, mais aussi ses fractions républicaines.

Pendant les événements révolutionnaires de 1854, Canovas del Castillo écrivait : « Nous tâchons de maintenir



le trône, mais sans la camarilla qui le déshonore. » Aujourd'hui, ce sont M. Romanones (1) et les autres qui développent cette grande idée. Comme si la monarchie était possible, en général, sans camarilla, et surtout en Espagne !

Une telle situation, où les classes possédantes sont obligées de sacrifier la monarchie pour se sauver elles-mêmes (exemple : l'Allemagne), n'est pas exclue. Mais il y a bien des chances que la monarchie madrilène se maintienne, au besoin avec des yeux pochés, jusqu'à la dictature du prolétariat !

Le mot d'ordre de république est aussi, bien entendu, un mot d'ordre du prolétariat. Toutefois, pour lui, il ne s'agit pas simplement de changer le roi et de le remplacer par un président, mais de débarrasser radicalement toute la société des immondices du féodalisme. Ici se pose au premier chef la question agraire.

Les rapports existant au sein de la campagne espagnole présentent un tableau de l'exploitation semi-féodale. La misère des paysans, surtout en Andalousie et en Castille, le joug des hobereaux, des pouvoirs et des caciques, ont déjà amené plus d'une fois les ouvriers agricoles et la paysannerie pauvre à manifester ouvertement leur indignation. Cela signifie-t-il qu'il soit possible en Espagne, même au moyen de la révolution, de dégager les rapports bourgeois des rapports féodaux ? Non, cela signifie seulement que, dans les conditions de l'Espagne, le capitalisme ne peut pas exploiter la paysannerie autrement que sous la forme semi-féodale. Diriger l'arme de la révolution contre les survivances du Moyen Age espagnol, c'est diriger l'arme contre les racines mêmes de la domination bourgeoise.

Pour arracher la paysannerie au particularisme local et à l'influence réactionnaire, le prolétariat a besoin

d'un programme révolutionnaire démocratique clair. Le manque de terre et d'eau, l'asservissement par le fermage posent carrément le problème de la confiscation des propriétés foncières privées au profit de la paysannerie pauvre. Les charges fiscales, les dettes insupportables de l'Etat, le brigandage bureaucratique et les aventures africaines posent la question du gouvernement à bon marché, qui peut être assuré, non par les propriétaires des latifundia, ni par les banquiers ou les industriels, ni par la noblesse libérale, mais par les ouvriers eux-mêmes.

La domination du clergé et les richesses de l'Eglise déterminent une tâche démocratique : séparer l'Eglise de l'Etat et la désarmer en rendant ses richesses au peuple. Même les couches les plus superstitieuses de la paysannerie soutiendront ces mesures décisives quand elles seront convaincues que les sommes du budget qui allaient jusqu'à maintenant à l'Eglise, ainsi que les richesses de l'Eglise même, n'aboutiront pas, après la sécularisation, dans les poches des libéraux libres penseurs, mais seront destinées à ranimer l'économie paysanne épuisée.

Les tendances séparatistes proposent à la révolution la tâche démocratique de la libre détermination nationale. Ces tendances se sont accentuées et extériorisées pendant la période de dictature. Mais, tandis que le « séparatisme » de la bourgeoisie catalane n'est pour elle, dans son jeu avec le gouvernement de Madrid, qu'un instrument contre le peuple catalan et espagnol, le séparatisme des ouvriers et des paysans est l'enveloppe de leur indignation sociale. Il faut faire une distinction rigoureuse entre ces deux genres de séparatisme. Or, pour séparer de leur bourgeoisie les ouvriers et les paysans opprimés nationalement, l'avant-garde prolétarienne doit prendre, dans la question de la libre détermination nationale, la position la plus hardie et la plus sincère. Les ouvriers défendront jusqu'au bout le droit des Catalans et des Basques d'organiser leur vie nationale indépendante, dans le cas où la majorité de ces peuples se prononcerait pour une séparation complète. Cela ne veut pas dire, cependant, que les ouvriers avancés pousseront les Catalans et les Basques vers l'indépendance. Au contraire,

(1) Le comte de Romanones, un des plus gros propriétaires fonciers du pays, ami personnel et conseiller du roi, qui lui avait déjà inspiré le renvoi de Primo de Rivera, souhaitait que la monarchie fasse élire des Cortès constituantes. (Note de P. Broué in La Révolution espagnole, présentation de textes de Léon Trotsky.)



Juillet 1936 : les comités ouvriers et paysans saisissent les biens de l'Eglise. Les objets du culte sont exposés sur la place publique (Ph. R. Viollet).

*l'unité économique du pays avec une large autonomie des régions nationales présenterait pour les ouvriers et les paysans de grands avantages au point de vue économique et culturel.*

*Que la monarchie tente d'entraver le développement de la révolution à l'aide d'une nouvelle dictature militaire n'est nullement exclu. Mais ce qui l'est, c'est la réussite sérieuse et durable d'une pareille tentative. La leçon de Primo de Rivera est encore trop fraîche. On serait obligé d'attacher les chaînes de la nouvelle dictature sur les plaies non encore cicatrisées laissées par l'ancienne. Si l'on en croit les dépêches de presse, le roi veut bien tenter l'expérience ; il cherche nerveusement un candidat convenable, mais ne découvre pas de volontaire. Une chose est claire : l'échec d'une nouvelle dictature militaire coûterait cher à la monarchie et à son digne représentant ; quant à la révolution, elle y trouverait une nouvelle et puissante impulsion. Les ouvriers peuvent se permettre de dire aux classes dirigeantes : « Faites vos jeux, messieurs ! »*

*Peut-on espérer que la révolution espagnole sautera par-dessus l'étape du parlementarisme ? Théoriquement, cela n'est pas exclu. On peut certes supposer que le mouvement révolutionnaire puisse atteindre dans*

*un délai relativement court une puissance telle qu'il ne laisse aux classes dominantes ni le temps, ni la place pour instaurer le parlementarisme. Mais une telle perspective est peu probable. Le prolétariat espagnol, en dépit de sa brillante combativité, ne possède pas encore de parti révolutionnaire reconnu par lui, ni l'expérience de l'organisation soviétique. De surcroît, les rangs communistes, peu nombreux, ne sont pas unis. Il n'existe pas de programme d'action clair et admis par tous. Entre temps, la question des Cortès est déjà à l'ordre du jour. Dans ces conditions, il faut supposer que la révolution sera obligée de passer par une période de parlementarisme.*

*Cela n'exclut nullement la tactique du boycottage des Cortès fictives de Berenguer, comme les ouvriers russes ont boycotté avec succès la Douma de Boulyguine en 1905 et ont réussi à la faire échouer. La question tactique concernant le boycottage doit être résolue sur la base du rapport des forces à une étape donnée de la révolution.*

*Mais, même s'ils boycottent les Cortès de Berenguer, les ouvriers avancés devraient leur opposer le mot d'ordre de Cortès constituantes révolutionnaires. Nous devons démasquer impitoyablement le caractère charlatanes-*

que du mot d'ordre de Cortès constituantes dans la bouche de la bourgeoisie de « gauche » qui, en réalité, ne veut que des Cortès de conciliation par la grâce du roi et de Berenguer, en vue d'un marchandage avec les vieilles cliques dirigeantes et privilégiées. Une véritable Assemblée constituante ne peut être convoquée que par un gouvernement révolutionnaire, à la suite d'un soulèvement victorieux des ouvriers, des soldats et des paysans. Nous pouvons et nous devons opposer les Cortès révolutionnaires aux Cortès de conciliation ; mais il serait, à notre avis, faux de renoncer, au stade actuel, au mot d'ordre de Cortès révolutionnaires.

Ce serait du « doctrinarisme » le plus piteux et le plus stérile qu'opposer le mot d'ordre de la dictature du prolétariat aux tâches et aux mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire (république, révolution agraire, séparation de l'Eglise et de l'Etat, confiscation des biens ecclésiastiques, indépendance nationale, Assemblée constituante révolutionnaire). Avant de conquérir le pouvoir, les masses populaires doivent se grouper autour d'un parti révolutionnaire dirigeant. La lutte pour la représentation aux Cortès à telle ou telle étape de la révolution peut faciliter considérablement la solution de cette tâche.

Le mot d'ordre de l'armement des ouvriers et des paysans (création de la milice ouvrière et paysanne) doit inévitablement prendre dans la lutte une importance de plus en plus grande. Mais, au stade actuel, ce mot d'ordre doit, lui aussi, être étroitement lié aux questions de la défense des organisations ouvrières et paysannes, du soulèvement agraire, de la liberté des élections et de la protection du peuple contre les pronunciamientos réactionnaires.

Le programme radical de législation sociale, en particulier l'assurance-chômage, le rejet des charges fiscales sur les classes possédantes, l'enseignement général gratuit, toutes ces mesures et des mesures semblables qui ne dépassent pas encore les cadres de la société bourgeoise doivent être inscrits sur le drapeau du parti prolétarien.

En même temps, il faut dès maintenant mettre en avant les revendica-

tions à caractère transitoire : nationalisation des chemins de fer qui, en Espagne, sont tous propriété privée ; nationalisation des banques ; contrôle ouvrier de l'industrie ; enfin, réglementation de l'économie par l'Etat. Toutes ces revendications sont liées au passage du régime bourgeois au régime prolétarien ; elles préparent ce passage pour, après la nationalisation des banques et de l'industrie, se fonder dans le système de mesures de l'économie organisée qui prépare la société socialiste.

Seuls des pédants voient une contradiction dans l'association de mots d'ordre démocratiques, de mots d'ordre transitoires et de mots d'ordre nettement socialistes. Un tel programme combiné, qui reflète la construction contradictoire de la société historique, découle inéluctablement de la diversité des tâches léguées en héritage par le passé. Ramener toutes les contradictions et toutes les tâches à un seul dénominateur : la dictature du prolétariat, est une opération indispensable, mais tout à fait insuffisante. Même si l'on fait un pas en avant en posant l'hypothèse que l'avant-garde prolétarienne s'est déjà rendu compte que seule la dictature du prolétariat peut sauver l'Espagne de la décomposition, la tâche préliminaire — le rassemblement autour de l'avant-garde des couches hétérogènes de la classe ouvrière et des masses travailleuses encore plus hétérogènes de la campagne — reste encore posée dans toute son ampleur. Opposer le mot d'ordre cru de la dictature du prolétariat aux tâches historiques qui poussent aujourd'hui les masses sur la voie de l'insurrection, signifierait remplacer la compréhension marxiste de la révolution sociale par une compréhension bakouninienne. Ce serait le meilleur moyen de perdre la révolution.

Il est inutile de dire que les mots d'ordre démocratiques n'ont aucunement pour objectif un rapprochement du prolétariat avec la bourgeoisie républicaine. Au contraire, ils préparent le terrain pour la lutte victorieuse contre la bourgeoisie de gauche, en permettant de démasquer à chaque pas son caractère antidémocratique. Plus la lutte de l'avant-garde prolétarienne pour les mots d'ordre démocratiques sera hardie, décisive et impitoyable, et plus vite elle conquerra les

*masses et sapera les assises des bourgeois républicains et des socialistes réformistes, plus sûrement leurs meilleurs éléments se rangeront à nos côtés et plus vite la république démocratique s'identifiera dans la conscience des masses avec la république ouvrière.*

*Pour qu'une formule théorique correctement conçue devienne un fait historique vivant, il faut la faire pénétrer dans la conscience des masses au moyen de leur expérience, de leurs besoins, de leurs nécessités. Pour cela, il ne faut pas disperser l'attention des masses, mais réduire le programme de la révolution à un nombre réduit de mots d'ordre clairs et simples et les changer suivant la dynamique de la lutte. C'est en cela que consiste la politique révolutionnaire. »*

---

## ESPAGNE : LA METHODE DES TROTSKYSTES

---

L'écrasement du prolétariat en 1938-1939 et quarante années de franquisme ont abouti à ce que toutes ces questions se posent à nouveau aujourd'hui, avec une ampleur décuplée. Ainsi la question de l'indépendance du Pays basque et de la Catalogne ne se pose plus exactement dans les mêmes termes qu'au temps où Trotsky écrivait ces lignes, mais précisément dans le sens où il disait : « Les ouvriers défendront jusqu'au bout le droit des Catalans et des Basques d'organiser leur vie nationale indépendante dans le cas où la majorité de ces peuples se prononcerait pour une séparation complète. »

Quarante années de fascisme sont passées par là. Depuis, avec une netteté sans équivoque, les peuples basque et catalan se sont prononcés pour l'indépendance.

La monarchie issue du franquisme et qui tente d'en perpétuer les institutions ne peut pas régler la plus petite revendication démocratique ou nationale que ce soit. Elle est contrainte de renforcer encore, à la limite de l'extrême impossible, le caractère oppresseur et centralisateur de l'Etat bourgeois.

Contre lui, depuis cinq ans, le Pays basque tout entier, la Catalogne tout entière se sont dressés : des grèves gigantesques ont secoué ces nations pour exiger l'indépendance. Des manifestations regroupant la quasi-totalité des populations ont déferlé sur leurs grandes villes, à Barcelone, à San Sebastian, à Bilbao, etc. Les masses ont clairement exprimé leur volonté. Les mots d'ordre qu'avancent nos camarades de l'OCIE, section espagnole du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, sont : républiques libres d'Euzkadi et de Catalogne ; à bas la monarchie ; république en Espagne ; Assemblée constituante, union des républiques libres d'Espagne.

Voici ce qu'écrivait le camarade Etienne Laurent en juin 1977, dans un article publié dans « La Vérité » n° 577 :

*« Aujourd'hui, alors que la crise révolutionnaire ouverte n'a pas encore éclaté, la question catalane et surtout la question basque ont déjà atteint une acuité supérieure aux années 1930. Il y avait plus de 100 000 manifestants au centre de Barcelone, le 23 avril, pour réclamer le retour au statut de 1931, c'est-à-dire pour appuyer un mot d'ordre au moyen duquel les partis petits-bourgeois et les appareils voudraient endiguer les revendications nationales en Catalogne, mais dont l'existence est déjà en soi incompatible avec l'existence de la monarchie.*

*Au Pays basque, la situation est plus avancée encore. Il ne s'agit pas seulement de manifestations où des dizaines et dizaines de milliers de militants, ouvriers, paysans, jeunes cherchent à se rassembler, comme à Echarri-Aranaz en janvier et à Vitoria en mars, et de nouveau pour la fête nationale basque du 11 avril, face à des quadrillages policiers de type militaire. Il s'agit d'une situation où les maires de 176 villes et localités des provinces basques ont lancé un appel en trois points : amnistie totale pour tous les prisonniers politiques et exilés basques ; égalité de la langue basque avec le castillan ; établissement d'un statut rétablissant l'ensemble des pouvoirs politiques reconnus dans les anciens "fueros" aux Basques et abolis par la monarchie et le franquisme depuis moins d'un siècle seulement.*

De 1966-1967 à sa mort, Franco a achevé de faire de la question basque — et la nature de son régime lui interdisait d'agir autrement — une question n'ayant aucune issue en dehors de la destruction radicale de l'ensemble des institutions fascistes et d'une remise en cause totale des fondements de l'Etat bourgeois en tant qu'Etat "unitaire". Face aux Basques, le régime n'a d'autre politique que celle de la répression acharnée.

Actuellement, les témoignages de tous ceux qui sont prêts à appeler les choses par leur nom concordent : la répression au Pays basque a une violence égale ou supérieure à celle exercée du vivant de Franco. La torture est générale, et le recours à l'assassinat par des bandes para-policières monnaie courante. Le pays est soumis à une forme d'occupation militaire. Peu de manifestations se terminent sans morts dans les rangs des travailleurs et des jeunes. Mais cette violence est celle d'un système de domination qui se disloque et elle n'a pour effet que de nourrir de jour en jour le nombre, et de diversifier l'appartenance sociale de ceux qui dressent face au régime des revendications dont la satisfaction équivaut à la séparation. La police a laissé le rassemblement du 23 avril se former le jour de la fête nationale de Catalogne. Face aux Basques, le 11 avril, pour la Aberri Eguna, elle a répondu par le déploiement militaire, mais plus de 100 000 manifestants ont combattu pour se rassembler, quelles qu'en soient les conséquences.

Les 176 maires qui ont dressé la liste des revendications qui constituent le programme d'action du nationalisme basque aujourd'hui ne sont pas des hommes qui tiennent leur charge au travers d'élections. Ils ont tous été désignés par les gouvernements civils agissant au compte du ministère de l'Intérieur. Leur intention, à n'en pas douter, est de tenter de prendre la tête du mouvement dont ils espèrent garder le contrôle au compte de la bourgeoisie.

Mais certains actes politiques ont une portée objective qui dépasse les intentions de leurs auteurs. Celle des maires basques a valeur d'un défi ouvert à l'égard de l'Etat bourgeois situé à Madrid et indique que les conditions politiques d'un soulèvement basque sont proches d'être réunies.

En présence d'une telle situation, on comprend que la revue *Opinion* ait rapporté les "sentiments d'émotion" ressentis par les membres de la Commission de négociation en écoutant la déclaration de Carrillo sur la question politique centrale du droit à l'autodétermination des nationalités et le statut de la Catalogne :

"Le Parti communiste d'Espagne respecte et est prêt à promouvoir les autonomies régionales, mais défendra par contre toujours l'unité de la patrie. Je suis Espagnol et, comme tel, je m'opposerai en toute circonstance à toute tentative de séparatisme et de division de l'Espagne."

Dans les conditions particulières de l'Espagne, où l'Etat bourgeois s'est construit sous les traits spécifiques d'un Etat castillan — non pas "espagnol" précisément —, ultra-centralisateur, ultra-bureaucratique et oppresseur du droit des nationalités, s'exprimer ainsi, c'est affirmer la volonté de l'appareil stalinien de défendre à n'importe quel coût l'Etat bourgeois. "J'ai cru entendre parler un général", a dit l'un des membres de la Commission de négociation. Le langage de Carrillo est effectivement celui qu'ont tenu tous ceux qui ont voulu répondre depuis un siècle aux revendications de la Catalogne, du Pays basque et de la Galice, par le fer et par le sang.

Lorsque le PCE adopte le drapeau de la monarchie, c'est face aux nationalités basque et catalane aussi qu'il affirme sa volonté de défendre coûte que coûte l'Etat bourgeois comme Etat central unitaire, oppresseur des nationalités, menacé aujourd'hui d'éclatement sous l'impact de leurs luttes.

Tous les problèmes, ceux de la terre, des nationalités, les revendications de toutes les classes exploitées soulèvent ceux de la lutte pour le renversement de la monarchie, du combat pour la république, de la Constituante souveraine, des Cortès constituantes. Ils fournissent les déterminations à la campagne pour le boycott des élections du 15 juin.

Le désarroi de la bourgeoisie face aux prochaines échéances qu'elle s'est elle-même fixées traduit un rapport de

*forces où le combat du prolétariat nourrit et se nourrit de la mobilisation déjà engagée par des secteurs toujours plus vastes des masses exploitées contre le régime. »*

## LA QUESTION CENTRALE DE L'UNITÉ DE L'ALLEMAGNE

Au centre de la question nationale en Europe, se situe la question de l'unité de l'Allemagne, c'est-à-dire celle de la nation allemande, du peuple allemand, du prolétariat allemand. C'est une question décisive et vitale pour tout le cours de la révolution prolétarienne mondiale.

Déjà, en novembre 1931, Léon Trotsky écrivait dans un article intitulé « La Clé de la situation est en Allemagne » :

« Le tour que prendra le développement de la crise allemande réglera pour de nombreuses années non seulement le destin de l'Allemagne (ce qui est en soi déjà beaucoup), mais aussi le destin de l'Europe et du monde entier. »

Le résultat des criminelles politiques de la social-démocratie et du stalinisme en Allemagne fit que le destin de l'Allemagne fut effectivement « réglé pour de nombreuses années », de la façon que l'on sait. La signification historique et la portée mondiale de la défaite du prolétariat allemand en 1933 furent à la mesure du fait que c'était le plus puissant prolétariat d'Europe, par son rôle dans la production, son poids social et la force de ses organisations, qui venait d'être écrasé.

Ce poids de la lutte des classes en Allemagne dans la détermination du « destin de l'Europe et du monde » tient à la place du capitalisme allemand dans le développement général du capitalisme, à la place du mouvement ouvrier allemand dans l'histoire du mouvement ouvrier international.

L'histoire de l'impérialisme allemand est totalement confondue avec celle des tentatives d'« ordonner » l'Europe par l'écrasement politique de ses classes ouvrières et par l'oppression nationale. Contre lui, c'est

d'abord le prolétariat allemand qui combattit, comme section du prolétariat international. Tard venue dans le développement capitaliste, réduite à la portion congrue quant à l'expansion coloniale, l'Allemagne occupa néanmoins à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle une des premières places dans le commerce mondial et la division internationale du travail, due à sa croissance économique plus rapide que celles de la France et de l'Angleterre.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'impérialisme allemand est apparu comme le seul en mesure, de par sa puissance économique, politique et militaire, de réaliser sous sa botte l'unité d'une Europe qu'il aurait dû dominer. Tous les principaux impérialismes durent se liguer contre lui pendant la Première Guerre mondiale pour l'en empêcher, ce qui devait aboutir à une première redistribution générale des cartes dont l'impérialisme américain sortit déjà en fin de compte seul vainqueur.

Mais du sein même de la Première Guerre mondiale impérialiste étaient nées la révolution d'Octobre et, à la crête de toute la vague révolutionnaire qui a secoué l'Europe de 1917 à 1923, la révolution en Allemagne. L'Allemagne était la plaque tournante de la révolution et de la contre-révolution en Europe.

L'échec de la révolution en Allemagne en 1918-1919 puis en 1923 marqua un tournant décisif dans l'Europe de l'après-guerre.

L'Europe du traité de Versailles fut l'Europe de l'impuissance de l'Angleterre et de la France. Les découpages nationaux se réalisèrent pour l'essentiel artificiellement, selon les rapports entre les grandes puissances impérialistes qui impulsèrent de nombreux Etats s'appuyant en partie, pour leurs propres intérêts, sur des aspirations nationales, tout en étant contraintes de les mutiler en même temps : ce fut le cas de la Pologne, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie. A l'intérieur de ces Etats subsistaient des nationalités opprimées : Sudètes, Slovaques et Polonais en Tchécoslovaquie, Croates, Slovaques et Bosniaques en Yougoslavie, etc.

Y compris sur cette question, la défaite du prolétariat allemand en

1933 eut une importance décisive. L'impérialisme allemand renaissant utilisa à son tour les aspirations nationales des Allemands d'Autriche et des Sudètes qu'il intégra à la « grande Allemagne » après l'Anschluss de l'Autriche et la dislocation de la Tchécoslovaquie. Avant que ce ne soit le tour de la Pologne, la main dans la main avec Staline, puis la Deuxième Guerre mondiale.

Ainsi que le note Trotsky dans l'article déjà cité :

« Plus s'affirme le caractère des forces productives en Allemagne, plus ces dernières étouffent dans le système étatique de l'Europe, semblable au système des cages d'une minable ménagerie provinciale. Chaque tournant de la conjoncture place le capital allemand devant les tâches qu'il s'était efforcé de résoudre au moyen de la guerre. »

Après l'écroulement de l'Etat nazi, il n'existait plus dans l'Allemagne de 1944-1945 aucune force capable de garantir la propriété privée des moyens de production et la reconstruction de l'Etat bourgeois. La révolution qui pouvait à nouveau surgir du jour au lendemain en Allemagne risquait d'être le détonateur de la révolution européenne qui grondait depuis 1943. L'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin écrasèrent d'abord le peuple et le prolétariat allemands sous une déluge de fer et de feu n'ayant rien à voir avec les « nécessités de la guerre ». Les bombardiers américains rayent pratiquement de la carte Dresde, Leipzig et Hambourg, et y font plus de morts, tous civils, qu'à Hiroshima et Nagasaki réunis ; les armées stalinienne fusillent quiconque se lève en Allemagne pour les accueillir avec un drapeau rouge, et se livrent contre la population civile aux pires exactions. Cela ne pouvait suffire encore. Partout commencent à surgir en effet comités et conseils d'usine ; des terres sont occupées par les paysans, les journaux révolutionnaires clandestins réapparaissent, les embryons des partis ouvriers et des syndicats se reforment. De véritables affrontements armés opposent dans plusieurs endroits du pays soldats et SS ; des directeurs d'usine nazis sont fusillés par les ouvriers.

Voilà pourquoi la monstruosité réactionnaire des accords de Yalta et de Potsdam, qui dépècent une nouvelle fois l'Europe en fonction des intérêts de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne, trouvent leur expression concentrée dans la division de l'Allemagne, division visant avant tout à disloquer la classe ouvrière allemande.

Malgré tout, les ouvriers allemands reconstituent très tôt leurs syndicats, leur parti, le SPD. Ce mouvement s'amorce de la même façon à l'« Est » comme à l'« Ouest », mais la bureaucratie chapeaute et corsète les organisations que les travailleurs reconstituent, leur interdisant bientôt toute autonomie. La constitution de la « République démocratique allemande » ne procède nullement de ce mouvement, non plus que de celui — qui lui est intimement lié — d'expropriation commencé en 1945 à l'initiative des masses travailleuses. Elle représente la formation d'un appareil d'Etat totalement artificiel, projection directe de la bureaucratie du Kremlin. Contre lui, en juin 1953, éclate la grève générale insurrectionnelle de Berlin, s'étendant à tout l'est de l'Allemagne, qui n'est pas seulement un combat de la classe ouvrière de l'Allemagne de l'Est, mais une des grandes pages de l'activité révolutionnaire du prolétariat allemand.

C'est ce prolétariat d'Allemagne qui écrit ainsi la première page de la révolution politique contre la bureaucratie stalinienne, révolution politique dont Trotsky a ouvert la perspective avec la plus grande clarté dans le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, révolution politique qui est partie totalement intégrante de la révolution prolétarienne mondiale. Que son point de départ en ait été l'Allemagne témoin de la vitalité politique du prolétariat allemand et souligne que se concentre en Allemagne la crise de l'impérialisme et de la bureaucratie.

Nous sommes inconditionnellement pour l'unité et l'indépendance de l'Allemagne parce qu'elles s'identifient à l'unité et à l'indépendance du plus puissant prolétariat d'Europe. L'unité et l'indépendance de l'Allemagne sont indispensables au prolétariat allemand pour s'ériger en classe nationale dirigeante, pour devenir lui-

même la nation dans ce pays qui est la clé de voûte de tout l'équilibre social et politique en Europe, l'une des nations décisives des Etats-Unis socialistes d'Europe qui sont la seule solution progressiste pour l'Europe. La réalisation de la revendication démocratique de l'unité et de l'indépendance de l'Allemagne n'est pas une question simplement allemande : elle est un mot d'ordre central de la révolution prolétarienne en Europe.

### LA QUESTION NATIONALE EN URSS ET DANS LES PAYS DE L'EUROPE DE L'EST

En URSS et dans les pays de l'Est de l'Europe, la question nationale est également d'une considérable portée. Depuis que Staline décida l'invasion de la Géorgie contre l'avis des bolcheviks géorgiens et malgré l'opposition de Lénine qui mena sur cette question sa dernière bataille politique, le respect des nationalités, qui était l'un des principes et l'une des légitimes fiertés de la révolution d'Octobre victorieuse, fut mis en pièces par la bureaucratie. Des peuples, des nations entières ont été soumis à la domination grand-russe par des méthodes n'ayant rien à envier à celles des tsars. L'Ukraine fut soumise ; les Tatares de Crimée furent arrachés de leur sol natal et massivement déportés.

La bureaucratie n'a pourtant pu trouver de « solution finale » à ces problèmes, et, de nouveau, Ukrainiens, Tatares, Géorgiens, Arméniens font face à la répression de la bureaucratie russophile, nourrissant le mouvement de la révolution politique en URSS qui, en rétablissant le pouvoir des soviets et la démocratie soviétique, renouera avec la politique du bolchevisme : respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, républiques libres, Union des républiques libres.

L'existence même de républiques libres fondées sur les nationalités réelles et fédérées dans une unité supérieure était quelque chose d'intolérable pour la bureaucratie contre-révolutionnaire dès sa formation, parce qu'elle aurait été l'un des pôles naturels du libre développement de la

vie politique soviétique, de l'expression des masses, de leur droit à l'expression, à l'organisation, parce que l'écroulement du surproduit social implique le pillage des nations les plus faibles, et donc l'oppression nationale.

Alors, la bureaucratie utilisa les méthodes de l'appareil d'Etat tsariste et les divisions précédemment créées par les impérialismes européens. La question de l'Ukraine est apparue et demeure toujours aujourd'hui comme l'une des plus importantes. Les propositions que Lénine avait expressément formulées à son sujet furent bafouées, comme par exemple le droit de tous les fonctionnaires à parler ukrainien. Les 30 et 31 décembre 1922, Lénine écrivit à l'intention du XIV<sup>e</sup> Congrès du Parti bolchevique trois lettres sur « la question des nationalités », dans lesquelles il stigmatisait l'attitude de Staline, secrétaire général du parti, de son proconsul géorgien Ordjnikidzé et de ses sbires, ainsi que celle de l'appareil, « un appareil qui, de fait, nous est foncièrement étranger », disait-il.

#### Il y vilipende toute

« formule bureaucratique incapable de défendre les allogènes de Russie contre l'invasion du Russe authentique, du Grand-Russe, du chauvin, de ce gredin et de cet oppresseur qu'est au fond le bureaucrate russe typique ».

Et, amené à proposer plusieurs mesures pratiques, il écrit :

« Il faut introduire les règles les plus rigoureuses quant à l'emploi de la langue nationale dans les républiques allogènes faisant partie de notre Union, et vérifier ces règles avec le plus grand soin. Il n'est pas douteux que, sous prétexte d'unité des services ferroviaires, sous prétexte d'unité fiscale, etc., une infinité d'abus, de nature authentiquement russe, se feront jour chez nous avec notre appareil actuel. Pour lutter contre ces abus, il faut un esprit d'initiative tout particulier, sans parler de l'extrême loyauté de ceux qui mèneront cette lutte. Un code minutieux sera nécessaire, et seuls les nationaux habitant la république donnée sont capables de l'élaborer avec quelque succès. Et il ne faut jamais jurer d'avance que,





7 000 Tatares de Crimée portent en terre l'un des leurs, abattu par la police de la bureaucratie du Kremlin au printemps 1967 (Ph. Sygma).

21 avril 1968 : manifestation des Tatares de Crimée contre la bureaucratie à l'occasion de leur festival annuel (Ph. Sygma).



à la suite de tout ce travail, on ne revienne pas en arrière au prochain congrès des soviets, en ne maintenant l'Union des républiques socialistes soviétiques que sur le plan militaire et diplomatique, et en rétablissant, sous tous les autres rapports, la complète autonomie des différents commissariats du peuple.

Il ne faut pas oublier que le morcellement des commissariats du peuple et le défaut de coordination de leur fonctionnement par rapport à Moscou et autres centres peuvent être suffisamment compensés par l'autorité du parti, si celle-ci s'exerce avec assez de circonspection et en toute impartialité ; le préjudice que peut

causer à notre Etat l'absence d'appareils nationaux unifiés avec l'appareil russe est infiniment, incommensurablement moindre que celui qui résulte des abus que je viens d'énumérer, pour nous, pour toute l'Internationale, pour les centaines de millions d'hommes des peuples d'Asie, qui apparaîtront après nous sur l'avant-scène de l'histoire, dans un proche avenir. Ce serait un opportunisme impardonnable si, à la veille de cette intervention de l'Orient et au début de son réveil, nous sapions à ses yeux notre autorité par la moindre brutalité ou injustice à l'égard de nos propres allogènes. Une chose est la nécessité de faire front ensemble contre les impérialismes d'Occident, défenseurs du monde capitaliste. Là, il ne saurait y avoir de doute, et il est superflu d'ajouter que j'approuve absolument ces mesures. Autre chose est de nous engager nous-mêmes, fût-ce pour les questions de détail, dans des rapports impérialistes à l'égard des nations opprimées, en éveillant ainsi la suspicion sur la sincérité de nos principes, sur notre justification de principe de la lutte contre l'impérialisme. »

La bureaucratie stalinienne fit très exactement le contraire. Dès 1923, Staline fit arrêter, déporter, puis disparaître un dirigeant communiste tatar, Serltan-Gahev, et entama une violente campagne contre le « nationalisme ukrainien », qui se déchaîna dans les années 1930. En 1937, Staline élimina toute une partie de son propre appareil à la tête du parti ukrainien. On comprendra l'ampleur de la répression contre les Ukrainiens en sachant que Khrouchtchev avoua lui-même dans son « rapport secret » au XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS que Staline n'avait reculé devant la déportation de la totalité du peuple ukrainien que parce que 40 millions de personnes étaient un chiffre trop considérable. Les Tatares de Crimée, qui n'étaient, eux, que 300 000, furent tous déportés en Asie après la Deuxième Guerre mondiale, et le combat pour les droits nationaux des Tatares de Crimée fut l'un des mots d'ordre de l'opposition après 1960. Afin d'illustrer ces questions qui sont au cœur du mouvement de la révolution politique contre la bureaucratie usurpatrice, nous laisse-

rons de nouveau la parole à Trotsky, en citant plusieurs extraits d'un texte qu'il écrivit sur la question de l'Ukraine en avril 1939, dont le titre ne laisse aucune ambiguïté : « Pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne, unique, libre et indépendante. »

Mais il faut insister auparavant sur le fait que cette question se pose également avec acuité dans les pays de l'Europe de l'Est, et s'y imbrique étroitement avec celle du respect des droits démocratiques. Les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires à la solde de celle du Kremlin ont été pour l'essentiel formées au sein des groupes nationaux dominants dans ces pays du temps où le capital n'y avait pas encore été exproprié, et ont reproduit les plus brutales de leurs méthodes oppressives. La revendication du droit à l'autodétermination des nations des Balkans, des minorités nationales croate, slovène, hongroise (en Roumanie), etc., sont autant de mots d'ordre directement tournés contre les bureaucraties dirigeantes et qui se centralisent dans le combat contre elles. Il en est également ainsi en Tchécoslovaquie, qui est composée de deux nations et renferme une minorité hongroise ; en Pologne, qui fut contrainte de céder une partie de son territoire à l'URSS ; en Estonie et en Lituanie, qui sont pillées par la bureaucratie russe en dépit de l'indépendance qui leur avait été reconnue par les bolcheviks. Car dans toutes ces situations, même si elles ont leurs propres particularités, l'oppression nationale et les privilèges des castes dirigeantes sont un point commun des bases de la domination bureaucratique.

L'oppression nationale existe également en Chine, en Indochine. La lutte pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans ces régions du monde, selon la méthode que Trotsky développe à propos de l'Ukraine, est un des leviers de la nécessaire révolution politique contre les bureaucraties parasitaires en place.

Voici maintenant des extraits du texte de Trotsky sur la question ukrainienne dont nous venons de faire état. Précisons pour sa bonne compréhension qu'au moment de sa rédaction, le territoire ukrainien était partagé entre l'URSS, la Roumanie, la Pologne et la Tchécoslovaquie.

## Pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne, unique, libre et indépendante

(Léon Trotsky - avril 1939)

« Après la conquête du pouvoir, une lutte sérieuse eut lieu au sein du Parti à propos de la solution des nombreux problèmes nationaux hérités de la vieille Russie tsariste. En sa qualité de commissaire du peuple aux nationalités, Staline représentait invariablement la tendance la plus centraliste et la plus bureaucratique. Cela s'est manifesté tout particulièrement à propos de la question de la Géorgie et de la question de l'Ukraine (...).

Selon la conception du vieux Parti bolchevique, l'Ukraine soviétique était destinée à devenir un axe puissant autour duquel les autres sections du peuple ukrainien s'uniraient. Il est incontestable que, durant la première période de son existence, l'Ukraine soviétique exerça une puissante force attractive, du point de vue national également, et éveilla à la lutte les ouvriers, les paysans et l'intelligentsia révolutionnaire de l'Ukraine occidentale, asservie à la Pologne. Mais au cours des années de réaction thermidorienne, la situation de l'Ukraine soviétique et, en même temps, la manière de poser la question ukrainienne dans son ensemble se modifièrent profondément. Plus grands avaient été les espoirs suscités, plus profonde fut la désillusion. En Grande-Russie aussi, la bureaucratie a étranglé et pillé le peuple. Mais en Ukraine, les choses se compliquèrent encore par l'anéantissement des espoirs nationaux. Nulle part les restrictions, les épurations, les répressions et en général toutes les formes de brigandage bureaucratique ne prirent une envergure aussi meurtrière qu'en Ukraine, dans la lutte contre les aspirations puissantes, profondément enracinées, des masses ukrainiennes pour plus de liberté et d'indépendance. Pour la bureaucratie totalitaire, l'Ukraine soviétique devint une

section administrative d'une entité économique et une base militaire de l'URSS. Sans doute, la bureaucratie stalinienne élève des statues à Chevtchenko, mais uniquement afin d'écraser plus complètement le peuple ukrainien sous le poids de ces mouvements et de l'obliger à chanter, dans la langue de Kobzar, des éloges à l'adresse de la clique pillarde du Kremlin (...).

Rien ne subsiste de la confiance et de la sympathie d'antan des masses de l'Ukraine occidentale pour le Kremlin. Depuis la toute dernière "épuration" sanglante en Ukraine, personne, à l'ouest, ne désire plus devenir partie intégrante de cette satrapie du Kremlin qui continue à porter le nom d'Ukraine soviétique. Les masses ouvrières et paysannes de l'Ukraine occidentale, en Bukovine, en Ukraine subcarpatique, sont désorientées : où se tourner ? Que réclamer ? Cette situation fait glisser tout naturellement la direction aux mains des cliques les plus réactionnaires de l'Ukraine, qui expriment leur "nationalisme" en cherchant à vendre le peuple ukrainien à n'importe quel impérialisme, en échange d'une promesse d'indépendance fictive. C'est sur cette tragique confusion qu'Hitler fonde sa politique dans la question ukrainienne. Nous l'avons dit autrefois : sans Staline (c'est-à-dire sans la fatale politique de l'Internationale communiste en Allemagne), il n'y aurait pas eu d'Hitler. A cela, nous pouvons maintenant ajouter : sans les violences que l'Ukraine soviétique subit de la part de la bureaucratie stalinienne, il n'y aurait pas eu de politique hitlérienne pour l'Ukraine (...).

La IV<sup>e</sup> Internationale doit comprendre clairement l'énorme importance de la question ukrainienne pour les

destinées, non seulement de l'Europe sud-orientale et orientale, mais encore de l'Europe tout entière. Nous avons affaire ici à un peuple qui a donné des preuves de sa vitalité, qui est numériquement égal à la population de la France et occupe un territoire exceptionnellement riche et, par surcroît, de la plus grande importance stratégique. La question du sort de l'Ukraine est ainsi posée dans toute son ampleur. Il faut un mot d'ordre clair et précis qui corresponde à la nouvelle situation. A mon avis, il n'y a, à l'heure actuelle, qu'un seul mot d'ordre de cette espèce : Pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne, unique, libre et indépendante !

Ce programme est, tout d'abord, en opposition inconciliable avec les intérêts des trois puissances impérialistes, Pologne, Roumanie et Hongrie (...).

Pour autant que l'issue dépende de la force militaire des Etats impérialistes, la victoire de l'un ou de l'autre bloc peut seulement signifier un nouveau démembrement et un asservissement plus brutal encore du peuple ukrainien. Le programme de l'indépendance de l'Ukraine, à l'époque de l'impérialisme, est directement et indissolublement lié au programme de la révolution prolétarienne. Il serait criminel d'entretenir quelque illusion que ce soit en cette matière.

Mais l'indépendance d'une Ukraine unifiée signifierait la séparation de l'Ukraine de l'URSS, vont s'écrier en chœur les "amis" du Kremlin. Qu'y a-t-il de si terrible ? répliquons-nous. L'adoration béate des frontières d'Etat nous est totalement étrangère. Nous ne soutenons pas la thèse de la Russie "une et indivisible". Après tout, la Constitution de l'URSS elle-même reconnaît le droit d'autodétermination aux peuples fédérés qui la composent, c'est-à-dire le droit de séparation. Ainsi, même l'actuelle oligarchie toute-puissante du Kremlin n'ose pas nier ce principe. Sans doute, il ne subsiste plus que sur le papier. La moindre tentative de soulever ouvertement la question d'une Ukraine indépendante entraînerait une exécution immédiate pour trahison. Mais c'est précisément cette duplicité répugnante, cette persécution impitoyable de toute pensée nationale libre qui a conduit les masses travailleuses de

l'Ukraine, plus encore que les masses de la Grande-Russie, à considérer le gouvernement du Kremlin comme un monstrueux oppresseur. Devant une telle situation intérieure, il est naturellement impossible de parler d'une Ukraine occidentale se rattachant volontairement à l'URSS, telle qu'elle est actuellement constituée. Par conséquent, l'unification de l'Ukraine présuppose l'affranchissement de l'Ukraine dite soviétique de la botte stalinienne. En ce domaine encore, la clique bonapartiste ne récoltera que ce qu'elle a semé.

Mais cela ne signifierait-il pas un affaiblissement militaire de l'URSS ? vont hurler d'épouvante les "amis" du Kremlin. Nous répondons que l'affaiblissement de l'URSS est causé par les tendances centrifuges toujours croissantes qu'engendre la dictature bonapartiste. Dans le cas d'une guerre, la haine des masses pour la clique dirigeante peut conduire à l'écroulement de toutes les conquêtes sociales d'Octobre. L'origine des tendances défaitistes se trouve au Kremlin. D'autre part, une Ukraine soviétique indépendante deviendrait, ne fût-ce qu'en vertu de ses propres intérêts, un puissant rempart sud-occidental de l'URSS. La séparation de l'Ukraine signifierait non pas l'affaiblissement des liens avec les masses travailleuses de Grande-Russie, mais seulement l'affaiblissement du régime totalitaire qui étouffe la Grande-Russie comme les autres peuples de l'Union. Plus vite la caste bonapartiste actuelle sera ébranlée, renversée, écrasée et balayée, plus solide deviendra la défense de la République soviétique et plus certain son avenir socialiste.

Evidemment, une Ukraine ouvrière et paysanne indépendante pourrait, par la suite, rejoindre la fédération soviétique, mais de sa propre volonté, à des conditions qu'elle-même jugerait acceptables, ce qui suppose, à son tour, une régénération révolutionnaire de l'URSS. L'émancipation véritable du peuple ukrainien est inconcevable sans une révolution ou sans une série de révolutions en Occident, devant mener finalement à la constitution des Etats-Unis soviétiques d'Europe. Une Ukraine indépendante pourrait entrer et entrerait indubitablement dans cette fédération à titre de membre jouissant

*des mêmes droits que les autres. La révolution prolétarienne en Europe ne laisserait pas, à son tour, pierre sur pierre de l'édifice répugnant du bonapartisme stalinien. Dès lors, les liens les plus étroits entre les Etats-Unis socialistes d'Europe et l'URSS régénérée seraient inévitables et présenteraient des avantages infinis pour les continents européen ou asiatique, y compris naturellement l'Ukraine. Mais ici nous glissons vers des questions de seconde et même de troisième importance. La question capitale est la garantie révolutionnaire de l'unité de l'Ukraine ouvrière et paysanne contre l'impérialisme d'une part, contre le bonapartisme moscovite d'autre part. »*

---

### LA METHODE DES MOTS D'ORDRE TRANSITOIRES DANS LES PAYS ARRIERES

---

Si en Europe s'exprime de la façon la plus claire qui soit comment révolution sociale et révolution politique sont un seul et même mouvement organique, celui de la révolution prolétarienne mondiale en Europe, ce mouvement n'est pas pour autant identique partout. Il s'exprime sous de multiples formes qui sont elles-mêmes le produit de tout le passé historique, de la façon dont les nations se sont ou non constituées, de la nature des problèmes qui ont été résolus et de ceux qui ne l'ont pas été.

La forme que prend la question nationale dans les principaux pays d'Europe et du monde où elle se pose n'échappe pas à cette règle, et elle est loin d'être identique. Il s'agit d'un processus organique, donc différencié. Pour saisir comment la question nationale est partie constituante du mouvement de la révolution prolétarienne mondiale, il nous semble ici nécessaire de brosser le tableau — même s'il est forcément rapide — de la façon dont la lutte pour l'indépendance nationale et le respect des droits démocratiques nourrit et se nourrit de la lutte des classes à l'échelle mondiale, dans un très grand nombre de pays arriérés, de type colonial ou semi-colonial.

Nous reviendrons plus longuement dans notre quatrième partie sur la signification d'ensemble de la révolution prolétarienne qui a commencé en Iran, balayant à sa base l'un des piliers de l'ordre institué à Yalta et à Potsdam. Mais il convient de rappeler dès maintenant qu'elle a placé au premier rang la tâche d'émanciper l'Iran du joug impérialiste comme celle de l'indépendance de toutes les nationalités opprimées par l'empire Pahlavi. Alors que toutes les forces de la contre-révolution s'acharnent pour faire refluer Kurdes, Balouches, Turkmènes, Arabes, qui exigent l'indépendance nationale les armes à la main, ce sont des chars et des divisions blindées que Khomeini doit envoyer dans ces régions de l'Iran où les populations ont massivement rejeté sa « république islamique » derrière laquelle il essaie de reconstruire un nouvel Etat bourgeois, tout aussi centralisateur et oppresseur des nationalités que l'était la dictature du chah.

Dans toute l'Amérique latine, la question nationale se pose de façon aiguë, liant les revendications démocratiques fondamentales d'unité et d'indépendance nationales par rapport à l'impérialisme nord-américain, celle de la révolution agraire, de l'expropriation du capital. Au Nicaragua, les masses viennent de balayer Somoza. Il s'agit d'un nouvel événement majeur, dans ce continent, pour toute la lutte des classes internationale.

Au Nicaragua, il faut relever tout de suite que les masses se sont attelées immédiatement à la saisie des terres, à la constitution de comités ouvriers dans les usines pour organiser la production, à l'expropriation des biens du capital international et national, à l'armement des masses populaires, et que leur mouvement se dresse contre l'impérialisme et la bourgeoisie « nationale ». Ici, comme au Pérou, sous des formes sensiblement différentes, comme dans tous les pays économiquement arriérés, à structure coloniale ou semi-coloniale, les mots d'ordre qu'avance le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale sont d'une totale actualité. Rappelons le début du chapitre qu'il consacre aux pays arriérés et au programme des revendications transitoires :

« Les pays coloniaux et semi-coloniaux sont, par leur nature même, des pays arriérés. Mais ces pays arriérés vivent dans les conditions de la domination mondiale de l'impérialisme. C'est pourquoi leur développement a un caractère *combiné* : il réunit en lui les formes économiques les plus primitives et le dernier mot de la technique et de la civilisation capitalistes. C'est ce qui détermine la politique du prolétariat des pays arriérés : il est contraint de combiner la lutte pour les tâches les plus élémentaires de l'indépendance nationale et de la démocratie bourgeoise avec la lutte socialiste contre l'impérialisme mondial. Dans cette lutte, les mots d'ordre démocratiques, les revendications transitoires et les tâches de la révolution socialiste ne sont pas séparés en époques historiques distinctes, mais découlent immédiatement les uns des autres. A peine le prolétariat chinois eut-il commencé à organiser des syndicats qu'il fut contraint de penser aux soviets. C'est dans ce sens que le présent programme est pleinement applicable au pays coloniaux et semi-coloniaux, au moins à ceux où le prolétariat est déjà capable d'avoir une politique indépendante. »

Les problèmes centraux des pays coloniaux et semi-coloniaux sont : la *révolution agraire*, c'est-à-dire la liquidation de l'héritage féodal, et l'*indépendance nationale*, c'est-à-dire le renversement du joug de l'impérialisme. Ces deux tâches sont étroitement liées l'une à l'autre.

Il est impossible de rejeter purement et simplement le programme démocratique : il faut que les masses elles-mêmes dépassent ce programme dans la lutte. Le mot d'ordre de l'*Assemblée nationale (ou constituante)* conserve toute sa valeur dans des pays comme la Chine ou l'Inde. Il faut lier indissolublement ce mot d'ordre aux tâches de l'émancipation nationale et de la réforme agraire. Il faut, avant tout, armer les ouvriers de ce programme démocratique. Eux seuls peuvent soulever et rassembler les paysans. Sur la base du programme démocratique révolutionnaire, il faut opposer les ouvriers à la bourgeoisie "nationale". A une certaine étape de la mobilisation des

masses sous les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique dans chaque période donnée, en particulier leur rapport avec l'Assemblée nationale, est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne, et par le caractère de la politique du parti prolétarien. Tôt ou tard, les soviets doivent renverser la démocratie bourgeoise. Eux seuls sont capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste. »

Il est décisif d'insister sur l'indépendance de classe du prolétariat, de ses organisations, de ses syndicats, sur la construction d'organismes de type soviétique, sur la construction du parti révolutionnaire.

En effet, outre la dynamique des relations de classes à l'époque actuelle, telles qu'elles se nouent nationalement de façon spécifique, mais aussi telles qu'elles s'imbriquent internationalement, comment est-il possible de parler de réforme agraire fondamentale, de « révolution agraire » ainsi que l'écrit le « Programme de transition », d'unité nationale dans les pays où cette question se trouve posée, d'indépendance nationale, sans l'expropriation du capital impérialiste, mais aussi du capital « national » qui y est étroitement subordonné et ne peut pas ne pas l'être ? Qui peut réaliser ces tâches, sinon le prolétariat s'emparant du pouvoir ? C'est à lui et à lui seul qu'il revient, dans les pays où les réformes démocratiques comme la révolution agraire n'ont pas eu lieu, où les tâches nationales contre l'impérialisme ne sont pas résolues, de se mettre à la tête des masses pour réaliser ces réformes, pour conquérir l'unité et l'indépendance nationales. Ignorer ces revendications et ces objectifs des plus larges masses serait au contraire isoler le prolétariat et assurer inéluctablement sa défaite.

Il faut opposer les ouvriers à la bourgeoisie « nationale », est-il écrit dans le passage du « Programme de transition » que nous venons de citer. Certes, cela ne veut pas dire que la bourgeoisie « nationale » ne peut en aucun cas osciller, mais, bien sûr, ces oscillations se situent dans le cadre de

la défense du mode de production capitaliste. Les limites de ces oscillations sont d'autant plus étroites que la bourgeoisie nationale est elle-même faible, que l'économie du pays est plus profondément pénétrée et étroitement subordonnée à l'impérialisme, que l'actualité de la révolution mondiale se précise, que l'impérialisme se décompose.

Dans la quatrième partie de ce numéro spécial de « La Vérité », le camarade Robert Clément revient largement sur la situation au Pérou et sur le combat engagé par nos camarades du POMR. Nous n'insisterons donc ici que sur un point bien précis.

Il y a dix ans, les forces armées ont pris le pouvoir dans ce pays, où une première fois la crise révolutionnaire menaçait d'éclater. Elles ont établi un régime de type bonapartiste, mais aussi empreint de traits nationalistes bourgeois. D'un côté, il entreprit certaines nationalisations, mais de l'autre il accorda de nouvelles concessions au capital étranger. Par-dessus tout, il tenta de corseter la classe ouvrière et les masses exploitées par tout un système intégrationniste, au reste sans y parvenir, ce qui accentua toutes les tensions.

Dans un exposé fait lors d'une école de cadres latino-américains du Comité d'organisation — publié dans « La Vérité » —, le camarade Luis Favre tire de ces faits des enseignements dont la portée dépasse le cadre du Pérou et qui ont valeur pour tous les pays économiquement arriérés, à structure coloniale ou semi-coloniale :

« Le gouvernement de Velasco Alvarado prend le pouvoir, le Pérou ayant une dette extérieure d'un montant approximatif de 300 millions de dollars. Aujourd'hui, cette dette extérieure a atteint 15 milliards de dollars, comprenant dette publique et dette privée. C'est-à-dire qu'un gouvernement qui se réclame de la lutte anti-impérialiste, qui prend une série de mesures restrictives par rapport au capital étranger, finit par endetter le

pays comme jamais aucun gouvernement, fût-il le plus réactionnaire et le plus conservateur, ne l'a jamais fait au Pérou. Preuve flagrante de l'incapacité de la bourgeoisie « nationale », même lorsqu'elle prend une série de mesures restrictives par rapport à la pénétration étrangère, de ce que, par peur de la mobilisation révolutionnaire des masses, elle puisse résoudre les tâches démocratiques et anti-impérialistes nécessaires pour assurer un développement indépendant du pays (...).

La chute de Velasco Alvarado en 1975 est le produit de l'incapacité d'intégrer le mouvement ouvrier à l'Etat, objectif pour lequel l'ensemble de la bourgeoisie était disposée à soutenir le gouvernement militaire malgré ses mesures anti-impérialistes limitées et la réforme agraire partielle. L'échec du gouvernement dans ce domaine fondamental démontre que, si l'impérialisme et la bourgeoisie sont disposés à des concessions limitées en échange de la « paix sociale », le gouvernement militaire est incapable d'assurer cette dernière, qui implique d'autre part la liquidation de toute mobilisation révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes, condition nécessaire à la réalisation d'une véritable indépendance nationale.

L'indépendance nationale implique une rupture telle avec le marché mondial dominé par l'impérialisme que seules les forces qui n'ont aucun lien avec le capital financier — ce qui n'est le cas d'aucune fraction de la bourgeoisie « nationale », en aucun pays du monde — peuvent la réaliser. La bourgeoisie, même son aile la plus radicalisée, la plus touchée, si l'on peut dire, par les mesures de concentration monopoliste impulsées sous la houlette du capital financier, est incapable de procéder à cette rupture avec le marché mondial et d'engager à partir de là une mobilisation révolutionnaire capable de résister au blocus de l'impérialisme. »

# **SELIO**

**87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris**  
**Tél : 246-09-53      CCP 31 697 97 LA SOURCE**

**Ouvrages politiques, de formation théorique, manuels  
scolaires et universitaires, ouvrages techniques, diction-  
naires, encyclopédies...**

**TOUS LES OUVRAGES  
DISPONIBLES  
CHEZ LES EDITEURS  
PEUVENT ETRE FOURNIS  
PAR**

## **LA SELIO**

**Réduction de 20 % sur les prix marqués réels**

**Expédition franco de port**

**Nous servons les bibliothèques des lycées, comités  
d'entreprise et syndicats.**





La théorie permanente,  
théorie de la révolution  
prolétarienne mondiale

## 4. Vers un saut qualitatif dans la nouvelle période de la révolution

*Tout le développement de la lutte des classes à l'échelle internationale nous amène à estimer qu'un tournant commence à s'opérer actuellement, une nouvelle fois, dans le cadre de la nouvelle période de la révolution mondiale que nous avons définie comme commençant en 1968 — à l'occasion de la grève générale française et du processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie — et dénommée « période de l'imminence de la révolution ».*

*Pourquoi ?*

*De même, cette appréciation de la situation objective nous amène à affirmer que la théorie de la révolution permanente et son expression programmatique qu'est le Programme de transition sont plus que jamais actuels et indispensables, que leur étude, leur assimilation, leur mise en pratique sont plus que jamais actuelles et indispensables aux révolutionnaires pour répondre à cette situation.*

*Une deuxième fois, pourquoi ?*

La réponse à ces deux questions — objet de cette partie de notre article — est pour nous unique. Elle réside en un mot, une formule : bataille politique, lutte acharnée, renforcée, passionnée, pour aider, dans le cours même et comme l'essence de la construction du parti révolutionnaire, de l'Internationale, les travailleurs, les

jeunes, les masses exploitées, à s'émanciper du joug de l'impérialisme et de la bureaucratie. Ce sont les hommes qui font leur propre histoire. Il n'y a pas de développement automatique des événements, de situation qui se développe d'elle-même dans un sens donné à l'avance. La théorie, la compréhension profonde des processus en cours sont indispensables au parti révolutionnaire pour guider les masses, pour lutter, pour voir clair. Mais la compréhension de ces processus est

Téhéran, le 7 septembre 1978...  
(Ph. Sygma).

liée à l'action, liée au combat dans la lutte des classes, dans le mouvement des masses, pour construire le parti révolutionnaire, l'Internationale ouvrière. « Sans théorie révolutionnaire, pas d'action révolutionnaire », avait coutume de dire Lénine. Sans bataille pour la victoire de la révolution prolétarienne, pas de compréhension réelle, c'est-à-dire agissante, de la théorie, pas de maîtrise ou de lutte pour la maîtrise de la situation. La théorie de la révolution permanente, parce qu'elle est théorie de la révolution prolétarienne mondiale, inclut comme l'une de ses composantes — sur laquelle se concentrent en première et en dernière analyse toutes les autres — l'action pour la construction de l'instrument indispensable à la victoire du prolétariat : le parti et l'Internationale révolutionnaires.

La quatrième partie de ce numéro spécial de « La Vérité », consacrée au moment actuel de la bataille pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, dégagera ce qui est de toutes façons — quelles que soient les faiblesses, les manques, les erreurs — un acquis capital du combat engagé il y a maintenant plus de vingt-cinq ans à l'initiative de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale et qui s'est poursuivi dans le cadre du Comité international, puis du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Les trotskystes ont commencé à être « acteurs des révolutions en cours », c'est-à-dire que dans des crises révolutionnaires ouvertes, des révolutions, mais aussi en d'autres pays dans le combat pour se préparer à ces moments aigus de la lutte des classes et les préparer, ils ont commencé à devenir facteurs agissants, dans ces situations, pour le regroupement du prolétariat sur un nouvel axe, à l'échelle mondiale comme dans chaque pays.

Ce phénomène est lui-même le produit combiné de tout le développement de la lutte des classes et de l'action politique inlassable pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, la défense de son programme, de ses acquis, de la tradition qu'elle incarne contre le révisionnisme pabliste liquidateur et pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il est lui-même d'ores et déjà un facteur du

rapport de forces entre les classes, une expression de ce rapport de forces, et il tend à en devenir à son tour un facteur objectif. Mais, là non plus, rien n'était, rien n'est, rien ne sera donné d'avance. D'un rapport de forces considérablement favorable au prolétariat ne surgit pas automatiquement la direction dont ce mouvement a besoin pour prendre son plein développement et finalement triompher.

La nouvelle période de la révolution mondiale a produit des conditions favorables à la construction des partis révolutionnaires et à la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale infiniment plus favorables qu'aucune autre période vécue par quelque organisation trotskyste que ce soit. Mais comme nous avons coutume de le dire, et il importe de saisir ces formules dans toute leur importance, rien ni personne n'émancipera l'OCI de construire par ses propres moyens et les méthodes de la lutte de classe du prolétariat le parti révolutionnaire en France, rien ni personne n'émancipera le Comité d'organisation et l'ensemble de ses sections de reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale. Oui, comme l'affirme notre programme, la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire, au premier chef, de son avant-garde révolutionnaire.

En ayant effectué de premiers pas dans la bataille pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est à la résolution de la crise de la direction révolutionnaire, donc de la crise de l'humanité, que les organisations, groupes et militants qui sont engagés dans ce combat ont commencé à s'attaquer. Ne pas situer avec la plus grande clarté cet objectif, avec la conscience de ce qu'il est et avec la volonté la plus nettement affirmée de l'atteindre, serait émasculer et dévoyer la théorie de la révolution permanente, le marxisme, leur expression qu'est le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Ne pas comprendre en même temps avec la plus grande lucidité que longue et ardue sera la route pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est-à-dire la victoire de la révolution internationale, faite, à l'image même

du mouvement de la révolution mondiale qu'elle exprime et concentre, de flux et de reflux, serait semer des illusions criminelles sur ce que nous sommes et ce que nous faisons, sur la nature complexe, chaotique, de tout le processus historique au sein duquel nous combattons, serait désarmer

politiquement organisations, groupes et militants auxquels nous disons : ceci est une certitude, il n'y a pas d'autre voie à prendre, d'autre méthode : « acteurs des révolutions en cours », c'est-à-dire constructeurs des partis révolutionnaires, reconstruteurs de la IV<sup>e</sup> Internationale.

---

## une période de l'époque des guerres et des révolutions

---

Nous avons longuement analysé dans les parties précédentes de notre article ce qu'est l'époque de l'impérialisme, l'époque des guerres et des révolutions. Nous avons vu comment ses caractéristiques se sont condensées au tout début du XX<sup>e</sup> siècle, comment la première guerre impérialiste mondiale a révélé de la façon la plus brutale qui soit la révolte des forces productives dans le carcan de la propriété privée des moyens de production et de l'étroitesse des frontières nationales. Au cours même de la barbarie impérialiste, s'est levée contre elle, comme son ennemie irréductible, comme l'espoir de toute l'humanité et de toute la civilisation humaine, la révolution, la révolution prolétarienne. Depuis 1914-1917-1918, l'histoire de la lutte des classes mondiale est une succession d'avances et de reculs de la révolution, d'avances et de reculs de la barbarie impérialiste. A l'échelle de toute cette époque historique, qui n'est pas close, le socialisme comme la barbarie sont à l'ordre du jour. Encore une fois, rien n'est donné d'avance.

Mais depuis le milieu de la Deuxième Guerre mondiale, les masses ont fait basculer la tendance dominante à la contre-révolution, que l'hitlérisme, écrasant de sa botte l'Europe de l'Atlantique aux murs de Moscou, symbolisait de terrible façon contre le prolétariat mondial. Une vague révolutionnaire de formidable puissance a déferlé sur l'Europe et le monde à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et nos lecteurs trouveront dans la troisième partie de ce numéro spécial de « La Vérité », rédigée par le

camarade Stéphane Just, de très nombreux éléments en dégageant la portée.

Pourtant, cette vague fut contenue. Il n'y a pas un mouvement linéaire qui va de 1943-1945-1946 à nos jours. Si le sens général qui a prévalu pendant ces trente-cinq ans a été le renforcement de la puissance du prolétariat mondial, cela ne s'est pas fait de façon rectiligne et, à l'intérieur de cette période qui a une unité propre, également, il y a eu flux et reflux. L'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin se sont battus avec l'acharnement et la sauvagerie dont ils sont capables ; ils ont porté des coups, et non des moindres, au prolétariat, aux masses exploitées, sans toutefois parvenir à renverser de nouveau de façon décisive le rapport des forces en leur faveur, comme l'impérialisme l'avait réussi après le reflux de la vague révolutionnaire en 1921-1923.

Si la vague révolutionnaire de 1943-1946-1947 fut contenue, ses acquis furent et sont toujours d'une immense portée. Surtout, contre l'« ordre » que l'impérialisme et la bureaucratie avaient à peu près réussi à restabiliser aux alentours de 1950 (ordre qui intégra, parce qu'il ne pouvait pas ne pas les intégrer, les acquis que nous venons de mentionner), une nouvelle explosion révolutionnaire se produisit en 1953-1956.

L'une de ses caractéristiques fondamentales fut l'avènement de la révolution politique (Berlin-« Est », Pologne, Hongrie) contre les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires. Elle dégagait les véritables rapports entre les classes qui étaient contenus dans la vague révolutionnaire de

la fin de la Deuxième Guerre mondiale. En France, pour la première fois, une grève générale de grande ampleur éclata hors du contrôle des appareils politiques et syndicaux traditionnels de la classe ouvrière, qui durent en prendre la tête pour parvenir à la contenir et à la faire ensuite refluer. Les mouvements pour l'indépendance nationale des peuples coloniaux et semi-coloniaux commencèrent à prendre une importance sans précédent, entre autres avec l'éclatement de l'insurrection algérienne en 1954.

L'écrasement de la révolution hongroise par les chars de la bureaucratie du Kremlin, la venue au pouvoir de De Gaulle en 1958 — qui avait plus qu'une signification française — les initiatives de l'impérialisme américain en Asie du Sud-Est, en Amérique latine, en Indochine, firent de nouveau reculer le mouvement de la révolution prolétarienne mondiale.

Pourtant, au sein même de ce repli, ont mûri de profonds processus. De Gaulle ne put mener à bien tous ses plans anti-ouvriers, et la grève des mineurs démontra avec éclat que la classe ouvrière, en dépit de la politique traître des dirigeants de ses organisations, ne céderait pas sans livrer combat, combat dans lequel droits, garanties, conquêtes et organisations précédemment acquis pèseraient d'un poids très lourd. Pendant toute cette période où de Gaulle ne réussissait pas à corseter la classe ouvrière, Wilson, Brandt et Nenni, participant aux gouvernements bourgeois d'Angleterre, d'Allemagne et d'Italie ou les dirigeant, s'y essayaient par d'autres voies mais n'y parvenaient pas plus. Une très puissante grève des marins britanniques allait par exemple condamner à mort les premières tentatives faites dans ce pays de « politique des revenus ». Et l'échec de De Gaulle était celui de fractions entières du capital à l'échelle européenne.

L'impérialisme américain, engagé dans une lutte sans merci contre les masses opprimées des pays économiquement arriérés, avait commencé à menacer militairement la Chine ou au moins à organiser contre elle, avec la bureaucratie du Kremlin, une gigantesque pression. Mais il apparut vite que celle-ci engendrait des conséquen-

ces fort dangereuses pour lui, et aussi pour la bureaucratie du Kremlin. Pour ses propres raisons, la bureaucratie chinoise résista et engagea un cours de mobilisation contrôlée des masses pendant la « Révolution culturelle », alors que de Gaulle approfondissait puissamment les déchirements inter-impérialistes en reconnaissant par contre la Chine, expression particulière dans ce cas d'une politique visant pour l'impérialisme français à se dégager de la tutelle des Américains afin de tenter de survivre par ses propres moyens.

En URSS et dans les pays de l'Est, la chute de Khrouchtchev concrétisait la crise de la caste parasitaire et contre-révolutionnaire du Kremlin : aggravation de la crise de la planification et échec de la « mise en valeur des terres vierges » ; capitulation devant l'impérialisme à Cuba et à Berlin malgré ses rodомontades ; échec vis-à-vis de la Chine. Mais l'équipe Brejnev-Kossyguine ne put faire mieux. Les antagonismes commencèrent à se faire jour entre les différentes bureaucraties qui cherchèrent à nouer, chacune séparément, des relations avec l'impérialisme, entre autres l'impérialisme allemand, en raison de leur propre impasse et pour tenter de juguler les déchirements qui commençaient à se faire jour, alors que la bureaucratie du Kremlin ne pouvait venir à bout, dans le même temps, de la « réforme de la planification », sur laquelle elle avait pourtant mené grande campagne. En Pologne, en Yougoslavie, en Tchécoslovaquie, en URSS, des grèves avaient lieu, les étudiants, les intellectuels réclamaient les droits démocratiques, etc.

---

## LA « PERIODE DE L'IMMINENCE DE LA REVOLUTION »

---

Donc, conjointement, la grève générale française et la révolution politique en Tchécoslovaquie marquent de leur sceau l'année 1968. Une nouvelle période de la révolution s'ouvre. Non d'ailleurs, comme nous venons de le voir, que tous les éléments qui vont la constituer aient déjà mûri, ou même existé, dans la période précédente. Mais les caractéristiques des événements de 1968, leur simultanéité dans

le temps et leur ampleur donnent forme à ce qui a germé dans la lutte des classes de la période précédente et concrétisent un saut qualitatif qui oblige à parler de « nouvelle période ».

Les thèses adoptées par le XVII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI en dégagent les grands traits fondamentaux :

« 1 - La crise de décomposition de l'impérialisme a atteint un stade où elle tend à se transformer dans chaque pays, y compris aux USA, en une crise de domination de classe de chaque bourgeoisie. Mais la crise de domination de classe des bourgeoisies de chaque pays aboutit à la concentration des problèmes posés par cette crise dans les principaux pays de l'Occident, et en particulier en Europe, qui devient ainsi l'enjeu de la période de l'imminence de la révolution.

2 - La crise conjointe de la bureaucratie stalinienne a atteint le seuil où, après s'être exprimé dans les pays de l'Est, en Chine, le processus de la marche en avant de la révolution politique menace de déferler en Union soviétique même.

3 - L'impérialisme mondial — et particulièrement son chef de file, l'impérialisme US — et la bureaucratie du Kremlin, parfaitement conscients de l'enjeu immédiat de la lutte des classes internationale, tendent à unifier leurs forces et leurs politiques contre la révolution. Mais, à la différence des accords de Yalta en 1944, la bureaucratie de Moscou n'est plus dans la situation où, pour conduire sa politique contre-révolutionnaire d'accord avec l'impérialisme, par l'utilisation de la pression révolutionnaire des masses elle pouvait conserver une pleine autonomie. La révolution politique qui s'annonce en Union soviétique, la ferme volonté de l'impérialisme de ne pas céder à l'utilisation de la pression de la lutte des classes internationale conduisent la caste contre-révolutionnaire du Kremlin à accepter que la direction de la lutte contre-révolutionnaire soit confiée à l'impérialisme US.

4 - Le prolétariat international et dans chaque pays, en dépit des échecs dont aucun n'a eu un caractère décisif, non seulement garde intact son

potentiel de classe, mais est conduit, en relation avec l'approfondissement des conditions objectives, à engager des combats dont l'enjeu est directement le pouvoir. »

Les contradictions du mode de production capitaliste ont atteint une profondeur et une ampleur sans précédent. Elles sont indissociables de celles qui étreignent les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires, elles aussi approfondies et concentrées. La grève générale française et le processus de révolution politique en Tchécoslovaquie ont vu le prolétariat exprimer, sur son terrain et avec ses propres méthodes de classe, cette extrême concentration de ce que les trotskystes appellent à juste titre depuis 1953 la crise conjointe de l'impérialisme et du stalinisme. Celle-ci arrive à sa pleine maturité, ses traits se renforcent considérablement et s'imbriquent plus étroitement ; jamais la théorie de la révolution permanente n'a rendu compte avec autant de précision et d'ampleur de l'unité mondiale de la lutte des classes, de la profonde réalité et de l'ampleur des contradictions mondiales qui procèdent essentiellement des rapports entre les classes.

En même temps, les thèses du XVII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI précisent très clairement ceci, qui est fondamental :

« La période de l'imminence de la révolution est une étape de l'ère des guerres et des révolutions. Elle ne constitue en aucune façon, ni d'aucune manière, une période qualitativement nouvelle de l'ère des guerres et des révolutions. Il ne s'agit en aucun cas d'un dépassement de l'impérialisme dans on ne sait quel néo-capitalisme ou capitalisme monopoliste d'Etat — qualifications données par les petits-bourgeois révisionnistes de tout poil (pablistes ou social-démocrates ou staliniens) capitulant devant les tâches révolutionnaires de notre époque. La période de l'imminence de la révolution concentre le plein développement de toutes les contradictions et de toutes les tendances de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme.

Il est également indispensable de saisir comment cette nouvelle période de l'ère des guerres et des révolutions rassemble dans son sein toutes les

conditions et contradictions antérieures — mais sur une autre dimension. En effet, à l'intérieur de la période de l'imminence de la révolution qui s'amorce, toutes les contradictions de la situation passée (qui tendent à se dépasser), mais qui n'ont pu trouver leur solution historique, continuent à s'exprimer, donnant ainsi son contenu vivant à la nouvelle situation politique. »

Un autre paragraphe de ces thèses dégage le sens général du développement de la révolution.

« La période de l'imminence de la révolution doit donc être saisie comme la période où se concentrent dans le secteur décisif de l'évolution historique — où le capitalisme a atteint son stade le plus élevé de son développement, d'abord en Europe et ensuite aux USA — toutes les contradictions du système de la propriété privée dans l'impasse. C'est la période où le processus révolutionnaire mondial tend de nouveau à s'unifier, mais sur une base historique plus élevée. »

Les thèses du XVII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI expliquent en quoi l'Europe est l'un des champs principaux de la lutte des classes mondiale, comment révolution sociale et révolution politique y sont conjointement à l'ordre du jour, ce qui ne veut pas dire que leur développement sera simultané. Elles considèrent l'aggravation de la crise politique aux Etats-Unis comme l'une des caractéristiques de la nouvelle période, une caractéristique ne pouvant aller qu'en se renforçant. Elles expliquent comment ces phénomènes, loin de retirer leur importance aux développements révolutionnaires dans les pays économiquement arriérés, coloniaux, semi-coloniaux, vont au contraire leur donner une nouvelle impulsion et comment celle-ci renforcera la lutte de classes dans les pays avancés.

Les thèses du XVII<sup>e</sup> Congrès consacrent une place particulièrement attentive à la crise de la bureaucratie du Kremlin, à celle des bureaucraties satellites, parasitaires et contre-révolutionnaires, à leur impasse économique. Elles s'attachent à caractériser la nature de la bureaucratie usurpatrice des conquêtes d'Octobre. Il ne

s'agit pas d'une nature double, contradictoire : la bureaucratie est l'expression de la réaction bourgeoise en URSS, agent de la bourgeoisie mondiale contre la révolution prolétarienne. Socialement hétérogène, n'occupant aucune fonction historique nécessaire, n'étant pas une classe, c'est-à-dire nécessaire du point de vue des rapports sociaux de production, elle se disloquera sous les coups de la révolution politique. Dans la marche vers celle-ci, les thèses dégagent quatre points qui caractériseront une situation pré-révolutionnaire en URSS et dans les pays contrôlés par les bureaucraties satellites et qu'il faut rappeler ici :

« 1. Un manque de stabilité de la bureaucratie dans ses relations internationales, non seulement avec l'impérialisme, mais également avec les pays de l'Est, la Chine, instabilité renforcée par la succession rapide des crises révolutionnaires à l'échelle de tous les pays (Proche-Orient, Indochine, Vietnam, France, etc.).

2. Des oscillations brusques et irrégulières de l'économie soviétique sur tous les terrains, dans toutes les branches, et, avant tout, dans les relations entre la ville et la campagne.

3. Les reflets brusques de ces oscillations économiques sur la politique.

4. Enfin, une volonté renforcée des masses, en Union soviétique et dans les pays de l'Est, ayant le sentiment qu'avec les méthodes de la bureaucratie, il n'y a pas d'issue.

Ces quatre éléments caractérisent une situation pré-révolutionnaire qui se dirige vers la révolution politique. »

Le caractère de la nouvelle période s'est affirmé rapidement. Face à elle, une nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire s'est constituée, dont les Etats-Unis sont l'élément central, les bureaucraties russe et chinoise les deux principaux partenaires. Et, dès 1973, un tournant de la situation internationale a commencé à s'opérer, confirmant et renforçant le contenu de la nouvelle période de la révolution. La résolution internationale du XX<sup>e</sup> Congrès de l'OCI a caractérisé ce tournant qui s'est étendu jusqu'en 1976. Il est

indispensable d'y revenir ici car le nouveau tournant qui s'amorce actuellement en procède directement, est un nouvel approfondissement de toutes les contradictions renforcées depuis la « période de l'imminence de la révolution » qui se sont révélées une première fois au grand jour dans les années 1973-1976. Nous le ferons en rappelant plusieurs extraits de cette résolution du XX<sup>e</sup> Congrès de l'OCI.

---

## LE TOURNANT DES ANNEES 1973-1976

---

« Les crises politiques des bourgeoisies occidentales et des bureaucraties parasitaires, la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin résultent de leur incapacité à régler leurs rapports mutuels et leurs contradictions internes, mais sur le fond d'une lutte de classe mondiale du prolétariat et des masses exploitées qu'ils n'ont pu maîtriser, qui n'a cessé de les mettre en cause, notamment en Europe, berceau de l'impérialisme mondial, du mouvement ouvrier et de la révolution prolétarienne.

Pourtant, au cours de la fin de l'année 1973, de l'année 1974 et du début 1975, la crise de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin a atteint une dimension nouvelle et justifie la caractérisation de tournant dans la situation mondiale.

Les contradictions à l'intérieur du système impérialiste ont pris une acuité que la crise du pétrole, au lendemain de la guerre entre l'Égypte, la Syrie d'un côté, et Israël de l'autre, a mise en évidence. Sous la couverture des cheiks du pétrole, l'impérialisme américain a brusquement asséné un coup écrasant aux impérialismes européens et à l'impérialisme japonais. Il a contraint la bureaucratie du Kremlin à servir, sans compensation, sa politique au Moyen-Orient. Sa pression n'a cessé de s'accroître afin d'obtenir la libre pénétration de ses capitaux, de ses marchandises en Europe de l'Est et en URSS, d'obtenir que, sous couvert d'accords portant sur les armes stratégiques, ses contrôleurs circulent en

URSS. Cette politique renforçait les crises politiques qui déchirent les bourgeoisies d'Europe et la bourgeoisie japonaise, ainsi que celles de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites.

La propre crise de l'impérialisme américain n'en était pas pour autant résolue, ses racines mondiales et américaines sont beaucoup trop profondes et étendues. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire, un président des USA a dû démissionner, se démettre, et cela un an et demi après avoir été réélu triomphalement, au lendemain de spectaculaires succès diplomatiques : conclusion des accords de Paris en janvier 1973, affirmation de l'hégémonie américaine au Moyen-Orient, redressement de la situation relative de la position économique et financière des USA.

Les succès diplomatiques de Nixon-Kissinger étaient incapables de colmater les développements de la lutte des classes. En Europe : le 25 avril 1974, la révolution portugaise éclatait ; la dictature des colonels grecs s'effondrait ; la chute de Franco n'était qu'une question de temps et de circonstances ; la V<sup>e</sup> République en France flageolait ainsi que la République italienne ; le gouvernement conservateur de Grande-Bretagne et la bourgeoisie anglaise subissaient une dure défaite que leur infligeaient les mineurs, traduisant les rapports de forces véritables entre les classes, que le retour au pouvoir du Labour Party confirmait, et qui annonce de nouveaux développements de la lutte des classes ; les tensions sociales et politiques s'accroissaient en Europe de l'Est.

Mais ce n'était pas qu'en Europe que le prolétariat et les masses exploitées portaient ou repartaient à l'assaut : quatre ans après le coup d'État de Banzer en Bolivie, deux ans après celui de Pinochet au Chili, une situation révolutionnaire se créait en Argentine ; au Pérou, où le régime était dans l'impasse, le général Velasco devait céder la place, crise qui ouvre d'énormes possibilités aux masses péruviennes. C'est comme élément de ce processus mondial que le régime de Thieu s'est effondré et qu'ont été déchirés les accords de Paris. »



## VIETNAM : UNE CARACTERISATION EN SIX POINTS

La résolution analysait les conditions de l'effondrement du gouvernement et de l'Etat compradore sur eux-mêmes. Ensuite elle caractérisait en six points la signification de cet effondrement :

- a - défaite de l'impérialisme américain ;
- b - échec de la bureaucratie russe ;
- c - échec de la bureaucratie chinoise ;
- d - ce n'est pas une victoire du PC vietnamien ;
- e - une victoire de la révolution mondiale ;
- f - ce n'est pas la victoire de la révolution vietnamienne (et au Cambodge et au Laos)

Elle appréciait les répercussions en Indochine de cette défaite de l'impérialisme US :

« Eclairés par l'expérience de la Chine, du Vietnam du Nord, notamment, nous pouvons affirmer que, malgré le programme bourgeois du FNL, du FUNK, du Pathet Lao, la décomposition sociale et politique de la bourgeoisie compradore, l'effondrement des appareils d'Etat et gouvernements bourgeois artificiels constitués et maintenus de l'extérieur, les relations sociales et politiques, après ces dizaines d'années de guerre révolutionnaire, ne laissent d'autre issue que celle que le "Programme de transition" envisage — comme conséquence possible "d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.)" —, que "des partis petits-bourgeois, y compris staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie".

Au Vietnam du Sud, au Cambodge et au Laos, les gouvernements auront un caractère de gouvernement ouvrier et paysan, au sens que définit cette citation du "Programme de transition", d'autant qu'il ne faut surtout pas oublier — au moins en ce qui concerne le FNL et le GRP — que le PCV est la véritable force qui les dirige et les

contrôle, que ce sont des projections du gouvernement de l'Etat ouvrier bureaucratique du Nord-Vietnam.

Le problème auquel sont immédiatement confrontés ces gouvernements est d'imposer un appareil constitué par en haut, d'éviter toute organisation et centralisation autonome des masses. Par quels détours, à quel rythme, une fois constitué cet appareil et assuré son monopole politique, se réalisera l'unité du Vietnam, éventuellement la constitution d'une fédération indochinoise, ceci n'est pas écrit d'avance. Mais une chose est certaine : les masses veulent en finir avec la bourgeoisie compradore, les grands propriétaires fonciers, elles aspirent à l'unité du Vietnam, à l'Union indochinoise, et ces aspirations trouvent leur expression au sommet du GRP, du GRUNK, du gouvernement d'Hanoi, du PCV. Enfin, l'histoire l'a démontré, les Etats ouvriers même bureaucratiques ne peuvent assumer leur contrôle sur d'autres territoires ou pays, sans que la nature du pouvoir d'Etat, et les rapports sociaux de production de ces territoires ou pays soient alignés sur les premiers (cf. Europe de l'Est). En conséquence, on peut prévoir que le Sud-Vietnam sera intégré à l'Etat ouvrier bureaucratique du Nord (ce qui soulèvera de difficiles problèmes) et qu'au Cambodge et au Laos se constitueront des Etats ouvriers bureaucratiques. »

Après quoi elle s'efforçait de mesurer les répercussions mondiales de cette défaite :

« L'impérialisme US s'est cramponné au Vietnam car il mesurait les conséquences possibles d'une nouvelle défaite en Asie, après la Chine, après Dien Bien Phu, alors même qu'il renonçait à préparer une guerre à court terme contre la Chine. C'est dans toute l'Asie que les processus de décomposition sociale et politique des classes dominantes liées à l'impérialisme risquent d'être accélérée. C'est dans toute l'Asie que les processus de décomposition sociale et politique des classes dominantes liées à l'impérialisme risquent d'être accélérés. C'est dans toute l'Asie que l'effet politique de cette nouvelle défaite de l'impérialisme va se faire sentir. Encore et toujours, il s'agit de distinguer, et on ne

peut appliquer mécaniquement ce qui s'est produit en Chine et au Vietnam à l'ensemble de l'Asie. D'énormes différences existent entre les pays d'Asie du point de vue des classes en présence, des Etats, des gouvernements, des rapports politiques, du mouvement ouvrier, de son histoire, de ses traditions.

Mais c'est une possibilité tout à fait réelle que dans tel ou tel pays d'Asie, de nouveaux secteurs du système impérialiste, pourris jusqu'au cœur, s'effondrent et que, la nature ayant horreur du vide, des gouvernements nés de circonstances que le "Programme de transition" considérait comme exceptionnelles prennent le pouvoir politique et aillent plus loin qu'ils ne l'auraient voulu sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie.

L'histoire du Japon, ses relations sociales et politiques, ses relations avec les autres pays d'Asie d'une part et de l'impérialisme mondial d'autre part, ne sont pas comparables à celles des autres pays d'Asie. En dépit de l'absence d'un mouvement révolutionnaire bourgeois, de la façon très particulière dont s'est développé le capitalisme au Japon, des formes politiques et économiques de ce développement et de celles que prit par la suite l'impérialisme japonais, malgré la défaite de 1945, et bien qu'il reste sous la tutelle de l'impérialisme américain, le Japon est une grande puissance impérialiste mondiale, la deuxième par sa production actuelle et sa population. La puissance du prolétariat jouera, dans tout affrontement entre les classes, le rôle principal, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de problèmes démocratiques bourgeois, mais dès le départ, en termes de classe, l'antagonisme prolétariat-bourgeoisie domine.

Au Japon, les racines du mode de production capitaliste, de l'Etat, sont profondes. Le mouvement ouvrier a une histoire qu'il faudrait analyser, mais il est puissant.

L'expropriation du capital ne se conçoit au Japon que comme action du prolétariat s'élevant en classe dominante et constituant son Etat, c'est-à-dire exerçant sa dictature. Mais c'est le sort de la révolution en Asie, et par voie de conséquence, dans le monde, qui se déciderait au Japon en

cas de prise du pouvoir par le prolétariat. Bien entendu, cela ne veut pas dire que la poursuite de l'effondrement de l'impérialisme en Asie ne jouera pas un rôle de moteur de la lutte des classes au Japon. La vie du capital japonais est liée indissolublement au maintien du régime capitaliste en Asie.

La chute de nouveaux secteurs de l'impérialisme dans cette région du monde entraînerait automatiquement une profonde crise politique, économique et sociale de la bourgeoisie japonaise, qui sera, qui est déjà en tout état de cause impulsée par la crise générale économique et politique du système impérialiste mondial. On ne peut concevoir l'effondrement total de l'impérialisme en Asie, quelles que soient les violentes convulsions sociales et politiques inéluctables au Japon, sans que le prolétariat japonais prenne le pouvoir.

L'effet de cette défaite de l'impérialisme ne s'arrête pas à l'Asie. Il ne peut y avoir identification, mais la décomposition du système impérialiste atteint un point de concentration élevé dans tous les pays économiquement arriérés, où les rapports de production bourgeois ont été importés et imposés, détruisant ou remettant en cause la société traditionnelle sans établir des rapports sociaux et politiques profondément enracinés, stables et solides. C'est le cas général pour le Moyen-Orient et l'Afrique.

Il est pourtant impossible d'établir une équation sociale et politique commune aux pays d'Afrique noire, à l'Afrique du Nord, à l'Egypte, à l'Arabie Saoudite, etc., sans parler de l'Afrique du Sud, bien que tous ces pays aient d'étroites connexions sociales, politiques et dans la lutte des classes. Dans certains de ces pays, le prolétariat est seulement embryonnaire et n'a pas d'histoire. En d'autres, il existe un puissant prolétariat mais divisé par la ségrégation : Afrique du Sud. D'autres encore viennent de conquérir l'indépendance politique et l'indépendance du mouvement ouvrier n'existe pas. Beaucoup de ces pays sont des créations consécutives à la colonisation et n'ont pas d'histoire, tandis que certains ont une vieille histoire (Afrique du Nord, Egypte).

*Pourtant, au moins dans quelques-uns de ces pays, notamment la Rhodésie et l'Afrique du Sud, qui sont frontaliers du Mozambique, ainsi que dans d'autres pays d'Afrique et au Moyen-Orient, on ne peut exclure que s'effondrent des pans entiers du système impérialiste et que se nouent des "situations exceptionnelles".*

*On peut en dire autant à propos de l'Amérique latine, bien que l'histoire et les relations sociales et politiques de l'Amérique latine prises comme un tout ne soient pas identifiables à celles de l'Asie et de l'Afrique, et que, là aussi, chaque pays ait des particularités. »*

---

## LE CONTENU DE CE TOURNANT

---

La résolution soulignait que l'« onde de choc » de la défaite de l'impérialisme US approfondissait la crise politique qui se développe aux USA au sein de la bourgeoisie, de l'appareil d'Etat, mais aussi celles des bureaucraties parasitaires en URSS, en Chine, ailleurs, celles de toutes les bourgeoisies impérialistes, car elle met en relief la fragilité de l'édifice impérialiste, les contradictions qui minent l'impérialisme US et les limites contre-révolutionnaires à l'échelle internationale des bureaucraties parasitaires.

Mais la résolution du XX<sup>e</sup> Congrès de l'OCI montrait également la combinaison de la marche à la crise économique et de celle à la révolution :

*« L'appréciation du tournant dans la situation mondiale serait incomplète et insuffisante s'il n'était pas fait référence, en tant qu'élément déterminant de ce tournant, à la marche à la crise de l'économie capitaliste et comment elle se noue aux contradictions économiques qui opèrent en Europe de l'Est en en URSS. C'en est bien fini des affirmations selon lesquelles le capitalisme, ou plutôt le "néo-capitalisme", ne connaîtrait plus de crises comparables à celle qui a commencé en 1929 et n'a été définitivement résolue que par l'économie de guerre. »*

Plus loin :

*« La marche à la crise, son inévitabilité, sont d'ores et déjà des facteurs*

*politiques agissants. Elles exacerbent les tensions politiques au sein du système impérialiste, et les crises politiques qui déchirent plus ou moins profondément les bourgeoisies européennes, japonaise, américaine. Elles sont des forces motrices de la lutte des classes mondiale. Les ressorts et les aboutissants de la "prospérité" des dernières décennies, un parasitisme sans précédent, la perspective d'une inévitable catastrophe ont été des facteurs de la crise sociale, politique, culturelle, morale de la société bourgeoise. (...)*

*La marche à la crise et ultérieurement l'explosion de la crise n'ont pas d'effets mécaniques sur le cours de la lutte des classes. Les effets politiques de la marche à la crise, et de la crise, dépendent de rapports politiques qui n'en découlent pas étroitement. La crise de 1929 et des années 1930 a eu des effets politiques contradictoires.*

*A la période actuelle, nouvelle période de la révolution mondiale, "période de la révolution imminente", la seule marche à la crise précipite la formation et la cristallisation des conditions du passage d'une situation révolutionnaire en général à des crises révolutionnaires ouvertes, à des révolutions, qui, en Europe au moins, tendent à s'étendre au continent entier.*

*Bien entendu, les tensions et les fractures au sein du système impérialiste s'accroissent ; le ralentissement de l'activité économique touche immédiatement d'importants secteurs de la bourgeoisie, la simple menace de l'effondrement économique, sans aucune perspective qu'il soit surmonté à bref délai, multiplie les antagonismes au sein de la classe possédante qui, de plus en plus, est démunie de perspectives politiques : le prolétariat et les masses exploitées, la jeunesse, en pleine fermentation politique, sont amenés à mettre en cause le système politique en place, à soulever la question du gouvernement et de l'Etat, du système social, pour éviter la catastrophe imminente. Cette ébullition sociale et politique, à son tour, tant qu'elle ne débouche pas, précipite la crise économique.*

*Il est évident que la marche à la crise est devenue un facteur politique, composante du tournant dans la situation*

mondiale qui s'imbrique à tous les autres, de la révolution portugaise à l'effondrement du régime comprador de Thieu, aux développements de la lutte des classes en Europe, en Amérique latine et ailleurs. »

La résolution soulignait encore :

« La marche à la crise se combine d'ores et déjà aux contradictions spécifiques de l'économie planifiée que provoque sa gestion par la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites. Les distorsions s'amplifient, les impasses se multiplient, le pillage des pays de l'Est a atteint à nouveau un degré considérable, les prix augmentent, les pénuries croissent ou apparaissent, les marchés extérieurs se raréfient, les moyens de paiement manquent. Désespérément, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites en appellent à l'aide économique, financière et technique de l'impérialisme. La crise économique serait une catastrophe pour la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, contraintes au retour à l'autarcie, ou à solliciter d'énormes crédits de l'impérialisme. Du même coup, la marche à la crise est un facteur de crise politique des bureaucraties parasitaires et de crise sociale en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est. Et il faut insister : la montée de la révolution en Europe, que la marche à la crise stimule, que l'éclatement de la crise précipiterait et ferait déferler en Europe, hante les jours et les nuits de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites. »

---

## LA REVOLUTION PROLETARIENNE AU PORTUGAL OUVRE LA REVOLUTION EN EUROPE

---

Enfin, après avoir souligné l'étroite relation entre la lutte des classes en Espagne, en France, en Italie, au Portugal, la résolution concluait :

« La chute du franquisme est à l'ordre du jour, parce qu'en Espagne, la révolution est à nouveau à l'ordre du jour. Ce serait l'ouverture d'une

nouvelle révolution en Espagne beaucoup plus puissante que celle des années 1930. Les prolétariats d'Europe et surtout ceux d'Amérique latine perçoivent parfaitement la connexion de l'ouverture de la révolution en Espagne et dans leur pays. C'est d'eux qu'il s'agit lorsqu'ils se tournent vers l'Espagne, vers le prolétariat espagnol. Sur un autre plan, mais toujours en fonction des mêmes données, le prolétariat français — dont la question politique principale à résoudre actuellement est d'imposer le front unique des organisations et partis ouvriers, de l'imposer à l'échelle nationale, de l'imposer pour en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac, la V<sup>e</sup> République, ses institutions, et porter au pouvoir un gouvernement de ses partis — le prolétariat français sent que les dirigeants de ces partis peuvent difficilement se refuser à réaliser le front unique contre Franco, par exemple pour le boycott de l'Espagne franquiste. L'écho de ce mot d'ordre correspond en partie à ce besoin de réaliser à l'échelle nationale le front unique, aujourd'hui pour le boycott de l'Espagne franquiste, demain contre Giscard, pour un gouvernement des partis ouvriers sans membres représentant des organisations et partis bourgeois. C'est la même ligne, c'est le même combat. Et ce que ressent, ce à quoi aspire le prolétariat français, les autres prolétariats d'Europe, en fonction de leur situation politique, sous des formes propres à chacun d'eux, le ressentent, y aspirent également.

La révolution portugaise a ouvert la révolution en Europe. La chute du franquisme, l'éclatement de la révolution espagnole, annonceraient son déferlement en France, en Italie, et son extension à l'Europe tout entière, à l'Ouest et à l'Est. A moins que dans un pays de l'Europe de l'Est, voire en URSS, ne s'ouvre une nouvelle phase de la révolution politique avant que la révolution sociale contre le capital prenne sa dimension européenne. Les combinaisons concrètes peuvent être très variables, la révolution en Europe est tout prêt de devenir la révolution européenne.

Tel est le contenu du tournant de la situation mondiale. »

## sur le moment présent

Un nouveau tournant commence à prendre corps. Dès 1975-1976, l'impérialisme et les bureaucraties contre-révolutionnaires ont à nouveau tendu leurs forces au maximum pour faire face à ce que signifiaient et représentaient pour eux la révolution portugaise, l'effondrement de l'Etat comprador de Thieu au Sud-Vietnam, le renforcement de la marche à la dislocation du marché économique mondial, l'accentuation des crises de domination des principales bourgeoisies impérialistes, aux Etats-Unis et en Europe, celle aussi de toutes les bureaucraties.

C'est d'abord sur le front de la lutte des classes en Europe que l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin se sont portés car l'Europe est dans la période actuelle l'enjeu central de la révolution prolétarienne mondiale. La Conférence d'Helsinki qui a réuni tous les principaux chefs d'Etats européens, le président des Etats-Unis et un représentant officiel de la papauté, a cherché à réaffirmer et à consolider l'« ordre » contre-révolutionnaire de Yalta et de Potsdam face à la révolution prolétarienne montante. L'« acte » d'Helsinki, en confirmant avec solennité la pérennité des accords Bonn-Moscou et Bonn-Varsovie a ainsi affirmé la nécessité de maintenir la division de l'Allemagne en deux.

La bureaucratie du Kremlin a dû reconnaître l'impérialisme américain comme le chef de file de la nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire. L'échec qu'elle a subi, elle aussi, au Vietnam, alors qu'elle avait tout fait pour garantir les accords de Paris, l'a rendue plus dépendante de l'impérialisme qui a accru sa pression sur l'Union soviétique, sur les pays où le capital a été exproprié. La bureaucratie du Kremlin comme son appareil international, ont dû assurer leur subordination, évidemment à l'impérialisme en général mais à la forme particulière avec laquelle chaque bour-

geoisie domine dans son pays, ont dû s'affirmer les plus zélés soutiens des régimes en place. De la politique du Parti communiste portugais soutenant inconditionnellement le MFA au cours de la révolution portugaise, c'est-à-dire la forme sous laquelle les premières tentatives de reconstitution de l'Etat bourgeois eurent lieu, à celle de Berlinguer en Italie où le PC prône officiellement le maintien au pouvoir de la Démocratie chrétienne haïe et décomposée, en passant par la reconnaissance par le PC espagnol du drapeau de Franco, trempé du sang de millions de prolétaires et de paysans d'Espagne, ou encore à la politique systématique de Marchais visant au maintien en place de la V<sup>e</sup> République, du gouvernement Giscard d'Estaing, c'est tout un cours bien précis dans lequel se sont engagées les agences de la bureaucratie du Kremlin, un cours qui n'est pas nouveau quant à son contenu mais dont les formes se sont précisées : le soutien absolu à tous les régimes en place, où que ce soit et quels qu'ils soient, en Europe bien sûr, mais dans le monde entier, du Japon au Pérou, de la corne de l'Afrique au Moyen-Orient, de l'Argentine à l'Angola.

Pourtant, aussi fort que l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires aient bandé leurs forces, un nouveau pas en avant de la révolution mondiale a continué de se préparer.

L'explosion révolutionnaire en Iran, l'insurrection victorieuse à Téhéran commençant la révolution prolétarienne en Iran ont amorcé une nouvelle phase de la révolution prolétarienne mondiale. En même temps que nous nous y arrêtons, il faut dire ici qu'il n'y a pas que l'Iran qui exprime ce qui se noue de nouveau et surtout que des traits généraux de la situation mondiale, dont l'importance est décisive, se renforcent à une échelle supérieure. De ces traits, l'Iran est actuellement la plus flagrante matérialisation.

## VERS DES EFFONDEMENTS DE PANS ENTIERS DU SYSTEME IMPERIALISTE

Ce qui s'est passé en Iran n'est pas pour l'impérialisme — et pour la bureaucratie de l'URSS, de la Chine, etc. — un coup de tonnerre dans un ciel serein, tant s'en faut. Mais, moins de cinq ans après l'effondrement de l'Etat compradore du Sud-Vietnam, c'est une nouvelle pièce de l'ordre impérialiste mondial qui a été emportée, un nouveau verrou qui a sauté. Si ce qui s'est passé en Iran présente des différences importantes avec la chute de Thieu, cela confirme et renforce pourtant la tendance à l'affaiblissement, sur eux-mêmes, de secteurs entiers de l'impérialisme, à leur effondrement.

Les circonstances de l'effondrement de la dictature du chah confirment ce que nous avons expliqué depuis l'effondrement de l'Etat du Sud-Vietnam. C'est un pilier de l'ordre de Yalta et de Potsdam qui s'écroule parce que complètement miné, parce qu'aux racines économiques, sociales et politiques complètement pourries. Cela signifie que l'une des caractéristiques de la nouvelle période de la révolution mondiale ouverte en 1968 est à l'affaiblissement économique, social, politique de pans entiers du système impérialiste, de leur effondrement que la chute de Saigon, puis celle de Téhéran — chacune à leur manière, qui n'est pas identique — préfigurent et annoncent. Pourquoi de tels effondrements sont-ils à l'ordre du jour ?

Rappelons ici ce que nous avons développé dans la seconde partie de notre article, la façon dont Trotsky analyse dans « 1905 » l'impact du développement capitaliste sur le vieil empire tsariste et rappelons la longue citation que nous avons faite de l'introduction de « L'Histoire de la révolution russe » dans laquelle Trotsky démontre que déjà — contrairement à l'époque du capitalisme libéral — ce développement qui bouleverse les anciennes structures économiques, sociales et politiques ne parvient plus à l'aube de l'époque impérialiste à en instaurer de nouvelles qui aient une réelle stabilité. Déjà en ce début de siècle, le développement

capitaliste mine ces structures anciennes, tout le tissu de la société, sans lui offrir de solution de rechange durable car il intègre la vieille Russie aux convulsions du système à son stade impérialiste. Là résidaient les causes objectives de la révolution russe ; là réside la clé pour comprendre que cette tendance à l'affaiblissement sur eux-mêmes de secteurs du système impérialiste mondial devient une tendance de la nouvelle période de la révolution parce que ce qu'observait déjà Trotsky au début du XX<sup>e</sup> siècle pour un pays comme la Russie se trouve aujourd'hui décuplé de façon gigantesque pour des secteurs entiers du marché mondial et de la division internationale du travail.

Les théoriciens du « néo-capitalisme » lui ont attribué la capacité de donner un nouvel essor, durable et puissant, au développement des forces productives. Ils en sont venus logiquement à expliquer, au nom de la loi du développement inégal et combiné, que pouvaient se constituer, que se constituaient effectivement des « néo-impérialismes » dans d'anciens pays à structure coloniale ou semi-coloniale. En laissant de côté le dernier en date des exemples choisis, celui des pays arabes exportateurs de pétrole, remarquons que les deux exemples les plus communément avancés de tels « néo-impérialismes » furent l'Iran et le Brésil. L'Iran où la révolution prolétarienne a éclaté, le Brésil où se nouent les éléments d'une nouvelle crise révolutionnaire, qui, après le Nicaragua, va être l'un des détonateurs les plus puissants qu'il puisse y avoir dans cette poudrière que n'a jamais cessé d'être l'Amérique latine.

La réalité de pays comme l'Iran ou le Brésil est totalement à l'opposé de ce qui nous est présenté comme des « néo-impérialismes ». Il est exact que des monopoles impérialistes ont impulsé dans ces pays, pour leurs propres besoins et sous leur contrôle étroit, une certaine industrialisation et qu'un certain développement capitaliste s'est produit. Celui-ci a eu lieu sous la coupe directe et complète de ces monopoles, du capital étranger, sans la moindre relation avec les besoins économiques et sociaux du pays considéré et dans une dépendance sans précédent du fonctionne-

ment du système impérialiste dans son ensemble, impulsé par un gigantesque parasitisme. Les chiffres et les faits que nous avons par exemple cités dans notre deuxième partie pour le Brésil en attestent. En fait, et à une échelle infiniment plus élevée que ce qu'avait pu observer et analyser Trotsky, quant aux effets du développement capitaliste sur la vieille Russie des tsars, le développement capitaliste a ici miné et ruiné les anciens rapports économiques, sociaux et politiques, sans pouvoir moins que jamais en instaurer de nouveaux qui aient quelque stabilité.

Là résident fondamentalement les causes objectives de cette tendance à l'affaissement sur eux-mêmes de secteurs du système impérialiste mondial à structure semi-coloniale. De telles explosions sont à l'ordre du jour dans un grand nombre de ces pays, notamment là où l'impérialisme a commencé à développer pour ses besoins propres un début d'industrialisation, Brésil, Venezuela, Moyen-Orient, et, peut-être dans une mesure moindre Maghreb, Afrique australe, etc.

---

### **PLUS QUE JAMAIS : HEGEMONIE DU PROLETARIAT DANS LA LUTTE DES CLASSES**

---

Ce mouvement est indissociable du rôle majeur et primordial dans tous ces événements passés, en cours ou à venir, du prolétariat, de la totale vérification de la théorie de la révolution permanente en ce qu'elle affirme l'hégémonie du prolétariat dans la lutte des classes.

Certes, au Vietnam, ce n'est pas immédiatement l'action des masses qui a abouti à la chute de Saïgon, à l'effondrement de l'Etat comprador. Celui-ci a été l'image même, presque « pure », pourrait-on dire, de cet affaissement, de cette liquéfaction, de cette désintégration des rapports économiques, sociaux et politiques dont la fragilité avait atteint un tel degré que l'impérialisme américain ne pouvait plus les sauver de l'écroulement, qu'il ne pouvait plus éviter l'inévitable, qu'il ne pouvait demander aux

bureaucraties contre-révolutionnaires de Moscou, de Pékin et d'Hanoi de pousser la logique des accords de Paris au-delà même de leur texte, c'est-à-dire à ce que les armées du FLN maintiennent elles-mêmes l'ordre de l'Etat comprador du Sud.

Le refus des masses américaines, la résistance de la jeunesse des Etats-Unis à la sale guerre impérialiste, qui se sont concrétisés en de multiples moments dans de grandes manifestations de masse face à la Maison-Blanche, dans les mouvements appelant à la désertion, ont joué un rôle majeur dans l'échec de l'impérialisme, exprimant plus que de longs discours, la profonde unité du prolétariat international.

L'extrême fragilité des rapports économiques, sociaux et politiques qui se sont finalement effondrés au Sud était aussi le produit de plus de trente années de luttes et de guerre révolutionnaire des ouvriers et des paysans vietnamiens contre les impérialismes français, japonais, français de nouveau, puis américain. L'héroïsme des masses opprimées et exploitées de ce pays a lentement tissé la situation objective telle qu'elle s'est révélée au moment de la chute définitive de Saïgon.

La défaite majeure de l'impérialisme américain, de l'impérialisme mondial, de toutes les bureaucraties parasites et contre-révolutionnaires est une création du mouvement des masses, un produit de toute la lutte révolutionnaire des ouvriers et paysans vietnamiens. En même temps, le fait que les masses aient été organisées par les appareils bureaucratiques de nature stalinienne n'a pas permis que leur mouvement se développe sous la forme classique aboutissant à la révolution, mais sous celle d'une guerre révolutionnaire au cours de laquelle elles ont été en partie cadennassées.

L'Iran, sous une autre forme — une forme plus avancée car hors du contrôle de l'appareil international de la bureaucratie du Kremlin — est également une illustration de cette tendance fondamentale. Longtemps silencieuses, les masses iraniennes ont finalement eu raison de la dictature haïe du chah en quelque six mois. Tout, absolument tout avait été fait pour proté-

ger son pouvoir. Des massacres perpétrés par la Savak et l'armée à coup de mitrailleuses lourdes sur Téhéran au soutien incondicional que l'impérialisme américain a maintenu jusqu'à l'extrême limite du possible en faveur du chah, sans oublier les télégrammes chaleureux, les visites et les réceptions officielles de la bureaucratie de Moscou et de celle de Pékin, rien n'avait été négligé pour que Pahlavi reste sur son trône. Rien pourtant n'a pu faire barrage aux masses. A un certain stade du développement de la crise révolutionnaire, la force des classes en présence ne se mesure plus en nombre de divisions blindées ni de soutiens contre-révolutionnaires. Seules, les mains nues — sans partis et sans organisations, ce qui est loin d'être sans importance dans tout le développement ultérieur de la révolution en Iran —, les masses, et au premier rang d'elles le prolétariat, par leur nombre, leur détermination, leur héroïsme ont abattu la dictature, renversé le régime, ouvert la révolution.

Dans toute l'Amérique latine, au Pérou, au Nicaragua, au Brésil, la réaffirmation du rôle majeur du prolétariat n'est pas moindre dans les crises révolutionnaires ouvertes ou en voie de préparation. La volonté des masses de reconstruire leurs syndicats indépendants est un trait important de cette période. L'existence et le maintien de la CGTP au Pérou a été imposée par les ouvriers aux bureaucrates staliniens qui n'en voulaient pas. La reconstruction de syndicats indépendants de la dictature au Brésil est l'une des caractéristiques les plus marquantes de la crise révolutionnaire qui s'y agrège. En Iran, dans le cours même de la révolution, les ouvriers, particulièrement dans les régions pétrolières, ont formé leurs syndicats. Partout, ceux-ci sont l'enjeu d'âpres luttes, toutes les forces liées à la contre-révolution cherchant à interdire ce mouvement.

L'une des tendances fondamentales de la nouvelle période de la révolution, qui vient d'être confirmée et amplifiée en Iran, au Nicaragua est celle du surgissement de formes présoviétiques et soviétiques d'organisation. Des « assemblées de délégués élus des travailleurs » portugaises aux

« chouras » iraniens, du soviétique constitué à Irbid par les masses palestiniennes et jordaniennes au comité central de grève des ports de la Baltique en Pologne, de l'« Assemblée populaire » de Bolivie aux « Assemblées populaires » du Pérou et aux comités ouvriers et de paysans sans terre du Nicaragua, c'est un seul et même mouvement, avec à chaque fois ses particularités, le mouvement des comités, des conseils, le mouvement vers les soviets.

Si l'on regarde ce qui se passe en Iran, il est évident que l'existence de ces organismes est l'une des caractéristiques essentielles de la révolution prolétarienne qui a commencé, et un de ses enjeux majeurs. Le prolétariat n'a pas encore réussi à centraliser ses organisations de masse, syndicats, conseils, « chouras ». Une lutte acharnée est menée par la contre-révolution khomeiniste pour substituer aux syndicats librement construits par les ouvriers des formes d'organisation à sa botte, pour liquider les conseils, bloquer le cours de la révolution. L'anarchie économique, sociale et politique révèle la totale impuissance de la bourgeoisie « nationale » et de l'impérialisme à établir même quelque chose qui soit un semblant d'« ordre » alors que l'Etat a été démantelé sous les coups des masses.

Comme nous l'avons expliqué plus haut, la question centrale y compris pour impulser le mouvement à la centralisation des syndicats, comités et conseils de la révolution iranienne est celle du parti de la IV<sup>e</sup> Internationale, de sa construction, de sa capacité à lier les mots d'ordre démocratiques et les revendications nationales à la lutte pour la dictature du prolétariat.

Ainsi au Pérou, le POMR qui a été à la pointe du combat pour les assemblées populaires locales et départementales, pour les fronts de défense, s'appuyant sur et impulsant un mouvement profond du prolétariat et des masses opprimées de ce pays, est-il aujourd'hui engagé pour le centraliser contre la dictature militaire à la solde de l'impérialisme dans le combat pour l'Assemblée populaire convoquée à Lima fin septembre 1979.





(Ph. Sygma.)

## Iran : nouvelle phase de la révolution prolétarienne mondiale

(extraits de la déclaration  
du Secrétariat international du Comité d'organisation)

« Il faut prendre toute la mesure de ce qui s'est produit et va encore se développer : l'impérialisme mondial, à travers tout particulièrement l'impérialisme américain, vient de subir une défaite d'ampleur au moins égale à la défaite politique qu'il avait subie au Vietnam.

Mais ce nouveau et formidable choc qui fait vaciller l'équilibre mondial prend toute sa dimension parce que s'ajoutant, s'intégrant à une situation déjà façonnée par la défaite de caractère mondial de l'impérialisme au Vietnam, et par le fait que la révolution portugaise a mis la révolution prolétarienne à l'ordre du jour dans toute l'Europe ; il modifie cette situation dans le sens de l'amplification et de l'approfondissement du caractère révolutionnaire de la période dans laquelle nous sommes engagés, dans le sens de l'aggravation de la crise géné-

ralisée de l'impérialisme, de la crise des formes de domination de toutes les bourgeoisies et de la crise de la bureaucratie du Kremlin, de celle de Pékin et des diverses bureaucraties satellites dont, dans tous les cas, le pouvoir et les privilèges dépendent du maintien de la domination de l'impérialisme à l'échelle mondiale. (...)

La révolution prolétarienne qui a commencé en Iran est organiquement inscrite dans le développement de la nouvelle période de la lutte des classes ouverte en 1968 (« période de l'imminence de la révolution »). Dans le développement de cette période, après le premier palier (tournant) franchi en 1974-1976 avec la révolution portugaise mettant la révolution prolétarienne à l'ordre du jour dans toute l'Europe et la défaite politique de l'impérialisme au Vietnam, c'est un nouveau tournant mondial qui

s'amorce, et la révolution prolétarienne en Iran est un élément essentiel dans la matérialisation de ce tournant.

Cette réalité internationale est présente dans l'allure des développements en Iran même. La crise politique irréversible du « régime fort » du chah, le caractère quasi mécanique de sa décomposition que l'activité des masses a transformée en crise révolutionnaire ouverte, puis en révolution, est une manifestation de la tendance à l'affaiblissement de pans entiers du système impérialiste. A la racine de ces effondrements qui se produisent d'abord dans ce que l'on peut décrire comme la périphérie du système impérialiste, il y a la crise généralisée de ce système qui se concentre en son cœur même, dans les pays capitalistes avancés, dans les puissances impérialistes et en particulier en Europe, où elle se combine directement avec la marche à la révolution politique.

Le niveau extraordinaire de combativité des masses iraniennes, les formes d'organisation que leur mouvement a dégagées dans la lutte contre la dictature, le caractère « classique » — la « pureté » pourrait-on dire — de la première phase de la révolution prolétarienne en Iran sont inséparables de la montée révolutionnaire du prolétariat à l'échelle mondiale et de ses caractéristiques essentielles : la tendance du prolétariat à se regrouper sur un nouvel axe et la reprise des formes les plus « pures » de la lutte des classes.

La révolution prolétarienne en Iran est inséparable de l'accentuation de la marche à la dislocation du marché mondial, de la crise politique non réglée de l'impérialisme américain, de la maturation de la lutte des classes dans toute l'Europe aggravant l'instabilité de tous les régimes en place, des développements révolutionnaires dont l'Amérique latine est le théâtre.

Aujourd'hui, la révolution prolétarienne en Iran exerce et exercera une formidable impulsion sur le cours de la lutte des classes à l'échelle mondiale, précipitera la crise de tous les anneaux de la chaîne impérialiste, de chacune des bourgeoisies, intensifiera celle des bureaucraties contre-révolutionnaires affaiblies par ce nouvel échec de la Sainte-Alliance.

Il est beaucoup question des conséquences économiques de l'effondrement de la dictature en Iran. Elles seront certes importantes, car elles s'insèrent dans une situation marquée par des conditions de fonctionnement de plus en plus critiques du système capitaliste mondial. Mais les conséquences politiques sont — et seront — immenses.

Le sol sur lequel repose la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire de l'impérialisme et des bureaucraties tend à se dérober sous leurs pieds à partir de l'aggravation de la crise de l'impérialisme, vers une crise qui se dirige aujourd'hui vers la dislocation de l'ensemble du système et de l'équilibre sur lequel il repose.

Les développements économiques, sociaux et politiques sont de moins en moins contrôlables. Chaque bourgeoisie, chaque impérialisme — et en premier lieu l'impérialisme américain lui-même, clef de voûte du système — voit s'aggraver la crise politique dans laquelle il est plongé.

La révolution prolétarienne en Iran impulse dans une direction révolutionnaire le mouvement du prolétariat à l'échelle internationale. Elle intensifie de manière immédiate la crise patente de l'impérialisme américain, elle nourrit et nourrira les développements révolutionnaires en Amérique latine, au Moyen-Orient, en Asie. Elle nourrit et nourrira le développement de la lutte des classes dans les principaux pays capitalistes d'Europe. Elle nourrit et nourrira la lutte des travailleurs d'URSS et des Etats ouvriers bureaucratés vers la révolution politique.

Elle est un appel puissant à la révolution, à la révolution prolétarienne. Elle montre que ce n'est qu'en s'engageant dans cette voie que l'on peut combattre contre la remise en cause des libertés démocratiques, contre l'exploitation, la dégradation des conditions de vie, le chômage, pour la solution des problèmes démocratiques non réglés. Elle démontre avec force que le combat pour préparer la révolution prolétarienne est la seule politique réaliste.

Oui, c'est bien une nouvelle phase de la révolution prolétarienne mondiale qui commence. »

---

## L'IMPERIALISME, LES BUREAUCRATIES PARASITAIRES S'EFFORCENT DE REAGIR

---

L'impérialisme américain ne reste évidemment pas passif devant ces événements. Pourtant, avant de regarder comment il s'efforce de réagir, il n'est pas inutile de dire que sa propre marge de manœuvre est plus réduite qu'auparavant, ce qui ne veut en aucun cas dire qu'elle n'existe plus. La défaite au Vietnam, conjuguée à la crise que ses institutions connaissent, rend sa présence militaire plus difficile sur les champs de manœuvre de la révolution mondiale. Le fait que son soutien inconditionnel au chah n'ait pas empêché l'écroulement de la dictature iranienne a rendu son intervention directe dans ce pays, au lendemain de cet effondrement, peu probable. Cette intervention, qui exacerberait de façon certaine les crises politiques qui déchirent les bourgeoisies impérialistes — dont la sienne propre — sans garantir le retour de l'« ordre » sur le terrain semble maintenant avoir été écartée à Washington, d'où l'on vient par contre d'apprendre que la Maison-Blanche négociait la reprise de livraisons massives d'armements avec la contre-révolution khomeiniste afin de l'aider à tenter d'étrangler les masses iraniennes, les nationalités opprimées, etc...

Il y a une différence qualitative très importante entre ce fait — en lui-même parfaitement significatif sur ce que sont exactement Khomeini et les nouveaux corps francs que sont ses « gardiens de la révolution » — et la politique d'intervention militaire directe des « marines » sur tous les fronts de la lutte des classes internationale qui prévalait dans les années 1960. Le fait que l'impérialisme américain ne soit pas non plus intervenu plus nettement au Nicaragua — après avoir longuement hésité sur l'attitude à avoir vis-à-vis de la dictature somoziste — va également dans le même sens. Après l'onde de choc de la défaite impérialiste au Vietnam, celle de son impuissance à écraser la révolution iranienne, rendent encore plus

explosives toutes les tensions déchirant le système impérialiste.

Encore une fois, cela ne veut pas dire que les Etats-Unis ne s'efforcent pas de réagir. La conclusion du « traité de paix » entre Israël et l'Egypte est à ce jour leur principale réaction à l'ouverture de la révolution en Iran. Il n'est pas inutile de rappeler que les coups de boutoir « diplomatiques » de Carter pour contraindre à cette « paix » l'Egypte et Israël ont coïncidé presque exactement avec les développements de la révolution iranienne. Les accords de Camp David, leur prélude politique, ont été signés le 13 septembre 1978 alors que les masses iraniennes faisaient irruption depuis plusieurs mois sur le devant de la scène et que le vendredi précédent, malgré 4 000 morts à Téhéran abattus à la mitrailleuse et au canon par les armées du chah, tout un peuple avait tenu la rue de la capitale contre la dictature. Le « traité de paix » lui-même fut signé le 26 mars 1979, un mois et demi après l'insurrection victorieuse.

La conclusion de la « paix » entre Israël et l'Egypte se conjugue avec la réconciliation entre l'Irak et la Syrie, la paix entre les deux Yémen, le nouveau durcissement du régime Ecevit en Turquie contre les masses exploitées et les minorités nationales. C'est évidemment la tentative de construire à la hâte un barrage face à ce que tous craignent par-dessus tout : l'extension de la révolution iranienne à tout le Moyen-Orient.

Force est de constater que ce barrage apparaît, tout juste six mois après son établissement en catastrophe, comme des plus précaires.

Malgré les coups terribles portés aux masses palestiniennes par l'impérialisme américain, par Israël, par les régimes féodaux bourgeois du Moyen-Orient, toujours avec la bénédiction du Kremlin et quelques fois avec ses propres canons comme à Tall-El-Zatar, la stabilité dans cette région du monde restait fragile. La « paix » entre Israël et l'Egypte impliquait la reconnaissance de l'Etat d'Israël par l'Egypte, les différents fronts constitués soi-disant contre ce fait (front de la fermeté, front de la résistance) et leur parfaite passivité masquant mal l'accord implicite de tous les régimes

féodaux bourgeois arabes à cette reconnaissance. Que pouvait-il rester dans ces conditions du mythe de la « nation arabe », du soi-disant « front sacré » contre Israël alors que la question palestinienne restait totalement insoluble, un facteur d'instabilité constante.

Les concessions mineures sur lesquelles devaient s'engager l'Etat d'Israël et qui se sont concentrées sur la question de la Cisjordanie et de la bande de Gaza n'étaient pas moins insoutenables pour cet Etat artificiel que toute remise en cause menace de dislocation.

C'est l'ouverture de la révolution iranienne qui a amené l'impérialisme américain à forcer brutalement les rythmes et à précipiter la « paix », ainsi que les dates rappelées plus haut en témoignent. Ce faisant, il a imposé à Israël et à l'Egypte un traité totalement inapplicable, dont chaque paragraphe contredit pratiquement le précédent. (Lire « Le "traité de paix" israélo-égyptien » - Jacques Meyrand, « La Vérité » n° 587). Il vise de plus à faire d'Israël et de l'Egypte les instruments complémentaires du maintien de l'ordre dans cette région du monde, comme barrage au mouvement des masses, à la place de la dictature iranienne. Mais l'impérialisme américain charge ces pays d'un nouveau poids insupportable, leur confie une mission ne pouvant que rendre plus explosives encore les contradictions qui les assaillent. C'est la politique désespérée de l'impérialisme américain qui accélère, ici pour des raisons plus immédiatement politiques mais qui vont se conjuguer avec les inextricables difficultés économiques dans lesquelles ces deux pays se débattent, la marche à l'effondrement de ces remparts de la contre-révolution au Moyen-Orient.

La révolution iranienne, après trois décennies de lutte héroïque des masses palestiniennes, a été la force explosive de la révolution au Moyen-Orient. Elle a donné une puissante impulsion à la lutte des nationalités qui va se répercuter jusqu'en URSS même. Elle a accru le fait que tous les régimes féodaux-bourgeois apparaissent aux yeux des masses comme de plus en plus discrédités, ainsi que les éléments d'une déstabilisation (de l'Egypte aux pays exportateurs de pétrole sous des

formes différentes) qui va bouleverser les équilibres économiques et sociaux et renforcer le prolétariat.

Pourtant, malgré ses limites, ses difficultés, les coups que parvient partiellement à lui porter la contre-révolution khomeiniste, l'ampleur de la révolution iranienne dépasse largement le cadre du Moyen-Orient. Ce n'est pas simplement une crise locale, aussi grave soit-elle pour l'impérialisme et les bureaucraties contre-révolutionnaires. C'est l'effondrement d'un pilier de l'ordre de Yalta et de Potsdam, de l'ordre mondial édifié par Roosevelt, Churchill et Staline, ainsi que le déclare le Secrétariat international du Comité d'organisation dans la résolution citée.

Il se trouve que la position géographique de l'Iran est déjà par elle-même d'une réelle importance. C'est un carrefour stratégique entre l'Orient, le Moyen-Orient, l'Extrême-Orient, tant du point de vue économique que politique et militaire. C'est une terre de contact entre l'URSS et de nombreux pays semi-coloniaux. Dans le développement de leur lutte, c'est y compris à la révolution politique en URSS que tendent les nationalités kurde, azerbaïdjanaise, turkmène, car leur combat est étroitement imbriqué aux revendications nationales des minorités opprimées au sein des frontières de l'URSS.

Mais plus encore, ce qui a amené à caractériser l'éclatement de la révolution en Iran comme l'amarce, l'ouverture d'une nouvelle phase de la révolution prolétarienne mondiale réside en ce qu'il s'agit là de développements extrêmes d'un processus qui concerne l'ensemble du système impérialiste et des bureaucraties parasitaires contre-révolutionnaires, d'une expression du nouveau stade de la crise conjointe de l'impérialisme et du stalinisme dont elle devient à son tour facteur d'impulsion.

Nous avons dit que la défaite de l'impérialisme américain était aussi un échec de la nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire conclue entre Washington, Moscou et Pékin. Il en est de même cinq ans après pour l'effondrement de la dictature du chah, mais à un degré plus profond, amplifiant puissamment l'onde de

choc déjà créée par la chute de Saigon, renforçant puissamment tous ses effets, se dressant en quelque sorte sur elle comme sur un piédestal, pour que son retentissement soit encore plus puissant.

L'impérialisme américain était en crise, le système impérialiste dans son ensemble étaient en crise bien avant leur défaite au Vietnam. Cela résidait essentiellement dans leur incapacité à maîtriser, à contrôler et à ordonner en fonction de leurs besoins les rapports entre les classes à l'échelle mondiale tandis que le pourrissement de tout le système se poursuivait. En ce qui concerne l'impérialisme américain lui-même, nous avons déjà relevé comme un facteur essentiel de cette crise la contradiction entre les exigences auxquelles l'impérialisme américain est confronté pour pouvoir jouer pleinement son rôle contre-révolutionnaire mondial et son propre système.

Sa défaite au Vietnam a accentué la crise politique qui étreint la bourgeoisie américaine, comme elle a accentué la crise politique de l'ensemble du système, de chaque bourgeoisie nationale. Cela est également vrai des bureaucraties parasitaires. Ni Moscou, ni Pékin n'ont été capables de remplir pleinement le rôle contre-révolutionnaire mondial qui est le leur, donc d'occuper leur place au sein de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire. Pour elles, autant que pour les bourgeoisies, il s'agit de facteurs renforcés de crise politique. Cela les oblige d'ailleurs, contrairement à ce que disent d'aucuns, à renforcer encore leur dépendance et leur subordination à l'impérialisme.

Et il est évident que l'irruption de la révolution en Iran intensifie maintenant de nouveau cette crise politique du système impérialiste, de la bourgeoisie américaine en particulier, et porte à un degré plus élevé leur sentiment d'impuissance, d'incapacité à maîtriser les processus sociaux et politiques mondiaux, à leur faire redouter de nouveaux effondrements. Tout ceci n'est pas moins vrai en ce qui concerne les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires, et plus particulièrement la bureaucratie du Kremlin pour laquelle la révolution en Iran est une nouvelle défaite politique eu égard à son rôle au sein de la Sainte-

Alliance contre-révolutionnaire, une menace directe contre elle.

La conséquence inévitable en est que l'impérialisme et les bureaucraties vont encore raidir leurs forces en Europe, en Amérique latine, au Moyen-Orient, contre la révolution. En Iran, aux livraisons d'armes américaines à Khomeini se conjugue étroitement la politique du parti stalinien Toudeh qui revendique le rôle de premier soutien à la « république islamique » derrière laquelle Khomeini cherche à reformer l'Etat bourgeois, qui approuve publiquement les actes de terrorisme contre-révolutionnaire des « gardiens de la révolution » et estime son interdiction par Khomeini comme le produit d'un « malentendu ».

---

### RIVALITES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES DANS LE CADRE DE LA SAINTE-ALLIANCE

---

Si l'impérialisme américain réagit donc comme il le peut à l'ouverture de cette nouvelle phase de la révolution, les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires se sont également empressées d'en faire autant, mais dans un mouvement subordonné à celui de l'impérialisme. Nous avons dit que les deux ailes de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire dont Washington est le centre sont Moscou et Pékin. Il est à cet égard parfaitement significatif de relever la quasi simultanéité des derniers efforts de la bureaucratie russe et de ceux de la bureaucratie chinoise pour réaffirmer et renforcer leurs liens avec l'impérialisme américain.

Carter et Brejnev ont signé à Vienne les accords SALT II que nous avons résumés et analysés plus haut. Ils laissent entièrement libre l'impérialisme américain de poursuivre la course aux armements qui est plus indispensable que jamais à l'entraînement de l'économie capitaliste américaine alors qu'elle est une charge ruineuse pour l'URSS. Ils sont une réaffirmation en bonne et due forme de la coopération contre-révolutionnaire entre l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin, et le pendant de celle qui a été réaffirmée avec la bureaucratie de

Pékin au cours du voyage de Teng Hsiao-ping à Washington qui avait eu lieu quelques mois avant. Au moment où nous écrivons, le vice-président des Etats-Unis, Walter Mondale, se rend à Pékin pour y préparer un voyage officiel de Carter qui devra marquer, aux dires de la presse américaine, « la place importante qu'occupe la Chine populaire dans la politique extérieure américaine ».

Mais cette rivalité des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires ne peut qu'accentuer encore leur crise, les contraindre à se tourner plus brutalement contre les masses, renforcer leurs déchirements internes. Les conflits armés entre le Vietnam, que soutient l'URSS et tout l'appareil international du Kremlin, le Cambodge et la Chine sont des expressions de cette rivalité « inter-bureaucratique » au service de l'impérialisme américain.

Nous ne sommes pas en présence de guerres impérialistes, le mode de production de ces pays n'est pas le capitalisme et n'implique pas que soient exportés marchandises et capitaux. L'objet de ces guerres est d'occuper de nouvelles positions stratégiques, économiques et militaires, non contre l'impérialisme, mais au détriment des autres bureaucraties parasitaires afin de se renforcer à leur détriment. Pourquoi ces nécessités ?

Parce que la bureaucratie vietnamienne estime d'une importance majeure de contrôler la haute et moyenne vallée du Mekong, ainsi que le golfe du Siam : il s'agit de pétrole et de riz, et surtout de la possibilité d'avoir avec l'impérialisme américain une négociation économique et financière pour que ce soit lui qui « mette en valeur » ces régions.

Les mêmes raisons poussent la bureaucratie chinoise dans la perspective de ses propres négociations avec l'impérialisme américain et, aussi, l'impérialisme japonais. Il s'y ajoute la volonté d'établir son hégémonie politique contre-révolutionnaire sur le Laos et le Cambodge. Et la bureaucratie du Kremlin se bat pour que la Chine ne puisse occuper ces positions, en soutenant la bureaucratie d'Hanoi qu'elle cherche en même temps à dominer économiquement et politiquement. La logique de la « coexis-

tence pacifique » avec l'impérialisme aboutit aux guerres inter-bureaucratiques au bénéfice de l'impérialisme. On ne saurait mieux démontrer l'impasse, la crise sans issue des bureaucraties parasitaires, leur rôle fondamentalement contre-révolutionnaire, leur rôle de fourrier de la bourgeoisie, de l'impérialisme, toutes autant qu'elles sont.

Les rivalités contre-révolutionnaires qui viennent de prendre la forme de conflits armés entre le Laos, le Cambodge, le Vietnam (soutenu par l'URSS) et la Chine, ne résolvent d'ailleurs aucun des problèmes auxquels les bureaucraties parasitaires de ces pays sont confrontés. Elles expriment leur crise mais ne font qu'accentuer toutes leurs contradictions et leurs déchirements. En ce sens, si nous sommes par principe pour le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge, si nous sommes contre l'agression militaire chinoise contre le Vietnam, nous disons d'abord que ce qui est décisif dans ces événements est qu'ils mettent plus que jamais à l'ordre du jour la révolution politique, qu'ils renforcent sa nécessité et son urgence contre les bureaucraties, en même temps qu'ils en préparent l'avènement.

---

## POUR LES ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE

---

Quel cours vont prendre les événements dans cette nouvelle phase de la révolution mondiale que la révolution iranienne a ouverte ? S'il est possible d'en dégager les grands axes à partir des éléments précédemment donnés, il est évidemment impossible de déterminer à l'avance les formes exactes que ces événements vont prendre. La lutte des classes est une totalité universelle et l'impact de chaque flux et reflux du mouvement de la révolution ne s'exprime pas dans le cadre de « secteurs » de la planète, découpés en morceaux, ayant une autonomie propre puis entrant ensuite en interaction les uns sur les autres. La défaite de l'Iran, comme celle du Vietnam, plus maintenant que celle du Vietnam est une défaite de toute la Sainte-Alliance

contre-révolutionnaire et non simplement une défaite de l'« ordre » au Moyen-Orient, même si elle a son importance particulière dans cette région du monde. C'est en Amérique latine, en Europe de l'« Ouest », dans les « pays de l'Est » où le capital a été exproprié, au Moyen-Orient, que commencent à se faire sentir les effets de la chute du dictateur de Téhéran, parce qu'ils se conjuguent à toute la crise inextricable du mode de production capitaliste, à la crise de l'impérialisme américain, à celle de domination de classe des principales bourgeoisies européennes, des bureaucraties parasitaires.

En URSS, la bureaucratie dirigeante semble redouter que la mort prochaine de Brejnev n'ouvre une nouvelle crise politique de grande ampleur, ce qui avait déjà été le cas lors de la mort de Staline. Car cette crise politique risque de nourrir à son tour les contradictions économiques, sociales et politiques qui assaillent la bureaucratie, d'autant que le type de système politique en URSS rend tout événement de ce genre gros de déséquilibres politiques majeurs entre fractions de la bureaucratie, par lesquels resurgissent et s'expriment plus violemment toutes les contradictions. A cette crise de la bureaucratie du Kremlin, à celle des principales bureaucraties parasitaires de l'Est de l'Europe que nous avons déjà analysées, sont liés étroitement les développements dans les pays de l'Europe de l'Ouest, qui annoncent qu'une nouvelle fois révolution sociale et révolution politique sont totalement indissociables dans toute l'Europe. Les crises de domination politique des bourgeoisies européennes avancent à un rythme inégal mais combiné. Callaghan a échoué en Angleterre car il lui était devenu impossible de continuer à discipliner le prolétariat britannique comme il l'avait fait pendant plusieurs années. Six mois après, le gouvernement réactionnaire de Mme Thatcher est déjà confronté à la puissance du prolétariat, de ses organisations, de ses délégués — qu'il est censé combattre ouvertement, classe contre classe. Le prochain congrès du Labour Party est annoncé par les principales organisations syndicales anglaises comme celui du règlement de comptes avec le cabinet Thatcher, un règlement de

compte qui ne peut pas ne pas intervenir — quelle qu'en soit finalement l'échéance — comme il était intervenu contre Heath en 1974, mais à un degré plus élevé, posant nécessairement la question du gouvernement du Labour et celle de ses objectifs, de son programme, de la nature même du système politique et de l'Etat.

En Italie, qui est restée sans gouvernement tout l'été, le processus de crise politique continue de s'accroître. En Espagne, la classe ouvrière et les nationalités opprimées se heurtent plus durement à la monarchie franquiste de Juan Carlos. Le fait qu'au sein même du PSOE, Gonzalez ait été mis en minorité sur sa politique de subordination complète au gouvernement Suarez, est d'une énorme importance politique. Il s'agit évidemment en Espagne d'un nouveau bond en avant dans le processus de la crise politique et toutes les forces politiques engagées dans le soutien à la monarchie — du Premier ministre Suarez au secrétaire du PCE Carrillo — ont « regretté » cet échec. Mais au-delà de l'Espagne, c'est une défaite pour toute la social-démocratie européenne, pour le stalinisme qui est engagé dans le soutien du système en place dans chaque pays.

A nouveau, la France atteint un point de concentration extrême. Toutes les forces de conservation sociale et politique y défendent à la limite du possible la V<sup>e</sup> République et le gouvernement Giscard-Barre. L'appareil stalinien exerce sur la classe ouvrière une formidable pression, en recourant à tous les moyens de la division, politique comme syndicale, ainsi qu'en témoignent les préparatifs de la « rentrée ». Mais la classe ouvrière ne peut accepter l'extrême brutalité de la politique de Giscard-Barre, la remise en cause directe de son niveau de vie, de ses salaires, de ses droits sociaux, de ses garanties et conquêtes. Tout cela ne peut que comprimer les charges explosives, non les faire disparaître.

Nous sommes à la veille d'un saut qualitatif dans le cadre de la nouvelle période de la révolution. En Europe, l'ordre de Yalta et de Potsdam est à la veille de nouveaux effondrements, plus décisifs encore que ceux qui se sont déjà produits. En Europe, s'aggrave une nouvelle et formidable impulsion au développement de la

révolution sociale et de la révolution politique, de la révolution prolétarienne.

Voilà qui met pleinement de nouveau à l'ordre du jour le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe. Chaque prolétariat des pays d'Europe, qu'ils soient de l'« Est » ou de l'« Ouest », s'apprête à engager des luttes décisives, évidemment sur son propre terrain de classe nationale, mais en tant que section, que partie intégrante de tout le prolétariat européen et mondial. Le programme de la révolution prolétarienne doit trouver sa forme et sa concrétisation dans chaque pays, mais la relation entre ces formes et ces concrétisations nationales et la révolution européenne elle-même, comme un tout organique, doit être établie, exprimée concrètement en termes de mots d'ordre. La classe ouvrière de chaque pays d'Europe ne peut pas en effet ne pas établir sa propre relation révolutionnaire avec toutes les autres classes ouvrières d'Europe, avec la classe ouvrière d'Europe comme un tout. Seuls, la perspective et le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe peuvent établir cette relation politique entre les prolétariats d'Europe, de l'Ouest comme de l'Est. Ils unifient la lutte contre l'impérialisme et contre la bureaucratie du Kremlin, ce qui leur donne une force politique déterminante comme facteur révolutionnaire.

\*  
\*   \*  
\*

Conclure cette étude de la théorie de la révolution permanente, théorie de la révolution prolétarienne mondiale, nous ramène inévitablement à la façon dont Léon Trotsky présentait dans l'introduction de son livre « La Révolution permanente » les trois aspects de cette théorie, à constater au travers de ce que nous avons analysé qu'ils sont plus actuels que jamais, que leur

unité a pris toute sa dimension, toute sa plénitude dans la période actuelle, la nouvelle période de la révolution prolétarienne.

Non, sous aucune forme que ce soit, il n'y a accomplissement de tâches démocratiques, résolution progressiste des questions nationales, marche en avant de la civilisation humaine possibles sans réalisation de la dictature du prolétariat mettant immédiatement à l'ordre du jour les tâches socialistes.

Oui, la révolution socialiste est pleine révolution permanente en ce qu'elle est une transformation continue des rapports sociaux, en ce que « les bouleversements dans l'économie, la technique, la science, la famille, les mœurs et les coutumes forment, en s'accomplissant, des combinaisons et des rapports réciproques tellement complexes que la société ne peut arriver à un état d'équilibre ». En ce sens, la théorie de la révolution permanente garde toute son actualité dans le processus même de la révolution prolétarienne, dans la construction de la société socialiste.

Oui, cette révolution socialiste possède absolument un caractère international, qui résulte de l'état présent de l'économie et de la structure sociale de l'humanité. « La révolution nationale ne constitue pas un but en soi ; elle ne représente qu'un maillon de la chaîne internationale. »

Et nous ajouterons, au risque parfaitement conscient de nous répéter, que s'il s'agit là, comme le dit Trotsky, « de trois parties indissolublement liées et formant un tout », c'est dans la bataille pour la construction de l'OCI, du parti révolutionnaire, la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, qu'elles fusionnent dans la tâche la plus élevée que la révolution prolétarienne du XX<sup>e</sup> siècle met à l'ordre du jour aujourd'hui : résoudre la crise de l'humanité, c'est-à-dire celle de la direction révolutionnaire du prolétariat.

**Denis Folias,  
le 18 août 1979.**





# TROISIEME PARTIE

Prague, 1948 : les masses veulent abolir l'exploitation du capital (F. Kevrion).

Prague, 1968 : les masses veulent en finir avec la bureaucratie (F. Kevrion).





Prague, 1948 : les masses veulent achever l'expropriation du capital (Ph. Keystone).

Prague, 1968 : les masses veulent en finir avec la bureaucratie (Ph. AP)



**Stéphane Just**

**à propos  
d'une possibilité  
théorique  
et de la lutte  
pour la dictature  
du prolétariat**

*Le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale, dit Programme de transition, est l'essence des apports de Trotsky au marxisme, des enseignements de plus de quarante années de son combat pour la victoire de la révolution prolétarienne. Il a pour le prolétariat, le mouvement ouvrier, autant d'importance que Le Manifeste du Parti communiste. Ces deux documents fondamentaux sont complémentaires.*

*En écrivant Le Manifeste du Parti communiste, Marx et Engels ont donné au prolétariat, au mouvement ouvrier, les principes, la méthode, la conception historique, la compréhension du rôle historique du prolétariat comme classe, sans lesquels celui-ci ne peut vaincre, prendre le pouvoir, s'émanciper en édifant le socialisme, le communisme. Le Programme de transition, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale, condense la stratégie du prolétariat à l'époque de l'impérialisme, qui est aussi l'époque de la révolution prolétarienne mondiale, où chaque grande crise, chaque puissant mouvement du prolétariat soulève la question du pouvoir, celle de la dictature du prolétariat, mais qui ne peut être réalisée sans que soit résolue la crise de la direction révolutionnaire, la tâche de la IV<sup>e</sup> Internationale étant précisément de résoudre cette crise. La lutte pour*

*le pouvoir, pour la réalisation de la dictature du prolétariat, et celle pour construire la IV<sup>e</sup> Internationale, ses partis nationaux, la solution de la question de la direction révolutionnaire sont donc l'essence du Programme de transition. Ces luttes sont indissociables.*

## **une possibilité théorique ouverte par le « Programme de transition »**

*Le Programme de transition affirme :*

« Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres, elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste et cela dans la plus prochaine période historique, la civilisation humaine est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. »

*D'autre part, il formule la possibilité théorique suivante :*

« Le mot d'ordre de " gouvernement ouvrier et paysan " est employé par nous uniquement dans le sens qu'il avait en 1917 dans la bouche des bolcheviks, c'est-à-dire comme un mot d'ordre anti-bourgeois et anticapitaliste, mais en aucun cas dans le sens " démocratique " que lui ont donné plus tard les épigones, faisant de lui, alors qu'il était une étape vers la révolution socialiste, la principale barrière sur cette voie.

De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications transitoires qui devraient, à notre avis, constituer le programme du " gouvernement ouvrier et paysan ".

La création d'un tel gouvernement par les organisations ouvrières traditionnelles est-elle possible ? L'expérience antérieure nous montre, comme nous l'avons déjà dit, que c'est pour le moins peu vraisemblable. Il est, cependant, impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. En tout cas, une chose est hors de doute : si même cette variante, peu vraisemblable, se réalisait un jour quelque part, et qu'un " gouvernement ouvrier et paysan ", dans le sens indiqué plus haut, s'établissait en fait, il ne représenterait qu'un court épisode dans la voie de la véritable dictature du prolétariat. »

*N'y aurait-il pas là une contradiction ?*

*Avant de répondre à cette question, il est nécessaire de préciser ce que Trotsky entendait par « gouvernement ouvrier et paysan ». Trotsky explique :*

« La formule du “ gouvernement ouvrier et paysan ” apparut pour la première fois en 1917 dans l'agitation des bolcheviks et fut définitivement admise après l'insurrection d'Octobre. Elle ne représentait dans ce cas (après la révolution d'Octobre-S.J.) qu'une dénomination populaire de la dictature du prolétariat déjà établie. L'importance de cette dénomination consistait surtout en ce qu'elle mettait au premier plan l'idée de l'alliance du prolétariat et de la classe paysanne, placée à la base du pouvoir soviétique. »

*Le contenu que le Programme de transition donne à la formule du « gouvernement ouvrier et paysan » est celui que les bolcheviks lui donnèrent dans leur agitation en 1917, et non celui qu'il prit après Octobre :*

« D'avril à septembre 1917, les bolcheviks réclamèrent que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks rompent avec la bourgeoisie libérale et prennent le pouvoir dans leurs propres mains. A cette condition, les bolcheviks promettaient aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires, représentants petits-bourgeois des ouvriers et des paysans, leur aide révolutionnaire contre la bourgeoisie ; ils se refusaient cependant catégoriquement, tant à entrer dans le gouvernement des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, qu'à porter la responsabilité politique de son activité. Si les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires avaient réellement rompu avec les cadets (libéraux) et avec l'impérialisme étranger, le “ gouvernement ouvrier et paysan ” créé par eux n'aurait pu qu'accélérer et faciliter l'instauration de la dictature du prolétariat. »

*Mais un gouvernement ne saurait être qualifié de « gouvernement ouvrier et paysan » du seul fait qu'il est composé de ministres des organisations ouvrières dans les pays capitalistes impérialistes, ou d'organisations considérées comme étant anti-impérialistes dans les pays semi-coloniaux. Le Programme de transition spécifie encore :*

« Le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysan » est employé par nous uniquement dans le sens qu'il avait en 1917 dans la bouche des bolcheviks, c'est-à-dire comme un mot d'ordre anti-bourgeois et anticapitaliste, mais en aucun cas dans le sens “ démocratique ” que lui ont donné plus tard les épigones, faisant de lui, alors qu'il était une étape vers la révolution socialiste, la principale barrière sur cette voie. »

*Un « gouvernement ouvrier et paysan » est un gouvernement de transition qui, en s'attaquant à l'Etat bourgeois et en prenant des mesures anticapitalistes radicales, donne une nouvelle impulsion à la mobilisation des masses organisées dans leurs comités, leurs soviets. De ce fait, il prépare la destruction de l'Etat bourgeois, la constitution d'un nouvel Etat qui réalise la dictature du prolétariat, l'Etat des comités, des soviets, l'Etat ouvrier, émanation du prolétariat organisé en classe dominante. L'impulsion à la mobilisation, à l'action politique, à l'organisation du prolétariat, pour la réalisation de sa dictature : en cela est la valeur du*

*mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, et éventuellement de sa réalisation.*

*Aucune contradiction n'existe donc entre l'affirmation que « tout dépend du prolétariat et de sa direction, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire » (c'est-à-dire du parti et de l'Internationale révolutionnaires), et le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan, la revendication adressée systématiquement à la vieille (ou aux vieilles) direction : « Rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir. »*

*Dans leur mouvement, les masses se tournent obligatoirement vers les « vieilles directions » dont elles espèrent qu'elles répondront à leurs besoins et satisferont leurs aspirations. Cette revendication a au contraire pour les masses, comme le dit le Programme de transition, « une énorme valeur éducative ». A l'appui de cette démonstration, il rappelle :*

*« Le refus obstiné des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires de prendre le pouvoir, qui apparut si tragiquement dans les journées de juillet, les perdit définitivement dans l'esprit du peuple et prépara la victoire des bolcheviks. »*

*Or,*

*« La tâche centrale de la IV<sup>e</sup> Internationale consiste à affranchir le prolétariat de la vieille direction dont le conservatisme se trouve en contradiction complète avec la situation catastrophique du capitalisme à son déclin et constitue le principal obstacle au progrès historique. »*

*Cette ligne politique est indispensable pour que, partant de l'expérience des masses, impulsant cette expérience, se construise dans l'action politique la nouvelle direction, c'est-à-dire que cette expérience se conclue positivement. Les masses n'apprennent que de leur expérience pratique au cours de leur action pratique.*

*Mais l'avant-garde organisée sur la base du programme, intervenant dans le mouvement des masses et l'impulsant, est indispensable pour que cette expérience se conclue positivement par la construction d'une nouvelle direction qui mène le prolétariat à la prise du pouvoir et à la réalisation de sa dictature.*

*Mais si « l'accusation capitale que la IV<sup>e</sup> Internationale lance contre les organisations traditionnelles du prolétariat, c'est qu'elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie », comment la IV<sup>e</sup> Internationale peut-elle admettre la possibilité « de ce que sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris stalinien, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie », c'est-à-dire avancent vers la constitution d'un « gouvernement ouvrier et paysan » ?*

*On peut lire au début du Programme de transition :*

*« La prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. »*

*Dans l'article qui précède, le camarade Denis Folias développe ce que signifiait pour Trotsky l'incapacité du mode de production capitaliste, parvenu à son stade impérialiste, à développer les forces productives. Ce n'est pas une notion passive : l'impasse du mode de production capitaliste engendre de fantastiques catastrophes.*

*La possibilité théorique selon laquelle « les partis bourgeois, y compris staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie » envisage plusieurs cas pouvant les y obliger, mais qui tous se ramènent à un seul : la possibilité d'un véritable effondrement social et politique de secteurs entiers du système impérialiste, de la société bourgeoise pourrissante, en décomposition. Jusqu'où ces partis, obligés en de telles circonstances d'aller plus loin qu'ils ne le voudraient sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie, peuvent-ils aller ? Trotsky ne le dit pas. Le programme dit qu'« il est inutile de se perdre en conjectures ». Cependant, il spécifie jusqu'où, en toutes circonstances, les partis petits-bourgeois, y compris staliniens, ne peuvent aller : jusqu'à l'instauration de la dictature du prolétariat. En tout état de cause, la réalisation de la dictature du prolétariat exige l'existence d'un parti de la IV<sup>e</sup> Internationale conduisant le prolétariat à la victoire, cela dans chaque pays. Mais la lutte de classe du prolétariat dans un pays est une des composantes de la lutte des classes mondiale. La prise du pouvoir par le prolétariat dans un pays est un moment du processus de la révolution prolétarienne mondiale, qui se développe de façon inégale mais combinée. La solution à la crise de la direction révolutionnaire résultera également d'un processus inégal mais combiné, où s'imbriqueront construction de partis révolutionnaires dirigeant les masses prolétariennes à la prise du pouvoir, à la réalisation de leur dictature, et construction (reconstruction) de la IV<sup>e</sup> Internationale. La « possibilité théorique » que le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale évoque est donc pleinement conforme à l'affirmation de principe que l'essentiel est la solution de la crise de la direction révolutionnaire.*



Dans l'article paru dans le numéro de la revue "L'Humanité" du 20 mars 1920, sous le titre "L'Humanité et le prolétariat", j'ai exposé les raisons qui m'ont fait penser que le prolétariat ne peut pas se limiter à une simple lutte pour la conquête du pouvoir, mais qu'il doit viser à la destruction de la société bourgeoise et à la construction d'une société nouvelle.

La possibilité de la conquête du pouvoir par le prolétariat est une question qui a été posée à maintes reprises par les dirigeants du mouvement ouvrier. Mais il ne faut pas se laisser tromper par les apparences. La conquête du pouvoir n'est que le premier pas vers la réalisation de l'objectif final.

La société bourgeoise est une société qui est basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Elle est une société qui est basée sur la propriété privée des moyens de production. Elle est une société qui est basée sur la concurrence et sur la lutte pour la survie. Elle est une société qui est basée sur la violence et sur la répression. Elle est une société qui est basée sur la division du travail et sur la spécialisation. Elle est une société qui est basée sur la séparation des classes et sur l'opposition d'intérêts. Elle est une société qui est basée sur la domination de la classe dirigeante sur la classe dirigeable. Elle est une société qui est basée sur la domination de l'homme blanc sur l'homme de couleur. Elle est une société qui est basée sur la domination de l'homme riche sur l'homme pauvre. Elle est une société qui est basée sur la domination de l'homme adulte sur l'homme jeune. Elle est une société qui est basée sur la domination de l'homme fort sur l'homme faible. Elle est une société qui est basée sur la domination de l'homme intelligent sur l'homme ignorant. Elle est une société qui est basée sur la domination de l'homme libre sur l'homme esclave. Elle est une société qui est basée sur la domination de l'homme civilisé sur l'homme sauvage. Elle est une société qui est basée sur la domination de l'homme moderne sur l'homme primitif. Elle est une société qui est basée sur la domination de l'homme riche sur l'homme pauvre. Elle est une société qui est basée sur la domination de l'homme blanc sur l'homme de couleur. Elle est une société qui est basée sur la domination de l'homme adulte sur l'homme jeune. Elle est une société qui est basée sur la domination de l'homme fort sur l'homme faible. Elle est une société qui est basée sur la domination de l'homme intelligent sur l'homme ignorant. Elle est une société qui est basée sur la domination de l'homme libre sur l'homme esclave. Elle est une société qui est basée sur la domination de l'homme civilisé sur l'homme sauvage. Elle est une société qui est basée sur la domination de l'homme moderne sur l'homme primitif.



A propos  
d'une possibilité théorique  
et de la lutte  
pour la dictature du prolétariat

# 1. De premiers exemples : Yougoslavie, Albanie, Chine

*La « variante peu vraisemblable » que le Programme de transition envisageait s'est concrétisée à une échelle gigantesque à la fin et à la suite de la Deuxième Guerre mondiale. En Yougoslavie d'abord. L'Etat bourgeois yougoslave a été constitué à la suite de la Première Guerre impérialiste mondiale. Son appareil d'Etat était le prolongement de l'appareil d'Etat de la Serbie, alliée de la France et de l'Angleterre contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Au lendemain de cette guerre, la Serbie devenait « un client » de l'impérialisme français. L'Etat serbe, pourtant extrêmement faible, établissait une dure oppression sur les différentes nationalités, lambeaux de l'ancien empire austro-hongrois. L'oppression nationale se conjugait en Yougoslavie à la féroce exploitation sociale que faisaient régner les grands propriétaires fonciers et les capitalistes subordonnés à l'impérialisme. Cet Etat bourgeois s'est effondré comme un château de cartes lorsque Hitler l'a envahi au début de 1941. Comme tous les PC, à partir de juin 1941, le Parti communiste yougoslave s'est orienté vers la constitution d'un mouvement de partisans armés sur la ligne de la lutte nationale contre l'Allemagne.*

Il a constitué des « comités populaires de libération nationale » qui se sont chargés très rapidement d'un autre contenu social et politique. Au cours même de la guerre de partisans, ces comités ont commencé à exproprier et à chasser les classes dominantes, généralement collaboratrices de l'appareil militaire d'occupation. Chevauchant, canalisant et orientant ce

mouvement, la direction du PCY et son appareil ont acquis une grande indépendance par rapport au Kremlin, dont ils étaient coupés. Le PCY a dû s'engager d'autant plus sur cette voie que son existence, celle de son appareil, du mouvement des partisans qu'il dirigeait, en dépendait. Il a dû affronter les « Tchetsniki » serbes de Mikhaïlovitch, qui collaboraient avec les Allemands tout en étant soutenus par Londres et le roi de Yougoslavie réfugié en Angleterre, lesquels présentaient les « Tchetsniki », débris de l'ancienne armée, comme un mouvement de résistance et leur parachutaient de l'armement.

---

Tito passant en revue la « Première brigade prolétarienne », dans les territoires libérés par les partisans en 1942 au centre de la Yougoslavie (Ph. Keystone).

Dans « Le Glacis soviétique », Nicolas Clarion explique :

« En Yougoslavie, l'armée des « Tchethniki » dirigée par Mikhaïlovitch et qui était reconnue par le gouvernement du roi Pierre, émigré à Londres, employa le plus clair de son temps à s'entretuer avec l'armée des partisans de Tito dont le noyau principal était constitué par le Parti communiste. En pleine guerre, on assista même à une curieuse explosion des anciennes contradictions nationales : le « Quisling » croate, Ante Pavelitch, lui-même adversaire féroce de la politique de Mikhaïlovitch qui entendait reconstruire une Yougoslavie dirigée par les Serbes, avoua publiquement que ce dernier jouissait de l'appui de l'Italie. Des documents officiels furent publiés à ce sujet en 1944 par la revue croate Neue Ordnung, paraissant à Zagreb.

En Albanie, le « Balli Kombetar », dirigé en principe contre l'Italie, bénéficia lui aussi de la tolérance de cette dernière qui voyait dans l'armée des partisans, constituée par les communistes à Peza, en 1942, un danger autrement plus grand.

De la sorte, aussi bien par leur caractère populaire que par la répression sauvage qu'ils subissaient et la lutte qu'ils avaient engagée contre les anciens cadres de l'appareil étatique, les mouvements de résistance dirigés par les partis communistes représentaient en potentiel une forme nouvelle de pouvoir d'origine plébéienne qui se trouvera au moment de la libération face à face avec ceux qui voulaient rétablir le statu quo ante.

C'est en Yougoslavie et en Albanie que la croissance de ce nouveau pouvoir et de cette nouvelle charpente étatique prenant racine dans la défaite et pendant l'occupation peut être le mieux observée.

L'entrée en guerre de la Yougoslavie en 1941 avait nécessité une révolution de palais, les cercles dirigeants du pays étant divisés sur l'orientation à choisir.

Après la défaite, les sept partis traditionnels se scindèrent et se désagrègèrent. D'ailleurs, depuis longtemps, la vie politique reposait non sur des partis, mais sur l'appareil militaire et policier.

La défaite renversa dans son tourbillon ce pilier de l'Etat. Et tandis que les « Quislings » serbes ou croates s'efforçaient de remettre debout une charpente « nationale » grâce aux baïonnettes ennemies, un véritable pouvoir nouveau basé sur des comités populaires tantôt élus, tantôt nommés, appuyés et défendus par les partisans en armes, prenait corps et s'affermait au fur et à mesure que s'élargissait le territoire conquis par l'armée des partisans sur l'ennemi.

Le régime des comités de libération nationale remplaça ainsi aussi bien l'armée d'occupation que les chancelants régimes des « Quislings » et se différencia nettement de l'« ordre » existant avant la défaite.

Dès l'automne 1942, un organisme politique central groupant l'ensemble de ces comités (AVNOJ) put être constitué et en novembre de la même année la première « Assemblée du Mouvement de libération nationale et populaire de Yougoslavie » eut un profond retentissement.

Un an plus tard, en novembre 1943, alors que le mouvement de Mikhaïlovitch s'affaiblissait, le Deuxième Congrès de l'AVNOJ fut assez fort pour s'instituer en organisme législatif suprême du pays, jouissant en fait de tous les droits d'un parlement effectif et capable de proclamer la transformation du Comité de libération nationale en « Gouvernement provisoire ».

Ainsi, tout en ayant recherché au sommet des accords avec les leaders des anciennes organisations politiques, le Parti communiste se trouva à la tête d'une pyramide de comités élus à la base, nommés au sommet mais qui constituèrent en pleine guerre une nouvelle forme d'Etat remplaçant l'ancienne.

Le même phénomène eut lieu en Albanie.

Le « Mouvement de libération nationale » constitué en 1942 élargit assez vite son influence car, indépendamment de son programme, il apparaissait comme un mouvement de subversion sociale et comme le messageur d'un changement. Il brisa rapidement aussi bien le « Balli Kombetar », appuyé par les Britanniques, que le petit mouvement des « Legaliteti »,

qui groupait les partisans du retour au pouvoir du roi Ahmed Zog qui, comme on le sait, avait été déposé par les Italiens avant la guerre, après avoir collaboré avec eux pendant quinze ans.

En octobre 1944, le « Conseil antifasciste » nomma un gouvernement provisoire, couronnant le nouvel appareil des comités.

La nouvelle charpente étatique constituée dans ces conditions aurait couru le risque de subir des modifications profondes si une armée alliée mais politiquement hostile avait pénétré dans le pays. Mais tel ne fut pas le cas. »

## BOULEVERSEMENTS EN PROFONDEUR

C'est seulement en exprimant les aspirations sociales et politiques des nationalités et des masses exploitées pour affronter les Allemands et écraser les Tchétniki que le PCY pouvait poursuivre la lutte et finalement vaincre. Dès le 23 novembre 1943, la deuxième session de l'AVNOJ (Conseil antifasciste de libération nationale de la Yougoslavie) constituait un gouvernement appuyé sur les comités populaires de libération. Des ministres « bourgeois » participaient certes à ce gouvernement. Ils n'étaient pas grand chose d'autre que des fantoches entre les mains de l'appareil du PCY.

C'est l'armée des partisans qui, au départ des Allemands, s'est emparée de Belgrade et non l'armée de l'URSS. En octobre 1945, les deux derniers spécimens bourgeois étaient éliminés du gouvernement en même temps que les classes exploiteuses étaient en grande partie expropriées. L'expropriation ne présentait aucune difficulté et ne faisait que ratifier une situation de fait. La grande majorité de la propriété industrielle et du système de crédit, à la suite de l'occupation, était entre les mains du capital allemand et italien, ou contrôlée par lui :

« Enfin, en Yougoslavie, dans les régions annexées par le Reich, l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers furent expropriés et con-

centrés dans les mains de la « Energieversorgung Steyermark », qui absorba, de la même façon que la « Hauptreuhandstelleost » en Pologne annexée, de nombreuses entreprises.

En Serbie, la pièce maîtresse de la pénétration allemande fut la Banque nationale serbe, constituée par l'occupant, qui s'était emparé, dès son entrée à Belgrade, de l'importante Banque nationale du Royaume de Yougoslavie.

En Croatie « libre », l'ensemble du marché fut pris en exploitation, moitié par les banques allemandes de Vienne et moitié par le capital italien par ailleurs maître absolu de la Dalmatie.

Comme en Tchécoslovaquie ou en Pologne, l'Allemagne se préoccupe de donner là aussi un fondement « juridique » à sa nouvelle propriété et procéda à d'importants achats sur le marché des capitaux français : elle acquit ainsi les actions et la propriété des fameuses mines de Trbovlje (Tréfail), la troisième entreprise yougoslave par la grandeur, et les mines de Bor anciennement contrôlées par la Banque Mirabeau. Ces actions passèrent dans le portefeuille de la Preussische Bank.

Si l'on jette donc un coup d'œil d'ensemble sur les trois pays annexés par le Reich, déjà maître de l'Autriche, on constate que les capitaux allemands avaient profondément pénétré le système économique de ces pays ; que le Reich avait procédé à une importante concentration bancaire et industrielle et qu'enfin il avait essayé de donner une base juridique légale par l'achat d'actions à certaines de ses acquisitions. La pénétration allemande influa sur l'ensemble de la vie économique des pays occupés et provoqua une redistribution des capitaux : grâce à l'occupation de la France, de la Belgique et de la Hollande, la part légale de l'Allemagne s'agrandit par l'achat de la plupart des actions dont disposaient ces pays.

La succession allemande en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Yougoslavie, comme la succession italienne en Albanie, apparaissent ainsi comme des successions affectant NON UNE PARTIE, MAIS LA TOTALITE DU SYSTEME ECONOMIQUE. »

Quant aux rapports à la campagne, voici ce qu'explique Nicolas Clarion :

« Plus que tous les autres pays balkano-danubiens, la Yougoslavie et, à sa suite, l'Albanie, ont pu connaître une véritable transformation par en bas des rapports de propriété.

Avant la guerre, les diverses provinces de la Yougoslavie avaient vécu sous un régime agraire absolument différent. En Serbie, la grande propriété foncière ottomane avait été détruite dès 1830. Par contre, le régime féodal a subsisté longtemps dans le Montenegro et en Macédoine où les rapports capitalistes ne se sont greffés que lentement sur la structure économique du pays. En Croatie et en Dalmatie, les vestiges féodaux n'avaient nullement été entamés entre les deux guerres. A cause de cette différenciation, la statistique officielle sur la distribution de la propriété à la campagne dans l'ensemble de la nation n'a qu'une valeur fort relative. Elle indiquait avant la Deuxième Guerre mondiale qu'à la suite des réformes agraires les exploitations de plus de 100 hectares, représentées par 0,1 % des propriétaires, occupaient 6,5 % des surfaces ; les propriétés entre 10 et 100 hectares représentées par 11,6 % des propriétaires occupaient 38,3 % des surfaces ; celles en dessous de 10 hectares représentées par 88,3 % des propriétaires occupaient 55 % de la superficie ; 10 % de la population rurale était dépourvue de terre.

Une série de lois d'août 1945, promulguées par les républiques fédérées, ont donné à la réforme agraire le cadre suivant :

— expropriation des biens des Allemands et des traîtres, des terres des banques, des sociétés anonymes, de l'Eglise (ces dernières au-dessus de 10 hectares). L'expropriation s'étendit sans indemnité au matériel agricole, au cheptel, d'ailleurs presque entièrement anéanti ;

— le plafond de la propriété paysanne est fixé à 45 hectares, dont 30 à 35 hectares de terre arable, 10 à 15 hectares de forêts ou 45 hectares de terre arable ;

— redistribution de toutes les terres et de tous les biens confisqués, sur la

base des besoins individuels constatés, avec régime préférentiel pour les victimes de guerre.

La hardiesse des lois agraires yougoslaves semble pourtant atténuée si l'on prend en considération le fait que durant l'occupation allemande, tout au long de 1943 et 1944, 50 à 75 % des districts ruraux du pays ont été occupés par les partisans.

La réforme a donc, d'un côté, légalisé un état de fait en ce qui concerne la suppression des grands domaines ; mais, d'un autre côté, elle a favorisé à la campagne une nouvelle différenciation qui avait pratiquement disparu au cours de la guerre des partisans. En ce sens, on a ramené les transformations à la campagne dans les cadres d'une réforme et non d'une révolution agraire.

Le même processus eut lieu en Albanie après l'effondrement de l'Italie. Ici, comme au Montenegro, 20 familles de beys féodaux et une étroite minorité de paysans riches occupaient presque toute la terre ; 50 % de la paysannerie était composée de paysans pauvres, 15 % des paysans pouvaient à peine subsister sur leur lopin de terre.

L'Albanie, alignant sa réforme agraire sur le modèle yougoslave, a octroyé en définitive un statut privilégié à la grande propriété paysanne créée de toutes pièces après la fin de la guerre. »

---

## DES ETATS OUVRIERS BUREAUCRATIQUES DES L'ORIGINE

---

Force est de constater que la possibilité théorique que le « Programme de transition » évoquait s'est réalisée, et au-delà, en Yougoslavie et en Albanie. Au-delà, car, dès 1944-1945, il n'est plus possible de parler seulement de « gouvernement ouvrier et paysan », notamment en Yougoslavie. La formule de Nicolas Clarion, « une forme nouvelle de pouvoir d'origine plébéienne », n'a d'autre sens que d'éviter de caractériser la nature sociale du nouvel Etat qui a été constitué. Notre organisation, la IV<sup>e</sup> Internationale, a à l'époque tardé à consta-

ter les mutations qui s'étaient produites en Yougoslavie, en grande partie parce que, tout en constatant d'importantes différences, elle établissait néanmoins une correspondance étroite entre la Yougoslavie et les autres pays situés dans la zone d'influence de la bureaucratie du Kremlin.

Mais justement, la Yougoslavie ne devait pas être comprise comme faisant partie de la zone d'influence du Kremlin, mais de celle des alliés impérialistes. Les rapports sociaux et politiques que la guerre des partisans dirigée par le PCY a établis ont modifié ce qui était précédemment prévu sans que la bureaucratie du Kremlin soit en mesure de contrôler le gouvernement yougoslave et le nouvel appareil d'Etat, bien qu'elle ait à l'intérieur de ceux-ci ses agents. Tout au contraire, les agents du Kremlin étaient surveillés par la police politique que le PCY avait constituée et que dirigeait le ministre de l'Intérieur, Mankovitch. Lorsque la rupture ouverte interviendra entre la bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie yougoslave, les agents du Kremlin seront rapidement neutralisés, emprisonnés et exécutés. Il en a été ainsi de Jouyovitch et de Hebranz, membres du comité central. Ceux qui, ayant raté leur opération, tenteront de s'enfuir, comme les généraux Yovanovitch, chef de l'état-major, Peko Dapchevitch, libérateur de Belgrade, et Petrichevitch, général-major, seront rattrapés et, soit abattus sur place, soit fusillés.

Il faut convenir qu'en Yougoslavie, ainsi qu'en Albanie, dès la libération de 1944-1945, un Etat ouvrier existait. Mais quel Etat ouvrier ? Etait-ce la dictature du prolétariat ? Question à laquelle on ne peut répondre que par non. Cet Etat ouvrier a été construit dans les conditions particulières d'une guerre révolutionnaire de partisans, sous le contrôle de l'appareil bureaucratique, produit du stalinisme, du PCY ; les conditions ne permettaient pas que la classe ouvrière yougoslave, déjà faible, en outre décimée par la guerre, subissant dans les villes l'écrasante occupation hitlérienne, joue directement son rôle, soit la force politique dirigeante. L'appareil d'Etat a été construit à partir du PCY, de l'appareil militaire qu'il a organisé et dirigé, contrôlant une armée essentiel-

lement de composition sociale paysanne. Néanmoins, il faut souligner que le PCY a pu jouer ce rôle parce qu'il était un parti ouvrier-bourgeois certes, mais un parti ouvrier. Dès son origine, l'Etat ouvrier yougoslave était marqué au plus profond par l'origine, l'histoire du PCY : il était un Etat ouvrier bureaucratique. La classe ouvrière lui était subordonnée. Jamais la dictature du prolétariat n'a été réalisée en Yougoslavie. En Yougoslavie, comme dans tous les pays où des PC ont été amenés à prendre le pouvoir, la chasse aux trotskystes et la dénonciation du trotskysme ont été des éléments indispensables à la bureaucratie se constituant pour substituer sa dictature à celle du prolétariat.

Nicolas Clarion rappelle à juste titre :

*« Il convient d'observer ici qu'à la faveur de ce conflit central une lutte parallèle, mais non moins violente, fut engagée par les PC (yougoslave et albanais) contre toute opposition socialiste ou communiste indépendante ou autonome qui se dressait contre la politique du « Politburo ». Cette lutte contre la gauche, très méconnue, et sur laquelle on fait habituellement le silence, coûta la vie à des milliers d'individus. »*

---

## **CHINE : DECOMPOSITION DES RAPPORTS FONDAMENTAUX ; LE PCC PREND LE POUVOIR**

---

En Chine, le processus a été différent. Au point de départ, il y a la décomposition, le pourrissement sur pied de la société chinoise. Dans un article de « Quatrième Internationale » (mai-juillet 1950), E. Germain situe parfaitement ce qu'il en était :

« La société chinoise, enfant bâtard de l'ancienne Chine et de l'impérialisme mondial, n'avait cessé d'être soumise à des convulsions sanglantes. Principal théâtre des rivalités impérialistes dans l'Extrême-Orient, elle était écartelée entre des chefs militaires, conduisant leurs guerres

privées avec les subsides d'une des grandes puissances intéressées au commerce chinois, avant de devenir victime d'une guerre de conquête en bonne et due forme de la part de l'impérialisme japonais. La défaite de la révolution chinoise de 1925-1927 n'avait pas permis de trouver une solution progressive des contradictions dans lesquelles se débattait cette société bâtarde. C'est pourquoi on assista par la suite à une lente décomposition des rapports fondamentaux sur lesquels se basait la société chinoise. »

C'est seulement cette décomposition qui explique qu'au lendemain de l'écrasement de la révolution de 1925-1927, le Parti communiste chinois ait pu organiser temporairement des bases rouges au Kiang-Si et au Fou-Kien, et qu'à la suite de la cinquième expédition militaire organisée par Tchang Kaï-cheh pour les écraser il ait pu réaliser la « Longue Marche » (10 000 km) entre octobre 1934 et octobre 1935 et instaurer au Chen-Si une république agraire. Dès 1935 d'ailleurs, le PCC et Mao Tse-toung proposaient, sur la ligne des « fronts populaires » que Moscou dictait aux PC, un accord à Tchang Kaï-cheh. Ce n'est qu'à la veille de l'invasion massive de la Chine par les troupes japonaises, alors que plus que jamais l'anarchie régnait, que les généraux du Kuomintang s'opposaient les uns aux autres, que Tchang Kaï-cheh incapable de battre une « Armée rouge » pourtant extrêmement faible consentit à conclure un accord avec le PCC pour mener la guerre nationale contre les Japonais.

Politiquement cet accord était tout en sa faveur : formellement le « Gouvernement soviétique chinois » se dissolvait et se transformait en régime régional autochtone dans le cadre de la République chinoise. L'« Armée rouge » devenait les 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> armées chinoises, placées en principe sous le commandement de Tchang Kaï-cheh. Mais le Kuomintang était bien incapable d'exploiter cet avantage politique. Dès l'attaque japonaise ses troupes étaient écrasées, mises en déroute. Elles refluaient en débandade. Contre le Japon, le PCC organisa une gigantesque guerre de partisans. N'ayant pas les moyens militaires de défaire les

Japonais, ils n'en contrôlaient pas moins politiquement d'immenses territoires au nord et au nord-ouest de la Chine. A la capitulation du Japon, la 8<sup>e</sup> armée de route occupait les districts agricoles et quelques villes secondaires de Mandchourie. Ensuite elle arrêta ses opérations. Transportées par avion grâce au matériel américain, les troupes de Tchang Kaï-cheh occupèrent les grandes villes évacuées par les Japonais et les Russes.

L'objectif du PCC à ce moment est clairement défini par l'accord qu'il signe avec le gouvernement de Tchang Kaï-cheh le 11 octobre 1945 : réunion d'une assemblée consultative. Elle se réunit en janvier 1946 à Tchong-ch'ing et aboutit à un accord sur la constitution d'un gouvernement de coalition et la convocation d'une Constituante. Le 25 février, le Kuomintang et le PCC, sous l'égide du général Marshall, concluaient un accord pour l'unification des forces armées. Mais en même temps, Tchang Kaï-cheh commençait à attaquer les positions de la 8<sup>e</sup> armée de route. La reprise des hostilités était générale dès l'été 1946 et, à la fin de l'année, Tchang Kaï-cheh déclenchait une offensive générale pour occuper tous les territoires que les troupes du PCC occupaient. L'alternative pour le PCC était brutale : ou engager la guerre civile ou se faire écraser. Mao Tse-toung et les dirigeants du PCC choisirent le premier terme de cette alternative. Pour résister, alors qu'il s'y était opposé jusqu'ici, le PCC proclama la réforme agraire dans les territoires qu'il occupait.

Après quelques succès initiaux, notamment l'occupation de Yen-an, capitale du PCC depuis 1935, les troupes de Tchang, pourtant d'une supériorité écrasante en nombre et en armement, subirent en 1947-1948 des défaites sans appel jusqu'à la débandade finale de 1949. Les raisons en sont fondamentalement sociales et politiques. D'un côté, les troupes de Tchang Kaï-cheh se sont littéralement désagrégées. Dans les villes, une certaine agitation étudiante et ouvrière, durement réprimée par Tchang et abandonnée à elle-même par le PCC, se produisit en 1946-1947. Par contre, le mouvement des paysans pour la réforme agraire s'étendit rapidement

du Nord au Sud de la Chine, les révoltes paysannes, que personne ne contrôlait, s'étendant à des provinces entières. Des régiments, des armées entières du Kuomintang vendaient leurs armes, se rendaient, passaient du côté du PCC. Le pouvoir politique existait de moins en moins. Bientôt, à Shanghai, la bourgeoisie elle-même exigea la démission de Tchang Kai-chek. Les armées du PCC se sont arrêtées un temps sur le Yang tsé-kiang tandis que des pourparlers de paix étaient engagés. Ce n'est que le 20 avril 1949 qu'elles franchissaient le fleuve. A la fin de 1949, toute la Chine était sous leur contrôle.

L'action des armées que le PCC a dirigées a renversé le régime du Kuomintang. Mais le fond de l'affaire est que le pourrissement de la société chinoise a atteint un point extrême au cours de la guerre contre le Japon. La défaite du Japon survenant après la défaite des puissances coloniales a complètement libéré toutes les forces centrifuges. L'impérialisme américain n'y pouvait rien.

Visiblement le PCC a été d'une prudence extrême y compris après l'offensive de Tchang Kai-chek en 1946 et après qu'il eut décrété la réforme agraire dans les territoires que ses troupes occupaient. Au Sud, il a différé aussi longtemps que cela lui a été possible la réforme agraire. Le gouvernement que Mao Tse-toung a constitué, alors qu'il venait de proclamer le 1<sup>er</sup> octobre 1949 la République populaire de Chine, comprenait des ministres représentants d'organisations bourgeoises, il est vrai plutôt fantomatiques. Ils siégeaient comme représentants de la soi-disant « bourgeoisie nationale ». Le PCC a finalement plus été poussé en avant qu'il n'a impulsé les événements et surtout le mouvement des masses populaires, principalement, bien que pas seulement, des masses paysannes. Il a chevauché la révolution agraire en s'efforçant de contenir le processus révolutionnaire, de le contrôler, de le limiter, et surtout que les masses prolétariennes des grandes villes ne se mettent pas à la tête du

mouvement. C'est pourquoi il a constitué ces gouvernements de coalition, qu'il a qualifiés de régime de « démocratie nouvelle », régime soi-disant particulier d'alliance de la classe ouvrière avec la « bourgeoisie nationale ».

Le fait est que l'Etat de Tchang a disparu, s'est liquidé. Le nouvel Etat a été ordonné à partir et autour du PCC et de l'armée. Au moins au Nord, les grands propriétaires fonciers ont été expropriés. La plus grande partie du capital a été expropriée quasi automatiquement. Une très grande partie appartenait déjà à l'Etat (était nationalisée) avant 1937 et, lorsque les Japonais ont capitulé, le gouvernement de Tchang s'est emparé de toutes les propriétés japonaises, les a « nationalisées ». Bien sûr, ces « nationalisations » étaient d'un type particulier et elles étaient écumées par les grandes familles du Kuomintang — c'est ce que l'on appelait le « capital bureaucratique ».

Bientôt le PCC était contraint d'aller plus loin encore : la guerre de Corée (dont Staline a été l'instigateur) a permis à l'impérialisme américain d'intervenir massivement, de concentrer une redoutable armée à l'une des frontières de la Chine, le long du fleuve Yalu, obligeant les Chinois à intervenir à leur tour massivement au prix de pertes énormes et à un coût fabuleux, compte tenu de leurs moyens. Pour résister à l'impérialisme américain, pour mobiliser les hommes et les ressources, le PCC a dû achever l'expropriation des grands propriétaires fonciers et la réforme agraire.

En 1950-1951, elle était réalisée dans les régions où elle ne l'avait pas encore été jusqu'alors. L'appareil d'Etat était de plus en plus « épuré » des « représentants » de la « bourgeoisie nationale ».

En 1953, le nouvel Etat détenait 80 % de l'industrie lourde, réalisait 90 % du commerce extérieur, contrôlait 95 % du crédit et 70 % du commerce agricole s'opérant au moyen de coopératives. Le premier plan quinquennal était élaboré.



1957-1958, les deux premières années de la planification quinquennale, ont été marquées par une série de succès. Le premier plan quinquennal a été achevé avec succès, et le deuxième plan quinquennal a été lancé. Les réalisations obtenues dans ces deux années ont été remarquables. Les investissements ont augmenté, la production industrielle a augmenté, et les services sociaux ont été améliorés. Les réalisations obtenues dans ces deux années ont été remarquables. Les investissements ont augmenté, la production industrielle a augmenté, et les services sociaux ont été améliorés.

Le premier plan quinquennal a été achevé avec succès, et le deuxième plan quinquennal a été lancé. Les réalisations obtenues dans ces deux années ont été remarquables. Les investissements ont augmenté, la production industrielle a augmenté, et les services sociaux ont été améliorés. Les réalisations obtenues dans ces deux années ont été remarquables. Les investissements ont augmenté, la production industrielle a augmenté, et les services sociaux ont été améliorés.



A propos  
et de la lutte  
pour la dictature du prolétariat

## 2. L'Indochine, un autre exemple

*Au Vietnam, au Laos, au Cambodge, tout est beaucoup plus clair. La colonisation française commence dès 1860 avec la conquête de la Cochinchine. Elle s'achève en 1890. Toutes les conquêtes coloniales françaises sont placées sous l'autorité du Gouvernement général de l'Indochine qui dépend du ministère des Colonies. Le Gouvernement général exerce l'administration directe. L'appareil d'Etat est l'appareil d'Etat français. L'Indochine est considérée comme « territoire français ». Cependant une royauté fantôme est maintenue : l'empereur d'Annam « règne » sur le Tonkin et l'Annam, qui sont formellement « protectorats français ». Sa capitale est à Hué. Il nomme ses « ministres ». Au Laos et au Cambodge aussi la monarchie est maintenue. Par contre, la Cochinchine a été « cédée » à la France, en toute souveraineté, par l'empereur d'Annam, dès 1874. Elle est considérée comme colonie française, ainsi que le deviendront en 1888 Hanoï, Haiphong et Tourane.*

Le maintien des monarchies répond à certaines exigences : utiliser les anciennes classes dominantes au profit de la colonisation française. Ce sont les mandarins, les anciens notables communaux, les anciens seigneurs, qui deviennent les agents de la colonisation et de l'administration française. La Cochinchine, « bénéficiant » du statut colonial, est dotée en 1880 d'une Assemblée élue, le Conseil colo-

nial, où siègent quelques Annamites désignés par les chambres de commerce et d'agriculture. Le suffrage et l'éligibilité sont réservés aux citoyens français, et les Annamites, « sujets français », n'accèdent à la citoyenneté que par un acte analogue à la naturalisation (on ne comptait au total dans les trois pays annamites que 2 555 « nationalisés » français, dont les trois cinquièmes en Cochinchine, en 1937 — « Histoire du Vietnam », Philippe Devillers). Plus tard, le Conseil colonial et les principales municipalités seront élus sur la base du double collège. En même temps, un nombre relativement important de Vietnamiens seront intégrés à l'administration coloniale.

Hanoi, le 2 septembre 1945. Hô Chi Minh, président du « Gouvernement provisoire de la République démocratique du Vietnam », donne lecture de la déclaration d'indépendance (Ph. Keystone).

Dans leur ensemble, après leur capitulation face à l'impérialisme français, les anciennes classes dominantes de ce pays féodal sont devenues ses agents. Mais la colonisation a bouleversé les rapports de production qui, de féodaux, sont devenus capitalistes. Lorsque les anciens rapports de production n'étaient pas radicalement éliminés, ils étaient transformés, subordonnés dans le sillage de la colonisation, en fonction des intérêts de l'impérialisme français, aux rapports de production capitalistes. Une bourgeoisie autochtone se constituait et se développait dans le processus de la transformation des rapports de production. C'est d'elle, de ses éléments petits-bourgeois notamment, que surgirent les premiers mouvements de lutte contre l'impérialisme français. Très rapidement, en raison de la dépendance de cette bourgeoisie coloniale par rapport à l'impérialisme d'un côté, de sa peur du prolétariat de l'autre, la bourgeoisie vietnamienne atteint l'étroite limite de sa lutte contre l'impérialisme. L'échec du mouvement insurrectionnel de février 1930 que le Parti national annamite avait organisé porta un coup mortel au mouvement révolutionnaire impulsé par la petite bourgeoisie.

Les grandes entreprises capitalistes sont sous le contrôle de la Banque d'Indochine et de la Banque Franco-chinoise qui détiennent une partie plus ou moins importante du capital et appartiennent exclusivement à des sociétés françaises. Même dans l'agriculture il en est ainsi. En 1937, par exemple :

« 700 européens, une poignée de colons et quelques grandes sociétés possèdent un cinquième de la surface des terres des trois pays d'Indochine et en laissent la moitié sans la mettre en valeur, alors que 17 millions d'indigènes végètent sur une terre trop petite, ou peinent et meurent de faim au service des grands propriétaires. » (*Mouvements nationaux et lutte des classes au Vietnam* - Anh Van et Jacqueline Roussel).

La bourgeoisie indigène industrielle et commerçante est faible. Elle a ses racines dans le contexte de la « mise en valeur » des pays d'Indochine par le capital français ; de plus, ses intérêts sont étroitement imbriqués à ceux des propriétaires fonciers, car la pos-

session de la terre est un refuge sûr pour ses capitaux. L'usure est aussi un de ses « débouchés ».

Les grands propriétaires fonciers au Tonkin possédaient 16,6 % des terres. En Cochinchine centrale, 1 % des propriétaires possèdent 31,3 % du sol ; dans la Cochinchine occidentale, 9,6 % possèdent 65,5 % du sol. Et surtout, bourgeois et propriétaires fonciers sont les bénéficiaires des prêts usuraires aux paysans « propriétaires » endettés jusqu'au cou.

A la veille de la guerre la paysannerie représentait 92 % du total de la population. La plus grande partie, les deux tiers, était composée de coolies agricoles sans terre, une autre partie extrêmement importante était composée de paysans terriblement endettés mais possédant de misérables lopins de terre. A côté d'une petite bourgeoisie très diversifiée, la classe ouvrière, familles comprises, représentait 5 % de la population.

---

## LA GUERRE ET LA POLITIQUE DU PCV

---

Telle apparaissait, au moment où l'impérialisme français était défait, en juin 1940, par l'impérialisme allemand, « l'Indochine française ». Dès le 19 juin, les Japonais exigeaient le contrôle des transports entre Haï-phong et la frontière chinoise. Le 29 septembre, un accord était conclu : une force de 6 000 hommes devait permettre à l'armée japonaise, au Kwang-Si, d'utiliser les moyens de communication du Tonkin et de les couper aux armées chinoises. Le 29 juillet 1941, un accord Darlan-Kato intégra l'Indochine qui resta, sous la souveraineté de la France, dans le système militaire japonais. L'effectif des troupes japonaises stationnées en Indochine s'éleva aux environs de 35 000 hommes. Mais elles laissèrent l'administration française fonctionner et les troupes françaises assurer l'« ordre » en Indochine.

La liquidation du gouvernement de Vichy en 1944 en France a amené l'armée française d'Indochine à changer de camp, tandis que le retournement de la situation militaire dans le Pacifique faisait redouter aux Japonais un débarquement américain en

Indochine avec l'armée française dans le dos. Dans la nuit du 9 au 10 mars 1945, les Japonais attaquent les troupes françaises et en vingt-quatre heures liquident leur résistance. Les Japonais n'ont pas les moyens d'improviser une administration de l'Indochine. Ils demandent aux fonctionnaires français ou appartenant à l'administration française de rester en place, nommant en Cochinchine, en Annam et au Tonkin des gouverneurs qui se substituent aux gouverneurs français. L'« empereur » Bao Daï incarnera le pouvoir central au Vietnam. A cet effet, Bao Daï constitue un nouveau « gouvernement » : le gouvernement Tran Trong Kim, instrument des Japonais.

L'essentiel est cependant que le coup de force japonais du 10 mars a fait s'effondrer l'appareil administratif et militaire français et ouvert un vide politique immense que le « gouvernement impérial » est incapable de combler. A la capitulation du Japon, le 14 août, les troupes japonaises sont chargées du maintien de l'ordre jusqu'à l'arrivée des troupes chinoises au nord du 16<sup>e</sup> parallèle, et anglaises au sud. Mais la révolution déferle, non impulsée par la politique du Vietminh, mais en dépit d'elle.

En ces temps où beaucoup font l'apologie du Parti communiste vietnamien et de sa direction, il n'est pas inutile de faire un bref récapitulatif de sa politique avant, pendant et à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Au Vietnam, très rapidement, les partis bourgeois et petits-bourgeois ont été déconsidérés. Dès le début des années 1930, le Parti communiste du Vietnam comptait plusieurs centaines de membres et plusieurs milliers à la veille de la guerre. A la même période, sous la direction de Tha Tu Thau, qui venait d'être expulsé de France, un groupe trotskyste se constituait en Cochinchine. Il allait avoir au cours des années suivantes un puissant rayonnement.

La ligne du PCV a suivi rigoureusement jusqu'en 1947-1949 la ligne que Staline dictait. Jusqu'en 1932, cette ligne est gauchiste. En 1933, l'influence grandissante du groupe trotskyste impose la réalisation d'un front unique entre staliniens et trotskystes. Ils présentent en commun une liste aux suffrages du deuxième

collège de Saïgon, lors d'une élection municipale, soutenue par un organe commun, « La Lutte ». Deux candidats de « La Lutte » sont élus. Pour le PCV, ce n'était qu'une transition. En 1935, il applique au Vietnam la ligne du front populaire qui, non seulement tendait la main à la bourgeoisie dite « nationale » vietnamienne, mais, au nom de la défense de la démocratie, soutenait l'impérialisme français contre la « menace fasciste » japonaise. Cette ligne, les staliniens vietnamiens l'appliquèrent jusqu'au pacte germano-russe d'août 1939. Aux élections de 1937 le journal « La Lutte » présentait encore une liste de front unique entre staliniens et trotskystes, dont trois des candidats furent élus. Cependant le 14 juin 1937, les staliniens refusaient de voter une résolution anti-impérialiste que Tha Tu Thau leur soumettait. Ce fut la rupture. Les trotskystes gagnèrent la majorité au sein du groupe « La Lutte » et poursuivirent la parution du journal sur leur orientation. Au Conseil municipal de Saïgon, en 1939, les staliniens votèrent un nouvel impôt destiné à financer la défense nationale de l'impérialisme français.

« Aussi, au cours des élections au Conseil colonial de Cochinchine le 30 avril 1939, Tha Tu Thau et Tran Van Trach, candidats trotskystes, furent-ils élus (au deuxième collège) bien que ce fut au suffrage restreint dont beaucoup de travailleurs étaient exclus... 80 % des voix, staliniens et bourgeois se partageant le reste. » (op. cit.) Bientôt, le pacte Hitler-Staline fut le prétexte d'une terrible répression dont furent victimes aussi bien les staliniens que les trotskystes, qui, alors que la guerre éclatait, restèrent fermes sur la ligne du défaitisme révolutionnaire.

Pendant la guerre, la ligne du PCV correspond absolument à celle de la bureaucratie du Kremlin. Deux mois après l'intégration de l'Indochine dans le système militaire japonais, deux mois et demi après l'attaque hitlérienne contre l'URSS, alors que visiblement le Japon prépare la guerre, le 8 septembre 1941, Ho Chi Minh annonce la constitution d'un front national : le Front de l'indépendance du Vietnam, ou Vietminh. Le 25 octobre, le « Vietminh » lance son premier manifeste :

« Union de toutes les couches sociales, de toutes les organisations révolutionnaires, de toutes les minorités ethniques. Alliance avec tous les peuples opprimés de l'Indochine. Collaboration avec tous les éléments anti-fascistes français. »

Sous la couverture du Vietminh, le PCV va pouvoir se réorganiser. A la différence des trotskystes complètement isolés et sans moyens, il bénéficie de l'appui du Kremlin. Il peut même utiliser le territoire chinois comme base arrière. Ho Chi Minh, qui s'appelle alors Nguyen Ai Duoc, collabore avec les services chinois. Un moment arrêté, il sera relâché sous l'identité de Ho Chi Minh en février 1943. Philippe Devillers précise : « Il recevra désormais les 100 000 dollars chinois par mois attribués jusqu'alors à Nguyen Kai Thau. » La propagande et l'organisation du Vietminh progressent, notamment au Tonkin. En 1944, il commence la guérilla. La ligne officielle est celle de l'indépendance. Elle correspond aux positions d'alors de l'impérialisme américain qui vise à substituer son influence à la colonisation française et à la ligne de partage du monde en zones d'influence élaborée à Yalta par Staline, Roosevelt et Churchill, réduisant l'impérialisme français à la portion congrue, et contre laquelle se dresse de Gaulle.

Après le 10 mars 1945, le Vietminh opère sans difficultés hors des gros centres et bénéficie du soutien de la population qui espère que l'heure de la fin du colonialisme est proche. Les Américains lui parachutent des armes. Le Vietminh est aussi en relation, par la médiation de Sainteny, avec le gouvernement de De Gaulle. Sainteny en mission en Chine s'efforce de regrouper les débris du corps expéditionnaire français en Indochine qui ont échappé aux Japonais, et de préparer le retour de l'impérialisme français en Indochine. Il envoie selon ses moyens des instructeurs militaires et des armes au Vietminh.

Le Vietminh fait transmettre en juillet 1945, par l'intermédiaire de l'OSS, un aide-mémoire où il résume ses vues sur « l'Indochine française future » :

« Nous, Ligue du Vietminh, demandons que les points suivants soient annoncés par les Français et

observés dans la politique future en Indochine française :

1 - Un parlement sera élu au suffrage universel. Il légifèrera pour le pays. Un gouverneur français exercera les fonctions de président jusqu'à ce que l'indépendance nous soit assurée. Ce président choisira un cabinet ou un groupe de conseillers acceptés par le parlement. Les pouvoirs précis de tous ces organes pourront être mis au point dans l'avenir.

2 - L'indépendance sera donnée à ce pays dans un minimum de cinq ans et un maximum de dix.

3 - Les ressources naturelles de ce pays retourneront à ses habitants après un dédommagement équitable des détenteurs présents. La France bénéficiera d'avantages économiques.

4 - Toutes les libertés proclamées par les Nations-Unies seront garanties aux Indochinois.

5 - La vente de l'opium sera interdite.

Nous espérons que ces conditions seront jugées acceptables par le gouvernement français. »

## LA REVOLUTION AU NORD

Le 16 août 1945, après la capitulation, les Japonais transfèrent le pouvoir au délégué de l'« empereur » Bao Daï, à Hanoi. Le mouvement des masses va déferler. Philippe Devillers raconte :

« Le 16, conformément aux engagements pris, les Japonais transfèrent au délégué impérial Phan Ke Toai les services du Gouvernement général et libèrent les prisonniers politiques. La « Révolution » va maintenant pouvoir se dérouler sans heurts.

Dans la matinée du 17 août, tandis que se réunit à la Résidence supérieure l'Assemblée consultative du Tonkin, convoquée d'urgence, les manifestations commencent. Dans l'après-midi, à l'appel du Comité central des fonctionnaires, 20 000 manifestants se rassemblent devant le Théâtre municipal. Pour la première fois, le Front Vietminh apparaît alors ouvertement

devant la foule. Des leaders Vietminh se mettent soudain au balcon du théâtre, culbutent le drapeau impérial, hissent au milieu des acclamations le drapeau rouge à étoile d'or. Partout dans la ville, les drapeaux rouges apparaissent. Les Japonais demeurent impassibles. Les manifestations s'amplifient le 18. Les rues sont pleines de drapeaux, de tracts, de mégaphones et de gens qui hurlent. Phan Ke Toai, tremblant devant l'émeute, sommé de se démettre, s'exécute, passe le pouvoir à un Comité directeur provisoire.

Le 19, les nationalistes se sont évacués. Il n'y a plus dans la ville que des Vietminh. Leurs harangues enflammées ménagent curieusement les Japonais. Les « sections d'assaut » Vietminh occupent les bâtiments publics, sans susciter aucune réaction des Nippons. Ceux-ci, après quelques heures de négociations, cèdent aux insurgés les armes de la Garde indochinoise.

Le 20, le Vietminh, sans lutte, est maître de toute l'administration, de tous les services de Hanoï. Mais les manifestations violentes continuent. De nombreux Français sont molestés, deux disparaissent, beaucoup sont arrêtés. Un massacre sera évité de justesse.

Le 21, la révolution politique gagne en puissance.

Tandis que dans tout le pays, dans les bourgs et villages, les Comités populaires, évincant les notables, s'installent dans les maisons communes, à Hanoï des intellectuels "gauchistes", sans instructions du Comité central du Vietminh, prennent de grandes initiatives.

Réunis à la Cité universitaire sur la convocation de l'Association générale des étudiants, des "représentants de tous les partis et de toutes les couches de la population" votent la motion suivante :

"Vu la nécessité d'unifier, dans les circonstances actuelles, toutes les forces nationales du Tonkin, de l'Annam et de la Cochinchine sous l'égide d'un gouvernement bénéficiant de l'appui des masses, en vue d'établir des relations diplomatiques avec les Etats étrangers et de consolider l'indépendance nationale,

Vu que le Vietminh a lancé le mot d'ordre de l'insurrection générale et a pris le pouvoir dans le Nord,

Vu qu'en Annam et en Cochinchine tous les partis espèrent que le Vietminh prendra le pouvoir en ses mains :

1 - Exigent l'abdication de l'empereur d'Annam, l'instauration du régime républicain, la remise du pouvoir à un gouvernement provisoire formé par le Vietminh ;

2 - Demandent au Front Vietminh d'ouvrir immédiatement les négociations avec les autres partis en vue de former un gouvernement provisoire ;

3 - Appellent tous les partis, toutes les couches de la population et les plus larges masses du peuple à soutenir le gouvernement provisoire afin de commencer l'œuvre de consolidation de l'indépendance nationale."

La motion est transmise, par télégramme, à Hué.

A Hué, la capitulation du Japon a placé le gouvernement Tran Trong Kim devant l'échéance prévue. Les difficultés auxquelles il se heurtait l'avaient déjà amené, le 7 août, à offrir sa démission, mais Bao Daï l'avait prié de continuer à expédier les affaires courantes. Le 16 août, Tran Trong Kim, qui n'est pas encore autorisé par les Japonais à diffuser la nouvelle de la capitulation, affirme son intention de défendre l'indépendance acquise le 9 mars. "Les peuples du Vietnam, dit-il en substance, refusent d'être assujettis de nouveau à la France sous la contrainte de qui ils ont longtemps souffert", et il demande l'union de tous dans la lutte pour l'indépendance. Le 18, il crée un Comité de salut national, groupant tous les partis politiques, en vue de diriger cette lutte.

L'objectif est maintenant d'obtenir des puissances alliées la reconnaissance de l'indépendance du Vietnam. Sur les conseils de son ministre des Affaires étrangères, Bao Daï adresse des messages en ce sens au président Truman, au roi d'Angleterre, au maréchal Tchang Kai-chek, au général de Gaulle. Ce dernier message, par son

accent, présente un intérêt particulier :

*“Je m'adresse au peuple de France, au pays de ma jeunesse. Je m'adresse aussi à son chef et libérateur et je veux parler en ami plus qu'en chef d'Etat.*

*Vous avez trop souffert pendant quatre mortelles années pour ne pas comprendre que le peuple vietnamien, qui a vingt siècles d'histoire et un passé souvent glorieux, ne veut plus, ne peut plus supporter aucune domination ni aucune administration étrangère.*

*Vous comprendriez encore mieux si vous pouviez voir ce qui se passe ici, si vous pouviez sentir cette volonté d'indépendance qui couvait au fond de tous les cœurs et qu'aucune force humaine ne peut plus comprimer. Même si vous arriviez à rétablir ici une administration française, elle ne serait plus obéie : chaque village serait un nid de résistance, chaque ancien collaborateur un ennemi, et vos fonctionnaires et vos colons eux-mêmes demanderaient à sortir de cette atmosphère irrespirable.*

*Je vous prie de comprendre que le seul moyen de sauvegarder les intérêts français et l'influence spirituelle de la France en Indochine est de reconnaître franchement l'indépendance du Vietnam et de renoncer à toute idée de rétablir ici la souveraineté ou une administration française sous quelque forme que ce soit.*

*Nous pourrions si facilement nous entendre et devenir des amis si vous vouliez cesser de prétendre à redevenir nos maîtres.*

*Faisant appel à l'idéalisme bien connu du peuple français et à la grande sagesse de son chef, nous espérons que la paix et la joie qui ont sonné pour tous les peuples du monde seront assurées également à tous les habitants tant autochtones qu'étrangers Indochine.*

BAO DAÏ”

*Mais à Hué même, la pression du Vietminh se fait sentir. Le bruit court qu'à Hanoï le Vietminh, soutenu par les Alliés, a pris le pouvoir et qu'il a reçu de ceux-ci toutes garanties quant*

*à l'indépendance du Vietnam. Le 22 août, Bao Daï décide alors de charger le Vietminh de former le nouveau gouvernement en remplacement du cabinet Tran Trong Kim, démissionnaire en bloc. Mais le télégramme de Hanoï, exigeant l'abdication, arrive sur ces entrefaites. Les Vietminh locaux en ont immédiatement connaissance.*

*Bao Daï, sous la pression d'une partie de son entourage, cède. Le 24, il fait répondre par son Conseil privé qu'il a déjà pris la décision d'abdiquer, de s'effacer, pour ne pas être un obstacle à la libération du pays. Il désire cependant que le peuple soit consulté. En attendant, désireux de céder légalement ses pouvoirs, il demande que les chefs du Vietminh viennent le plus tôt possible à Hué pour la cérémonie de transfert.*

*Le 25, les deux représentants du Vietminh, Tran Huy Lieu, vice-président du Comité de libération, et Cu Huy Can, arrivent à Hué. Sans le moindre incident, le régime impérial disparaît. Bao Daï remet les sceaux impériaux et, tandis que le drapeau rouge monte au mât du “Cavalier du Roi”, l'acte d'abdication est signé. »*

## LA REVOLUTION AU SUD

Au Sud, la révolution va aussi prendre son essor. Voici le récit qu'en fait Devillers :

*« Le 14 août se constitue, en présence de représentants nippons, un “Front national unifié”. Il groupe, avec le “Parti vietnamien de l'indépendance” de Ho Van Nga, les “Jeunesses d'avant-garde”, le “Groupe des intellectuels”, les syndicats de fonctionnaires, les Caodaïstes, les Phuc Quoc, les Hoa Hao, enfin le groupe trotskyste “La Lutte”. Ce front dispose de forces importantes. Les groupes de choc caodaïstes et les “Jeunesses d'avant-garde” en forment l'essentiel.*

*Le 16, un “exécutif” est formé. Le nouveau délégué impérial, Nguyen Van Sam, n'est pas encore arrivé de Hué, mais peu importe. Ho Van Nga, le chef du Parti de l'indépendance, s'installe comme délégué (Kham Sai) intérimaire, Tran Van An comme “président du Conseil de Cochinchine”, Khê Van Can comme préfet*

de Saïgon-Cholon, et c'est à eux que dans la journée les Japonais commencent à transférer pouvoirs et services. Des manifestations se dessinent. Quelques "Jeunesses d'avant-garde" en profitent pour opérer des perquisitions chez les Européens "sous prétexte d'y découvrir des armes". Des incidents surgissent.

Le Vietminh choisit ce moment pour sortir de l'ombre. Il répand le 21, dans l'agglomération saïgonnaise, des tracts où il se présente comme un puissant mouvement de résistance vietnamien, soutenu par l'URSS, la Chine et l'Amérique, aux côtés de qui il a combattu Français et Japonais.

Entre communistes et nationalistes, une lutte de vitesse s'engage. Nguyen Van Sam, parvenu à Saïgon le 19, est immédiatement entré en rapport avec l'état-major nippon pour obtenir des armes pour les partis nationalistes et leurs milices. Les communistes, au courant de ces tractations, réalisent le danger : s'ils laissent l'armement nippon passer aux nationalistes, ils devront abandonner tout espoir de diriger la révolution. Le 22, les Vietminh passent à l'action, provoquent une réunion avec les dirigeants du "Front national unifié". Ils leur démontrent combien leur position, née de la force et de la volonté nipponne, est précaire et gênante au moment où est attendue à Saïgon la Commission d'armistice alliée. Si un changement de front n'est pas rapidement opéré, font-ils valoir, le mouvement vietnamien d'indépendance risque fort de se voir traité par les Alliés comme une pure création japonaise et il sera sans doute écrasé. Pour permettre au peuple vietnamien de conserver l'indépendance qu'il vient de conquérir, il faut que les autres partis s'effacent devant le Vietminh qui, lui, par les titres qu'il s'est acquis à la reconnaissance des Alliés, pourra négocier utilement avec eux.

Cédant à cette subtile argumentation, les chefs nationalistes décident de s'effacer et de faire adhérer leurs partis et groupes au Front Vietminh qui devient ainsi en quelque sorte un "front national" très élargi. Ils croient d'ailleurs que ce changement d'étiquette leur profitera beaucoup plus qu'aux communistes dont ils savent la faiblesse.

Une grande manifestation consacre le 25 août le succès de la révolution. Un défilé monstre, de 9 heures à 18 heures, permet aux nationalistes et au Vietminh d'étaler leurs forces. La manifestation, admirablement orchestrée, se déroule dans un ordre parfait et même impressionnant, sans le moindre incident, devant les Français médusés. Les drapeaux jaunes des nationalistes ont disparu, et tandis que partout surgissent les bannières rouges du Vietminh, un "Comité exécutif provisoire du Sud du Vietnam" s'installe au palais du Gouvernement de Cochinchine. Sur 9 membres, il compte 7 communistes : Giau en assume la présidence et les affaires militaires. Le Dr Thach est commissaire aux Affaires étrangères, Nguyen Van Tao, le leader syndicaliste de 1937, qui vient de purger une peine de cinq ans à Poulo-Condore, est secrétaire général et commissaire à l'Intérieur. Huynh Van Tieng, lui aussi militant syndicaliste très actif de 1936-1939, a la Propagande. Duong Bach Mai et Nguyen Van Tay (le lieutenant de Giau) sont enfin commissaires aux Affaires politiques et administratives, respectivement de l'Est et de l'Ouest.

Le 25 août 1945, dix jours après la capitulation japonaise, le Vietminh domine ainsi tout le pays vietnamien. Avec une facilité déconcertante, par l'effet conjugué de la négociation, du noyautage, de la propagande et de l'intimidation, grâce à la "neutralité" japonaise surtout, il a conquis le pouvoir. Son drapeau flotte maintenant partout, du Nord au Sud, de Hanoï à la pointe de Camau. »

---

## LA REVOLUTION A L'ŒUVRE

---

Le 29, Ho Chi Minh formait à Hanoï un gouvernement provisoire. Le 2 septembre, il proclamait la République démocratique du Vietnam. Pendant ce temps, les troupes chinoises occupaient le Nord-Vietnam jusqu'au 16<sup>e</sup> parallèle. Dès septembre, les premières troupes anglaises chargées d'occuper provisoirement le Sud-Vietnam arrivaient à Saïgon. Le Vietminh engage alors des discussions de son propre chef avec le représentant du gouvernement français, le colonel Cédile, qui a été parachuté fin août au





Septembre 1945 : manifestations à Hanoï pour l'indépendance (Ph. Keystone).

Sud. Une puissante manifestation a lieu le 2 septembre où se produisent des incidents. Le 4 septembre, Giaou, représentant du Vietminh, les désavoue et prêche l'apaisement dans son journal « Le Peuple ». Philippe Devillers écrit :

« Les Vietminh sont alors ouvertement accusés de trahison. Cao-daïstes et trotskystes ordonnent à la population de ne pas livrer ses armes. La pression sur les communistes devient intense. Le 10 septembre, Giaou doit céder. Il abandonne la présidence du

Comité exécutif du Nambô à un "sans parti", Pham Van Bach. Le comité est élargi. Alors que dans sa première formule il comprenait 6 communistes sur 9 membres, il n'en comporte plus désormais que 4 sur 13. Trois "sans parti", deux nationalistes, un caodaïste, un trotskyste, et le chef des Hoa Hao, le bonze Huynh Phu So, faisaient leur entrée. Cet élargissement consacrait l'abandon tactique par les communistes de la direction réelle du mouvement et l'orientation de plus en plus nationaliste du Comité du Nambô. »

Un peu plus loin, il écrit :

*« Le renforcement progressif des "forces de l'ordre" faisait en effet espérer, dans un avenir proche, un "assainissement" de la situation.*

*Depuis son entretien malheureux avec les chefs communistes, Cédile a été soumis à l'influence déterminante d'un groupe : celui que forment Bocquet et ses amis, en particulier le planteur Bazé, un Eurasien, et un avocat, M<sup>e</sup> Béziat. Il a repris contact également avec certains administrateurs des Services civils, dont quelques-uns, comme Lalanne, sont pourtant très discutés par les résistants. Tous pressent Cédile de ne pas traiter avec les "aventuriers" du Vietminh, ces "bagnards", ces "bandits" et "agitateurs" compromis avec les Japs, etc. Cette agitation, lui dit-on, est absolument artificielle et provoquée. Elle n'est qu'un bluff fantastique. Il faut réarmer les soldats, agir. "Les Annamites sont des lâches. Dès que vous vous montrerez fermes, et que vous sortirez la trique, brouit", ils f...ront le camp comme des moineaux (sic)."*

*Taper dans le tas ! Du côté français comme du côté vietnamien, la formule a ses partisans. Le capitaine de frégate de Riencourt, chef de la DGER à Saïgon, en est un des plus militants. Cédile n'abandonne cependant pas l'espoir de négocier. Partisan convaincu des nouvelles formules coloniales, il s'efforce de ne pas céder à ces instances. Mais que disent ses instructions ? Rétablir l'ordre. Réinstaller la souveraineté française. Prévoir une consultation populaire générale pour trouver les délégués représentant réellement la nation avant l'établissement du futur régime.*

*Avec de telles directives, est-il possible de convaincre les Annamites de la générosité de la France ? Entre celui qui a pour mission de rétablir la souveraineté française et ceux qui n'ont qu'un but, défendre l'indépendance conquise, il est clair que le dialogue est difficile, sinon impossible. Plutôt que de risquer une nouvelle Saint-Barthélémy, mieux vaut brusquer les choses. Le prétexte ? Cédile l'énonce froidement dans sa conférence de presse du 19 septembre :*

*"Le Vietminh, dit-il, ne représente pas l'opinion populaire. Il est incapa-*

*ble de maintenir l'ordre et d'éviter le pillage. Il faut d'abord que l'ordre règne, puis nous constituerons un gouvernement conformément à la déclaration du 24 mars. »*

Dès lors, les Français se livrent à de multiples exactions contre les Vietnamiens. L'insurrection et la grève générale se déclenchent à Saïgon. Mais le 2 octobre, les dirigeants Vietminh du Nambô acceptent la « trêve » : en d'autres termes, ils brisent la grève générale et liquident l'insurrection. A partir du 5 octobre, les premières troupes françaises, que commande Leclerc, arrivent à Saïgon. Comme l'écrit Devillers, « il (Leclerc) ne croit pas à la vertu de la trêve ». Immédiatement, il engage les opérations militaires et la répression la plus brutale. Il réoccupe les points principaux de la Cochinchine, du Sud-Annam et du Cambodge. L'occupation dure jusqu'en février 1946. Quelque temps après Leclerc, est arrivé à Saïgon le « moine sanglant », l'amiral Thierry d'Argenlieu, que le général de Gaulle a nommé haut-commissaire en Indochine.

C'est au cours de ces événements que le Vietminh a assassiné Tha Tu Thau et des centaines de militants trotskystes.

Le réinvestissement de la Cochinchine, du Sud-Annam et du Cambodge n'était que le point de départ pour le réinvestissement total de l'Indochine. Cependant, au Nord, la présence de l'armée chinoise complique encore la situation, déjà difficile.

La révolution a volatilisé les anciennes structures politiques et administratives. Partout se sont constitués des comités. Le programme du Vietminh et celui du gouvernement ne comprennent aucune disposition allant au-delà de la république bourgeoise : ils respectaient et légitimaient la propriété privée des moyens de production. Le gouvernement ne fait qu'entériner le résultat de l'action révolutionnaire des masses lorsqu'il décide la suppression du mandarinat et de toute la hiérarchie administrative et politique coloniale. Par contre, dans les villes et les villages, les comités qui se sont constitués devront s'ouvrir aux représentants de la bourgeoisie et des classes possédantes. Le gouvernement ne

décète que des réformes inéluctables et pratiquement déjà réalisées de fait : assiette de l'impôt, condamnation de l'usure, servitudes héritées du mandarinat. Alors, voyons ce qu'en dit Devillers :

« Ce qui compte en effet pour le moment, c'est moins ce qui se dit ou s'écrit dans les villes comme Hanoï ou Hué, où arrivent des missions alliées, où par conséquent le gouvernement doit sauver les apparences et maintenir l'ordre, que ce qui se passe dans les campagnes.

La révolution y a pris d'emblée un caractère absolu, radical. Avant même que les instructions sur les comités du peuple aient été élaborées, la révolution, la vraie, y a commencé.

Dans les villages et les bourgs, notables et mandarins sont, par centaines, pris à partie, molestés, arrêtés, voire massacrés, par des groupes déchâinés, menés par des agitateurs le plus souvent inconnus, sans que la population, en général terrorisée mais parfois consentante, réagisse. Toutes les prisons, tous les bagnes, simultanément ouverts, déversaient sur le pays, ivres de liberté et de revanche, "politiques" et condamnés de droit commun. Le chaos, la confusion eurent d'autant moins de peine à s'instaurer que depuis plusieurs mois l'autorité du gouvernement, ailleurs que dans les centres, n'avait plus qu'un caractère nominal.

On ne compta bientôt plus les pillages et les perquisitions, les extorsions de fonds, les "confiscations de biens des bourgeois fascistes et contre-révolutionnaires", les arrestations arbitraires et les assassinats après (ou sans) simulacre de jugement par des "tribunaux populaires" hâtivement mis sur pied. Les militants du PCV croyaient l'heure venue d'appliquer le programme "d'élimination du capitalisme fasciste" qui leur avait été enseigné dans les manuels d'agitateurs professionnels. Dans de nombreux centres de province et villages, notamment dans le Nord-Annam (Nghê An, Ha Tinh, Thanh Hoa) et au Tonkin (Bac Ninh, Thai Binh), les comités du peuple, sous leur direction, ordonnèrent la suppression des cérémonies rituelles, le partage des terres, la confiscation des biens des riches.

Les Comités du peuple avaient pris en main les villages et les tyranneaux qui les composaient faisaient régner la terreur. Partout, le pouvoir effectif appartenait à des communistes (souvent étrangers au village) ou à des individus se prétendant tels.

La révolution prenait ainsi au départ un caractère extrêmement violent de lutte sociale. Elle s'affirmait, dans la plupart des régions, comme d'essence communiste, se déroulant sur les lignes absolues du schéma léniniste. »

---

## UNE APPRECIATION SUR LA POLITIQUE DU PCV ET LA REVOLUTION

---

Ensuite, Devillers expose la situation difficile et la politique des dirigeants du PCV :

« Ces excès ne pouvaient que déconsidérer la révolution, la faire sombrer dans le chaos. Les dirigeants communistes le sentent immédiatement. L'un d'eux, Duong Bach Mai, me dira bien plus tard (en mars 1947) comment, en sa qualité d'inspecteur des Affaires politiques et administratives de l'Est du Nambô (Cochinchine), il s'était employé à calmer les ardeurs intempestives des militants de la base, en leur montrant que la tâche de la révolution prolétarienne, mais d'abattre le "colonialisme" en appelant tout le peuple à lutter contre lui. (...)

Leur seul espoir de se maintenir et de survivre, c'était de prendre la tête de la lame de fond patriotique, en se portant à la pointe du combat pour l'indépendance. Non seulement ils étaient sûrs de rallier ainsi l'immense majorité de la population, mais ils bénéficieraient aussi, les premiers, du soutien des représentants des deux pays alliés, Chine et Etats-Unis, dont ils connaissaient déjà les sentiments à l'égard de la colonisation, de celle de la France en particulier. Le discours que Giap prononce le 2 septembre à Hanoï ne traduit pas seulement une volonté passionnée d'indépendance ; il montre que les dirigeants Vietminh ont clairement en vue ces deux aspects du problème.

Réprimer les excès, obtenir l'union du peuple : c'est à ces deux objectifs que Ho Chi Minh et son équipe s'emploient immédiatement. Ho Chi Minh reste en effet convaincu, comme en 1930 lorsqu'il fonda le Parti, de l'impossibilité d'une instauration brutale du socialisme au Vietnam. Le peuple n'y est absolument pas préparé, à la fois de par ses traditions et de par son esprit. Pendant de longues années, le Vietnam devra s'acheminer lentement vers le socialisme par l'apprentissage et la pratique de la démocratie. Ce qui importe avant tout, c'est l'indépendance sans laquelle il n'est pas de régime réellement démocratique possible. Le peuple vietnamien doit pouvoir librement décider de son destin sans intervention étrangère. Le socialisme sera son but. Mais le chemin sera long qui y mènera, car il faudra des années pour consolider le régime "démocratique", liquider les tendances réactionnaires, jeter les bases d'une économie et d'une "vie" nouvelles. Pendant cette période, l'union de toutes les classes, de toutes les couches de la population est indispensable. Du reste, la prépondérance écrasante de la classe paysanne ne permet pas d'édifier au Vietnam un régime de dictature de la classe ouvrière. Celle-ci est trop peu nombreuse (3 % de la population active) et elle n'est pas préparée du tout à jouer un rôle dirigeant. Le régime démocratique ne peut se permettre au départ de rejeter des intellectuels et des techniciens sous prétexte qu'ils sont d'origine bourgeoise. L'important est de sceller en toute confiance et de façon indissoluble l'alliance de la bourgeoisie nationale, de la paysannerie et de la classe ouvrière.

Cette clarté de vue, cette conscience des réalités et des nécessités vietnamiennes, ce sens de l'évolution historique, cette absence de sectarisme, font sans conteste de Ho Chi Minh un des leaders les plus remarquables du mouvement de libération asiatique. Sa vaste culture, sa connaissance des mondes occidental, russe et chinois, font de lui un homme à part dans le communisme jaune. Il est certes marxiste, profondément marxiste, et cependant il ne donne pas l'impression de croire au matérialisme de la dialectique. Ses paroles, ses actes sont en effet marqués d'un sens profond de

l'humain. Toute sa vie il a lutté. Il a été traqué, pourchassé, emprisonné même. Il garde cependant une sérénité impressionnante. Cet homme frêle, ascétique, de santé fragile, nourrissait-il l'ambition de devenir le Gandhi de l'Indochine ? Certains, qui l'ont beaucoup approché, l'assurent. Il était en tous cas indiscutablement un adversaire de la violence, surtout inutile.

Le zèle excessif des "militants de la base" avait maintenant plongé le Vietnam dans le chaos. Pour reprendre le contrôle, Ho Chi Minh ne disposait que d'une équipe réduite, quelques dizaines de "têtes" à Hanoi, à peine autant dans toutes les provinces. La propagande, la persuasion (car la force n'existe pas encore) sont les seuls moyens sur lesquels il puisse compter.

Un puissant effort d'organisation est immédiatement entrepris. Faute de base sur qui on puisse compter, la reprise en main s'opérera de haut en bas. L'autorité dans les villes sera assez rapidement consolidée. Des comités exécutifs, composés ou contrôlés par des militants sûrs, assumeront vite les responsabilités à la tête de chaque ky et de chaque province. Mais les difficultés s'accuseront au fur et à mesure que l'autorité pénétrera dans les campagnes. »

Le gouvernement ne veut surtout pas que se réunisse un congrès des comités. Il lui oppose l'élection d'une Assemblée constituante. Il fait appel à la hiérarchie catholique. Il s'emploie à se constituer une armée régulière : « au noyau très sûr de guérilleros armés à l'américaine de la "zone affranchie", il adjointra peu à peu, après un tri sévère, d'anciens tirailleurs de l'armée française, instruits et disciplinés, d'anciens "gardes indochinois", des auxiliaires japonais, des jeunesses du commandement Ducoy. » En d'autres termes, il s'emploie à constituer un appareil capable de contenir et de refouler la révolution.

Au Tonkin, la bourgeoisie « indigène » et les propriétaires fonciers, qui bénéficiaient de l'appui des autorités chinoises, se regroupèrent et s'organisèrent très vite. Ils formèrent le Bloc nationaliste. Le PC indochinois multipliait les concessions : le 11 novembre 1945, il alla même jusqu'à proclamer sa propre dissolution ! Les élections

furent d'abord reportées, mais on vota le 6 janvier 1946 dans les zones contrôlées par le Vietminh. Les résultats furent un triomphe pour celui-ci, mais, sous le prétexte que les partis bourgeois n'avaient pu se constituer à temps, soixante-dix sièges sur trois cent cinquante furent d'office attribués à l'« opposition ». Un peu plus tard, le Vietminh forma un nouveau gouvernement, dit d'Union nationale, auquel le Bloc nationaliste participait. Bao Dai restait « conseiller suprême du gouvernement ». Le contact était déjà établi entre Sainteny, « commissaire pour le Tonkin » du gouvernement français, et Ho Chi Minh.

Les négociations entre les gouvernements chinois et français aboutirent d'autre part, le 28 février 1946, à la signature d'un traité franco-chinois : l'impérialisme français abandonnait ses « droits » en Chine et s'engageait à protéger les commerçants chinois en Indochine ; en échange, les troupes françaises relèveraient les troupes chinoises occupant le Tonkin entre le 1<sup>er</sup> et le 15 mars 1946 ! L'opération devait être terminée le 30 mars.

---

### LA CONVENTION DU 6 MARS 1946

---

Cependant, le 6 mars 1946, la flotte française se présenta devant Haïphong et bombardait la ville sous le prétexte que des canons chinois auraient tiré sur elle ; le même jour, Ho Chi Minh et son gouvernement signèrent avec Sainteny une convention qui stipulait notamment :

« 1° - Le gouvernement français reconnaît la République du Vietnam comme un Etat libre ayant son gouvernement, son parlement, son armée et ses finances, faisant partie de la Fédération indochinoise et de l'Union française.

En ce qui concerne les "Trois Ky" (le Tonkin, l'Annam, la Cochinchine), le gouvernement français s'engage à entériner les décisions prises par la population consultée par référendum.

2° - Le gouvernement du Vietnam se déclare prêt à accueillir amicalement l'armée française lorsque, conformément aux accords internatio-

naux, elle relèvera les troupes chinoises. »

C'est dans ces conditions que les troupes françaises repriront pied au Tonkin. Au nom de l'« Unité nationale », indispensable, selon lui, à la lutte pour l'indépendance nationale, le Vietminh avait subordonné les intérêts des ouvriers et des paysans à son alliance avec la bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers ; maintenant, il renonçait à l'indépendance ! Sainteny n'avait pas accepté de signer un texte où figurât ce vocable, il consentait seulement à ce que les mots « Etat libre » y soient portés. En contrepartie, Ho Chi Minh acceptait que son « Etat libre » soit subordonné au double carcan de l'Union indochinoise et de l'Union française. Enfin et surtout, il accueillait « amicalement » au Tonkin l'armée française, qui venait de se faire la main en Cochinchine.

Ho Chi Minh partit pour la France à la tête d'une délégation de son gouvernement. Après de longues négociations à Fontainebleau, qui n'aboutirent pas, il signa au dernier moment, le 14 septembre 1946, juste avant de repartir pour Hanoï, un *modus vivendi*. Les termes mêmes du *modus vivendi* étaient significatifs. Ho Chi Minh entérinait la « proclamation », intervenue le 1<sup>er</sup> juin à Dalat, sous l'égide de Thierry d'Argenlieu, d'une « République autonome de Cochinchine » ; il acceptait également ces lignes :

« Les deux gouvernements s'engagent à mettre fin de part et d'autre aux actes d'hostilité et de violence en Cochinchine et en Annam du Sud. »

Autrement dit, il acceptait que les combattants vietnamiens s'engagent à mettre bas les armes, tandis que le maintien des troupes françaises au Tonkin faisait tout naturellement partie du *modus vivendi*. En outre :

« Le Vietnam accepte le principe de l'unité monétaire et douanière de l'Indochine. La piastre indochinoise fera partie de la zone franc... Le statut des biens et entreprises françaises au Vietnam ne pourra être modifié que d'un commun accord entre les deux gouvernements. Les biens réquisitionnés par le gouvernement vietnamien seront rendus à leurs propriétaires. »

Et ceci encore :

« Le Vietnam s'engage à faire appel en priorité aux ressortissants français chaque fois qu'il aura besoin de conseillers, de techniciens, d'experts. Cette priorité ne cessera de jouer qu'au cas d'impossibilité pour la France de fournir le personnel demandé. »

La déclaration du gouvernement provisoire du Vietnam, formé le 3 septembre 1945 par ce même Ho Chi Minh qui signait maintenant ce modus vivendi, était bien loin. N'y lisait-on pas :

« Nous, membres du gouvernement provisoire représentant la population entière du Vietnam, déclarons n'avoir désormais aucun rapport avec la France impérialiste, annuler tous les traités que la France a signés au sujet du Vietnam, abolir tous les privilèges que les Français se sont arrogés sur notre territoire. »

## DES CONSEQUENCES INELUCTABLES

La politique suivie par le Vietminh comportait des conséquences inévitables : même ses alliés nationalistes bourgeois n'acceptaient pas cette capitulation, soit par manœuvre, soit parce que réellement partisans de l'indépendance. La répression s'abatit sur eux et l'une des armes utilisées pour les éliminer fut l'assassinat politique. Le gouvernement d'Union nationale démissionna devant l'Assemblée constituante, où deux cent dix députés seulement étaient présents, dont vingt députés de l'opposition.

Ho Chi Minh forma un nouveau gouvernement le 3 novembre : un gouvernement de « Bloc national ». Cependant, le « citoyen » Vinh-Thuy restait encore « conseiller suprême du gouvernement ». Il était impossible au Vietminh, dans ces conditions, de laisser les trotskystes défendre leur politique et s'organiser : on comprend dès lors que l'assassinat de Tha Tu Thau et de centaines de trotskystes combattant contre l'impérialisme français en Cochinchine était pour Ho Chi Minh et le Vietminh une mesure indispensable dans le cadre de leur politique.

Mais tout cela ne suffisait pas encore à l'impérialisme français.

Le 23 novembre 1946, la flotte française bombardait Haïphong ; cette fois, les pièces de marine, arrosant d'obus les quartiers indigènes de la ville, firent des milliers et des milliers de morts. Le prétexte de ce bombardement ? Le contrôle des douanes. La raison véritable ? Le contrôle total par l'armée française de la région militaire de Haïphong. Ce n'était manifestement là qu'une étape vers l'occupation totale du Tonkin.

Et, le 19 décembre 1946, sous couleur de prévenir une attaque contre les troupes françaises que l'armée vietnamienne était censée préparer, celles-ci renouvelèrent à Hanoï le coup de Haïphong : elles occupèrent le siège du gouvernement vietnamien, qui dut s'enfuir.

## DEFAITE DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Comme le Parti communiste chinois en 1946, le Vietminh, en réalité le PCV, n'avait plus d'autre recours : ou être liquidé physiquement, ou combattre les armes à la main.

C'est alors seulement que le Vietminh appela les Vietnamiens au combat. La guerre d'Indochine commençait. Le Vietminh ne modifiait pas pour autant l'axe de sa politique ; le 19 avril 1947, dans un message adressé au gouvernement français, le gouvernement de Ho Chi Minh affirmait encore :

« L'intérêt des deux peuples est de collaborer fraternellement au sein de l'Union française, association de peuples libres, qui se comprennent et qui s'aiment (*sic*). (...) Pour prouver le sincère attachement du Vietnam à la paix et son amitié pour le peuple de France, le gouvernement vietnamien propose la cessation immédiate des hostilités et l'ouverture de négociations en vue d'un règlement pacifique du conflit. »

Cette politique ne pouvait qu'affaiblir la lutte du peuple vietnamien et le Vietminh lui-même.

Bien que la guérilla n'ait pas cessé dans une grande partie de la Cochinchine, du delta tonkinois et en nombre de régions du Vietnam, la situation militaire du Vietminh deviendra extrêmement difficile à la fin de 1947, en 1948 et en 1949.

La défaite de Tchang Kaï-chek et la constitution de la République populaire de Chine vont changer radicalement les rapports. Le 18 janvier 1950, le gouvernement chinois reconnaît le gouvernement de Ho Chi Minh. Le 31, l'agence Tass annonçait également la reconnaissance de la RDV par le gouvernement de l'URSS (ce qu'il n'avait pas fait en 1945 et depuis).

La victoire de la guerre révolutionnaire en Chine donnait obligatoirement une puissante impulsion au combat contre l'impérialisme français au Vietnam. De plus, la guerre de Corée et la menace américaine vont non seulement obliger le gouvernement chinois à intervenir directement en Corée, mais aussi à apporter un puissant soutien au PCV. En octobre 1950, une première offensive vietminh aboutit à la défaite française de Cao-bang, et le Vietminh va contrôler toute la région des hauts plateaux tonkinois. Désormais, il menace directement le delta tonkinois. Au début 1951, grâce aux renforts, de Lattre de Tassigny bloqua une première tentative du Vietminh d'envahir le delta. Mais la guerre allait se poursuivre désormais en d'autres conditions, sans espoir de victoire pour l'impérialisme français. A la fin de 1953 et au début de 1954, l'appui militaire de la Chine est sans conteste un élément déterminant de la défaite française de Dien Bien Phu. Ce n'est qu'en 1952, trois ans après la victoire de la révolution chinoise, que le PCV, officiellement reconstitué sous le nom de Parti du travail, a adopté un programme qui impliquait l'expropriation de l'impérialisme, des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie compradore, le programme d'un gouvernement ouvrier et paysan.

Les huit années de guerre en Indochine, loin de permettre le rétablissement de l'ancien ordre colonial, ont fini de le miner définitivement. Alors même qu'il tentait désespérément de reconquérir l'Indochine, l'impérialisme français a été contraint de constituer sous l'égide de Bao Dai la fiction

d'un Etat vietnamien. Formellement, le gouvernement français abandonnait le 30 décembre 1949 sa souveraineté sur le Vietnam.

La défaite de Dien Bien Phu a surtout une importance politique. Elle intervient après la grève générale spontanée d'août 1953 en France, alors que l'agitation pour l'indépendance prend une dimension considérable en Tunisie et au Maroc, à la veille de l'insurrection algérienne du 1<sup>er</sup> novembre 1954. Elle intervient également au moment où la révolution politique frappe son premier coup en Europe de l'Est. A son tour, elle est un facteur de crise politique de l'impérialisme français. Au Vietnam, toutes les structures artificiellement construites après 1946 par les Français se décomposent. L'«Etat» de Bao Dai s'effondre. Le pourrissement économique et social est impensable. L'armée française est totalement démoralisée. Les accords de Genève que, de concert, la bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie chinoise imposent au PCV, sauvent du désastre l'armée française. Ils imposent la partition du Vietnam en deux, à la hauteur du 17<sup>e</sup> parallèle. Tandis que l'armée française se retire au Sud, les partisans du Vietminh doivent évacuer le Sud, le Laos et le Cambodge. Mais ces circonstances extraordinaires, succédant à celles de huit années de guerre révolutionnaire, à la révolution de 1945 au Vietnam, font du gouvernement de Ho Chi Minh le type de gouvernement ouvrier et paysan dont le « Programme de transition » prévoit la possibilité théorique.

Au Sud, par contre, le maintien des troupes françaises à un premier stade, le soutien massif de l'impérialisme américain, la liquidation des sectes caodaïstes, Hoa Hao, des pirates Bin Xuyen, et surtout le coup politique que constitue le retrait au nord du 17<sup>e</sup> parallèle des combattants et des militants du Vietminh, vont permettre, ainsi qu'au Laos et au Cambodge, de constituer un Etat compradore qui dépend étroitement de l'impérialisme américain.

Nous reprenons ici ce que « La Vérité » écrivait en faisant un premier bilan de la deuxième guerre révolutionnaire et de l'intervention américaine au Vietnam (N<sup>o</sup> 567, mai 1975)

## DEFAITE DE L'IMPERIALISME US : LE GRP A SAIGON

Au moment où cet article est écrit, les troupes du Nord-Vietnam et du GRP entrent à Saïgon. La présidence du général Minh, représentant de la soi-disant « troisième composante », n'aura été que très provisoire. Il a accepté la capitulation militaire sans conditions que le gouvernement de Hanoï et le GRP ont finalement exigée. Visiblement, il a assuré l'intérim de « l'autorité » entre le départ de Thieu et l'arrivée du GRP. Il y a eu transmission de pouvoir afin d'éviter au maximum le vide politique.

Cette guerre, révolutionnaire et juste du côté des masses du Vietnam et d'Indochine, se termine par une très dure défaite de l'imperialisme, de l'imperialisme américain en particulier. Les gouvernements compradores du Cambodge et du Sud-Vietnam ont été écrasés, liquidés. Leurs armées, leurs administrations, leurs « Etats » se sont totalement désagrégés. Rien n'a pu les sauver. Sous une forme déterminée, la révolution prolétarienne mondiale a remporté une victoire au Vietnam et en Indochine.

Mais à l'heure actuelle, tout n'est pas encore dit à Saïgon. Le gouvernement de Hanoï et le GRP, après avoir exigé la transmission du pouvoir et la capitulation militaire, va-t-il s'ouvrir à des ministres représentant la soi-disant « troisième composante » ? Malgré le désastre total des gouvernements compradores, la pression de l'imperialisme américain se manifeste encore par la présence de la VII<sup>e</sup> Flotte au large des côtes sud-vietnamiennes, et surtout la pression du Kremlin et de Pékin continue à s'exercer sur le GRP et le gouvernement de Hanoï.

Le programme du FNL n'a pas été déclaré caduc. Or il garantit la propriété privée des moyens de production et, de ce seul fait, la division du Vietnam en deux. Déjà, sous la pression du Kremlin et de Pékin et au nom de la politique de coexistence pacifique, d'union nationale, furent signés en 1954 les accords de Genève et, il y a deux ans, les accords de Paris. Le peuple vietnamien et les peuples d'Indo-

chine ont payé d'un prix effroyable la signature des accords de Genève en 1954 et de ceux de Paris en janvier 1973, comme ils avaient déjà payé terriblement cher les accords de Fontainebleau d'août 1946 et la politique d'intégration à l'Union française que Ho Chi Minh et le Vietnam pratiquèrent jusqu'en 1947-1949.

Les millions de morts de cette guerre de trente ans, les incommensurables sacrifices des peuples du Vietnam et d'Indochine, les terribles destructions, les plaies et innombrables séquelles exigent impérieusement que le principe des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes soit pleinement et totalement appliqué au Vietnam et en Indochine. Les masses de ces pays reconnaissent dans le GRP, le gouvernement de Hanoï, le FNL et le Parti des travailleurs vietnamiens leur direction politique, mais elles veulent en finir avec la bourgeoisie compradore, les propriétaires fonciers, elles veulent l'unité du Vietnam et de l'Indochine.

Les régimes bourgeois compradores du Sud-Vietnam et du Cambodge se sont effondrés. Les classes exploiteuses de toutes ces régions d'Indochine sont socialement et politiquement décomposées. Un vide politique et social béant est ouvert, quelle que soit la précaution prise de la transmission du pouvoir à Saïgon. Les masses, au Cambodge et au Vietnam du Sud, respecteront-elles la propriété privée des moyens de production et de la terre ? Sera-t-il possible de leur imposer la présence politique, au gouvernement et dans le pays, de leurs bourreaux d'hier et de maintenir la division du pays ? Au niveau le plus élevé du FNL, du Parti des travailleurs vietnamiens, du gouvernement de Hanoï et du GRP, ces aspirations des masses trouveront une expression parmi les cadres dirigeants. Il est impossible qu'elles puissent être étouffées. Les dirigeants du FNL et du Parti des travailleurs vietnamiens ont déjà été contraints, à de nombreuses reprises, d'aller plus loin qu'ils ne le voulaient sur la voie de la rupture avec l'imperialisme et la bourgeoisie. Ils ont dû, notamment, passer finalement outre aux « accords de Paris ». Le GRP et le FNL sont entrés à Saïgon et y assurent le pouvoir. Ils seront obligés, compte tenu de la situation, d'aban-



donner en pratique le programme du FNL et de s'engager politiquement beaucoup plus loin que celui-ci ne le prévoyait. A cela se mesure la victoire de la révolution prolétarienne.

---

**« D'EXCELLENTS  
ACCORDS »...  
ILS N'EN MOURURENT  
PAS TOUS**

---

En dernière analyse, les accords de Paris de 1973 n'ont pu empêcher l'irréremédiable défaite du gouvernement comprador de l'impérialisme américain. Certains, pablistes, staliens et autres, ont affirmé qu'il était donc juste et nécessaire de soutenir la conclusion de ces accords. Encore ces dernières semaines, le spécialiste maison, Pierre Rousset, écrivait dans « Rouge » qu'il fallait exiger l'application des accords de Paris. Ce raisonnement revient à tout confondre, la maladie et sa guérison. A ce compte, il faudrait dire que les accords de Fontainebleau d'août 1946, qui subordonnaient le Vietnam à l'« Union française », ont été une bonne chose puisqu'en fin de compte ils n'ont pu empêcher Dien Bien Phu et que, dans une certaine mesure, ils y ont même abouti. Les accords de Genève auraient été également une bonne chose. Ils organisaient la partition du Vietnam, à la hauteur du 17<sup>e</sup> parallèle, le retrait du Vietminh au Nord de cette ligne, retrait militaire et politique. Mais à l'issue d'une nouvelle guerre révolutionnaire, les troupes du GRP et de la RDVN sont entrées, le 30 avril 1975, à Saïgon. Donc, la conclusion étant impliquée dans les prémisses : c'est grâce aux accords de Genève.

Que les dirigeants du peuple vietnamien aient été contraints de signer de semblables accords, s'ils n'avaient pas les moyens politiques et militaires de s'y opposer, se discute et peut se justifier. Lénine et Trotsky ont bien été contraints de signer, en 1918, le traité de Brest-Litovsk qui cédait l'Ukraine à l'Allemagne. Il faut pourtant se rappeler que Ho Chi Minh acceptait, en 1945-1946, le cadre de l'Union française, conformément à la politique du Kremlin ; que lui, Ho Chi Minh, acceptait le partage du monde en zones d'influence et la défense du

système impérialiste mondial. C'est l'impérialisme français qui a contraint le Vietminh et Ho Chi Minh au combat, en prenant l'offensive politique et militairement, en bombardant Haiphong le 23 novembre 1946 et en occupant ensuite à Hanoï le siège du gouvernement de la république du Vietnam.

Le Vietminh dirigeait alors la guerre révolutionnaire du peuple vietnamien. A partir de 1949, sous l'effet de la révolution chinoise victorieuse, le Vietminh reprenait l'initiative politique et militaire. En 1954, c'était Dien Bien Phu. Ensuite, le gouvernement de la RDVN et le Parti des travailleurs vietnamiens se sont pour le moins accommodés de la partition du Vietnam. La décomposition sociale et politique des classes possédantes au Sud, du gouvernement de Ngo Dinh Diem, ont suscité et nourri sur place les premiers mouvements de la nouvelle guerre révolutionnaire. La situation politique qui se créait et l'intervention directe des troupes américaines ont amené Hanoï à s'engager et à commencer à intervenir militairement en 1960. Il n'y a pas lieu, pour autant, de célébrer ainsi qu'une grande victoire les accords de Genève qui frustraient les masses vietnamiennes de leur victoire de 1954 et leur imposaient une nouvelle guerre révolutionnaire de plus de quinze ans.

Les défenseurs des accords de Genève affirment : ces accords prévoyaient des « élections libres dans les deux ans » ; si cette clause avait été appliquée, tout se serait passé différemment. Dès 1954, chacun savait que c'était là une pure et simple fioriture diplomatique. Le fait essentiel, déterminant, était : la partition du Vietnam, le retrait du Vietnam du Nord, la concentration de l'armée française au Sud, l'établissement au Sud d'une structure gouvernementale et étatique comprador entièrement sous le contrôle de l'impérialisme américain relayant l'impérialisme français.

Les accords de Paris de 1973 doivent être considérés sous le même angle. Ils consacraient la renonciation de l'impérialisme américain à sa stratégie antérieure des années soixante qui conjuguaient l'intervention américaine au Vietnam, plus de 550 000 soldats au Sud et la guerre aérienne au

Nord, à la préparation de la guerre contre la Chine. A ce propos, il faut détruire une légende, car elle a de redoutables et multiples implications politiques : il est faux que l'impérialisme US ait été battu militairement au Vietnam. Après l'offensive du Têt de 1968, les forces américaines ont contrôlé militairement l'ensemble du Sud ; les troupes US étaient pour ainsi dire plaquées sans racines sur le sol vietnamien, bien que le FNL ait subi une terrible saignée.

---

### LES ACCORDS DE PARIS EN ECHEC

---

Mais la situation politique mondiale et celle aux USA étaient telles que, politiquement, préparer la guerre contre la Chine devenait une folie. Il aurait fallu que le prolétariat des principaux pays capitalistes d'Europe soit écrasé, que le régime du talon de fer soit institué aux USA, que la bourgeoisie américaine et toutes les bourgeoisies des grandes puissances impérialistes soient étroitement soumises et disciplinées.

Avant la grève générale de mai-juin 1968 en France et le processus de révolution politique en Tchécoslovaquie, ces conditions étaient à établir. L'impérialisme US pouvait peut-être espérer qu'elles le seraient au cours de la préparation de cette guerre. Tout au contraire, en 1968, une nouvelle période révolutionnaire s'est ouverte en Europe. La coalition impérialiste était déchirée de contradictions. Les rapports sociaux et politiques aux USA étaient extrêmement instables. On était loin de l'Etat et du gouvernement forts. Dès lors, l'impérialisme américain a dû réorienter sa stratégie mondiale. Il a noué une nouvelle Sainte Alliance contre-révolutionnaire pour faire face à la révolution montante en Europe et dans le monde. La bureaucratie du Kremlin est toujours disponible pour ce genre d'accord. Celle de Pékin se révélera tout aussi disponible. Ce sera le voyage de Nixon à Pékin et ensuite à Moscou. Nixon ne pouvait plus maintenir d'importants contingents au Vietnam. Il s'orientera vers la « vietnamisation ».

L'impérialisme US pouvait compter sur Pékin et Moscou pour imposer au gouvernement de Hanoï et au FNL une « solution » qui respecte ses intérêts. Le programme du FNL permet les ouvertures politiques allant dans ce sens. Ce furent les accords de Paris de janvier 1973.

Tout comme pour les accords de Genève, on peut trouver dans ces accords tel ou tel paragraphe qui, isolé du contexte, peut faire prendre des vessies pour des lanternes. La réalité politique concrète était que l'armée américaine se retirait du Vietnam mais que le gouvernement et l'administration de Thieu étaient reconnus ainsi que ceux du Vietnam du Sud. Les centaines de milliers de prisonniers politiques restaient dans leurs geôles. La constitution d'un gouvernement à « trois composantes » cher au GRP était renvoyée aux calendes grecques.

Le cessez-le-feu intervenait alors que le FNL n'occupait aucune ville importante (pas un chef-lieu de province) et qu'il était repoussé dans des campagnes plus ou moins désertiques. Les USA fournissaient à l'armée du Sud-Vietnam un fantastique arsenal. Des milliers de « conseillers » américains restaient. La puissance de feu de l'armée sud-vietnamienne était une des plus fortes du monde, son aviation la quatrième du monde.

En réalité, les accords de Paris ont mis en place un dispositif politico-militaire qui n'avait d'autre but que de broyer le FNL et le GRP. Les accords de Paris à peine signés, Thieu s'est employé à réaliser le plan que contenaient en pratique ces accords. Partout, l'armée sud-vietnamienne a attaqué les partisans du FNL, en même temps que la terreur policière s'étendait et se renforçait. Seul le soutien du Nord au FNL lui a permis de tenir au cours de la première année qui a suivi la conclusion des accords de Paris. Le prix sanglant des accords de Paris, ce sont des centaines de milliers de morts supplémentaires au cours des deux années qui ont suivi leur signature, un nouveau cortège de souffrances inouïes que subirent les Vietnamiens du Sud, et aussi du Nord, au cours des bombardements US. De quoi « réjouir » Pierre Rousset... Et puis c'est l'effondrement.

## EFFONDREMENT DE L'APPAREIL COMPRADORE

Toute la presse en convient : il n'y a pas eu d'offensive d'importance comparable, par exemple, à celle du Têt en 1968 ou à celle du printemps de 1972. La RDVN n'a pas envoyé d'importantes troupes puissamment armées au Sud en ce début d'année 1975. Ainsi la presse a rapporté que le premier chef-lieu de province occupé sur les hauts plateaux l'a été par 1 500 maquisards descendus des montagnes, très mal armés, qui ont mis en fuite 15 000 soldats de l'armée de Thieu, armés jusqu'aux dents. Thieu a donné l'ordre, alors, d'abandonner les hauts plateaux pour regrouper ses forces. Ce fut la débandade pratiquement sans combat.

Le régime Thieu (ainsi que celui de Lon Nol au Cambodge) s'est littéralement effondré sur lui-même, pourri de l'intérieur. Cela rappelle, en pire, l'effondrement de Tchang Kaï-shek en Chine, en 1947-1949. Les troupes, les officiers, ont abandonné sur place, sans combat, armes et bagages. L'administration, l'armée, se sont dissoutes. L'armée du Nord et du GRP a récupéré des centaines de millions de dollars d'armes, d'équipements militaires les plus modernes intacts et jusqu'à des centaines d'avions en état de vol, abandonnés sur les champs d'aviation. Désormais, l'armée du Nord-Vietnam et du GRP dispose d'un armement considérable et moderne qu'elle n'a jamais eu auparavant.

Manifestement, le gouvernement de la RDVN, le FNL, le GRP ont été surpris de cette victoire, sans offensive réelle, sans combats d'envergure, et cela leur pose des problèmes qui les embarrassent. Alors que les troupes du Nord et du FNL étaient à quelques portées de canon de Saïgon, ils affirmaient encore qu'ils voulaient l'application des accords de Paris. Au nom de ces accords, ils demandaient à Saïgon de réaliser les conditions de la constitution d'un « gouvernement à trois composantes », dernière formule qui pouvait sauver ce qui n'était plus déjà qu'un tragique souvenir : le

maintien d'un pouvoir et d'un gouvernement faisant place aux représentants de la bourgeoisie compradore. Tout s'effondrait, ce n'était déjà plus possible. Et alors que Pierre Rousset, toujours au nom des accords de Paris, réclamait encore la constitution d'un « gouvernement à trois composantes », l'effondrement du gouvernement et de l'Etat compradores aboutissait à la réalisation des aspirations des masses : le GRP à Saïgon, à la victoire sous une forme donnée de la révolution prolétarienne.

C'est une terrible défaite de l'impérialisme américain, de l'impérialisme en général, et, au-delà, de la politique de coexistence pacifique, de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire. L'impérialisme américain, obligé de modifier sa stratégie et de se retirer militairement du Vietnam, subissait déjà un dur échec. Mais la politique de coexistence pacifique le limitait, en imposant au peuple vietnamien les accords de Paris. L'effondrement du gouvernement et de l'Etat compradores du Sud-Vietnam, et de ceux du Cambodge, est une catastrophe. Pendant vingt-cinq ans, l'impérialisme américain s'est acharné à maintenir sa présence en Indochine : il a fait de son maintien au Vietnam une question centrale de sa politique mondiale. Depuis plus de vingt ans, il s'est engagé directement, et il est balayé. La plus grande puissance impérialiste du monde est défaite sur un terrain qu'elle considérait comme déterminant. Plus encore, la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire n'est pas parvenue à le garantir, à empêcher cette défaite et la victoire des ouvriers et des paysans du Vietnam et d'Indochine.

La façon dont cette défaite s'est produite et les raisons profondes qui en sont la cause sont tout aussi importantes. Jamais l'impérialisme n'est parvenu à structurer un Etat réel, implanté dans le sol national du Vietnam (et dans les pays d'Indochine). L'impérialisme français n'y est pas parvenu. Le gouvernement et l'administration de Bao Daï n'étaient que des fantômes. Après les accords de Genève de 1954, au Sud, le gouvernement et l'Etat de Ngo Dinh Diem ont eu raison, grâce au soutien des Américains, des bandes pillardes des Hoa Hao, des Bixuens, des Cao daistes, des

bouddhistes ; mais l'armée, la police, l'administration de Diem ne formaient pas un Etat. Elles ne le cédaient en rien aux bandes de pillards qu'elles éliminaient.

## CE QU'A TENTE L'IMPERIALISME AMERICAIN

Les coups d'Etat des années 1963 à 1965, au cours desquels Diem a été renversé et où Thieu a accédé au pouvoir, la nécessité de l'intervention américaine étant donné la décomposition des forces de Diem et de Thieu confrontées à une guerre révolutionnaire qui se rallumait, mais que les combattants du FNL menaient avec des moyens dérisoires, démontraient qu'il n'y avait pas d'Etat sud-vietnamien. Par contre, lorsque les armées américaines eurent pris le contrôle militaire du Vietnam en 1968, constitué et armé une armée sud-vietnamienne apparemment puissante, l'illusion de la constitution d'un Etat sud-vietnamien fort naîtra. Pourtant, des signes importants démontraient le peu d'efficacité et de solidité de l'administration, de l'armée, de l'Etat et du gouvernement compradores de Thieu.

Tout en procédant à la réduction des forces armées américaines, après avoir cessé les bombardements du Nord et engagé des négociations, ayant le contrôle militaire du Sud-Vietnam, Nixon a voulu acculer le Nord. La CIA a organisé au mois de mars 1970 un coup d'Etat au Cambodge. Il s'agissait d'attaquer et de chasser du Cambodge les troupes du Nord-Vietnam qui y stationnaient et y circulaient en direction du Sud-Vietnam. Une opération militaire conjointe, armée américaine-armée sud-vietnamienne, fut montée. Les résultats furent médiocres, bien que la voie fluviale du Mékong ait été dégagée. Après que les troupes américaines aient été retirées du Cambodge en juin 1970, les opérations sud-vietnamiennes échouèrent. Poursuivant toujours le même but, l'impérialisme US lança les troupes d'élite du Sud-Vietnam, en février 1970, au Laos et au Cambodge, en vue de couper la « piste Ho Chi Minh ». Aux premiers engagements sérieux, les « troupes

d'élite » étaient mises en déroute et ne durent leur salut qu'à l'intervention de l'aviation américaine.

En mars 1972, après le voyage de Nixon à Pékin et avant son voyage à Moscou, le FNL et l'armée du Nord ont déclenché leur première offensive puissante depuis celle du Têt en 1968. L'armée de terre américaine n'intervenant plus dans les combats, les troupes au sol sud-vietnamiennes ont eu à faire face toutes seules. Une fois encore, elles ont été mises en déroute. L'aviation américaine intervint alors avec une telle puissance qu'elle obligea les troupes du Nord et du FNL à renoncer à atteindre les objectifs de leur offensive : Hué, Kontum, Pleiku, An Loc. Elles durent reculer et évacuer Quang Tri, seule ville qu'elles avaient réussi à prendre. « La Vérité » écrivait en septembre 1973, en commentant les accords de Paris :

« Bien que le FNL et le GRP soient dans une situation très difficile, rien n'est encore stabilisé sérieusement. Le gouvernement Thieu est corrompu, son administration et son armée sont pourries et incapables. Les masses tout entières lui sont hostiles. Il n'est pas impossible qu'il se désagrège purement et simplement. »

Le FNL, la RDVN ne pouvaient abandonner le Sud-Vietnam purement et simplement à Thieu. Ils n'ont pourtant mené aucune grande offensive. Ils ont seulement résisté aux attaques de Thieu. La haine des masses n'a cessé de grandir contre Thieu. Thieu et son gouvernement n'aboutissaient pas. La situation économique devenait catastrophique. La corruption, la démoralisation, l'incompétence gagnaient... gagnaient sans cesse plus profondément. Cela a suffi pour que se décompose l'administration et la « formidable » (sur le papier) armée de Thieu.

Après quatre-vingts ans de colonialisme, trente ans de guerre révolutionnaire, il a été impossible, malgré les énormes moyens que l'impérialisme a mis en œuvre, de construire un Etat bourgeois au Sud ayant des fondations sur le sol national. La simple présence de l'Etat ouvrier du Nord-Vietnam, si déformé soit-il, minait toute base déjà extrêmement faible. L'appareil constitué à grands renforts de dollars a pourri sur lui-même et

# INFORMATIONS OUVRIÈRES

## TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

### ambitieux, audacieux, nécessaire

« Personne d'autre que le gouvernement n'a fait du conflit Renault une question de dimension nationale. Les revendications posées pouvaient trouver une solution rapide sur le plan de la Région. »

Voilà ce que vient de déclarer Henri Krausack, secrétaire de la CGT (L'Humanité, 2 avril).

Admissions. Mais réfléchissons. C'est un fait, c'est le gouvernement qui dit NON aux travailleurs de la Région. Comme hier, c'est le gouvernement qui a dit NON aux "tiers Comités" de la Région.

« Cela, une raison d'être, parce que, comme tous les dirigeants l'ont dit pendant la grève des postiers, il ne s'agit pas pour eux de remettre en question l'existence du gouvernement. »

Voilà la clé de toute la situation politique d'aujourd'hui. Voilà ce qu'il n'est pas possible d'accepter. Voilà l'obstacle qu'il faut absolument surmonter.

Parce que si Giscard et Chirac restent en place, cela signifie l'abandon de toutes les revendications.

Parce que cela signifie l'acceptation des deux millions de chômeurs que créent les politiques

Voilà ce qu'on dit, voilà ce que disent les comités unitaires de base qui, mandatisés par les 80 000 signataires de l'adresse aux dirigeants du PS et du PCF, se rassemblent dans tous les lieux de travail, et à l'appel du Comité unitaire national, engagent actuellement toutes leurs forces dans la préparation des trois rassemblements de « base de Paris (Le Bourget), de « base de Nantes, qui se feront le 27 avril.

France, qui veut que le gouvernement qui l'unit se réunisse pour en finir avec ce gouvernement. Il n'est pas possible d'attendre l'Union-soviétique. Prenez vos responsabilités en déclarant que vous êtes prêts à gouverner ensemble, car telle est la condition pour chasser Giscard-Chirac.

Voilà ce que diront, le 27 avril, les 10 000 qui se rassembleront à Paris, les 5 000 qui se rassembleront à Lyon, les 2 000 qui se rassembleront à Nantes. L'OCI, qui combat pour un gouvernement qui entendrait d'exproprié le capital et d'ouvrir la voie à la dictature du prolétariat. L'OCI, qui combat pour la construction du GEP.



LA GUERRE REVOLUTIONNAIRE  
DES OUVRIERS ET DES PAYSANS D'INDOCHINE

### L'ECLATEMENT DES ACCORDS DE PARIS OUVRE LA VOIE DE SAIGON ET DE PHNOM-PENH

# INFORMATIONS OUVRIÈRES

## TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

### la seule issue

La municipalité de Chartres (UDR-centriste) avait été élue en 1971, dès le premier tour, avec 59,36% des suffrages contre une liste d'Union de la gauche. Une élection partielle vient d'avoir lieu pour le remplacement de trois conseillers municipaux. Le PCF et le PS ont présenté au premier tour deux listes séparées, qui ont totalisé 52,68% des voix. Au second tour, la liste PS soutenue par le PCF, a été élue avec 57,14% des suffrages.

Il ne se passe pas de jour sans que de nouvelles élections partielles ne viennent donner la même indication, toujours concordante: le PCF et le PS sont largement majoritaires dans le pays. Les masses veulent qu'ils constituent le gouvernement.

Comme en écho, Michel Cardare explique dans France-Nouvelle hebdomadaire du comité central du PCF: « La victoire électorale des partis de gauche, du ou des candidats du Programme commun [...] ne peut suffire à assurer le changement qui est aujourd'hui notre objectif. [...] La victoire populaire passe par le déblocage de la lutte politique sur tous les plans: électoral. A L'HEURE VENUE (c'est nous qui réajusterons dans les masses en permanence [...]). »

Ainsi, pour les dirigeants du PCF partisans des « votes parlementaires au socialisme », qui répètent hier que rien n'était possible sans la conquête préalable d'une majorité électorale, cette majorité, aujourd'hui acquise, « ne suffit pas ». Quelle nouvelle condition leur faut-il donc aujourd'hui pour que « le changement » soit possible? Ou bien faut-il comprendre que, décidément pour eux, rien ne doit changer?



Les chars du GEP entrent à Saïgon

### SAIGON, DEFAITE DE L'IMPERIALISME US, VICTOIRE DE LA REVOLUTION

s'est effondré subitement ainsi qu'une vieille bâtisse, sous son propre poids, sous l'impact d'une très faible secousse. La Sainte-Alliance contre-révolutionnaire n'a pu le sauver.

---

## LE PCV AU POUVOIR AU SUD

---

D'énormes conséquences en résultent. Au Vietnam et en Indochine, les limites du programme du FNL, du FUNK, ne peuvent plus être respectées. Les gouvernements du Nord et du Sud-Vietnam seront amenés à exproprier le capital, les propriétaires fonciers, à unifier le Vietnam, à constituer la Fédération indochinoise, c'est-à-dire à réaliser certaines tâches qu'un gouvernement ouvrier et paysan doit réaliser, à instituer un Etat ouvrier extrêmement déformé, tout en faisant barrage à la constitution d'une authentique dictature du prolétariat.

Ils s'efforceront cependant de maintenir, en la rajustant, en Asie du Sud-Est et dans le monde, la politique dite de « coexistence pacifique ». De toute façon, cette terrible défaite que l'impérialisme américain vient de subir, cette extraordinaire victoire que viennent de remporter les masses exploitées d'Indochine, même si le prolétariat de ces pays ne peut saisir et exercer directement le pouvoir politique, donneront une nouvelle et puissante impulsion à la lutte de classe du prolétariat mondial. Tous les peuples d'Asie, d'Amérique latine, d'Afrique, soumis à l'impérialisme, à commencer par ceux du Sud-Est asiatique et de

l'Inde, seront poussés à engager la lutte. La victoire des ouvriers et paysans d'Indochine annonce et prépare un nouveau bond en avant de la révolution en Asie évidemment, mais aussi en Amérique latine, au Moyen-Orient ★.

Le gouvernement de la RDV a exercé dès le début le pouvoir réel au Sud-Vietnam après l'effondrement du gouvernement et de l'Etat comprador de Thieu. Il a surtout évité que les masses n'agissent sur leur propre plan et selon leurs propres moyens. C'est l'armée vietnamienne qui a été l'instrument du maintien de l'ordre, en attendant qu'un appareil bureaucratique, prolongation de l'Etat existant au Nord et constitué dans son ossature de bureaucrates envoyés du Nord au Sud, soit constitué. La tentative de maintenir au Sud les rapports de propriété bourgeois était destinée à échouer, car ils sont incompatibles avec les rapports de propriété existant au Nord, de même que la division du pays en deux, alors que l'appareil d'Etat est le même. Aujourd'hui, il n'en reste plus rien.

Au Laos et au Cambodge, l'effondrement des appareils d'Etat compradores a été tout aussi brutal qu'au Sud-Vietnam. Dans le contexte de la défaite de l'impérialisme américain, là aussi, l'expropriation des grands propriétaires fonciers et des capitalistes était inévitable. Mais la peur du prolétariat, des masses urbaines, a provoqué de la part des « Khmers rouges » des mesures d'une brutalité sans précédent : chasser les masses des villes, à commencer par les habitants de Phnom Penh.

---

★ fin de la reprise du texte de 1975.

---

**Ci-contre**  
**Les « unes » d'Informations ouvrières**  
**le 9 avril et le 7 mai 1975**



A propos  
d'une possibilité théorique  
et de la lutte  
pour la dictature du prolétariat

### 3.

## Le cas particulier de l'Europe de l'Est

*En Europe de l'Est et en Corée du Nord, que les armées de la bureaucratie du Kremlin ont occupées à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, de profonds et radicaux bouleversements économiques, sociaux et politiques ont également eu lieu entre 1944 et 1945. Dans ces pays aussi, les appareils d'Etat bourgeois ont été détruits, de nouveaux appareils d'Etat ont été édifiés, le capital a été exproprié. Mais les processus sont très différents de ceux qui ont eu lieu en Yougoslavie, en Chine, en Indochine. Encore qu'au point de départ, il y ait eu un véritable krach de la société bourgeoise, de véritables effondrements des appareils d'Etat bourgeois, leur dislocation.*

Dès mars 1939, déjà fortement ébranlé par la cession des Sudètes à l'Allemagne, l'Etat tchécoslovaque était détruit par l'invasion hitlérienne. A sa place, l'Allemagne nazie constituait le protectorat de Bohême-Moravie et un Etat slovaque croupion vassal, les deux dépendant directement de l'appareil d'Etat bourgeois allemand. En septembre 1939, à son tour, l'Etat polonais était détruit sous l'action conjuguée de l'armée hitlérienne et de l'armée de la bureaucratie du Kremlin. Une partie de la Pologne était directement incorporée à l'URSS, l'autre partie devenant le «gouvernement général de Pologne»,

prolongement de l'Etat bourgeois allemand. En août 1940, l'armée de la bureaucratie du Kremlin ayant occupé les Etats baltes, ceux-ci étaient intégrés à l'URSS. Ils y seront de la même façon réintégrés en 1944. La Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie sont devenues les alliés de l'Allemagne. Leurs appareils d'Etat, dont l'ossature était comme toujours l'armée et l'appareil de répression, étaient restés formellement indépendants de l'appareil d'Etat allemand. Mais cette indépendance était toute relative. En réalité, ils devenaient des Etats satellites. Leurs armées comme leurs appareils de répression étaient étroitement subordonnés à ceux de l'Allemagne, y compris dans le cas de la Bulgarie qui n'avait pas déclaré la guerre à l'URSS, pas plus qu'elle n'y avait participé contre elle.

L'entrée des troupes de l'URSS à Sofia (Bulgarie), début septembre 1944 (Ph. Keystone).



---

**EFFONDREMENT  
DE L'IMPERIALISME  
ALLEMAND,  
KRACH DE LA SOCIETE  
BOURGEOISE,  
ROLE DU KREMLIN**

---

Au cours de la guerre, le pilier du maintien de l'ordre bourgeois en Europe fut en général, mais plus particulièrement et directement à l'Est de l'Europe, l'impérialisme allemand, l'armée allemande, l'appareil de répression allemand. La défaite de l'Allemagne au cours de la guerre a entraîné l'effondrement de l'Etat bourgeois allemand, de son armée, de son appareil de répression. Du même coup, en Allemagne, en Pologne, en Tchécoslovaquie, du point de vue de la bourgeoisie se créait un vide politique total. Certes, la situation n'était pas identique en ce qui concerne la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie. Pourtant la défaite allemande et leur propre défaite entraînaient nécessairement une véritable dislocation de leurs appareils d'Etat. La signature d'un armistice entre la Roumanie et l'URSS, en août 1944, permit de maintenir la façade de l'appareil d'Etat bourgeois, le roi Michel de Roumanie continuant formellement à régner.

Devant l'inéluctable défaite, le régent de Hongrie, l'amiral Horty, nomma le 29 août 1944 un gouvernement qui devait tenter de signer l'armistice avec l'URSS. Le 15 octobre, Horty annonçait qu'il demandait l'armistice. Tout aussitôt l'armée allemande occupait la Hongrie. Horty démissionnait. Le gouvernement des « croix fléchées » était installé au pouvoir. L'armée hongroise et l'appareil d'Etat furent entraînés à la débâcle et à la dislocation au cours de violents combats qui durèrent plusieurs mois, aboutissant à la retraite allemande sous le choc de l'armée de l'URSS. En décembre 1944, un gouvernement était formé à Debrecen, dans la zone déjà occupée par l'armée de l'URSS. Il siégea à Budapest en janvier 1945.

Etant donné que la Bulgarie n'avait pas déclaré la guerre à l'URSS, la situation aurait pu être quelque peu différente. Le 2 septembre 1944, le

conseil de régence institué à la mort du roi Boris en août 1943 constituait un nouveau gouvernement pour négocier un armistice avec l'Angleterre et les USA, avec lesquels la Bulgarie était en guerre. Mais, le 5 septembre, le Kremlin déclara la guerre à la Bulgarie. Le gouvernement bulgare déclara de son côté la guerre à l'Allemagne. Le 8 septembre, les troupes de l'URSS entraient en Bulgarie. Le 9, un coup d'Etat soutenu par une puissante manifestation portait au pouvoir le « Front patriotique », c'est-à-dire un « front » que dominait et contrôlait le PC de Bulgarie, agent de la bureaucratie du Kremlin.

Tous ces pays étaient totalement occupés. On ne peut négliger le maintien de la façade de leurs Etats bourgeois, d'autant que les organes de ceux-ci n'avaient pas disparu, ce qui devait engendrer de sérieuses contradictions et soulever de difficiles problèmes à la bureaucratie du Kremlin. Cependant, le pouvoir politique réel n'avait d'assises qu'appuyé sur la bureaucratie du Kremlin, sur son armée, ses organes répressifs installés au cœur de tous les organes de l'Etat. Rapidement, une « épuration » les nettoya des « irrécupérables ». De plus en plus, les gouvernements qui se sont succédé ont été ouvertement dirigés par les agences du Kremlin que sont les PC, sous la couverture d'une pseudo-démocratie parlementaire. En Hongrie, les choses faillirent mal tourner. Les élections de novembre 1945, relativement libres, donnèrent la majorité au parti des petits propriétaires, 59 % des voix, 246 sièges, contre 70 aux social-démocrates, 47 au PC et 23 au parti paysan. Derrière le « parti paysan », la réaction se regroupait. Rapidement le parti des petits propriétaires fut « épuré », son nombre de sièges réduit à 190, de nouvelles élections organisées, élections où il perdit la majorité. Ni en Bulgarie, ni en Roumanie, une pareille aventure ne se reproduisit. Les partis bourgeois furent noyautés, domestiqués, et finalement détruits. De même que furent détruits les partis social-démocrates obligés en dernier ressort de fusionner avec les PC.

Les mêmes méthodes ont été appliquées en Pologne et en Tchécoslovaquie, compte tenu toutefois de cir-

constances différentes. Il existait à Londres un gouvernement polonais en exil, sous la présidence du général Sykorski. Il refusait d'entériner l'intégration à l'Ukraine des territoires que l'armée de l'URSS avait occupés en 1939. Ces territoires étaient ceux qui avaient été annexés en 1920 à la Pologne, à la suite de la défaite de l'Armée rouge au cours de la guerre entre l'URSS et la Pologne, que les impérialismes français et anglais avaient suscitée, et où ils avaient soutenu la Pologne.

En 1943, le Kremlin rompait ses relations diplomatiques avec ce gouvernement. En 1944, un « comité de libération polonais » était constitué à Moscou. Le stalinien polonais Boleslaw Bierut le présidait. La bureaucratie du Kremlin organisa, lorsque ses armées contrôlèrent la Pologne, une « Assemblée populaire nationale » qui investit ce « comité de libération polonais ». Après l'entrée de l'armée de l'URSS à Varsovie, ce comité fut transformé en gouvernement provisoire. Ce n'est qu'après que Mikalajezijw, leader du parti paysan polonais devenu par la mort de Sykorski président du cabinet polonais de Londres, ait reconnu « la Pologne de la ligne Curzon à l'Oder et à la Neisse » qu'il entra, ainsi que d'anciens membres de son gouvernement, dans le gouvernement provisoire. En Pologne, il n'y avait plus d'appareil d'Etat à la fin de la guerre. Par contre, un puissant mouvement de résistance existait. Les staliniens, discrédités par le pacte germano-soviétique de 1939, ne le contrôlaient pas. Il était en liaison avec le gouvernement polonais en exil à Londres. Mais ce mouvement fut particulièrement éprouvé en 1944. Le 1<sup>er</sup> mars 1944, avant que les troupes de l'URSS n'entrent à Varsovie, il organisa l'insurrection de la ville. Il constitua un « comité de libération nationale » qui assumait le pouvoir. Pendant soixante-trois jours, il tint tête aux Allemands. L'armée de l'URSS campait de l'autre côté de la Vistule. Elle laissa les Allemands écraser l'insurrection. De leur côté, ni l'impérialisme US, ni l'impérialisme anglais ne levèrent le petit doigt pour venir en aide à l'insurrection de Varsovie.

Ni les impérialismes, ni le Kremlin n'entendaient qu'en Pologne le pou-

voir surgisse d'une insurrection populaire. Il leur fallait que cette insurrection soit écrasée.

Dans la Pologne de 1944, le nouveau pouvoir, le nouvel appareil d'Etat procédèrent directement de l'occupation et furent constitués par les agents directs du Kremlin. Le parti paysan n'en disposait pas moins d'une base de masse. Après avoir constitué elle-même un « parti paysan », la bureaucratie du Kremlin allait briser par la terreur celui de Mikalajezijw. Les dirigeants de ce parti étaient arrêtés. Au « parti paysan » que la bureaucratie du Kremlin avait constitué furent dévolus les locaux, les journaux et les fichiers du véritable parti paysan. De même, la bureaucratie du Kremlin et ses agents constituèrent de toutes pièces un parti social-démocrate qui devait ultérieurement « fusionner » avec l'actuel Parti ouvrier polonais.

En ce qui concerne la Tchécoslovaquie, un « comité tchécoslovaque » s'était constitué à Londres au commencement de la guerre, sous la direction de Benes, comité qui fut reconnu en juillet 1940 comme gouvernement provisoire par le gouvernement anglais. Mais la bureaucratie du Kremlin constitua un « comité de libération nationale ». Au début 1945, les armées de l'URSS occupèrent une partie de la Tchécoslovaquie. Avant de revenir en Tchécoslovaquie, Benes séjourna en URSS, et il y signa une charte de collaboration avec le « comité de libération nationale ». Pourtant, d'importantes différences ont existé entre ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie et ce qui s'est passé dans les autres pays de l'Europe de l'Est. Les troupes américaines auraient pu libérer la quasi-totalité du pays si les accords de Yalta n'avaient attribué la Tchécoslovaquie à la zone d'influence du Kremlin. Mais, surtout, l'Allemagne était déjà entièrement occupée, elle avait officiellement capitulé, lorsque, le 5 mai 1945, l'insurrection a éclaté à Prague. Les avant-gardes de l'armée russe étaient à 200 km et les troupes américaines stationnaient à 40 km de Prague. L'armée de l'URSS ne devait arriver à Prague que douze heures après la capitulation des nazis. A Prague, pendant quelque temps, le pouvoir a été exercé par les syndicats.

En Slovaquie, l'impérialisme allemand avait constitué un Etat « indépendant » sous la direction d'un évêque, Mgr Tiso, qui bénéficiait aussi du soutien du Vatican. Mais, en août 1943, une insurrection populaire avait éclaté, obligeant l'armée allemande à investir le pays. La guerre de partisans se poursuivit jusqu'à l'arrivée de l'URSS au nord du pays, où un « conseil national » slovaque fut constitué. Là aussi, ce qui existait encore des structures politiques bourgeoises s'effondra et, comme en de nombreuses villes et localités de Bohême-Moravie, des comités ouvriers se constituèrent. Une situation très particulière se nouait. Le gouvernement qui s'installait à Prague après l'occupation était un gouvernement de coalition dépendant du Kremlin. Les six partis autorisés — la social-démocratie, le Parti socialiste tchèque, le Parti populiste, les deux PC (tchèque et slovaque), le Parti démocrate slovaque — étaient groupés dans le « Front national ». Le gouvernement était dirigé par Freilinger, un agent du Kremlin qui fera fusionner en 1948 le parti qu'il dirige, la social-démocratie, avec le PC. Celui-ci disposait des postes clés : l'Intérieur, l'Education, l'Information, l'Agriculture. Masaryk, ministre des Affaires étrangères, était doublé par un membre du PC, Clementis. Ludvic Svoboda (sans parti, agent de Moscou) était ministre de la Défense. Benes devenait président de la République. Le gouvernement et ses partis s'employèrent à reconstruire des organismes d'Etat bourgeois, le PC à se subordonner entièrement les syndicats, les comités, et à noyauter l'armée, la police, les organes de l'Etat en reconstruction.

Néanmoins, les partis n'étaient pas artificiels : tous avaient des racines réelles, plus ou moins profondes. Mais le mouvement ouvrier, syndicats et partis (social-démocratie et Parti communiste), pesait d'un poids politique déterminant dans le pays, et plus particulièrement le PCT. Aux élections de 1945, qui, pour les partis du Front national, furent des élections libres, le PCT obtenait au total 38 % des suffrages, dont 43,3 % en Bohême-Moravie. Par contre, seulement 30,4 % en Slovaquie où le Parti démocrate obtenait 62 % des suffrages.

En Allemagne, l'effondrement des nazis et la destruction de l'armée amenaient la destruction de l'Etat bourgeois. Spontanément, dans toute l'Allemagne, les masses ouvrières ont commencé, au niveau des usines, des localités, à réorganiser la vie, à s'organiser. Elles ont constitué des organes embryonnaires de pouvoir. Plus brutalement encore que dans les zones que les troupes américaines, anglaises, françaises occupèrent, l'armée de l'URSS a exercé directement le pouvoir et réprimé dans sa zone d'occupation, détruisant toute organisation, toute forme politique prolétarienne.

---

## LE CAPITALISME DEMANTELE

---

Ce ne sont pas seulement les structures politiques et étatiques des pays que l'armée de l'URSS a occupés qui ont été plus ou moins rapidement bouleversées : les rapports économiques et sociaux l'ont été tout autant. Mais, là aussi, avec la défaite allemande et ses conséquences, au point de départ, de véritables vides se sont produits. En Allemagne de l'Est, en Pologne, en Tchécoslovaquie, c'est l'évidence. En Allemagne de l'Est, en Prusse orientale, en Silésie, devant l'avance de l'armée de l'URSS, capitalistes et grands propriétaires fonciers ont fui en s'efforçant de rejoindre les lignes américaines, anglaises ou françaises. La partie déterminante de l'économie devenait sans propriétaire. Dès 1945, en Allemagne occupée par l'URSS, 200 très grosses entreprises devenaient « propriétés soviétiques », 40 % de la capacité de production industrielle étaient mis « en régie » sous le contrôle des autorités d'occupation, 30 % seulement de la propriété industrielle restaient propriété privée (ces 30 % comprenaient des entreprises n'occupant pas plus de cinquante ouvriers). Toujours dans cette zone d'occupation, la bureaucratie du Kremlin a procédé à des démontages d'usines considérables, dont l'outillage était envoyé en URSS. En Tchécoslovaquie et en Pologne, le capital allemand a pris, entre 1939 et 1945, le contrôle de l'essentiel de l'économie. En Tchécoslovaquie, dès 1946, 2 200 entreprises industrielles importantes sur un total

de 17 000, soit une proportion de 65 % de la capacité totale de production de cette époque, étaient déjà nationalisées. En Pologne, toutes les entreprises allemandes ou les sociétés anonymes à capital allemand, ainsi que celles dont les propriétaires avaient fui, ont été nationalisées, plus toutes les entreprises représentant un intérêt national (mines, pétrole, industries d'armement). La limite des entreprises privées fut fixée à cinquante personnes par équipes de roulement. Au total, compte tenu de l'échelle réduite des entreprises industrielles dans l'ancienne Pologne, 55 % de la production industrielle étaient nationalisés.

A propos des pays satellites de l'Allemagne, la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie, Nicolas Clarion écrivait en juin 1948 dans « Le Glacis soviétique » (dont sont extraits nombre de données de cet article) :

« Après la guerre, la pénétration du capital allemand dans les pays satellites prit principalement les formes suivantes : achat des actions du portefeuille belge ou français dans les banques hongroises et roumaines ; achat des actions ou participation directe des capitaux allemands dans l'industrie ; formation de sociétés mixtes avec la participation du capital national sur la base de concessions d'exploitations minières ou de brevets allemands ; concentration de certaines entreprises (exploitations pétrolifères, transports, etc.)... »

(...) Dans les pays satellites, en conformité avec les décisions de Potsdam et les revendications soviétiques, l'ensemble de la succession allemande revint à l'URSS. »

En Hongrie, en outre, les deux tiers de la production de l'industrie lourde provenaient en 1946-1947 d'entreprises étatisées, mais seulement 20 % de l'industrie légère. En Bulgarie, 65 % de la production industrielle provenaient encore de l'industrie privée. En Roumanie, hors la Banque nationale étatisée et la « propriété soviétique », le reste de l'industrie restait propriété privée. Le système bancaire et de crédit de l'ensemble des pays que l'URSS occupait était également nationalisé. La bourgeoisie gardait cependant de très fortes positions, notamment dans le secteur commercial.

## BOULEVERSEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL A LA CAMPAGNE

Le bouleversement économique et social n'était pas moins considérable en ce qui concerne l'agriculture. Avant 1939, la population agraire s'élevait à 58 % de la population totale en Hongrie, 80 % en Roumanie, 81 % en Bulgarie, 85 % en Yougoslavie. Citons à nouveau Nicolas Clarion :

### HONGRIE

« En Hongrie, la grande propriété s'étendait sur près de 50 % des terres ; les domaines au-dessus de 1 000 hectares s'étendaient à eux seuls sur 18 % de la superficie cultivée et étaient en la possession de 0,1 % seulement des propriétaires terriens. Par contre, la petite propriété de 0 à 10 hectares, extrêmement divisée, jusqu'à des parcelles de 0,5 hectares et même au-dessous, n'occupait que 20 % de la terre au profit de 76,6 % des propriétaires. Le nombre des domestiques de ferme et des travailleurs agricoles était très élevé. »

La réforme décrétée le 17 mars 1945 par le gouvernement hongrois a changé profondément la structure des campagnes. En voici les modalités :

— confiscation de la totalité des terres et du cheptel mort ou vif des « criminels de guerre, des traîtres et des ennemis du peuple » (ce dernier qualificatif s'appliquant à tous les Allemands de l'Ouest — 470 000 personnes — sans distinction d'origine sociale) ;

— expropriation, en principe avec indemnisation, des terres de la gentry au-dessus de 50 hectares et de celles de la paysannerie au-dessus de 100 hectares ; expropriation des terres de l'Eglise au-dessus de 50 hectares (en contrepartie, les églises domaniales ont été dotées de terres couvrant au total 13 000 hectares) ;

— fixation du plafond de la propriété à 100 hectares avec dérogation pour les combattants qui se sont dis-

tingués dans la lutte contre les Allemands (150 hectares) et pour les « fermes modèles » ;

— les bénéficiaires de la réforme paient leur lopin en dix annuités dans les mêmes conditions que celles que nous avons vues en Allemagne.

En octobre 1945, un peu plus de 500 000 familles — dont 41 % de travailleurs agricoles, 28 % de domestiques de fermes, 31 % de petits paysans — ont reçu des lopins de terre variant de 2,5 à 4,5 hectares. La distribution a porté sur près de 1 500 000 hectares.

### ROUMANIE

En Roumanie, les campagnes présentaient avant-guerre la structure suivante :

La propriété agraire en Roumanie avant la réforme actuelle.

	PROPRIETES					%
	Jusqu'à 5 ha	De 5 à 10 ha	De 10 à 50 ha	De 50 à 250 ha	Au-dessus de 250 ha	
Nombre de propriétaires ...	86,1 %	9,7 %	3,6 %	0,5 %	0,1 %	100
Superficie .....	44,6 %	18,5 %	16,2 %	10,9 %	9,8 %	100

Chiffres calculés uniquement pour le « Vieux Royaume » et la Transylvanie (territoires qui forment la Roumanie nouvelle)

Contrairement à ce qui s'était passé en Allemagne et en Pologne, la nouvelle réforme a été instituée seulement par la loi du 22 mars 1945, c'est-à-dire plusieurs mois après l'entrée des Russes dans le pays. Les tergiversations du gouvernement royal donnèrent ici au Parti communiste une occasion d'appeler les masses à procéder d'elles-mêmes au partage.

A peine cette initiative fut-elle prise que la législation agraire fut votée en hâte.

La loi créa un fonds agraire sur les bases suivantes :

— expropriation sans indemnité de la totalité de la propriété des « Allemands (la colonie pluri-séculaire des Allemands de Transylvanie), des traîtres à la patrie, des criminels de guerre et des émigrés en pays ennemis » ;

— expropriation de la fraction au-dessus de 50 hectares des terres arables des domaines dépassant cette étendue, à l'exception des domaines de l'Eglise, des institutions étatiques et de la Couronne. Les domaines de la Couronne, représentant à eux seuls 132 112 hectares, n'ont été expropriés qu'après l'abdication du roi Michel en décembre 1947.

### BULGARIE

La Bulgarie avait devancé de loin et depuis longtemps les autres pays balkaniques en ce qui concerne la liquidation des vestiges féodaux. La révolu-

tion nationale de 1878, en éliminant la caste des beys turcs, avait créé un véritable régime de petite propriété à la campagne. Le régime de la « démo-

cratie agraire », instauré entre 1920 et 1923 par le Parti agrarien, consacrait « la propriété foncière basée sur le travail » et fixait déjà le plafond de la propriété terrienne à 30 hectares maximum. Ce régime se montra politiquement peu viable. Après son renverse-

ment par un coup d'Etat, on assista à un faible regroupement de domaines dépassant les 30 hectares, notamment pour les terres des banques. La structure de la propriété se présentait comme suit avant la Deuxième Guerre mondiale :

### La propriété agraire en Bulgarie avant la réforme actuelle.

	PROPRIETES				%
	Jusqu'à 5 ha	De 5 à 10 ha	De 10 à 30 ha	Au-dessus de 30 ha	
Nombre de propriétaires ....	63,1 %	26,2 %	10,3 %	0,4 %	100
Superficie .....	30 %	36,9 %	29,5 %	3,6 %	100

La nouvelle réforme instituée à la fin de 1944 et complétée en 1946 (avril) fixa la superficie maxima de la propriété privée, pour une famille paysanne, à 30 hectares en Dobroudja et à 20 hectares dans le reste de la Bulgarie. Les terres dépassant cette superficie furent rachetées par l'Etat aux prix de 1936 avec des obligations remboursables en dix ans. La surface ainsi récu-

pérée s'est élevée à 157 756 hectares pour les terres au-dessus de 30 hectares et à un peu moins de 200 000 hectares pour les autres.

Or, 500 000 paysans réclamant la terre, l'Etat a tout juste de quoi satisfaire 40 % des demandes, ceci dans un pays de cultures maraîchères, où la grande propriété est inconnue.

### TCHÉCOSLOVAQUIE

### La propriété agraire en Tchécoslovaquie avant les réformes actuelles.

	PROPRIETES					%
	Jusqu'à 5 ha	De 5 à 10 ha	De 10 à 50 ha	De 50 à 100 ha	Plus de 100 ha	
Nombre de propriétaires ....	70,8 %	12,7 %	12,5 %	0,4 %	0,6 %	100
Superficie .....	15,4 %	13,6 %	27,6 %	3,7 %	39,7 %	100

Le partage des terres, entrepris sur la base des réformes décidées en 1919 et en 1920, n'entama donc nullement les positions de la grande propriété, si importantes en Tchécoslovaquie.

La nouvelle réforme se fit en trois étapes.

Une loi publiée le 21 juin 1945 décida tout d'abord :

— l'expropriation sans indemnité des biens des « Allemands, des Hongrois et des traîtres à la patrie » (terres et installations comprises), et le passage de ces propriétés sous la gérance d'un Office national foncier ;

— l'expropriation des forêts et des bois au-dessus de 100 hectares ;

— la répartition en faveur des ouvriers agricoles et des petits propriétaires — (attribution jusqu'à 8 hectares) — des paysans ayant une famille nombreuse — (attribution jusqu'à 12 hectares) — des fonctionnaires et artisans pour des jardins (0,5 hectare), en échange d'un prix égal à la valeur de la récolte d'une année du lopin cédé.

La réforme visa donc dans sa phase initiale à la destruction sans distinc-

tion de classes des deux minorités nationales représentant d'après les statistiques ichèques d'avant-guerre respectivement 21 % (Allemands des Sudètes) et près de 5 % (Hongrois de Slovaquie) de l'ensemble de la population.

La seconde étape de la réforme fut ouverte en juillet 1947. L'Assemblée constituante adopta une loi prévoyant la révision de la première réforme votée en 1919. La loi de juillet 1947 fixa le plafond de la propriété foncière à 50 hectares. Elle décida qu'au-dessus de 50 hectares l'expropriation serait effectuée avec indemnisation.

Selon le rapport du délégué du Parti communiste tchécoslovaque, Slansky, à la « Conférence des neuf partis communistes » réunis en Pologne en septembre 1947, à cette date avaient été distribués en Tchécoslovaquie, en vertu des premières dispositions de la réforme, 1 700 000 hectares à 170 000 familles « pour la plupart paysans pauvres ou sans terre ».

500 000 autres hectares récupérés en vertu de la loi de juillet 1947 sur les propriétés au-dessus de 50 hectares étaient en cours de distribution.

## POLOGNE

Aucun pays européen, à part l'Allemagne, n'a été autant bouleversé que la Pologne. Territorialement — et dans une certaine mesure socialement —, la Pologne émerge comme une entité nouvelle. Avant 1938, sur 34,5 millions d'habitants, 11 millions vivaient à l'est de la ligne Curzon, région de la très grande propriété (domaines des princes Radzivil — dont l'un comptait 170 000 hectares —, des comtes Potocki, Zamoyski, etc.). Ce territoire a été annexé par les Russes.

Le recensement effectué en 1946 indique une population globale de 23,6 millions d'âmes, dont 18,6 millions dans les territoires anciens jusqu'à la ligne Curzon et 5,02 dans les territoires pris aux Allemands. Plus de 6 millions de Polonais — dont 3 271 000 Juifs sur un total de 3 351 000 — ont été tués pendant la

guerre. Les territoires occupés par les Ukrainiens étant annexés par l'URSS, la très grande propriété ne se trouvait guère désormais en Pologne nouvelle que dans les anciennes provinces allemandes où elle occupait 45 % de la superficie cultivable.

La réforme agraire, instituée par les décrets du 6 septembre 1944 et du 17 janvier 1945, comportait les mesures suivantes :

— institution d'un fonds national agraire constitué par les propriétés dépassant 50 hectares de terre arable à l'est, 100 hectares (arables ou non) à l'ouest, et indemnisation des propriétaires ;

— confiscation de toutes les terres ayant appartenu « aux Allemands et aux traîtres » et saisie de l'outillage et du cheptel ;

— exemption de tout partage des terres de l'Eglise jusqu'à la réunion de l'Assemblée constituante qui statuera ;

— cession des lopins de terre, en échange d'un prix représentant la valeur moyenne d'une année de la récolte du lopin cédé.

Dans les anciens territoires polonais ont été enregistrés, en vue de la distribution, 2 131 285 hectares. Une statistique officielle du 1<sup>er</sup> janvier 1947, portant sur la distribution de 1 155 397 hectares, indique que les bénéficiaires se répartissaient ainsi :

Les bénéficiaires de la réforme agraire actuelle dans les anciens territoires polonais		
Catégorie des bénéficiaires	Nombre de familles	Superf. hectares
	%	%
Ouvriers agricoles	26,9	48,8
Paysans sans terre	13,9	16,6

Propriétaires «nains»	23,5	12,6
Petits paysans	33,7	21,4
Jardiniers, artisans	2,0	0,6
	100,0	100,0

A la même date, dans les territoires de l'Ouest, 413 056 exploitations de moins de 100 hectares (anciennes propriétés paysannes allemandes), totalisant une superficie de 4 509 346 hectares, avaient été ainsi réparties :

Les bénéficiaires de la réforme agraire dans les territoires annexés

Catégorie des bénéficiaires	Superf. attribuée hect. (%)
Ouvriers agricoles	0,02
Paysans autochtones	3,95
Paysans transférés et « rapatriés »	67,5
Soldats	7,8
Réservés pour le ravitaillement	0,43
Non encore attribués	20,3

#### ALLEMAGNE DE L'«EST»

Dans le Mecklembourg, le Brandebourg, la Saxe, l'Anhalt, la Thuringe, la grande propriété occupait une place capitale, comme on peut le voir d'après le tableau suivant, que nous empruntons à l'Economist (3 novembre 1945) :

Structure des campagnes en Allemagne, avant l'occupation soviétique et les annexions polonaises.

Régions	Terres arables et pâturages		Fermes dépassant 100 Ha		
	Ha en milliers	Nombre de fermes en milliers	Ha en milliers	% du total	Nombre de fermes
Poméranie . . . . .	2.353	129	1.019	43,3	3.600
Mecklembourg . . . . .	1.011	46	547	54,1	1.600
Brandebourg . . . . .	1.940	154	642	33,1	2.794
Saxe (province) . . . . .	1.602	162	420	26,2	2.176
Anhalt . . . . .	141	13	51	35,9	222
Thuringe . . . . .	612	101	68	11,2	336
Saxe (Etat libre) . . . . .	918	100	132	14,3	1.042



Les décrets de réforme pré-voient :

— la confiscation de l'ensemble des terres et du cheptel « des nazis, des criminels de guerre et des traîtres » ;

— la fixation de la superficie maxima de la propriété terrienne à 100 hectares par exploitation, sauf pour la propriété des églises, des coopératives et des propriétés dites « modèles » ;

— la distribution des terres aux travailleurs agricoles, aux petits paysans et aux réfugiés de l'Est par parcelles de 5 hectares (en moyenne). Le prix du lopin de terre ainsi cédé fut estimé égal à la valeur d'une récolte moyenne annuelle, dont les 10 % payables à l'installation, le reste en neuf annuités.

Selon les chiffres fournis le 11 septembre 1947 (après l'achèvement de la réforme) par le colonel Kabanov, chef des services de l'Agriculture de l'Administration militaire soviétique, ont été expropriées : 6 986 grandes propriétés (dont 3 280 exploitations ayant appartenu à des criminels de guerre et 2 089 propriétés de l'Etat nazi) ; le fond de la réforme a embrassé, dans les cinq provinces de la zone d'occupation, une superficie de 3 041 500 hectares (dont 51 % de terres labourables). »

---

## LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN SE DRESSE CONTRE LA REVOLUTION PROLETARIENNE

---

Il s'agit donc bien d'un gigantesque bouleversement économique, social et politique, dont l'origine est le krach que la défaite et l'effondrement de l'armée allemande ainsi que la victoire de l'URSS ont signifié pour la société bourgeoise à l'Est de l'Europe.

Partout, sous une forme ou sous une autre, plus ou moins puissamment, les masses se sont mises en mouvement, et la révolution prolétarienne était à l'ordre du jour non seulement à l'Est, mais dans toute l'Europe. Les « Alliés » étaient hantés par la crainte de la révolution en Allemagne. Dès 1943, ils ont conjointement et systématiquement tout mis en œuvre pour

qu'elle ne se produise pas : bombardements systématiques des villes allemandes pour terroriser et pulvériser les masses prolétariennes ; affirmation de la responsabilité collective du peuple allemand, Ilya Ehrenbourg déclarant qu'il n'y a de bons Allemands que ceux qui sont morts ; déportations massives de populations ; partage de l'Allemagne en zones d'occupation où l'autorité militaire abat son poing de fer.

La politique de la bureaucratie du Kremlin a d'abord été motivée, dès que les armées de l'URSS ont pénétré en Pologne, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, par la volonté de faire barrage aux masses, de les contenir, de les faire refluer, pour que n'éclate pas la révolution. Lorsqu'elles entrent en Roumanie au mois d'août 1944, Molotov déclare :

« L'URSS n'entend nullement changer les bases sociales de la Roumanie. »

Partout, le Kremlin s'efforça de maintenir ce qui subsistait des Etats bourgeois, de l'ordre bourgeois. Les nationalisations affaiblissaient énormément, économiquement et socialement, la bourgeoisie, déjà très faible comme classe. Telles qu'elles ont été réalisées, elles restaient cependant dans le cadre du mode de production capitaliste. Les entreprises nationalisées fonctionnaient par rapport au marché et à ses lois. La terre n'était pas nationalisée. Aujourd'hui, même si les bourgeoisies ne peuvent réaliser de réforme agraire radicale, celle-ci reste pourtant par nature une réforme bourgeoise. Elle ne supprime pas la propriété privée des moyens de production et les rapports de production bourgeois ; au contraire, elle les généralise. Elle ne supprime pas les différentes formes de rentes. La réforme agraire, sans que soit mis à la disposition de la paysannerie pauvre un système de crédit à bon marché, aboutit très rapidement à son endettement et à sa subordination aux maîtres du crédit. La réforme agraire ne résout pas le problème de la commercialisation. L'inéluçable différenciation économique fait surgir une couche sociale, les koulaks ou paysans riches, qui se subordonne la paysannerie pauvre.

Il faut ajouter qu'en principe, les avoirs américains, anglais et français en Europe de l'Est n'étaient pas nationalisés, pas plus, bien entendu, que ceux que la bureaucratie du Kremlin s'était appropriés.

Ainsi, la Grande-Bretagne réclamait à la Pologne 15 millions de livres sterling, et la France 23 milliards de francs 1938. En Yougoslavie, l'Angleterre estimait ses « créances » à 15 millions de livres de l'époque. Des « dettes » semblables étaient réclamées aux différents pays de l'Europe de l'Est.

Envahissant l'Europe de l'Est, la bureaucratie du Kremlin se fixait un second objectif : le pillage systématique de l'économie de ces pays. La Finlande et la Roumanie, signant l'armistice avec l'URSS, s'engageaient chacune à verser à l'URSS et à ses alliés 300 millions de dollars-or de réparations. L'Allemagne devait payer 10 milliards de dollars-or de réparations à l'URSS. En plus des biens allemands saisis pour payer ces sommes, un prélèvement énorme était effectué sur la production courante des pays occupés. Les « pays alliés », Pologne, Tchécoslovaquie, n'échappaient pas non plus au pillage, notamment par la constitution de « sociétés mixtes » comme dans les pays ennemis, par des échanges inégaux, etc.

Mais, pour de multiples raisons, il était indispensable à la bureaucratie du Kremlin d'être la cheville ouvrière de la reconstruction de l'Etat là où l'Etat bourgeois avait été totalement détruit : en Allemagne de l'Est, en Pologne, en Tchécoslovaquie. Là où la façade de l'Etat bourgeois avait pu être maintenue, il était non moins indispensable qu'il ne s'agisse pas d'une simple occupation, mais d'une pénétration, d'une prise en charge du fonctionnement de l'Etat et de ses organes par la bureaucratie du Kremlin, ses agents des PC, et d'autres « partis ». C'était indispensable par rapport aux masses et contre elles : la bourgeoisie était bien incapable de les endiguer ou de les faire refluer par ses propres moyens, de les empêcher d'abatre un Etat en ruines, sans l'apport de l'appareil du Kremlin, ou même d'empêcher que cet Etat ne s'effondre sur lui-même. C'était indispensable pour contrôler la bourgeoisie restante elle-même. C'était indispensa-

ble pour pouvoir piller à ce point et sous ces formes l'économie de ces pays. C'était indispensable pour qu'à plus ou moins brève échéance, ces pays ne retombent pas sous le contrôle de l'impérialisme, américain notamment, mais restent des bastions économiques, politiques, militaires, de la bureaucratie du Kremlin.

---

### LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN ALIGNE LES RAPPORTS DE PRODUCTION DE L'EST DE L'EUROPE SUR CEUX DE L'URSS

---

Il serait inexact de prétendre que dès le début de l'occupation de ces pays, la bureaucratie du Kremlin avait comme objectif d'aligner leur mode de production sur celui de l'URSS. Tout prouve le contraire. C'est empiriquement que le Kremlin a été amené à cette solution. En moins de trois ans, il s'est révélé qu'il était socialement et politiquement impossible de maintenir ce type de régimes. Tout naturellement, la tendance des bourgeoisies restantes dans ces pays était de récupérer leurs anciennes positions économiques, d'en conquérir de nouvelles, de récupérer la maîtrise de l'appareil d'Etat, de l'« épurer » à son tour et de le faire fonctionner directement et par rapport à leurs seuls intérêts, de faire sa jonction avec l'impérialisme. A la campagne, la différenciation sociale s'accroissait, la paysannerie nouvellement constituée sous cette forme par les réformes agraires fournissait une base de masse à la bourgeoisie. L'anarchie économique, consécutive au pillage, à un fonctionnement incohérent, sévissait, traduite notamment par une inflation fantastique. Dans la mesure où la bureaucratie du Kremlin tire ses privilèges de l'économie planifiée sur la base des rapports de production que la révolution d'Octobre 1917 a institués, qu'elle est incapable de les renverser, il lui faut les défendre à sa manière. Les rapports de production, les rapports sociaux et politiques de l'URSS et ceux existant dans le « glacié » étaient incompatibles. Les conflits entre les bourgeoisies restantes, dans une certaine mesure renais-

santes, et la bureaucratie du Kremlin n'ont pas cessé et se sont accentués. La bureaucratie du Kremlin les surmontait par de nouvelles « épurations ». A partir de 1947, ces conflits ont pris un tour aigu en relation avec la politique que l'impérialisme américain impulsait désormais : il visait à refouler la bureaucratie du Kremlin de l'Europe de l'Est, et éventuellement à s'ouvrir une voie de pénétration en URSS même.

Le 12 mars 1947, Truman formulait à la tribune du Congrès américain sa « doctrine » de « soutien aux pays libres ». Les USA n'acceptaient plus aucune nouvelle modification du statu quo européen. Ils accordaient à la Grèce une aide financière de 300 millions de dollars pour combattre les partisans du Parti communiste grec qui luttait encore les armes à la main au nord du pays, à la frontière yougoslave, et une aide de 100 millions de dollars à la Turquie. Le 5 juin, le général Marshall formulait les grandes lignes du plan qui devait porter son nom : proposition était faite d'accorder une aide s'élevant entre 15 et 20 milliards de dollars à vingt-deux pays européens, au cours des quatre à cinq années suivantes. Bien entendu, l'effort économique de ces pays devait être coordonné sous l'égide de l'impérialisme américain. L'offre était faite aussi bien aux pays de l'Est de l'Europe qu'à ceux de l'Ouest. Le plan Marshall était tout à la fois l'instrument de la réorganisation de l'économie capitaliste, l'instrument de la pénétration américaine à l'Est et le ciment d'un bloc politique et militaire sous l'égide de l'impérialisme américain dirigé contre l'URSS. Il allait préparer le pacte et l'alliance Atlantiques.

Il faut suivre la chronologie. Le 10 février 1947, les traités de paix avec les pays satellites de l'Allemagne, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Finlande, sont signés à Paris. Le 12 mars, Truman énonce sa « doctrine ». Le 5 juin, Marshall formule son plan. Cela forme un tout cohérent et percutant. Le plan Marshall devait fonctionner de la façon suivante : l'ensemble des Etats européens devaient se réunir, faire le bilan de leurs échanges réciproques et des perspectives de ces échanges, ainsi que de leurs échanges avec les USA. Les pays européens s'effor-

çaient de combler leurs déficits réciproques et avec les Etats-Unis dans toute la mesure du possible ; les crédits Marshall réglèrent les soldes. En d'autres termes, il s'agissait de régulariser les échanges européens et mondiaux, en incluant l'Europe de l'Est, en ouvrant une porte sur l'URSS, sous l'égide de l'impérialisme américain.

La bureaucratie du Kremlin n'a pas repoussé sans hésitations, et encore bien moins celle des pays de l'Europe de l'Est, la participation au plan Marshall. Molotov participa à la Conférence de Paris du 27 juin, réunissant les ministres des Affaires étrangères d'Angleterre, de France, d'URSS, qui discutait de la proposition Marshall. Mais Molotov, sans dire non, mit en cause le contrôle que les pays capitalistes, surtout l'impérialisme américain, exerceraient plus ou moins directement sur l'économie de l'URSS et de l'Europe de l'Est, en cas d'acceptation du plan Marshall.

« Tous les pays de l'Est ne furent pas de l'avis de Molotov. Lorsque, après le départ de ce dernier, la France et la Grande-Bretagne lancèrent des invitations à vingt-deux pays européens, les pays de l'Est y compris, un flottement significatif se manifesta dans les milieux dirigeants de la Tchécoslovaquie et de la Pologne jusque dans les rangs communistes... Le 4 juillet 1947, le conseil de cabinet tchécoslovaque se prononça pour l'acceptation de l'aide. Les Polonais se préparaient à faire de même. Mais, le 8 juillet, le jour même où le gouvernement de Varsovie délibérait sur la question, la radio de Moscou annonçait que la Pologne et la Roumanie « ont refusé » de participer à la Conférence de Paris. Le lendemain, Varsovie déclina officiellement l'invitation. Le même jour, une délégation tchécoslovaque partait pour Moscou. »

C'est ce qu'explique François Fejtó dans son « Histoire des démocraties populaires ». Le 10 juillet, le gouvernement tchécoslovaque renonçait à participer à la Conférence de Paris sur le plan Marshall.

C'est que la dépendance financière et économique de ces pays par rapport aux grandes puissances capitalistes restait extrêmement grande, et tendait

à s'accroître dans le cadre d'une économie fonctionnant encore en grande partie selon les lois qui s'expriment sur le marché ; en outre, il est évident que les forces bourgeoises subsistantes poussaient politiquement de toutes leurs forces dans ce sens. L'aide que la Yougoslavie a reçue de l'UNRRA, organisme d'assistance économique du gouvernement américain, s'est élevée entre avril 1945 et juin 1947 à 415 millions de dollars (de l'époque), à 481 millions pour la Pologne, à 261 millions pour la Tchécoslovaquie. De plus, la Pologne avait obtenu à la fin de 1946 un crédit de 40 millions de dollars de l'Export-Import Bank, et de 50 millions de dollars de la part des Etats-Unis. La Roumanie, 50 millions de la Chase Bank, la Hongrie 10 millions. Du point de vue des échanges, François Fejtő cite l'exemple suivant :

« La tendance à accroître les échanges avec l'Ouest est encore plus nette en Tchécoslovaquie : parmi les cinq Etats d'où la Tchécoslovaquie a importé au cours du premier trimestre pour plus de 300 millions de couronnes de marchandises, il n'y en a pas un de l'Europe orientale ; parmi ses six clients les plus importants, l'Union soviétique occupe le sixième rang. »

Plus loin :

« En 1946, les exportations tchécoslovaques aux Etats-Unis ont dépassé les importations de 230 millions de couronnes, laissant à son actif une créance de 4,6 millions de dollars, mais cet excédent est absorbé par le déficit d'un seul mois (avril 1947) et, pour les quatre premiers mois de 1947, mois décisifs, la balance commerciale avec les Etats-Unis présente un déficit de 677 millions de couronnes. »

La proposition Marshall répondait à des besoins brûlants. Elle correspondait à des tendances économiques, sociales et politiques profondes existant en Europe de l'Est. La bureaucratie du Kremlin convoitait également avidement les crédits Marshall.

Molotov, au nom de la bureaucratie du Kremlin, reconnaissait que l'aide américaine serait précieuse pour les pays de l'Est de l'Europe et l'URSS. Mais il ne pouvait accepter la dépen-

dance et le contrôle que la proposition Marshall mettait en avant, qui établissaient de fait la subordination financière et économique des pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS (dans ce pays, la destruction des rapports de production nés de la révolution d'Octobre). Car, au fond, c'est cela qui était en cause. L'hésitation de la bureaucratie du Kremlin n'en est pas moins significative. Il fallait choisir : ou laisser les puissances impérialistes reprendre le contrôle de l'Est de l'Europe, ouvrir la porte à la pénétration capitaliste en URSS, ou aligner les rapports de production de ces pays sur ceux de l'URSS.

Finalement, ce n'est que dans les derniers mois de 1947 que le Kremlin décida définitivement d'aligner les rapports économiques, sociaux et politiques de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie sur ceux de l'URSS. En Bulgarie, à partir du décret du 23 décembre 1947, l'essentiel de l'industrie, de la banque, du commerce extérieur dépendirent de l'Etat. En Hongrie, c'est à partir de la loi du 29 avril 1949. En Pologne, c'est à partir de la fin 1947-début 1948 que l'opération eut lieu. En Roumanie, c'est à partir d'une loi votée le 18 juin 1948. En Tchécoslovaquie, le coup d'Etat de février va faire passer tout le pouvoir entre les mains des staliniens. Il va être le point de départ de l'opération. Pour ce qui concerne l'Est de l'Allemagne, la proclamation, le 11 octobre 1949, de la République démocratique allemande et la constitution d'un gouvernement, le gouvernement Grotewohl, marquent le tournant décisif. Désormais, le moteur de l'économie de ces pays ne sera plus le profit, mais la satisfaction des besoins sociaux tels que les plans les exprimeront, c'est-à-dire avant tout les besoins de la bureaucratie, celle du Kremlin en premier lieu, avec les immenses contradictions, insolubles, explosives, que cela implique.

Le saut définitif d'un type de société à un autre ne s'est pas fait de façon indolore. En Tchécoslovaquie, qui officiellement n'était plus occupée depuis la fin 1945, mais dont tous les organes de l'Etat étaient noyautés par les staliniens, cela va exiger une certaine mobilisation des masses, contrôlée par le PC, l'élimination quelque-

fois physique des ministres et du personnel politique bourgeois. Ensuite, toute une épuration des organes d'Etat a encore été nécessaire. A des degrés divers, le même processus s'est produit en Roumanie, en Bulgarie, en Pologne, en Hongrie, mais dans ces pays l'armée de l'URSS était directement à pied d'œuvre. En Allemagne, l'appareil d'Etat en place n'était qu'une simple projection de celui de l'URSS, de ses agents. Par contre, pour la Finlande, que l'armée de l'URSS n'a jamais occupée, ce sont les staliniens qui, en juin 1948, ont été expulsés du gouvernement et de l'appareil d'Etat.

---

### LE PROBLEME DES TERRITOIRES OCCUPES

---

Le processus de transformation des rapports économiques, sociaux et politiques en Europe de l'Est n'a pas été identique à celui qui s'est produit en Yougoslavie (qui n'a jamais non plus été occupée par l'armée de la bureaucratie du Kremlin) — auquel on peut apparenter les développements qui ont eu lieu en Albanie — jusqu'à la rupture entre Tito et Staline, alors que les développements en Corée du Nord, occupée par l'URSS en août 1945, peuvent être apparentés à ceux qui se sont produits dans les pays européens occupés. Il n'en reste pas moins que, comme en Yougoslavie, en Chine, au Vietnam, la possibilité théorique en était formulée dans ce fameux passage du programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale. Beaucoup plus précisément, Trotsky donnait au début de la Deuxième Guerre mondiale la clé de la compréhension de ces développements. Polémiquant à propos d'une résolution émanant de la minorité du SWP, il écrivait :

« Pour mieux châtier les staliniens de leurs incontestables crimes, la résolution, à la suite des démocrates petits-bourgeois de toutes nuances, ne souffle mot de ce que l'Armée rouge en Finlande exproprie les propriétaires terriens et introduit le contrôle ouvrier, préparant ainsi l'expropriation des capitalistes.

Demain, les staliniens étrangleront les ouvriers finlandais. Mais aujourd'hui ils donnent, ils sont contraints de donner une formidable impulsion à la lutte de classe sous sa forme la plus aiguë. Les chefs de l'opposition fondent leur politique non sur le processus « concret », tel qu'il se développe en Finlande, mais sur des abstractions démocratiques et de nobles sentiments.

La guerre soviéto-finlandaise commence déjà, visiblement, à se prolonger par une guerre civile, où l'Armée rouge — pour l'instant — est dans le même camp que les petits paysans et les ouvriers, tandis que l'armée finlandaise bénéficie du soutien des classes possédantes, de la bureaucratie ouvrière conservatrice et des impérialistes anglo-saxons. Les espoirs qu'éveille l'Armée rouge chez les masses pauvres finlandaises ne seront, en l'absence de révolution internationale, qu'une illusion ; la collaboration de l'Armée rouge avec les masses exploitées sera temporaire ; le Kremlin peut très vite se retourner contre les ouvriers et les paysans finlandais. » (L'opposition petite-bourgeoise du SWP - *le 15 décembre 1939.*)

Quelques semaines plus tôt, il avait déjà écrit :

« Au moment où j'écris ces lignes, le sort des territoires occupés par l'Armée rouge reste toujours obscur. Les dépêches se contredisent, car les deux parties mentent à l'envi. Mais les rapports de forces sur le terrain sont sans aucun doute toujours fort incertains. Une partie des territoires occupés sera indubitablement incorporée à l'URSS. Sous quelle forme, précisément ?

Supposons un instant que, conformément au pacte conclu avec Hitler, le gouvernement de Moscou conserve intacts les droits de la propriété privée dans les territoires occupés et se borne au « contrôle » sur le modèle fasciste. Une telle concession revêtirait sur le plan des principes une très grande importance et pourrait constituer le point de départ d'un nouveau chapitre de l'histoire du régime soviétique et donc d'une nouvelle appréciation, de notre point de vue, de la nature de l'Etat soviétique.

Il est plus vraisemblable, cependant, que dans les territoires qui doivent être incorporés à l'URSS, le gouvernement de Moscou procédera à l'expropriation des grands propriétaires et à l'étatisation des moyens de production. Cette orientation est plus probable, non parce que la bureaucratie reste fidèle au programme socialiste, mais parce qu'elle ne veut ni ne peut partager le pouvoir et les privilèges qui en découlent avec les anciennes classes dirigeantes dans les territoires occupés. Ici, une analogie se présente d'elle-même. Le premier Bonaparte arrêta la révolution au moyen d'une dictature militaire. Toutefois, lorsque les troupes françaises envahirent la Pologne, Napoléon signa un décret stipulant : « Le servage est aboli. » Cette mesure n'était dictée ni par les sympathies de Napoléon pour les paysans, ni par des principes démocratiques, mais par le fait que la dictature bonapartiste s'appuyait sur les rapports de propriété bourgeois et non féodaux. Etant donné que la dictature bonapartiste de Staline s'appuie sur la propriété d'Etat et non sur la propriété privée, l'invasion de la Pologne par l'Armée rouge doit, dans ces conditions, entraîner l'abolition de la propriété privée capitaliste, afin d'aligner le régime des territoires occupés sur celui de l'URSS.

Mesure révolutionnaire par sa nature, l'« expropriation des expropriateurs » s'effectue dans ce cas de manière militaro-bureaucratique. Tout appel à une action indépendante des masses — mais sans un tel appel, fût-il très prudent, il est impossible d'établir un nouveau régime — sera, sans nul doute, étouffé le lendemain même par d'impitoyables mesures de police, afin d'assurer la prépondérance de la bureaucratie sur les masses révolutionnaires en éveil. C'est là un aspect de la question. Mais il y en a un autre. Pour avoir la possibilité d'occuper la Pologne au moyen d'une alliance militaire avec Hitler, le Kremlin a depuis longtemps trompé et continue de tromper les masses en URSS et dans le monde entier et a, de ce fait, provoqué la décomposition complète des rangs de sa propre Internationale communiste. Le critère politique essentiel pour nous

n'est pas la transformation des rapports de propriété dans cette région ou une autre, si importants qu'ils puissent être par eux-mêmes, mais le changement à opérer dans la conscience et l'organisation du prolétariat mondial, l'accroissement de sa capacité à défendre les conquêtes antérieures et à en réaliser de nouvelles. De ce seul point de vue décisif, la politique de Moscou, considérée globalement, conserve entièrement son caractère réactionnaire et demeure le principal obstacle sur la voie de la révolution internationale.

Notre appréciation *générale* du Kremlin et de l'Internationale communiste ne modifie pas, cependant, le fait *particulier* que l'étatisation des formes de la propriété dans les territoires occupés constitue en soi une mesure progressiste. Il faut le reconnaître ouvertement. Si Hitler lançait demain ses armées à l'assaut de l'Est afin de rétablir l'« ordre » dans la Pologne orientale, les travailleurs d'avant-garde défendraient contre Hitler ces nouvelles formes de propriété établies par la bureaucratie bonapartiste soviétique. » (L'URSS en guerre - 18 octobre 1939.)

---

## PROBLEME DE METHODE

---

L'OCI a caractérisé les Etats yougoslave, chinois, vietnamien, du Laos, du Cambodge, ceux des pays que la bureaucratie du Kremlin a occupés à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, comme des Etats ouvriers bureaucratiques dès leur origine. Mais, pour reconnaître la mutation d'Etats bourgeois à Etats ouvriers bureaucratiques, la méthode à utiliser ne peut être purement économique. Elle doit être celle de la thèse IX des « Dix thèses » que Germain avait écrites en décembre 1950 et janvier 1951, et que le PCI a adoptées et soumises au III<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale :

« La méthode au moyen de laquelle notre mouvement a résolu la question de la nature de classe de la Yougoslavie, dans la résolution adoptée par le IX<sup>e</sup> Plénum du CEI, se rattache en ligne droite à sa tradition marxiste-léniniste, déjà défendue avec succès dans sa solution de la

question de l'URSS. La résolution du IX<sup>e</sup> Plénum résout la question yougoslave en partant des forces réelles de classe et non de rapports de propriété isolés de leur origine historique. Elle « légalise » en même temps l'utilisation de la formule de « gouvernement ouvrier et paysan » pour désigner certaines étapes transitoires entre la décomposition du pouvoir de la bourgeoisie et l'établissement de la dictature du prolétariat, la construction d'un appareil d'Etat d'un type nouveau. Cette formule, inscrite dans notre « Programme de transition », a depuis démontré toute son utilité dans le cas de la Chine, où notre mouvement l'utilise pour caractériser l'étape actuelle de développement de la révolution chinoise. Elle fait partie de notre bagage programmatique nécessaire pour comprendre des phénomènes de transition propres à notre époque.

La discussion internationale actuellement en cours au sujet de la nature de classe des pays du glacis ne pourra être conclue positivement qu'à condition que ne soit pas abandonné l'acquis théorique qui a constitué son point de départ. Tout le monde ayant admis, au début de la discussion, que nous avions affaire, dans le glacis, avec des pays dominés par la bureaucratie soviétique depuis 1944. Au cours de cette domination, des transformations de structure ont été opérées dans ces pays dans le cadre de la politique d'assimilation structurelle poursuivie par la bureaucratie. La difficulté consiste en ceci : déterminer à quel moment, dans ce processus d'assimilation structurelle, s'opère la transformation de quantité en qualité. Au cas où une révolution prolétarienne se produit dans un pays, le fait même de cette révolution nous dispense de rechercher d'autres critères pour démontrer le changement de domination d'une classe vers une autre : l'exemple yougoslave en est une nouvelle preuve. Nous pouvons très bien concevoir que le prolétariat, après la prise du pouvoir dans certains pays, y maintienne la propriété privée des moyens de production dans certains secteurs pendant toute une période. La nationalisation complète des moyens de production n'est même pas un fait en URSS. Une nationalisation généralisée peut seu-

lement servir de preuve de l'existence d'un Etat ouvrier, aucun Etat bourgeois n'étant censé pouvoir prendre ces mesures. Dans le glacis, le problème est tout autre : il n'y a pas eu de révolution prolétarienne, et la question à déterminer — la forme du passage du pouvoir d'une classe à l'autre — est compliquée du fait que la bureaucratie y a exercé effectivement le pouvoir dès le début. C'est dans ce sens (pour déterminer le moment de l'assimilation structurelle) que nous avons soulevé la question de la planification et de la suppression des frontières effectives, et nullement pour limiter les possibilités d'action des révolutions victorieuses dans des petits pays, ou pour introduire de nouveaux critères d'une victoire révolutionnaire.

Il est par conséquent nécessaire d'admettre que la bourgeoisie a perdu très tôt — les dates diffèrent d'un pays à l'autre — le pouvoir politique qui est passé aux PC, s'appuyant sur les forces militaires et policières de la bureaucratie, et qui ont régné pendant toute une époque sans transformer radicalement la structure de la propriété privée et de l'appareil d'Etat. Les changements qui sont apparus dernièrement dans plusieurs pays dans les appareils d'Etat marquent une étape nouvelle dans la transformation de ces gouvernements ouvriers et paysans en Etats ouvriers déformés. En même temps, cette transformation s'accompagne d'un contrôle toujours plus strict et plus direct de la bureaucratie soviétique sur toute la vie sociale de ces pays. L'aboutissement de ce processus est l'intégration effective de leur économie dans la planification soviétique, de leur armée dans l'armée soviétique, qui terminera le processus d'assimilation structurelle. Aussi longtemps que ce processus n'est pas terminé, la situation de chaque pays du glacis reste instable et transitoire, et soumise aux oscillations des rapports de forces internationaux (les exemples de l'Allemagne et de l'Autriche l'ont encore récemment démontré). On peut discuter si concrètement ce processus est déjà achevé dans tel ou tel pays (il paraît le plus avancé en Pologne et en Bulgarie). Mais il faudra bien admettre que le critère des rapports de propriété, si

important et décisif qu'il soit, ne permet pas à lui seul de résoudre la question, s'il est isolé de tout son contexte historique. »

Avec le temps, évidemment, il apparaît que certaines appréciations demandent à être quelque peu rectifiées. Des termes comme « assimilation structurelle » prêtent à équivoque. S'il s'agit d'une relative identité de structure économique et sociale par rapport à l'URSS, on peut les admettre. S'il s'agit d'intégration économique, politique et militaire à l'URSS, ils ne conviennent manifestement pas. Une autre formulation doit être rectifiée : l'égalité qui semble être posée entre Etat ouvrier et dictature du prolétariat. Inversement, il convient de souligner ceci : un gouvernement peut ne plus être un gouvernement ouvrier et paysan, mais déjà être l'expression et diriger un Etat ouvrier, sans que pour autant l'ensemble de la bourgeoisie soit expropriée, que l'économie fonctionne selon un plan. Chacun le sait, ce n'est qu'au cours de l'été 1918 que le gouvernement bolchevique commença à vraiment exproprier la bourgeoisie. Ce gouvernement était pourtant bien la réalisation de la dictature du prolétariat à la tête d'un Etat ouvrier, et non un gouvernement ouvrier et paysan au sens que le « Programme de transition » donne à cette formule. La Commune de Paris (« la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat » — Karl Marx), le premier Etat ouvrier qui ait existé dans le monde, n'a que peu attenté à la propriété privée des moyens de production.

Inversement, il faudrait dire qu'« une nationalisation généralisée qui se maintient durablement peut seulement servir de preuve de l'existence d'un Etat ouvrier ».

Il semble que la dislocation plus ou moins grande des Etats bourgeois (quelquefois leur anéantissement au cours de la guerre), l'occupation militaire, la pénétration, le noyautage des organismes d'Etat bourgeois qui subsistaient — là où il en subsistait — par la bureaucratie du Kremlin et ses agents nationaux, et les épurations aient abouti très tôt au changement de la nature sociale des appareils d'Etat dans le « glacié », et à la construction

de nouveaux appareils d'Etat, même si ceux-ci utilisaient des matériaux de l'ancien appareil d'Etat, bien avant que l'ensemble de l'industrie, de la banque, du commerce, n'échappe à la propriété privée des moyens de production. D'ailleurs, étant donné que l'action des masses a été en un premier temps contenue et refoulée, que, plus tard, l'action des masses a tout de même été limitée et canalisée, y compris en Tchécoslovaquie en février 1948, la question est posée : qui a donc fini de liquider politiquement et d'exproprier économiquement la bourgeoisie, sinon un Etat qu'il faut bien caractériser comme ouvrier, au sens très général et historique du terme.

Le fait que des pans entiers de l'ancien appareil d'Etat bourgeois aient été utilisés, que la façade de ceux-ci ait été maintenue un temps en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, que même en Tchécoslovaquie et en Pologne des organismes typiques d'un Etat bourgeois, la façade d'un appareil d'Etat bourgeois aient été reconstruits, que tout un personnel politique bourgeois ait été utilisé, témoigne du compromis passé entre la bourgeoisie et la bureaucratie du Kremlin. Mais la bureaucratie du Kremlin détint dès le début, sinon sans partage, l'essentiel du pouvoir. Elle ne s'est pas contentée de contrôler, à partir de l'occupation militaire, des appareils d'Etat bourgeois plus ou moins solidement constitués. Elle a étayé, centralisé, pénétré ce qu'il en restait. La coopération contre-révolutionnaire entre la bureaucratie du Kremlin et la bourgeoisie de ces pays, la conservation ou la reconstruction d'organismes et de façades d'Etat bourgeois ont été possibles et nécessaires pour faire face à la révolution prolétarienne menaçante, et en vue de la coopération avec l'impérialisme. Il devait en résulter ultérieurement de violents conflits à l'intérieur des appareils d'Etat.

Tout cela est conforme au caractère contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin. Nombre d'éléments bourgeois, de membres du personnel politique bourgeois n'avaient d'ailleurs aucun mal à se mettre au service de la caste de nature petite-bourgeoise du Kremlin. En outre, du point de vue formel, il n'y a pas de différence entre



les organismes de l'Etat ouvrier dégénéré et les organismes d'un Etat bourgeois. La différence réside dans leur origine historique et dans les rapports sociaux de la société dont ils émanent, qu'ils gèrent et qu'ils doivent défendre. Nombre de membres de l'ancien appareil d'Etat bourgeois, des organismes comme tels de l'Etat bourgeois, peuvent être intégrés à un Etat ouvrier dégénéré ou bureaucratique dès son origine. La bureaucratie du Kremlin a construit des Etats ouvriers à son image, avec le personnel politique disponible, donc énormément d'éléments bourgeois. Il lui fallait du temps pour constituer des appareils bureaucratiques « nationaux » autour des noyaux centraux nationaux que furent les PC, lesquels étaient parfois extrêmement faibles. Vouloir déterminer dans chaque cas le moment précis où il est possible de caractériser tel ou tel Etat comme un Etat ouvrier bureaucratique ou dégénéré semble bien difficile et de peu d'intérêt.

« Au cas où une révolution prolétarienne se produit dans un pays, le fait même de cette révolution nous dispense de rechercher d'autres critères pour démontrer le changement de domination d'une classe vers une autre : l'exemple yougoslave en est une nouvelle preuve. Nous pouvons très bien concevoir que le prolétariat, dans certains pays, après la prise du pouvoir, y maintienne la propriété privée des moyens de production dans certains secteurs pendant toute une période », *lit-on dans la neuvième des Dix thèses.*

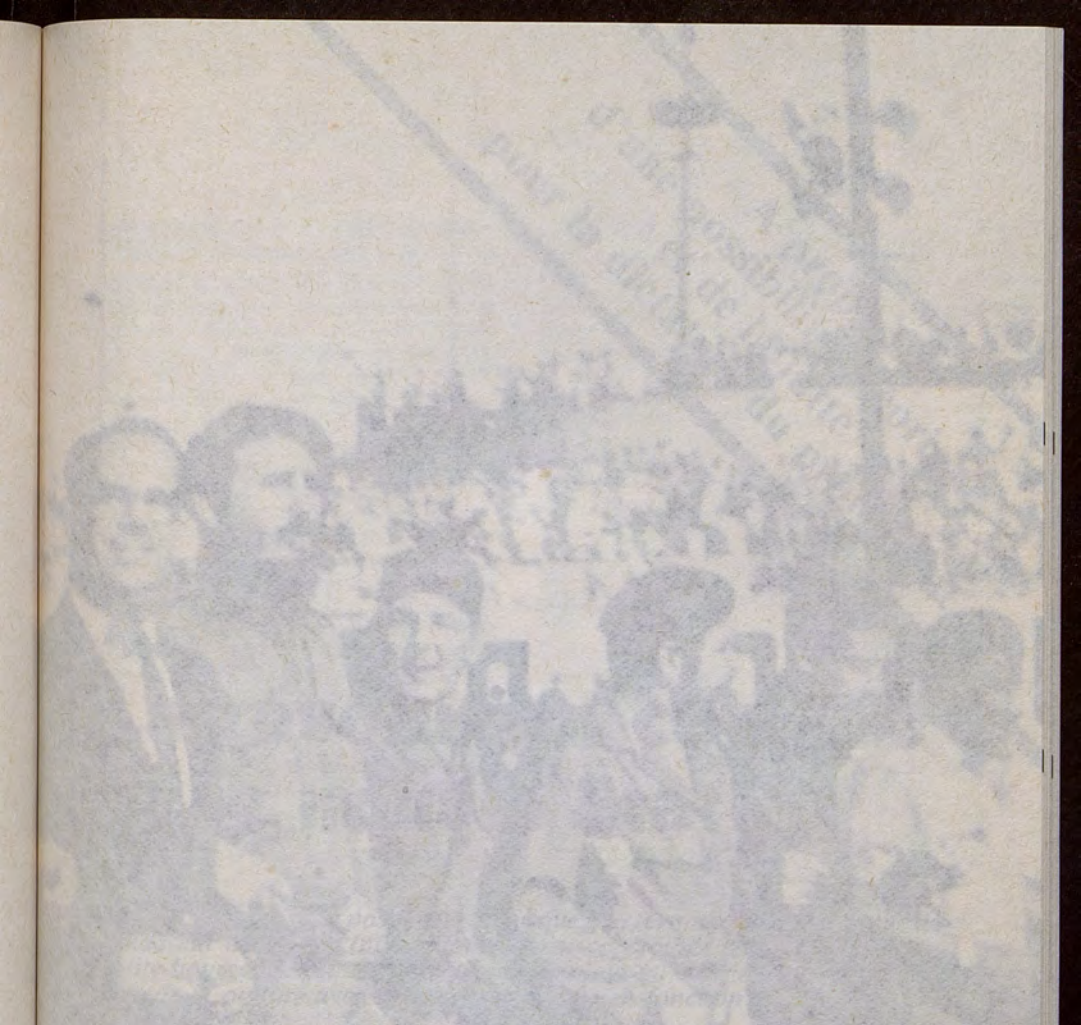
C'est vrai, mais quelques précisions sont néanmoins nécessaires. La révo-

lution ne suffit pas. La destruction de l'ancien appareil d'Etat bourgeois ne suffit pas non plus. Il faut encore qu'un nouveau pouvoir, qu'un nouvel Etat se construise. Il faut savoir qui construit le nouvel appareil d'Etat et comment, par quels processus sociaux et politiques. Ni la construction d'un Etat ouvrier, bureaucratique dès l'origine ou non, ni l'expropriation de la bourgeoisie ne résultent automatiquement de la destruction ou de l'effondrement de l'Etat bourgeois. Par contre, il peut se constituer dans le cours et pour la destruction de l'Etat bourgeois, au cours et pour l'expropriation de la bourgeoisie. Par exemple, il est évident que l'Etat ouvrier yougoslave, bureaucratique dès son origine, a été constitué au cours de la guerre révolutionnaire entre 1941 et 1944 sous l'action et autour du PC yougoslave et de l'armée des partisans qu'il a organisée et dirigée.

En Chine, c'est également à partir et autour du PC chinois et de l'armée que l'Etat ouvrier s'est construit pendant les années 1947 à 1950.

Au Vietnam, c'est aussi de cette façon que s'est constitué entre 1946 et 1954 l'Etat ouvrier bureaucratique. De même, au Laos et au Cambodge, un processus similaire a eu lieu au cours de la deuxième guerre d'Indochine. C'est pourquoi la thèse IX a parfaitement raison d'affirmer :

« Une nationalisation généralisée peut seulement servir de preuve de l'existence d'un Etat ouvrier, aucun Etat bourgeois n'étant censé pouvoir prendre ces mesures. »



## EN VENTE A LA SELIO

- P. BROUÉ :** Le Printemps des peuples  
commence à Prague  
(Essai sur la révolution politique  
en Europe de l'Est)..... 9 F
- F. MANUEL :** La Révolution hongroise  
et les conseils ouvriers  
(Budapest 1956)..... 10 F
- COLLECTIF :** Pologne, 24 janvier 1971.  
Gierek face aux grévistes  
de Szczecin..... 10 F



A propos  
d'une possibilité théorique  
et de la lutte  
pour la dictature du prolétariat

4.

## La révolution cubaine et le nouvel Etat

*A Cuba aussi, la possibilité théorique que formulait le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale s'est concrétisée : une organisation petite-bourgeoise est allée beaucoup plus loin qu'elle ne le voulait sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie, cela en fonction de circonstances exceptionnelles.*

A la fin de 1959 et au début de 1960, Fidel Castro et les dirigeants du Mouvement du 26 juillet déclaraient toujours se situer dans les limites du régime capitaliste. Pourtant, très rapidement, l'impérialisme américain et la bourgeoisie cubaine ont été expropriés. A la lecture de maints commentaires et analyses de la révolution cubaine, il semblerait que la destruction du régime de Batista, l'entrée des colonnes militaires de Fidel Castro à La Havane, et ultérieurement l'expropriation du capitalisme sont venues d'en haut, ont en quelque sorte été apportées au prolétariat et aux masses paysannes de Cuba par Fidel Castro et le Mouvement du 26 juillet. Rien n'est plus faux. C'est plutôt l'inverse qui est

vrai : le mouvement des masses a porté bien plus loin qu'ils ne le voulaient Fidel Castro et les siens. Il n'est pas inutile de rappeler que le nom même de l'organisation « Mouvement du 26 juillet » commémore un terrible échec : celui de la tentative de renverser, en 1953, la dictature de Batista par un coup de main, pour prendre la caserne de la « Moncada », qui aboutit à un véritable massacre des attaquants. Le débarquement du Gramma, le 2 décembre 1956, fut un autre échec, ainsi que l'a écrit lui-même Fidel Castro :

« Nous débarquâmes avec 83 hommes le 2 décembre 1956, et essayâmes immédiatement un premier revers... Très peu de camarades tombèrent pendant cette attaque (attaque gouvernementale), mais le groupe fut entièrement dispersé. Avec moi ne restèrent que deux hommes et deux fusils ; avec mon frère Raoul, huit

---

Raoul Castro, Ernesto Che Guevara, Fidel Castro et Dorticos, le 1<sup>er</sup> mai 1962 à La Havane (Ph. Keystone).

hommes et sept fusils. Quand nous nous retrouvâmes, nous étions donc douze et neuf fusils. Toutes les autres armes avaient été perdues ou cachées. Plusieurs camarades avaient laissé leurs armes dans des endroits qu'ils ne connaissaient absolument pas. Beaucoup d'autres furent faits prisonniers par l'armée et assassinés. »

Les rescapés réussirent à gagner la sierra Maestra grâce à l'aide des paysans. Des groupes de maquisards s'étaient déjà constitués dans la sierra Maestra. Le 28 janvier 1957, une grève transforma en villes mortes Manzanillo, Bayamo, Centramestra et Santiago de Cuba, situées dans la province d'Oriente.

Fidel Castro a pu reconstituer son groupe armé grâce au soutien que lui ont apporté les organisations du « 26 juillet », constituées le plus souvent dans les villes.

---

## LES MASSES RENVERSENT BATISTA

---

L'action de Fidel Castro et du Mouvement du 26 juillet a correspondu à l'impasse du régime de Batista, à son pourrissement et à l'éveil d'un puissant mouvement des masses, d'abord dans la paysannerie, mais qui s'est également développé dans les masses prolétariennes des villes. A la suite de l'assassinat de Franco Païs, dirigeant du « 26 juillet » à Santiago, une grève générale contre la dictature éclata dans cette ville. L'échec de la grève générale du 9 avril 1958 n'infirmait nullement cette constatation. Lancé arbitrairement par le Mouvement du 26 juillet, l'ordre de grève s'est heurté à l'opposition et au sabotage du parti stalinien. L'armée de Batista comptait 70 000 hommes bien armés. « L'armée rebelle et les milices ne comptaient pas plus de 5 000 hommes armés, dont beaucoup sans fusils, pour tout le pays », et cela à la fin. L'armée de Batista était incapable de mener le moindre combat sérieux. Mais l'armée est un reflet de la société. Sa décomposition traduit le pourrissement de celle-ci. Quelques extraits du « Journal de la Révolution cubaine », de Carlos Franqui, montreront clairement les forces agissantes au moment où

s'effondre Batista et où triomphent Castro et le Mouvement du 26 juillet.

« Le 31 décembre 1958, la colonne n° 1 « José Martí », commandée par Fidel, était, ainsi que Radio-Rebelde, à Palma Soriano, près de Santiago de Cuba. Palma était la ville la plus importante que nous ayons prise en avançant sur Santiago par la route centrale avec la colonne n° 1. C'était un moment où la lutte révolutionnaire se précipitait. Le Che était entré dans Santa Clara, au centre de Cuba, avec les forces de l'Escambray ; les forces du second front oriental avaient pris 14 casernes et approchaient de Guantánamo et de Santiago. Les élections du 3 novembre avaient été un échec retentissant pour la tyrannie. Plus de 80 % de la population s'était abstenue bien que le vote fût obligatoire. L'armée, démoralisée, ne voulait plus se battre. Le 28 décembre, à la centrale Palma, le général Cantillo, chef de l'armée, avait rencontré Fidel et s'était mis d'accord pour unir ses forces à celles de l'armée rebelle pour liquider la tyrannie et arrêter l'effusion de sang. Fidel avait exigé qu'il n'y ait pas de conspiration militaire, que le tyran et les criminels de guerre soient arrêtés, il n'acceptait pas de junte militaire ni d'intervention de l'ambassade américaine, il avait exigé la proclamation d'un gouvernement civil présidé par Urrutia. Le 31 décembre, nous nous étions réunis chez quelques camarades de Palma Soriano, en présence de révolutionnaires de Santiago. Ce fut le premier jour de la guerre où je dormis dans un lit d'hôtel. Nous avions installé Radio-Rebelde au poste émetteur de Palma. Je m'étais couché vers 3 heures du matin le 1<sup>er</sup> janvier et je me suis levé à l'aube par habitude paysanne. Je me suis mis à marcher dans les rues pour aller à la station de radio. Je marchais et j'ai entendu des gens parler. Je me suis rendu compte qu'il se passait quelque chose d'important. J'ai demandé, on m'a dit que la radio avait annoncé que Batista s'était enfui. Je me suis rendu en vitesse à Radio-Rebelde ; avec le technicien et d'autres camarades, j'ai essayé d'entrer en contact radio avec La Havane. Nous y sommes arrivés au bout de quelques minutes et nous avons parlé avec Vicente Báez, responsable du 26 juillet de la capitale, qui avait occupé avec les milices plu-

sieurs stations de radio et de télé. Vicente nous a confirmé la fuite du tyran et la tentative de Cantillo de créer une junte militaire avec l'appui de politiciens conservateurs, de l'ambassade américaine et de quelques magistrats de la vieille Cour suprême. Nous avons envoyé une jeep et un messager à Fidel, qui se trouvait à la centrale América, à plusieurs kilomètres de Palma, et nous avons demandé aux stations de radio de La Havane de se synchroniser avec nous pour s'adresser au peuple. J'ai rédigé une proclamation à la nation, annonçant la chute de la tyrannie, la tentative de junte militaire que nous n'acceptons pas, invitant le peuple à se tenir prêt à déclarer la grève générale, ordonnant aux colonnes rebelles et aux milices d'occuper les villes, les casernes et les postes de police, et demandant au peuple d'attendre dans quelques instants l'allocution décisive de Fidel Castro. Quelques camarades de la direction du 26 juillet, Faustino Pérez entre autres, nous ont assistés dans ces moments difficiles et ont partagé la responsabilité de la première proclamation. A 11 heures du matin, Fidel est arrivé à la station de radio et a fait son allocution au peuple : il l'a prévenu du danger du coup militaire, a demandé de déclarer la grève générale révolutionnaire, a ordonné aux colonnes rebelles d'avancer, a dénoncé la trahison de Cantillo et a demandé à la population de Santiago de Cuba de se préparer à la bataille immédiate. En fait, il a ratifié ce que nous avions suggéré dans la première proclamation.

(...) Le lendemain 2 janvier, on a proclamé Urrutia président à l'université de Santiago ; Fidel a fait un discours ce soir-là, où il a dit : « Cette fois-ci, c'est la révolution pour de bon. »

La situation était encore confuse. Pour annuler l'effet du coup de La Havane, Fidel a proclamé Santiago capitale de Cuba ; il a nommé le colonel Rego Rubido (chef de la caserne de Moncada) chef de l'armée et le colonel Izquierdo, chef de la police de Santiago, devenant chef de la police nationale. Raúl Castro, Hubert Matos et Maro étaient déjà entrés dans la caserne Moncada, Fidel lui-même a suivi ; ils avaient convaincu la garnison de Santiago et ses chefs de se join-

dre à la révolution. Je me rappelle que, pendant qu'on proclamait Urrutia président, à l'université de Santiago, les étudiants et le peuple criaient : « Izquierdo assassin. » Izquierdo, qui avait dirigé la répression à Santiago de Cuba et qui était chef de la police nationale à cette heure-là, fut fusillé trois jours plus tard. Urrutia, qui avait une mentalité de juge de paix, ne savait pas quoi faire ; entre autres idées biscornues, il lui était venu celle de garder deux armées : l'armée rebelle et celle de Batista. Nous nous sommes donné du mal pour le convaincre que c'était absurde, et en une minute, à la radio, nous avons nommé les ministres du nouveau gouvernement, à l'exception du Premier ministre, et de ceux de l'Intérieur, des Travaux publics, de l'Agriculture et de l'Education nationale, que Fidel m'avait dit de lui laisser pour les remplir plus tard. Raúl Castro a nommé le ministre de la Défense nationale... Urrutia n'en a désigné qu'un seul, celui de la Justice. Luis Buch, celui des Finances. Aux Affaires étrangères, c'était l'orthodoxe Agramonte. Les autres, nous les avons nommés. Je me souviens que le ministère chargé de la récupération des biens acquis frauduleusement, c'est moi qui l'ai créé par une note manuscrite, et j'ai dit au speaker de la lire à la radio. Le public présent a fait une énorme ovation à ce ministère qui allait être le premier instrument révolutionnaire du nouveau gouvernement ainsi qu'au ministre à qui allait ce portefeuille, qui était Faustino Pérez. Urrutia a demandé de ne pas applaudir un ministère ou un ministre, mais tout le gouvernement. En réalité, ç'a été un gouvernement radiophonique. Par la suite, Fidel a désigné Hart, Ray, Sorí Marín, Luis Orlando Rodríguez, et, à la surprise générale, le Dr José Miró Cardona, secrétaire du Front civique d'opposition, comme Premier ministre.

La nomination de Miró Cardona a fait l'effet d'une bombe. C'était le président de l'ordre des avocats de Cuba, le représentant des grands avocats d'affaires capitalistes, et l'un des politiciens les plus pro-américains de Cuba. Il avait autrefois défendu le président le plus voleur que Cuba ait jamais eu, dans la célèbre affaire Grau San Martín, pour le détournement de

84 millions. Il avait défendu le capitaine Casilla, assassin du leader noir des ouvriers du sucre, Jesús Menéndez, un dirigeant communiste. Nous n'avons pas compris cette nomination. Mais ceux pour qui elle était faite ont marché. C'était en réalité une manœuvre intelligente qui a trompé les Américains, les bourgeois et les politiciens. Miró Cardona n'est resté Premier ministre que quarante-cinq jours. Fidel lui-même le remplaça le 16 février.

A la différence de Cantillo, qui avait trahi l'accord avec l'armée rebelle, laissé échapper Batista et essayé de faire échouer la révolution par un nouveau coup militaire, Barquin qui, indépendamment de ses idées, était contre Batista, ne fit pas de difficultés. A partir de la première conversation par radio, il accepta les instructions de Fidel. Son groupe s'intégra à la nouvelle armée et, quant à lui, il fut envoyé en mission technique militaire en Europe.

La grève ouvrière nationale dura près d'une semaine ; ce fut un facteur décisif de la victoire, qui anéantit les tentatives de coup militaire, de médiation américaine, et consolida le nouveau pouvoir révolutionnaire.

Le comportement du peuple fut admirable. Il n'y eut pas un seul acte de vandalisme, de pillage ou de destruction. Aucun sbire du régime ne fut assassiné, des centaines de milliers de dollars trouvés ici et là furent remis à l'Etat, l'ordre fut parfait. On avait dit au peuple que justice lui serait rendue, mais une vraie justice. Et il en fut ainsi.

Le peuple cubain a fait la preuve de sa capacité révolutionnaire. Il a montré que son niveau moral et civique était resté intact, malgré les difficultés qu'il avait vécues. Pour comprendre l'importance décisive de la grève, il faut se dire que lorsque le général Cantillo avait fait sa tentative de coup militaire, il avait l'appui de la toujour puissante ambassade des Etats-Unis, de la Cour suprême, des classes aisées et riches du pays, des vieux politiciens, de l'Eglise, de la presse traditionnelle et des secteurs conservateurs du pays ; en plus, il avait Columbia, l'armée, la police et les corps répressifs de la tyrannie, il avait plusieurs dizaines de

milliers d'hommes qui possédaient toutes les armes, tandis que l'armée rebelle et les milices rebelles ne comptaient pas plus de 5 000 hommes armés, dont beaucoup sans fusils, pour tout le pays. La grève a pesé de façon décisive dans la balance pour désarmer psychologiquement les militaires. De même que le refus massif du peuple de voter aux élections du 3 novembre 1958 avait été un autre facteur décisif. La grève générale fut l'instrument de sa victoire, le Mouvement du 26 juillet, dans tout le pays, la colonne vertébrale de cette victoire, et Fidel le chef incontesté. »

---

## UNE REVOLUTION PROLETARIENNE

---

C'est là le début classique d'une révolution prolétarienne. La dissolution de l'armée et de la police sanctionne un état de fait. Elles sont remplacées par l'armée rebelle et par une police recrutée parmi les partisans de Castro, que celui-ci dirige. Par contre, l'appareil administratif, la justice restent intacts, tout au plus sont-ils épurés. La marine, qui s'est ralliée à Castro au dernier moment, reste également intacte.

Il ne s'agit pas de nier les qualités révolutionnaires de Fidel Castro et du Mouvement du 26 juillet. Ils voulaient absolument renverser la dictature de Batista, et cela sans compromis. Ils s'étaient prononcés pour une certaine réforme agraire. Révolutionnaires, ils n'en étaient pas moins un mouvement petit-bourgeois avec les limites que cela implique. Mais le mouvement des masses va tout submerger.

Les déclarations de Fidel Castro à New York en avril 1959 ne s'accordaient pas au caractère de la révolution cubaine. Le 17 avril, au cours d'une conférence de presse, il expliquait :

« J'ai dit de façon claire et définitive que nous ne sommes pas des communistes... Les portes sont ouvertes aux investissements privés qui contribuent au développement de l'industrie à Cuba... Il est absolument impossible que nous fassions des progrès si nous ne nous entendons pas avec les Etats-Unis. »

Et, dans son discours au Central Park de New York, le 27 avril 1959 :

« La victoire ne nous a été possible que parce que nous avons réuni les Cubains de toutes les classes et de tous les secteurs autour d'une seule et même aspiration. »

Mais les masses ne pouvaient l'entendre de cette oreille. Le pouvoir révolutionnaire n'était pas capable de les faire refluer, de faire rentrer dans son lit la révolution. Le 17 mai 1959, une première réforme agraire était promulguée. Cette réforme agraire n'avait rien de « socialiste » : elle interdisait la grande propriété agraire au-delà de 400 hectares ; les locataires et métayers recevaient gratuitement la propriété de la terre qu'ils cultivaient jusqu'à la limite de 27 hectares ; les propriétaires devaient être indemnisés par l'Etat. Les plantations de canne à sucre, les rizières et les élevages dont le rendement dépassait de 50 % le rendement national pouvaient garder 1 340 hectares. Cette réforme agraire tentait en réalité de coiffer et de canaliser un mouvement paysan qui n'avait pas attendu pour entamer une réforme agraire de sa façon.

Mais le mouvement révolutionnaire qui se poursuit, la réforme agraire, y compris sous cette forme, sont intolérables aux capitalistes cubains, à l'impérialisme américain qui possède d'immenses propriétés et contrôle l'ensemble de l'économie de l'île. Et surtout, l'exemple de Cuba risque d'être contagieux pour toute l'Amérique latine, que l'impérialisme américain contrôle. L'impérialisme américain va passer à l'offensive contre la révolution cubaine et le gouvernement de Castro, obligeant la direction cubaine soit à capituler et à se heurter de front aux masses, soit à aller plus loin sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie cubaine et l'impérialisme. C'est sur cette seconde voie que Castro et le Mouvement du 26 juillet vont s'engager.

Dès le 18 juillet 1959, le président Urrutia devait s'en aller à la suite de grandes manifestations de masse. En octobre, les anciens ministres bourgeois quittaient le gouvernement. De son côté, l'impérialisme américain commençait à organiser le blocus économique de Cuba, notamment de la

vente du sucre, principale ressource de l'île. La brutalité de la réaction de l'impérialisme américain, les intrigues de la bourgeoisie cubaine liée à lui et celles des contre-révolutionnaires cubains n'ont pas abattu mais stimulé la révolution cubaine, l'activité des masses. Pour résister à l'impérialisme américain et à la bourgeoisie locale, sous la pression des masses, Castro et le Mouvement du 26 juillet ont épuré l'appareil d'Etat : l'armée, l'INRA, la police, la magistrature, l'appareil administratif, la marine. C'est à l'initiative des masses que surgirent des milices ouvrières et paysannes, des formes embryonnaires de pouvoir au niveau local, des comités de défense de la révolution, des comités dans les usines. Fidel Castro et les dirigeants de son mouvement ont été très réticents à ce que de tels organismes se constituent. Ils ont imposé que les comités d'usine soient désignés et seulement consultatifs.

Pour rompre le blocus économique, Fidel Castro et son équipe n'ont eu d'autre recours que de s'adresser à la bureaucratie du Kremlin et aux bureaucraties satellites. L'URSS accorda à Cuba un crédit de 100 millions de dollars et signa un accord qui garantissait l'achat d'un million de tonnes de sucre chaque année pendant cinq ans, 20 % payés en dollars, 80 % en marchandises, dont du pétrole. Au cours de l'année 1960, l'impérialisme américain accentua sa pression : les raffineries qu'il contrôlait à Cuba refusèrent de raffiner le pétrole venant d'URSS. Castro, qui avait déjà précédemment nationalisé une grande partie de la propriété et des avoirs du capital américain à Cuba, nationalisa le reste.

Bientôt, l'impérialisme américain allait lui-même donner une fantastique impulsion à la révolution cubaine, en organisant la tentative de débarquement des contre-révolutionnaires à la Baie des Cochons, le 14 avril 1961. Ce n'est qu'« après l'attaque de Playa Giron (que) Fidel proclame officiellement une révolution socialiste qui est déjà réalisée dans les faits » écrit R. Dumont dans « Cuba est-il socialiste ? ».

Un extraordinaire mouvement des masses se dressait contre l'impérialisme et la faible bourgeoisie cubaine,



et ne laissait à Castro d'autre possibilité.

A la suite de ces nouveaux développements de la révolution cubaine, l'organisation trotskyste française qui allait constituer quelques années plus tard l'OCI estimait :

« La mobilisation des masses cubaines, autant que les besoins de sa propre politique, expliquent la dissolution par Fidel Castro de l'appareil répressif, armée et police, de l'ancien régime cubain. Cependant, dans la première étape de la révolution, l'appareil d'Etat bourgeois a été préservé et même "rajeuni" dans ses secteurs les plus essentiels.

La lutte avec l'impérialisme a conduit les masses, et, dans une certaine mesure, le gouvernement ouvrier et paysan, à porter des coups sévères à l'Etat bourgeois, aujourd'hui démantelé et fantomatique. En même temps, elle a vu apparaître les premiers éléments de "pouvoir ouvrier", notamment les milices ouvrières.

Pas plus qu'elle n'a tranché encore le sort de la révolution cubaine, l'histoire n'a encore tranché le problème de la nature de l'Etat cubain dans la période présente. Il y a *dualité de pouvoir* entre les débris de l'Etat bourgeois et les éléments de l'apparition d'un Etat ouvrier. Cette dualité de pouvoir ne se situe pas même au niveau de conscience des masses qui ont besoin de l'enseignement du socialisme et d'un parti révolutionnaire pour lutter pour le pouvoir prolétarien de façon consciente et systématique. Le gouvernement ouvrier et paysan peut donc encore s'efforcer d'éviter le conflit et de concilier les forces antagonistes dans des organismes comme les JUCEI, moules d'où, suivant le rapport des forces entre les classes, peuvent sortir, à une étape ultérieure, les cadres de soviets comme ceux d'un Etat bourgeois restauré. »

### ENCORE UNE FOIS : UN PROBLEME DE METHODE

A cette étape de la révolution cubaine, cette position était pleinement justifiée. L'exemple de la révolu-

tion espagnole de 1936-1938 montrait qu'un Etat bourgeois pouvait être reconstruit à partir d'un gouvernement de coalition des organisations ouvrières et de l'« ombre d'organisations bourgeoises ». Le rapport de l'OCI sur la révolution cubaine commentait :

« Est-il possible, comme l'affirment certains tenants de la thèse "Cuba, Etat ouvrier", de dire que *Cuba est un Etat ouvrier parce que l'ancien appareil d'Etat bourgeois y a été détruit* ? Nous ne le croyons pas : les camarades qui affirment cela font une confusion entre le début et la fin d'une révolution prolétarienne victorieuse. L'Etat bourgeois, et en particulier son appareil répressif, police et armée permanente, peuvent être détruits au début d'une révolution sans pour cela faire place à un Etat ouvrier : jamais ni Trotsky, ni les trotskystes n'ont songé, entre juillet 1936 et mai 1937, à analyser l'Espagne républicaine comme un *Etat ouvrier*, alors même qu'il ne restait ni police, ni armée, ni même de fonctionnaires, à peine les "cendres d'un Etat". Et, à partir de septembre 1937, c'est un *Etat bourgeois* qui s'y reconstitue, lentement certes, contre le pouvoir prolétarien des "comités", qui seront en définitive utilisés comme un cadre de la restauration de l'Etat bourgeois, alors qu'une direction révolutionnaire aurait pu en faire la base de la construction d'un Etat ouvrier. Churchill, qui n'est certes pas un marxiste, mais qui s'y connaît en lutte des classes, écrivait à ce propos : "*Quand, dans quelque pays que ce soit, toute la structure de la civilisation et de la vie sociale est détruite, l'Etat ne peut se reconstituer que dans un cadre militaire.*" — ce qui signifie que lorsque les rapports de propriété et l'appareil d'Etat bourgeois ont été détruits, il y a encore une alternative à l'instauration d'un Etat ouvrier (la "subversion"), la reconstitution d'un *nouvel* appareil d'Etat bourgeois, "dans un cadre militaire". En quoi l'"armée rebelle" de Fidel Castro diffère-t-elle fondamentalement de l'"armée populaire" espagnole de la République, non moins égalitaire, non moins démocratique, non moins militante et sans doute plus liée aux organisations ouvrières et plus politisée, pourtant

creuset de l'«Etat populaire» de Largo Caballero, l'ancien Etat bourgeois reconstitué, rajeuni et paré du prestige des organisations et de l'idéologie ouvrières ? La destruction de l'ancien appareil d'Etat bourgeois n'est pas automatiquement la *preuve*, le critère de l'existence d'un Etat ouvrier, si elle en est l'une des conditions *négatives* ; un Etat bourgeois détruit peut être remplacé par un autre Etat bourgeois, intégrant les lambeaux du précédent, à condition que les masses aient, pendant un temps, l'illusion qu'il est *leur* Etat, ce que seule l'action d'une organisation révolutionnaire conséquente, se battant pour un Etat ouvrier, peut empêcher. »

#### Plus loin :

« Un bon nombre de camarades ont recours, afin de définir Cuba comme un « Etat ouvrier », au critère des rapports de propriété. Selon eux, Cuba est un Etat ouvrier parce que l'essentiel de l'industrie, du commerce et des transports y a été nationalisé à la suite de l'expropriation de la bourgeoisie, et parce que l'économie y est dirigée par une commission de planification. Ici, du moins, s'appuient-ils sur un précédent, puisque c'est ce critère, nationalisation et planification, qui, en l'absence de toute démocratie prolétarienne, a permis aux trotskystes, en 1948, de qualifier d'« Etats ouvriers » les Etat satellites de l'URSS, dans le glaci, même si c'est l'action militaro-bureaucratique de l'URSS qui a été le facteur décisif de cette transformation, aux lieu et place de l'action révolutionnaire étroitement contrôlée des masses qui a été constatée en Yougoslavie et en Chine...

(...) Nous pensons que se manifeste ici précisément l'une des faiblesses de nos analyses de 1948, et nous y reviendrons ultérieurement. Cependant, incontestablement, dans le cas des pays du glaci européen, le critère « nationalisation » est inséparable du critère « assimilation structurelle » avec un « Etat ouvrier dégénéré » : c'est parce que l'Etat bonapartiste des pays du glaci est l'instrument de la bureaucratie d'un Etat ouvrier dégénéré que les trotskystes n'ont pu le considérer comme un Etat ouvrier

déformé, et le critère « nationalisation et planification » n'est pas, à lui seul, suffisant. Les marxistes, depuis trente ans, ont en effet appris qu'il est des nationalisations bourgeoises comme des nationalisations ouvrières.

Ils pensent avec Trotsky que la nationalisation de toute la propriété bourgeoise par un Etat bourgeois, possible théoriquement, est impossible pratiquement. Néanmoins, des expériences récentes montrent que ces arguments peuvent cesser d'être valables dans des circonstances particulières ; ainsi, la « République sociale fasciste » de Mussolini expropria la bourgeoisie italienne en 1944, sans pour autant cesser de représenter les intérêts historiques bourgeois. Ainsi, la nationalisation est-elle une des solutions d'un Etat bourgeois dans un pays arriéré où la bourgeoisie est en formation et où elle est la seule forme qui permette un développement historique de la bourgeoisie, y compris même au détriment des intérêts immédiats des bourgeois : c'est seulement en ce sens que l'on peut comprendre les premières nationalisations mexicaines avant guerre, la nationalisation totale de l'économie birmane au lendemain de la guerre, et les nationalisations de Guinée. »

A quoi il faut ajouter que l'économie de Cuba a des dimensions relativement restreintes, qu'elle est invivable en elle-même, qu'elle dépend immédiatement, directement, de l'exploitation du sucre et de sa vente sur le marché mondial pour se procurer les devises nécessaires aux importations qui lui sont vitales. La vente du sucre sur le marché mondial peut être un moyen de réaliser la plus-value que les travailleurs cubains produisent.

Néanmoins, de tels rapports ne sauraient se perpétuer ni en ce qui concerne l'Etat, ni en ce qui concerne l'expropriation de l'ensemble des moyens de production et leur fonctionnement selon un plan économique d'ensemble. Juste au moment où elle a été faite, cette analyse devenait à la longue insuffisante. Son insuffisance a sans aucun doute été à l'origine d'interprétations ultérieures qui doivent être revues. Une reprise de la dis-

discussion au sein de l'OCI et du Comité d'organisation sur ce sujet semble indispensable, qui tienne compte d'une connaissance plus complète des développements ultérieurs. Quelques réflexions peuvent d'ores et déjà être faites en vue de cette discussion nécessaire.

Le maintien de l'expropriation du capital et le développement de la planification peuvent seulement servir de preuve à l'existence d'un Etat ouvrier, aucun Etat bourgeois ne pouvant par nature réaliser cela. Reste à savoir par quels processus sociaux et politiques chaque Etat ouvrier se constitue, quelle est la force politique organisée qui l'a constitué. Une autre question se pose : le Mouvement du 26 juillet, mouvement petit-bourgeois, pouvait-il construire un Etat ouvrier à Cuba ? La réponse à cette question est d'importance. Si oui, cela veut dire que des organisations petites-bourgeoises sont en mesure de construire des Etats ouvriers. E. Germain, dans son article déjà cité, « La Troisième Révolution chinoise », expliquait justement :

« C'est en s'appuyant sur la paysannerie que le PC chinois a pu conquérir le pouvoir, et c'est pourquoi la généralisation de la réforme agraire était inévitable. Mais qu'est-il advenu quand les armées paysannes sont entrées dans les grandes villes industrielles de la Chine orientale ?

Pour donner à cette question la réponse qui convient, il faut comprendre que ces armées paysannes furent dirigées par un parti qui — autant par son programme et ses perspectives politiques que par la tradition, la conscience et la trempe de ses cadres — n'était pas issu de la paysannerie mais avait été et restait depuis près de trois décades le principal porte-parole du prolétariat chinois. Bien sûr, ce parti se battait pour le bloc des " quatre classes ", il se prononçait en faveur d'une collaboration avec la " bourgeoisie industrielle " et avait constitué un gouvernement de coalition avec les représentants de celle-ci ; mais il affirmait en même temps que " la classe ouvrière était devenue la classe dirigeante de la nation " et que ce n'était plus qu'une question de temps avant que la construction d'une société socialiste puisse être entamée en Chine. »

En d'autres termes, le Parti communiste chinois était un parti ouvrier-bourgeois, mais un parti ouvrier. Cela est évidemment vrai du Parti communiste yougoslave, des PC d'Indochine. Ce sont leurs origines sociales qui ont rendu possible qu'ils deviennent les forces politiques à partir desquelles des Etats ouvriers bureaucratiques se sont constitués en Yougoslavie, en Chine, au Vietnam, au Cambodge et au Laos.

---

## LE ROLE DU PC CUBAIN

---

Pour reprendre l'analyse de la nature sociale de l'Etat cubain, il faut étudier le rôle que le Parti communiste cubain a joué au cours de la révolution cubaine, en relation avec celui de la bureaucratie du Kremlin. Le PC cubain s'appelait, avant et au début de la révolution, le Parti socialiste populaire (PSP). Etroitement dépendant de Moscou, il a, de 1952 à 1958, ouvertement soutenu la dictature de Batista. Ce n'est que peu avant la chute du dictateur que le PSP a rompu avec lui.

« Le parti combattit la lutte clandestine, le sabotage et la mise à feu des cannaies, le Mouvement du 26 juillet et le Directoire, les accusant d'être des groupes de gangsters petits-bourgeois et anti-communistes. Ils ne soutinrent pas la grève d'août ni celle d'avril 1958, sur laquelle ils ne s'étaient pas mis d'accord.

C'est au moment du pacte de Caracas (août 1958), auquel avaient souscrit de manière unitaire le Mouvement du 26 juillet, le Directoire, les militaires, les authentiques, les orthodoxes, les institutions civiques et les ouvriers, que le parti envoya à la sierra Maestra son dirigeant Carlos R. Rodríguez et commença à soutenir la lutte armée. Il organisa un groupe de tireurs à Yaguajay, sous les ordres de Felix Torres, qui aida Camilo à gagner la sierra.

Armando Acosta, leader ouvrier de Sancti Spiritus et dirigeant communiste local, s'était uni, sous sa seule responsabilité, à la colonne du Che dans la sierra et participa, au moment de l'invasion, à de nombreux combats et prises de villages.

Pendant les derniers mois de la guerre, le parti réalisa un travail frénétique de pénétration à l'intérieur du second front oriental, et ceci avec l'aide de Raúl Castro, qui s'était séparé du parti pour participer à l'attaque de la Moncada en 1953, mais continuait à penser que le parti était la révolution — et aussi avec l'aide du Che et de Ramiro Valdés qui, sans avoir été membres du parti, étaient des sympathisants et le considéraient comme le représentant du socialisme.

Au congrès national de 1959, le parti, par la voix de son secrétaire général Blas Roca, fit une autocritique sur les erreurs commises pendant la lutte contre Batista. » (*Journal de la révolution cubaine.*)

Numériquement faible, mais organisation stalinienne disposant d'un appareil soigneusement sélectionné par le Kremlin, de militants parfaitement contrôlés, le PSP avait une tout autre cohésion que le Mouvement du 26 juillet, organisation petite-bourgeoise, hétérogène et sans unité politique réelle. Noyauter en partie le Mouvement du 26 juillet était l'enfance de l'art pour le PSP, surtout qu'il bénéficiait de la couverture politique des dirigeants au plus haut niveau du Mouvement du 26 juillet. Dès la victoire de la révolution, le PSP a pénétré les organisations de masse, les ministères, l'administration. Il est même parvenu à faire éliminer dès 1960 David Salvador du poste de secrétaire général de la Confédération des travailleurs cubains.

Le rapport de l'OCI déjà cité rappelle ces faits :

« Au lendemain de l'échec de la grève (*d'avril 1958*), lors de la prise du pouvoir, Castro soutient Salvador, qui s'empare de la CTC contre les staliniens. L'année suivante, Castro remet en personne en question le vote du congrès national élisant Salvador secrétaire général contre un candidat stalinien. Accusant le congrès de n'avoir "fait preuve ni de prudence, ni d'unité, ni de rien du tout", il impose le partage des responsabilités entre Salvador et deux autres secrétaires, dont le stalinien Junus Sota, qui sera bientôt maître de l'appareil. Finalement, Salvador est emprisonné. »

En 1961, le Mouvement du 26 juillet, le PSP et les membres du Directoire du 13 mars ont fusionné en une seule organisation. Elle donnera naissance à un parti unique, tous les autres partis étant interdits : le Parti uni de la révolution socialiste, qui deviendra plus tard le Parti communiste cubain. Or, qui est chargé de l'organisation du nouveau parti ? La direction stalinienne du PSP. La force du PSP était de suivre une ligne contre-révolutionnaire de façon systématique et déterminée, d'être l'agent du Kremlin sans lequel l'économie de l'île se disloquerait. René Dumont écrit dans l'ouvrage déjà cité :

« On estime souvent que Cuba, en fin 1969, aurait coûté, en roubles, près de quatre milliards de dollars à l'URSS, sans inclure les armements. C.-R. Rodriguez, interviewé à Lima en avril 1969, cite l'exemple de deux prêts soviétiques de développement, de 100 et de 135 millions de dollars ; puis de crédits commerciaux, qui, pour l'année 1968 seule, auraient dépassé 200 millions de dollars. Il précise que ce sont des prêts à 2 et 2,5 % d'intérêt, remboursables après dix ou douze ans pour la majorité d'entre eux. Seuls les armements sont donnés. Il cite aussi des crédits français (Richard, 36 millions de dollars), anglais (usine d'engrais, 50 millions), allemands de l'Est (plus de 60 millions), roumains (50 millions), tchèques, hongrois et d'autres pays. »

Comment douter que la véritable force politique qui a reconstruit un appareil d'Etat, construit le parti unique, ait été le parti stalinien ? Il a chapeauté, contrôlé, puis s'est subordonné les organisations de masse, sous le couvert du « Leader maximo ». A la fin d'un article écrit en août 1961 (« Révolution cubaine, première étape »), que « La Vérité » n° 522 a publié, F. Rodriguez faisait remarquer :

« P.-S. — Certains observateurs ont cru pouvoir déceler un "début de gouvernement prolétarien" dans les Juntas de Coordinacion, Ejecucion e Inspeccion (JUCEI) instituées, après la province d'Oriente, dans plusieurs provinces, pour coordonner les activités des diverses autorités, et généralisées par décret le 23 juillet dernier.

Ils voient un argument à l'appui de leur thèse dans le fait que Raúl Castro, responsable des JUCEI, a annoncé qu'elles seraient dans l'avenir élues et révocables. Il ne faut pourtant pas prendre ses désirs pour des réalités. Les JUCEI sont formées de représentants des organismes et organisations existants, dont certains sont élus et d'autres nommés, et apparemment encore aucun révocable : représentants des fermes d'Etat, des directions de coopératives, des syndicats ouvriers et paysans, de l'organisation des petits paysans (ANAP), des partis politiques, PC compris, des fonctionnaires des divers ministères, délégués de l'armée, des milices, des comités de défense, etc. Il n'est pas exclu qu'un pouvoir prolétarien naisse à travers ces organismes, comme à travers d'autres, tels que les CTA ou les Comités de défense, si les masses parviennent à en modifier profondément la nature, en y imposant leur contrôle. Pour l'instant, ils sont beaucoup plus des instruments du contrôle exercé par en haut, par le gouvernement castriste, pour prévenir des développements non souhaités. »

---

## LE MOUVEMENT DU 26 JUILLET, LE PC CUBAIN ET LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN

---

Ce sont typiquement des procédés staliniens. Tout aussi significative est la virulente attaque que le PSP a déclenchée contre le trotskysme et les trotskystes.

« En août 1960, au congrès du PSP, le secrétaire général Blas Roca consacre une importante partie de son rapport, dans la partie consacrée aux "ennemis de la révolution cubaine", aux trotskystes, présentés comme des provocateurs et des espions d'Hitler, puis de l'impérialisme américain. Blas Roca les englobe avec les "titistes" et les "anarcho-syndicalistes" parmi les agents impérialistes chargés d'attaquer la révolution à partir de positions gauchistes. »

Non moins remarquables sont les faits suivants :

« Le 30 avril 1961, au cours d'une conférence télévisée sur les problèmes économiques, Che Guevara polémique contre "Voz Proletaria", "petit périodique trotskyste", et ses critiques au sujet des Conseils techniques. Il déclare que ses positions, "absurdes du point de vue théorique", sont, "du point de vue de la pratique, une infamie ou une erreur". »

Le 26 mai, le journal trotskyste est interdit. Le 13 août, le même Guevara déclare au journal chilien "Ultima Hora" que cette interdiction, mesure purement administrative, se justifie par le fait qu'il "n'était pas prudent de laisser le trotskysme continuer d'appeler à la subversion". Il explique ensuite que "le trotskysme est né à Guantánamo", près de la célèbre base américaine, et que cette proximité géographique justifie amplement la mesure. En quatre mois, Guevara est passé de la polémique à la calomnie vis-à-vis des trotskystes. Seule différence avec Blas Roca : il n'affirme pas, il insinue, et il ne parle pas d'Hitler. »

Ces attaques de Guevara contre le trotskysme ont lieu au lendemain du débarquement manqué de la Baie des Cochons, qui a soulevé les masses de Cuba et donné une nouvelle et formidable impulsion à la révolution. Contrôler, faire refluer le mouvement des masses, reconstruire un appareil d'Etat, construire le parti unique, sont des tâches plus indispensables et urgentes que jamais. Or, à notre époque, la révolution prolétarienne, la lutte pour la réalisation de la dictature du prolétariat, sont inséparables du trotskysme. Il faut discréditer, calomnier, écraser toute organisation se situant sur le terrain du trotskysme, quelles que soient ses insuffisances politiques et fût-elle extrêmement faible. Che Guevara, les dirigeants du Mouvement du 26 juillet ont couvert de leur incontestable prestige révolutionnaire l'activité contre-révolutionnaire de l'appareil stalinien. En d'autres occasions encore, par exemple à la fin de la conférence « tricontinentale » que les castristes organisent en 1966, Fidel Castro déchaînera tout son verbalisme contre le

trotskysme et les trotskystes. Au pseudo-naïf d'estimer qu'il s'agit d'« erreurs ». Ce sont des actes politiques parfaitement mesurés. L'anti-trotskysme, c'est la lutte contre la révolution prolétarienne. Les spécialistes, les experts de l'anti-trotskysme sont incontestablement les staliniens, parce qu'ils sont les experts, les scientifiques du combat contre la révolution prolétarienne.

A cela, on opposera sans doute que dès 1962, Fidel Castro dénonçait le stalinien Escalante, chargé d'organiser le parti unique :

« Escalante a converti l'appareil du parti en un nid de privilèges, de tolérances, de faveurs en tous genres... Le noyau nommait et révoquait, ordonnait, gouvernait »,

expliquait Fidel Castro au cours d'un discours prononcé le 26 mars 1962. Escalante était révoqué. Il s'agit plutôt d'un témoignage particulièrement important de la réalité de la subordination croissante du parti unique, des organisations de masse, de l'appareil d'Etat, à l'appareil stalinien. Derrière Escalante, il y avait le Kremlin et les milliers et les milliers de « spécialistes » venus d'URSS, spécialistes militaires, spécialistes techniques, spécialistes en tous genres. L'affaire des fusées de l'URSS installées à Cuba devait révéler tout à la fois les contradictions existantes entre le Mouvement du 26 juillet, la révolution prolétarienne, la bureaucratie stalinienne et son appareil agissant à Cuba. En installant à Cuba des fusées menaçant directement les USA, la bureaucratie du Kremlin organisait une provocation contre la révolution cubaine. L'impérialisme américain trouvait une occasion magnifique d'intervenir à Cuba. En effet, Kennedy lançait un ultimatum à Cuba et à l'URSS d'avoir à retirer ces fusées. Finalement, Khrouchchev et Kennedy concluaient un accord par-dessus la tête de Castro et du gouvernement cubain : l'URSS retirait ses fusées sous le contrôle d'« inspecteurs » de l'ONU (octobre 1962). En d'autres termes, la bureaucratie du Kremlin agissait souverainement à l'égard de Cuba.

D'autres crises ont éclaté, où ouvertement Fidel Castro, l'appareil stalinien à Cuba, la bureaucratie stali-

nienne se sont opposés. A l'origine de ces crises : à Cuba, une authentique révolution prolétarienne a déferlé et bouleversé tous les rapports sociaux et politiques. Une révolution prolétarienne aussi profonde et puissante ne se domestique pas facilement. L'opposition à la main-mise et aux méthodes staliniennes devait se manifester d'une façon ou d'une autre. Malgré l'alliance entre l'équipe castriste et l'appareil stalinien pour juguler la révolution prolétarienne, il n'y a pas identité entre eux. Fidel Castro et son équipe, la couche qu'ils représentent, ont leurs intérêts spécifiques à l'intérieur de l'appareil d'Etat, du parti unique, de l'appareil de production. Sur eux a constamment pesé la menace d'être sacrifiés au cours d'un marchandage entre l'impérialisme et le Kremlin. L'hétérogénéité du Mouvement du 26 juillet laissait place également à une sorte de militants attachés à leurs idéaux révolutionnaires humanistes et socialistes, comme au temps de la sierra. Cela explique les prises de position de Fidel Castro et de son équipe en différentes circonstances.

Pourtant, un lien unit ce que représente le castrisme, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international : la peur que la révolution prolétarienne qui a emporté le Mouvement du 26 juillet beaucoup plus loin qu'il ne le pensait, n'aille à son terme : la réalisation de la dictature du prolétariat. Dès lors, le Kremlin et son appareil à Cuba ne pouvaient que jouer, à l'intérieur du parti unique, dans la construction de l'appareil d'Etat, de l'appareil économique, le rôle déterminant. Les méthodes de Castro et de son équipe laissaient le champ libre à l'activité de l'appareil stalinien. Les rapports de type caudilliste, soi-disant directs, entre le « Leader maximo », le « tribuna », et la foule, l'absence de fonctionnement officiel d'organismes politiques et étatiques codifiés, laissaient le champ libre à l'appareil contre-révolutionnaire organisé, centralisé, discipliné du stalinisme. L'aboutissant final de toutes ces causes en témoigne : en dernière analyse, Castro et son équipe ont toujours fini par s'incliner devant la bureaucratie du Kremlin et son appareil à Cuba. Fidel Castro et son équipe, de leur côté, avaient une importante marge d'action, car leur prestige révolution-

naire était la couverture indispensable à l'action contre-révolutionnaire de l'appareil stalinien. Force est, cependant, de constater que l'alignement de Castro et de son équipe, leur subordination à la bureaucratie du Kremlin, sont depuis dix ans de plus en plus étroits et stricts.

## SUR LA NATURE DE L'ETAT DE CUBA

Tout cela ne tranche pas encore quelle est la nature de l'Etat cubain qui a été reconstruit à partir de 1962. Néanmoins, il semble qu'il faut conclure que la reconstruction d'un Etat bourgeois s'est avérée impossible, étant donné la profondeur de la révolution. Qu'il suffise de préciser qu'au début des années 1960, 600 000 cubains sur une population de 7 millions d'habitants ont émigré, c'est-à-dire 8,6 %. Autrement dit, la bourgeoisie dans son ensemble, comme classe, s'est expatriée. Le prolétariat, les masses, étaient organisés en des milliers et des milliers de comités, d'organismes. La variante, plausible au moment où elle était formulée, de la reconstruction d'un Etat bourgeois, ne s'est pas réalisée, pas plus que celle de la réalisation de la dictature du prolétariat. C'est une autre variante qui a pris corps : la constitution d'un Etat ouvrier s'apparentant aux Etats ouvriers bureaucratiques dès le départ, bien qu'ayant ses particularités historiques. A Cuba, la révolution a été trop profonde, trop radicalement menée par les masses, pour que de l'intérieur les acquis économiques et sociaux soient détruits, et qu'un Etat bourgeois soit restauré. Une guerre civile inexpiable organisée et menée de l'extérieur est indispensable pour y parvenir. Mais, du côté du prolétariat et des masses exploitées, la spontanéité révolutionnaire ne suffisait pas pour que se réalise la dictature du prolétariat. Les comités, les organismes de masse existant restaient disloqués, ne constituaient pas l'indispensable appareil d'Etat centralisé. La spontanéité du mouvement des masses ne pouvait parvenir à ce stade.

Un authentique parti révolutionnaire, un parti se situant sur le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, ayant une influence décisive sur les

masses, était indispensable pour les conduire à constituer un tel Etat. Or, les masses gardaient toute leur confiance en Fidel Castro comme dans les dirigeants du Mouvement du 26 juillet, tout en les débordant, en les submergeant. Le Mouvement du 26 juillet était placé devant l'alternative suivante : se dresser ouvertement contre la révolution prolétarienne, c'est-à-dire être l'instrument de la guerre civile contre elle ; suivre le mouvement des masses en ayant l'air de se mettre à sa tête, tout en le limitant le plus possible. Ils ont choisi le deuxième terme de l'alternative. L'appareil stalinien a été la force politique qui a chapeauté, contrôlé, puis s'est subordonné les organisations des masses, qui a été la cheville ouvrière de la construction d'un nouvel appareil d'Etat, avec bien sûr la participation du Mouvement du 26 juillet, qui a corseté la révolution, a été dressé contre la réalisation de la dictature du prolétariat, bien qu'il doive être qualifié d'Etat ouvrier, mais bureaucratique et en ce sens contre-révolutionnaire.

De ce point de vue, l'accord entre l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin en octobre 1962, et qui a clos la « crise des fusées », est significatif : l'impérialisme américain renonçait à débarquer à Cuba pour restaurer l'ordre bourgeois. Répétons-le, pour y parvenir une inexpiable guerre civile était nécessaire. Quelles pouvaient en être les conséquences en Amérique latine ?

Nul ne pouvait le prévoir. L'impérialisme américain a été convaincu que le moindre risque était de laisser opérer la bureaucratie du Kremlin et son appareil à Cuba, pour canaliser, faire refluer la révolution prolétarienne. L'importance de Cuba, du point de vue des intérêts économiques généraux de l'impérialisme, est de quinzième ordre. Ce qui comptait vraiment, c'était l'impact de la révolution cubaine. Le plus important était de la neutraliser politiquement.

La bureaucratie du Kremlin, son appareil international, avec la participation de Fidel Castro et de son équipe, malgré les querelles et les crises, y sont parvenus. Aujourd'hui, une solide caste bureaucratique s'y est constituée, unie par une sorte de cordon ombilical à celle de l'URSS. Une

révolution politique est tout aussi nécessaire que l'est la construction d'un parti de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Ultérieurement, d'ailleurs, le prestige de Fidel Castro s'est révélé un instrument précieux contre la révolution prolétarienne en Amérique latine et dans le monde.

Les analyses de l'OCI n'ont pas été poursuivies après 1962. Tout au plus y a-t-il eu des appréciations individuelles. La vérité oblige à dire que toute la profondeur, la puissance de la révolu-

tion prolétarienne à Cuba n'ont pas été justement appréciées. La « chanson de geste » à propos de Castro et du Mouvement du 26 juillet a obscurci la réalité, masqué l'acteur véritable de la révolution cubaine : le prolétariat, les masses.

De là beaucoup d'incompréhension sur la place et le rôle dans la révolution cubaine des forces politiques, et de la résultante finale du parallélogramme des forces sociales et politiques en mouvement (1).

---

(1) Le bureau politique de l'OCI estime qu'une nouvelle discussion est nécessaire à propos de la révolution cubaine et de ses développements. Sans qu'il se soit prononcé sur les éléments que j'avance dans cette partie de cet article, je suis autorisé à les publier sous ma responsabilité (S.J.).





A propos  
d'une possibilité théorique  
et de la lutte  
pour la dictature du prolétariat

## 5. Stratégie de la lutte pour le pouvoir, pour la dictature du prolétariat

*La transformation des rapports de propriété en Europe de l'Est, au nord de la Corée, en Yougoslavie, en Chine, ensuite en Indochine et à Cuba, a incontestablement alimenté le révisionnisme. La lecture du manifeste du pablisme, l'article de Michel Pablo « Où allons-nous ? », que Quatrième Internationale de février-avril 1951 publiait, en rend compte. Le manifeste du révisionnisme réduisait le « Programme de transition » au fameux passage sur les circonstances exceptionnelles pouvant contraindre les partis petits-bourgeois, y compris les partis staliniens, à aller plus loin qu'ils ne le voudraient sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie. Il l'interprétait à sa façon et bien entendu en modifiait le contenu. Les circonstances exceptionnelles devenaient l'inévitabilité d'une guerre de l'impérialisme américain contre les Etats ouvriers dégénérés.*

Pablo établissait le complexe dialectique suivant :

« Une telle guerre prendrait dès le début le caractère d'une guerre civile internationale, particulièrement en Europe et en Asie, qui passerait rapidement sous le contrôle de la bureaucratie soviétique, des partis communistes, ou des masses révolutionnaires. La guerre dans de telles condi-

tions, dans un rapport de forces tel que celui qui existe actuellement, serait essentiellement la révolution. La progression de la révolution anti-capitaliste dans le monde éloigne mais en même temps précise le danger de guerre générale. La guerre serait cette fois la révolution.

Une partie des membres du premier gouvernement soviétique, le premier gouvernement de la dictature du prolétariat, lors d'une réunion de l'Internationale communiste. Au fond, Lénine. Sur la droite, on reconnaît Trotsky (Ph. Keystone).

Les deux notions de la révolution et de la guerre, loin de s'opposer ou de se distinguer en tant que deux étapes considérablement différentes de l'évolution, se rapprochent et s'entrelacent au point de se confondre par endroits et par moments. A leur place, c'est la notion de la révolution-

guerre, de la guerre-révolution, qui émerge et sur laquelle doivent se fonder les perspectives et l'orientation des marxistes révolutionnaires de notre époque. »

Précédemment, en quelques phrases, Pablo avait substitué au fondement de la théorie marxiste, à la division de la société en classes, le « concept » des blocs :

« La réalité sociale objective, pour notre mouvement, est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien. Du reste, qu'on le veuille ou non ces deux éléments constituent la réalité sociale objective tout court, car l'écrasante majorité des forces opposées au capitalisme se trouvent essentiellement dirigées ou influencées par la bureaucratie soviétique. »

Pablo en concluait :

« Une telle guerre, loin d'arrêter la lutte qui se poursuit essentiellement au désavantage de l'impérialisme, l'intensifierait et la porterait à son paroxysme. Elle romprait tous les équilibres, entraînant toutes les forces dans la lutte, accélérerait le processus déjà commencé de la transformation convulsive de notre société, qui ne s'apaisera qu'avec le triomphe du socialisme international. Le sort du stalinisme se réglerait précisément dans cette période de bouleversements gigantesques.

Des gens qui désespèrent du sort de l'humanité parce que le stalinisme duré et remporte même des victoires abaissent l'histoire à leur mesure. Ils auraient voulu que tout le processus de transformation de la société s'accomplisse dans les délais de leur courte vie afin qu'ils puissent être récompensés de leurs efforts pour la révolution. Quant à nous, nous réaffirmons ce que nous avons écrit dans le premier article que nous avons consacré à l'affaire yougoslave : cette transformation occupera probablement une période historique entière de quelques siècles, qui sera remplie entre-temps par des formes et des régimes transitoires entre le capitalisme et le socialisme nécessairement éloignés des formes "pures" et des normes. »

## LE REVISIONNISME ET LA POSITION DE TROTSKY

Pour qui voulait comprendre, tout était parfaitement clair. La bureaucratie du Kremlin a exproprié le capital à l'est de l'Europe et au nord de la Corée, les PC yougoslave et chinois l'ont exproprié dans leur pays, cela en fonction de circonstances exceptionnelles. Mais des circonstances encore plus exceptionnelles se préparent, la guerre-révolution, révolution-guerre, qui rompra tous les équilibres, entraînant toutes les forces dans la lutte. Pour parler net : la bureaucratie du Kremlin et les autres appareils bureaucratiques, à l'échelle mondiale cette fois, selon les mêmes méthodes et par des processus analogues à ceux utilisés en Europe de l'Est, au nord de la Corée, en Yougoslavie, en Chine, exproprieront le capital. Ce n'est qu'au bout de « siècles de transition » que le socialisme sera réalisé. En d'autres termes, « longue vie » aux bureaucraties, dont la bureaucratie du Kremlin est le prototype. Elles jouent un rôle indispensable, historiquement nécessaire, progressiste, étant sous-entendu que le prolétariat est incapable d'exproprier le capital par ses propres méthodes et ses propres moyens. Les apologistes du castrisme développent des points de vue parents de ceux de Pablo. Certes la guerre-révolution, révolution-guerre, est passée de mode. Il reste qu'ils substituent au prolétariat, à la réalisation de sa dictature, l'action d'organisations petites-bourgeoises empiriques mais conséquentes ; à la construction de partis de la IV<sup>e</sup> Internationale et de la IV<sup>e</sup> Internationale, ils substituent le soutien à Castro, aujourd'hui instrument international de la bureaucratie du Kremlin, consacré avec son équipe comme la plus éminente direction révolutionnaire qui ait existé depuis celle du parti bolchevique.

De telles conceptions attaquent les fondements du marxisme. « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classes », lit-on au début du « Manifeste du Parti communiste ». Et l'histoire est essentiellement l'histoire des deux classes fondamentales de la société actuelle, la bourgeoisie et le

prolétariat, les autres classes et couches sociales s'alignant ou s'insérant dans la lutte de ces deux classes. Elles remettent en cause l'unité mondiale dans le temps et l'espace de la lutte des classes à l'époque présente. Elles font fi du développement réel de cette lutte des classes, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

L'expropriation du capital à la fin et au lendemain de la Deuxième Guerre en Europe de l'Est, au nord de la Corée, en Yougoslavie, en Chine, au Vietnam, à Cuba, sont le produit de la combinaison entre un gigantesque krach du mode de production capitaliste, de la société bourgeoise, du système impérialiste, et de la vague révolutionnaire qui se sont produits à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et poursuivis aux lendemains de celle-ci.

Alors que s'effondrait l'impérialisme allemand, s'engageait à l'échelle de l'Europe le processus de la révolution prolétarienne. La révolution prolétarienne en Europe a été contenue et son développement limité par la politique conjointe de l'impérialisme américain et de la bureaucratie du Kremlin agissant directement et au moyen de son appareil international.

La révolution était à l'ordre du jour non seulement en Europe de l'Est mais en Italie, en France, en Belgique et en Allemagne, c'est-à-dire dans les pays les plus avancés de ce continent décisif du point de vue des rapports mondiaux entre les classes. La division de l'Europe en deux, l'occupation de l'est de l'Europe par les troupes de la bureaucratie du Kremlin, l'occupation de l'Allemagne par les armées impérialistes d'un côté, de la bureaucratie du Kremlin, de l'autre, ont été, conjointement à la politique de reconstruction des Etats bourgeois, de remise en route de l'économie capitaliste, pratiquée par les PC des pays de l'Europe de l'Ouest, indispensables au maintien du régime capitaliste en Europe de l'Ouest, et finalement dans le monde, à la restructuration du système impérialiste à partir et sous l'impulsion de l'impérialisme américain. De même, c'est la décomposition du tissu du système impérialiste, l'effondrement des impérialismes anglais, français, hollandais devant le Japon, l'effondrement de l'impérialisme japonais

face aux USA, qui ont disloqué les structures impérialistes en Extrême-Orient, c'est la puissante montée des masses en Chine et au Vietnam qui est à l'origine de l'expropriation de l'impérialisme, du capital, dans ces pays. Au contraire, la politique du PCC et du PCV a participé au maintien du système impérialiste dans le monde et lui a même permis de reprendre pied par exemple au Vietnam à la fin de la guerre. Les masses ont dû payer d'un prix effroyable cette politique : la guerre de Corée, les deux guerres impérialistes contre les pays d'Indochine, pour ne citer que les faits les plus apparents.

Encore faut-il rappeler ici que l'impérialisme américain n'a pu aller jusqu'à transformer la guerre de Corée en guerre ouverte contre la Chine, avec utilisation des armes atomiques, qu'en raison des rapports mondiaux entre les classes, USA inclus, que l'impérialisme français, soutenu par l'impérialisme américain, n'a pu mobiliser et utiliser tous les moyens qui lui auraient été nécessaires au cours de la première guerre d'Indochine, en raison des rapports entre les classes en France, en Europe et dans le monde ; que l'impérialisme américain a été incapable d'écraser le Vietnam, également en raison des rapports mondiaux entre les classes après 1968, et singulièrement de l'opposition des masses américaines à la guerre. De façon plus générale, si l'impérialisme américain a été incapable de s'engager contre l'URSS, la Chine, les pays où le capital a été exproprié, c'est en raison des rapports entre les classes dans le système capitaliste et notamment dans les pays capitalistes avancés, dont évidemment les USA. Ces données, ces rapports, étant rappelés, ce que Trotsky écrivait dès 1939 apparaît bien comme essentiel :

« Pour avoir la possibilité d'occuper la Pologne au moyen d'une alliance militaire avec Hitler, le Kremlin a depuis longtemps trompé et continue de tromper les masses en URSS et dans le monde entier et a, de ce fait, provoqué la décomposition complète des rangs de sa propre Internationale communiste. Le critère politique essentiel pour nous n'est pas la transformation des rap-

ports de propriété dans cette région ou une autre, mais le changement à opérer dans la conscience et l'organisation du prolétariat mondial, l'accroissement de sa capacité à défendre les conquêtes antérieures et à en réaliser de nouvelles. De ce point de vue décisif, la politique de Moscou, considérée globalement, conserve entièrement son caractère réactionnaire et demeure le principal obstacle sur la voie de la révolution internationale. »

Force est de constater que la politique de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties satellites, des PC yougoslave, chinois, vietnamien, celle de Fidel Castro (ou plus exactement celle du PC cubain), ont été indispensables au maintien du système impérialiste, de l'ordre bourgeois, à l'échelle internationale.

---

### LE PRODUIT DE CONTRADICTIONS NON RESOLUES

---

Par contre, il est nécessaire de rappeler qu'après avoir noté la possibilité théorique que des partis petits-bourgeois, y compris staliniens, soient contraints d'aller plus loin qu'ils ne le voulaient sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie, jusqu'à constituer des « gouvernements ouvriers et paysans », le Programme de transition estimait :

« En tout cas, une chose est hors de doute : si même cette variante peu vraisemblable se réalisait quelque part, et qu'un « gouvernement ouvrier et paysan » dans le sens indiqué plus haut s'établissait, en fait il ne représenterait qu'un court épisode sur la voie de la véritable dictature du prolétariat. »

Or, en Yougoslavie, en Chine, en Indochine, à Cuba, ce type de « gouvernement ouvrier et paysan » n'a pas été qu'« un court épisode sur la voie de la véritable dictature du prolétariat ». Dans aucun de ces pays la véritable dictature du prolétariat n'a existé, ni n'existe. Par contre, les PC ont construit des Etats ouvriers bureaucratiques et, bien qu'à l'échelle

de l'histoire quelques dizaines d'années passent vite, on ne peut parler d'un « court épisode ».

Pourquoi en a-t-il été ainsi ?

C'est la conséquence d'une contradiction qui n'a pas encore trouvé sa solution. La crise du mode de production capitaliste a atteint une telle profondeur qu'en certaines régions du monde tous les rapports économiques, sociaux et politiques se sont décomposés, qu'ils sont devenus d'une instabilité chronique, irréversible, aboutissant à de véritables effondrements. Inversement, la puissance sociale et politique du prolétariat mondial a crû considérablement depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, par suite de ses conquêtes antérieures et nouvelles. En fonction de quoi, l'impérialisme n'a pas été capable d'écraser les mouvements révolutionnaires qui se sont produits dans ces pays. Par contre, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international ont dressé de nouveaux et puissants obstacles sur la voie de la révolution prolétarienne dans chaque pays et mondialement, sans pouvoir bloquer totalement, il s'en faut, son développement.

Il est nécessaire de le répéter : l'expropriation du capital à l'est de l'Europe, en Corée du Nord, en Albanie, en Yougoslavie, en Chine, en Indochine, à Cuba, est à mettre au compte du prolétariat mondial. Le fait que la révolution prolétarienne mondiale n'ait pas encore été victorieuse, notamment que le prolétariat n'ait pas pris le pouvoir dans les métropoles impérialistes et que le capital n'y ait pas été exproprié, est à mettre au compte de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international. Plus encore, si le mouvement révolutionnaire des masses a été contenu là même où le capital a été exproprié, si le prolétariat a été, dans ces pays, frustré de l'exercice du pouvoir politique et de la gestion des nouveaux rapports de production, si des Etats d'origine ouvrière, certes, mais bureaucratiques, se sont constitués dès le départ, où une couche bureaucratique monopolise le pouvoir politique, écrase et spolie les masses, cela est dû à l'existence de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international, à leur action, à ce qu'ils ont engendré.

A la bureaucratie du Kremlin sont amarrées directement les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires de l'Europe de l'Est. Les PC, qui ont dévoyé, analysé, corseté la révolution prolétarienne dans leurs pays, qui ont constitué des Etats ouvriers bureaucratiques lorsqu'ils sont allés plus loin qu'ils ne le voulaient sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie, même si, s'engageant sur cette voie où à la suite de leur prise du pouvoir, ils ont rompu leur lien direct de subordination au Kremlin, n'en ont pas moins été des rouages de son appareil international, qui les a modelés. Les violentes contradictions qui opposent les bureaucraties parasitaires entre elles, qui dressent telle ou telle d'entre elles contre celle du Kremlin, n'empêchent pas que toutes procèdent de l'existence de cette dernière, qu'elles ont toutes été, en quelque sorte, induites par elle. Historiquement, elles en procèdent et en dépendent. Elles dépendent de relations nationales et mondiales entre les classes où la bureaucratie du Kremlin et son appareil international ont une fonction que seuls ils peuvent remplir.

Doit être inclus comme élément déterminant de ces contradictions le fait que la crise de la direction révolutionnaire n'a toujours pas été résolue, ni à l'échelle internationale, ni à celle de quelque pays que ce soit. La crise du système impérialiste, la vague révolutionnaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, n'ont pas permis de la résoudre. Tout au contraire, en un premier temps les masses se sont portées vers les partis et organisations traditionnels et notamment staliniens, les chargeant d'un contenu révolutionnaire qu'ils n'ont pas, et les entraînant parfois justement beaucoup plus loin que ceux-ci ne l'auraient voulu sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie. Outre le mouvement classique qui fait qu'au premier stade de la révolution prolétarienne les masses se dirigent vers les organisations traditionnelles avec l'illusion qu'elles vont répondre à leurs aspirations, la victoire de l'URSS sur l'impérialisme allemand, le prestige usurpé que la bureaucratie du Kremlin et les PC en ont tiré, ont renforcé politiquement la bureaucratie du Kremlin et son appareil international. Bien qu'en même temps ce mouvement contenait en lui son contraire, c'est-à-dire la crise politique de la

bureaucratie du Kremlin et de son appareil international, leur remise en cause et finalement leur destruction. Ultérieurement, la crise qui a disloqué la IV<sup>e</sup> Internationale devait rendre plus difficile encore, différer la solution de la crise de la direction révolutionnaire. La crise de l'impérialisme, les mouvements révolutionnaires, ne s'en sont pas moins développés, réclamant des réponses.

En raison de l'ensemble de ces rapports, de leurs relations, la possibilité théorique que le « Programme de transition » évoque s'est développée plus loin (jusqu'à la constitution d'Etats ouvriers bureaucratiques, et pas seulement de gouvernements ouvriers et paysans), et plus durablement que prévu. Pourtant, son contenu, ce qu'elle implique, est plus que jamais valable : la crise conjointe de l'impérialisme, de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires en est la vivante manifestation.

---

## REVOLUTION POLITIQUE : LA CRISE CONJOINTE SE NOUE

---

Très rapidement, l'antinomie entre la révolution prolétarienne et l'existence de la bureaucratie du Kremlin et de toutes les bureaucraties parasitaires s'est manifestée brutalement au grand jour.

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international ont atteint leur puissance politique maximum. Ils ont été capables de protéger de la révolution prolétarienne le système impérialiste dans son ensemble. Ils ont été les agents politiques indispensables de la reconstruction des Etats bourgeois disloqués de l'Europe de l'Ouest, de l'économie capitaliste, de la remise sur pied de ces impérialismes conjointement avec l'impérialisme américain, la puissance et les ressources de celui-ci permettant de restructurer le système impérialiste, de financer la reconstruction de l'économie capitaliste. Mais, déjà, il leur a été impossible d'empêcher que la guerre révolutionnaire en Yougoslavie ne

débouche sur la constitution d'un Etat ouvrier bureaucratique, mais qui échappe au contrôle et à la subordination étroite et directe au Kremlin. Ils n'ont pu empêcher qu'en Chine la guerre civile aboutisse à l'expropriation du capital impérialiste et finalement du capital chinois, à la constitution d'un Etat ouvrier bureaucratique, mais échappant au contrôle et à la soumission à la bureaucratie du Kremlin.

Dès 1948, la rupture brutale entre la bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie yougoslave démontrait que fondamentalement l'extension des rapports de production de transition du capitalisme au socialisme, ces rapports fussent-ils contrôlés et exploités par une autre bureaucratie également parasitaire, la constitution d'Etats ouvriers, fussent-ils bureaucratiques, était en dernier ressort antagonique à l'existence de la bureaucratie du Kremlin. Les purges terriblement sanglantes qu'à partir de 1949 la bureaucratie du Kremlin a opérées dans les PC de l'est de l'Europe, pourtant ses agents qu'elle avait mis au pouvoir, ont aussi exprimé de violentes crises ayant les mêmes causes profondes.

Bientôt des mouvements majeurs se produisaient : en Allemagne de l'Est en juin 1953, le prolétariat se soulevait contre la bureaucratie du Kremlin et ses agents est-allemands. Le prolétariat de l'est de l'Allemagne écrivait le prologue à la révolution politique nécessaire pour renverser la bureaucratie du Kremlin et toutes les bureaucraties parasitaires, pour instaurer ou restaurer (URSS) la dictature du prolétariat, construire ou reconstruire un Etat ouvrier sain fondé sur les soviets, les conseils ouvriers, et gérer au profit des masses les rapports de production de la société de transition entre le capitalisme et le socialisme, en les débarrassant de leurs déformations. Après, ce fut le mouvement révolutionnaire d'octobre 1956, en Pologne, la révolution hongroise des conseils de novembre 1956, que les tanks de la bureaucratie du Kremlin ont noyée dans le sang, comme ils avaient noyé dans le sang le mouvement révolutionnaire du prolétariat de l'est de l'Allemagne. La révolution politique surgissant devenait une réalité vivante, alors que la possibilité théorique que le « Pro-

gramme de transition » évoque continuait à se concrétiser en Indochine, qu'elle allait quelques années plus tard se concrétiser à Cuba. L'attitude politique de la bureaucratie chinoise reprochant à celle du Kremlin de ne pas avoir fait preuve plus rapidement de fermeté contre la révolution hongroise des conseils, celle, plus modérée, mais néanmoins laissant le Kremlin écraser en toute quiétude la révolution hongroise des conseils, de la bureaucratie yougoslave, sont d'autant plus significatives que, quelques années plus tard, Moscou et Pékin devaient rompre et s'affronter ouvertement : le lien interne de dépendance de l'une à l'autre, et singulièrement par rapport à celle du Kremlin, se manifestait là. Contre le prolétariat et les masses, elles sont liées les unes aux autres, elles dépendent vitalemment les unes des autres.

La bureaucratie chinoise allait vérifier très rapidement, directement, que la révolution politique était aussi à l'ordre du jour en Chine. Afin de tenter de dénouer les contradictions qui l'assaillent en permanence, en 1956-1957 elle inaugurait un cours de libéralisme contrôlé. Très rapidement, ce cours a pris fin : des profondeurs du PCC et du pays surgissaient des revendications et des théories politiques annonciatrices de la révolution politique.

Depuis, l'actualité de la révolution politique n'a cessé de s'affirmer. En Chine, au cours des années 1960, la « Révolution culturelle », qu'une aile de la bureaucratie avait impulsée pour résister à l'aile droitiste et restauracionniste traduisant la pression de la bureaucratie du Kremlin et de l'impérialisme, a dû être brutalement close, car derrière commençait à se profiler la révolution politique, des théories, des revendications, des mouvements qui, comme la « Commune de Chang-haï », menaçaient la bureaucratie chinoise dans son ensemble. En 1968 en Tchécoslovaquie, en Pologne, à diverses reprises, l'actualité de la révolution politique s'est traduite par de puissants et violents mouvements de masse contre la bureaucratie « nationale » et celle du Kremlin.

L'émergence de la révolution politique exprimait une modification d'une importance incommensurable dans les rapports mondiaux : un saut qualitatif

se produisait dans les rapports antagoniques entre les masses, la bureaucratie du Kremlin et les autres bureaucraties parasitaires. Les contradictions qui de tout temps ont assailli la bureaucratie du Kremlin, et qui font que son histoire est une série de crises et de convulsions, ont toujours été inséparables des rapports économiques, sociaux et politiques, des rapports mondiaux entre les classes. Elles en ont toujours été une composante. Pourtant, dès lors que la révolution politique n'a plus seulement été un article du « Programme de transition », mais est devenue une réalité vivante, la crise de l'impérialisme nourrissant la révolution prolétarienne et la crise de la bureaucratie du Kremlin et des autres bureaucraties parasitaires s'interpénétraient indissociablement, devenaient au sens le plus étroit et direct conjointes : la révolution sociale et la révolution politique devenaient directement, en pratique, liées l'une à l'autre, comme deux expressions de la révolution prolétarienne mondiale.

L'année 1968, en ouvrant une nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale, a donné tout son contenu à cette caractérisation : crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin et des autres bureaucraties parasitaires. D'autant plus remarquables ont donc été les prises de position de Castro, soutenant de Gaulle et son régime contre la grève générale en France, et l'intervention de la bureaucratie du Kremlin contre le prolétariat et les peuples tchécoslovaques. Ces prises de position illustrent la dépendance du régime politique cubain actuel par rapport à la bureaucratie du Kremlin, mais aussi au maintien de l'ordre impérialiste. Castro a d'ailleurs, bien normalement, soutenu le général Alvarado et son régime au Pérou, l'« Unité populaire » au Chili, etc., autant de barrages dressés contre le développement de la révolution prolétarienne menaçante.

De ce point de vue, il faut revenir à cette fameuse possibilité théorique que formulait le « Programme de transition », et sur cette partie de la citation généralement splendidement ignorée où le texte stipule : « Des partis petits-bourgeois, y compris staliniens, pour-

ront aller plus loin qu'ils ne le veulent sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie. » En analysant attentivement cette proposition, on constate qu'il n'y est pas question d'une rupture totale de ces partis petits-bourgeois ou staliniens avec la bourgeoisie. Cela signifierait qu'ils seraient capables d'aller jusqu'au bout de la révolution prolétarienne, tout au moins jusqu'à sa victoire à l'échelle mondiale. Mais, précisément, le maintien de ces régimes politiques, des bureaucraties parasitaires, dépend d'un équilibre, instable à l'échelle nationale et à l'échelle internationale, que la victoire de la révolution prolétarienne dans un certain nombre de pays romprait inéluctablement et définitivement.

En dernière analyse, la bureaucratie du Kremlin est née du retard de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes avancés, avant d'être à son tour, avec son appareil international, le plus efficace des défenseurs de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale, et principalement dans ces pays. La possibilité de telles déformations de la révolution, les limites qui lui ont été imposées, la constitution d'Etats ouvriers bureaucratiques, de bureaucraties parasitaires, proviennent également du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale, donc principalement dans les métropoles impérialistes. L'existence de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international, des bureaucraties parasitaires, dépend du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale. Elles ne peuvent rompre le cordon ombilical qui les unit à cet ordre sans se nier elles-mêmes.

C'est qu'elles sont des chirurgiens, des excroissances de nature bourgeoise à l'intérieur des Etats ouvriers qu'elles déforment, mutilent et dénaturent jusqu'à un certain point. Elles sont des reliquats et des résurgences bourgeoises maintenues et se développant en raison des limites nationales et internationales qui jusqu'à présent ont été imposées à la révolution prolétarienne. Elles manifestent la pression de la bourgeoisie mondiale. Elles sont les plus importants obstacles qui existent, à l'intérieur de ces pays, au plein développement des conquêtes révolutionnaires, des possibilités ouvertes par l'expropriation du capital, à la



jonction entre les prolétariats de ces pays et les prolétariats des autres pays du monde, dans le processus de la révolution prolétarienne mondiale. Leur politique dite de « coexistence pacifique » n'est rien d'autre que la politique de coopération contre-révolutionnaire avec l'impérialisme, la nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire, dont le pivot est à Washington et dont les deux ailes sont Moscou et Pékin, mais à laquelle copèrent de façons diverses et Castro et les bureaucraties du Vietnam, du Cambodge, du Laos, de Yougoslavie, de Corée, d'Albanie, sans omettre les bureaucraties satellites de celle du Kremlin.

---

### **LES BUREAUCRATIES PARASITAIRES INCOMPATIBLES AVEC LES NOUVEAUX RAPPORTS DE PRODUCTION**

---

L'antagonisme qui oppose ces bureaucraties, leurs régimes politiques, aux prolétariats de ces pays, au développement des forces productives que permet l'expropriation du capital, aux nouveaux rapports de production, se mesure de façon particulière aujourd'hui.

Dans tous ces pays, la gestion des nouveaux rapports de production par les bureaucraties parasitaires provoque une crise aiguë, que ce soit en URSS, en Europe de l'Est, en Chine, en Yougoslavie, à Cuba, sans parler des pays d'Indochine et de l'Albanie. Ce n'est pas seulement l'extraordinaire pillage, par les bureaucraties omniprésentes, des richesses produites qui en est la cause : la gestion bureaucratique implique d'énormes gaspillages, de fantastiques distorsions. La planification rationnelle du développement des forces productives sur la base des rapports de production transitoires entre le capitalisme et le socialisme exige la participation active et consciente des producteurs à la détermination et à l'application du plan. Elle exige la coopération sur un plan d'égalité et de confiance des différents pays où le capital a été exproprié. Au lieu de quoi, l'existence des bureaucra-

ties parasitaires surcharge l'économie de ces pays d'énormes fardeaux, comme par exemple la nécessité de participer à la course aux armements que l'impérialisme impose. Elle implique l'oppression et l'inégalité sociales et politiques, l'oppression, l'inégalité, le pillage nationaux.

Pire encore, elle amène jusqu'à des conflits armés entre bureaucraties pour contrôler des positions économiques, militaires, politiques dont chacune a besoin pour tenter de détendre ses propres contradictions, peser dans ses rapports avec les autres bureaucraties, en faire des moyens de négociations avec l'impérialisme ; ainsi de l'invasion du Cambodge et de la subordination du Laos par la bureaucratie vietnamienne, et de l'expédition militaire de la bureaucratie chinoise au Nord-Vietnam. Bien entendu, le développement des forces productives dans ces pays rend de plus en plus intolérable leur coupure de la division internationale du travail. Mais la liaison nécessaire entre l'économie de ces pays et celles des autres pays ne peut être vraiment et pleinement positive qu'autant que dans les pays capitalistes, les pays développés, le capital est exproprié, et que les rapports qui s'établissent entre tous les pays soient des rapports de coopération et non les rapports concurrentiels qui sont ceux du marché mondial dominé par les grandes puissances impérialistes.

Les résultats s'inscrivent actuellement douloureusement dans l'économie des pays de l'Europe de l'Est. On y assiste à d'extraordinaires hausses des prix. Les bureaucraties parasitaires tentent de rendre concurrentielles sur le marché mondial certaines branches de l'économie et, partant, d'éliminer de nombreuses branches non concurrentielles. Leur objectif affirmé ouvertement (par exemple en Hongrie) est de pratiquer sur le marché hongrois la vérité des prix, de les aligner, par le jeu des lois qui s'y manifestent spontanément, sur les prix mondiaux.

Il s'agit de porter gravement atteinte à la planification, aux rapports de production, à la classe ouvrière et aux masses laborieuses. Cela s'ajoute à l'énorme endettement des pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS vis-à-vis des grandes puissances impérialistes.

L'orientation des bureaucraties parasitaires dans l'impasse est clairement révélée par le code des investissements étrangers que la bureaucratie chinoise vient de promulguer. Si ce code était appliqué, les capitalistes étrangers seraient autorisés à investir librement en Chine, à rapatrier à leur gré profit et capital. Ce serait évidemment une profonde brèche ouverte dans la planification ; la porte ouverte à la pénétration massive du capital impérialiste en Chine ; un coup extrêmement sévère porté aux conquêtes de la révolution chinoise, leur remise en cause ; une bataille ouverte contre le prolétariat et les masses laborieuses chinoises que la bureaucratie chinoise mènerait directement au compte de l'impérialisme.

Certes, aujourd'hui, la bureaucratie chinoise est celle qui va le plus loin dans cette direction. Mais la direction qu'elle prend ne fait que concrétiser la tendance plus ou moins affirmée de toutes les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires. Ainsi, il y a deux ans, la bureaucratie vietnamienne promulguait également un code des investissements étrangers, moins avantageux pour les investisseurs impérialistes éventuels que le code chinois, mais allant dans le même sens. En fait, les réformes économiques que les bureaucraties parasitaires ont, au cours de ces vingt dernières années, mises en avant impliquaient toutes le retour aux lois qui s'expriment sur le marché, l'intégration à la division internationale du travail et à la concurrence internationale, la rentabilisation des entreprises, l'appel aux capitaux étrangers.

A chaque fois, les bureaucraties parasitaires ont été contraintes de reculer. Face à l'opposition des prolétariats et des masses laborieuses, elles n'ont pu appliquer pleinement leurs réformes économiques. La vie de millions de prolétaires dépend en effet dans ces pays des rapports de production existants. Les remettre plus ou moins directement en cause, c'est remettre en cause l'existence de ces travailleurs. Mais les bureaucraties parasitaires ne renoncent pas : à chaque occasion, elles relancent leurs projets de réforme économique. L'antagonisme irréductible entre les prolétariats et les bureaucraties parasitaires se

manifeste ainsi avec force, comme il s'exprime par la lutte pour les libertés démocratiques, dans les tentatives de constituer des syndicats indépendants de l'Etat et du parti.

Cette opposition peut être résumée ainsi : les bureaucraties parasitaires sont finalement les fourriers de la réaction bourgeoise, tandis que la classe ouvrière et les masses laborieuses s'orientent spontanément vers la révolution politique contre les bureaucraties parasitaires. Les bureaucraties parasitaires se maintiennent de plus en plus difficilement sur leurs anciennes positions, qui supposent un certain équilibre dans les rapports nationaux et internationaux entre les classes.

Plus le prolétariat des pays où le capital a été exproprié se renforce, plus s'affirme la faillite de la gestion bureaucratique des nouveaux rapports de production, de l'économie planifiée, plus se renforce la nécessité d'une intégration de l'économie de ces pays à une nouvelle division du travail, plus s'accusent les traits de la nouvelle période de la révolution prolétarienne, plus s'approfondit la crise propre du système impérialiste, plus s'approchent les échéances révolutionnaires dans les pays capitalistes avancés notamment, mais pas seulement, plus les bureaucraties parasitaires sont rejetées du côté de l'impérialisme et de la bourgeoisie. Il est vrai que, couches sociales hétérogènes, elles sont du même coup de plus en plus profondément déchirées et menacées de dislocation.

Quant aux prolétariats des pays où le capital a été exproprié, leur tendance est au contraire de reprendre la révolution prolétarienne là où les PC, en constituant des Etats ouvriers bureaucratiques, ont réussi à la stopper ou à la faire refluer. C'est-à-dire à aller vers la réalisation de la dictature du prolétariat. En URSS, le rétablissement de la dictature du prolétariat sur une base infiniment plus large et forte est également à l'ordre du jour.

En ce sens, le contenu de la possibilité théorique que le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale évoque est pleinement vérifié : si loin que, sous l'influence de circonstances exceptionnelles (guerres, défaites, krach financiers, offensives révolu-

tionnaires des masses, etc.), les partis petits-bourgeois, y compris stalinien, aient été obligés d'aller sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie, ils n'ont pas, ils ne peuvent pas couper le cordon ombilical qui les lie à la société bourgeoise, à la bourgeoisie mondiale. La bureaucratie du Kremlin est une excroissance sociale de nature bourgeoise se développant dans l'organisme de l'Etat ouvrier dégénéré. Les bureaucraties des autres pays où le capital a été exproprié sont également des excroissances sociales de nature bourgeoise. Lénine expliquait que l'Etat ouvrier est un Etat bourgeois sans bourgeoisie. Les Etats ouvriers dégénérés ou bureaucratiques dès leur origine sont des Etats ouvriers dont le caractère bourgeois s'est hypertrophié et tend à s'hypertrophier de plus en plus. Ils nourrissent et sont dirigés par une couche sociale étant l'expression du maintien de toute une série de rapports bourgeois dans les pays considérés, et du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle mondiale.

A quoi il faut ajouter que les partis stalinien, tant qu'ils ne sont pas au pouvoir, sont certes des instruments de la bureaucratie du Kremlin, mais restent des partis ouvriers-bourgeois.

Lorsque des circonstances exceptionnelles les ont amenés à aller plus loin qu'ils ne l'auraient voulu sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie, lorsqu'ils ont été les noyaux de la constitution d'Etats ouvriers bureaucratiques, les noyaux constituants de bureaucraties parasitaires et privilégiées, ils cessent d'être des partis ouvriers-bourgeois pour devenir l'organisation politique, les partis, des bureaucraties au pouvoir, ce qui affirme encore leur caractère contre-révolutionnaire et les oppose directement aux prolétariats et aux masses de leur pays.

En fin de compte, l'alternative est alors, bien que les délais soient plus longs que prévu : ou la révolution reflue jusqu'à la victoire de la contre-révolution bourgeoise, ou la révolution prolétarienne se développe à nouveau, sous forme de révolution politique, et instaure ou restaure la véritable dictature du prolétariat, le prolétariat construit ou reconstruit un Etat ouvrier sain, cela contre les partis

petits-bourgeois, y compris stalinien, les détruit et balaie leurs débris. Cette éventualité est la plus probable dans la période actuelle, compte tenu des enseignements du passé.

---

## LA LIGNE DE LA LUTTE POUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT

---

En effet, en 1968, avec la grève générale française et le mouvement révolutionnaire en Tchécoslovaquie, une nouvelle période de la révolution prolétarienne s'est ouverte. Elle est caractérisée par l'imminence et la conjonction de la révolution sociale et de la révolution politique, notamment en Europe. Déjà, entre 1973 et 1977, un tournant dans les rapports mondiaux affirmait ces traits. Participant de cette période, un nouveau tournant se prépare et, à certains égards, il commence à s'engager, affirmant et dégageant plus encore ces traits : l'unité de la révolution sociale et de la révolution politique va être renforcée ; le rôle contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international, des bureaucraties parasitaires, s'étaler avec plus de cynisme et de brutalité encore, et ce n'est pas peu dire. La crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires va se manifester par un renforcement des crises de domination de classe des différentes bourgeoisies, et des crises politiques des bureaucraties parasitaires accentuées. De nouveaux secteurs du système impérialiste sont menacés d'effondrement. Le marché mondial, la division internationale du travail, sont à la limite de la dislocation. Ce qu'il reste de l'ordre mondial édifié à Yalta et à Potsdam va être remis en cause. La question du gouvernement, du pouvoir, se pose d'ores et déjà en nombre de pays. Elle va se poser avec plus de force encore en raison de la décomposition de la société bourgeoise et des déchirements des bureaucraties parasitaires. Comment se développeront concrètement les événements ? Comme le dit le « Programme de transition », les lignes générales étant dégagées, il est inutile de se perdre en conjectures. C'est totalement imprévisible. Une chose est néanmoins certaine : ils auront une apparence chaotique.

Les circonstances exceptionnelles se multiplieront (krachs financiers, déconfiture économique, crise disloquant des appareils d'Etat, offensives révolutionnaires des masses, etc.). En même temps, ce serait une redoutable illusion de croire que, dans les pays capitalistes, les partis traditionnels, social-démocrates et staliniens, disparaîtront pour laisser la place aux partis révolutionnaires fondés sur le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, et que se résoudra du même coup la question de la direction révolutionnaire nationale et internationale.

La construction de ces partis dépendra d'abord de ce que les militants et les organisations qui combattent sur le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale sont capables de construire dès maintenant. Néanmoins, de toute façon, l'accomplissement de cette tâche restera vraisemblablement long et difficile. Les rapports à l'intérieur du mouvement ouvrier, de la classe ouvrière, ne sont plus, de loin, ce qu'ils étaient avant la guerre et à la fin de la guerre, où social-démocratie et stalinisme y exerçaient un véritable monopole, si ce n'est une véritable dictature, où, selon l'expression bien connue, « les trotskystes étaient des exilés dans leur propre classe ». L'histoire a fait son œuvre. L'expérience collective des masses a considérablement progressé.

Le raidissement, en particulier de l'appareil stalinien qui soutient de toutes ses forces en France, en Espagne, en Italie, au Portugal, partout en Europe, en Amérique latine, en Afrique, en Asie, les régimes politiques chancelants, qui prend en charge les exigences du capitalisme en crise, comme les partis social-démocrates le font de leur côté, ces circonstances font surgir de grandes possibilités de construire des organisations, voire des partis révolutionnaires importants, avant que des crises révolutionnaires s'ouvrent, que déferlent des révolutions prolétariennes. Pourtant, ce ne seront pas encore des partis révolutionnaires ayant la confiance des plus larges masses et les dirigeant. Une fois encore, s'engageant de leur propre mouvement sur la voie de la révolution, forçant les barrages édiflés contre elles par les dirigeants des partis staliniens et social-démocrates, les

masses se tourneront avec une confiance plus ou moins grande vers leurs partis traditionnels, espérant qu'ils répondront à leurs aspirations révolutionnaires. L'orientation que fixe le « Programme de transition » garde toute sa valeur :

« La tâche centrale de la IV<sup>e</sup> Internationale consiste à affranchir le prolétariat de la vieille direction, dont le conservatisme se trouve en contradiction complète avec la situation catastrophique du capitalisme à son déclin et constitue le principal obstacle au progrès historique. L'accusation capitale que la IV<sup>e</sup> Internationale lance contre les organisations traditionnelles du prolétariat, c'est qu'elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie.

Dans ces conditions, la revendication adressée systématiquement à la vieille direction : « Rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir ! », est un instrument extrêmement important pour dévoiler le caractère traître des partis et organisations de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales, ainsi que de l'Internationale d'Amsterdam (...).

Il est impossible de prévoir quelles seront les étapes concrètes de la mobilisation révolutionnaire des masses. Les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale doivent s'orienter de façon critique à chaque nouvelle étape et lancer les mots d'ordre qui appuient la tendance des ouvriers à une politique indépendante, approfondissent le caractère de classe de cette politique, détruisent les illusions réformistes et pacifistes, renforcent la liaison de l'avant-garde avec les masses et préparent la prise révolutionnaire du pouvoir. »

La crise des bureaucraties parasitaires, celle du Kremlin et de son appareil international, l'éclatement de révolutions politiques contre les bureaucraties parasitaires, modifieront considérablement le dispositif des forces et des partis politiques. Mais, pour l'instant, ce ne sont encore que des mouvements en perspective. Le dispositif des forces et des partis politiques est encore tel que les partis social-démocrates et les partis staliniens,

dans les pays capitalistes avancés, avec souvent les organisations petites-bourgeoises nationalistes dans les pays semi-coloniaux, sont toujours les partis dirigeants du prolétariat et des masses exploitées.

C'est vers eux que les masses se dirigent, en espérant qu'ils réaliseront leurs aspirations. Au nom des masses, nous devons formuler la revendication : rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir. Mais, de plus, alors même que la crise des bureaucraties parasitaires, de la bureaucratie stalinienne et de son appareil international, atteindra le point de rupture, la question de la direction révolutionnaire ne sera pas résolue automatiquement pour autant. Aucun processus mécanique n'amène à la construction des partis de la IV<sup>e</sup> Internationale, de l'Internationale.

Tant que les partis de la IV<sup>e</sup> Internationale n'auront pas conquis la direction des masses, le problème que le « Programme de transition » soulève demeurera. Sous une forme ou sous une autre, les organisations traditionnelles enracinées dans la classe ouvrière, dans l'histoire du mouvement ouvrier, resteront présentes et joueront leur rôle. L'éclatement des partis staliniens ne résoudra pas en soi la question. Il libérera sans doute des tendances multiples, dont certaines rejoindront la social-démocratie classique, alors que d'autres chercheront la voie de la construction du parti révolutionnaire sans pouvoir la trouver spontanément. Au cas où les organisations qui se situent sur le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale ne seraient pas capables de se construire et d'influencer ces tendances, inéluctablement celles-ci se cristalliseraient en organisations et partis centristes, nouveaux obstacles sur la voie qui conduit à la réalisation de la véritable dictature du prolétariat. D'ailleurs, y compris dans les pays où existe une bureaucratie parasitaire, où la révolution politique en se développant ne peut, comme ce fut le cas en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie au XIV<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste tchécoslovaque, que briser, faire éclater, le parti de la bureaucratie, rien n'est encore résolu pour autant. Inéluctablement d'anciens et de nouveaux partis et organisations surgiront, qui seront ce qu'ils seront, mais nullement automa-

tiquement les partis qui restaureront ou instaureront la dictature du prolétariat. La ligne de la lutte pour le pouvoir, adaptée naturellement aux conditions concrètes de ces pays, devra trouver là aussi son application. Dans ces pays aussi la construction du parti de la IV<sup>e</sup> Internationale est inséparable d'une stratégie politique et

« de mots d'ordre qui appuient la tendance des ouvriers à une politique indépendante, approfondissant le caractère de classe de cette politique, détruisant les illusions réformistes et pacifistes, renforçant la liaison de l'avant-garde avec les masses et préparant la prise révolutionnaire du pouvoir ».

## LE GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN

La question n'est pas nouvelle. La révolution russe, la prise du pouvoir par le Parti bolchevique, l'immense prestige du Parti bolchevique auprès du prolétariat mondial et des masses opprimées, ont impulsé la construction de la III<sup>e</sup> Internationale. Pourtant cela n'a pas suffi pour que ses partis obtiennent automatiquement la direction du prolétariat dans leur pays, et le dirigeant sur la voie de la réalisation de la dictature du prolétariat.

La III<sup>e</sup> Internationale a dû se poser la question : comment y parvenir ? Une résolution du IV<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste y répond ainsi :

« Le gouvernement ouvrier (éventuellement le gouvernement paysan) devra partout être employé comme un mot d'ordre de propagande générale. Mais, comme mot d'ordre de politique actuelle, le gouvernement ouvrier présente la plus grande importance dans les pays où la situation de la société bourgeoise est particulièrement peu sûre, où le rapport des forces entre les partis ouvriers et la bourgeoisie met la solution de la question du gouvernement ouvrier à l'ordre du jour comme une nécessité politique.

Dans ces pays, le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier » est une conséquence inévitable de toute la tactique du front unique.

Les partis de la II<sup>e</sup> Internationale cherchent, dans ces pays, à « sauver » la situation en prêchant et en réalisant la coalition des bourgeois et des social-démocrates. Les plus récentes tentatives faites par certains partis de la II<sup>e</sup> Internationale (par exemple en Allemagne), tout en refusant de participer ouvertement à un tel gouvernement de coalition, pour le réaliser en même temps sous une forme déguisée, ne sont rien moins qu'une manœuvre tendant à calmer les masses protestant contre de semblables coalitions et qu'une duperie raffinée des masses ouvrières. A la coalition ouverte ou masquée bourgeoise et social-démocrate, les communistes opposent le front unique de tous les ouvriers et la coalition politique et économique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois pour le renversement définitif de ce dernier. Dans la lutte commune de tous les ouvriers contre la bourgeoisie, tout l'appareil d'Etat devra tomber dans les mains du gouvernement ouvrier et les positions de la classe ouvrière en seront renforcées.

Le programme le plus élémentaire d'un gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à faire tomber sur les riches le principal fardeau des impôts et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Un gouvernement de ce genre n'est possible que s'il naît dans la lutte des masses mêmes, s'il s'appuie sur des organes ouvriers aptes au combat et créés par les couches les plus vastes des masses ouvrières opprimées. Un gouvernement ouvrier résultant d'une combinaison parlementaire peut aussi fournir l'occasion de ranimer le mouvement ouvrier révolutionnaire. Mais il va de soi que la naissance d'un gouvernement véritablement ouvrier et le maintien d'un gouvernement faisant une politique révolutionnaire doivent mener à la lutte la plus acharnée et, éventuellement, à la guerre civile contre la bourgeoisie. La seule tentative du prolétariat de former un gouvernement ouvrier se heurtera dès le début à la résistance la plus violente de la

bourgeoisie. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier est donc susceptible de concentrer et de déchaîner des luttes révolutionnaires.

Dans certaines circonstances, les communistes doivent se déclarer disposés à former un gouvernement avec des partis et des organisations ouvrières non communistes. Mais ils ne peuvent agir ainsi que si des garanties sont données que ces gouvernements ouvriers mèneront vraiment la lutte contre la bourgeoisie dans le sens indiqué plus haut. Dans ce cas, les conditions naturelles de la participation des communistes à un semblable gouvernement seraient les suivantes :

1° - La participation au gouvernement ouvrier ne pourra avoir lieu qu'avec l'approbation de l'Internationale communiste.

2° - Les membres communistes du gouvernement ouvrier restent soumis au contrôle le plus strict de leur parti.

3° - Les membres communistes du gouvernement ouvrier restent en contact étroit avec les organisations révolutionnaires des masses.

4° - Le parti communiste maintient absolument sa physionomie et l'indépendance complète de son agitation.

Malgré ses grands avantages, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier a aussi ses dangers, de même que toute la tactique du front unique. Pour parer à ces dangers, les partis communistes ne doivent pas perdre de vue que, si tout gouvernement bourgeois est en même temps un gouvernement capitaliste, il n'est pas vrai que tout gouvernement ouvrier soit un gouvernement vraiment prolétarien, c'est-à-dire un instrument révolutionnaire de pouvoir du prolétariat.

L'Internationale communiste doit envisager les éventualités suivantes :

1° - Un gouvernement ouvrier libéral. Il y a déjà un gouvernement de ce genre en Australie ; il est également possible dans un délai assez rapproché en Angleterre.

2° - Un gouvernement ouvrier social-démocrate (Allemagne).

3° - Un gouvernement des ouvriers et des paysans. Cette éventualité est à prévoir dans les Balkans, en Tchécoslovaquie, etc.

4° - Un gouvernement ouvrier avec la participation des communistes.

5° - Un véritable gouvernement ouvrier prolétarien qui, dans sa forme la plus pure, ne peut être incarné que par un parti communiste.

Les deux premiers types de gouvernement ouvrier ne sont pas des gouvernements ouvriers révolutionnaires, mais des gouvernements camouflés de coalition entre la bourgeoisie et les leaders ouvriers contre-révolutionnaires. Ces "gouvernements ouvriers" sont tolérés dans les périodes critiques de la bourgeoisie affaiblie pour tromper le prolétariat sur le véritable caractère de classe de l'Etat, ou même pour détourner l'attaque révolutionnaire et gagner du temps, avec l'aide des leaders ouvriers corrompus. Les communistes ne devront pas participer à de tels gouvernements. Au contraire, ils devront démasquer impitoyablement devant les masses le véritable caractère de ces faux "gouvernements ouvriers". Dans la période de déclin du capitalisme, où la tâche principale consiste à gagner à la révolution la majorité du prolétariat, ces gouvernements, objectivement, peuvent contribuer à précipiter le processus de décomposition du régime bourgeois.

Les communistes sont prêts à marcher aussi avec les ouvriers social-démocrates, chrétiens, sans parti, syndicalistes, etc., qui n'ont pas encore reconnu la nécessité de la dictature du prolétariat. Les communistes sont également disposés, dans certaines conditions et sous certaines garanties, à appuyer un gouvernement ouvrier non communiste. Mais les communistes devront à tout prix expliquer à la classe ouvrière que sa libération ne pourra être assurée que par la dictature du prolétariat.

Les deux autres types de gouvernement ouvrier, auxquels peuvent participer les communistes, ne sont pas encore la dictature du prolétariat ; ils ne constituent pas encore une forme

de transition nécessaire vers la dictature, mais ils peuvent constituer un point de départ pour la conquête de cette dictature. La dictature complète du prolétariat ne peut être réalisée que par un gouvernement ouvrier composé de communistes. »

La nouvelle période de la révolution prolétarienne rend plus que jamais actuelles ces réponses politiques que formulait le IV<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste. La seule chose à modifier est que ce sont non seulement les partis social-démocrates qui soutiennent de toutes leurs forces la société bourgeoise pourrissante, mais les partis hier communistes, aujourd'hui staliniens, et que ceux-ci sont appelés à participer ou même éventuellement à diriger des gouvernements des deux premiers types. Bien entendu, pour l'instant, la participation d'organisations trotskystes aux différents types de gouvernements ouvriers et paysans dont il est question n'est pas plausible, en raison de leur faiblesse. Cependant, il ne faut jamais oublier que les organisations et partis de la IV<sup>e</sup> Internationale ont comme objectif, qui conditionne toute leur activité, d'acquérir une influence décisive sur le prolétariat et les masses exploitées, et, à leur tête, de lutter pour prendre le pouvoir. Toute leur activité, leurs mots d'ordre, vont dans ce sens. Renoncer ou oublier que les organisations trotskystes combattent pour cet objectif, que toute leur activité est conditionnée par cet objectif, c'est les transformer en « groupes de pression », les dénaturer, et finalement les liquider.

Ce sont les deux premiers types de gouvernement que la résolution cite qui sont aujourd'hui à l'ordre du jour, et dont elle dit qu'

« ils sont tolérés dans les périodes critiques de la bourgeoisie affaiblie pour tromper le prolétariat sur le véritable caractère de classe de l'Etat, ou même pour détourner l'attaque révolutionnaire du prolétariat et gagner du temps, avec l'aide des leaders ouvriers corrompus. »

Mais cette même résolution ajoute :

« Dans la période du déclin du capitalisme, où la tâche principale

consiste à préparer à la révolution la majorité du prolétariat, ces gouvernements peuvent objectivement contribuer à précipiter le processus de décomposition du régime bourgeois. »

Ce passage est de la plus grande importance : il sous-entend toute la dialectique des rapports entre les classes, des rapports au sein du prolétariat et des masses exploitées, de ceux-ci avec leurs organisations et partis. D'autant plus que s'approfondit la crise de la bourgeoisie, que se tendent les rapports entre les classes, d'autant plus les partis ouvriers-bourgeois défendent la société bourgeoise, et même les régimes politiques et les gouvernements en place. Mais toute l'expérience du prolétariat et des masses leur dicte justement, au moment où ils ressentent que tout se concentre dans la question du gouvernement, du régime politique, où ils se convainquent de la nécessité de renverser l'ancien gouvernement, l'ancien régime, de porter au pouvoir un nouveau gouvernement pour bâtir un nouveau régime ; il faut nous unir ; lorsque le mouvement ouvrier est divisé, il faut que nos organisations s'unissent ; en tout état de cause, il faut que nos organisations, nos partis ou notre parti se mettent à notre tête et luttent pour le pouvoir, pour constituer un nouveau gouvernement.

Une contradiction majeure se noue entre les aspirations et la volonté des masses et la politique des partis ouvriers-bourgeois. Les aspirations, la volonté des masses, doivent être dégagées, exprimées. Il faut les formuler. Mais il ne suffit pas de les formuler. Elles doivent devenir des forces matérielles, c'est-à-dire des expressions organisées. Le regroupement d'une avant-garde organisée, élément pour la construction du parti révolutionnaire, se lie indissolublement à l'action politique pour impulser l'organisation de l'unité des masses, pour qu'elles se donnent les moyens de submerger les obstacles à leur unité, à l'unité de leurs organisations, à la lutte pour en finir avec l'ancien gouvernement, l'ancien régime politique et porter au pouvoir un gouvernement de leurs organisations. Des aspirations des masses, de leur volonté, peuvent surgir les comités ouvriers, les soviets. Agissant et

pour agir dans ce sens, les organisations trotskystes deviennent, non la direction des masses, mais expriment leurs aspirations et leur volonté. Elles dégagent les possibilités d'organisation des masses sur leur propre plan. Ainsi elles se donnent les moyens de leur construction.

Le prolétariat ne rompra pas du même coup ses liens avec ses organisations traditionnelles, ne se dégagera pas du même coup de l'influence des appareils bureaucratiques. A l'intérieur d'éventuels organismes autonomes des masses, les dirigeants des organisations traditionnelles siègeront, occuperont une place importante, sans doute la place la plus importante, ce qui relativisera l'autonomie de ces organismes. Et même si de tels organismes ne se constituaient pas encore, mais que l'action politique du prolétariat renverse l'ancien gouvernement et porte au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers, ou éventuellement du parti ouvrier dominant au sein de la classe ouvrière, le prolétariat fera un bond politique considérable en avant.

Quoi qu'il en soit, la venue au pouvoir d'un gouvernement du ou des partis ouvriers-bourgeois est une victoire politique des masses sur la politique bourgeoise des appareils bureaucratiques, en dépit de toutes les apparences. Le prolétariat, les masses exploitées, vérifient en pratique qu'il leur est possible de porter au pouvoir un gouvernement qu'elles considèrent comme leur gouvernement, dont elles espèrent qu'il satisfera leurs revendications et aspirations. Cette venue au pouvoir les invite à aller plus loin, à poursuivre sur la voie ouverte. Si les conseils, les soviets, n'ont pas encore surgi, ils surgiront inéluctablement au cours des développements ultérieurs, le mouvement des masses se poursuivant. Bien entendu, il s'agit d'affrontements, de lutte des classes, de lutte politique, où chacun est partie prenante et combat, dont l'organisation qui construit le parti révolutionnaire, et non d'une route tracée d'avance.

Les dirigeants des partis ouvriers-bourgeois, les partis staliniens en particulier, mesurent parfaitement la portée de la venue au pouvoir de tels gouvernements. Aussi s'opposent-ils farouchement au front unique



ouvrier, à la lutte pour renverser les gouvernements bourgeois et porter au pouvoir des gouvernements des partis ouvriers, ou du parti ouvrier, sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois.

En cas de crise profonde de la bourgeoisie, de crise révolutionnaire, ils sont prêts à participer au pouvoir aux côtés de ministres des partis bourgeois. Les staliniens, experts contre-révolutionnaires, occupant une place particulière au sein du mouvement ouvrier, ont mis au point la recette des « fronts populaires ». A l'aspiration des masses au front unique ouvrier, ils opposent l'« unité des démocrates » ou des « anti-fascistes », ou de toute autre chose « justifiant » la collaboration avec la bourgeoisie et certains partis bourgeois. Lorsque le mouvement profond des masses rend impossible le maintien de l'ancienne forme gouvernementale, voire de l'ancienne forme politique de domination de classe de la bourgeoisie, ils opposent au gouvernement des partis ouvriers les gouvernements de « front populaire » avec la participation de ministres bourgeois. Les « fronts populaires » ne sont pas des fronts uniques ouvriers élargis ou déformés, mais des contre-feux au front unique ouvrier et aux gouvernements des partis ouvriers.

Pour l'instant, dans la plupart des pays où la crise de la bourgeoisie atteint déjà un point critique, les partis ouvriers traditionnels s'efforcent de maintenir les régimes politiques et les gouvernements en place. Mais ils auront recours, lorsque la crise ne sera plus contenue, à des « fronts populaires », ou à des « fronts nationaux » dans les pays semi-coloniaux.

La bataille politique pour la rupture avec la bourgeoisie, pour un gouvernement des seuls partis ouvriers sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois, s'identifie à l'action politique pour la mobilisation des masses, à l'organisation comme classe du prolétariat, à la lutte pour la révolution prolétarienne, précisément parce qu'elle épouse la façon dont les masses peuvent concrètement avancer. L'essentiel est de comprendre que cet armement politique, ces mots d'ordre, ont comme objectif la mobilisation des masses, de dégager, de faciliter

l'initiative des masses, de renforcer au cours de cette bataille politique l'organisation qui construit le parti révolutionnaire, de construire un parti ayant sur elles une influence décisive, et donc de préparer la lutte pour un authentique gouvernement ouvrier et paysan, transition vers la réalisation de la dictature du prolétariat.

---

## CETTE VARIANTE RESTE POSSIBLE

---

Est-il possible qu'au cours de la nouvelle période de la révolution, de cette période qui va voir se multiplier les « circonstances exceptionnelles », à nouveau des partis petits-bourgeois, y compris staliniens, soient contraints d'aller plus loin qu'ils ne le voudraient sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie ? Vraisemblablement oui.

Mais ce serait ne pas comprendre le caractère de cette période que de redouter un renouvellement ou une prolongation des processus qui ont abouti à la constitution d'Etats ouvriers bureaucratiques relativement durables. Les masses prolétariennes des pays économiquement les plus développés, particulièrement d'Europe, s'engagent dans le processus de la révolution prolétarienne ; les prolétariats — qui se sont puissamment renforcés — des pays où justement se sont constitués de tels Etats s'ébranlent pour renverser les bureaucraties parasitaires. La possibilité de la constitution de tels Etats a dépendu de l'existence de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international, de ce qu'ils ont induit, d'un certain équilibre national et international entre les classes. Mais, précisément, la nouvelle période de la révolution mondiale est celle de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, où toute la puissance du prolétariat va jaillir, bousculant ce genre d'équilibre instable, et qui à la longue ne peut se maintenir. En d'autres termes : la nouvelle période de la révolution mondiale est celle du plein développement de la révolution prolétarienne mondiale. Par conséquent, celle où le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, « L'Agonie du capitalisme et les Tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale », va avoir sa pleine

application. La relation dialectique entre la question du pouvoir et la construction des partis de la IV<sup>e</sup> Internationale, la construction de celle-ci, est au centre de ce programme :

« Il faut aider les masses dans le processus de leurs luttes quotidiennes à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière, et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. (...) Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. »

La tâche est immense. Elle sera difficile et longue. Il s'agit de construire des partis de la IV<sup>e</sup> Internationale, aussi bien dans les pays capitalistes que dans les pays où le capital a été exproprié, de l'URSS à Cuba, mais où le prolétariat est évincé de l'exercice du pouvoir. Encore faut-il nuancer : la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale ne sera pas la simple addition de la construction de partis nationaux, bien qu'elle exige la construction de partis nationaux. La reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale impulsera la construction de tels partis. Dans les circonstances actuelles, il n'y a aucune raison de douter qu'elle sera menée à bien. Lorsque Trotsky écrivait :

« Si même cette variante peu vraisemblable se réalisait un jour quel que part, et qu'un "gouvernement ouvrier et paysan" dans le sens indiqué plus haut s'établissait en fait, il ne représenterait qu'un court épisode sur la voie de la véritable dictature du prolétariat »,

il se situait dans la perspective du plein développement, dans les pays économiquement développés, de la révolution prolétarienne, bousculant tous les rapports mondiaux, celle qui se concrétise aujourd'hui. Et il ne dissociait pas la réalisation de la dictature du prolétariat de la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses partis. Certes, l'histoire n'est pas écrite d'avance, en

particulier celle de la révolution prolétarienne. Ce sont les hommes qui, dans des conditions déterminées, font leur propre histoire, quelque tournure qu'elle prenne. Une chose est certaine : le relatif équilibre social et politique artificiellement maintenu par l'action politique de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international, de ses surges, par la mobilisation de toutes les réserves de l'impérialisme à l'initiative de l'impérialisme US, se conclut finalement par le pourrissement des fondements du système impérialiste, l'accumulation de contradictions mortelles dans les pays où le capital a été exproprié, tandis que le prolétariat s'est, au cours de ces trente dernières années, considérablement renforcé socialement et politiquement.

D'ores et déjà, est engagé le processus par lequel le prolétariat, le mouvement ouvrier, tend à se regrouper sur un nouvel axe. La nouvelle période de la révolution prolétarienne, la lutte des classes, ne vont cependant pas se dérouler selon un schéma bien ordonné. De fantastiques convulsions, des flux, des reflux, des situations chaotiques, sont inévitables. La bourgeoisie dans tous les pays capitalistes dominants, dans les métropoles impérialistes, dispose encore d'importantes ressources. Elle a une grande expérience, de profondes racines sociales. Les appareils bureaucratiques du mouvement ouvrier ont eux aussi de profondes racines. La pression de la société bourgeoise, des appareils bureaucratiques, sur les organisations se réclamant de la IV<sup>e</sup> Internationale est énorme. Mais il n'y a aucune raison de douter, les circonstances objectives étant éminemment favorables, de la construction des partis de la IV<sup>e</sup> Internationale et de la reconstruction de celle-ci. L'ensemble de ces données permettent, en cette année du centième anniversaire de la naissance de Léon Trotsky, d'affirmer la pleine validité du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, de sa stratégie de lutte pour la réalisation de la dictature du prolétariat, et donc que des « gouvernements ouvriers et paysans » dans le sens indiqué plus haut ne seront que des épisodes sur la voie de la véritable dictature du prolétariat.

**Stéphane Just,**  
le 15 août 1979.

l'histoire n'est pas celle d'un développement continu et linéaire, mais celle d'un processus complexe et dialectique. L'histoire est le produit de la lutte entre les forces progressistes et les forces réactionnaires. Les forces progressistes, incarnées par le peuple et les démocrates, luttent pour la libération nationale et la construction d'une société socialiste. Les forces réactionnaires, incarnées par les bourgeois et les réactionnaires, luttent pour la préservation de l'ordre ancien et de l'exploitation de la classe ouvrière. Cette lutte est la loi objective de l'histoire.

La révolution est le processus par lequel les forces progressistes prennent le pouvoir et mettent en œuvre des réformes radicales. Elle est le résultat de la lutte entre les forces progressistes et les forces réactionnaires. La révolution est le processus par lequel les forces progressistes prennent le pouvoir et mettent en œuvre des réformes radicales. Elle est le résultat de la lutte entre les forces progressistes et les forces réactionnaires.

La construction d'une société socialiste est le processus par lequel les forces progressistes mettent en œuvre des réformes radicales. Elle est le résultat de la lutte entre les forces progressistes et les forces réactionnaires. La construction d'une société socialiste est le processus par lequel les forces progressistes mettent en œuvre des réformes radicales. Elle est le résultat de la lutte entre les forces progressistes et les forces réactionnaires.

La lutte entre les forces progressistes et les forces réactionnaires est la loi objective de l'histoire. Elle est le processus par lequel les forces progressistes prennent le pouvoir et mettent en œuvre des réformes radicales. Elle est le résultat de la lutte entre les forces progressistes et les forces réactionnaires.

La lutte entre les forces progressistes et les forces réactionnaires est la loi objective de l'histoire. Elle est le processus par lequel les forces progressistes prennent le pouvoir et mettent en œuvre des réformes radicales. Elle est le résultat de la lutte entre les forces progressistes et les forces réactionnaires.

La construction d'une société socialiste est le processus par lequel les forces progressistes mettent en œuvre des réformes radicales. Elle est le résultat de la lutte entre les forces progressistes et les forces réactionnaires. La construction d'une société socialiste est le processus par lequel les forces progressistes mettent en œuvre des réformes radicales. Elle est le résultat de la lutte entre les forces progressistes et les forces réactionnaires.

La lutte entre les forces progressistes et les forces réactionnaires est la loi objective de l'histoire. Elle est le processus par lequel les forces progressistes prennent le pouvoir et mettent en œuvre des réformes radicales. Elle est le résultat de la lutte entre les forces progressistes et les forces réactionnaires.

La construction d'une société socialiste est le processus par lequel les forces progressistes mettent en œuvre des réformes radicales. Elle est le résultat de la lutte entre les forces progressistes et les forces réactionnaires. La construction d'une société socialiste est le processus par lequel les forces progressistes mettent en œuvre des réformes radicales. Elle est le résultat de la lutte entre les forces progressistes et les forces réactionnaires.

La lutte entre les forces progressistes et les forces réactionnaires est la loi objective de l'histoire. Elle est le processus par lequel les forces progressistes prennent le pouvoir et mettent en œuvre des réformes radicales. Elle est le résultat de la lutte entre les forces progressistes et les forces réactionnaires.

# QUATRIEME PARTIE

Le 15 mai 1944, le général de Gaulle est nommé chef de la France libre.

Le 16 mai 1944, le général de Gaulle est nommé chef de la France libre.



Robert Clément

## pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, quelques tâches d'aujourd'hui

*« Le révolutionnaire prolétarien doit avant tout comprendre que le marxisme, seule théorie scientifique de la révolution prolétarienne, n'a rien de commun avec l'attente fataliste de la « dernière » crise. Le marxisme est, par son essence même, une direction pour l'action révolutionnaire. Le marxisme n'ignore pas la volonté et le courage, mais les aide à trouver la voie juste. »*

Ainsi Léon Trotsky s'adressait-il, fin mars 1935, aux militants « bolcheviks-léninistes » et à l'avant-garde prolétarienne dans son article « Encore une fois, où va la France ? ». Il poursuivait :

« Il n'y a aucune crise qui, d'elle-même, puisse être « mortelle » pour le capitalisme. Les oscillations de la conjoncture créent seulement une situation dans laquelle il sera plus facile ou plus difficile au prolétariat de renverser le capitalisme. Le passage de la société bourgeoise à la société socialiste présuppose l'activité de gens vivants, qui font leur propre histoire. Ils ne la font pas au hasard, ni selon leur bon plaisir, mais sous l'influence de causes objectives déterminées. Cependant, leurs propres actions — leur initiative, leur audace,

leur dévouement, ou, au contraire, leur sottise et leur lâcheté — entrent comme des anneaux nécessaires dans la chaîne du développement historique.

Personne n'a numéroté les crises du capitalisme et n'a indiqué par avance laquelle d'entre elles serait la « dernière ». Mais toute notre époque, et surtout la crise actuelle, dicte impérieusement au prolétariat : prends le pouvoir ! Si pourtant le parti ouvrier, malgré des conditions favorables, se révèle incapable de mener le prolétariat à la conquête du pouvoir, la vie de la société continuera nécessairement sur des bases capitalistes, jusqu'à une nouvelle crise ou une nouvelle guerre, peut-être jusqu'au complet effondrement de la civilisation européenne. »

Près d'un demi-siècle après que ces lignes aient été écrites, il est impossible d'aborder les problèmes multiples et complexes du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale autrement qu'avec la méthode qui était celle de Léon Trotsky. Précisément parce qu'une nouvelle période de la révolution prolétarienne vient de s'ouvrir à l'échelle mondiale, une période où tous les développements mondiaux de la lutte des classes, une fois de plus, dictent impérieusement au prolétariat « prends le pouvoir ! », et où, par conséquent, s'exprime avec une force et une ampleur sans précédent la nécessité historique de la IV<sup>e</sup> Internationale, il est indispensable de commencer par rappeler que la situation la plus favorable ne peut rien régler par elle-même.

Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne sont mûres et plus que mûres. Mais la crise de l'humanité demeure plus que jamais la crise de la direction révolutionnaire. « Si le parti ouvrier, malgré des conditions favorables, se révèle incapable de mener le prolétariat à la conquête du pouvoir, la vie de la société continuera nécessairement sur des bases capitalistes, jusqu'à une nouvelle crise ou une nouvelle guerre, peut-être jusqu'au complet effondrement de la civilisation européenne. »

Encore faut-il préciser : nulle part aujourd'hui n'existe le « parti ouvrier », c'est-à-dire le parti révolutionnaire dirigeant, parti de la IV<sup>e</sup> Internationale. Partout existent des « conditions favorables » permettant de construire ou de faire des pas en avant significatifs vers la construction de tels partis, à chaque moment de la lutte des classes, et dans le cours même des crises, des affrontements révolutionnaires, de la révolution. En l'absence de direction révolutionnaire constituée, c'est-à-dire de la IV<sup>e</sup> Internationale non seulement reconstruite, mais exerçant une influence décisive sur les masses, le mouvement de la révolution prolétarienne mondiale connaîtra nécessairement un cours heurté, convulsif, chaotique, marqué par des affrontements grandioses, mais aussi par un développement inégal et par la multiplication de situations où les systèmes de domination de classe de l'impérialisme et des bour-

geoisies iront jusqu'à se disloquer sans que le prolétariat ait pourtant les moyens d'établir et de consolider son propre pouvoir.

Le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale comme parti mondial de la révolution socialiste capable de jouer un rôle dirigeant dans les actions révolutionnaires du prolétariat et de les conduire à la victoire sera lui aussi marqué par le rythme heurté, convulsif, chaotique de la nouvelle période de la lutte des classes mondiale, qui n'a pas encore atteint, tant s'en faut, son plein développement.

Les groupes et organisations qui se réclament présentement de la IV<sup>e</sup> Internationale vont avoir à se former, à se développer, à s'homogénéiser, à éduquer des cadres, à progresser sur la voie de la construction du parti révolutionnaire de la IV<sup>e</sup> Internationale dans chaque pays par l'intervention directe dans le cours même de la lutte des classes, de crises et d'affrontements révolutionnaires, de révolutions ouvertes. Même lorsqu'il s'agit de petits groupes, leur avenir politique dépendra entièrement de leur capacité à dégager, sur le terrain brûlant des crises révolutionnaires, les initiatives et les réponses politiques permettant d'aider le prolétariat à s'ouvrir la voie du pouvoir.

Le prolétariat ne peut différer les affrontements révolutionnaires qui lui sont imposés par les conditions objectives de la lutte des classes, par la décomposition de la société capitaliste et l'impasse des bureaucraties parasitaires, par l'impérieuse nécessité de se préserver de la ruine et de la déchéance. Le prolétariat est ainsi contraint d'aborder les tâches de la révolution prolétarienne sans disposer nulle part de parti révolutionnaire dirigeant. Ces partis devront se construire par l'intervention directe dans le cours même des crises révolutionnaires. Avant même d'exister comme partis révolutionnaires, et précisément pour pouvoir se construire comme tels, ils devront commencer par se comporter en partis révolutionnaires.

Cet article ne se propose pas de reprendre l'analyse des causes et des conséquences de la crise qui a disloqué la IV<sup>e</sup> Internationale, de la nécessité de

sa reconstruction, du long combat pour cette reconstruction. Nous nous bornerons à analyser quelques tâches immédiates à réaliser pour avancer sur la voie de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## LE COMBAT DU POMR

La 8<sup>e</sup> session du Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, généralisant notamment l'expérience du combat des sections du Comité d'organisation dans le cours de la révolution portugaise et dans la crise révolutionnaire ouverte au Pérou, a établi qu'à un niveau ou à un autre, toutes les sections du Comité d'organisation se trouvent désormais en situation, non plus d'observer ou de commenter les processus révolutionnaires, mais d'y jouer un rôle actif, d'y intervenir directement en aidant le prolétariat à dégager sa propre voie vers le pouvoir, à combattre effectivement pour le gouvernement ouvrier et paysan.

Les sections du Comité d'organisation ne se construiront que dans la mesure où elles assumeront effectivement ces tâches d'intervention directe dans le cours même des affrontements révolutionnaires. L'homogénéisation politique de la IV<sup>e</sup> Internationale, condition de sa reconstruction comme organisation mondiale, fonctionnant selon les normes du centralisme démocratique, dépend totalement de la capacité de saisir et de généraliser la riche expérience dégagée dans les différents pays par l'intervention directe dans les crises révolutionnaires ouvertes ou en cours de maturation. Il s'agit de cette « compréhension commune des événements et des tâches » qui est l'essence même de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale sur la base du programme et des principes du trotskysme. La progression du Comité d'organisation et de son Secrétariat international se mesurera précisément à cette capacité de généralisation politique.

Il n'est pas question, dans les limites de cet article, de reprendre en détail la façon dont ces problèmes se trouvent d'ores et déjà posés dans les différents pays. Il est cependant nécessaire

d'illustrer ce qui vient d'être dit par l'exemple particulièrement significatif du combat que mènent actuellement nos camarades du POMR du Pérou, qui a fait récemment l'objet d'un débat approfondi dans le cadre du Secrétariat international du Comité d'organisation.

Les initiatives politiques du POMR ont à coup sûr marqué les principaux développements de la crise révolutionnaire qui s'est ouverte au Pérou lorsque le gouvernement militaire de Morales Bermudez, lui-même déchiré par de profondes contradictions et confronté à une montée sans précédent de l'activité du prolétariat et des masses opprimées, a décidé de s'engager dans une tentative de « transfert du pouvoir aux civils » (1).

Au projet de Morales visant à mettre en place, au moyen d'élections frauduleuses (elles écartent notamment du scrutin trois millions de paysans analphabètes), une « Assemblée constituante » octroyée et privée de tout pouvoir, dans le but de préparer, sous le contrôle des forces armées, une certaine forme d'association des partis bourgeois à la gestion d'un appareil d'Etat rénové en façade par l'introduction d'une dose de parlementarisme, le POMR oppose, contre le gouvernement militaire, et pour en finir avec lui, le mot d'ordre d'une Assemblée constituante souveraine, prenant en charge tout le pouvoir pour arracher les revendications pressantes du prolétariat et des masses opprimées.

Développant, sur cette ligne, la nécessité du front unique anti-impérialiste du prolétariat, des masses opprimées et des organisations qui se réclament de la classe ouvrière et de la lutte anti-impérialiste, le POMR joue un rôle décisif dans la constitution du FOCEP (Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire), première expression du front unique anti-impérialiste, qui, malgré l'état de siège et la féroce répression qui suit la grève générale de mai 1978, dans des conditions où les élections de juin 1978 ont perdu toute

(1) Lire dans *La Vérité* n° 587 (juin 1979) l'article de Luis Favre : « La situation au Pérou et l'activité du POMR. »



apparence démocratique, remporte néanmoins 12 % des suffrages exprimés (2).

Dès la première séance de la Constituante octroyée, les députés du FOCEP prennent l'initiative, à laquelle se rallient d'autres députés d'organisations se réclamant de la lutte anti-impérialiste, de déposer une motion (plus tard connue et diffusée dans tout le pays sous le nom de « motion rouge »), qui déclare notamment que

« le fonctionnement de l'Assemblée constituante, qui a pour source le mandat du peuple, seul dépositaire de la souveraineté, est incompatible avec l'existence du gouvernement militaire, qui n'a pas la même origine ».

Elle propose :

« L'Assemblée constituante déclare que le gouvernement des forces armées est incompatible avec le fonctionnement souverain de l'Assemblée, et qu'il doit être mis fin à ce gouvernement de fait. »

Elle affirme que l'Assemblée constituante doit assumer

« tous les pouvoirs législatifs et exécutifs de la nation pour appliquer un plan d'urgence fondé essentiellement sur :

— le plein exercice des libertés démocratiques ;

— la réintégration des travailleurs licenciés ;

— des mesures urgentes pour résoudre la crise économique, axées sur le non-paiement de la dette extérieure ;

— l'augmentation générale des salaires ;

— la remise gratuite de la terre aux paysans ».

(2) Treize dirigeants, parmi lesquels Ricardo Napuri, dirigeant du POMR, Hugo Blanco, dirigeant du PRT, section péruvienne du Secrétariat unifié, Genaro Ledesma, président du FOCEP, sont alors déportés en Argentine, d'où une puissante campagne internationale, à l'initiative de l'OCL, les arrachera aux prisons de Videla.

Le refus de la majorité bourgeoise de la Constituante frauduleuse de prendre en considération la « motion rouge » révèle aux yeux des plus larges masses la nature de cette Assemblée et en scelle le destin.

Dans leur déclaration du 21 juin 1979 adressée, quelques jours avant l'expiration du mandat de la Constituante, au président de l'Assemblée, les trois députés du POMR, Hernan Cuentas, Magda Benavides et Ricardo Napuri, résumant clairement le sens du combat mené à partir de la « motion rouge » :

« La « motion rouge », écrivent-ils, disait ceci : il faut que le gouvernement militaire s'en aille ; il faut que l'Assemblée constituante assume tous les pouvoirs, exécutif et législatif, pour appliquer immédiatement un plan d'urgence qui inclut la rupture de la subordination à l'impérialisme, la réforme agraire, la satisfaction des revendications ouvrières, l'exercice de toutes les libertés démocratiques. La « motion rouge » liait donc le problème de la souveraineté de la Constituante au combat pour l'accomplissement des tâches nationales et démocratiques, pour la satisfaction des revendications ouvrières, paysannes et populaires. Dans ce programme d'action s'exprimait la souveraineté du peuple qui veut en finir avec la misère, l'oppression, l'exploitation. Voilà pourquoi, sous une forme particulière, la « motion rouge » fut un appel à la mobilisation des masses, sur leur propre terrain, avec leurs propres méthodes. »

De fait, comme le disent plus loin nos camarades dans la même déclaration, le combat pour la « motion rouge », porté hors de l'enceinte de l'Assemblée constituante, dans les rues, les quartiers, les villages, constitua le moteur de la mobilisation des masses, de la constitution des Fronts de défense et des Assemblées populaires. Le combat pour la « motion rouge », expression concentrée de la lutte pour en finir avec le gouvernement militaire, pour la démocratie, pour le droit du peuple péruvien à disposer de lui-même, à s'affranchir du joug de l'impérialisme, pour toutes les revendications de la classe ouvrière, de la paysannerie, de la population misé-

nable des villes et des faubourgs, devient ainsi un puissant levier dans le mouvement du prolétariat et des masses opprimées tendant à constituer, avec les Fronts de défense et les Assemblées populaires, leurs propres cadres de regroupement et d'organisation, leurs propres organes autonomes de classe, dans un mouvement qui n'est pas autre chose que le mouvement vers les soviets, vers le gouvernement ouvrier et paysan, vers la dictature du prolétariat.

Dans plusieurs provinces, dans de nombreuses villes, se multiplient donc Fronts de défense et Assemblées populaires, auxquelles participent les délégués élus dans les quartiers et les entreprises, les représentants des syndicats, des partis et organisations se réclamant de la lutte anti-impérialiste (ceux du PCP se trouvent même parfois contraints d'être là), les délégués des villages et des communautés paysannes. Le POMR est à la pointe du combat pour les Assemblées populaires, et connaît une progression importante dans ce combat. Il est à l'initiative d'une première, puis d'une deuxième réunion nationale de délégués. A cette deuxième réunion nationale de délégués, qui s'est tenue les 29, 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet à Lima, participent 180 délégués venus de tout le pays et représentant 125 organisations, Assemblées populaires, Fronts de défense, organisations syndicales et politiques.

---

## ASSEMBLEE POPULAIRE NATIONALE

---

La deuxième rencontre de délégués a décidé de convoquer l'Assemblée populaire nationale les 29 et 30 septembre à Lima. L'un des documents adoptés par la deuxième rencontre de délégués permet de mesurer toute la portée de cette décision et de situer exactement la place du mouvement des Assemblées populaires :

« Les syndicats, y *lit-on*, sont les organes naturels et élémentaires du front unique des travailleurs organisés. Les travailleurs ont plus que jamais besoin des syndicats. Mais, par leur caractère, par leur recrutement et par leurs objectifs, les syndi-

cats ne regroupent qu'une partie seulement des travailleurs (au Pérou, moins de 15 %). Les grandes masses de la population exploitée et opprimée, notamment dans la paysannerie, dans de larges couches de la petite industrie et de l'artisanat, restent en dehors des syndicats.

Les Fronts de défense et les Assemblées populaires ont démontré que, s'appuyant sur les syndicats, les plus larges couches de la population peuvent se rassembler et s'organiser, créant ainsi de véritables formes d'auto-organisation des masses en lutte (...). Aucun doute n'est possible : à Moquegua, à Pucallpa, à Juanjui, à Iquitos, etc., l'auto-organisation des masses a conduit à la prise de contrôle de toutes les activités fondamentales, au moyen de contrôles populaires, de détachements organisés, de la mise en place d'une « police civique ». Tel est le chemin qu'empruntent les masses dans la voie de l'auto-organisation, manifestant la tendance au contrôle ouvrier et populaire sur la production et sur les industries nationalisées. Tel est l'enseignement de la vie.

La victoire indiscutable que représente la réalisation de cette seconde rencontre de délégués prépare le terrain de l'Assemblée populaire nationale de Lima, qui réunira les délégués des syndicats, des partis politiques, des organisations paysannes, de la jeunesse, de « tout le peuple ». Elle annonce clairement qu'au travers de la lutte pour leurs revendications, les masses populaires s'ouvrent leur propre perspective de pouvoir.

Il reviendra sans aucun doute à la prochaine Assemblée populaire nationale de prendre position, non seulement sur la nécessité pour les forces de classe et anti-impérialistes d'être représentées dans une campagne commune pour une candidature unique (*aux élections présidentielles de 1980 — NDLR*), mais, ce qui est plus important encore, de délibérer et de déterminer ce que seront ou devront être le caractère et la forme concrète du gouvernement des travailleurs, des exploités et des opprimés, seul capable de prendre en charge la solution des problèmes fondamentaux non résolus qui assaillent le pays. »

La deuxième rencontre de délégués a également adopté une plate-forme rassemblant l'ensemble des revendications qui seront soumises à l'Assemblée populaire nationale :

- semaine de quarante heures, augmentation des salaires ;
- droit au travail ;
- à travail égal, salaire égal ;
- Sécurité sociale, et droit à des conditions de vie décentes ;
- droit à l'éducation gratuite ; droit du peuple aux loisirs et à la culture ;
- pour une authentique réforme agraire ;
- nationalisation sans indemnité ni rachat des banques et des industries de base ;
- monopole d'Etat du commerce extérieur ;
- abolition de la dette extérieure ;
- plein respect du droit de grève et d'organisation syndicale ; libertés de presse, de réunion et d'organisation ;
- liberté des cultes ; séparation de l'Eglise et de l'Etat ;
- abrogation totale de la peine de mort ;
- dissolution des corps répressifs ; droit des soldats à l'organisation syndicale ;
- libération de tous les militants emprisonnés.

Sur chacun de ces points, qui font l'objet de développements détaillés dans le texte adopté par la deuxième rencontre de délégués, les organisations participantes sont invitées à apporter leur contribution. La rencontre a décidé d'inviter tous les syndicats, partis politiques, représentants des Fronts et des Assemblées populaires, députés ouvriers et anti-impérialistes, à participer à l'Assemblée populaire nationale avec plein droit à la parole et au vote. Une commission d'organisation provisoire et ouverte a été constituée. Ses tâches sont de travailler à étendre dans tout le pays le réseau des Assemblées populaires et des Fronts de défense ; de mettre en place au niveau régional et local des comités de préparation de l'Assemblée populaire nationale convoquée à Lima les 29 et 30 septembre, intégrant toutes les organisations ouvrières et anti-

impérialistes ; d'organiser une campagne de financement de l'Assemblée populaire nationale et d'éditer une affiche ; de travailler à constituer des comités unitaires dans les usines, les quartiers, les coopératives, etc., impulsant le combat pour l'Assemblée populaire nationale.

Dans sa conclusion, la résolution politique adoptée par la deuxième rencontre permet d'évaluer toute l'ampleur des décisions qui ont été prises :

« Les exploités et les opprimés ont commencé à réaliser leur volonté souveraine, démocratique, dans les Assemblées du peuple, avec leurs délégués librement élus, qui ont pris les décisions nécessaires pour faire respecter leurs droits et arracher leurs revendications. Les Assemblées populaires et les Fronts de défense représentent la volonté du peuple travailleur et opprimé de prendre en main son propre destin en forgeant le pouvoir ouvrier et paysan.

Telle est la voie dans laquelle s'engagent les masses opprimées de la ville et des champs qui veulent leur unité pour avancer vers la victoire contre la dictature militaire, la bourgeoisie et l'impérialisme.

Les masses veulent l'unité de leurs propres forces et de leurs organisations pour combattre pour la victoire.

Les masses repoussent l'alliance ou l'"unité" avec la bourgeoisie, la classe des exploités.

Le peuple travailleur et opprimé du Pérou maintient vivant dans sa mémoire ce qui s'est passé au Chili en 1973 : l'"unité" des partis ouvriers avec les partis bourgeois conduit à la victoire de Pinochet et à la défaite sanglante du prolétariat chilien.

Ce qui s'est passé au Chili ne se répétera pas au Pérou !

Notre voie, c'est la voie de l'Assemblée populaire nationale, pour centraliser comme dans un seul poing les Assemblées populaires et les Fronts de défense avec toutes leurs composantes : syndicats, fédérations, groupes de jeunes, communautés, ligues paysannes, organisations des étudiants et de la petite bourgeois-

sie, partis et fronts politiques qui se réclament de la classe ouvrière et du peuple opprimé.

Telles sont les bases du pouvoir ouvrier et paysan dont le pays a besoin pour sortir de la crise !

Seul un gouvernement basé sur le pouvoir ouvrier et paysan, sans représentants politiques de la bourgeoisie, qu'ils soient civils ou militaires, pourra sortir le pays de la crise en appliquant le programme des revendications ouvrières, paysannes, nationales et démocratiques.

C'est sur cette ligne stratégique d'indépendance de classe que nous, délégués élus du peuple travailleur et opprimé, proclamons, face aux élections générales annoncées : il faut aussi que, sur ce plan déformé de la lutte des classes, les organisations ouvrières et anti-impérialistes réalisent le front unique, fassent échec à la division et à la dispersion, qui ne peuvent faciliter que le gouvernement militaire, l'APRA, le PPC, l'AP, partis qui sont des agences de l'impérialisme.

La solution la plus favorable aux travailleurs et au peuple opprimé, et ce à quoi tous aspirent, c'est la formation d'une candidature unique ouvrière et anti-impérialiste, sans représentants politiques de la bourgeoisie, civils ou militaires.

Nous, délégués élus d'organisations ouvrières et populaires, nous nous adressons à tous les secteurs du FOCEP, à l'UDP, au PCP (U), au PSR (ML), au PCP (PR), à toutes les organisations politiques qui parlent au nom du peuple travailleur et opprimé, pour qu'ils participent à l'Assemblée populaire nationale, et qu'ils proclament ensemble, dans l'unité, la candidature ouvrière et anti-impérialiste.

Une candidature ainsi constituée, dans l'unité, par les organisations ouvrières et populaires, recevra l'appui déterminé et enthousiaste du peuple travailleur et opprimé.

La victoire des grèves héroïques du SUTEP et de la FENTUP, le triomphe des revendications du peuple travailleur et opprimé exigent que les organisations politiques qui militent dans le mouvement ouvrier et popu-

laire se placent sur le terrain du front unique de classe, anti-impérialiste, pour mettre fin à la dictature militaire, sur le terrain de la lutte unitaire du prolétariat et du peuple, sur tous les terrains de la lutte de classes.

Fermes sur ce terrain, conformément à la volonté et au mandat souverain des travailleurs et du peuple opprimé, nous, délégués réunis ce jour à Lima, appelons à constituer dans tout le pays des Fronts de défense du peuple et des Assemblées populaires locales, et à les centraliser comme un seul poing dans l'Assemblée populaire nationale, organe supérieur du front unique et de la démocratie des exploités.

Tous ensemble, accomplissons de nouveaux pas dans cette voie déjà choisie par le peuple travailleur et opprimé !

Unissons nos organisations dans une grande Assemblée populaire nationale réunie à Lima !

C'est ainsi que nous ouvrirons la voie au triomphe au Pérou d'un gouvernement des travailleurs, des ouvriers et des paysans, sans représentants politiques de la bourgeoisie, gouvernement qui résoudra les tâches démocratiques et anti-impérialistes et conduira le pays vers le socialisme (...).

L'orientation est ainsi clairement tracée. Avec la contribution déterminante du POMR, la deuxième rencontre nationale de délégués, en décidant de convoquer l'Assemblée populaire nationale, dégage nettement la voie du combat pour le gouvernement ouvrier et paysan, pour les soviets, pour la dictature du prolétariat.

Elle place la convocation de l'Assemblée populaire nationale sous le signe du combat pour l'unité anti-impérialiste, contre toutes les manœuvres de ceux qui, bourgeois ou staliens, préconisent une formule de gouvernement de coalition avec la bourgeoisie, de front populaire.

Jusqu'où ira le combat pour l'Assemblée populaire nationale ? Nul ne peut aujourd'hui répondre à cette question. Le gouvernement militaire, utilisant la situation créée par la grève générale du 19 juillet appelée par la

CGTP, elle-même contrôlée par l'appareil stalinien, s'est engagé dans une nouvelle vague de répression. 1 200 enseignants en grève générale à l'appel du SUTEP ont été arrêtés. Dès la fin du mandat de l'Assemblée constituante, le 25 juillet, la dictature pourchasse une nouvelle fois les députés ouvriers, et notamment les dirigeants du POMR, privés désormais de leur immunité parlementaire.

Dans certains secteurs des forces armées, on caresse presque ouvertement l'idée d'un nouveau coup d'Etat militaire, mettant fin au processus de « transfert du pouvoir », d'autant plus dangereux que s'accroît la décomposition des partis de la bourgeoisie péruvienne, et notamment de l'APRA, après la mort de son vieux dirigeant, Haya de la Torre. D'autres secteurs pourraient au contraire estimer préférable de différer une telle opération, dont ils mesurent les risques dans l'état actuel de dislocation des forces armées, usées par onze années d'exercice direct du pouvoir, en mettant à profit le délai d'un an que, totalement subordonnée au gouvernement militaire, la majorité a accepté de respecter avant la très hypothétique entrée en vigueur de sa Constitution antidémocratique et réactionnaire.

Ces variantes auront certes la plus grande importance dans les développements ultérieurs de la lutte des classes au Pérou. Ce qui importe, c'est de comprendre que le prolétariat ne peut compter que sur lui-même et sur ses propres initiatives pour assurer la défense et l'élargissement des droits, garanties et libertés, aussi précaires et limitées soient-ils, arrachés par la lutte de classe à la dictature militaire.

C'est dans le développement du combat pour le front unique anti-impérialiste, pour la réalisation effective de l'Assemblée populaire à Lima les 29 et 30 septembre, avec la participation la plus large de toutes les organisations qui se réclament de la classe ouvrière et de la lutte anti-impérialiste, que sera assurée la défense des organisations, des militants et des sièges ouvriers.

Là encore, la deuxième rencontre de délégués a montré la voie en lançant

un appel unanime à la constitution de groupes d'autodéfense :

« La deuxième rencontre de délégués pour l'Assemblée populaire nationale de Lima :

— considérant que les libertés syndicales et démocratiques sont constamment violées par le gouvernement militaire et les partis pro-impérialistes, comme le démontrent les actions de terreur officielles, les arrestations, les persécutions, les assassinats (...);

— considérant que les formes de lutte syndicale des masses et leur mobilisation sont constamment entravées par le gouvernement militaire qui mobilise à cette fin tous ses moyens de répression, face auxquels les masses sont en énorme désavantage (...);

— considérant que cette situation exige que les masses s'organisent pour faire face à la répression et à la terreur officielle des classes dominantes, et prennent en charge l'objectif légitime de leur autodéfense,

— décide d'impulser la création de groupes d'autodéfense des masses dans tous les syndicats, quartiers, organisations populaires, fronts de défense, fédérations nationales, etc., qui assurent la protection des militants et des dirigeants contre la violence et la terreur officielle des classes dominantes;

— décide que ces groupes d'autodéfense des masses dépendront de leurs organisations respectives et seront coordonnés régionalement et nationalement par l'Assemblée populaire nationale et son Front de défense national. »

La réalisation de la deuxième rencontre de délégués, la convocation, fin septembre, de l'Assemblée populaire nationale, constituent à coup sûr un acquis politique de la classe ouvrière et du peuple opprimé. Elles dégagent, de façon tangible, saisissable, pour le prolétariat et pour les masses, la voie de la constitution de leurs propres organes autonomes de classe, la voie des soviets, la voie du gouvernement ouvrier et paysan.

C'est sur cet axe fondamental que s'oriente le mouvement de la révolution au Pérou, et non pas sur telle ou

telle péripétie, sur le résultat immédiat de telle ou telle grève, sur l'obtention ou non de telle ou telle revendication. Les masses savent parfaitement que, tant que le gouvernement militaire restera en place, le pays continuera à s'enfoncer dans le chaos et aucune revendication ne sera satisfaite. Elles ont constaté la couardise des partis bourgeois, majoritaires dans la défunte Assemblée constituante, à la botte des généraux et du gouvernement militaire. Elles vont voir maintenant se développer la campagne pour l'Assemblée populaire nationale, le combat pour les délégués des ouvriers, des paysans, des chômeurs, des jeunes, élus dans les entreprises, les villes et les villages, le combat pour l'unité de toutes les organisations qui se réclament du prolétariat et de la lutte anti-impérialiste. C'est désormais au nom de la grande perspective du pouvoir, du gouvernement ouvrier et paysan, sans représentants ni civils, ni militaires de la bourgeoisie exploiteuse, que les masses vont désormais développer et élargir le mouvement déjà engagé.

Le POMR, section péruvienne du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, est encore loin d'être le parti révolutionnaire que les masses reconnaissent comme leur parti dirigeant. Mais c'est déjà un parti qui a fait la preuve que, muni du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, du programme de la révolution prolétarienne mondiale, il était capable d'aider le prolétariat péruvien à s'engager dans la voie de la lutte pour le pouvoir. Le prolétariat péruvien a besoin d'un parti suffisamment puissant et expérimenté pour se placer à sa tête, et diriger la lutte pour le pouvoir. Dans le difficile combat qu'il mène aujourd'hui, et qui n'est autre que le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, le POMR a démontré qu'il pouvait légitimement prétendre être à la base d'un tel parti. Sans aucun doute, la lutte sera longue, marquée, ici comme ailleurs, par des tournants brusques, des à-coups, des crises, de multiples difficultés. Mais la voie est tracée, le mouvement est engagé.

Sous le feu de la crise révolutionnaire ouverte au Pérou, l'application vivante de la théorie de la révolution permanente et des principes du « Pro-

gramme de transition », dans l'activité de la section péruvienne du Comité d'organisation, a prouvé qu'il était possible, et qu'il n'y avait pas d'autre voie, pour aider le prolétariat à combattre pour son propre pouvoir. C'est en poursuivant ce combat avec toute la fermeté nécessaire que le POMR se construira comme le parti révolutionnaire dont le prolétariat péruvien a besoin pour aller jusqu'à la victoire.

Les problèmes en cause doivent être assimilés par toutes les sections du Comité d'organisation. La riche expérience qui s'accumule au Pérou participera ainsi de l'homogénéisation politique d'ensemble du Comité d'organisation, condition de sa progression.

Dans l'immédiat, elle représente d'ores et déjà un capital politique considérable qui pourra et devra être soumis largement à la réflexion et à la discussion des militants, groupes et organisations qui, à l'initiative du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, s'associeront à la préparation de la III<sup>e</sup> Conférence latino-américaine.

---

## LA REVOLUTION PROLETARIENNE S'AVANCE

---

Le combat politique du POMR représente sans aucun doute l'un des points les plus avancés du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais des situations révolutionnaires du type de celle qui existe au Pérou vont inéluctablement se multiplier, en relation avec les développements de la nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale.

Après la révolution portugaise, après la défaite majeure essuyée par l'impérialisme américain au Vietnam en 1975, après l'effondrement de la sanglante monarchie iranienne sous les coups des masses insurgées et le déferlement tumultueux de la révolution prolétarienne dans ce pays charnière de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient et aux portes du Pakistan et de l'Inde, après l'effondrement de la dictature des Somoza au Nicaragua, déstabilisant tous les régimes pro-impérialistes d'Amérique centrale, de

nouveaux affrontements révolutionnaires s'annoncent partout dans le monde.

Le Secrétariat international du Comité d'organisation déclarait en février 1979 :

« A la racine de ces effondrements qui se produisent d'abord dans ce que l'on peut décrire comme la périphérie du système impérialiste, il y a la crise généralisée de ce système qui se concentre en son cœur même, dans les pays capitalistes avancés, dans les puissances impérialistes, et en particulier en Europe, où elle se combine directement avec la marche à la révolution politique.

Le niveau extraordinaire de combativité des masses iraniennes, les formes d'organisation que leur mouvement a dégagées dans la lutte contre la dictature, le caractère « classique » — la pureté, pourrait-on dire — de la première phase de la révolution prolétarienne en Iran sont inséparables de la montée du prolétariat à l'échelle mondiale et de ses caractéristiques essentielles : la tendance du prolétariat à se regrouper sur un nouvel axe et la reprise des formes les plus « pures » de la lutte des classes.

La révolution prolétarienne en Iran est inséparable de l'accentuation de la marche à la dislocation du marché mondial, de la crise politique non réglée de l'impérialisme américain, de la maturation de la lutte des classes dans toute l'Europe, aggravant l'instabilité de tous les régimes en place, des développements révolutionnaires dont l'Amérique latine est le théâtre.

Aujourd'hui, la révolution prolétarienne en Iran exerce et exercera une formidable impulsion sur le cours de la lutte des classes à l'échelle mondiale, précipitera la crise de tous les anneaux de la chaîne impérialiste, de chacune des bourgeoisies, intensifiera celle des bureaucraties contre-révolutionnaires affaiblies par ce nouvel échec de la Sainte-Alliance (...). Le sol sur lequel repose la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire de l'impérialisme et des bureaucraties tend à se dérober sous leurs pieds à partir de l'aggravation de la crise de l'impérialisme, une crise qui se dirige aujourd'hui vers la disloca-

tion de l'ensemble du système et de l'équilibre sur lequel il repose.

Les développements économiques, sociaux et politiques sont de moins en moins contrôlables. Chaque bourgeoisie, chaque impérialisme, et en premier lieu l'impérialisme américain lui-même, clef de voûte du système, voit s'aggraver la crise politique dans laquelle il est plongé.

La révolution prolétarienne en Iran impulse dans une direction révolutionnaire le mouvement du prolétariat à l'échelle internationale. Elle intensifie de manière immédiate la crise patente de l'impérialisme américain, elle nourrit et nourrira le développement de la lutte des classes dans les principaux pays capitalistes d'Europe. Elle nourrit et nourrira la lutte des travailleurs d'URSS et des Etats ouvriers bureaucratiques vers la révolution politique.

Elle est un appel puissant à la révolution, à la révolution prolétarienne. Elle montre que ce n'est qu'en s'engageant dans cette voie que l'on peut combattre contre la remise en cause des libertés démocratiques, contre l'exploitation, la dégradation des conditions de vie, le chômage, pour la solution des problèmes démocratiques non réglés. Elle démontre avec force que le combat pour préparer la révolution prolétarienne est la seule politique réaliste (...).

Au cours des quelques mois qui ont suivi la rédaction de cette déclaration, les événements ont spectaculairement confirmé cette analyse. La crise politique interne de l'impérialisme américain s'est brutalement aggravée, tandis que, sous le couvert de la « crise pétrolière », tous les rapports économiques constitutifs du système impérialiste sont eux-mêmes entrés dans une phase de décomposition accélérée. Le développement incontrôlable de l'inflation et du parasitisme dans tous les pays capitalistes peut à tout moment précipiter la crise financière et la dislocation du marché mondial. Ce qui vient de se passer en Iran et au Nicaragua témoigne avec éclat de la déstabilisation de tout le dispositif politique par lequel l'impérialisme US assurait son hégémonie dans ces régions décisives que sont pour lui le Moyen-Orient, l'Amérique centrale et

l'Amérique latine. L'effondrement certain de la dictature militaire brésilienne, ouvrant dans ce pays une crise révolutionnaire de très grande ampleur aura des conséquences incalculables à l'échelle de tout le continent. Il en ira de même dans d'autres régions, comme le Proche-Orient par exemple, où les tentatives laborieuses de l'impérialisme américain de rétablir un semblant d'équilibre sur la base de la liquidation définitive des droits nationaux du peuple de Palestine, pourraient être réduites à néant d'un jour à l'autre par l'effondrement de régimes fragiles comme ceux de l'Égypte ou de l'Irak.

En URSS et en Europe de l'Est, les hausses de prix extraordinairement brutales de produits de première nécessité témoignent de la tension croissante des rapports sociaux entre le prolétariat et les dictatures bureaucratiques. Dans un pays comme la Pologne — épargné pour le moment par les hausses, et ce n'est pas un hasard, les bureaucrates n'ont pas oublié les explosions de l'été 1976 —, n'importe quel incident pourrait une nouvelle fois être l'occasion du déferlement du mouvement des masses contre la bureaucratie haïe, son parti, ses institutions, donnant une nouvelle et puissante impulsion au mouvement de la révolution politique.

Tout aussi grosse d'affrontements révolutionnaires est la situation dans les pays capitalistes d'Europe. Bien que sous des formes et à des rythmes différents, les crises des systèmes politiques des bourgeoisies française, espagnole, italienne ne peuvent déboucher que sur des crises révolutionnaires au cœur même de la vieille Europe.

Dans chacun de ces pays, les échéances ne sont différées que par l'engagement total des appareils bureaucratiques, et, en première ligne, de l'appareil des partis staliniens, dans la défense des régimes de leurs bourgeoisies respectives. Mais les partis staliniens, s'ils peuvent mobiliser tous les moyens au service de l'impérialisme et de son ordre politique, en Europe comme ailleurs, ne peuvent néanmoins se substituer aux gouvernements et aux États bourgeois défaillants. Le recours certain à des tentatives de front populaire, dernière res-

source de l'impérialisme, avec le fascisme, contre la révolution prolétarienne, manifeste précisément le caractère inéluctable des crises révolutionnaires.

En Angleterre, l'extraordinaire résistance du prolétariat à la politique de blocage des salaires a entraîné la chute du gouvernement Callaghan. Le nouveau gouvernement conservateur va devoir affronter la classe ouvrière et la jeunesse. De nouvelles et grandioses luttes de classes sont inévitables, dans lesquelles le prolétariat anglais ira, comme en 1974, à l'assaut du gouvernement anti-ouvrier de Thatcher.

Le prolétariat allemand s'est, lui aussi, dressé contre la politique pro-capitaliste du gouvernement Schmidt. La récente grève de la sidérurgie annonce de nouvelles convulsions sociales, dans des conditions où la crise mondiale de l'impérialisme pèse d'un poids écrasant sur la bourgeoisie allemande. La candidature Strauss témoigne de l'état d'incertitude et de désarroi dans lequel se trouve le principal parti bourgeois, la Démocratie chrétienne.

En Allemagne, se concentre la crise de l'ordre européen et mondial garanti conjointement par l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale.

Des brèches sont ouvertes, d'autres vont s'ouvrir, plus largement encore, au cœur même du système impérialiste. Dans les pays d'où le capital a été exproprié, et d'abord en Europe de l'Est, des explosions sont inévitables. Elles ébranleront, en URSS même, la dictature de la bureaucratie du Kremlin, dont le système subit de plein fouet les conséquences de la crise mondiale de l'impérialisme (pressions de l'impérialisme US, conséquences de la révolution iranienne sur les républiques du Sud, conséquences en Asie du Sud-Est de la défaite de l'impérialisme US au Vietnam, etc.).

Le cours de la révolution prolétarienne mondiale, détourné pendant des dizaines d'années — mais nullement interrompu — par le stalinisme (les « immenses difficultés supplémentaires » pour le prolétariat mondial dont parle le « Programme de transition ») va s'ordonner à nouveau sous



ses formes classiques, pour faire face, à une échelle historique décuplée, aux grandes tâches dont l'accomplissement a été différé — le pouvoir, la dictature du prolétariat, le socialisme : les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques.

La reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale est inséparable de cette grande tendance historique au regroupement du prolétariat sur un nouvel axe. Elle en sera l'expression la plus élevée, et, en dernière analyse, la condition déterminante : de la capacité des militants révolutionnaires d'accomplir leurs tâches, de la capacité des militants trotskystes de donner toute l'ampleur nécessaire au combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale dépendra en fin de compte tout le cours de la prochaine période. Répétons-le avec Trotsky : « Si le parti ouvrier, malgré des conditions favorables, se révèle incapable de mener le prolétariat à la conquête du pouvoir, la vie de la société continuera nécessairement sur des bases capitalistes, jusqu'à une nouvelle crise ou une nouvelle guerre, peut-être jusqu'au complet effondrement de la civilisation européenne. » Il n'est d'autre réponse à cette interrogation que de s'engager à fond, dans les circonstances les plus favorables dont les trotskystes aient bénéficié depuis des dizaines d'années, dans l'accomplissement des tâches de construction des partis révolutionnaires et de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

### COMBATTRE DANS LA LUTTE DES CLASSES DE CHAQUE PAYS

La route sera longue et tourmentée, les rythmes faits de flux et de reflux. Les crises révolutionnaires qui vont se multiplier ne se dénoueront ni simplement, ni rapidement en l'absence du parti révolutionnaire dirigeant qu'il s'agit précisément de construire dans le cours même de ces affrontements.

La révolution portugaise se poursuit depuis plus de cinq ans, et aucune des classes en présence n'a encore pu consolider la situation à son profit. Flux et reflux se sont succédé sans que la classe bourgeoise — en dépit du soutien total des appareils du PCP et du

PSP — parvienne à restaurer son Etat profondément ébranlé par la chute des institutions fascistes-salazaristes, et sans que le prolétariat parvienne de son côté à s'ouvrir la voie du gouvernement ouvrier et paysan. Cinq années se sont écoulées, et, s'il est vrai que l'organisation qui combat au Portugal pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale a marqué à chaque étape les développements de la révolution, elle n'en est encore qu'aux prémices de la construction du parti révolutionnaire qui reste la clé de tous les problèmes.

La révolution prolétarienne qui a commencé en Iran et qui a balayé la dictature haïe du chah se poursuit aujourd'hui dans les conditions les plus difficiles, alors que de nouveaux et considérables obstacles — les bandes armées ultra-réactionnaires du clergé islamique soutenues par le parti stalinien Toudeh — se dressent devant elles avec les encouragements de toutes les forces, impérialisme, bureaucraties de Moscou et de Pékin, attachées à la restauration de l'Etat bourgeois dans ce pays. La bourgeoisie iranienne, ses corps constitués, ses institutions sont au dernier degré de décomposition, mais, en l'absence du parti révolutionnaire, le prolétariat, bien que disposant toujours de ses propres organes autonomes de classe, comités de grève et d'usines, comités populaires de quartiers, comités de soldats, ne parvient pas encore à dégager la voie de son propre pouvoir.

Le Parti socialiste des travailleurs, organisation sympathisante du Secrétariat unifié, au sein duquel militent également ceux qui se reconnaissent dans le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, ne pourra accomplir les pas décisifs dans la voie de la construction du parti révolutionnaire que dans la mesure où, mettant en avant le mot d'ordre d'une Assemblée constituante souveraine, il s'engagera résolument dans la voie du combat pour la centralisation du mouvement des comités, pour le congrès national — ou toute autre appellation — des comités d'usine, des délégués élus par les nationalités opprimées, de quartiers, de soldats, cadre indispensable pour dégager la perspective du gouvernement ouvrier et paysan, de la dictature du prolétariat.

C'est ainsi que l'accomplissement des tâches de construction du parti révolutionnaire et de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale n'est pas un problème qui se poserait en quelque sorte « en dernière instance », comme la résultante finale de tout un processus.

La capacité de groupes ou d'organisations, si faibles puissent-ils être encore aujourd'hui dans tel ou tel pays, de prendre des initiatives politiques s'inscrivant dans le vif de la lutte des classes, aidant le prolétariat à dégager sa propre voie, à s'ouvrir la perspective du pouvoir, est non seulement la condition pour que ces groupes s'éduquent, se renforcent, contribuent à rassembler les éléments du parti révolutionnaire de demain, mais elle constitue aussi une nécessité absolue, du point de vue du prolétariat, comme facteur de maturation et d'approfondissement des crises révolutionnaires. Pour construire le parti révolutionnaire, il faut d'ores et déjà commencer par se comporter en parti révolutionnaire.

Dans l'inévitable chaos que toute crise révolutionnaire va faire surgir dans un premier temps, en l'absence de direction du prolétariat, les initiatives politiques des groupes et organisations engagés dans le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale constituent un indispensable facteur d'ordre. C'est en ce sens que les organisations trotskystes, quels que soient encore aujourd'hui leur faiblesse et leur manque d'expérience, doivent agir comme les cadres organisateurs, les seuls cadres organisateurs du prolétariat, et se comporter en conséquence.

Au Pérou, répétons-le, de la capacité du POMR d'avancer fermement sur la ligne de l'Assemblée populaire nationale dépend dans une large mesure le sort de la crise révolutionnaire actuelle.

Au Brésil, par ses initiatives, l'OSI, section du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, a déjà largement contribué à nourrir le mouvement des masses qui tendent à se regrouper contre la dictature militaire en crise, en dégagant notamment la perspective de la constitution d'organisations syndicales indé-

pendantes des institutions de l'Etat dictatorial, la perspective d'une conférence nationale pour une centrale syndicale indépendante, et pour des syndicats libres.

En France, l'OCI, section du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, est totalement engagée dans le combat pour la construction d'une organisation de 10 000 militants, par l'intervention directe dans la lutte de classes, pour le regroupement, dans les entreprises, les quartiers, les écoles et les facultés, d'une force qui constituera un point d'appui décisif pour aider la classe ouvrière et la jeunesse à en finir avec la V<sup>e</sup> République et ses institutions, à surmonter les obstacles que dresse devant elles l'appareil stalinien avec sa politique de soutien forcené au gouvernement Giscard-Barre et à son Assemblée nationale truquée, visant à différer par tous les moyens l'heure de sa chute. Là encore, de la capacité de l'OCI d'accomplir ses tâches en temps et en heure dépendra la possibilité pour le prolétariat de disposer, avant l'ouverture de la crise révolutionnaire et dans le développement de cette crise, d'un parti capable de peser sur le cours des événements et d'ouvrir aux masses la voie du gouvernement ouvrier et paysan.

Au Portugal, au terme de cinq années de lutte politique où elle s'est inscrite comme un facteur agissant dans toutes les phases de la révolution, l'OST, section du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, est aujourd'hui engagée dans la tâche décisive du regroupement des éléments constitutifs d'un véritable parti révolutionnaire. Un tel parti est appelé à jouer un rôle décisif dans la suite des événements, dans le mouvement du prolétariat portugais pour en finir avec Eanes, pour s'ouvrir la voie du gouvernement PSP-PCP sans ministres représentant les partis bourgeois, pour reprendre la marche en avant de la révolution.

En Espagne, sur la ligne du combat pour en finir avec la monarchie héritière du franquisme, pour aider le mouvement conjoint du prolétariat et des peuples d'Espagne en lutte pour arracher, avec le démantèlement de la monarchie « continuiste », leur droit imprescriptible à l'existence nationale,

l'OCIE, section du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, combat pour rassembler, avant même l'ouverture inéluctable de la crise révolutionnaire, dans les usines, les quartiers, les universités, en associant notamment de nombreux militants dégagés par la crise du PSOE, une véritable organisation, capable, là encore, d'aider le prolétariat espagnol à s'engager dans la voie du pouvoir.

En Allemagne, seule l'organisation trotskyste IAK, section du Comité d'organisation, a pris en charge dans le mouvement ouvrier la tâche centrale, du point de vue de la révolution européenne, combinant les processus de la révolution sociale à l'Ouest du continent et de la révolution politique à l'Est, de combattre pour l'unité de l'Allemagne, contre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne, garants du statut de division du pays.

Dans tous les pays où existent des sections du Comité d'organisation, des problèmes de même nature se trouvent posés, à un degré ou à un autre. Il s'agit en fait d'un seul et même combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, dont il faut prendre toute la mesure, comme expression la plus élevée de tout le processus de reconstruction du mouvement ouvrier, à condition que, comme trotskystes, nous soyons capables d'assumer les tâches que personne n'accomplira à notre place et dont aucun « processus objectif » ne peut nous affranchir. Il s'agit du mouvement même de la révolution prolétarienne, qui est entré à partir de 1968 dans une nouvelle période historique.

Au cours des précédentes périodes, le prolétariat mondial a préservé par sa lutte de classe les conquêtes issues de la révolution d'Octobre, que la bureaucratie du Kremlin a pu trahir, mais non pas détruire. L'Etat ouvrier dégénéré repose toujours sur l'expropriation du capital, sur la propriété d'Etat des moyens de production, sur la planification, sur le monopole d'Etat du commerce extérieur. Si ébréchées et menacées soient-elles par la gestion bureaucratique, les conquêtes d'Octobre — et leur projection en Europe de l'Est comme sous-produit de la vague révolutionnaire détournée par la bureaucratie stalinienne à l'issue

de la Deuxième Guerre mondiale — demeurent des positions fondamentales du prolétariat mondial.

Le prolétariat mondial a également arraché de nouvelles positions, qui doivent être défendues comme telles, en Chine, en Yougoslavie, en Indochine, à Cuba.

Dans les pays capitalistes avancés, là encore comme sous-produit de la vague révolutionnaire qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale, le prolétariat s'est considérablement renforcé en termes de puissance et de densité sociale, d'organisation, de positions (droits et garanties de tous ordres, Sécurité sociale, etc.) insérées dans le tissu du système capitaliste, mais aujourd'hui profondément contradictoires avec les nécessités de sa survie.

Au cours des différentes périodes de la lutte des classes mondiale, le capital a été exproprié en de nombreux pays. Mais nulle part le prolétariat n'a pu garder (URSS) ou réellement exercer le pouvoir politique, gérer les nouveaux rapports de production. Par tout, à la suite de la constitution de la bureaucratie du Kremlin, se sont constituées des bureaucraties parasitaires qui monopolisent le pouvoir politique, qui gèrent en les déformant les nouveaux rapports de production, s'allient à l'impérialisme contre le prolétariat et mettent en cause les acquis que constituent pour le prolétariat mondial les rapports de production existant dans ces pays. Dans les pays capitalistes, les appareils bureaucratiques qui se sont constitués, souvent en relation directe avec la bureaucratie du Kremlin, confisquent la gestion d'organisations de classe aussi élémentaires que les syndicats, et utilisent les positions qu'ils occupent pour défendre contre les masses les intérêts de la bourgeoisie.

La révolution sociale et la révolution politique sont indispensables pour que les organisations de masse comme les syndicats soient arrachés à la mainmise d'appareils bureaucratiques qu'il faut briser, et pour balayer les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires, dont celle du Kremlin, dans les pays où le capital a été exproprié. La poursuite de la révolution prolétarienne mondiale, l'expropriation du capital dans les

pays capitalistes — métropoles impérialistes notamment — et la reconquête, la régénérescence de ce qui reste des acquis du prolétariat mondial portés à un niveau historique plus élevé, est un même processus. Cela signifie précisément que le prolétariat se regroupe sur un nouvel axe, que le mouvement ouvrier se reconstruit selon le même axe : reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale et reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe sont inséparables. Non que la IV<sup>e</sup> Internationale ne puisse être reconstruite avant que le prolétariat et le mouvement ouvrier dans leur ensemble se soient regroupés sur un nouvel axe, mais la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale est l'élément déterminant de tout ce processus, en même temps qu'il en participe.

Au cours de ce processus, tous les rapports hérités du passé sont inévitablement remis en cause.

« La tâche historique de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est d'affranchir le prolétariat de la vieille direction (...). L'accusation fondamentale que la IV<sup>e</sup> Internationale lance contre les organisations traditionnelles du prolétariat, c'est qu'elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie... »

Le « Programme de transition » est l'expression la plus élevée du combat pour aider, par l'organisation (parti révolutionnaire, IV<sup>e</sup> Internationale), le prolétariat à reconquérir son indépendance de classe en dégageant la voie de sa propre dictature, en se constituant en classe dominante, en détruisant les appareils bourgeois incrustés en son sein, et porteurs des intérêts de la classe ennemie.

C'est ainsi, dans toute leur ampleur, que doivent être comprises les tâches de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est aussi dans ce cadre qu'il faut comprendre la portée et la signification de la crise qui a déchiré la IV<sup>e</sup> Internationale : le révisionnisme pabliste fut, d'abord et avant tout, la manifestation dans les rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale de la pression d'intérêts étrangers à ceux du prolétariat, la pression de la bureaucratie stalinienne, et, par ce biais, celle de l'impérialisme.

La reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale passe d'abord et avant tout par la construction des sections du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, la constitution de nouvelles sections, l'accomplissement des tâches internationales, le fonctionnement du Comité d'organisation progressant dans son homogénéisation, aidant à l'élaboration, à l'activité de chacune de ses sections et à la constitution de nouvelles sections. Le renforcement du Comité d'organisation, son homogénéisation, sont la garantie de la progression vers la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale sur tous les autres plans.

L'ouverture de discussions avec le Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale est un autre pas important vers la reconstruction de celle-ci. La reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale exige évidemment la clarification de tous les problèmes qui ont été à l'origine du révisionnisme pabliste et ont mis en cause l'indépendance politique et l'existence de la IV<sup>e</sup> Internationale. Bien entendu, pas sous la forme d'un règlement de comptes, mais sous la forme que ceux-ci prennent aujourd'hui. Dès 1973, le Comité d'organisation avait demandé l'ouverture du débat qui s'est engagé avec le Secrétariat unifié.

Il s'agit toujours, comme le Comité d'organisation l'écrivait le 28 mai 1973 au Secrétariat unifié pour proposer l'ouverture de la discussion, de comprendre que

« la IV<sup>e</sup> Internationale a été poussée à l'impasse par le pabliste. C'est le sentiment de cette impasse, c'est l'existence de cette impasse qui ouvrent inéluctablement la voie à la discussion et à l'analyse de toutes les questions à la base de divergences qui ont dépassé les frontières des organisations se réclamant de la IV<sup>e</sup> Internationale. Cela témoigne de la nécessité d'examiner à nouveau tout le champ du mouvement ouvrier international, de tenir compte des modifications survenues, d'apprécier justement les nouveaux groupements, et, dans ce cadre, de procéder à un examen des divergences ayant surgi dans la IV<sup>e</sup> Internationale en 1950-1953, et qui, depuis, se sont considérablement élargies. »

Et, en octobre 1976, le Comité d'organisation renouvelait sa proposition :

« Ouverture de la discussion sans condition ni préalable entre les deux organisations internationales, en vue de reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale réunifiée sur la base du programme de fondation afin de s'efforcer de surmonter les divergences qui sont à la base d'une scission qui dure depuis près d'un quart de siècle. »

C'est cette discussion qui vient finalement de s'ouvrir, et que le Comité d'organisation aborde avec la ferme volonté d'explorer toutes les possibilités de progresser, sur la base du « Programme de transition » et des principes du trotskysme, vers la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale disloquée en 1951-1953.

## LE COMBAT POUR LES LIBERTES DEMOCRATIQUES

Dans son combat pour aider le prolétariat à reconquérir son indépendance de classe dans tous les domaines, la IV<sup>e</sup> Internationale doit assumer la tâche essentielle de restaurer les traditions de solidarité prolétarienne du mouvement ouvrier, abandonnées, foulées aux pieds depuis des dizaines d'années par les appareils bureaucratiques, et en particulier par l'appareil stalinien. C'est ainsi que la lutte tenace pour réaliser le front unique contre la répression, pour la défense des libertés démocratiques occupe une place essentielle dans le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Si la IV<sup>e</sup> Internationale perdait pied dans ce domaine, elle renoncerait à être elle-même, et se disqualifierait par rapport aux tâches d'ensemble de la reconstruction du parti mondial de la révolution socialiste.

Le combat international contre la répression et pour la défense des libertés démocratiques ne saurait être mené avec conséquence et efficacité sur le terrain d'un « humanisme » sans contours ni frontières, ou de principes juridiques abstraits. Les problèmes en cause, dès lors qu'on leur donne toute leur dimension, recoupent très directement toutes les questions fondamenta-

les de la révolution prolétarienne, et, par conséquent, du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Tirant les enseignements de la Conférence européenne qui s'est tenue à Paris sur ces problèmes en janvier 1979 à l'initiative de l'OCI et du Comité d'organisation, le Secrétariat européen du Comité d'organisation, réuni les 5 et 6 mai, a déclaré à ce propos :

« Comme tous les militants et organisations qui ont participé à la Conférence européenne, nous honorons scrupuleusement les engagements que nous avons pris sur le terrain du combat international contre la répression. Et nous savons que ce combat, s'il est mené avec rigueur et conséquence, ne manquera pas de poser à tous ceux qui s'y engagent toutes les questions fondamentales de la lutte des classes à notre époque.

Comment lutter avec conséquence pour les libertés démocratiques sans prendre en charge le combat pour la plus fondamentale d'entre elles, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ?

Comment combattre avec conséquence pour les libertés démocratiques et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sans prendre en charge la lutte pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes britanniques d'Irlande et des troupes russes de Tchécoslovaquie ?

Comment combattre avec conséquence pour les libertés démocratiques et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sans prendre en charge le combat contre le système de Yalta et de Potsdam qui divise l'Europe et tranche dans la chair vive des peuples, au mépris de l'histoire et des réalités nationales ?

Comment combattre avec conséquence pour les libertés démocratiques et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sans prendre en charge la revendication fondamentale du peuple allemand à l'unité et à l'indépendance nationales ?

Comment combattre avec conséquence pour les libertés démocratiques et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sans soutenir

la lutte légitime des peuples du Pays basque et de Catalogne pour s'affranchir de la camisole de force de l'Etat franquiste oppresseur des nationalités, sans reconnaître le droit de ces peuples à constituer leurs Républiques libres du Pays basque et de Catalogne, dans le cadre de l'Union des Républiques libres d'Espagne ?

Comment combattre avec conséquence pour les libertés démocratiques sans défendre le droit imprescriptible des travailleurs d'Union soviétique et des pays d'Europe de l'Est à disposer de leurs syndicats indépendants de l'Etat et du parti de la bureaucratie au pouvoir ?

Comment combattre avec conséquence pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sans reconnaître la pleine et entière légitimité des aspirations des nationalités opprimées en Tchécoslovaquie, en Ukraine, dans les pays Baltes, en Géorgie, en Arménie, etc. ?

C'est ainsi que la lutte conséquente contre la répression, pour la défense intransigeante des libertés démocratiques, dégagera à coup sûr les questions fondamentales que doivent résoudre le prolétariat, la jeunesse, les peuples en lutte pour leur émancipation, qui ne sont autres que les questions fondamentales de la révolution prolétarienne, révolution sociale contre les bourgeoisies et l'impérialisme à l'Ouest du continent, révolution politique à l'Est contre les bureaucraties qui ont usurpé le pouvoir et évincé la classe ouvrière de ses droits politiques.

Et comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement sur un continent où la domination conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, imposée sur les décombres de la Deuxième Guerre mondiale et maintenue par la force depuis trente ans, devait inévitablement faire resurgir avec une force démultipliée les légitimes revendications démocratiques du prolétariat, de la jeunesse, des peuples d'Europe, totalement incompatibles avec l'ordre ancien, que, déjà, elles tendent à faire éclater de toutes parts ?

Voilà pourquoi la lutte commune contre la répression, que les participants à la Conférence européenne

ont décidé de poursuivre avec une énergie redoublée, permettra de créer les conditions, dans les mois qui viennent, de nouvelles initiatives, d'une nouvelle collaboration et d'une nouvelle confrontation des points de vue à un niveau plus élevé. »

Dans le monde entier — et pas seulement en Europe —, l'importance nouvelle que prend le combat contre la répression et pour la défense des libertés démocratiques est l'une des manifestations de la nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale.

L'impérialisme et les bureaucraties parasitaires tendent toutes leurs forces pour préserver, contre la montée de la révolution, ce qui reste du statu quo mondial établi à la fin de la guerre. La Sainte-Alliance contre-révolutionnaire repose chaque jour davantage sur les bagnes, les camps de concentration, les hôpitaux psychiatriques spéciaux. La brutale aggravation de la répression en URSS et en Europe de l'Est, décidée lors de la récente conférence des ministres de la « Sécurité » de ces pays, a pour objectif affirmé de tenter de liquider l'opposition avant la prochaine conférence gouvernementale, qui, significativement, se tiendra à Madrid, après Helsinki et Belgrade, sur « la coopération et la sécurité en Europe ».

Le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui a déjà une longue et solide tradition dans le domaine de la lutte contre la répression, doit absolument prendre en charge, avec plus de continuité et de ténacité encore que par le passé, le combat pour la défense de Petr Uhl, Sabata, Havel, et leurs camarades de l'équipe dirigeante de la « Charte 77 » menacés de peines de plusieurs années de prison au terme d'un nouveau procès inique que la bureaucratie de Prague veut, comme par provocation, organiser le 21 août, onze ans jour pour jour après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les chars du Kremlin (3).

3) Le 10 septembre, le procès de Uhl, de Havel et de leurs camarades n'était pas encore ouvert à Prague. L'« instruction » est considérée comme terminée et ses « conclusions » ont été communiquées aux militants emprisonnés NDLR.

Le Comité d'organisation ne peut ménager aucun effort pour arracher à leurs gèoliers les valeureux militants d'URSS, de Roumanie et de Pologne engagés dans le combat d'une immense portée historique pour la constitution dans ces pays de syndicats indépendants de la bureaucratie au pouvoir. Leur combat, qui répond directement au combat des travailleurs du Brésil pour le droit à l'organisation syndicale indépendante contre la dictature militaire de Figueredo, ou à celui des travailleurs d'Iran contre la terreur réactionnaire des comités Khomeini, c'est le combat de la révolution prolétarienne, c'est le combat de la révolution politique par laquelle les travailleurs d'URSS et d'Europe de l'Est balaieront les bureaucraties haïes et régèneront la démocratie soviétique à un niveau historique plus élevé.

Le combat de Khlebanov, matraqué jour après jour par les policiers en blouse blanche de l'hôpital psychiatrique spécial où il est enfermé depuis des années, le combat de Borissov, qui vient d'être arrêté à nouveau à Lenigrad, le combat des militants syndicalistes roumains emprisonnés par dizaines, ce combat répond directement à l'appel du « Programme de transition » de la IV<sup>e</sup> Internationale :

« La nouvelle montée de la révolution en URSS commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique. A bas les privilèges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme ! A bas l'aristocratie soviétique avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans le salaire de toutes les formes de travail !

La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de la presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la démocratie soviétique. »

L'OCI, section française du Comité d'organisation, s'honore d'accomplir intégralement ses tâches de solidarité prolétarienne à l'égard des seize militants du Parti socialiste des travailleurs d'Iran, organisation sympathisante du Secrétariat unifié, emprisonnés à Ahwaz pour leur lutte pour le droit des peuples d'Iran, Kurdes, Arabes, Baloutches, Turkmènes, à dispo-

ser librement de leur sort, et pour le droit du prolétariat iranien à constituer ses syndicats indépendants de l'Etat bourgeois et du clergé islamique. L'OCI a assuré l'organisation et le financement d'une mission internationale d'avocats qui, à l'heure même où cet article est rédigé, partent pour l'Iran afin d'assurer sur place la défense des seize militants du PST. Ce faisant, l'OCI n'accomplit que son devoir élémentaire de solidarité prolétarienne. Elle inscrit dans le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale une tradition de solidarité internationaliste qui doit être pleinement restaurée au compte du mouvement ouvrier tout entier (lire page 319-NDLR).

Dans les premiers mois de 1980, répondant à la demande des organisations allemandes, belges et irlandaises qui ont participé à la Conférence européenne de janvier 1979, une nouvelle conférence européenne sera organisée à Paris.

Les délégués de comités constitués dans les différents pays d'Europe et combattant sur le terrain du front unique ouvrier pour prendre en charge sous ses différents et multiples aspects la lutte internationale contre la répression et pour la défense des libertés démocratiques se rassembleront pour faire le bilan de l'activité, des résultats acquis, des tâches à accomplir, et pour débattre des vastes problèmes politiques soulevés dans le cours de ce combat.

---

### **POUR RECONSTRUIRE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE : DEFENDRE PLEINEMENT NOTRE PROGRAMME**

---

Dans cette nouvelle conférence où, plus largement encore qu'en 1979, participeront les représentants de très nombreuses organisations européennes, parfois très éloignées de la IV<sup>e</sup> Internationale mais concrètement engagées dans le combat contre la répression, pour la défense des libertés démocratiques et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le Comité d'organisation et ses organisations apporteront leur propre contribution, celle du trotskysme, celle du combat

pour la construction de l'Internationale révolutionnaire, pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous dirons, pour reprendre les termes de la déclaration d'octobre 1978 du Secrétariat européen du Comité d'organisation motivant la décision de non-participation aux élections européennes de juin 1979 :

« (...) Seul le prolétariat, en accomplissant les tâches de la révolution socialiste, en constituant ses propres organes de pouvoir, pourra assurer la défense conséquente des libertés démocratiques et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, extirper toute forme d'oppression nationale, répondre aux besoins et aux aspirations des plus larges masses et ce dans tous les domaines, en finir avec la dictature bureaucratique et la terreur policière à l'Est de l'Europe.

Un spectre hante l'Europe : celui du prolétariat qui a reconstitué ses forces et tend à unifier ses luttes depuis 1968, à l'Est comme à l'Ouest du continent.

Un spectre hante l'Europe : celui du prolétariat qui a commencé à ébranler le vieil ordre capitaliste en balayant, en 1974, au Portugal, la plus vieille dictature du continent ; qui s'appête à poursuivre son offensive en Espagne, en France, en Italie ; qui, en URSS, combat pour reconstituer ses propres syndicats indépendants de la caste privilégiée au pouvoir ; qui, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, prépare de nouveaux assauts, décisifs peut-être, contre les dictatures des bureaucraties parasitaires imposées par le Kremlin.

Un spectre hante l'Europe, celui de la révolution socialiste !

Le prolétariat dénoncera les accords contre-révolutionnaires de Yalta et de Potsdam, les accords contre-révolutionnaires d'Helsinki et de Belgrade.

Il dénoncera le traité de Rome et démantèlera tous les organismes mis en place pour les seuls besoins de l'exploitation des masses travailleuses.

Il dénoncera le pacte Atlantique, et les accords militaires entre impérialismes qui en découlent.

Il dénoncera le pacte de Varsovie, instrument d'oppression contre les peuples d'Europe de l'Est, au nom duquel les chars russes occupent encore aujourd'hui la Tchécoslovaquie.

Il assurera, par ses propres méthodes de classe, contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, l'indispensable défense des acquis de la révolution d'Octobre en Union soviétique, des acquis de l'expropriation du capital en Europe de l'Est, qui se confond entièrement avec la révolution sociale à l'Ouest de l'Europe et la révolution politique à l'Est.

Le prolétariat allemand assurera par ses propres méthodes de classe le maintien de l'expropriation du capital à l'Est de l'Allemagne, son extension à l'Ouest. Il assurera l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan pour toute l'Allemagne, en balayant la bourgeoisie allemande à l'Ouest, la bureaucratie satellite du Kremlin à l'Est.

Pour cela, unité sans condition de l'Allemagne !

Retrait de toutes les troupes d'occupation à l'Est et à l'Ouest !

A bas le mur de Berlin !

Liberté d'expression, de communication, de circulation, d'organisation dans toute l'Allemagne !

Liberté pour le prolétariat de constituer ses organisations, ses syndicats, ses partis dans toute l'Allemagne, dans toute l'Europe, à l'Est comme à l'Ouest ! (...) »

Sans nul doute, le libre débat qui va se développer dans le cadre de la prochaine Conférence européenne dégagera à la fois des lignes de clivage et des éléments en convergence sur le terrain de la lutte commune contre la répression, pour la défense des libertés démocratiques et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Il appartiendra au Comité d'organisation, à ses militants et à ses organisations de jouer pleinement leur rôle, dans la préparation de la conférence et dans la conférence elle-même, à la fois pour pousser plus avant l'indispensable action commune, et pour aider à la progression des éléments qui, de



l'expérience de cette action commune, tireront par eux-mêmes la conclusion qu'il est nécessaire de faire un pas de plus sur le terrain du combat pour l'Internationale révolutionnaire.

En tout état de cause, la clé de tous les problèmes se trouve dans la capacité du Comité d'organisation d'avancer dans la voie de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. La IV<sup>e</sup> Internationale a été disloquée comme organisation par le révisionnisme pabliste. Mais la IV<sup>e</sup> Internationale n'a pas dégénéré. Elle n'est pas tombée, comme les II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Internationales, sous le contrôle de bureaucraties représentant les intérêts de la classe ennemie. La IV<sup>e</sup> Internationale pourrait être détruite, liquidée, si le combat entrepris pour sa reconstruction devait aboutir à l'échec. Mais elle ne pourrait devenir, après les II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Internationales, et à côté d'elles, une nouvelle agence de l'impérialisme dans les rangs du prolétariat : il n'y a pas de base sociale pour cela.

Tout démontre que le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale répond parfaitement aux nécessités révolutionnaires de la nouvelle période de la lutte du prolétariat mondial qui s'est ouverte en 1968. Tout dépend de la continuité et de la fermeté avec lesquelles sera conduit le combat pour résoudre la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui est, en dernière analyse, l'expression la plus concentrée de la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.

Le Comité d'organisation aborde ces problèmes dans les termes mêmes qui sont consignés dans sa déclaration constitutive de juillet 1972 :

« (...) Il n'y a pas de centre dirigeant. Il faut reconstruire le centre dirigeant fonctionnant selon les principes du centralisme démocratique : tel est le contenu de la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale (...). Le Comité d'organisation constituera en premier lieu le cadre de discussion international le plus large. Mais le Comité d'organisation ne limite pas sa tâche à créer un cadre international de discussion. Il poursuivra le travail engagé pour la construction de sections nationales de la IV<sup>e</sup> Internationale (...). Il faut reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale

comme parti mondial de la révolution socialiste, c'est-à-dire reconstruire le centre dirigeant de la lutte pour la révolution mondiale.

(...) Le Comité d'organisation ne constitue pas dans le moment présent une direction internationale centralisée.

(...) Les organisations, groupes et militants trotskystes participants déclarent être décidés à engager le combat pour la reconstruction de cette direction internationale centralisée (...). »

Ni objectivisme, ni fatalisme. Répétons-le : la situation la plus favorable que les militants trotskystes aient jamais connue ne réglera rien par elle-même. Elle ne fait que créer des conditions propices à l'accomplissement des tâches de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il dépend de nous, il dépend de l'OCI française et de sa capacité à avancer dans ce pays vers un véritable parti révolutionnaire de 10 000 militants, il dépend de tous les groupes et organisations engagés dans le combat pour construire, par l'intervention directe dans la lutte des classes, les organisations et partis révolutionnaires de la IV<sup>e</sup> Internationale en reconstruction, que ces tâches soient accomplies.

Les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale que nous sommes sont loin de vouloir exagérer leur nombre. La force de notre programme et de nos mots d'ordre vient de ce qu'ils rendent compte des nécessités révolutionnaires de la nouvelle période de la révolution prolétarienne qui s'est ouverte en 1968. L'appel que Trotsky lançait en mars 1935 aux militants bolcheviks-léninistes français s'adresse directement à nous :

« La victoire est possible ! Plus encore : la victoire est assurée — autant que la victoire puisse être assurée par avance — à une seule et unique condition : il faut vouloir la victoire ; il faut aspirer à la victoire, il faut renverser les obstacles. Il faut culbuter l'ennemi et lui mettre le genou sur la poitrine. »

Robert Clément,  
15 août 1979.

## VIE SAUVE POUR LES 12 DU PST !

Dès leur retour à Paris, M<sup>e</sup> Mourad Oussedik et Michel Zavrian, qui étaient, en Iran, porteurs d'un mandat de la Fédération internationale des droits de l'homme, ont rendu compte de leur mission. M<sup>e</sup> Oussedik a notamment déclaré à *Informations ouvrières* : « Nous avons pu rencontrer et discuter avec les militants du PST. Tous ont subi des sévices et ont été arrêtés pour détention d'un tract ou d'un journal. A ce jour, aucune information n'a été ouverte contre eux. Ils n'ont jamais été entendus par un magistrat. La seule proposition qui leur ait été faite : libération en échange d'une déclaration écrite de repentir, ce qu'ils ont évidemment refusé. Leur maturité politique, leur refus de se compromettre, l'attrait qu'ils exercent sur les autres prisonniers par leur comportement digne et solidaire leur valent la haine du comité islamique, qui fait tout pour tenter de les isoler et de les neutraliser. Ils donnent le bon exemple, ce qui est un danger permanent pour le comité. Ce sont eux qui risquent le plus, et, à chaque moment, leur vie est en danger. »

Le 23 août, on apprenait que le « procès » s'était ouvert à la sauvette devant le « tribunal islamique », et que le « procureur » avait requis la peine de mort. Dans la nuit du 26 août, 12 militants étaient condamnés à mort, et deux militants à la prison à vie. Mais une puissante campagne se développait simultanément en France et dans le monde. A Paris, trois manifestations successives (24 août, 28 août et 31 août) étaient organisées en direction de l'ambassade d'Iran. Le 31 août, à l'appel notamment de l'OCI et de la LCR, 4 000 travailleurs et jeunes manifestaient aux abords de l'ambassade. Des entreprises, des quartiers, des localités, des milliers de télégrammes et de pétitions convergeaient vers l'ambassade et le gouvernement de Téhéran.

Le 5 septembre, recevant à Genève une délégation de militants organisée par le Groupe trotskyste de Suisse, le consul d'Iran dans cette ville leur déclarait :

*« J'ai reçu l'ordre du ministère des Affaires étrangères de vous recevoir pour vous faire part du communiqué suivant : aucune peine de mort n'a été prononcée. Mais l'acte d'accusation concernant les 12 militants du PST a été dressé. Il porte sur les points suivants : terrorisme ; incitation du peuple à mener une lutte armée contre le pouvoir central ; plasticage et sabotage d'oléoducs et de gazoducs ; lutte contre le peuple musulman d'Iran. »*

Tout indique que, devant l'ampleur internationale de la protestation, où l'OCI et les sections du Comité d'organisation ont tenu toute leur place, Khomeini cherche à camoufler le scandaleux procès contre nos camarades et leur condamnation à mort. Il tente maintenant de fabriquer un dossier pour « justifier » les condamnations à mort qu'il a effectivement décidé de prononcer contre les 12 militants trotskystes iraniens. La campagne pour arracher la vie sauve pour nos 12 camarades ne doit pas se relâcher un seul instant. Il s'agit de la vie des combattants trotskystes en Iran, il s'agit des libertés démocratiques, il s'agit de la défense de la révolution iranienne !

10 septembre 1979



# LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste

adhérente du Comité d'organisation  
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

**Abonnements :**

FRANCE : **Pli non clos** : 1 an (5 numéros) : 43 F - 2 ans (10 numéros) :  
80 F - 2 ans soutien : 125 F.

**Pli clos** : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

**ETRANGER :**

**Pli non clos** : 1 an : 70 F - **Pli clos** : demander à l'administration.

Tous versements : Gérard SERFATI.

Le directeur de la publication : Pierre LAMBERT.  
imprimerie ABEXPRESS - PARIS.



---

Commission paritaire n° 51695

# LA VERITE

Organe du Comité Central  
de l'Organisation Communiste Internationaliste.  
(pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.)



**Pierre Broué  
Denis Folias  
Stéphane Just  
Robert Clément**

**Centième  
anniversaire  
de la naissance  
de Léon Trotsky**

**N° 588**

**Septembre 1979  
Prix : 20 francs**

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon TROTSKY.

# LA VERITE

Organe du Comité Central  
de l'Organisation Communiste Internationaliste.  
(pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.)

## CENTIEME ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE DE LEON TROTSKY

Introduction ..... page 5

### Première partie

Pierre Broué

### TROTSKY ET LA REVOLUTION PROLETARIENNE DU XX<sup>e</sup> SIECLE

Introduction .....	23
1 - REVOLUTIONNAIRE PROFESSIONNEL .....	27
La formation d'un révolutionnaire .....	28
La scission : polémique contre Lénine .....	29
La question du centralisme .....	31
A la tête du soviet de Saint-Petersbourg .....	33
La révolution permanente .....	34
Chef de file des « conciliateurs » .....	36
2 - A LA TETE DE LA REVOLUTION VICTORIEUSE .....	39
1917 : Lénine et Trotsky .....	41
L'homme d'Octobre .....	43
A la tête du premier Etat ouvrier .....	45
Le constructeur de l'Internationale .....	47
Naissance de l'Opposition de gauche .....	48
Combat pour l'avenir .....	50
La première période d'exil .....	54
3 - LA IV <sup>e</sup> INTERNATIONALE .....	57
Le stalinisme, fer de lance de la contre-révolution .....	61
La fondation de la IV <sup>e</sup> Internationale .....	62
Le « testament » de Trotsky .....	65
Le meurtre de Trotsky .....	67
Actualité de Trotsky .....	70



## Deuxième partie

Denis Folias

### LA THEORIE DE LA REVOLUTION PERMANENTE THEORIE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE

Introduction .....	75
1 - « LA REVOLUTION EN PERMANENCE ! » .....	79
A propos de la Révolution française et de sa nature .....	83
1848 : le premier acte de la révolution prolétarienne en Europe .....	85
Défaite de la révolution de 1848 en Europe .....	87
Adresse au Conseil central de la Ligue des communistes allemands .....	89
Après 1848 : essor et puissance du mode de production capitaliste .....	98
Du capitalisme libéral à l'impérialisme .....	103
La question nationale, les réformes démocratiques, un aspect du développement combiné mais inégal du capitalisme à son époque libérale .....	104
Quelle révolution ? Polémique au sein du mouvement révolutionnaire .....	107
La théorie de la révolution permanente et les Thèses d'avril .....	109
2 - ACTUALITE DES CONDITIONS OBJECTIVES DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE .....	113
Forces productives, rapports de production, croissance des forces productives .....	115
Les conditions objectives ne suffisent pas à assurer la victoire de la révolution .....	119
Discours de Léon Trotsky devant l'organisation de Moscou du parti .....	120
La première période de la révolution prolétarienne mondiale .....	125
Staline et la bureaucratie contre la révolution permanente .....	126
Le « Programme de transition » .....	128
Pourrissement du mode de production capitaliste depuis 1943-1945 .....	129
Y a-t-il progression de la civilisation humaine ? .....	137
L'impérialisme et les pays semi-coloniaux .....	138
L'exemple du Brésil .....	140
3 - LA SOLUTION DES TÂCHES DEMOCRATIQUES ET NATIONALES .....	145
Les libertés démocratiques, la bourgeoisie, l'impérialisme .....	146
Trotsky et la liberté de la presse .....	154
Les revendications démocratiques dans les pays où le capital a été exproprié .....	156
La question nationale dans la lutte des classes .....	162
Espagne : la méthode de Trotsky .....	165
Espagne : la méthode des trotskystes .....	169
La question centrale de l'unité de l'Allemagne .....	171
La question nationale en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est .....	173
« Pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne unique, libre et indépendante » .....	176
4 - VERS UN SAUT QUALITATIF DANS LA NOUVELLE PERIODE DE LA REVOLUTION .....	183
Une période de l'époque des guerres et des révolutions .....	185
Le tournant des années 1973-1976 .....	189
Sur le moment présent .....	194

Vers des effondrements de pans entiers du système impérialiste .....	195
Plus que jamais : hégémonie du prolétariat dans la lutte des classes .....	196
Iran : nouvelle phase de la révolution prolétarienne mondiale .....	198
L'impérialisme et les bureaucraties s'efforcent de réagir .....	200
Rivalités contre-révolutionnaires dans le cadre de la Sainte-Alliance .....	202
Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe .....	203

### *Troisième partie*

**Stéphane Just**

## **A PROPOS D'UNE POSSIBILITE THEORIQUE ET DE LA LUTTE POUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT**

Introduction .....	209
<b>1 - DE PREMIERS EXEMPLES : YOUGOSLAVIE, ALBANIE, CHINE</b>	<b>215</b>
Bouleversements en profondeur .....	217
Des Etats ouvriers bureaucratiques dès l'origine .....	218
Chine : décomposition des rapports fondamentaux, le PCC prend le pouvoir .....	219
<b>2 - L'INDOCHINE, UN AUTRE EXEMPLE</b>	<b>223</b>
La guerre et la politique du PCV .....	224
La révolution au Nord .....	226
La révolution au Sud .....	228
La révolution à l'œuvre .....	229
Une appréciation sur la politique du PCV et la révolution .....	232
La convention du 6 mars 1946 .....	234
Défaite de l'impérialisme français .....	235
Défaite de l'impérialisme US : le GRP à Saïgon .....	237
«D'excellents accords»... Ils n'en moururent pas tous .....	238
Les accords de Paris en échec .....	239
L'effondrement de l'appareil comprador .....	240
Ce qu'a tenté l'impérialisme américain .....	241
Le PCV au pouvoir au Sud .....	243
<b>3 - LE CAS PARTICULIER DE L'EUROPE DE L'EST</b>	<b>245</b>
Effondrement de l'impérialisme allemand, krach de la société bourgeoise, rôle du Kremlin .....	246
Le capitalisme démantelé .....	248
Bouleversement économique et social à la campagne .....	249
La bureaucratie du Kremlin se dresse contre la révolution prolétarienne ...	254
La bureaucratie aligne les rapports de production de l'est de l'Europe sur ceux de l'URSS .....	255
Le problème des territoires occupés .....	258
Problème de méthode .....	259
<b>4 - LA REVOLUTION CUBAINE ET LE NOUVEL ETAT</b>	<b>265</b>
Les masses renversent Batista .....	266
La révolution prolétarienne .....	268
Encore une fois : un problème de méthode .....	270

Le rôle du PC cubain .....	272
Le Mouvement du 26 juillet, le PC cubain et la bureaucratie du Kremlin .....	274
Sur la nature de l'Etat de Cuba .....	276
<b>5 - STRATEGIE DE LA LUTTE POUR LE POUVOIR, POUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT</b> .....	<b>279</b>
Le révisionnisme et la position de Trotsky .....	280
Le produit de contradictions non résolues .....	282
Révolution politique : la crise conjointe se noue .....	283
Les bureaucraties parasitaires incompatibles avec les nouveaux rapports de production .....	286
Le gouvernement ouvrier et paysan .....	290
Cette variante reste possible .....	294

### *Quatrième partie*

**Robert Clément**

## **POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE QUELQUES TÂCHES D'AUJOURD'HUI**

Le combat du POMR .....	301
Assemblée populaire nationale .....	303
La révolution prolétarienne s'avance .....	307
Combattre dans la lutte des classes de chaque pays .....	310
Le combat pour les libertés démocratiques .....	314
Défendre pleinement notre programme .....	317
Vie sauve pour les 12 du PST ! .....	319

# Introduction

*Ce numéro spécial de La Vérité est édité à l'occasion du 100<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Léon Trotsky.*

« Connaître les causes rationnelles de ce qui s'accomplit et y trouver sa place est la première obligation d'un révolutionnaire. Et telle est aussi la plus haute satisfaction personnelle à laquelle puisse aspirer celui qui ne confond pas sa tâche avec les intérêts du jour présent. »

*En cette formule concentrée et limpide, Trotsky a exprimé le sens et le contenu de sa vie. Sa vie politique commence au début du siècle, alors que s'ouvre l'époque de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, stade du capitalisme pourrissant, qui est aussi l'époque de la révolution prolétarienne mondiale. Ayant reconnu les causes rationnelles de ce qui s'accomplit, Trotsky y trouvera sa place. A la veille de la révolution russe de 1905, Trotsky reprend de Marx la théorie de la révolution permanente, l'actualise. Au fil des années et en fonction des développements de la lutte des classes, il lui donnera toute son ampleur : elle devient la théorie de la révolution prolétarienne mondiale. Comme pour Marx, Engels, Lénine, Rosa Luxemburg, pour Trotsky la théorie est indispensable, mais elle n'a de sens que pour l'action. Elaborant la théorie de la révolution permanente, Trotsky trouve toute sa place militante. Au cours de la première révolution russe de 1905, il devient président du soviet de Petrograd. En 1917, aux côtés de Lénine, il dirige la révolution d'Octobre, la prise du pouvoir par le Parti bolchevique instituant la dictature du prolétariat, le gouvernement des soviets. C'est lui encore qui, au cours de la guerre civile, crée et dirige victorieusement l'Armée rouge, tout en participant décisivement à la constitution de la III<sup>e</sup> Internationale.*

*Tout naturellement, il est à la tête de l'Opposition de gauche qui combat contre la bureaucratie contre-révolutionnaire surgissant de l'intérieur de l'Etat ouvrier exsangue et isolé. Il lutte contre sa dégénérescence, celle du Parti bolchevique, celle de l'Internationale communiste. Expulsé d'URSS, il constitue l'Opposition de gauche internationale. En France, c'est de ce moment (août-septembre 1929) que date la parution de La Vérité, dont c'est par conséquent le cinquantième anniversaire. Mais en 1933, Trotsky constate qu'ayant couvert la honteuse politique de capitulation du Parti communiste allemand imposée par Staline « l'Internationale communiste est définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale ». Il affirme la nécessité de construire la IV<sup>e</sup> Inter-*

*nationale. Un peu plus tard, il prend acte de la dégénérescence de l'Etat ouvrier de l'URSS et conclut à la nécessité d'une nouvelle révolution, d'une révolution politique, pour balayer la bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire et le régénérer. Trotsky écrira à propos de cette partie de sa vie :*

« Je crois que le travail que je fais en ce moment — malgré tout ce qu'il a d'extrêmement insuffisant et fragmentaire — est le travail le plus important de ma vie, plus important que 1917, plus important que l'époque de la guerre civile, etc.

Pour être clair je dirai ceci. Si je n'avais pas été là en 1917, à Pétersbourg, la révolution d'Octobre se serait produite — *conditionnée par la présence et la direction de Lénine*. S'il n'y avait eu à Pétersbourg ni Lénine ni moi, il n'y aurait pas eu non plus de révolution d'Octobre : la direction du Parti bolchevique l'aurait empêchée de s'accomplir (cela, pour moi, ne fait pas le moindre doute !). S'il n'y avait pas eu à Pétersbourg Lénine, il n'y a guère de chances que je fusse venu à bout de la résistance des hautes sphères bolchevistes. La lutte contre le "trotskysme" (c'est-à-dire contre la révolution prolétarienne) se serait ouverte dès 1917, et l'issue de la révolution aurait été un point d'interrogation. Mais, je le répète, Lénine présent, la révolution d'Octobre aurait de toute façon abouti à la victoire. On peut en dire autant, somme toute, de la guerre civile (bien que dans la première période, surtout au moment de la perte de Simbirsk et de Kazan, Lénine ait eu un moment de défaillance et de doute, mais ce fut très certainement une disposition passagère, qu'il n'a même sûrement avouée à personne, sauf à moi). Ainsi je ne peux pas dire que mon travail ait été "irremplaçable", même en ce qui concerne la période 1917-1921. Tandis que ce que je fais maintenant est dans le plein sens du mot "irremplaçable". Il n'y a pas dans cette affirmation la moindre vanité. L'effondrement de deux Internationales a posé un problème qu'aucun des chefs de ces Internationales n'est le moins du monde apte à traiter. Les particularités de mon destin personnel m'ont placé face à ce problème, armé de pied en cap d'une sérieuse expérience. Munir d'une méthode révolutionnaire la nouvelle génération, pardessus la tête des chefs de la Deuxième et de la Troisième Internationales, c'est une tâche qui n'a pas, hormis moi, d'homme capable de la remplir. Et je suis pleinement d'accord avec Lénine (ou plutôt avec Tourgueniev) que le plus grand vice est d'avoir plus de cinquante-cinq ans. Il me faut encore au moins quelque cinq ans de travail ininterrompu pour assurer la transmission de l'héritage. » (« *Journal d'exil* » - 25 mars 1935)

*Le 21 août 1940, l'agent du GPU Ramón Mercader assassine Léon Trotsky. Il tombe peu de temps après que s'est close la première période de la révolution prolétarienne mondiale avec la défaite de la révolution espagnole, après que s'est déchaînée la Deuxième Guerre mondiale et que l'ombre d'Hitler a commencé à s'étendre sur l'Europe. Il tombe en combattant de la révolution, occupant en toute occasion son poste, la place qui est la sienne, victime de la contre-révolution. A l'heure où il semble qu'il soit minuit dans le siècle, ses dernières paroles sont : « Je suis sûr de la victoire finale de la IV<sup>e</sup> Internationale. »*

*La vie politique de Trotsky, sa vie tout court, sont indissociables de la période de la préparation de la première révolution prolétarienne victorieuse instaurant la dictature du prolétariat, de la première période de la révolution prolétarienne qui s'étend de la Révolution russe au début de la Deuxième Guerre mondiale.*

*En ce 100<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Léon Trotsky, qui est également le 50<sup>e</sup> anniversaire de la parution de La Vérité, celle-ci se devait de*

lui consacrer un numéro spécial, qui corresponde au sens et au contenu de sa vie.

L'article du camarade Pierre Broué résume ce que fut la vie de Léon Trotsky. De cet article se dégage ce que signifie la rectitude révolutionnaire, liée à d'immenses connaissances, à une incomparable expérience, à une totale assimilation du marxisme, du matérialisme dialectique, que servent une intelligence et des dons exceptionnels. De l'exposé de cette vie, il ressort que Trotsky incarne la révolution, à l'époque de la révolution prolétarienne. Peut-il être question de faire « réhabiliter » la révolution par la contre-révolution, comme d'aucuns le suggèrent, qui demandent à la bureaucratie du Kremlin et à son appareil international de « réhabiliter Trotsky ». Trotsky n'a pas à être « réhabilité », pour la raison que l'on ne réhabilite pas la révolution. C'est elle qui prononce et exécute les jugements de l'histoire.

L'article du camarade Denis Foliass étudie la théorie de la révolution permanente, son histoire, son contenu, comment elle se concrétise aujourd'hui. Une telle étude était indispensable, car la théorie de la révolution permanente, méthode et contenu, est le fil conducteur de toute l'activité politique de Léon Trotsky. Théorie de la révolution prolétarienne mondiale, elle est indispensable à l'activité des militants qui combattent pour la construction de partis de la IV<sup>e</sup> Internationale dans chaque pays et pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale dans le monde.

L'article du camarade Stéphane Just traite de l'expropriation du capital en Yougoslavie, en Albanie, dans les pays de l'Est de l'Europe, en Corée du Nord, en Chine, en Indochine, à Cuba, à la fin et à la suite de la Deuxième Guerre mondiale. Que le capital ait été exproprié à une si grande échelle sous le contrôle des PC issus de l'appareil stalinien ou par la bureaucratie du Kremlin infirme-t-il ou confirme-t-il le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale ? Les bureaucraties parasitaires peuvent-elles en finir avec le mode de production capitaliste, ou au contraire la dictature du prolétariat était-elle nécessaire pour en finir avec lui et construire le socialisme ? L'action de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections est ordonnée par un seul et même objectif : la prise du pouvoir, la réalisation de la dictature du prolétariat, en résolvant dans le cours de la lutte des classes la crise de la direction révolutionnaire.

La légitimité de la IV<sup>e</sup> Internationale découle de la nécessité que ces tâches historiques soient accomplies. Sa stratégie est entièrement axée sur la ligne de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Cette ligne est-elle conforme au mouvement du prolétariat ? La validité du « Programme de transition » dépend des réponses données à ces questions. Alors que se développe une nouvelle période de la révolution prolétarienne, en ce 100<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Léon Trotsky, il est indispensable de formuler ces réponses.

Il est non moins indispensable de faire le point de la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, l'année dernière, un numéro spécial y fut consacré, qui traitait de cette lutte. Aussi le camarade Robert Clément a-t-il pu consacrer son article à l'accomplissement de quelques tâches immédiates en vue de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Riches ont été la vie, l'activité, l'œuvre de Trotsky. Célébrant le 100<sup>e</sup> anniversaire de sa naissance, La Vérité aurait pu choisir de traiter de bien

*d'autres thèmes que ceux-là. Cependant, l'enseignement essentiel de Trotsky est qu'il faut « connaître les causes rationnelles de ce qui s'accomplit et y trouver sa place ». Ce qui s'accomplit aujourd'hui, c'est une nouvelle période de la révolution prolétarienne ; il s'agit d'en connaître les causes, d'apprécier son développement pour y trouver sa place. Ce numéro de La Vérité devait donc s'efforcer de le faire en traitant des thèmes ci-dessus énumérés.*

### **le contenu de la nouvelle période : poursuivre et achever la révolution prolétarienne mondiale**

*Quel est le contenu de la nouvelle période de la révolution prolétarienne ouverte en 1968, et que l'OCI a caractérisée comme « la période de la révolution imminente » ? La révolution prolétarienne mondiale a commencé avec la Révolution russe de 1917. Depuis, la lutte de classe du prolétariat n'a cessé de soulever en de multiples pays et à de multiples reprises la question du pouvoir. Situations révolutionnaires, crises révolutionnaires, révolutions se sont succédé. Cependant, après la victoire de la Révolution russe et jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, le prolétariat a subi une suite ininterrompue de défaites. Lorsque les armées de Hitler sont devant Moscou en décembre 1941, il semble que même ce qui subsiste des conquêtes de la révolution d'Octobre va être détruit, que l'URSS va sombrer.*

*La force des nouveaux rapports sociaux que la révolution d'Octobre a institués permet finalement à l'URSS de résister, de surmonter les terribles défaites dont Staline et la bureaucratie du Kremlin sont responsables, de bénéficier de la division des grandes puissances impérialistes en deux camps rivaux, et finalement, de vaincre l'impérialisme allemand.*

*Le recul historique permet de mieux se rendre compte combien gigantesque a été pour le système impérialiste le krach de la Deuxième Guerre mondiale. Toutes les puissances impérialistes d'Europe continentale, leurs appareils d'Etat, l'impérialisme japonais, effondrés et disloqués au cours ou à la fin de la guerre. L'ancienne puissance dominante, l'impérialisme anglais, exsangue. Seul l'impérialisme américain sort victorieux — et au faite de sa puissance — de la Deuxième Guerre mondiale.*

*Une vague révolutionnaire d'une puissance sans précédent déferle, sans que la crise de la direction révolutionnaire soit résolue dans aucun pays, et encore bien moins à l'échelle internationale. Ces conditions vont avoir des conséquences très particulières. La bureaucratie du Kremlin est allée beaucoup plus loin qu'elle ne l'avait prévu sur la voie de l'expropriation du capitalisme en Europe de l'Est, et certains PC sont allés beaucoup plus loin qu'ils ne le voulaient sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie. Conjointement, les prolétariats des métropoles impérialistes reconquerraient les anciennes positions sociales et politiques qu'ils avaient perdues en de nombreux pays avant ou au cours de la Deuxième Guerre mondiale, et en conquerraient de nouvelles, tandis que dans les pays coloniaux et semi-coloniaux les luttes de masse pour l'indépendance déferlaient.*

D'où résultent d'énormes contradictions : un prolétariat mondial ayant atteint une puissance sociale et politique écrasante et qui, pourtant, n'a pris le pouvoir, établi sa dictature dans aucun pays que ce soit. Là où le capital a été exproprié, la bureaucratie du Kremlin, les PC sont parvenus à contenir, à canaliser le prolétariat et les masses, à les corseter. Pourtant, de façon générale et au contraire de ce qui s'est passé entre les deux dernières guerres mondiales, l'impérialisme, la bourgeoisie n'ont pu infliger de défaite décisive au prolétariat.

Les rapports interimpérialistes et les rapports entre l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires, au premier chef celle du Kremlin, doivent être corrélativement dégagés pour bien mettre en lumière le contenu de la nouvelle période de la révolution prolétarienne.

Alors que la Première Guerre mondiale s'achevait précipitamment en conséquence de la victoire de la Révolution russe, en conséquence de la Révolution allemande, sans que soient tranchés les rapports entre les grandes puissances impérialistes, la Deuxième Guerre mondiale laissait toutes les autres puissances impérialistes dépendantes de l'impérialisme américain, en même temps que celui-ci devait prendre en considération la menace de la révolution prolétarienne dans les vieilles puissances impérialistes. Bénéficiant de l'appui politique de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international, des autres bureaucraties parasitaires pratiquant la « coexistence pacifique », c'est-à-dire la coopération contre-révolutionnaire à l'échelle internationale, l'impérialisme américain a été en mesure d'imposer sous sa direction une sorte d'unité d'action à toutes les puissances impérialistes sur tous les plans, économique, financier, politique, militaire, qui n'a rien à voir avec la constitution d'une sorte de super-impérialisme, chaque puissance impérialiste gardant sa propre réalité économique, politique, ses intérêts spécifiques, et les défendant.

Ainsi, toutes les ressources des Etats impérialistes, celles, gigantesques, de l'impérialisme américain ont pu être mobilisées et jusqu'à un certain point coordonnées pour reconstruire le système impérialiste. Pendant un quart de siècle, le système a fonctionné ainsi. Il a réussi à éviter des crises économiques majeures comparables à celle des années 1930, mais en créant des marchés artificiels, en ayant recours à une économie d'armement permanente, à un fantastique parasitisme, à une inflation gigantesque. C'est-à-dire en pourrissant jusqu'à ses fondations le système et en préparant une catastrophe économique sans précédent, sa dislocation. Bien entendu, ces processus économiques se combinent, nourrissent toutes les contradictions et les antagonismes sociaux et politiques, les crises de domination de classe des différentes bourgeoisies, et pas seulement des bourgeoisies des métropoles impérialistes, mais également, plus brutalement encore, celles des pays semi-coloniaux.

Mais ces rapports entre les classes à l'échelle internationale, ceux, d'une part avec le prolétariat, les masses de leur pays, d'autre part, les rapports avec l'impérialisme, leurs rapports entre elles, ont amené la bureaucratie du Kremlin et les autres bureaucraties parasitaires à un degré de crise qui ne le cède en rien à l'ampleur de la crise de l'impérialisme à laquelle elle est indissolublement liée. Il n'est pas utile de reprendre ici son analyse. Il suffira de rappeler la signification de l'émergence de la révolution politique en 1953, éclatant au même moment où se produisait la grève générale spontanée en France, que se préparaient la défaite de l'impérialisme français en Indochine, la révolution algérienne, etc. : les



prolétariats des pays où le capital a été exproprié engagent la lutte pour chasser du pouvoir et balayer les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires, pour prendre le pouvoir, instaurer ou restaurer la dictature du prolétariat. Corrélativement, les contradictions économiques que provoquent la gestion de l'économie planifiée par les bureaucraties parasitaires et la prétendue « construction du socialisme dans un seul (ou plusieurs) pays » s'aggravent. La dépendance — sur ce plan comme sur tous les autres — de ces bureaucraties par rapport à l'impérialisme s'accroît. Les antagonismes à l'intérieur de chaque bureaucratie et entre elles se tendent au point de provoquer des guerres interbureaucratiques.

En d'autres termes, en haut il est de plus en plus difficile de vivre selon les rapports établis à la fin et au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale à Yalta et à Potsdam. Ceux-ci ne font que se prolonger. Mais en bas, pour le prolétariat mondial, c'est également vrai : il ne lui est plus possible de supporter un cadre, des rapports trop étroits pour lui et qui d'ores et déjà amènent à de nouvelles catastrophes, le menacent dans son existence même.

La grève générale française de mai-juin 1968, la marche à la révolution politique en Tchécoslovaquie au cours de cette même année ont une signification précise : confronté à la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires, dont la cause première est la puissance du prolétariat mondial, ses conquêtes, ses acquis, ce même prolétariat mondial doit aller plus loin sur la voie de la révolution prolétarienne. Le contenu de la nouvelle période de la révolution prolétarienne est simple et clair : l'ordre mondial de Yalta et de Potsdam ne peut plus durer, il ne fait que se prolonger ; la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires évolue vers un saut qualitatif ; la révolution prolétarienne mondiale, commencée en 1917, se poursuivant à la suite de la Deuxième Guerre mondiale, aboutissant à l'expropriation du capital en d'immenses régions du monde, au renforcement de la puissance sociale et politique du prolétariat mais nulle part à la prise du pouvoir par celui-ci, doit être poursuivie et achevée.

C'est pourquoi, comme parties d'un même processus, révolution sociale et révolution politique sont ensemble à l'ordre du jour. Bien évidemment, la loi du développement inégal et combiné s'applique à la révolution prolétarienne. La maturité des conditions de la révolution n'est pas identique dans tous les pays, mais il s'agit d'un processus unique, et, en outre, les relations mondiales dans la lutte des classes sont aujourd'hui infiniment plus serrées et directes qu'elles ne le furent jamais. La nouvelle période peut encore se définir comme celle où l'époque de l'impérialisme et l'époque de la révolution prolétarienne — qui est dialectiquement liée à la première — parviennent à leur pleine maturité.

### révolution au Nicaragua

Le moment où le saut dialectique se produira, la quantité se transformant en qualité, ne peut être fixé mais il approche visiblement : l'ensemble des développements mondiaux le signifie. Peu de temps a passé depuis que la révolution s'est ouverte en Iran. Maintenant, c'est au tour du Nicaragua. Pour qui n'intègre pas le développement de la lutte des classes dans chaque pays à la lutte des classes mondiale, la révolution prolétarienne

dans un pays de quelques millions d'habitants peut sembler de peu d'importance. Mais la révolution prolétarienne au Nicaragua est un des anneaux de la chaîne révolutionnaire en Amérique latine. Une situation révolutionnaire se développe au Pérou. Au Brésil, une situation révolutionnaire se prépare. En de nombreux pays d'Amérique latine, mûrissent des situations révolutionnaires.

La révolution au Nicaragua participe de cet enchaînement. Elle témoigne que se rassemblent les constituants d'une vague révolutionnaire en Amérique latine. Mais elle n'en est pas un élément passif. Son envergure et son cours peuvent être un facteur de maturation et d'accélération de la marche à la révolution pour toute l'Amérique latine. Son importance ne peut donc se mesurer aux limites du Nicaragua. Enfin, l'Amérique latine est une zone vitale pour l'impérialisme américain, un de ses poumons, et lui est absolument indispensable.

Qui plus est, une vague révolutionnaire balayant l'Amérique latine donnerait à son tour une puissante impulsion à la lutte des classes sur tous les continents, et directement aux Etats-Unis. Aussi, toutes les forces de la contre-révolution tentent-elles de contenir et de faire refluer la révolution au Nicaragua.

Le Front sandiniste soutient un gouvernement bourgeois. Fidel Castro et la bureaucratie stalinienne soutiennent sa politique de défense de la propriété privée des moyens de production, mises à part les propriétés de la famille Somoza et du système bancaire endetté jusqu'au cou. L'impérialisme américain fait preuve d'une prudence extrême et d'une grande souplesse, évitant autant que possible de provoquer les masses. Préventivement, toutefois, il a armé jusqu'aux dents Somoza dont il savait la chute inévitable, pour lui donner les moyens de saigner au maximum les masses soulevées au cours de la grève générale. Les développements de la révolution au Nicaragua ne sont cependant pas écrits d'avance.

Le prochain numéro de *La Vérité* consacra un article particulier à la révolution nicaraguayenne. Il se peut qu'elle submerge les barrages que dresse devant elle la contre-révolution sous toutes ses formes. En tout état de cause, d'ores et déjà, la révolution au Nicaragua s'inscrit comme un des premiers flux d'une nouvelle vague révolutionnaire en Amérique latine. Après la révolution iranienne, elle confirme que, dans les pays semi-coloniaux, les relations sociales et politiques sont minées, ne peuvent être stabilisées, sont constamment menacées d'effondrement, et que la révolution prolétarienne est plus que mûre (1).

---

(1) En Iran, comme au Nicaragua, comme au cours des années 1936-1939 en Espagne, la contre-révolution qui tente de reconstruire l'Etat bourgeois, de faire refluer pour ensuite tenter d'écraser ouvriers et paysans est contrainte d'attaquer violemment le « trotskysme », de déchaîner la répression contre les organisations qui se réclament de la IV<sup>e</sup> Internationale. Défendre militants et organisations se réclamant de la IV<sup>e</sup> Internationale contre la répression, sans pour autant prendre en charge leur orientation politique, fait partie de la défense des droits démocratiques, de la défense de la révolution, mais, plus encore, du droit de cité du trotskysme, des organisations se réclamant de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est pourquoi l'OCI engage toutes ses forces pour « la vie sauve pour les militants du PST condamnés à mort en Iran », et dénonce la répression contre la « Brigade Simon Bolivar » au Nicaragua.

### *Carter témoigne : crise de la société américaine*

*L'importance de ces faits ressort d'autant plus qu'ils entrent en relation avec la crise politique étreignant l'impérialisme US. Les ennuis de Carter à la suite de la conférence de Tokyo témoignent que cette crise politique n'a pas été résolue depuis que Nixon a été mis dans l'obligation de démissionner à la suite du scandale du « Watergate ». A la fin juin, à Tokyo, les chefs d'Etat ou de gouvernement des grandes puissances impérialistes se sont réunis pour tenter de limiter la consommation mondiale de pétrole. Les pays européens ont accepté de s'engager à limiter leurs importations pétrolières au cours des cinq années qui viennent. Par contre, l'impérialisme japonais a refusé de s'engager aussi loin. Carter a seulement promis qu'en 1979 et 1980 les importations des Etats-Unis ne dépasseraient pas celles de 1977, année d'importations records. C'était encore trop. A peine rentré aux Etats-Unis, fait sans précédent, Carter devait annuler au dernier moment et sans explication une communication télévisée d'importance nationale. Il se retirait à Camp David, laissait à Washington une bonne partie des membres les plus importants de son administration. Pendant une dizaine de jours, il consultait des dizaines de personnalités américaines. A la suite de quoi il prononçait un discours, exposant à sa manière la crise profonde de la société américaine :*

« Je veux parler ce soir d'un sujet encore plus grave que l'énergie ou l'inflation. Je veux vous parler tout de suite d'une menace fondamentale qui pèse sur la démocratie américaine.

Je ne veux pas parler de nos libertés politiques et civiles. Elles dureront. Et je ne fais pas allusion à la force extérieure de l'Amérique, pays qui est en paix ce soir partout dans le monde, et qui dispose d'une puissance économique et d'une puissance militaire sans égales.

La menace est presque invisible selon les moyens ordinaires. C'est une crise de confiance. C'est une crise qui frappe au cœur même, à l'âme et à l'esprit de notre volonté nationale. On peut voir cette crise dans le doute croissant sur la signification de notre vie, et dans la perte d'une unité d'objectifs pour notre pays. L'érosion de notre confiance en l'avenir menace de détruire le tissu social et politique de l'Amérique. »

#### *Il poursuivait :*

« Les deux tiers de notre peuple ne votent même pas. La productivité des travailleurs américains, en fait, décroît. Et la disposition des travailleurs américains à épargner pour l'avenir est tombée au-dessous de celle de tous les autres peuples du monde occidental.

Aujourd'hui, comme vous le savez, il y a un manque de respect croissant pour les gouvernements, les églises et les écoles, la presse et les autres institutions. Ce n'est pas un message heureux ni rassurant, mais c'est la vérité et c'est un avertissement. Ces changements ne se sont pas produits du jour au lendemain, ils sont apparus progressivement sur la dernière génération. Des années qui ont été remplies de chocs et de tragédies.

Nous étions sûrs que notre pays était un pays de bulletins de vote, non de coups de feu. Jusqu'au meurtre de John Kennedy, de Robert Kennedy et de Martin Luther King. On nous avait appris que nos armes étaient toujours invincibles et nos causes toujours justes. Mais ce ne fut pas pour souffrir les affres du Vietnam.

Nous respectons la Présidence comme une place d'honneur, jusqu'au choc du « Watergate ». Vous vous rappelez que la phrase "sain comme un dollar" était l'expression d'une fiabilité absolue, jusqu'à ce que dix ans d'inflation commencent à faire rétrécir notre dollar et nos économies.

Nous pensions que les ressources de notre pays étaient sans limites, jusqu'en 1973, lorsque nous avons dû affronter une dépendance croissante à l'égard du pétrole étranger. Ces blessures sont encore très profondes, elles n'ont jamais été pansées.

En cherchant une issue à cette crise, notre peuple s'est tourné vers le gouvernement, et l'a trouvé isolé du grand courant de la vie de notre nation. Washington est devenu une île. Le fossé entre nos citoyens et notre gouvernement n'a jamais été si large. »

### *une marche inexorable*

*Après quoi, il annonçait quelques objectifs à atteindre. Ils le seront ou ne le seront pas, ce qui ne change rien de toute façon quant au fond : réduction des importations pétrolières, augmentation de la production synthétique du pétrole, et surtout, création d'un office de mobilisation des ressources énergétiques chargé de coordonner l'effort national, création d'une société nationale de l'énergie responsable du développement des énergies de remplacement. La seule chose importante est que des milliards de dollars vont être consacrés à la constitution d'un nouveau marché, celui de la production d'énergies de remplacement.*

*Mais par contre, à la suite de cette retraite à Camp David et de ses discours, Carter a remanié profondément son cabinet. Aux Etats-Unis, les équipes présidentielles sont généralement composées d'hommes qui viennent des milieux d'affaires et qui y retournent lorsque prennent fin leurs fonctions officielles. Carter a dû remanier profondément son cabinet tout simplement parce que les hommes qui le composaient agissaient en fonction des intérêts des milieux d'affaires auxquels ils sont liés, au détriment de la politique officielle du gouvernement Carter. D'autre part, encore moins que ses prédécesseurs il n'est capable d'imposer sa politique au Congrès.*

*Loin de s'atténuer, tous les éléments de la crise de l'impérialisme américain se renforcent. Les masses n'entendent pas sacrifier quoi que ce soit aux exigences du capital en crise. Elles perdent confiance en son avenir, dans le système politique en place. Or, la classe ouvrière américaine, puissamment organisée dans ses syndicats, si bureaucratiques qu'ils soient, et bien qu'elle ne dispose toujours pas d'une expression politique qui lui soit propre, est un géant. Pour lui imposer la discipline nécessaire à la réalisation des exigences et des objectifs nationaux et mondiaux de l'impérialisme américain, il faudrait la briser. Les choses ne vont pas mieux du côté de la bourgeoisie, chaque fraction de celle-ci, y compris chaque fraction du capital financier, défendant d'abord et avant tout ses intérêts particuliers, fût-ce au détriment de l'intérêt collectif de la bourgeoisie comme classe. Ainsi, les trusts pétroliers défendent leurs intérêts de pétroliers. Ainsi, les grandes banques spéculent contre le dollar. Et l'Etat, le pouvoir exécutif, se heurte à l'héritage politique, aux traditions américaines parlementaristes, aux pouvoirs locaux, au pouvoir des Etats. La contradiction entre la nécessité d'un pouvoir fort, d'un Etat centralisé capable de discipliner toutes les classes et toutes les couches de la société*

*américaine aux intérêts historiques de l'impérialisme et l'héritage de l'histoire des Etats-Unis devient de plus en plus criante. La personnalité de Carter est tout à fait secondaire.*

*Cette contradiction ne peut être résolue à court terme. Elle ne pourrait l'être que positivement par la révolution prolétarienne et négativement par l'instauration d'une sorte de fascisme aux Etats-Unis, à l'issue de longs développements politiques et d'affrontements brutaux entre les classes et à l'intérieur de celles-ci. Au moment présent, elle s'aggrave et contribue à aggraver l'ensemble de la crise du système impérialiste. Car, là aussi, l'histoire joue un très mauvais tour à l'impérialisme. L'impérialisme américain est et reste — nul impérialisme ne peut le relayer, se substituer à lui — le pivot et la force motrice du système capitaliste, et le pivot et la force motrice de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire dont les deux ailes sont Moscou et Pékin.*

*Cette introduction ne saurait se substituer à une nouvelle analyse des rapports mondiaux. Il suffira donc de rappeler quelques données principales. La crise des moyens de paiement internationaux ne cesse de s'aggraver : à l'heure où ces lignes sont écrites, la cotation de l'once d'or en dollars se situe au-dessus de 320. A nouveau, le dollar plonge. La hausse mondiale des prix s'accélère. Les déséquilibres des balances s'aggravent. Et pourtant, seule une gigantesque inflation peut maintenir en activité la machine économique capitaliste. Actuellement, un nouveau plan est élaboré qui, s'il était mis en application, donnerait une singulière impulsion à l'inflation mondiale.*

*Malgré tout, on estime très officiellement que la conjoncture économique aux Etats-Unis et dans tous les pays capitalistes risque d'être catastrophique en 1980. Processus économiques, sociaux, politiques sont inséparables. Partout, à l'instar de ce qui se passe aux Etats-Unis, les crises de domination de classe des différentes bourgeoisies s'enveniment. Mais beaucoup plus immédiatement qu'aux USA, en certains pays comme la France, l'Italie, l'Espagne, voire l'Angleterre, ces crises ouvrent la voie à des crises révolutionnaires, au surgissement des masses sur la scène de l'histoire. L'aggravation des contradictions économiques et financières donne une nouvelle impulsion aux crises politiques de domination de classe des différentes bourgeoisies, aiguillonne le mouvement des masses. L'accentuation des crises politiques de domination de classe des différentes bourgeoisies, l'imminence de l'irruption des masses accélèrent la marche à une crise économique et financière disloquant le marché mondial, les échanges internationaux, la division internationale du travail.*

### **nouveaux éléments sur la crise des bureaucraties parasitaires**

*La crise du système impérialiste englobe la crise des bureaucraties parasitaires. La vague de hausse des prix en de nombreux pays de l'Europe de l'Est en est une des dernières manifestations. En Hongrie, par exemple, les tarifs d'électricité ont augmenté de 51 %, ceux du mazout de 30 %, ceux du charbon de 25 % ; le pain a augmenté de 50 %, la viande de 30 %. En Tchécoslovaquie, l'électricité, le gaz et le charbon ont été augmentés de 50 %, les tarifs postaux de 40 à 150 %. En URSS, des haus-*

ses de prix sont intervenues qui atteignent de 18 à 50 % sur certains produits. Dans tous les pays de l'Europe de l'Est, des mesures ont été prises pour restreindre considérablement la circulation routière.

*L'enquête que L'Humanité des 10, 11 et 12 août 1979 a publiée et qui tente de justifier la hausse des prix en Hongrie est extrêmement claire :*

« Selon les responsables de l'économie hongroise, cette situation, qu'il faut bien qualifier de difficile, est la résultante de deux facteurs :

1 - Les bouleversements opérés sur les marchés internationaux avec des hausses de prix massives concernant non seulement l'énergie et les matières premières, mais aussi les produits industriels. Ces changements sont particulièrement sensibles pour la Hongrie, dont le commerce extérieur représente 27 % du produit national brut, contre près de 25 % pour la France.

Pour parler autrement, nous dirons que les pays capitalistes développés exercent sur les pays socialistes une pression de plus en plus grande, afin de leur imposer des échanges inégaux.

Ainsi, pour la seule année 1974, les prix des produits industriels importés par la Hongrie ont grimpé de 40 %. Comme le pays réalise le tiers de ses échanges extérieurs avec l'Occident, la situation est particulièrement tendue : en 1978, le déficit hongrois à l'égard des pays "non socialistes" a atteint 51,3 milliards de forints, soit exactement 10 % du revenu national.

Résultat de ces déficits qui s'accumulent depuis 1974 : le pays est de plus en plus endetté. On sait, par ailleurs, qu'une des tendances dominantes du pillage capitaliste consiste justement en un pillage financier. On impose des déficits commerciaux aux partenaires, puis on leur prête de l'argent. Le gonflement du crédit à l'échelle internationale est aujourd'hui un des principaux moyens utilisés par les multinationales pour continuer d'assurer leurs débouchés. Mais ce gonflement de crédit, quasiment incontrôlé, alimente l'inflation et aggrave encore plus la position des pays déficitaires.

Quoi qu'il en soit, la Hongrie est désormais à la tête d'une dette de 6,1 milliards de dollars (26 milliards de francs), ce qui représente 40 % du montant de ses exportations vers l'Ouest. (...)

Le nouveau système de prix hongrois a pour objectif de tenir compte du marché international et d'aller dans le sens de la responsabilité des entreprises afin d'atteindre une meilleure efficacité économique.

C'est une tâche qui, selon les experts et les responsables de l'économie, impose qu'on ne vive plus au-dessus des moyens de la Hongrie et que toute amélioration du niveau de vie suive et non précède l'amélioration de l'efficacité économique. (...)

On nous l'a dit et redit. Pour rétablir les équilibres de l'économie hongroise face aux changements du monde, le choix n'est pas de s'isoler mais d'affronter le marché mondial. *"L'essentiel des changements actuels est le changement du système des prix qui consiste à accepter de plus en plus l'économie mondiale"*, estime Janos Jumasz.

Cette approche est parfaitement résumée dans un article de Jozsef Bogнар, directeur de l'Institut d'économie mondiale de l'Académie des sciences de Hongrie, publié par les *"Nouvelles Etudes hongroises"*. Bogнар écrit : *"Les développements prouvent de façon péremptoire que l'économie hongroise et celle des autres pays socialistes cherchent l'issue non point dans l'introversion, mais bien dans l'extension des relations économiques extérieures... Cette réponse est la résultante d'un comportement de stratégie économique parfaitement réfléchi."* Stratégie que l'auteur résume ainsi : *"Au point de vue de l'économie extérieure, le facteur optimal — le postulat — est une politique qui prend minutieusement en compte les processus du marché mondial en matière d'investissement, de production,*

*d'emploi et de vente, en contrepartie de quoi des marchés s'ouvrent, des profits s'obtiennent, des techniques et des sources supplémentaires de développement viennent alimenter la vie de l'économie.*"

Et Bognar ajoute : *"La nouvelle stratégie d'économie extérieure consiste justement à placer les problèmes d'économie extérieure au centre de notre développement."* »

*Quelle reconnaissance plus éclatante peut-il y avoir de la faillite de la « théorie » de « la construction du socialisme dans un seul (ou plusieurs) pays » ? Peut-être le nouveau « Code des investissements étrangers » en Chine, publié au début de ce même mois de juillet qui a vu ces hausses vertigineuses des prix décrétées dans les pays de l'est de l'Europe et en URSS. Ce code stipule que les investissements étrangers en de futures entreprises mixtes ne peuvent être inférieurs à 25 % des investissements totaux, mais ne fixe pas de limite supérieure. Aucune limite n'est fixée quant à l'exportation des bénéfices. Les sociétés mixtes pourront emprunter et vendre à l'étranger. Il y a deux ans, le gouvernement vietnamien avait lui aussi promulgué un « Code des investissements étrangers » extrêmement libéral.*

*Ces exemples illustrent la dépendance économique des pays où le capital a été exproprié et que gèrent les bureaucraties parasitaires vis-à-vis de l'économie capitaliste et de l'impérialisme. Ils montrent qu'aux prises avec d'insolubles contradictions les bureaucraties parasitaires ont tendance à créer les conditions du retour à la subordination de la production aux lois qui s'exercent sur le marché et à la pénétration impérialiste. Mais ce sont les conséquences de l'antagonisme social et politique inéluctable qui oppose le prolétariat aux bureaucraties parasitaires. De telles politiques économiques sont des manifestations des crises politiques de domination des bureaucraties parasitaires confrontées aux masses, à l'actualité brûlante de la révolution politique, partie intégrante de la révolution prolétarienne mondiale, et redoutant la révolution sociale dans les pays capitalistes. Ces mesures sont des attaques directes contre les masses. Elles ne font qu'exacerber les antagonismes sociaux et politiques.*

*Répétons-le, l'ensemble des rapports économiques, sociaux et politiques ont évolué au cours de ces derniers mois de telle sorte que l'on approche d'un point de rupture, du moment où la quantité se transforme en qualité. Ce qui subsiste de l'ordre mondial de Yalta et de Potsdam est en cause.*

### **le prochain maillon : la France ?**

*Quel nouveau maillon de la chaîne va se rompre à plus ou moins longue échéance ? Une chose est certaine : en France, la tension s'accroît de mois en mois. En contradiction avec les rapports de forces politiques existant dans le pays, le gouvernement Giscard-Barre — que couvrent les députés RPR-UDF, majoritaires à l'Assemblée nationale et minoritaires dans le pays — se livre à une agression forcée sur le plan économique et social contre les masses. Tout est remis en cause : l'enseignement, la santé. Le chômage ne cesse de s'étendre, la hausse des prix s'accroît, etc.*

*Tout se passe comme si ce que la V<sup>e</sup> République n'a pu réaliser en vingt ans — arracher aux masses leurs acquis sociaux, leur imposer une diminution radicale du pouvoir d'achat, reconstituer une vaste armée de*

*chômeurs, réaliser la mobilité de la main-d'œuvre d'une qualification à l'autre, d'une profession à l'autre, d'une région à l'autre, dégrader les conditions de vie —, le gouvernement Giscard-Barre se proposait d'y parvenir en quelques mois. La crise d'ensemble de l'impérialisme, particulièrement la précipitation de la marche à une crise économique majeure, le poussent à ces extrémités.*

*Mais alors se pose une question : pourquoi de Gaulle et Pompidou ne sont-ils pas parvenus à atteindre ces objectifs ? Parce qu'ils n'ont pu intégrer les syndicats ouvriers à l'Etat, les détruire, imposer le corporatisme ; parce qu'il leur a été impossible d'en finir avec « le régime des partis » ; parce qu'ils n'ont pu liquider les droits et libertés, droit d'organisation, liberté de presse, etc. Ce que de Gaulle et Pompidou n'ont pu réaliser sur ce plan, ce n'est pas le gouvernement Giscard-Barre qui le réussira. La coopération active des dirigeants ouvriers lui est indispensable pour mener son offensive contre les masses. C'est à quoi ceux-ci se prêtent. La raison en est qu'ils comprennent parfaitement l'enjeu : à défaut de « solution de rechange » dans le cadre de la V<sup>e</sup> République, l'échec, la défaite du gouvernement Giscard-Barre amène à l'ouverture de la crise révolutionnaire en France. Les lignes du jeu politique restent sensiblement les mêmes. Pour disposer d'une solution de rechange, il faudrait que le PS s'intègre à une nouvelle « majorité parlementaire ». De l'extérieur comme de l'intérieur du PS, une énorme pression s'exerce sur Mitterrand et son courant pour qu'ils adoptent cette politique. Mais, à l'inverse, cette politique, qui exige que le PS participe à un gouvernement ou au moins soutienne un gouvernement dans un régime politique de type bonapartiste, aurait l'inéluctable conséquence de disloquer le PS, si difficilement reconstruit après que Guy Mollet l'eût ruiné en soutenant de Gaulle et en participant à un de ses gouvernements. Mais le PS est aussi indispensable en cas de crise révolutionnaire comme un des éléments principaux d'un barrage contre les masses du type de celui d'un gouvernement de front populaire. Mitterrand et son courant, outre leurs ambitions personnelles, en sont pleinement conscients (ainsi qu'une partie de la bourgeoisie) ; aussi affirment-ils leur fidélité à une politique d'« Union de la gauche ».*

### **partir de et aboutir à : la question du gouvernement**

*L'aspect le plus important de la situation en France est l'état d'esprit des masses. Une véritable angoisse les saisit. Une certitude et une volonté se dégagent : il faut en finir avec ce gouvernement, cette Assemblée nationale dont les députés RPR-UDF sont minoritaires dans le pays. Prenant en compte l'état d'esprit des masses, l'OCI a pris l'initiative d'impulser la signature d'une lettre ouverte aux dirigeants du PS et du PCF, qui, partant du respect de la démocratie dont ceux-ci se réclament, pose la question :*

#### **« DIRIGEANTS DU PCF ET DU PS,**

Lorsque vous nous avez appelés à voter pour vous, nous l'avons toujours fait. Aujourd'hui, étant donné la politique de ce gouvernement, ses actes, nous vous faisons légitimement savoir : exercez ce pouvoir de mandat que vous nous avez demandé, ne l'abandonnez pas au bénéfice des députés RPR-UDF minoritaires dans le pays et de leur gouvernement qui prend, au profit de la bourgeoisie, des décisions aggravant sans limite ni frein nos conditions d'existence.



Si réellement vous voulez respecter le mandat que vous avez pris envers nous, vous ne devez pas permettre que le gouvernement Giscard-Barre, sous couvert de la coalition giscard-chiraquienne qui domine l'Assemblée nationale, poursuive ses méfaits. Nous le répétons : c'est vous seuls, députés du PS et du PCF, que nous avons choisis, et par conséquent c'est à vous qu'il appartient de constituer le gouvernement PS-PCF sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois. Il faut que vous combattiez pour la constitution d'un tel gouvernement.

C'est vous qui devez prendre le pouvoir de modifier et d'abolir les lois anti-ouvrières. Quant à nous, nous avons décidé de combattre en réalisant l'unité des travailleurs et des organisations pour nous préserver comme êtres humains, contre la déchéance, l'inculture, le chômage, l'ignorance organisés par le gouvernement Giscard-Barre et l'Assemblée nationale pour la défense de la société capitaliste. »

*L'OCI dégage et permet que s'expriment les aspirations et la volonté des masses. Mais ces aspirations et cette volonté sont en conflit flagrant avec la politique des dirigeants. Certes, jusqu'à présent, le PS, sous la direction de Mitterrand, a résisté aux pressions puissantes qui s'exercent en vue de son intégration à une nouvelle majorité de la V<sup>e</sup> République. Jamais pourtant il n'a mis en cause la V<sup>e</sup> République, le gouvernement Giscard-Barre, la légitimité du point de vue de la démocratie d'une Assemblée nationale dont la majorité est minoritaire dans le pays.*

*Quant au PC, il ordonne plus que jamais l'application de la politique du gouvernement Giscard-Barre contre les masses. La sensibilité contre-révolutionnaire qui lui est propre lui a dicté de ne pas attendre la rentrée politique. Dès le départ, il tente de passer aux masses un carcan politique. Le 28 août, le bureau du groupe PCF à l'Assemblée nationale demande sa convocation anticipée :*

« Le pays doit être avisé des conséquences de la situation actuelle de déficit budgétaire, de déficit de la balance commerciale, de chômage et d'atteinte considérable au pouvoir d'achat des travailleurs. » (Robert Ballanger)

*Comme si « le pays », les masses exploitées, la jeunesse ne connaissent pas les conséquences de la politique du gouvernement Giscard-Barre : elles les subissent. Ballanger poursuit :*

« Le gouvernement a le devoir de convoquer la prochaine session parlementaire avant le mois d'octobre, et le Parlement doit prendre ses responsabilités. »

*En quelques mots, tout est dit : le gouvernement doit convoquer la prochaine session parlementaire, c'est son devoir, donc ce gouvernement est légitime, on lui demande et on attend de lui qu'il fasse « son devoir » ; « le Parlement doit prendre ses responsabilités », donc la majorité de députés UDF-RPR, minoritaire dans le pays, est elle aussi légitime ; « ses responsabilités », mais elle les prend, en servant de couverture au gouvernement. Ainsi, d'entrée, les masses sont subordonnées au gouvernement, à cette Assemblée nationale, au pouvoir, au régime en place, et bien entendu à leur politique.*

*La tâche particulière de l'appareil stalinien de la CGT est d'empêcher que le mouvement des masses engage la lutte contre le gouvernement, pour les revendications. Dès la seconde quinzaine d'août, l'appareil programme une « semaine d'action » entre le 3 et le 7 septembre, qui plus est dans la plus totale division, sous prétexte qu'il faut agir. Mais il devient*

*de plus en plus difficile d'imposer à la classe ouvrière, à la jeunesse, « journées » et « semaines d'action », grèves tournantes et autres jongleries pour empêcher toute mobilisation et action réelles. Marchais s'est saisi de la proposition, nullement innocente d'ailleurs, de Mitterrand de réaliser l'« union à la base » :*

« Il faut unir dans la lutte contre le pouvoir et le patronat pour des objectifs conformes aux intérêts des travailleurs tous ceux qui le souhaitent. »

*Pour que nul n'en ignore, il ajoute :*

« Un exemple : j'ai lu dans un journal du soir que le Parti socialiste avait répondu à la lettre que lui avait adressée la CGT, mais qu'il refusait de soutenir la semaine d'action de la CGT. Je comprends mal ce Parti socialiste et François Mitterrand qui d'un côté vient nous dire : "Il faut organiser l'unité d'action" (ce qui rejoint les positions qui sont les nôtres), mais qui dans le même temps refuse d'engager son parti dans le soutien à des initiatives d'unité d'action correspondant aux intérêts des travailleurs. »

*Le PS est sollicité de soutenir ouvertement la politique de l'appareil stalinien, de dislocation du mouvement des masses. Quant à Georges Séguy, au cours de son discours prononcé place de la République, le jour « point fort » de la semaine d'action, il invitait les autres centrales à s'associer à cette politique.*

*Si l'appareil stalinien de la CGT joue le premier rôle pour tenter de disloquer le mouvement des masses, tous coopèrent, chacun occupant un créneau, à cette tâche, à faire appliquer la politique gouvernementale. Les fédérations CFDT, FO, Cadres de la métallurgie ont ratifié la « convention sociale » qui organise le licenciement de 27 000 travailleurs de la sidérurgie. La fédération CGT a affirmé que si elle ne pouvait certes signer dans sa totalité cette « convention sociale », elle approuvait les mises à la retraite anticipée qui concernent 12 000 travailleurs, qu'elle a présentées comme un recul du patronat et du gouvernement devant « l'action ». Alors que, de toute évidence, ce sont 12 000 licenciements camouflés qui engagent tout le processus des licenciements. Dernièrement encore, tous les dirigeants des centrales ont camouflé en succès les mesures du gouvernement Giscard-Barre qui s'intègrent dans l'ensemble de sa politique.*

*La ligne politique de l'OCI consiste à faire exploser la contradiction entre la politique des appareils, de l'appareil stalinien en particulier, et les aspirations, la volonté des masses. Le point de départ ne peut être maintenant que : les masses veulent en finir avec ce gouvernement, cette Assemblée nationale, pour arracher les revendications ; pour atteindre cet objectif, pour porter au pouvoir un gouvernement du PS et du PCF, sans représentants des partis bourgeois, l'unité des travailleurs est nécessaire, le front unique des organisations ouvrières doit être imposé. La « Lettre aux dirigeants du PS et du PCF » est le point d'appui dont a besoin cette politique. C'est dire qu'elle ne saurait se limiter à cela.*

*Se heurtant à la politique des appareils, les masses ont besoin de se rassembler à partir d'objectifs précis, de revendications précises pour engager le combat contre le gouvernement. L'oublier serait une énorme faute tactique. Toutefois, oublier que c'est contre l'ensemble de la politique du gouvernement que les masses veulent se dresser serait une non moins monstrueuse erreur. Il faut engager le combat pour les revendications, contre le gouvernement ; engager le combat c'est, d'abord, la*

*grève. Rassembler les forces militantes pour préparer et engager la grève, telle est la tâche du jour. Pour et dans cette activité politique, l'OCI se construit. Elle prépare différents regroupements militants : des enseignants, des métallos, éventuellement d'autres. Elle prépare une nouvelle Conférence nationale ouvrière et jeune. L'ampleur des résultats obtenus permettra de fixer d'autres objectifs plus vastes et plus décisifs. A la V<sup>e</sup> Conférence nationale ouvrière et jeune, des centaines de comités pour l'unité, de regroupements de jeunes, seront représentés et décideront.*

*L'OCI peut et doit être un facteur actif de la préparation immédiate et de l'engagement de la mobilisation générale du prolétariat et de la jeunesse qui en finira avec le gouvernement Giscard-Barre, cette Assemblée nationale, la V<sup>e</sup> République et ses institutions, et qui sera le début de la crise révolutionnaire en France.*

\*

\*

\*

*Voilà ce qui est à l'ordre du jour en France. Or, la France est un maillon de la chaîne de la révolution en Europe et dans le monde. La crise révolutionnaire est à l'ordre du jour en nombre de pays. L'unité mondiale de la lutte des classes dans l'espace et dans le temps ne signifie évidemment pas que les rapports entre les classes, les rapports politiques sont identiques dans tous les pays, que partout ils sont au même degré de maturité révolutionnaire. Il faut partir de l'appréciation du contenu de la nouvelle période de la révolution prolétarienne : poursuivre et achever la révolution prolétarienne mondiale. Les rapports mondiaux entre les classes n'ont jamais été aussi denses, aussi serrés, étroits. En ce centième anniversaire de la naissance de Léon Trotsky, nous sommes à la limite d'un saut qualitatif dans les rapports mondiaux entre les classes qui libérera les forces de la révolution. Le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, les organisations qu'il regroupe, l'OCI ont la possibilité d'y jouer dès maintenant un rôle très important, de se préparer à résoudre la crise de la direction révolutionnaire en bâtissant les partis de la IV<sup>e</sup> Internationale, en reconstruisant la IV<sup>e</sup> Internationale. Quel autre genre d'anniversaire pourrait mieux convenir à Léon Trotsky ?*

*« La Vérité »,  
le 7 septembre 1979.*

Pierre Bro

**PREMIERE  
PARTIE**



Pierre Broué

# Trotsky et la révolution prolétarienne du XX<sup>e</sup> siècle

*Lev Davidovitch Bronstein, entré dans l'Histoire sous l'un de ses nombreux pseudonymes, Trotsky, était né le 25 octobre (7 novembre) 1879, trente-huit ans jour pour jour avant l'insurrection d'Octobre. Dans l'avant-propos de son autobiographie, il écrit à ce sujet :*

« Le jour de ma naissance coïncide avec celui de la révolution d'Octobre. Les mystiques et les disciples de Pythagore peuvent tirer de là les conclusions qu'ils voudront. Je ne me suis aperçu moi-même de cette curieuse coïncidence que trois ans après les journées d'Octobre. » (1).

*L'œuvre politique de Trotsky, celle de l'écrivain, du militant, du dirigeant révolutionnaire est sans aucun doute la plus importante de ce siècle. Ce qui explique l'acharnement des maîtres de ce monde. Les livres de Trotsky ont été, pendant des décennies, brûlés, interdits, totalement inaccessibles sur les trois quarts de la surface de la terre. La terreur de la police politique, qu'il s'agisse de celle de l'impérialisme ou de celle de la bureaucratie stalinienne, a été cause de bien des autodafés et ce sont parfois les militants eux-mêmes qui ont de leurs propres mains détruit des ouvrages dont la simple possession pouvait signifier pour eux la mort — et pas seulement en Union soviétique ou en Allemagne nazie.*

(1) *Ma Vie*, éd. Rieder, I, p. 17.

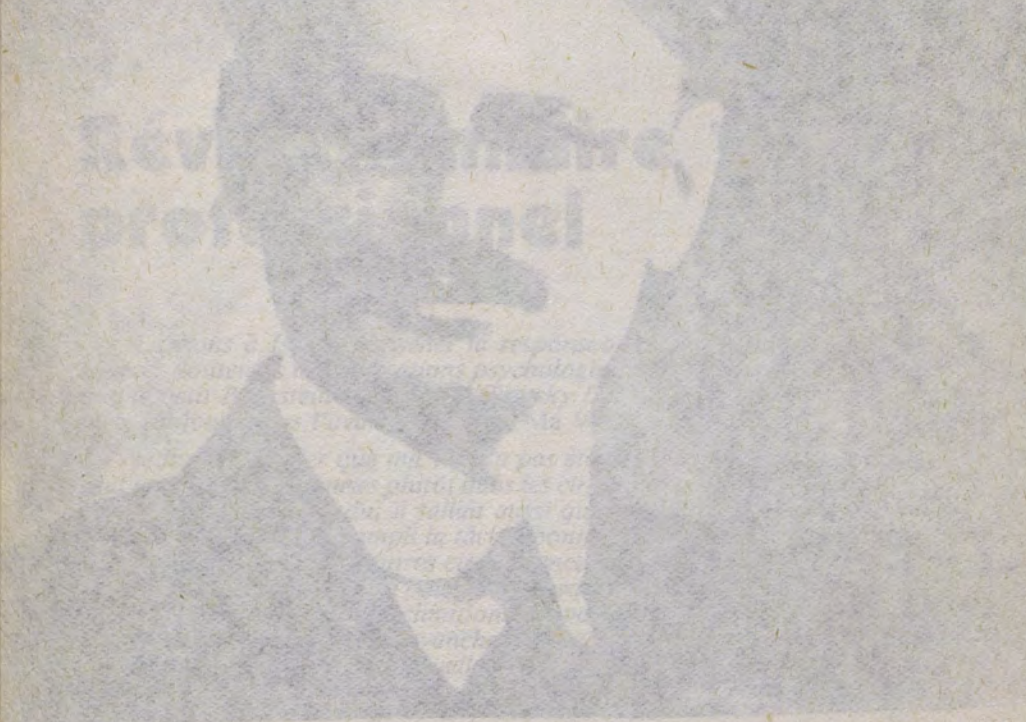
*C'est que le jeune étudiant qui, en 1896, s'est lancé dans le mouvement révolutionnaire clandestin à Odessa, un mouvement qui soulevait la jeunesse de l'empire tsariste après le suicide par le feu — soixante-deux ans avant le Tchèque Jan Pallach — de l'étudiante Vetrova dans la forteresse Pierre-et-Paul, entré du même coup dans le grand mouvement mondial qui a marqué, depuis, le siècle des guerres et des révolutions. Formé à l'université des prisons et de la déportation dans l'empire du tsar, le jeune Trotsky a vécu en Occident le développement du mouvement ouvrier et socialiste, les grandes heures et le début de la dégénérescence de la social-démocratie allemande, la lutte pour l'indépendance de classe du mouvement socialiste français. Il a connu et Bebel et Liebknecht père et fils, et Rosa Luxemburg comme Jaurès. Ses amis personnels étaient des hommes comme Christian Rakovsky, le révolutionnaire internationaliste des Balkans, Henk Sneevliet, qui fut le pionnier du communisme en Indonésie comme en Chine — et son nom figure au bas des résolutions présentées aux congrès et conférences du Parti socialiste américain par les premiers révolutionnaires marxistes du Nouveau Continent.*

*Nouveau venu dans l'état-major des révolutionnaires et des socialistes, il fut, à 26 ans, en tant que président du Soviet de Saint-Pétersbourg, le premier socialiste russe — et pendant des années le seul encore — que le flot de la révolution montante du XX<sup>e</sup> siècle ait porté à la tête d'un organisme révolutionnaire. La seconde vague, celle de 1917, le porta, aux côtés de Lénine, à la barre du premier Etat ouvrier, cible de la haine de l'impérialisme mondial, symbole des aspirations des travailleurs et opprimés du monde. Rédacteur du manifeste de l'Internationale communiste lors de sa fondation, fondateur de l'Armée rouge des ouvriers et des paysans qui tint tête aux puissances impérialistes coalisées, stratège et théoricien du parti mondial de la révolution socialiste, il était, à la mort de Lénine en 1924, le seul homme apte à porter sur ses épaules l'héritage des combats victorieux comme des sanglantes défaites de la révolution mondiale en ce premier quart de siècle.*

*Il sut assumer cet héritage. Ayant appris par son expérience — comme il le note en 1929 — « ce que sont les flux et les reflux de l'histoire » et qu'« il ne suffit pas de se montrer impatient pour les transformer plus vite », « accoutumé à prendre la perspective de l'histoire d'un autre point de vue que celui de son sort personnel », convaincu que « la première obligation d'un révolutionnaire » est « de connaître les causes rationnelles de ce qui s'accomplit et d'y trouver sa place » (2), il fit face lucidement au terrible reflux de la révolution, à la rapide dégénérescence de l'Etat ouvrier et du Parti bolchevique qui l'avait construit au service des masses. L'œuvre de Trotsky, dirigeant de l'Opposition de gauche en Union soviétique, puis exilé sur une « planète sans visa », n'est pas moins importante et décisive que celle du dirigeant de l'insurrection d'Octobre et du chef de l'armée de la révolution. Expulsé d'Union soviétique, réfugié en Turquie, puis en France, expulsé de France, réfugié, puis emprisonné en Norvège, accueilli finalement par le Mexique, traqué de continent en continent à la fois par la haine de l'impérialisme et celle de la bureaucratie, il finit par tomber, le 21 août 1940, sous les coups d'un de ces tueurs qui le pourchassaient depuis des années. Il avait eu le temps d'apporter*

(2) *Ibidem*, p. 20.

*des contributions décisives à l'analyse du fascisme, à la dégénérescence de l'URSS et à l'explication du stalinisme, à tous les problèmes généraux et particuliers de l'impérialisme en sa phase de déclin, de la question nationale à la crise de la culture et à chacun des problèmes stratégiques de la lutte de classes et de la révolution prolétarienne.*



Le premier rôle est joué par l'Union soviétique, qui est devenue le centre de gravité de la lutte internationale pour la révolution prolétarienne. L'Union soviétique est devenue le centre de gravité de la lutte internationale pour la révolution prolétarienne. L'Union soviétique est devenue le centre de gravité de la lutte internationale pour la révolution prolétarienne.

Le rôle de l'Union soviétique est devenu le centre de gravité de la lutte internationale pour la révolution prolétarienne. L'Union soviétique est devenue le centre de gravité de la lutte internationale pour la révolution prolétarienne. L'Union soviétique est devenue le centre de gravité de la lutte internationale pour la révolution prolétarienne.

Le rôle de l'Union soviétique est devenu le centre de gravité de la lutte internationale pour la révolution prolétarienne. L'Union soviétique est devenue le centre de gravité de la lutte internationale pour la révolution prolétarienne. L'Union soviétique est devenue le centre de gravité de la lutte internationale pour la révolution prolétarienne.

Le rôle de l'Union soviétique est devenu le centre de gravité de la lutte internationale pour la révolution prolétarienne. L'Union soviétique est devenue le centre de gravité de la lutte internationale pour la révolution prolétarienne. L'Union soviétique est devenue le centre de gravité de la lutte internationale pour la révolution prolétarienne.





*Signature du Titulaire :*

*Leon Trussler*

# 1.

## Révolutionnaire professionnel

Laissons à Isaac Deutscher la responsabilité de chercher dans des sources douteuses les explications psychologiques permettant d'expliquer que le petit Bronstein soit devenu Trotsky (3). Comme l'écrivait ce dernier, toujours dans l'avant-propos de *Ma Vie* :

*« Je ne puis nier que ma vie n'a pas été des plus ordinaires. Mais il faut en chercher les causes plutôt dans les circonstances de l'époque qu'en moi-même. Bien entendu, il fallait aussi qu'il existât certains traits personnels pour que j'aie rempli la tâche, bonne ou mauvaise, que j'ai remplie. Cependant, dans d'autres circonstances historiques, ces particularités individuelles auraient pu paisiblement somnoler, de même que somnolent, innombrables, des inclinations et passions humaines que la vie sociale ne réclame pas. En revanche, il se peut que se soient manifestées d'autres qualités qui sont actuellement rejetées ou écrasées. En fin de compte, l'objectif prend le pas sur le subjectif et décide de tout. » (4).*

Que Trotsky soit né dans une famille juive d'un père qui était — fait exceptionnel pour un Juif — devenu paysan aisé, qu'il ait été instruit dans une école réelle — et non au gymnase, plus accessible aux enfants juifs, mais aussi avec un enseignement beaucoup plus scientifique que classique, morose, mais relativement libéral, qu'il ait été très tôt sensible à l'exploitation et à l'oppression, qu'il ait dévoré à 18 ans tracts et brochures révolutionnaires et populistes et se soit

engagé dans le mouvement des étudiants en direction des ouvriers russes à travers l'Union des travailleurs de la Russie du Sud, tout cela n'est que l'expression particulière du fait que la société tsariste était secouée par une crise profonde, sapée par la « vieille taupe », comme disait Marx, et à la veille de secousses révolutionnaires profondes.

---

**Le passeport délivré par les autorités françaises à Léon Trotsky avant qu'il se rende en Suisse, à la Conférence socialiste internationale de Zimmerwald (Ph. R. Viollet).**

(3) Au sujet de l'utilisation par I. Deutscher de G. Ziv, *Trotsky. Caractéristique. D'après des souvenirs personnels* (New York 1921), voir l'article de Michel Kehron, « A Propos d'une source de Deutscher », *Cahiers Léon Trotsky* n° 2.

(4) *Ma Vie*, I, p. 16.

## LA FORMATION D'UN REVOLUTIONNAIRE

Peu importe, de ce point de vue, que Trotsky ait été converti du populisme au marxisme par sa future compagne, Alexandra Lvovna Sokolovskaja, ou par quelque autre militant. Ce qui compte, c'est qu'il soit ainsi entré dans un mouvement qui traversait toutes les frontières, « l'Internationale » — et qui trouvait dans les contradictions de la société en crise de l'empire russe les conditions les plus favorables pour la sélection de ces « révolutionnaires professionnels » tant décriés par bourgeois et petits-bourgeois. C'est à leur sujet qu'il devait écrire plus tard, décrivant ce milieu qui avait tant contribué à sa propre formation :

« Le mouvement ouvrier du monde civilisé connaît nombre de fonctionnaires et de politiciens professionnels ; la plupart se distinguent par leur esprit conservateur, leur égoïsme, leur manque d'horizon ; ils ne vivent pas pour le mouvement, mais du mouvement. Comparé au fonctionnaire ouvrier d'Europe ou d'Amérique, le révolutionnaire professionnel moyen de Russie était indéniablement un personnage autrement sympathique.

La jeunesse de la génération révolutionnaire coïncidait avec celle du mouvement ouvrier. C'était l'époque des hommes de 18 à 30 ans. Les révolutionnaires plus âgés se comptaient sur les doigts de la main et paraissaient des vieillards. Le mouvement ignorait complètement l'arrivisme, il vivait de sa foi en l'avenir et de son esprit de sacrifice. Il n'y avait ni routine, ni formules conventionnelles, ni gestes théâtraux, ni procédés oratoires. Le pathétique naissant était timide et maladroit. Les mots même de « comité » et de « parti » étaient encore tout neufs, avec leur fraîche auréole, et ils avaient pour les jeunes gens une résonance attirante et troublante. Celui qui entrait dans l'organisation savait que la prison et la déportation l'attendaient dans quelques mois. On mettait son point d'honneur à tenir le plus longtemps

possible avant l'arrestation ; à se comporter avec fermeté en présence des gendarmes ; à seconder le plus possible les camarades arrêtés ; à lire en prison le plus grand nombre de livres ; à s'évader au plus vite de déportation pour gagner l'étranger ; à y faire provision de science pour rentrer et reprendre le travail révolutionnaire. » (5).

Résumant sa carrière de révolutionnaire professionnel sous le tsarisme, Trotsky écrit par ailleurs :

« J'ai été arrêté pour la première fois un an après être sorti de l'école. De même que nombre de mes contemporains, j'ai eu pour universités la prison, la déportation, l'émigration. J'ai été emprisonné à deux reprises, sous le régime tsariste, et j'ai été détenu au total pendant quatre ans. J'ai été déporté environ deux ans la première fois et quelques semaines la seconde fois. Je me suis évadé deux fois de Sibérie. J'ai émigré deux fois et la durée totale de mon émigration a été d'environ douze ans. » (6).

C'est dans ce milieu, à travers cette action, ce combat, par la lecture aussi — inséparable du combat —, la lutte d'idées, que le jeune homme acquiert un trait qui marquera non seulement sa pensée, mais sa personnalité même : « le sentiment de la supériorité du général sur le particulier », l'aversion pour « l'empirisme borné, une attitude simplement rampante devant le fait, parfois devant un fait seulement imaginaire, souvent devant un fait mal compris », « pour tout ce qui est lutte mesquine, empirisme, pour tout ce qui, d'une façon générale, n'est pas idéologiquement formé, n'est pas largement établi par la théorie » (7).

C'est dans le cours de 1902, après sa première évasion, que le jeune homme rejoint, à Samara, l'organisation de l'« Iskra », fondée par Lénine dans sa lutte contre ce que Trotsky appelle le

(5) *Staline*, pp. 77-78.

(6) *Ma Vie*, I, p. 18.

(7) *Ibidem*, p. 146.

« provincialisme des économistes » et pour la création d'un parti révolutionnaire centralisé. Baptisé « Péro » (La Plume) par ses camarades pour ses évidentes qualités d'écrivain, c'est sur l'insistance de Lénine et avec l'appui financier et matériel de son organisation qu'il quitte Samara pour l'Europe occidentale. Un matin d'octobre 1902, à l'aube, le jeune « Péro » frappe à la porte d'un petit appartement de Londres dans lequel vit avec sa compagne l'émigré russe Vladimir Illitch Oulianov, qu'on ne connaît pas encore comme Lénine. Aucun témoin n'aurait pu s'en douter, mais ce jeune homme, ce jour-là, entrait dans l'histoire....

---

## LA SCISSION : POLEMIQUE CONTRE LENINE

---

Dans l'histoire du mouvement social-démocrate russe, en tout cas, Trotsky — « Péro » — fait son entrée sous l'aile protectrice de Lénine. C'est ce dernier qui l'a fait sortir de Russie. C'est lui qui est pressé d'utiliser ses talents et de faire de lui l'un des principaux collaborateurs de l'« Iskra ». Il l'envoie parler à l'étranger — en France, en Belgique, en Suisse —, élargir son horizon intellectuel par le contact vivant avec le mouvement socialiste réel de ces pays. Il s'oppose à son rappel en Russie, réclamé par le centre « de l'intérieur », et insiste pour qu'il participe au II<sup>e</sup> Congrès du Parti ouvrier social-démocrate russe prévu à Bruxelles la même année. Il tente aussi vainement d'arracher à Plékhanov, très hostile, la cooptation du jeune militant au comité de rédaction de l'« Iskra ».

Pourtant, lorsqu'au II<sup>e</sup> Congrès la vieille équipe de l'« Iskra » vole en éclats, opposant d'un côté Lénine, soutenu par Plékhanov, et chef de file des « durs », et, de l'autre, Martov, Zassoulitch, Axelrod, porte-parole des « mous », Trotsky n'est pas du côté de Lénine, et ce choix va séparer les deux hommes pour de longues années. On connaît l'enjeu de la discussion qui se termine par la scission historique entre « bolcheviks » et « mencheviks » — ces noms qui

recouvriront pour toujours les étiquettes initiales de « durs » et de « mous ». Il s'agit tout simplement du vote des statuts. Lénine propose de réserver la qualité de membre du parti à ceux qui « participent personnellement à l'une de ses organisations », tandis que Martov est prêt à la conférer à ceux qui « collaborent régulièrement et personnellement sous la direction d'une de ses organisations ».

Dans le cours du congrès — qui a eu lieu finalement à Londres, les sollicitudes de la police belge l'ayant rendu impossible à Bruxelles —, et en dépit des efforts personnels de Lénine pour le convaincre, Trotsky se range du côté des « mous ».

Les ennemis du bolchevisme se sont bien évidemment emparés des écrits de Trotsky contre les positions de Lénine, à cette époque, tentant de dresser l'« exigence » de Trotsky « d'une organisation qui repose sur l'auto-activité des masses », au « substitutisme » de Lénine. Ainsi peut-on lire en conclusion de l'« introduction historique » à la réédition de la brochure de Trotsky « Nos Tâches politiques » :

« Dans son exigence d'une organisation qui repose sur l'auto-activité des masses, Trotsky se rencontre avec Rosa Luxemburg, c'est exactement là que se situe l'importance actuelle de *Nos Tâches politiques* pour la Gauche révolutionnaire d'aujourd'hui. Les modèles d'action substitutive du « socialisme » traditionaliste qui limitait à celles d'un domaine socio-économique rétréci les chaînes que le prolétariat avait à perdre et qui reproduisait, sans les critiquer, des modes de pensée et de comportement autoritaires, ces modèles ont perdu définitivement leur portée révolutionnaire d'émancipation. La conséquence politique de ce fait ne peut être que la réinterprétation de l'histoire du mouvement ouvrier à partir des traditions de l'auto-activité des masses, traditions qu'il s'agit aujourd'hui de reprendre. »

L'objectivité historique oblige cependant à rapporter les arguments que Trotsky a développés à cette époque contre la conception de Lénine, la conception bolchevique du parti.

Dans deux ouvrages théoriques, le « Rapport de la délégation sibérienne » et, quelques mois plus tard, « Nos Tâches politiques », tout en réaffirmant son attachement au « centralisme », c'est-à-dire à la lutte pour la construction d'un « parti révolutionnaire centralisé », il s'oppose vivement à la conception du « centralisme » défendue par Lénine au II<sup>e</sup> Congrès, devenue une « force de destruction », Lénine y ayant, selon lui, assumé le rôle de « désorganisateur du parti ».

Selon lui, les formules, au premier abord, peu différentes, proposées par Lénine et Martov, recouvrent en réalité de profondes divergences quant au caractère même du parti révolutionnaire. Lénine, selon lui, a engagé le combat non sur des « principes », mais pour l'« hégémonie », pour assurer sur le parti son propre contrôle, sous la forme d'un véritable « état de siège » :

« La " lutte pour le pouvoir " a perdu son caractère personnel, elle est apparue comme l'ultime maillon du système. Son succès a été celui du système. Il peut être d'autant plus catastrophique pour le parti. »

Attaquant avec violence ce qu'il appelle l'« hégémonie » voulue par Lénine et son « praticisme étroit », il compare le comité central dans la conception de Lénine au Comité de Salut public de Robespierre, maître d'un « appareil administratif appelé à régner sur la République de la " vertu " orthodoxe et de la " terreur " centraliste », et conclut son « rapport » en ces termes :

« Nous sommes confrontés au danger réel que le déclin inévitable et proche du « centralisme » de Lénine ne discrédite aux yeux de bien des camarades russes l'idée du centralisme en général. L'inévitable déception pourrait se révéler fatale non seulement aux Robespierre du centralisme, mais aussi à l'idée d'une organisation combattante de parti unifiée. Alors les « thermidorien » de l'opportunisme socialiste deviendraient maîtres de la situation et les portes du parti seraient réellement grand ouvertes. » (8).

(8) *Rapport de la délégation sibérienne.*

Ce sont les mêmes thèmes, plus élaborés cependant, qu'il va reprendre et développer dans le célèbre pamphlet « Nos Tâches politiques ». L'axe de son argumentation est que la révolution socialiste ne peut être l'œuvre que du prolétariat lui-même, selon la célèbre phrase de Marx sur « l'émancipation des travailleurs ». Le parti qui lutte pour la révolution socialiste ne peut reposer que sur des principes qui doivent s'incarner dans la future société socialiste, par conséquent sur la démocratie réelle, l'égalité, la liberté de choix. La divergence avec Lénine ne porte donc pas tellement à ses yeux sur le système d'organisation préconisé et mis en pratique par Lénine, que Trotsky accuse de « substitutisme », que sur la conception même du rôle de la classe ouvrière dans la révolution. Trotsky accuse Lénine de vouloir construire un parti qui parle au nom du marxisme et de l'orthodoxie, certes, mais également, au nom et à la place de la classe ouvrière, l'envers de l'économisme, non moins dangereux que lui, condamnant le parti à supprimer sa démocratie interne et se transformant inévitablement en structure bureaucratique. Et il résume en ces termes l'évolution à laquelle il pense que conduit le système d'organisation de Lénine :

« L'organisation du parti se substitue au parti, le comité central à l'organisation et, finalement, un " dictateur " se substitue au comité central. » (9).

Critiquant enfin la référence fréquemment faite par Lénine au jacobinisme — dont Trotsky n'a évidemment pas de mal à démontrer l'origine bourgeoise, mais dont il prétend à cette époque qu'il est incompatible avec les tâches et la nature de la révolution prolétarienne —, citant les positions prises par les disciples de Lénine dans l'Oural, il emploie la célèbre formule concernant la « dictature du prolétariat » interprétée comme la « dictature sur le prolétariat » (10).

(9) *Nos Tâches politiques*, éd. Belfond, p. 128.

(10) *Ibidem*, p. 198.

Trotsky prétend alors que c'est le schéma du parti tel que le comprend Lénine. Il affirme sa conviction que la victoire de la révolution est au prix d'une mobilisation consciente de millions de travailleurs dans la lutte. Mais n'est-ce pas là la conviction non moins profonde de Lénine, pour qui la construction d'un parti strictement délimité et centralisé est un élément indispensable à la mobilisation des masses et surtout à la victoire par la prise du pouvoir ? Trotsky touche à la véritable divergence lorsqu'il affirme sa conviction d'alors que, pour cela, il est nécessaire d'avoir su construire un parti où cohabitent les différentes tendances du socialisme. C'est la conception que défendent au lendemain de la scission les tenants du menchevisme. Il écrira lui-même plus tard que son attachement à un parti regroupant toutes les tendances reflétait avant tout une réaction de type « moral » contre la détermination de Lénine d'écarter de la direction les anciens que lui-même respectait profondément.

---

## LA QUESTION DU CENTRALISME

---

D'ailleurs, pour longue que soit la citation, respectons les conclusions que Trotsky tire de ses divergences de cette époque avec Lénine :

« Le centralisme révolutionnaire est un principe dur, autoritaire et exigeant. Souvent, à l'égard de personnes ou de groupes qui partageaient hier vos idées, il prend des formes impitoyables. Ce n'est pas par hasard que, dans le vocabulaire de Lénine, se rencontrent si fréquemment les mots : *irréconciliable* et *implacable*. C'est seulement la plus haute tension vers le but, indépendante de toutes les questions basement personnelles, qui peut justifier une pareille inclémente. En 1903, il ne s'agissait tout au plus que d'exclure Axelrod et Zassoulitch de la rédaction de l'*Iskra*. A leur égard, j'étais pénétré non seulement de respect, mais d'affection. Lénine, lui aussi, les estimait hautement pour leur passé. Mais il en était arrivé à conclure qu'ils devenaient de plus en plus gênants sur la route de l'avenir. Et, en organisateur, il

décida qu'il fallait les éliminer des postes de direction. C'est à quoi je ne pouvais me résigner. Tout mon être protestait contre cette impitoyable suppression d'anciens qui étaient enfin parvenus au seuil du parti. De l'indignation que j'éprouvai alors provint ma rupture avec Lénine au II<sup>e</sup> Congrès. Sa conduite me semblait inacceptable, épouvantable, révoltante. Pourtant, cette conduite était juste au point de vue politique et, par conséquent, nécessaire pour l'organisation. La rupture avec les anciens qui étaient restés en panne dans l'époque préparatoire était de toutes façons inévitable. Lénine l'avait compris avant les autres. Il fit encore une tentative pour conserver Plékhanov, en le séparant de Zassoulitch et d'Axelrod. Mais cet essai, comme le montrèrent bientôt les événements, ne devait donner aucun résultat.

Je me considérais comme centraliste. Mais il est hors de doute qu'à cette période je ne voyais pas tout à fait à quel point le centralisme serré et impérieux serait nécessaire au parti révolutionnaire pour mener au combat contre la vieille société des millions d'hommes. Le centralisme léniniste ne procédait pas encore pour moi d'une conception révolutionnaire claire et indépendamment méditée. Or, le besoin de comprendre par moi-même un problème et d'en tirer toutes les déductions indispensables fut toujours, ce me semble, l'exigence la plus impérieuse de ma vie spirituelle. » (11).

Quant à la charge contre le jacobinisme, il faut bien avouer qu'elle n'apporte rien et est un argument de circonstance. Le centralisme jacobin était de nature bourgeoise en raison de la nature de la révolution. Il s'agit de savoir si ce centralisme était nécessaire à la victoire de la révolution bourgeoise. Et il s'agit de savoir si le centralisme bolchevique est nécessaire à la victoire de la révolution prolétarienne. Etant donné la nature de la révolution, alors le centralisme bolchevique a un contenu prolétarien. Trotsky expliquera plus tard, contre les « gauchistes » mettant en cause la façon

---

(11) *Ma Vie*, I, pp. 255-256.

dont il dirige et organise l'Armée rouge, que deux armées qui se combattent utilisent jusqu'à un certain point les mêmes armes, les mêmes techniques, les mêmes méthodes qui se chargent de contenus différents selon que ces armes sont celles de la révolution prolétarienne ou de la réaction bourgeoise. D'ailleurs la nécessité de construire un parti révolutionnaire ne fait que manifester la nécessité d'une certaine division du travail à l'intérieur du prolétariat. Et la division du travail est l'héritage de la division de la société en classes. Le prolétariat est lui-même une classe de la société bourgeoise. Lénine expliquera plus tard : l'Etat ouvrier est un Etat bourgeois sans bourgeoisie.

Très rapidement, Trotsky s'éloigne et rompt avec ses nouveaux amis mencheviques.

Tandis que la majorité de ces derniers, à la recherche d'alliés pour la révolution « bourgeoise » dans l'empire tsariste, sont prêts à s'allier aux bourgeois libéraux, anxieux de leur côté de rencontrer l'appui des masses, Trotsky continue pour sa part à estimer que la scission, pour grave qu'elle ait été, n'a constitué qu'un épisode qu'il faut surmonter. En avril 1904, il ne participe pratiquement plus aux travaux de l'organisation menchevique et il l'abandonne officiellement en septembre. Il faudra treize années encore pour qu'il revienne à Lénine. Sur cette question, il écrit en 1929 :

« Quand je considère maintenant le passé dans son ensemble, je ne regrette pas ce qui arriva. Je revins à Lénine plus tard que bien d'autres, mais je revins à lui par mes propres voies, ayant traversé et médité l'expérience de la révolution, de la contre-révolution et de la guerre impérialiste. Grâce à ces circonstances, je revins à lui plus fermement et sérieusement que ceux de ses « disciples » qui, de son vivant, imitaient, parfois d'une façon déplacée, le maître, dans ses paroles et ses gestes, et qui, après sa mort, se sont avérés d'impuissants épigones et d'inconscients instruments aux mains des forces ennemies. » (12).

Pendant quelques mois, établi à Munich, il se tient à l'écart de l'émigration, mais de plus en plus passionné par les informations qui parviennent de Russie où est en train de mûrir la première révolution du siècle — la première depuis la Commune de Paris. A la nouvelle de la manifestation du 9 (22) janvier 1905, sa décision est prise : il rentre clandestinement en Russie où, dans les premiers jours de mai, il résume dans un texte sa conception des perspectives de la révolution russe, qui ne variera pas désormais :

« La Russie se trouve devant une révolution bourgeoise-démocratique. A la base de cette révolution se trouve la question agraire. La classe ou le parti qui saura entraîner à sa suite les paysans contre le tsarisme et les propriétaires nobles s'emparera du pouvoir. Ni le libéralisme, ni les intellectuels démocrates ne peuvent parvenir à ce résultat ; leur époque historique est finie. Le prolétariat occupe déjà l'avant-scène révolutionnaire. C'est seulement la social-démocratie qui, par l'intermédiaire des ouvriers, peut entraîner la classe paysanne. Ceci ouvre devant la social-démocratie russe des perspectives de conquête du pouvoir qui anticipent celles des Etats d'Occident. La tâche directe de la social-démocratie sera de parachever la révolution démocratique. Mais le parti du prolétariat, quand il aura conquis le pouvoir, ne pourra se borner à un programme démocratique. Il sera forcé d'entrer dans la voie des mesures socialistes. Le trajet qu'il pourra faire dans cette voie dépendra non seulement des rapports internes de nos forces, mais aussi de toute la situation internationale. Pour la social-démocratie, la grande ligne stratégique est donc de lutter implacablement contre le libéralisme pour influencer sur la classe paysanne, et de s'imposer, dès le temps de la révolution bourgeoise, le problème de la conquête du pouvoir. » (13).

Trotsky, incontestablement, n'est plus menchevik. Peut-on le considérer comme « bolchevik » ? Ce sont ses

(12) *Ibidem*.

(13) Cité *ibidem*, pp. 266-267.

thèses que le bolchevik Krassine reprend à son compte dans la discussion interne du parti de Lénine, comme amendement à la résolution de ce dernier. Ce sont ces thèses que Lénine va approuver, à la surprise de bien des « bolcheviks » de l'époque. En fait, le congrès bolchevique prévu en mai 1905 n'eut pas lieu : la révolution avait occupé le devant de la scène.

## A LA TÊTE DU SOVIET DE SAINT-PETERSBOURG

Trotsky, en quelques semaines, se hisse au premier plan de la bataille politique par le rôle qu'il joue dans le Soviet de Saint-Petersbourg. C'est le 15 ou le 16 octobre qu'il paraît pour la première fois dans cette assemblée de délégués ouvriers que des responsables mencheviques ont eu, indépendamment de lui, l'idée de convoquer, et qui inspire la plus grande méfiance à la majorité des dirigeants des bolcheviks. Trotsky, dont les articles, par les soins de Krassine, paraissent même dans l'organe bolchevique sous l'égide du comité central, a été délégué au soviet par les mencheviks sous le nom de Lanovsky. Il y prononce le 17 un retentissant discours sur le « manifeste » du tsar qui vient de promettre une Constitution, les libertés civiles et le suffrage universel. Il salue la grande victoire remportée, en indique les limites, fait acclamer par la foule réunie à l'Institut de technologie les revendications de l'amnistie et du retrait des troupes de Saint-Petersbourg. Il est, de ce jour, le favori de la foule ouvrière et l'inspirateur du soviet.

Ses qualités d'orateur ne sont pas indifférentes à cet extraordinaire succès. Pas plus que son travail acharné, son inlassable activité, que Lénine, déjà, se plaisait à reconnaître, et qui s'étend du soviet au parti — où les fractions bolchevique et menchevique se rapprochent, au moins à Petersbourg — et au journalisme, puisqu'il édite le quotidien « Natchalo » et celui du soviet, « Izvestia ». La force de Trotsky provient de son analyse des rapports entre les classes, de sa compréhension que les éléments existent d'une victoire révolutionnaire, de la vision mondiale qu'il a de la révolution socialiste, de la méthode qu'il a

apprise à appliquer aux faits de la vie sociale. Il a parfaitement compris — au moment même où les travailleurs nourrissent les plus grandes illusions dans la nature du recul du régime tsariste — que ce n'étaient ni l'opposition de la bourgeoisie libérale débile et timorée, ni les actes terroristes des hommes de l'intelligentsia « venus au peuple », ni les révoltes paysannes inorganisées, qui avaient contraint le tsarisme à battre en retraite. La force de la révolution de 1905, c'était la grève générale, la grève ouvrière. Trotsky y trouvait la confirmation éclatante de ce qu'il avait avancé au cours des mois précédents, notamment dans son analyse des événements d'avant le 9 janvier : l'affirmation de l'hégémonie révolutionnaire du prolétariat.

L'expérience qu'il a faite au Soviet de Saint-Petersbourg, dont il fut pendant quelques jours le dernier président, est venue s'intégrer — et avec quelle vigueur et quelle force contraignantes — à sa vision du monde capitaliste en crise. Il avait désormais vécu ce fait révolutionnaire, le soulèvement, la mobilisation, le combat des masses les plus larges, y compris les plus arriérées, et la nécessité pour le parti d'éclairer leur expérience pour faire mûrir des éléments nécessaires à la victoire révolutionnaire en les aidant à passer par l'école des grands événements. La révolution de 1905 — et les cinquante jours du Soviet de Saint-Petersbourg — lui avait apporté la définitive certitude de ce que la recherche théorique lui avait fait découvrir et défendre : la révolution ouvrait au prolétariat une perspective en Russie, celle de la conquête du pouvoir. Et ce qui était vrai dans la Russie paysanne et arriérée avec ce prolétariat si jeune et terriblement minoritaire était plus encore pour le prolétariat des pays avancés, ce prolétariat déjà organisé et conscient, dont la puissance révolutionnaire s'avérerait, à l'heure décisive, dix fois plus grande encore qu'en Russie.

Ainsi se consolidait définitivement la théorie qu'il avait déjà commencé à élaborer, dans sa fraternité intellectuelle avec Parvus, au temps de son séjour à Munich, celle de la révolution permanente renouant hardiment avec la fameuse phrase de Marx dans



l'« Adresse » de 1850 et traçant, contre les schémas mécanistes de ses amis mencheviques de la veille, la perspective de la révolution mondiale.

## LA REVOLUTION PERMANENTE

Ce sont les idées qu'il va défendre, au lendemain de la révolution, après un deuxième séjour en prison, une deuxième déportation et une deuxième évasion qui le conduit à nouveau en Autriche et en Allemagne, dans deux livres fondamentaux, « Bilan et Perspectives », puis « Notre Révolution ».

Il va les défendre d'abord contre ses camarades mencheviques, portés à gauche par le flot montant de la révolution en 1905, refluant avec elle et le découragement des masses à partir de 1906. Plékhanov est le premier à s'engager dans cette voie, sur laquelle Martov le suit bientôt. Tous deux condamnent l'insurrection de Moscou, puis la politique du Soviet de Saint-Petersbourg inspirée par Trotsky. C'est que finalement l'échec — bien que momentané — de la révolution confirme leur vieille idée mécaniste selon laquelle il est prématuré d'envisager une révolution ouvrière et socialiste dans un pays qui n'a pas développé au maximum les forces productives à travers une période de libre développement capitaliste qui ne sera rendu possible que par une révolution bourgeoise. Ils en viennent donc à distinguer soigneusement les étapes de la révolution en Russie ; une révolution bourgeoise-démocratique, du type de celle de 1789 en France, et, au terme d'une longue période de développement capitaliste, enfin, la révolution socialiste effectuée par et au compte de la classe ouvrière. De là découle une stratégie qui rejette la classe ouvrière au second plan, en fait une force d'appoint pour une bourgeoisie dont le développement et le règne deviennent pour un temps historiquement nécessaires. Ainsi se justifie l'alliance avec la bourgeoisie libérale — politique de « front populaire » avant le mot — et même la position extrême de la droite menchevique que Lénine qualifie de « liquidatrice » puisqu'elle ne fait plus de l'existence d'un parti ouvrier jouissant de sa

totale indépendance de classe la condition de la victoire révolutionnaire qui ne saurait donc être acquise, de toute façon, qu'au compte de la bourgeoisie.

Tel n'est pas le point de vue des bolcheviks. Bien que la majorité d'entre eux n'ait saisi qu'avec beaucoup de retard la signification des événements révolutionnaires de 1905 (combien d'entre eux ne sont-ils revenus en Russie que des mois après Trotsky ?) et bien qu'ils n'aient, en particulier, pas saisi le rôle des soviets dans lesquels ils ont vu avec méfiance des organismes informés et en quelque sorte irresponsables, risquant de se dresser en rival de l'autorité du parti, Lénine a parfaitement compris, lui aussi, l'hégémonie du prolétariat dans la lutte révolutionnaire qui avait d'ailleurs constitué finalement l'un des axes de sa polémique contre les mencheviks à la veille de 1905. Pour lui, il est évident qu'il n'a manqué en 1905 au prolétariat pour vaincre que l'appui de la masse paysanne — ces soldats qui constituent l'armée et sont dans l'ensemble restés fidèles au tsar. Il pense aussi que la Russie devra connaître sa révolution démocratique bourgeoise avant la révolution socialiste prolétarienne. Mais l'expérience de la révolution de 1905 lui a enseigné que la bourgeoisie russe était désormais incapable, par peur du prolétariat, de mener à terme cette même révolution bourgeoise. En d'autres termes, seule la classe ouvrière, alliée à la paysannerie, peut réaliser en Russie les tâches de la révolution démocratique bourgeoise. C'est dans cette perspective que Lénine met en avant le mot d'ordre de « dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie » dont il pense qu'elle permettrait à la révolution russe de « soulever l'Europe » et de l'engager ainsi, à travers le prolétariat des pays européens avancés, dans la voie de la révolution socialiste mondiale.

De cette formule, Trotsky écrira plus tard dans son livre sur la révolution permanente qu'elle était une « formule algébrique » en ce sens qu'elle ne définissait pas quels seraient les rapports entre le prolétariat et la paysannerie ; la paysannerie constituerait-elle un parti la représentant ou non ? Le gouvernement serait-

il sous la direction du prolétariat ou bien y participerait-il aux côtés des représentants de la paysannerie révolutionnaire, au cas de prise du pouvoir ? Lénine laissait ces questions ouvertes. En 1917, Lénine trancha la question en élaborant les « Thèses d'avril » qui épousent entièrement la ligne de la prise du pouvoir par le prolétariat réalisant les tâches démocratiques. Par contre, en 1917, de Kamev à Staline, la quasi-totalité des dirigeants bolcheviques épousèrent avant l'arrivée de Lénine la ligne du menchevisme sur le caractère de la révolution ainsi qu'en ce qui concerne les questions du parti. Il fallut l'arrivée de Lénine pour que, selon son expression, « le parti se débarrasse de sa chemise sale ».

C'est contre les mencheviks que Trotsky dirige les premières armes de sa polémique. Tous les marxistes sont certes d'accord pour dire que la révolution à venir aura un caractère bourgeois, que sa tâche objective sera de « créer les conditions normales pour le développement de la société bourgeoise prise comme un tout ». Trotsky ajoute cependant :

« Mais les marxistes doivent maintenant faire face à une tâche d'une tout autre nature : il leur faut découvrir, en analysant le mécanisme interne de la révolution, les possibilités qu'elle présente dans son développement. Ce serait une erreur stupide que de se contenter d'identifier notre révolution avec les événements de 1789-1793 ou de 1848. Les analogies historiques dont vit et se nourrit le libéralisme ne peuvent remplacer l'analyse sociale. La révolution russe revêt un caractère tout à fait spécial, qui résulte de la tendance particulière de notre développement historique et social tout entier et, à son tour, nous ouvre des perspectives historiques tout à fait neuves. » (14).

Trotsky était un peu plus loin encore beaucoup plus précis quant à la nature de la révolution russe. Il écrivait :

« Notre révolution est bourgeoise quant aux tâches qui lui ont donné

naissance, mais il s'agit quant à son contenu social d'une révolution prolétarienne. »

La lenteur du développement économique en Russie et l'arriération de son économie sont les conditions particulières qui expriment l'existence simultanée d'un véritable prolétariat et d'une bourgeoisie fantomatique et totalement placée sous le contrôle des capitalistes étrangers. C'est ce qui, fondamentalement, ouvre la possibilité que le prolétariat parvienne au pouvoir en Russie avant celui des pays avancés, en prenant appui sur un soulèvement national, en tant que représentant révolutionnaire de la nation, « comme le dirigeant reconnu de la nation dans la lutte contre l'absolutisme et la barbarie féodale ».

Mais le prolétariat au pouvoir serait également contraint d'« ouvrir une nouvelle époque de législation révolutionnaire, de politique positive », affirmant de façon toujours plus nette son caractère de classe. Le prolétariat au pouvoir voulant satisfaire la revendication ouvrière de la journée de travail de 8 heures pourrait-il céder devant la menace de lock-out généralisé du patronat ? De toute évidence, non : il serait donc « inévitablement poussé, de par la logique même de sa situation, à administrer l'économie comme une affaire d'Etat ». La formule que Trotsky propose est donc celle de la « dictature du prolétariat soutenu par la paysannerie et la guidant ».

Au terme de cette analyse, l'accord profond existant avec Lénine quant à la perspective de la révolution russe et celle de la révolution mondiale se trouve dans ces lignes :

« Laissée à ses propres ressources, la classe ouvrière russe sera inévitablement écrasée par la contre-révolution dès que la paysannerie se détournera d'elle. Elle n'aura d'autre possibilité que de lier le sort de son pouvoir politique et, par conséquent, le sort de toute la révolution russe, à celui de la révolution socialiste en Europe. Elle jettera dans la balance de la lutte des classes du monde entier l'énorme poids politique et étatique que lui aura donné un concours momentané de circonstances dans la révolution bourgeoise russe. Tenant

(14) « Bilan et Perspectives », 1905, éd. Minuit, p. 397.

le pouvoir d'Etat entre leurs mains, les ouvriers russes, avec la contre-révolution derrière eux et la réaction européenne devant eux, lanceront à leurs camarades du monde entier le vieux cri de ralliement, qui sera cette fois un appel à la lutte finale : *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* » (15).

---

### CHEF DE FILE DES « CONCILIATEURS »

---

La révolution de 1905 avait fait du jeune Trotsky — il n'avait que 26 ans en octobre — le seul social-démocrate, le seul révolutionnaire jouissant de quelque prestige en dehors d'une fraction ou d'une organisation de secte, connu — et haï, bien sûr — même dans les rangs de l'ennemi de classe. Ce simple fait, joint à l'influence qu'il avait développée sur les menchevics aux moments décisifs et à l'approbation discrète, mais réelle, de Lénine pour le travail qu'il y avait mené, n'aurait-il pas suffi à justifier à ses yeux la position qu'il avait prise lors de la scission de 1903 et la position « hors fractions » qui était en fait la sienne depuis le printemps de 1906 ?

D'autres éléments jouaient pour le conforter dans cette conviction. D'abord les discussions qui s'étaient déroulées au III<sup>e</sup> Congrès bolchevique, entre la scission et le début de la révolution. Le combat engagé par Lénine contre ceux qu'il appelait les « comitards » ne révélait-il pas ce qu'il considérait toujours comme les « aspects négatifs » du « penchant du bolchevisme pour la centralisation ». Ces « comitards » existent évidemment dans toutes les organisations, fussent-elles bolcheviques. Sous la pression de la société bourgeoise, le mouvement ouvrier et ses organisations secrètent toutes les tares de la société bourgeoise. Parti de la société bourgeoise, le Parti bolchevique n'était pas immunisé de l'émergence de jeunes bureaucrates. Lénine avait dû combattre ces « militants pratiques » pleins d'arrogance qui assuraient qu'il n'y avait en Russie aucun militant ouvrier capable d'entrer dans

un comité du parti : il avait été néanmoins battu, sur deux points importants, et ne put obtenir le vote de sa résolution qui exigeait que les comités comprissent une majorité d'ouvriers.

Et puis le développement du mouvement des masses avait fait reculer à l'arrière-plan les vieilles querelles de fractions, au point de les faire considérer par bien des militants comme totalement « dépassées ». Lénine l'admettait, de même que Martov. Les conditions des libertés fraîchement conquises bouleversaient de fond en comble le « régime » du parti, permettaient tout naturellement, en dépit de la résistance attardée de quelques « comitards », d'abandonner les rigueurs d'organisation imposées par la clandestinité, d'élire les responsables, d'exercer sur les dirigeants le contrôle d'en-bas. Les deux fractions, malgré les résistances des dirigeants émigrés, s'étaient alignées, dans la pratique, sur la conception des « soviets » de Trotsky, « organisation même du prolétariat » destinée à devenir « l'organisation du pouvoir du prolétariat ».

Dans l'ensemble du pays, les deux fractions bolchevique et menchevique se sont rapprochées et ont même commencé à fusionner dans les faits. Les bolchevics l'acceptent à la conférence de Tammersfors en Finlande, avant même que Martov, au nom des menchevics, ait accepté l'inclusion dans les statuts du parti unifié la rédaction de Lénine qui avait été formellement à l'origine de la scission de 1903. Le congrès d'unification se tient à Stockholm en avril 1906 et les délégués de l'ancienne fraction bolchevique, bien qu'en minorité, déclarent qu'ils sont hostiles à toute scission et continueront à combattre pour faire triompher leurs idées dans le parti unifié. Au Congrès de Londres, en mai 1907, ils ont désormais la majorité et font notamment adopter le principe du fonctionnement selon les règles du « centralisme démocratique », nouvellement défini par Lénine qui préserve jalousement cependant l'organisation indépendante, dans le cadre du parti unifié, de la fraction bolchevique. C'est à ce congrès que Trotsky rencontra pour la première fois Staline, bien que, très probablement, il ne s'en soit pas aperçu.

(15) *Ibidem*, p. 463.

L'unification dont Trotsky avait fait depuis 1904 son objectif est pourtant loin de répondre à son attente. C'est que le parti ne vit pas en dehors du temps et de l'espace et qu'il ne maintient son unité de façade que sous les coups que porte à la classe ouvrière russe la répression tsariste dans la période de « contre-révolution » qui a suivi l'échec de la révolution, et parce qu'il est à vrai dire incapable de supporter de nouvelles et importantes scissions. Aussi les conciliateurs de toutes les fractions semblent-ils prendre le dessus dans cette période de décomposition et d'affaissement du mouvement. Face aux « liquidateurs » qui constituent l'aile des mencheviks, Plékhanov se détache du gros de ces derniers pour animer la fraction des « mencheviks du parti ». Du côté des bolcheviks, affaiblis par la scission d'éléments gauchistes (« otzovistes » et « ultimativistes »), se constitue également une fraction conciliatrice, les « bolcheviks du parti », qui devient majoritaire en 1909. Trotsky a fondé à Vienne en 1908 son propre journal, la « Pravda », dont il veut faire la nouvelle « Iskra », centre de la reconstruction d'un parti ouvert à toutes les tendances, des liquidateurs aux bolcheviks. Il semble avoir atteint son but quand, en janvier 1910, un comité central — qui dure trois semaines — impose la disparition des organes des fractions et la publication d'un seul journal, du parti lui-même.

Cette réunification est pourtant remise en cause dès que se manifestent les premiers signes de la remontée des luttes ouvrières en Russie. Et cette remontée allait porter un coup décisif aux positions de Trotsky dans le parti. L'hégémonie du prolétariat, revigoré par la récente montée industrielle, s'y affirmait certes avec plus de force encore qu'en 1905 et à un niveau politique nettement supérieur — sur le mot d'ordre de « république démocratique », révélant un bond qualitatif depuis l'époque des pétitions au tsar. Mais en même temps, comme Trotsky devait l'écrire plus tard,

« la nouvelle montée, qui était bien révolutionnaire, portait au conciliationnisme un coup irréparable. Le bolchevisme s'appuyait sur l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat et lui apprenait à entraîner derrière

elle les paysans pauvres. Le menchevisme s'appuyait sur la mince couche de l'aristocratie ouvrière et se tournait vers la bourgeoisie libérale. Dès que les masses entrèrent de nouveau dans l'arène de la lutte ouverte, il ne pouvait plus être question de « conciliation » entre ces deux fractions. Les conciliateurs devaient occuper de nouvelles positions : les révolutionnaires avec les bolcheviks, les opportunistes avec les mencheviks. » (16).

Il ne le comprit cependant pas tout de suite. Quand, en janvier 1912, la fraction bolchevique réunit à Prague une conférence à laquelle doivent participer les délégués des comités russes avec lesquels contact a été repris clandestinement depuis un an, il est clair que Lénine a décidé d'assumer autour de sa fraction la construction du parti révolutionnaire en Russie : seuls les mencheviks participent avec eux à la conférence. Trotsky a voulu parer le coup toujours en champion de l'unité et a convoqué à Vienne une conférence d'« unification ». Comme bolcheviks et mencheviks du parti (Lénine et Plékhanov) s'abstiennent d'y participer, elle ne fait que marquer la naissance d'un « bloc » des adversaires du bolchevisme, des gauchistes aux liquidateurs, le « bloc d'août », bloc sans principes dont l'unique ciment était, selon l'expression de Lénine dans une lettre à Gorky, « la haine du centre bolchevique, cause de sa lutte impitoyable pour ses idées ». C'est l'époque de la polémique la plus vive de Lénine contre Trotsky à qui il reproche d'avoir apporté à l'aile opportuniste de la social-démocratie russe la caution de son prestige de révolutionnaire. Trotsky le comprend puisque, moins d'un mois après la conférence d'août, il accepte de partir dans les Balkans comme correspondant de guerre pour le journal ukrainien « Kievskaja Mysl », rompant ainsi, pour une assez longue période, avec les querelles de l'émigration russe et prenant une fois de plus la position de la personnalité extérieure aux fractions.

(16) *Staline*, pp. 196-197.



## 2.

# A la tête de la révolution victorieuse

*Son rôle en 1905, son procès et sa condamnation à la déportation à vie en 1906, son éloignement des principales tendances du parti russe avaient fait de Trotsky une personnalité de l'Internationale. Au cours de son second exil, à Berlin puis à Vienne, il collabore à la presse des partis allemand et autrichien, fréquente quotidiennement ses dirigeants, tant du centre que de la gauche, devient une figure connue dans les congrès de l'Internationale. Il n'a guère de considération pour les austro-marxistes mais, en dépit de quelques « pressentiments inquiets », demeure indiscutablement sous l'emprise du parti social-démocrate allemand qui est, pour lui comme pour tous les Russes, le modèle de parti et d'organisation.*

Evoquant la trahison des partis social-démocrates européens en 1914, il écrit qu'il ne s'était jamais attendu à trouver « en cas de guerre les leaders officiels de l'Internationale capables de prendre une sérieuse initiative révolutionnaire », mais qu'il n'aurait pas cru cependant « que la social-démocratie pût tout simplement ramper à plat ventre devant le militarisme national ». La guerre et le ralliement des dirigeants des partis et de l'Internationale socialiste à l'union sacrée avec la bourgeoisie de leur propre pays constitue l'épreuve décisive. Trotsky est l'un des premiers à se prononcer

sans ambiguïté : dès le 9 août, il parle du « naufrage de l'Internationale », le 11 du « réveil du mouvement révolutionnaire socialiste qui jettera les bases de la nouvelle Internationale » et ajoute : « Les années qui viennent seront l'époque de la révolution sociale. »

Le comité central bolchevique en exil en Suisse, Rosa Luxemburg et le petit groupe de militants rassemblés autour d'elle qui constitueront le groupe « Spartakus » sont également sur ces positions. Trotsky, dans une brochure intitulée « L'Internationale et la Guerre », s'en prend avec violence aux « majoritaires » français et allemands devenus « social-chauvins ». Dès novembre 1914, il dénonce les illusions de ceux qui, devant ce grand schisme, espèrent encore en la conciliation et une amnistie réciproque et empêchent ainsi la renaissance du mouvement ouvrier.

---

Léon Trotsky discutant avec Lénine lors du Deuxième Congrès de l'Internationale communiste, en juillet 1920 (D.R.).

Il appelle à « rassembler les forces de la III<sup>e</sup> Internationale ». Telle est aussi la position de la direction bolchevique où Lénine a fait valoir la thèse du « défaitisme révolutionnaire » devant laquelle regimberont bien des responsables. La voie est ouverte vers le rapprochement entre Lénine et Trotsky, c'est celle de la lutte contre la guerre impérialiste et pour la révolution prolétarienne mondiale. Mais elle sera longue, jonchée encore d'incidents et de polémiques.

Trotsky, installé en Suisse, milite d'abord activement au sein du parti socialiste de ce pays, y animant les premiers efforts de regroupement des internationalistes. En novembre 1914, il est admis en France comme correspondant de guerre de la « Kievskaja Mysl », et il va y devenir bientôt le centre de l'activité du petit noyau internationaliste regroupé autour du quotidien russe de Paris, « Naché Slovo » (Notre Parole), avec les militants ouvriers du noyau de « La Vie ouvrière » française, venus, eux, de la CGT autour de Pierre Monatte et Alfred Rosmer.

C'est dans « Naché Slovo » qu'en février 1915, il rend publics, pour démentir les bruits de son appartenance à la fraction menchevique, ses démêlés avec elle, sa rupture passée avec le fameux « bloc d'août ». Lénine, pourtant, lui reproche de ne pas rompre avec Martov, lequel garde le contact avec les social-chauvins russes. En juillet, Trotsky écrit dans « Naché Slovo » que ce sont les bolcheviks qui constituent le noyau de l'internationalisme russe, et c'est alors Martov qui rompt avec lui et quitte le journal. A la conférence socialiste internationale de Zimmerwald qui rassemble, en septembre 1915, une poignée de délégués de partis socialistes européens hostiles à l'union sacrée, Trotsky est présent, ainsi que Lénine. Il écrira plus tard à ce sujet :

« Les délégués eux-mêmes plaisaient, disant qu'un demi-siècle après la fondation de la I<sup>re</sup> Internationale, il était possible de transporter tous les internationalistes dans quatre voitures. Mais il n'y avait aucun scepticisme dans ce badinage. Le fil de l'histoire casse souvent. Il faut faire

un nœud. C'est ce que nous allions faire à Zimmerwald. » (17).

A la conférence, Lénine défend des thèses qui comportent le défaitisme révolutionnaire, la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, la construction de la III<sup>e</sup> Internationale. Il est en minorité mais regroupe autour de lui la gauche de Zimmerwald, embryon de la future Internationale communiste. Trotsky n'en est pas ; c'est lui qui rédige le manifeste de la conférence, adopté à l'unanimité. En fait, il hésite toujours, non sur les questions d'orientation fondamentales, mais sur la tactique, comme Rosa Luxemburg qui se refuse à prendre l'initiative d'une scission qui ne pourrait donner vie qu'à « des sectes » : constatant que les internationalistes — les révolutionnaires — sont coupés des masses, ils se demandent s'ils ne sont pas encore condamnés pour un certain temps à demeurer l'aile gauche des organisations socialistes passées du côté de l'ennemi de classe en 1914.

Le 15 septembre 1916, le gouvernement français expulse Trotsky. Une nouvelle odyssee va le conduire en Espagne d'abord, aux Etats-Unis ensuite, où il arrive le 13 janvier 1917. En quelques mois, il devient — malgré les réticences de Boukharine qui aurait souhaité l'entraîner dans une rupture ouverte avec un parti « officiel » — l'inspirateur d'une aile gauche qui progresse à New York au sein du PS : autour de lui des Russes — comme Volodarsky qui sera l'un des grands orateurs de la révolution d'Octobre à Petrograd —, mais aussi un noyau international qui annonce l'Internationale communiste qu'il fondera avec eux deux ans après : le Hollandais Rutgers, le Japonais Katayama, l'Italo-américain Louis Fraina, le Germano-américain Ludwig Lore. Ce n'est pourtant pas la révolution aux Etats-Unis qu'il dirigera : dès les premières informations annonçant la révolution de Février, la chute du tsarisme, il prend ses dispositions pour rentrer au pays. Après bien des tribulations, il arrive enfin à Petrograd le 4 mai.

(17) *Ibidem*, p. 108.

## 1917 : LENINE ET TROTSKY

Les mencheviks avaient espéré rallier Trotsky à eux, dès son arrivée. Leur déception allait être cruelle. Intervenant au Soviet de Petrograd le 5 mai, Trotsky se prononçait en effet pour « le transfert de tout le pouvoir aux soviets » — la position défendue par Lénine dans les semaines précédentes, contre la majorité de son propre parti, dans les « Thèses d'avril » — et terminait son intervention en ces termes :

« Vive la Révolution russe, prologue de la révolution mondiale ! » (18).

Il rejoignait aussitôt les rangs d'une petite organisation, l'Organisation Inter-Rayons, la « Mejraionka », avec laquelle il avait été en liaison épisodiques depuis 1913 et qui avait réuni au départ des militants ouvriers hostiles à la scission qu'avaient rejoints depuis des émigrés n'appartenant ni aux bolcheviks ni aux mencheviks. Le 7 mai, le Parti bolchevique et l'Organisation Inter-Rayons organisaient en commun une réception pour Trotsky où ce dernier expliquait qu'il avait renoncé définitivement à sa vieille entreprise de « conciliation » et de réunification des bolcheviks et des mencheviks. Le 10, une délégation de l'Organisation Inter-Rayons, comprenant Trotsky, rencontre une délégation bolchevique formée de Lénine, Zinoviev et Kamenév. C'est apparemment au cours de cette réunion que Trotsky est pour la première fois informé du tournant opéré par le Parti bolchevique à sa conférence d'avril, à la suite de la victoire de Lénine sur les « vieux-bolcheviks », et de l'abandon de la vieille formule de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » pour celle — défendue par Trotsky depuis des années — de « dictature du prolétariat ».

Lénine propose la fusion immédiate, l'entrée de Trotsky et de membres de son groupe au comité central

et au comité de rédaction de la « Pravda ». Cela ne se réalisera pas immédiatement. C'est au mois de juillet seulement que sera réalisée la fusion formelle, l'intégration de Trotsky, élu au comité central, et de ses camarades, dans le Parti bolchevique. Pour les masses les plus larges de l'empire tsariste, pour le monde entier, le Parti bolchevique est désormais « le parti de Lénine et de Trotsky ».

Nous laissons aux pseudo-historiens et politologues la responsabilité d'affirmer, comme le fait récemment M. Baruch Knei-Paz, dernier « trotskologue » en date de la science académique bourgeoise, que Trotsky n'a jamais donné d'« explication théorique convaincante de sa conversion au bolchevisme » (19). En fait, en ce printemps 1917 où mûrissait la révolution victorieuse d'Octobre, Lénine et Trotsky avaient fait l'un vers l'autre chacun la moitié du chemin, Lénine avec les « Thèses d'avril » où il se ralliait à la théorie de la révolution permanente, Trotsky en constatant, tout simplement, que Lénine avait construit ce parti révolutionnaire qu'il n'avait pas, lui, construit, sur la base des analyses développées notamment dans « Nos Tâches politiques ».

Trotsky est revenu sur cette question dans son « Staline ». Il y résume d'abord sa position ancienne :

« Ma position à l'égard de la lutte à l'intérieur du parti se réduisait à ceci : en tant que chez les bolcheviks aussi bien que chez les mencheviks, la direction appartient à l'*intelligentsia* révolutionnaire et en tant que les deux fractions ne vont pas plus loin que la révolution démocratique-bourgeoise, la scission entre elles deux n'est en rien justifiée : dans une nouvelle révolution, les deux fractions seront bien contraintes, sous la pression des masses ouvrières, de suivre, comme en 1905, la même politique révolutionnaire. » (20).

(18) Cité par Deutscher, *Trotsky*, éd. Oxford, I, p. 254.

(19) Baruch Knei-Paz, *The Social and Political Thought of Leon Trotsky*, Oxford, p. 228.

(20) *Staline*, p. 170.



Puis il explique en quoi avait résidé ce qu'il considérait désormais comme une longue erreur de sa part :

« Son erreur profonde (*du conciliationnisme-NDLR*) a depuis longtemps été révélée par la théorie et l'expérience. La simple réconciliation des fractions n'est possible que sur quelque ligne « moyenne ». Mais où est donc la garantie que cette diagonale artificiellement tracée coïncide avec les nécessités du développement objectif ? La tâche de la politique scientifique consiste à déduire le programme et la tactique de l'analyse de la lutte des classes et non pas du parallélogramme de forces aussi secondaires et transitoires que les fractions politiques. La période de réaction renferma, certes, l'activité politique de tout le parti dans des limites fort étroites. Du point de vue des besoins du moment, il pouvait sembler que les désaccords avaient un caractère secondaire et étaient artificiellement enflés par les chefs émigrés à l'étranger. Mais précisément, dans une période de réaction, le parti révolutionnaire ne pouvait éduquer ses cadres sans une grande perspective. La préparation du lendemain formait l'élément le plus important de la politique du jour. Le conciliationnisme se nourrissait de l'espoir que la marche même des événements dicterait la tactique nécessaire. Mais cet optimisme fataliste signifiait en fait le renoncement, non seulement à la lutte fractionnelle, mais encore à l'idée même de parti. Car si la « marche des événements » est capable de dicter directement aux masses la juste politique, à quoi bon une union spéciale de l'avant-garde prolétarienne, l'élaboration d'un programme, la sélection d'une direction, l'éducation dans un esprit de discipline ? » (21).

Sur cette question, dans le cours d'une polémique provoquée précisément par la publication, en 1970, de « Nos Tâches politiques », nous écrivions en 1971 :

« Schématiquement, Trotsky adhère au parti construit par Lénine, cependant que Lénine adopte la théorie de la révolution permanente. Mais ce n'est pas un vulgaire troc, un

échange entre marchands de tapis, et ce qu'il est capital de comprendre *aujourd'hui*, c'est que les erreurs de Lénine sur la question des perspectives et de la « dictature démocratique » — qui nourriront partiellement les autres erreurs des bolcheviks, le « conciliationnisme » de Staline et de Kamenev en mars, l'opposition de Zinoviev et Kamenev à l'insurrection à la veille d'Octobre — ne l'avaient pas empêché de construire le parti qu'il allait pouvoir désormais armer, puisqu'il existait, de la théorie juste de la révolution permanente. Alors que Trotsky, obnubilé par le fait qu'il était seul à voir juste dans la question des perspectives — tant contre les bolcheviks que contre les mencheviks — ne saisissait pas qu'il avait tort sur la question décisive, celle de la construction du parti, car le programme n'est rien sans l'organisation qui peut le faire passer dans la réalité, c'est-à-dire d'abord dans la conscience des masses. Lénine, lui, pouvait gagner son propre parti, l'armer grâce au travail théorique de Trotsky : seule l'organisation qu'il avait construite pouvait fournir le cadre d'un redressement possible. La théorie de la révolution permanente, précieuse s'il en fût, ne permettait pas, à elle seule, ni en avril 1917 ni plus tard, ni de construire ni *a fortiori* d'armer quelque parti que ce fût. Et c'est pourquoi Lénine seul pouvait redresser le parti, non Trotsky, lequel comprit alors la gravité de son erreur des années 1903-1914. » (22).

Trotsky, selon le dernier « trotskologue », n'aurait pas donné d'« explication théorique convaincante » de son ralliement au Parti bolchevique et au « bolchevisme » qu'il avait combattu ? Même si l'on admettait pareille absurdité, il faudrait en toute honnêteté reconnaître que l'histoire, elle — en mai 1917, celle de deux révolutions —, avait prononcé un verdict sans appel. Trotsky n'avait-il pas reconnu au lendemain de la trahison ouverte des dirigeants de la II<sup>e</sup> Internationale que le Parti bolchevique

(21) *Ibidem*, pp. 170-171.

(22) « Nos Tâches politiques et les leurs », *La Vérité*, n° 554-555, p. 288.

était en définitive *le seul* parti révolutionnaire dans le monde, le seul qui ait pu suffisamment armer, former, éduquer, tremper ses militants, pour leur permettre de résister victorieusement à l'impérialisme et à la pression exercée par ses agents à la tête des organisations ouvrières ? Le passage dans le camp de l'union sacrée, aux côtés de la bourgeoisie de tous les pays en guerre, des dirigeants opportunistes de tous les partis socialistes — et notamment de l'état-major des mencheviks et même de l'ancien « menchevik du parti » Plékhanov, n'était-il pas la preuve que Trotsky se trompait lorsque, du temps où il était conciliateur, il cherchait à unir dans le même parti les courants prolétariens révolutionnaires et les opportunistes, agents de la bourgeoisie ?

Revenant en 1939 sur les erreurs de sa jeunesse, Trotsky donnait une rigoureuse explication scientifique, tout autre, des dangers qui menaçaient le Parti bolchevique :

« La sélection rigoureuse des éléments avancés et leur rassemblement dans une organisation centralisée ont évidemment leurs dangers, mais il faut en rechercher les causes profondes non dans le « principe » de la centralisation, mais dans l'hétérogénéité et la mentalité arriérée des travailleurs, c'est-à-dire dans les conditions sociales générales qui rendent précisément nécessaire une direction centralisée de la classe par son avant-garde. La clé du problème dynamique de la direction réside dans les rapports réels entre l'appareil du parti et le parti, entre l'avant-garde et la classe, entre la centralisation et la démocratie. Ces rapports ne peuvent être ni invariables ni définis a priori. Ils dépendent de circonstances historiques concrètes. » (23).

Être membres et dirigeants du Parti bolchevique n'immunisait pas les « vieux-bolcheviks », que Lénine fustigeait en avril 1917, de la pression de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie contre le bolchevisme. Cette pression est de tous temps inévitable, d'autant plus que la révolution

déferle. En 1917, il était inévitable qu'elle s'exerce sur le Parti bolchevique et qu'à l'intérieur de celui-ci se manifeste un courant conciliateur cherchant à éviter la rupture avec la bourgeoisie et ses agents, à esquiver le combat jusqu'au bout tout en parlant de la révolution comme si on pouvait la « faire » dans une salle bien close, en dehors des masses et de leur mouvement.

Conjointement à leur « conciliatinnisme », les mêmes effaçaient les frontières d'organisation entre bolcheviks et mencheviks et liquidaient les principes d'organisation du parti de Lénine, de l'intérieur du parti de Lénine.

Mais ce parti était construit selon les principes politiques et d'organisation du bolchevisme, et pour cela répondait à l'appel de Lénine en avril 1917. Les « liquidateurs » eux-mêmes étaient redressés.

Et c'est pourquoi, en mai 1917, au moment historique où la seule force capable de conduire à la victoire la révolution prolétarienne commencée en février était incontestablement le Parti bolchevique, Trotsky n'avait besoin d'aucune « explication », qu'elle fût ou non « convaincante » pour les politologues, pour rejoindre et contribuer à construire cette force révolutionnaire dont l'existence et l'action lui apparaissaient à juste titre la condition de la victoire.

---

## L'HOMME D'OCTOBRE

---

Contre Trotsky, comme, depuis quelque temps, contre Lénine, se déclenche la grande campagne de diffamation qui tend à présenter les deux dirigeants bolcheviques comme des agents de l'Allemagne. Après l'échec des « journées de juillet » où la colère des ouvriers et des soldats de Petrograd faillit de peu les entraîner dans un combat prématuré, coupés du reste du pays, ils vont ensemble avoir affaire à la répression. Lénine, qui est inculpé, passe dans la clandestinité. Trotsky, demeuré libre, se bat inlassablement, au soviet, à son exécutif, à l'exécutif des soviets paysans, contre la calomnie, et il est à son tour arrêté, le 23 juil-

(23) *Staline*, pp. 88-89.

let. Il est encore dans sa cellule quand une délégation des marins de Cronstadt vient lui demander s'ils doivent répondre à l'appel du chef du gouvernement provisoire qui l'a fait arrêter, Alexandre Kerensky, pour lutter contre le putsch contre-révolutionnaire que conduit le général Kornilov. Il est mis en liberté provisoire le 4 septembre, alors que le putsch vient d'être écrasé.

Avec Kamenev, il combat au soviet pour une enquête sur le putsch, sur la responsabilité de Kornilov et aussi celle de Kerensky, fait de toutes ses forces pression sur les mencheviks pour qu'ils rompent la coalition avec la bourgeoisie au sein du gouvernement provisoire. Le 9 septembre, pour la première fois, il y fait adopter une motion de défiance à l'égard du bureau menchevique de cette assemblée. Le 14 septembre, il est le porteparole des bolcheviks à la « conférence démocratique » qu'il quitte à la tête de la délégation bolchevique après avoir dénoncé son absence de représentativité. Le 23 septembre, il est élu président du Soviet de Petrograd.

Lorsque Lénine, toujours clandestin et caché en Finlande, pose au comité central le problème de l'insurrection, il est d'abord en minorité. Trotsky insiste pour que l'insurrection soit liée à la réunion du congrès panrusse des soviets, et pour que le pouvoir soit pris au nom de ce dernier et sur son mandat. Le conflit entre eux repose avant tout sur un malentendu dû à l'éloignement géographique de Lénine et à l'impossibilité de contacts directs. Le 7 octobre, c'est Trotsky qui annonce au pré-Parlement — dont il avait vainement demandé quelques jours auparavant, comme Lénine, qu'il soit boycotté — que les bolcheviks s'en retirent. Le même jour, sous son autorité de président du Soviet de Petrograd, est formé le Comité militaire révolutionnaire. Puis il se lance tout entier dans l'agitation, car il s'agit de convaincre et d'entraîner les plus larges masses. L'historien de la révolution russe, le menchevik de gauche Soukhanov, le montre :

« Trotsky, laissant son travail au quartier général révolutionnaire, courait d'Obukhovskiy à Trubochnyi, des usines Poutilov à celles de la Baltique, du Manège aux casernes, et il

semblait qu'il prenait la parole partout à la fois. Tous les ouvriers et les soldats de Petrograd le connaissaient et l'écoutaient. Son influence sur les masses et aussi les dirigeants était énorme. Il était le personnage central de ces journées et le héros principal de ce remarquable chapitre de l'histoire. » (24).

Au moment de la décision, la direction du Parti bolchevique est profondément ébranlée. Zinoviev et Kamenev, adversaires de l'insurrection, n'hésitent pas à en condamner la perspective dans la presse menchevique, et Lénine réclame leur exclusion du parti comme « briseurs de grève ».

Trotsky, lui, va de l'avant, utilise même la déclaration des deux pour gagner du temps et mettre un point final aux préparatifs d'insurrection en attendant l'erreur inévitable de Kerensky. C'est chose faite, le 24 octobre, avec des menaces, contre les bolcheviks, de ce que Trotsky appelle « un demi-gouvernement dans lequel le peuple n'a pas confiance et qui n'a pas confiance en lui-même car il est mort du dedans ». Il donne l'ordre au croiseur *Aurora* de se tenir prêt dans les eaux de la Néva, écrase le menchevik Dan à une réunion des délégués au congrès des soviets et, le soir, lance son « Ordre n° 1 » : « Le Soviet de Petrograd est en grand danger. »

Les opérations commencent dans la nuit. En quelques heures le gouvernement s'effondre. Quand s'ouvre le congrès des soviets, le canon de l'*Aurora* tonne contre le Palais d'Hiver et Trotsky répond fièrement à Martov que « le soulèvement des masses populaires n'a pas à être justifié » :

« Ce qui s'est produit n'est pas une conspiration, c'est une insurrection. » (25).

Une insurrection victorieuse. La première étape de la révolution mondiale.

(24) Cité dans Deutscher, *op. cit.*, I, p. 300.

(25) Cité *ibidem*, p. 313.

## A LA TETE DU PREMIER ETAT OUVRIER

Il ne saurait bien entendu être question dans le cadre d'un simple article de retracer complètement l'activité déployée par Trotsky dans les quelque six années qu'il passa au pouvoir, à la tête du Parti bolchevique et de l'Etat ouvrier qu'il avait contribué puissamment à fonder. Il refuse la proposition que fait Lénine de lui confier le poste de chef du gouvernement — président du conseil des « commissaires du peuple » : un titre qui lui est venu à l'idée au soir de l'insurrection —, accepte en revanche le poste de commissaire aux Affaires étrangères parce qu'il le place, pense-t-il, aux avant-postes de la lutte qui continue pour la révolution mondiale.

Les adversaires de Trotsky ont fait beaucoup de bruit autour du conflit qui l'opposa en 1918 à Lénine, à propos des négociations de Brest-Litovsk. On sait que, face à l'ultimatum allemand, les « communistes de gauche », animés par Boukharine, préconisaient la « guerre révolutionnaire », combattaient violemment toute « paix séparée » dont ils redoutaient qu'elle n'aboutisse à livrer à l'impérialisme les forces encore précaires de la révolution allemande montante. Lénine au contraire, constatant que son gouvernement ne disposait plus de la moindre unité militaire capable de résister à l'offensive allemande, se prononçait pour l'acceptation pure et simple du « diktat ». Trotsky crut possible pendant quelques jours une position médiane résumée dans la formule « Ni paix ni guerre » ; refusant de signer un traité de brigandage imposé par la force, les dirigeants bolcheviques arrêtaient cependant toute opération militaire. Les rapides succès remportés par l'offensive allemande démontrèrent l'impraticabilité d'une telle position dans de telles conditions. Trotsky se rallia alors à la position de Lénine : il était vraiment devenu un homme de parti.

C'est à lui, à l'heure où se profile le danger de la guerre civile appuyée sur une intervention impérialiste, que la

direction du parti va confier la tâche capitale de construire et de diriger l'armée des ouvriers et des paysans, l'*Armée rouge* du premier Etat ouvrier. Il y sera, comme l'écrit Radek en 1923, « l'organisateur de la victoire ». Il aborde cette tâche nouvelle pour lui — après tout, il a été seulement correspondant de guerre — comme une tâche technique qu'il s'agit de résoudre en plaçant les problèmes sous leur angle politique.

« Le travail, la discipline et l'ordre, écrit-il, sauveront la République des Soviets. »

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Face à des armées modernes, équipées, payées, encadrées et dirigées par les puissances impérialistes, la révolution a besoin, elle aussi, d'une armée moderne, disciplinée, instruite, dirigée par des hommes compétents et sûrs. Les bolcheviks ont certes derrière eux une longue et vivace tradition d'antimilitarisme. Celui-ci ne doit pas constituer un obstacle à la construction de l'instrument de la victoire, mais au contraire au motif supplémentaire pour eux dans leur volonté de lutter et de vaincre, et Trotsky rappelle dans le décret même qui institue l'instruction militaire que l'un des buts du socialisme est d'« affranchir l'humanité du militarisme et des conflits sanglants entre les peuples » (26).

On n'élira pas les officiers, contrairement à ce que souhaitent bien des vieux et même de jeunes bolcheviks : on les choisira selon leur compétence, c'est-à-dire en tant que spécialistes, d'abord parmi les anciens officiers tsaristes, que l'on flanquera des « commissaires politiques », meneurs d'hommes, entraîneurs révolutionnaires chargés de les surveiller et de leur imposer la discipline révolutionnaire tout en nourrissant le moral révolutionnaire des paysans et ouvriers sous l'uniforme.

Il fera cette guerre comme il fait tout, jusqu'au bout, sans réserves ni restrictions mentales, n'hésitant pas à s'exposer quand il le juge nécessaire, évitant pourtant tout cabotinage inutile, parcourant inlassablement les

(26) Cité *ibidem*, p. 409.

fronts et se portant sur tous les points menacés dans son célèbre train blindé qu'animent et occupent un état-major et une « garnison » de soldats ouvriers aussi convaincus politiquement que dévoués à leur chef.

Avec la guerre civile est venue l'ère de la Terreur. Inévitable comme l'est la violence révolutionnaire, engendrée par les gigantesques contradictions sociales qui engendrent précisément les révolutions, nourrie par la violence contre-révolutionnaire, la résistance désespérée des classes dépossédées qui n'acceptent pas de quitter la scène de leur plein gré. Trotsky sait tout cela, et que la sensibilité exagérée ne peut qu'être source de faiblesse et de confusion. Dès la mutinerie des élèves-officiers, en novembre 1917, il a prévenu l'adversaire, mais aussi les camarades trop empreints d'illusions :

« Nous n'entrerons pas au royaume du socialisme en gants blancs sur un parquet ciré. » (27).

Et quand la « terreur rouge » commence à répliquer à la « terreur blanche », il précise encore, contre tous les prétendus humanistes aux « belles âmes » qui versent des larmes sur ses victimes :

« Maintenant qu'on accuse les ouvriers de faire preuve de cruauté dans la guerre civile, nous disons, nous, instruits par l'expérience : l'indulgence envers les classes ennemies serait la seule faute impardonnable que puisse en ce moment commettre la classe ouvrière russe. Nous nous battons au nom du plus grand bien de l'humanité, au nom de la régénérescence de l'humanité, afin de la tirer des ténèbres et de l'esclavage. » (28).

Car il ne perd pas un instant de vue l'enjeu de ce combat farouche dans lequel des millions d'hommes et de femmes semblent jour après jour sombrer dans la pire barbarie. Ce dont il s'agit, au-delà de ces sanglants massa-

cles que personne n'avait ni n'a le pouvoir d'éviter, c'est tout simplement de « la lutte de l'homme pour se rendre maître de sa propre vie ».

Moins que tout autre bolchevik sans doute, Trotsky ne nourrit d'illusion quant à la politique dite du « communisme de guerre » imposée au jeune Etat ouvrier par les nécessités de sa défense et de sa simple survie : contrôle gouvernemental absolu, suppression totale du marché, égalisation par le bas du niveau de vie, dans les conditions données d'effroyable pénurie, sont loin d'être le communisme et en représentent bien plutôt une sinistre caricature. Peu après la guerre civile, plus conscient sans doute des dangers inhérents à l'extrême tension que suppose et impose cette politique, il propose vainement en 1920 des mesures qui annoncent l'essence de ce que sera — un an plus tard, un an trop tard aussi sans doute — la Nouvelle politique économique, la Nep. Mis en minorité, il s'incline loyalement. C'est ainsi qu'au cours de la discussion de l'hiver 1920-1921, et dans le cadre de la politique réaffirmée de son parti, il sera amené à formuler, en vue du rassemblement d'une classe ouvrière dispersée, la militarisation du travail qui provoquera à la tête des syndicats ouvriers et de la fraction bolchevique la levée de boucliers que l'on sait. Presque soixante ans après, il est encore des auteurs pour lui reprocher d'avoir, en la circonstance, révélé l'« essence » et la « véritable nature » du bolchevisme... exerçant sa « dictature sur le prolétariat ». Ce n'est qu'au terme du rude hiver 1920-1921 que la majorité du comité central — et Lénine lui-même — se convaincra définitivement de la nécessité de sortir du cercle vicieux du « communisme de guerre » et tentera, par le biais de la suppression des réquisitions et de l'instauration de l'impôt en nature sur les paysans, de ressusciter un marché agricole susceptible à plus ou moins long terme de ranimer une économie exsangue.

Lénine le reconnaît lui-même dès les premiers pas de la Nep : le parti, sur ces questions fondamentales, a pris beaucoup trop tard le tournant nécessaire. Il doit maintenant payer le prix de cette erreur. Ce prix, c'est l'hostilité croissante de la masse paysanne,

(27) Carr, *The Bolshevik Revolution*, I, p. 357.

(28) Victor Serge, *L'An I de la Révolution russe*, p. 364.

délivrée maintenant de la menace de restauration que faisaient peser les armées blanches et qui aspire à goûter les fruits de sa libération, c'est-à-dire tout simplement à vivre. C'est le mécontentement croissant d'une classe ouvrière laminée et affamée et qui n'hésite plus, comme à Petrograd, à manifester son mécontentement par des grèves. C'est l'isolement croissant du parti et de sa direction, incontestablement minoritaires dans le pays, et qui redoutent par-dessus tout l'effondrement, sous le poids de la misère et du désespoir, des conquêtes préservées au prix de tant de vies humaines dans le cours des années de la guerre civile. C'est la révolte de Cronstadt qui exprime la crise, la révolte de la flotte exigeant maintenant « des soviets sans bolcheviks ».

Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui encore se retrouvent fréquemment tant d'inconscients imbéciles ou d'anticommunistes conséquents qui font de « Cronstadt » leur cheval de bataille et ce qu'ils croient être un argument-massue contre Trotsky ! Trotsky, nous l'avons déjà dit, était un homme de parti, l'homme de son parti. S'il ne l'avait pas été, peut-être aurait-il pu en effet se laver les mains de ce drame épouvantable qui dressait contre l'Etat ouvrier ces jeunes hommes, fiers du prestige révolutionnaire de leurs aînés de 1917 et dont l'initiative, dans cette île qui constitue la clé du golfe de Finlande, créait les plus grands risques pour une nouvelle intervention étrangère dans le pire moment. N'avait-il pas, un an plus tôt, préconisé les mesures qui auraient pu l'éviter ? Mais, homme de parti, il est solidaire des décisions, qu'il estime justes d'ailleurs, quel que soit l'enchaînement des causes qui les ont rendues nécessaires et ses responsabilités personnelles à cet égard. Pleinement solidaire d'une décision prise par le X<sup>e</sup> Congrès du parti — les délégués appartenant à l'Opposition ouvrière se sont eux-mêmes portés volontaires, quand ils étaient en état de le faire, pour participer à la reconquête de la forteresse encore accessible par l'infanterie avant la prochaine fonte des glaces —, il ne prend dans la répression aucune part directe, mais en assume toute la responsabilité. Dans sa proclamation du 3 avril, après

la chute de la forteresse et l'écrasement des mutins, il répète encore :

« Nous avons attendu aussi longtemps que possible pour que nos camarades marins aveuglés se rendent compte de leurs propres yeux de ce à quoi conduisait leur mutinerie. » (29).

C'est le même Trotsky, commissaire du peuple à la Guerre, qui envoie dans la région de la Volga les troupes de Toukhatchevski apaiser les révoltes paysannes armées — peu différentes en essence de celle de Cronstadt, mais dans un contexte géographique et stratégique tout autre — avec des convois de vivres. Les ennemis de Trotsky ne semblent pas avoir jamais réfléchi à cette apparente contradiction dans le comportement de celui qu'ils veulent à tout prix présenter sous les traits d'un « bourreau ». Aujourd'hui encore, ils crient en écho « Cronstadt » quand ils entendent le nom de Trotsky : c'est que leurs motifs sont loin d'être humanitaires et qu'ils pensent sérieusement que faire de Trotsky le « bourreau de Cronstadt » au mépris de la simple vérité historique constitue le meilleur moyen de discréditer le visage du communisme qu'il incarne.

---

## LE CONSTRUCTEUR DE L'INTERNATIONALE

---

Trotsky, nous l'avons vu, s'était prononcé dès 1914 pour une nouvelle Internationale, la III<sup>e</sup> Internationale. En Suisse, en France, aux Etats-Unis, il avait commencé à rassembler les éléments qui allaient en constituer dans ces pays les pionniers et les cadres. L'un de ses premiers gestes de commissaire du peuple aux Affaires étrangères a été un spectaculaire décret plaçant une somme importante à la disposition des révolutionnaires du monde entier. Et, pendant les années décisives des combats révolutionnaires dans l'Europe d'après 1917, y compris pendant les moments les plus durs de la guerre civile, il consacre à la III<sup>e</sup> Internationale et à sa construction une fraction importante de son temps et de ses forces.

---

(29) Deutscher, *op. cit.*, p. 514.

C'est lui qui rédige la lettre d'invitation pour la « conférence socialiste internationale » d'où sortira le Premier congrès. Sans doute, comme Lénine, a-t-il hésité sur la question tactique de savoir s'il fallait ou non proclamer immédiatement de façon formelle l'existence d'une Internationale créée de fait en 1914 par l'initiative de Lénine et du comité central bolchevique, sa propre prise de position, celle de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Il est, comme il se doit, l'un des hommes clés de ce congrès où il présente aux délégués un rapport sur l'Armée rouge, puis le fameux « Manifeste de l'Internationale », écrit de sa plume étincelante et que Zinoviev qualifie à juste titre de « deuxième "Manifeste du Parti communiste" ».

Elu au présidium de la nouvelle Internationale, il en est, pendant ces années décisives, l'un des hommes les plus écoutés, tant par sa connaissance des problèmes mondiaux et son horizon plus large que celui de tous ses camarades, que du fait des liens qu'il a noués dans ses années d'émigration. Il est plus particulièrement chargé du Parti communiste français dont il est le mentor après sa naissance au Congrès de Tours, après avoir été le conseiller à Moscou des partisans de l'adhésion à l'Internationale communiste venus tant du Parti socialiste que du noyau syndicaliste-révolutionnaire, qu'il avait fréquemment et influencé à Paris de 1914 à 1916. Il joue un rôle important au Deuxième congrès, en 1920, dans la polémique avec les centristes, tant allemands que français. Il est aux côtés de Lénine dans toutes les discussions importantes de ce dernier avec les délégués étrangers. C'est ensemble, en 1921, qu'ils mènent, d'abord en minorité au sein du bureau politique du parti russe, un dur combat politique contre les tenants de la catastrophique « théorie de l'offensive » — les nouveaux gauchistes qui théorisent ainsi les aventures allemandes inspirées par Zinoviev — et en faveur d'un tournant des partis communistes pour la conquête des masses. Il suit de près les développements politiques allemands qui vont conduire à la fin de 1921 au tournant de l'IC vers le « front unique ouvrier », au grand débat qui s'ouvre dans l'Internationale, à partir de l'expérience alle-

mande sur les mots d'ordre de transition et particulièrement sur celui de « gouvernement ouvrier » dont il démontre qu'il était déjà contenu dans la politique bolchevique de 1917 appelant les partis socialistes au pouvoir à rompre leur coalition avec les partis bourgeois.

En 1923 enfin, quand l'explosion de la crise économique et sociale crée en Allemagne une situation révolutionnaire sans précédent, il est, de tous les dirigeants russes, le premier à s'apercevoir du tournant de la situation et de la nécessité d'une réorientation du parti allemand et de l'Internationale vers une insurrection pour le pouvoir qui va être fixée en octobre. C'est lui qui en dirige à Moscou les préparatifs techniques, lui que réclament, pour en prendre la tête, les dirigeants communistes allemands. La crise qui mûrit au sein de la direction bolchevique ne lui permettra pas d'assumer cette responsabilité qu'il était prêt à accepter sans hésiter. Ce sera encore lui qui analysera le premier — et le seul — les causes politiques de la reculade des dirigeants allemands et des représentants de l'IC qui transformeront cette insurrection admirablement préparée en un fiasco politique lourd de conséquences mondiales.

---

## NAISSANCE DE L'OPPOSITION DE GAUCHE

---

Ce fiasco allemand de 1923 a retardé l'explosion à l'intérieur du Parti bolchevique de la crise provoquée par la montée de la bureaucratie incarnée par Staline. Le X<sup>e</sup> Congrès, en 1921, avait interdit les fractions, mesure temporaire qui allait devenir précisément une arme puissante aux mains de l'appareil, mais compris simultanément qu'il fallait mettre fin au régime militaire que le parti avait dû s'imposer à lui-même pendant la guerre civile. Une résolution, présentée au nom du comité central par Boukharine, avait été adoptée, qui soulignait les dangers inhérents désormais, dans les conditions d'arriération du niveau culturel, à une militarisation et un centralisme extrême qui n'étaient plus désormais justifiés par le danger militaire. Elle prévoyait un retour à la démocratie ouvrière dans le parti, la

fin du système de la nomination des responsables par le haut, le retour à l'éligibilité de tous les organismes, du haut en bas, à leur responsabilité et à leur contrôle. Elle rappelait enfin la définition du « centralisme démocratique » donnée par les statuts adoptés en 1919 :

« Les décisions des organismes dirigeants doivent être appliquées rapidement et exactement. En même temps, la discussion dans le parti de toutes les questions controversées de la vie du parti est entièrement libre jusqu'à ce qu'une décision soit prise. » (30).

Mais l'isolement de la révolution russe, les conséquences de quatre années de guerre impérialiste, de trois années de guerre civile font sentir durement leur effet sur le Parti bolchevique et l'appareil d'Etat. Le prolétariat a été décimé, la fine fleur du Parti bolchevique a été décimée. La misère est effroyable. C'est la lutte de chacun contre tous pour la simple survie. Comme l'expliquera plus tard Trotsky dans « La Révolution trahie » :

« Sur le terrain historique de la misère aggravée par les dévastations des guerres impérialiste et civile, la « lutte pour l'existence individuelle », loin de disparaître au lendemain de la subversion de la bourgeoisie, loin de s'atténuer dans les années suivantes, a connu par moments un acharnement sans précédent : faut-il rappeler que des actes de cannibalisme se sont produits par deux fois dans certaines régions du pays ? »

Et plus loin :

« L'autorité bureaucratique a pour base la pauvreté en produits de consommation et la lutte de tous contre tous qui en résulte. Quand il y a assez de marchandises au magasin, les chandals peuvent venir à tout moment. Quand il y a peu de marchandises, les acheteurs sont obligés de faire la queue, la présence d'un agent de police s'impose pour le maintien de l'ordre. Tel est le point de départ de la bureaucratie soviétique. »

Et ainsi que l'écrit encore Trotsky, « le gendarme commence par se servir lui-même ».

Dans ces conditions s'est constituée et s'est fortifiée la bureaucratie soviétique au sein de l'appareil d'Etat et celui du parti confondus. Le bolchevisme n'est pas la cause mais au contraire la victime.

Le « contrôle de l'opinion publique du parti sur le travail de ses organismes dirigeants » — comme le disait encore la résolution — n'était pas du goût de ces hommes d'appareil qui avaient justement pris goût au pouvoir incontrôlé, et les tentatives d'appliquer la résolution sur la démocratie ouvrière se heurtèrent à leur résistance acharnée, dénoncée dans la « Pravda » elle-même, notamment par le journaliste Sosnovsky, ami personnel de Trotsky, qui y fait le procès des « apparatchiki ». Surtout Lénine lui-même prend conscience des dangers de dégénérescence que comporte le régime interne non démocratique qui se perpétue. Dès la fin de 1922, dans ses propositions au congrès, il propose un renouvellement de l'appareil, le remplacement de ceux qui ont acquis une tradition et une mentalité qu'il faut combattre, la promotion des « ouvriers avancés » et de « ceux dont on peut se porter garants qu'ils ne croiront rien sur parole et ne diront pas un mot contraire à leur conscience ».

Et il propose à Trotsky un « bloc » — « contre la bureaucratie en général et contre le bureau d'organisation en particulier » : les deux hommes ont pris conscience que c'est la bureaucratie du parti — son appareil dirigé par Staline — qui est devenu le facteur de bureaucratization de l'appareil d'Etat. Ils en ont une douloureuse confirmation quelques jours plus tard quand éclate le scandale géorgien. Lénine, douloureusement atteint, se proclame « coupable » de n'être pas intervenu contre « l'appareil foncièrement étranger », « salmigondis de survivances bourgeoises et bureaucratiques » qui « détournent l'Etat soviétique de sa route ». C'est à cette époque qu'il rédige la lettre au congrès et le post-scriptum recommandant d'écarter Staline : il ne mènera pas ce combat, frappé à nouveau par la maladie, définitivement cette fois.

(30) *Bulletin communiste*, n° 24, 9 juillet 1921.



Lénine malade, c'est sur les épaules de Trotsky que repose maintenant la responsabilité de la lutte désormais inévitable et qu'il a longtemps espéré mener avec Lénine rétabli, dans un rapport de forces plus favorable, contre les « apparatchiki ». C'est vraisemblablement avec cette arrière-pensée — la perspective de guérison de Lénine — qu'il s'abstient au XII<sup>e</sup> Congrès, en mars 1923, d'intervenir dans le débat sur la Géorgie où il laisse ses amis Rakovsky et Préobrajensky plaider le dossier des communistes géorgiens que Lénine était décidé à soutenir. Il porte son effort principal sur la politique économique, s'efforce de convaincre le bureau politique de la nécessité d'une correction de la Nep — dont l'application stricte provoque le chômage — par une politique d'industrialisation planifiée. Lénine absent, il est mis en minorité face à la troïka que constituent au bureau politique Zinoviev, Kamenev et Staline. Mais le débat n'est pas public. Il ne le sera pas tant que Trotsky espère encore que la révolution allemande desserrera l'étreinte de l'impérialisme, marquera le second bond en avant de la révolution mondiale, étouffée depuis 1918 dans les frontières de l'ancien empire russe arriéré.

Il se décide pourtant à attaquer, le 8 octobre 1923, quand le chef du GPU, Dzerjinsky, fait la proposition sans précédent d'obliger chaque membre du parti à dénoncer aux autorités toute activité d'« opposition » — précisément au moment où se développe dans le pays une vague de grèves et une montée du mécontentement des ouvriers. Dans une lettre qu'il adresse au comité central, il souligne « la détérioration » de la situation à l'intérieur du parti sous la forme de la « bureaucratization de l'appareil » dont l'opinion de « hiérarchie bureaucratique » se substitue à celle du parti lui-même. Bientôt rejoint par l'initiative de 46 militants, tous vieux-bolcheviks, qui dénoncent à leur tour la division du parti entre « la hiérarchie du secrétariat » et les membres ordinaires, et le régime intolérable ainsi créé, il engage, après avoir épuisé toutes les chances d'un compromis honorable, la bataille sur le nécessaire « cours nouveau ».

La division du parti en deux étages, celui qui commande et celui qui exé-

cute, l'emploi systématique de la méthode du « commandement », le refus systématique d'admettre l'expression des divergences au nom de l'« unité du parti », le développement d'une « fraction bureaucratique conservatrice » constituent à ses yeux un phénomène nouveau, dangereux, qu'expliquent évidemment les conditions sociales et culturelles de la Russie et la nécessité de soutenir un appareil d'Etat harmonisant les intérêts du prolétariat et de la paysannerie. En fait, c'est seulement la restauration de la démocratie du parti qui peut permettre un redressement, c'est-à-dire la lutte consciente contre ces conditions sociales et culturelles qui vont dans le sens de la dégénérescence et la liquidation du parti en tant qu'organisme vivant qui peut assurer la marche en avant de la révolution mondiale. A ces arguments de communiste qui connaît la valeur, pour la cause de la révolution, de l'esprit d'initiative, de la pensée critique, du courage dans la lutte des idées, l'appareil répond par les méthodes qui sont les siennes, trucage, mesures administratives et bientôt calomnies portant sur le passé menchevique de Trotsky. La 13<sup>e</sup> conférence, du 16 au 18 janvier 1924, formée de délégués choisis par l'appareil, condamne l'Opposition de gauche comme « fractionniste » et « reflétant objectivement la pression de la petite bourgeoisie », préconise le renforcement de l'enseignement du « léninisme », conçu comme un dogme, et la répression des « activités fractionnelles ».

Quand Lénine meurt, le 21 janvier 1924, le danger est plus grand qu'il n'a jamais été que dégénère, sous la double pression de l'impérialisme mondial et de la petite bourgeoisie rurale renaissante, le parti qui avait incarné et dirigé la révolution prolétarienne.

---

## COMBAT POUR L'AVENIR

---

La défaite de la révolution allemande de 1923 laisse l'Union soviétique — la révolution russe — isolée pour des années. La victoire de la troïka et la mort de Lénine laissent le parti aux mains de conservateurs bornés. L'isolement de la révolution

russe, l'échec momentané de la révolution mondiale font refluer l'admirable avant-garde du prolétariat russe, qui laisse ainsi les mains libres aux hommes de l'appareil.

L'histoire des années 1924 à 1930 est celle du lent étranglement du parti le plus vivant de l'histoire. Le parti est étouffé sous le poids de centaines de milliers de nouveaux venus, incultes et même apolitiques, qui adhèrent seulement au parti au pouvoir et se contentent de répéter ce que leur dicte la hiérarchie des secrétaires. Il est étranglé par son propre appareil — qui a su se rendre indépendant avant de se rendre maître de lui — et par la toute-puissante police politique, le GPU, qui exerce chantages, menaces et provocations. Lénine est momifié et sa pensée transformée en dogme, voire en catéchisme. Les immenses moyens de l'Etat aux mains de la bureaucratie s'efforcent tous les jours d'effacer ce que fut la révolution d'Octobre et son parti, glorifient le parti « monolithique », pourchassent les « déviations », adorent Lénine comme une icône, combattent le bolchevisme sous le vocable de « trotskysme ».

Les hommes qui avaient su être les brillants seconds de Lénine et Trotsky au temps de la clandestinité puis de la vague de fond de la révolution, les Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Rykov, communistes sincères, sont incapables de s'orienter dans cette situation nouvelle dont ils ne comprennent pas les racines sociales, ruse avec une bureaucratie qu'ils tiennent pour un moindre mal alors qu'elle est la courroie de transmission de la contre-révolution impérialiste. Zinoviev et Kamenev ont ouvert la voie à Staline en 1923, ont cherché contre Trotsky sa protection, pensant que cet homme médiocre ne pouvait en aucune façon constituer un réel danger. Quand il a commencé à marcher sur leurs brisées et, de son poste de secrétaire général, à démanteler leurs positions en déplaçant leurs hommes, ils ont constitué contre lui une opposition d'appareil, la Nouvelle Opposition, laquelle, concentrée à Leningrad, a été politiquement et administrativement battue en quelques semaines. Ils se sont alors tournés vers Trotsky comme vers un sauveur, espérant que les masses soviétiques

allaient se rallier à leurs personnes de dirigeants les plus prestigieuses de la révolution d'Octobre. Il n'en a rien été. Boukharine, lui, revenu de l'infantilisme gauchiste des premières années vingt, s'est fait le théoricien de la Nep et des concessions, toujours plus importantes, à la paysannerie et à l'impérialisme. Il a combattu l'Opposition unifiée de toute sa verve, pour découvrir, lui aussi, mais un peu tard, qu'il était pris au piège de l'appareil monolithique, de la toute-puissance du GPU et de la fable du « socialisme dans un seul pays ».

Non que Staline soit plus intelligent qu'eux. Il est simplement temporairement dans le sens de l'histoire qui passe aujourd'hui par le reflux des travailleurs usés par des années de combat et de souffrances, déçus par le résultat de tant d'efforts surhumains, et sceptiques quant aux résultats de la révolution mondiale, au moins à court terme. Staline a derrière lui tous ceux — et ils ne manquent pas — qui ont et veulent garder pouvoir et privilèges ou aspirent à en jouir : dans une période de réaction, égoïsme, arrivisme, carriérisme dominant et donnent leur empreinte à la bureaucratie du parti et de l'Etat. C'est à elle que Staline parle de « socialisme dans un seul pays », d'elle dont il dit qu'elle refuse « la révolution en permanence » que Trotsky lui propose. Contre ce qu'elle considère comme l'aventure — la révolution mondiale —, elle choisit les « alliances » qu'elle croit solides et profitables : elle livre au bourreau Chang Kai-chek les ouvriers et paysans chinois au terme d'une série d'initiatives si manifestement stupides que Zinoviev et Kamenev s'imaginent que cette défaite révolutionnaire donne raison à l'Opposition et que le parti va s'en rendre compte.

En réalité, elle lui donne tort, et Trotsky le sait. Seuls des bourgeois et des bureaucrates ont pu imaginer que le chef de l'Armée rouge aurait pu en 1924 jouer les Bonaparte et prendre seul le pouvoir : il eût ainsi seulement précipité une issue qu'il combattait de toutes ses forces. Dans le combat qu'il mène de 1923 à 1929, et même après son exil, jusqu'en 1933, Trotsky ne songe pas un instant que la victoire soit possible à court terme pour sa fraction, l'Opposition de gauche, en

# La Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 1 — 15 Août 1929

Hebdomadaire

Prix : le N° 0 fr.

## Aux Ouvriers Révolutionnaires

Après dix années d'existence, l'Internationale Communiste est en complet recul. Son emprise sur la classe ouvrière va sans cesse et régulièrement s'atenuant. Ses sections, travaillées les unes après les autres, par de graves crises intérieures, s'animent. Leurs effectifs sont en diminution constante.

C'est un fait si certain, si évident que les dirigeants des partis communistes sont contraints de le reconnaître.

L'un d'eux a pu caractériser le Parti français comme une passoire. L'expression est juste. Il faut ajouter : une passoire qui retient de moins en moins de substance solide.

Ce qui est vrai pour le Parti est également vrai pour la C. G. T. U. La aussi, il a fallu en faire l'aveu public.

Divers remèdes ont été essayés pour enrayer cette désagrégation inquiétante. Tous se sont révélés inefficaces. Ils ne s'attaquaient pas à la racine du mal.

Des organisations ouvrières qui se montrent incapables de retenir leurs membres sont des organisations qui n'inspirent pas confiance aux ouvriers.

Si les présents dirigeants de l'Internationale Communiste se sont imaginés qu'ils pouvaient impunément chasser du Parti Communiste russe les meilleurs ouvriers d'Octobre, les persécuter, les déporter, les exiler, ils ont simplement fourni la preuve qu'ils ne comprennent rien au mouvement ouvrier.

S'ils se sont crus capables de guider la classe ouvrière dans sa lutte quotidienne contre la bourgeoisie, ils se sont illusionnés sur leurs mérites et sur leurs talents.

Leur tactique zigzagante, oscillant entre le putsch et l'opportunisme borne, menant même parfois les deux en même temps, alarme et décourage les ouvriers sérieux.

Le régime intérieur des partis bannit toute discussion approfondie. Il faut approuver aveuglément toute décision signifiée par le centre — ou s'en aller.

Une vraie et saine critique que toute organisation ouvrière doit, non pas redouter mais désirer, a été remplacée par une caricature de critique baptisée autocritique.

Un tel régime ne peut s'imposer et durer qu'à coups d'exclusions. Les communistes authentiques sont chassés du Parti. D'autres se mettent silencieusement à l'écart, espérant que cela ne durera pas toujours.

Faut-il s'étonner que, dans ces conditions, les partis communistes soient des passoires ?

Partout, maintenant, les communistes hors du Parti sont nombreux. Et partout, les forces d'opposition ont été amenées à se grouper.

Dans l'Union Soviétique, l'opposition mène stoïquement la lutte, malgré une répression qui dépasse en brutalité, en cruauté raffinée, la répression tsariste.

En dehors de l'Union Soviétique, la situation varie suivant les pays.

Dans certains cas : En Belgique, aux Etats-Unis, on peut dire que l'opposition forme déjà le vrai Parti. C'est chez elle qu'on trouve les militants capables, les ouvriers de la première heure, les fondateurs du Parti. Les dirigeants stalinien sont ou des social-démocrates qui ont gardé leur « chemise sale », ou des « vieux bolcheviks » de 1923-1928.

Ailleurs, l'opposition n'a pas encore réussi à se rassembler.

C'est notamment le cas en France où les éléments et les groupes d'opposition ne manquent pas, mais où, pour des raisons diverses, ils n'ont pu constituer encore une force capable de se mettre en travers

des sottises des dirigeants du Parti — ce qui est le plus urgent — et de faire œuvre constructive — ce qui est le plus nécessaire.

Ce groupement de l'opposition, c'est la tâche que nous voulons entreprendre.

Les appels du Parti et de sa doublure, la C.G.T.U. tombent dans le vide. Les ouvriers n'y répondent pas. On voit surtout les policiers de Chiappe. Mais cela n'empêche pas Parti et C. G. T. U. de recommencer.

Il faut crier : « Assez ! » Mais pour être entendu, il est indispensable parler avec une force suffisante, et surtout de répéter l'avertissement sans se lasser.

Nous croyons que l'opposition a besoin, tant pour son regroupement que pour son action, d'un hebdomadaire édifié sur une base communiste solide.

Cette base communiste, nous la trouvons dans les conceptions théoriques et dans la tactique élaborées par les quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste, complétées par les travaux de l'Opposition communiste russe.



Lénine et Trotsky assistant à un défilé de l'Armée Rouge.

C'est l'Opposition communiste russe qui incarne aujourd'hui la courte, mais glorieuse tradition communiste, si riche d'événements qui ont fait trembler le vieux monde.

Dans l'Union Soviétique, elle défend les principes d'Octobre.

Dans l'Internationale Communiste elle maintient la politique à la fois audacieuse et prudente des années 1919-1923.

Il est, du reste, impossible de suivre en même temps une politique juste dans l'Union Soviétique et une politique fautive dans l'Internationale Communiste.

Au zigzag intérieur allant alternativement de la brutalité aux concessions, correspond le zigzag extérieurs : on crie : « classe contre classe » et on affirme sa confiance dans Tchong Kai Chek au moment où celui-ci a déjà fait venir ses bourreaux pour trancher la tête des communistes.

Telle sera la base sur laquelle nous demanderons à l'Opposition de se grouper. Elle nous paraît indispensable. Sinon l'opposition risquerait d'être seulement une cohue sans action utile possible.

Mais nous ne songeons pas du tout à opposer simplement une nouvelle orthodoxie à une orthodoxie tactique. Au contraire. Notre journal restera largement ouvert à la discussion.

La période de reflux révolutionnaire que nous traversons, avec les menaces et les difficultés qu'elle renferme, exige une connaissance exacte de la situa-

tion, une pratique des luttes ouvrières, un jugement sûr.

La discussion que nous solliciterons nous permettra d'élaborer ensemble une mise au point des problèmes qui intéressent la classe ouvrière et de donner des solutions justes.

Le mouvement ouvrier français a besoin d'une cure de vérité.

Il y a des simplifications qui sont des déformations, des grossissements qui sont une injure à la classe ouvrière.

Au reste, la méthode n'est pas nouvelle. C'est la « pédagogie hervétiste ». On sait aussi où elle mène.

Si on pense que la classe ouvrière est en déclin, qu'elle a besoin d'être dupée au moment d'inventions comme « le socialisme dans un seul pays », il faut en tirer les conclusions inévitables.

Nous pensons, nous, que la classe ouvrière est majeure, qu'elle est capable de prendre tout le pouvoir avec ses seules forces et, en conséquence, qu'elle a droit à la vérité.

L'œuvre que nous nous sommes assignée sera d'être fidèle à bien ce que nous trouvons maintenant, à Paris, et sur tous les points du pays de camarades résolus à nous secourir.

Notre budget de dépenses sera réduit au minimum. Il ne comportera nulle rétribution, ni pour la rédaction, ni pour l'administration. Rédaction et administration seront du travail de « samedi communiste ».

Nous nous adressons à tous ceux qui souhaitent le succès de notre œuvre, et veulent s'associer à notre effort.

Il nous faut des souscriptions, des abonnements. Partout où cela est possible, des groupes d'amis journal doivent se constituer qui étudieront les moyens d'assurer la diffusion du journal dans un coin ou dans leur région.

Un journal qui ne peut recueillir les renseignements dont il a besoin pour vivre, c'est, ou qu'il ne se sent pas un mouvement viable, ou que ceux qui le font ne savent pas exprimer ce mouvement.

L'Opposition communiste en France n'a besoin que de se trouver pour être une force.

Nous voulons que son journal vive.

H. Audoin. Marthe Bigot. L. Charbonnet. Jeanne Despallières P. Fournier. Gourget. L. Marzet. A. Mouton. Sarah Menant. R. Rey. A. Rossignol.

Il y a, à notre point de départ, la conviction que le système soviétique renferme de grandes ressources et d'immenses réserves, et la marque de l'opposition ne mène pas à l'effondrement du pouvoir soviétique, mais à son renforcement et à son développement.

L. TROTSKY

dehors d'une nouvelle victoire révolutionnaire, d'un nouveau bond en avant de la révolution mondiale devant laquelle se dresse un nouvel obstacle mis en place par la bureaucratie conservatrice, la politique de l'Internationale communiste et des partis communistes qu'elle contrôle totalement et qui sont mis à son service et à celui de sa politique extérieure au nom du « socialisme dans un seul pays ». La défaite de la révolution chinoise en 1927 est un nouvel obstacle sur la route de la révolution prolétarienne mondiale, un nouvel atout pour Staline, que Trotsky a appelé « l'organisateur des défaites », mais qui était aussi leur profiteuse.

Le combat de Trotsky était-il donc un combat désespéré, un combat sans

perspectives, un geste pour l'Histoire ? Était-il celui d'un utopiste ou d'un rêveur se heurtant aux dures réalités et au « réalisme » du praticien Staline ? En aucun cas. Il était tout simplement le nécessaire combat pour la révolution prolétarienne mondiale qui se poursuivait malgré le reflux, malgré les défaites, malgré la démoralisation et bientôt la capitulation des meilleurs de ses compagnons, cédant les uns après les autres, baissant la tête ou s'agenouillant devant le tout-puissant secrétaire général de la bureaucratie. Ainsi Lénine, avant lui, avait-il lutté dans la période de « réaction » d'après 1905, maintenu sa fraction, reconstruit son parti. Ainsi Lénine et Trotsky avaient-ils, après le passage de la II<sup>e</sup> Internationale du côté de l'ordre bourgeois, fondé la III<sup>e</sup>

## Ci-contre

---

15 août 1929

LE  
PREMIER NUMERO  
DE  
« LA VERITE »

Internationale pour poursuivre, dans des conditions nouvelles, le combat qu'ils avaient entamé au sein de la II<sup>e</sup>. Usés et tués à la tâche, les vieux-bolcheviks tombaient les uns après les autres. Autour de Trotsky se constituait en URSS une jeune garde dont son fils Léon Sedov était l'un des plus authentiques représentants : une nouvelle génération à laquelle il était nécessaire de transmettre le flambeau et tous les acquis théoriques de cette formidable expérience historique. Encore fallait-il pour cela lutter jusqu'au bout, épuiser toutes les chances, même les plus minimes et les plus irréalistes de victoire, bref assurer la continuité du combat révolutionnaire, ou, comme il l'écrivait en 1929, garder bien noué le fil de l'Histoire.

## LA PREMIERE PERIODE D'EXIL

On peut discuter à perte de vue l'erreur commise par Staline expulsant Trotsky d'Union soviétique en 1929 — c'est-à-dire l'année même où se déchaînait la crise économique et mondiale et sa séquelle de crises politiques et sociales sans précédent. L'essentiel, pour Staline, était-il de couper définitivement Trotsky de ses partisans en Russie, des bolcheviks-léninistes d'Union soviétique ? On peut le penser. Il ne ménage en effet dans cette période aucun effort pour briser cette opposition-là. L'exécution de Blumkine en 1930 — le premier fusillé en URSS pour « délit d'opposition » — marque en effet le début d'une ère de terreur. D'« isolateurs » en exils rigoureux dans des climats presque intolérables pour l'organisme humain, de prisons en camps de concentration, les trotskystes soviétiques sont la cible n° 1 de la répression qui réussit à décapiter successivement plusieurs de leurs directions clandestines sans pour autant les supprimer totalement : en 1933 encore, Trotsky et son fils Léon Sedov qui l'a accompagné en exil ont des liaisons précaires et irrégulières, mais continues, avec des bolcheviks-léninistes d'Union soviétique. Malgré la capitulation de la vieille génération des bolcheviks de l'Opposition — Rakovsky et Sosnovsky sont les derniers à céder, après bien des per-

sécutions, en 1933 —, une direction, faite d'hommes jeunes et apparemment indestructibles moralement, a survécu aux traitements les plus durs sans jamais baisser la tête.

Or l'exil de Trotsky a permis à ce dernier de nouer ou de renouer les contacts internationaux dont il avait été partiellement coupé pendant les années 1923-1929. Les efforts conscients des staliniens pour déformer l'histoire, l'ignorance d'autres qui se prétendent historiens, font qu'on ignore généralement combien d'hommes de valeur, pionniers des partis communistes ou de leurs jeunessees, se sont retrouvés au début des années trente dans les rangs de l'Opposition de gauche internationale.

Les hommes qui rejoignent Trotsky sont non seulement des pionniers du communisme dans leurs pays respectifs, mais aussi de ceux dont l'autorité morale, l'honnêteté, le caractère incorruptible sont généralement reconnus : nous pensons à des hommes comme Rosmer en France, Andrès Nin en Espagne, Anton Grylewicz en Allemagne, Blasco-Tresso et Leonetti-Feroci en Italie, Lenorovic en Tchécoslovaquie, Gatchev en Bulgarie, Sandalio Junco à Cuba, Hidalgo au Chili, James P. Cannon aux Etats-Unis, Chen Duxiu et Peng Shu-chih en Chine. Derrière eux, avec eux, les cadres dits « moyens » de l'Opposition de gauche sont généralement sortis des JC, c'est-à-dire des meilleurs de la génération révolutionnaire du monde d'après Octobre.

Avec eux, pendant quatre ans, Trotsky livre la grande bataille du « redressement » de l'Internationale communiste sur un champ de bataille qui est celui des classes fondamentales à l'échelle du monde, l'Allemagne où la bourgeoisie impérialiste vient de susciter les bandes hitlériennes et met à profit la crise pour les lâcher contre le mouvement ouvrier qu'elle doit à tout prix détruire pour pouvoir elle-même survivre. Les années 1930-1933 sont de ces années décisives où le sort de l'humanité se règle pour des décennies. Dans ce grand pays industrialisé et cultivé que le déclin de l'impérialisme condamne à la misère, au chômage et à la barbarie, la classe ouvrière, avec ses organisations, constitue encore une force considérable, surtout si elle par-

vient à surmonter la division dans ses rangs qu'entretiennent soigneusement ses directions traditionnelles, social-démocrate et communiste. Contre elle, à coups de dollars et de marks, renouvelant l'aventure des « fasci » de Mussolini entre 1921 et 1922, le parti nazi de Hitler mobilise la petite bourgeoisie paupérisée, désespérée, enragée, qu'il nourrit de xénophobie, d'antisémitisme et de cupidité sordide.

Fidèle à ses maîtres de 1918 — Ebert haïssait la révolution plus encore que... le péché — la direction de la social-démocratie s'efforce d'écarter le danger nazi sans pour autant ouvrir la voie à la crise révolutionnaire, affiche un programme de défense de la démocratie parlementaire, multiplie les appels à la police, à l'armée, l'autorité, pour faire respecter une loi qui s'efface de plus en plus devant la force brutale et les moyens matériels des nazis. Une politique unitaire offensive des communistes n'aurait aucune peine à soulever contre cette politique criminelle et suicidaire les masses des ouvriers — la grande majorité — qui suivent encore le parti social-démocrate. Mais Staline, qui redoute la révolution et pense qu'il trouvera avec Hitler un terrain d'entente, en a décidé autrement. Le Parti communiste allemand, dument domestiqué, va, pendant les quatre années décisives, mener de toutes ses forces une politique de division qui ouvre la voie aux nazis. Dénonciation de la social-démocratie comme « social-fasciste », affirmation qu'il n'y a pas de différence de nature entre le régime parlementaire et le fascisme, prédiction que la victoire des nazis est inévitable et qu'après viendra le tour des communistes, refus obstiné et sabotage continu de toute possibilité de constitution, face aux hitlériens, d'un front unique des organisations ouvrières : c'est à cela que se résume la politique stalinienne en Allemagne, pendant la montée du nazisme.

Exilé à Prinkipo, largement isolé par la lenteur des communications, Trotsky se bat par le moyen qui reste à sa disposition : sa plume, toujours étincelante, une analyse lucide de la situation en Allemagne qui suffirait — s'il n'y avait qu'elle — à faire de lui l'homme le plus intelligent du siècle, le seul à avoir compris la signification et la portée du phénomène fasciste, et un

petit noyau de camarades dévoués en Allemagne même, dans le parti ou sur ses marges. Il suit jour après jour l'évolution de la situation allemande, rédige articles et brochures, souvent reproduits dans la grande presse indépendante de gauche et ardemment discutés, démontre que la politique de division ouvre la voie aux bandes nazies, répète inlassablement qu'il s'agit d'une question de vie ou de mort pour la classe ouvrière, non seulement allemande, mais mondiale, pour l'URSS aussi, et du destin de l'humanité pour une dizaine d'années au moins, que seule une politique résolue de front unique menée par le parti communiste peut disloquer les forces de Hitler, redonner confiance à la classe ouvrière allemande dans ses propres forces et ouvrir la voie à sa marche vers la révolution prolétarienne.

Là aussi, il se bat jusqu'au bout, même quand il est clair que ses chances de convaincre sont désormais plus que minces, car il ne suffit pas d'arguments pour modifier en quelques mois, voire quelques années, les adhésions politiques et les habitudes de millions d'hommes, même désespérés. A la suite des masses de la petite bourgeoisie allemande, des millions de jeunes dont une faible partie était d'origine prolétarienne rejoignent ces nazis qui leur offrent solution immédiate et perspectives concrètes d'avenir. Pourtant, la masse du prolétariat est restée fidèle à ses partis et à ses organisations de classe. En mars 1933, alors que règne déjà la terreur nazie, malgré elle, malgré le trucage électoral, le PS et le PCA obtiennent encore ensemble 12 millions de voix contre un peu plus de 17 aux nazis. Bien des militants communistes se convaincraient trop tard que c'était Trotsky qui avait raison : trop tard, car, en janvier 1933, Hitler est au pouvoir et, moins de deux mois après, il a réussi à briser le mouvement ouvrier organisé en Allemagne, à emprisonner, à briser, à tuer les meilleurs de siens. Une fois de plus, Trotsky a eu raison, mais une fois de plus, il n'a pas « eu raison » car il n'avait pas — il n'avait plus — l'instrument historique qui permet aux analyses de s'inscrire dans la réalité du mouvement des classes, le parti révolutionnaire comme l'était le Parti bolchevique.



### 3.

## La IV<sup>e</sup> Internationale

*Les textes réunis dans le premier volume des Œuvres permettent au lecteur d'aujourd'hui de connaître avec précision les raisons et les modalités du tournant radical effectué par Trotsky en 1933 — un tournant aussi radical que l'avait été celui de 1914. Le fait que Hitler ait vaincu sans combat le prolétariat le plus puissant et le mieux organisé du monde, le fait que celui qui proclame ouvertement son intention d'entamer la guerre de reconquête de l'URSS, de destruction de tous les acquis d'Octobre soit parvenu au pouvoir sans la moindre menace de la part de l'Union soviétique stalinienne est déjà significatif de la dégénérescence du PC allemand et des dirigeants staliniens de l'URSS. L'absence totale de réaction dans les partis de l'Internationale communiste, l'approbation au sifflet et à l'unanimité, dans tous les PC, de la politique qui porte la responsabilité de cette catastrophe, le convainquent bientôt que l'Internationale communiste est, elle aussi, morte pour la révolution. Le « parti mondial » créé à partir de 1919 par les efforts réunis des révolutionnaires du monde entier dans l'élan des lendemains de la révolution d'Octobre est devenu à son tour un obstacle — et de quelle dimension — sur la voie du prolétariat dans son mouvement pour la révolution. La III<sup>e</sup> Internationale est morte pour la révolution. Pour la victoire de la révolution, il faut bâtir la IV<sup>e</sup> Internationale.*

Toute l'histoire contemporaine l'atteste, tout l'acquis du mouvement communiste au XX<sup>e</sup> siècle. Trotsky revient à plusieurs reprises dans des articles ou des lettres sur la question de l'Internationale telle qu'elle a été posée avant 1914. Personne — et lui moins que tout autre — ne songeait à

l'époque à la scission, à la fondation de la III<sup>e</sup> Internationale. Quand cette scission apparut nécessaire, au lendemain des journées tragiques d'août 1914, il fut de ceux qui préconisaient un séjour supplémentaire dans les rangs de la II<sup>e</sup> Internationale, refusaient de se satisfaire à bon compte en proclamant la fondation d'une organisation qui n'aurait pu être, dans les conditions données, qu'une secte. La méthode du rassemblement large, à



partir notamment des conférences socialistes internationales de Zimmerwald et de Kienthal, de tous les socialistes hostiles à la guerre impérialiste et au social-chauvinisme, a porté ses fruits et permis la réunion en même temps que la sélection des meilleurs éléments révolutionnaires du monde entier, que la révolution russe a soulevés. Le premier congrès de l'Internationale communiste, en 1919, a été l'aboutissement de ce lent et long travail.

Pourtant l'histoire ne saurait se répéter. Et tout d'abord Trotsky a parfaitement conscience que la fondation de l'Internationale communiste, en 1919, n'a été que la constitution — ou si l'on préfère la proclamation — formelle d'une force qui existait déjà, depuis qu'en 1914 Lénine et le Parti bolchevique avaient proclamé sa nécessité. Contrairement à ce qu'il avait pensé pourtant à l'époque, cette proclamation n'était pas prématurée mais trop tardive. Il ne s'agit pas ici de refaire le passé, mais d'en tirer les leçons. Il ne s'agit ni de se reprocher à lui-même, ni de reprocher à Lénine et aux bolcheviks de n'avoir pas compris, dès avant 1914, que la social-démocratie, dégénérée, était passée du côté de la défense de l'ordre bourgeois et qu'elle en était, jusques et y compris dans le cadre de la guerre impérialiste, l'auxiliaire et l'agence contre la classe ouvrière elle-même. Mais il faut tenir compte que c'est précisément parce que ce n'est qu'en 1914, dans les pires conditions de la guerre mondiale, que Lénine et les siens ont posé les premières bases du rassemblement des internationalistes, que la révolution a explosé en Europe alors que ne s'y trouvait construit nulle part, à l'exception de la Russie, un parti révolutionnaire capable de la conduire à la victoire. Ce qui fut, au temps de la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale, une erreur d'appréciation pratiquement inévitable — le fait de ne pas s'être battu avant pour la constitution d'une solide fraction révolutionnaire internationale des « gauches » de l'Internationale — serait cette fois, après la faillite ouverte de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup>, plus qu'une faute, un véritable crime.

Que la nouvelle montée révolutionnaire aboutisse en effet à une explosion avant la prochaine guerre impérialiste ou qu'elle soit le résultat des

nouveaux massacres et des nouvelles souffrances infligées par cette nouvelle guerre que les impérialistes préparent ouvertement, ce mouvement des masses ne peut arracher la victoire qu'à la condition d'être au moment décisif dirigé par un parti capable de jouer le rôle du Parti bolchevique en Russie en 1917. Et pour qu'un tel parti existe au moment décisif, il faut que les éléments, même numériquement réduits, en aient été rassemblés et préparés, qu'ils existent en tant qu'organisation munie d'un programme au moment où explosent les premiers coups de tonnerre de la crise révolutionnaire. Le parti révolutionnaire peut naître, dans le cours de cette crise, du développement et de l'intervention d'un petit groupe ; il ne peut pas, dans un délai aussi bref, se développer à partir de rien. Telles sont les leçons de l'histoire et des combats prolétariens du siècle : il faut s'atteler tout de suite à la création des nouveaux partis communistes et de la nouvelle Internationale, la IV<sup>e</sup>.

Pourtant, si l'histoire donne les éléments généraux de l'analyse et trace les perspectives, elle ne donne aucune recette. La II<sup>e</sup> Internationale a été construite à partir de l'existence et de la réunion de partis ouvriers socialistes de masse existant dans les principaux pays d'Europe, constitués sur la base de la prise de conscience de la classe ouvrière de ces pays et dans la perspective de l'indépendance de ses organisations. La III<sup>e</sup> Internationale a été rassemblée autour du parti du prolétariat russe victorieux, à partir des minorités internationalistes et révolutionnaires des vieilles organisations, partis et syndicats, cadres qui ont permis de conquérir la jeunesse révoltée par la guerre et l'oppression impérialiste. Mais elle a dû, dès sa naissance, lutter partout pour déblayer sa route des obstacles accumulés par le passé et notamment les partis social-démocrates passés du côté de l'ordre bourgeois — dont le rôle a été décisif dans les années d'après-guerre pour la victoire de la contre-révolution. Or en 1933, il n'y a nulle part de Parti bolchevique et, par-dessus le marché, l'obstacle des partis staliniens, passés à leur tour du côté de la défense de l'ordre bourgeois, est venu s'ajouter à celui que constituent les partis social-démocrates. Une telle situation est

absolument sans précédent pour des révolutionnaires : les bolcheviks-léninistes constituent certes une organisation internationale existant sur les cinq continents, dont les militants sont incontestablement les meilleurs éléments de la III<sup>e</sup> Internationale, qui ont échappé à sa dégénérescence et l'ont combattue vaillamment, mais ils ne sont guère plus de quelques milliers à l'échelle du monde, exclus des PC et même des syndicats que contrôlent ces derniers ou la bureaucratie social-démocrate.

Trotsky n'exclut a priori aucun développement. La nouvelle Internationale peut naître à terme d'un regroupement de minorités des partis traditionnels, voire des syndicats, ou du développement, dans un ou plusieurs pays, d'un parti nouveau sur la base du développement d'un noyau indépendant. Elle peut naître du sursaut du prolétariat européen face à la montée du fascisme ou au contraire sur les ruines accumulées par une nouvelle guerre impérialiste. L'important, pour le moment, c'est de préparer le noyau de militants convaincus et formés jusque-là, dans l'opposition à l'intérieur des PC, à une attitude propagandiste, en faire des militants de masse, les cadres de la montée révolutionnaire inévitable à terme, préparés théoriquement et armés pratiquement pour faire face à leurs tâches gigantesques. Pour déterminer les voies de cette construction, il importe de se référer non à la politique des appareils social-démocrate et stalinien, mais au mouvement de la classe ouvrière elle-même comme de la jeunesse, secteur décisif à l'époque de la crise du déclin impérialiste. Or, de ce point de vue, l'histoire récente et notamment la victoire sans combat de Hitler sur une classe ouvrière divisée a eu des conséquences qu'il importe d'analyser.

Certain d'avoir épuisé toutes les chances d'un redressement des partis de l'Internationale communiste dans le cours du combat pour le front unique en Allemagne, Trotsky n'en a pas moins conscience que bien des militants demeurés dans les partis staliens ne sont pas, eux, passés consciemment du côté de la défense de l'ordre bourgeois, et il a la certitude qu'ils retrouveront un jour, contre leur appareil, leur place dans les rangs des combattants révolutionnaires.

Mais ce n'est pas pour aujourd'hui, ni pour demain. Pour regagner les militants communistes demeurés dans les partis staliens, il faudra d'abord avoir été capable de construire une force politique combattante et organisée sur la base d'un programme. Les éléments de cette force existent peut-être d'ores et déjà dans les organisations « centristes », les partis socialistes de gauche qui ont rompu avec la politique de la social-démocratie et dont l'évolution vers le communisme a été mécaniquement interrompue par la politique stalinienne qui leur a réservé ses coups les plus durs, les qualifiant de « pires des social-fascistes ». C'est pour éprouver ces formations centristes, tester leurs meilleurs éléments, chercher à construire avec elles un cadre commun à la fois pour la discussion programmatique et l'intervention dans la lutte de classes que Trotsky appelle ses camarades à participer à la conférence d'août 1933 des partis socialistes de gauche et à constituer, avec ceux qui souscrivent à la « Déclaration des Quatre », le « Bloc » qui devrait constituer le point de départ de la nouvelle Internationale, et qui sera relayé en 1935 par la « Lettre ouverte » de cinq organisations pour la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le rôle de la fraction bolchevik-léniniste — des « trotskystes » — n'est pas, ne peut pas être, selon lui, de se développer jusqu'à devenir eux-mêmes et dans tous les pays le parti révolutionnaire et la IV<sup>e</sup> Internationale. Il est bien plutôt celui d'un catalyseur, l'élément qui rassemblera avec lui, sinon autour de lui, les autres courants socialistes ou communistes en rupture avec l'opportunisme ou le stalinisme — élément indispensable, mais pas pour autant hégémonique. Encore qu'il s'agisse de les gagner dans le cours de la lutte commune aux principes et à la stratégie que plus tard, en 1938, le programme de fondation concentrera. Méditant les leçons de la construction du Parti bolchevique par Lénine, Trotsky écrit à Marceau Pivert, dirigeant de la gauche du Parti socialiste en France, que les trotskystes se considèrent comme « une fraction » de l'Internationale en train d'être construite, et qui le sera avec les éléments réellement révolutionnaires, quelle que soit leur origine, qui comprennent la nécessité de la



## LA PUBLICATION DES ŒUVRES DE LEON TROTSKY

La publication des *Œuvres* de Léon Trotsky a commencé l'année dernière. Cinq tomes sont parus et le sixième sera mis en vente en octobre 1979. Ils couvrent d'ores et déjà une période s'étendant des mois de mars 1933 à février 1935.

Le fait que cette publication systématique et chronologique des *Œuvres* de Léon Trotsky ait commencé par la série 1933-1940 rend immédiatement disponibles, comme un formidable support dans le combat politique pour la construction de l'OCI, du parti révolutionnaire, dans la bataille pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, ces textes des années de lutte pour la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Pour qui veut comprendre et combattre — comprendre pour combattre —, l'œuvre de Léon Trotsky est, au plein sens du terme, absolument irremplaçable. Comme il l'explique lui-même en 1935 : *« L'effondrement de deux Internationales a posé un problème qu'aucun des chefs de ces Internationales n'est le moins du monde apte à traiter. Les particularités de mon destin personnel m'ont placé devant ce problème, armé de pied en cap d'une sérieuse expérience. Munir d'une méthode révolutionnaire la nouvelle génération, par-dessus la tête de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales, c'est une tâche qui n'a pas, hormis moi, d'homme capable de la remplir. »*

Le travail politique inlassable et acharné de Trotsky lui a permis, avant que d'être assassiné sur ordre de Staline, de remplir cette tâche, d'agir pour la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, d'y parvenir, de participer au début de sa construction, de la doter d'un programme qui est le concentré de cette méthode, héritière de la continuité du mouvement ouvrier révolutionnaire, dont il est parvenu à « munir la nouvelle génération ».

Déjà, les militants qui ont lu les premiers tomes des *Œuvres* ont pu apprécier toute l'étendue des leçons théoriques et pratiques, de méthode, de stratégie et de tactique, que contiennent les textes publiés.

Ces livres, publiés régulièrement à l'initiative de l'Institut Léon Trotsky (1), ne sont pas des livres parmi d'autres. Ce sont, avec tous ceux qui vont suivre, une arme pour le combat, un instrument direct et immédiat pour aider à la formation politique de tous ceux qui se rangent sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale, agissent pour la pénétration du programme et des principes du bolchevisme dans les plus larges masses, pour la victoire de la révolution prolétarienne.

(1) Editions EDI.

rupture radicale avec les appareils social-démocrate et stalinien, donc précisément celle de la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

C'est sur cette perspective que, pour éviter l'isolement, tremper leurs cadres, nouer des liens solides dans la classe ouvrière et surtout la jeunesse, les bolcheviks-léninistes, de France d'abord, puis de Belgique et des Etats-Unis, pratiquent l'« entrisme » dans les partis socialistes où le développement de la crise politique entraîne la constitution de courants de gauche qu'il s'agit de vacciner contre le stalinisme et de gagner, si c'est possible, à la révolution prolétarienne. Il est, dans tous les cas, de brève durée.

---

### LE STALINISME, FER DE LANCE DE LA CONTRE- REVOLUTION

---

En juin 1935, Trotsky souligne à ses camarades français que le moment est venu de quitter le Parti socialiste où ils sont entrés un an auparavant. Certes, l'augmentation de leur influence dans ses rangs et notamment chez les JS de la Seine est devenue intolérable pour l'appareil social-démocrate qui, en les chassant, fait d'une pierre deux coups en se débarrassant de gêneurs et en montrant de la complaisance à son allié stalinien au sein du Front populaire. Mais, surtout, les luttes ouvrières de l'été 1935, les manifestations et combats de rue de Brest et de Toulon signalent aux yeux de Trotsky l'approche de la crise révolutionnaire qui exige l'existence d'une organisation indépendante décidée à la lutte pour devenir le parti révolutionnaire.

Staline se prépare aussi, à sa façon, à faire face à cette montée révolutionnaire qui va pratiquement secouer toute l'Europe, y compris des pays dominés par des régimes fascistes, comme la Pologne.

L'assassinat, le 1<sup>er</sup> décembre 1934, du deuxième personnage du parti, le patron de l'appareil de Leningrad, Serge Kirov, est probablement exécuté sur son ordre par ses sbires du GPU.

Il lui sert de prétexte en tout cas pour une répression sans précédent,

meurtre et tentative de meurtre de millions de citoyens soviétiques. Le monde est frappé par les procès de Moscou, les aveux serviles de vieux-bolcheviks qui avaient été les compagnons de Lénine, l'exécution des chefs de l'Armée rouge, la sanglante épuration qui liquide en moins de deux ans la majorité absolue du dernier comité central stalinien élu par un congrès stalinien. Parmi les accusés des procès de Moscou passent les ombres d'hommes qui ont été membres de l'Opposition de gauche — les Mouralov, I. N. Smirnov, Rakovsky — et, après l'avoir reniée, se sont reniés eux-mêmes, et qui, comme les vieux adversaires de Trotsky, le chargent, lui et son fils Léon Sedov, de tous les crimes possibles. Malgré les tortures, les souffrances, le chantage sur la famille et les êtres aimés, les provocations et les amalgames, Staline et ses bourreaux ne parviendront pourtant pas à traîner un seul bolchevik-léniniste sur les bancs des accusés-qui-avoient. Ils sont tous exterminés par milliers, les hommes de la génération d'Octobre, devenus bolcheviks quand ils étaient lycéens, apprentis, soldats ou marins entre 1917 et 1918. Ainsi périssent les Solntsev, Dingelstedt, Iakovine, V. Eltsine, vaillants combattants de l'Opposition de gauche, dirigeants des grèves de la faim de milliers de détenus politiques à Vorkouta et à Verkhne-Ouralsk.

En même temps qu'eux périssent aussi tous les proches de Trotsky demeurés en Union soviétique, sa première femme — qui l'avait, dit-on, converti au marxisme —, Alexandra Lvovna, ses deux gendres, Nevelson et Volkov, son fils, pourtant apolitique, Sergei Sedov, et tous ses anciens collaborateurs ou proches.

Ce sont probablement les derniers trotskystes survivant en URSS — quelques centaines, dont son ancien secrétaire Poznansky — qui sont exécutés à la mitrailleuse, un petit matin de 1938, dans une clairière près de Vorkouta.

Staline ne se contente pas de frapper en URSS. Dans le monde entier, il essaie de mettre sur pied, par des provocations et des faux, des procès tendant à persuader l'opinion ouvrière que les trotskystes sont alliés à la Gestapo. Ses entreprises échouent aussi

bien en Espagne qu'en Tchécoslovaquie, et même aux États-Unis (31). En revanche, il applique avec succès son programme d'assassinats de militants révolutionnaires. Entre 1937 et 1938, les coups se rapprochent de plus en plus de la cible : après le communiste polonais Ignace Reiss, vieux révolutionnaire du GPU, révolté par les procès de Moscou et rallié à la IV<sup>e</sup> Internationale, abattu en Suisse en septembre 1937, c'est l'ancien secrétaire de Trotsky et membre du Secrétariat international, Erwin Wolf, qui est arrêté et assassiné en Espagne, c'est Léon Sedov qui meurt dans une clinique parisienne en février 1938, c'est le secrétaire administratif du Secrétariat international, Rudolf Klement, qui est enlevé en plein Paris en juillet et dont on ne retrouvera que par morceaux le corps supplicié. Staline sait bien qui est son ennemi mortel : il sait que les militants qui construisent la IV<sup>e</sup> Internationale sont capables de donner aux masses le programme et la direction qu'elles recherchent — et il frappe préventivement.

Dans le même temps, grâce à la politique de front populaire, les PC réussissent, dans tous les pays, à canaliser puis à arrêter la nouvelle montée révolutionnaire qui a été notamment marquée par les grandes grèves de France, de Belgique et des États-Unis, et par la révolution espagnole. On connaît bien sa politique contre-révolutionnaire au cours de la guerre civile d'Espagne, la lutte contre les conseils ouvriers et autres organes de pouvoir révolutionnaire, la restauration d'un Etat, d'une police et d'une armée bourgeoises, les coups portés à la classe ouvrière au nom de l'alliance avec les « démocraties » et qui finiront par assurer la victoire de Franco. On connaît moins bien le soutien déterminé et sans faille à Roosevelt aux États-Unis, les efforts pour couler le grand soulèvement des ouvriers américains dans le cadre d'une organisation syndicale contrôlée par une bureaucratie et pour empêcher tout débordement. Au terme des années trente, Staline — par l'intermé-

diaire des partis communistes qui peuvent effectivement mériter le titre de « staliniens » — est bien en effet l'organisateur des défaites dénoncé par Trotsky plus de dix ans auparavant.

---

## LA FONDATION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Expulsé de France en 1934 à la suite d'une campagne de la presse française reprenant après le 9 février les dénonciations haineuses de son « action subversive » répandues par la presse nazie, Trotsky a réussi à trouver asile en Norvège en 1935. En 1936, les campagnes conjuguées des nazis d'Allemagne et de Norvège, et la pression diplomatique de l'URSS au moment des procès de Moscou avec le soutien de la presse des partis staliniens du monde entier, aboutissent à son internement, pendant presque trois mois où il est dans l'impossibilité de se défendre contre les tombereaux de calomnies et d'accusations monstrueuses lancées contre lui à partir de Moscou. L'action de ses camarades américains et mexicains lui permet enfin de trouver asile au Mexique où il arrive début janvier 1937. C'est le moment même où va commencer le deuxième procès de Moscou. Il consacre toutes ses forces dans la première partie de son séjour mexicain à la création puis au travail de la commission d'enquête internationale présidée par le professeur américain John Dewey. Après une longue audience de plusieurs jours pour l'audition de Trotsky à Coyoacán même, la session d'une commission rogatoire à Paris et un énorme travail de dépouillement et de vérification de témoignages et d'enquêtes, la commission Dewey rend en décembre 1937 son verdict concernant les accusations de Moscou contre Trotsky et Léon Sedov : « Non coupables. » Trotsky considère à juste titre ce résultat comme une très grande victoire politique de longue portée remportée sur le stalinisme (32).

(31) Voir à ce sujet, « Procès en Espagne », « Procès manqué à Prague : l'affaire Grylewicz » et « Procès d'Américains à Moscou ou procès de Moscou à New York ? L'affaire Robinson-Rubens » dans *Cahiers Léon Trotsky* n° 3.

(32) Voir à ce sujet, dans les *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, « La commission Dewey : trente ans après », « Défense et contre-enquête à Paris », avec les conclusions de la commission et le rapport final du comité américain de défense de Léon Trotsky.

Depuis la « Lettre ouverte » de 1935, il n'a pas abandonné le projet de convoquer la conférence internationale qui doit, selon lui, donner naissance formellement à la IV<sup>e</sup> Internationale. A plusieurs reprises, lors de la conférence internationale tenue à Paris en juillet 1936 d'abord, puis en 1937 et au printemps 1938, il insiste auprès de ses camarades pour que ce projet aboutisse. Il n'est plus question en 1938 d'entraîner dans la IV<sup>e</sup> Internationale d'autres fractions que celle des bolcheviks-léninistes : les groupes centristes ont capitulé sous la pression du Front populaire, que le plus important d'entre eux, le SAP allemand, a même formellement rallié, dès 1936. La fraction bolchevik-léniniste elle-même donne des signes d'hésitation, recule devant la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale sur la base de minuscules organisations nationales dont aucune ne s'est assurée d'audience et d'influence même dans un secteur limité de la classe ouvrière. La conférence de juillet 1936 n'a pas proclamé la IV<sup>e</sup> Internationale, à la grande déception de Trotsky, et s'est contentée d'organiser ce qu'elle appelle le « mouvement pour la IV<sup>e</sup> Internationale ». En 1937 et 1938, la polémique se poursuit dans les rangs trotskystes. Le RSAP hollandais de Sneevliet a pratiquement rompu avec le Secrétariat international, et son refus de constituer la IV<sup>e</sup> Internationale n'est pas le moindre des facteurs qui expliquent son attitude. Des minorités, dans presque toutes les sections, la majorité de la section polonaise, sont également hostiles à la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, reprenant les arguments qui avaient été ceux de Rosa Luxemburg et de Trotsky lui-même entre 1914 et 1917 contre la fondation de la III<sup>e</sup>.

Trotsky argumente contre eux, contre les sympathisants qu'effraie la perspective de proclamer comme « Internationale » une « secte » coupée des masses, contre Victor Serge aussi bien que le Tchèque Guttman. Il convient volontiers qu'il eût été préférable de gagner à la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale d'autres « fractions » communistes, d'autres groupes révolutionnaires. Le fait que ces derniers aient reculé modifie-t-il les nécessités historiques ? Il est nécessaire de construire la IV<sup>e</sup> Internationale : même s'il ne s'agit encore que

de fondations, c'est la IV<sup>e</sup> Internationale que l'on construit quand on les pose. La IV<sup>e</sup> Internationale est en construction depuis qu'en 1933 les bolcheviks-léninistes ont décidé de s'atteler à cette tâche. Ce sont des raisons matérielles — celles qui ont fait reporter les conférences prévues en 1937 notamment — ainsi que des hésitations politiques qui ont fait reporter sa constitution formelle. La IV<sup>e</sup> Internationale est encore embryonnaire, mais elle existe à partir du moment où elle est dotée d'un programme.

De même qu'il avait consacré neuf mois en 1936-1937 à la rédaction de « La Révolution trahie », en Norvège, une mise au point indispensable pour tous les révolutionnaires sur la nature de l'URSS, de même Trotsky consacre tout le début de l'année 1938 à la rédaction et à la discussion du « Programme de transition » — ce programme de l'ère des guerres et des révolutions que l'Internationale communiste de Lénine s'était assigné de rédiger en 1922 et que le triomphe du stalinisme a jusqu'à maintenant empêché — qui constituera, sur la base de l'expérience historique écoulée depuis 1917 et en particulier de la dégénérescence de la révolution russe, de l'Etat ouvrier et du Parti bolchevique, la base de l'action de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections.

Le « Programme de transition », dont Trotsky a rédigé le premier projet, est discuté ligne à ligne pendant plusieurs mois, dans le courant de l'année 1938, directement avec lui — notamment par ses visiteurs américains avec James P. Cannon — par lettre, dans des bulletins et enfin dans des conférences nationales et internationales qui préparent la conférence de fondation proprement dite, la reconnaissance, pour mieux dire, de l'existence de la IV<sup>e</sup> Internationale en construction. Car, pour cette reconnaissance, il ne saurait plus être question désormais d'attendre et de tergiverser : l'approche de la Deuxième Guerre mondiale commande l'adoption en urgence du programme nécessaire à l'Internationale, exige la proclamation formelle de l'Internationale porteuse du programme. Tenue dans les conditions matérielles les plus précaires, sous les coups des tueurs du GPU qui ont assassiné Klement en

## LIRE TROTSKY

Voici une liste des principaux ouvrages de Léon Trotsky actuellement disponibles à la librairie de la SELIO, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, et que vous pouvez également vous procurer par commande à la même adresse.

### Editions de Minuit

- La Révolution permanente 20 F
- La Révolution trahie 20 F
- 1905 50 F
- De la révolution 58 F
- La Révolution espagnole 130 F
- Le Mouvement communiste en France 68 F

### 10/18

- Cours nouveau 10 F
- Littérature et révolution 14 F
- La Lutte antibureaucratique en URSS (tome 1 et tome 2) 16 F
- L'Appareil policier du stalinisme 14 F

### Maspero

- La Nature de l'URSS 24 F
  - La Lutte contre le stalinisme 34 F
- en P.C.M.
- L'Année 1917 12 F
  - L'Avènement du bolchevisme 12 F
  - Les Crimes de Staline 24 F

### Seuil

- Point politique :
- Histoire de la Révolution russe
    - tome 1 15 F
    - tome 2 19 F
  - Bilan et perspectives 11 F
  - Sur la Deuxième Guerre mondiale 22 F

### E.D.I.

- Défense du marxisme 32 F

### Anthropos

- Europe et Amérique 32 F

pleine préparation, la conférence du 3 septembre 1938 — une vingtaine de délégués dans la grange de la maison de Rosmer à Périgny — ne dure qu'une longue journée (33) : elle est en fait l'aboutissement de six années de luttes politiques, d'élaboration de thèses, de discussions nationales et internationales, la décision qu'exige, face à la guerre qui approche, l'organisation internationale et l'homogénéité politique des révolutionnaires prolétariens.

Disons-le nettement. En dépit des sceptiques et des rieurs, la IV<sup>e</sup> Internationale, malgré les coups sans précédent qu'elle reçut dans cette période historique de la part de la bureaucratie et de l'impérialisme mondial — et dont le moindre ne fut pas l'assassinat de Trotsky lui-même — devait démontrer pendant la Deuxième Guerre mondiale son homogénéité politique aussi bien que la justesse de ses analyses, en un mot son droit à l'existence, dans le même temps où disparaissaient tant de formations qui s'étaient gausées de la fondation d'une « Internationale » par une poignée de délégués.

---

### LE « TESTAMENT » DE TROTSKY

---

Dans son « Journal d'Exil », pendant les mois d'isolement passés à Domène, dans l'Isère, Trotsky notait à quel point le travail qu'il était en train d'effectuer pour la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale était « irremplaçable », au sens le plus précis du terme. C'est qu'il était en effet le seul dirigeant au monde resté fidèle au marxisme comme méthode vivante d'analyse et d'organisation de la lutte de classes, qui ait vécu et maîtrisé l'expérience des partis social-démocrates et de la II<sup>e</sup> Internationale, de leur trahison en 1914, de la révolution russe et de la construction du premier Etat ouvrier, de sa dégénérescence et de la lutte contre la bureaucratie stalinienne, nouvel instrument de l'ordre bourgeois mondial, de la marche à la Deuxième Guerre mon-

diale qui allait marquer, bien plus encore que la première, le signe de la barbarie qui guettait l'humanité si celle-ci, à travers la révolution prolétarienne, ne savait pas se rendre maîtresse de son propre destin.

Trotsky savait dès lors que son temps était compté. La guerre ne pouvait que sceller sa propre condamnation à mort, Staline devant une fois de plus se charger de la basse besogne au soulagement de ses compères impérialistes. Les dirigeants de l'impérialisme et de la bureaucratie ne pouvaient assumer le risque inhérent à une nouvelle catastrophe mondiale d'une nouvelle montée révolutionnaire à laquelle l'intellect de l'organisateur de l'Octobre russe pouvait apporter la puissance de son expérience, l'impact de sa compréhension des mécanismes sociaux, sa capacité à sélectionner une direction révolutionnaire. Aussi les dernières années de sa vie constituent-elles une véritable course contre la mort : talonné par la nécessité, Trotsky apporte non seulement à ses contemporains, mais aux générations à venir, qui auront à régler elles-mêmes le sort de l'humanité, tout ce que lui seul est en mesure de leur apporter pour raccourcir l'inévitable cheminement et les mortels tâtonnements de l'action de ceux qui, faute de parti, n'ont pas le bénéfice de la mémoire collective que seul ce dernier peut en dernière analyse constituer.

Nous l'avons vu rédiger en Norvège « La Révolution trahie » : à l'origine simple préface d'une réédition américaine de l'« Histoire de la Révolution russe », l'ouvrage n'a cessé de grandir en dimensions et de s'approfondir. Lorsqu'il sera achevé, à la veille du premier procès de Moscou, il ne trouvera en cette époque du Front populaire triomphant aucun éditeur pour le publier aux Etats-Unis. Mais il donne l'explication marxiste de la dégénérescence de la révolution russe, met en lumière le lien dialectique entre le mouvement de la révolution prolétarienne et celui de la contre-révolution mondiale, les contradictions de l'Etat ouvrier bureaucraté, la nature bourgeoise de la caste bureaucratique qui lui est imposée. A peine déchargé de l'énorme tâche qui consiste à démolir l'édifice de mensonges et de faux des procès staliniens de Moscou, il

---

(33) Les *Cahiers Léon Trotsky* n° 1 ont publié intégralement les comptes rendus en anglais et en français de cette conférence.



s'emploie à terminer ce « Lénine » qui a tant d'importance pour lui dans la mesure où il apporte la clé de la victoire d'Octobre et le succès du Parti bolchevique qui a su la mener à bien, et ce « Staline » où il démontre — et avec quelle clarté — qu'un parti, fût-il le parti révolutionnaire le plus adapté à sa tâche historique, comme le parti de Lénine, n'en est pas moins un objet de l'histoire, soumis à la pression des forces sociales adverses et, comme tel, susceptible de dégénérer et d'être finalement détruit sans que soient pour autant mises en cause les raisons qui avaient exigé sa construction.

Il n'achèvera ni le « Lénine », ni le « Staline », bien qu'il travaille plus qu'il n'est imaginable, dictant jusqu'à deux mille mots par jour en moyenne.

Nous avons indiqué l'importance à ses yeux du « Programme de transition », concentré de l'expérience révolutionnaire à l'ère de l'impérialisme. Mais il n'existe pour lui aucune besogne mineure, et la découverte quotidienne de ses écrits confirme sur ce point son jugement. Etabli au Mexique, il consacre tous ses soins à la construction de la section dont la victoire nazie en Europe va faire la section clé pour la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale, la section américaine, le Socialist Workers Party (SWP). A ses camarades américains, il donne, avec le souci de ne pas imposer ses propres conceptions, mais d'aider à la prise de conscience et de responsabilités de ces cadres de la IV<sup>e</sup> Internationale, une opinion sur tous les problèmes importants qui constitue le point de sa réflexion et de l'avance de sa pensée. Il leur montre comment on peut construire un parti selon un véritable plan, la nécessité de campagnes permettant de l'homogénéiser sur le plan politique, mais aussi de détruire des obstacles précis sur la voie de sa construction, ou de construire des bastions sur lesquels appuyer son développement. Il argumente longuement en faveur de la création d'une organisation de jeunesse et pour que cette organisation de jeunesse soit réellement indépendante du parti lui-même. Il défend et enrichit la formule du « centralisme démocratique », démontrant qu'elle est loin d'être un mécanisme rigide avec des « doses » fixes de centralisme et de démocratie, mais qu'un dirigeant avisé, comme

l'était Lénine, savait qu'il est des moments où le centralisme doit aller jusqu'à la rigueur militaire, mais d'autres aussi où seule la démocratie interne permet l'assimilation de l'expérience par les jeunes générations, la formation de jeunes cadres nouveaux convaincus par leur propre expérience et n'attendant de quiconque une vérité révélée. A ceux que tente la résolution des questions par la voie administrative, il rappelle que la patience est le premier devoir des dirigeants vis-à-vis de la base et que la confiance politique du parti est la principale force de ses dirigeants. Il ne manque aucune occasion — et la guerre d'Espagne est là pour lui en fournir tant d'exemples vivants — pour rappeler que le communisme est « internationaliste », et c'est avec beaucoup de fermeté qu'il redit à Cannon que « Paris » — où siège le Secrétariat international — est infiniment plus important que « San Francisco », où le dirigeant américain est en train de construire pour le SWP une région prolétarienne du parti toute neuve.

Dans « La Révolution trahie », il avait repris et affûté ses analyses des années précédentes, corrigé l'erreur qui lui avait fait prédire l'avènement proche en URSS d'un « Thermidor », la réaction politique, qui était alors en réalité déjà consommé. Il avait esquissé le programme du mouvement de la société qui était appelé tôt ou tard à renverser la bureaucratie en développant le programme de ce qu'il appelait la « révolution politique ». Presque vingt ans avant le soulèvement des travailleurs polonais et hongrois de 1956, quarante ans avant le « printemps de Prague », il précise que la révolution politique inscrira sur son drapeau la liberté des partis soviétiques — des partis acceptant le pouvoir des soviets, des conseils ouvriers — et que seuls les électeurs, les travailleurs, pourront, par leur vote libre et secret, désigner ceux des partis qui seront « soviétiques ». Repoussant l'interprétation formaliste de ses formules par des camarades américains, il souligne que la démocratie véritable exigera l'exclusion des soviets des représentants de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrière, ces agents de l'ennemi de classe. Quand, à la suite du pacte germano-soviétique, l'alliance de Staline avec Hitler, et sous la pression de l'opinion publique conditionnée par

l'offensive des impérialismes « démocratiques », une importante fraction de la vieille garde du SWP entreprend de réviser la conception de la nature de l'URSS retenue par le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, il en entreprend la défense, ne se contentant pas des arguments anciens, soumettant à une analyse rigoureuse la masse des informations en provenance des pays occupés par l'Armée rouge et démontrant — la leçon sera précieuse après la guerre lors de la constitution des « démocraties populaires » — comment la bureaucratie est contrainte — y compris sous la pression du mouvement des masses qu'elle aspire à écraser — de détruire les anciens rapports de production capitalistes pour mieux étouffer le mouvement des masses.

Les articles et lettres consacrés à cette discussion et publiés après sa mort sous le titre « Défense du Marxisme » (34) montrent également un profond souci de vaincre dans la discussion en emportant la conviction. C'est pour lui une éclatante victoire que d'avoir amené, par exemple, Burnham, à reconnaître que la discussion commencée sous le drapeau de la nécessité de « réviser » la conception de la nature de l'URSS était en réalité un moyen de remettre en question la dialectique, c'est-à-dire la méthode marxiste elle-même. La scission n'a pas dépendu de lui ; bien au contraire. Tout au long de sa correspondance, à l'adresse de ses camarades de fraction comme de ses adversaires, il exprime le souci de préserver l'unité de ceux qui, indépendamment de leurs divergences temporaires, entendent poursuivre le combat pour la révolution mondiale. Il montre du même coup que sa célèbre phrase adressée à Marceau Pivert sur la « fraction » bolchevik-léniniste dans la IV<sup>e</sup> Internationale n'était pas une formule creuse, puisqu'il se déclare pour sa part disposé à accepter d'être mis en minorité dans la IV<sup>e</sup> Internationale sur une question aussi importante que celle-ci sans recourir à la scission ni même à la menace de scission.

(34) *Défense du Marxisme* a été édité en français par EDI. Les textes qui le composent seront repris dans les *Œuvres* à leur place chronologique.

C'est encore dans les lettres et les articles de Trotsky de cette dernière période que se trouvent les références les plus importantes à la question nationale, à propos de la Chine, victime de la guerre de brigandage impérialiste du Japon, de l'Afrique du Sud où la population noire aspire à affirmer son droit de majorité. Il se prononce sur la structure agraire de la Bolivie, la possibilité pour la révolution prolétarienne d'utiliser les traditions paysannes communautaires pour développer les forces productives et arracher les masses misérables à l'influence des classes possédantes. Ses retentissants articles sur l'Ukraine posent le problème de l'oppression nationale en Union soviétique — découvert presque un demi-siècle plus tard par les « spécialistes ».

La terre du Mexique, où il a trouvé asile, lui fournit enfin un champ de réflexion nouveau qu'il aborde sans préjugés. Ainsi se laisse-t-il finalement convaincre par le syndicaliste Rodrigo Garcia Trevino que l'administration ouvrière dans l'industrie nationalisée peut constituer un point d'appui pour la révolution prolétarienne. Et c'est l'expérience des syndicats ouvriers mexicains, intégrés à l'Etat et domestiqués par le « parti unique », qui lui fournit le point de départ pour son étude, malheureusement inachevée, sur « les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste ».

---

## LE MEURTRE DE TROTSKY

---

Il y a probablement des années que Staline a mesuré l'erreur qu'il a commise en se contentant d'expulser Trotsky en 1929. D'indiscutables indices — l'affaire du général blanc Turkul en 1932, notamment (35) — montrent qu'il a, dès cette époque, songé à y remédier par un meurtre dont il aurait tenté de camoufler l'origine. Les choses se précisent à partir de 1937 et surtout de 1938. Le premier souci de Staline est d'infiltrer des agents sûrs dans l'entourage de Trotsky et, si possible, à la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il y a

(35) Comme Valentin Campa — dont les mémoires ont été présentés dans *L'Humanité* en 1978 par... Georges Fournial !

réussi assez bien au temps de l'Opposition de gauche : la fraternité était demeurée grande entre militants communistes, et tout opposant de gauche savait — ou croyait — que ceux des leurs passés au service du GPU étaient loin d'être les pires. C'est ainsi que Staline avait réussi à introduire deux de ses agents lettons, les frères Sobolevicius — Ruvin sous le nom de Roman Well, Abraham sous le nom de Sénine — à la direction de la section allemande et au Secrétariat international même. A la même époque, il avait placé l'un des siens, Jacob Frank dit Gräf, au secrétariat personnel de Trotsky à Prinkipo. Mais une erreur d'appréciation a anéanti ces patients efforts. Staline et les siens ont cru qu'il suffirait de scissions profondes machinées par eux pour porter à l'Opposition de gauche des coups décisifs, et que le « ralliement » spectaculaire à la « ligne » de ceux de ses agents qui s'étaient fait passer pour trotskystes porterait à ces derniers le coup de grâce. Il leur a bien fallu admettre qu'il n'en était rien et que le GPU avait même parfois misé sur le mauvais cheval, comme lors de la scission de la section allemande en 1931, où son agent Olberg avait choisi de rester dans l'organisation de Kurt Landau contre l'organisation demeurée affiliée au Secrétariat international.

Aussi pratique-t-il, à partir du milieu des années trente, une autre tactique d'infiltration, à long terme cette fois. Le coup le plus connu est celui réalisé avec Mordka Zborowski, le célèbre « Etienne » recruté par le GPU en France où il est étudiant et qu'il introduit dans la section française où sa connaissance de la langue russe, puis la sympathie de Sedov le portent à la direction de la section française — comité central du Parti ouvrier internationaliste — et surtout en font le bras droit de Sedov dans les affaires du « groupe russe » à l'étranger et vraisemblablement bien d'autres. Il n'y a plus de doute aujourd'hui, après qu'il ait été démasqué aux USA, quant à son rôle dans le cambriolage des archives de Trotsky, à l'Institut d'histoire de la rue Michelet en novembre 1936, ni non plus dans l'organisation du guet-apens tendu à Sedov à Mulhouse en janvier 1938 — et auquel il échappa par hasard. Sans donner de détails — et sans d'ailleurs que les enquêteurs lui en demandent, « Etienne » a reconnu que

c'était le GPU qui avait « liquidé » Sedov lors de son hospitalisation à la clinique Mirabeau, et il n'est guère douteux que cela se fit sur les indications qu'il avait lui-même données.

Lors de l'enquête sur l'assassinat d'Ignace Reiss, la police découvre au domicile de l'un des tueurs, le Monégasque Roland Abbiat, un plan détaillé de Mexico et de sa banlieue, et les enquêteurs suisses découvrent que le même individu a sollicité, par l'intermédiaire du consulat russe en Suisse, un passeport pour le Mexique. Quelques mois auparavant, l'agent du GPU Abraham Sobolevicius, sur instructions de ses chefs, avait sondé, sur le bateau qui l'emmenait au Mexique, les possibilités de « retourner » Jan Frankel, qui allait prendre ses fonctions de secrétaire à Coyoacán. D'autres agents sont infiltrés dans diverses sections, au moins la section américaine et la section hollandaise.

1938 est l'année où commence la concentration au Mexique de ces agents spéciaux d'un genre particulier que le GPU utilise pour ses basses besognes. Nous avons vu qu'Abbiat avait tenté de s'y rendre. Un autre tueur, qui s'était particulièrement distingué dans la chasse et l'assassinat des trotskystes à Barcelone, sous le nom d'Alfred Herz, l'Américain George Mink, arrive à Vera-Cruz au mois d'avril. « La Lutte ouvrière » du POI de France, le « Socialist Appeal » du SWP des Etats-Unis annoncent en temps utile à la même époque le voyage au Mexique, sous le prétexte de congrès international d'enseignants, d'un homme en qui ils voient l'un des responsables de la préparation de l'assassinat de Trotsky, Georges Fournial. Quelques mois plus tard, utilisant sa liaison — soigneusement préméditée et organisée — avec une sympathisante du SWP, Sylvia Ageloff, l'agent du GPU le Catalan Ramón Mercader approche plusieurs militants et responsables trotskystes, dont Klement, à Paris ; c'est l'époque où Klement est enlevé et assassiné. Les dirigeants du Parti communiste mexicain sont convoqués à New York où, au cours d'entretiens avec les dirigeants du PC américain, de « représentants de l'IC » qui sont en réalité les exécutants du GPU, ils reçoivent toutes instructions pour la préparation

politique et psychologique et la collaboration à l'assassinat de Trotsky qui se prépare méthodiquement avec, de toute évidence, plusieurs fers au feu. La fin de la guerre d'Espagne, à partir de 1939, amène dans le Mexique hospitalier des flots de réfugiés authentiques. Parmi eux, des tueurs non moins authentiques et des responsables du GPU camouflés en « délégués de l'IC », qui se concentrent maintenant sur le territoire mexicain pour achever l'œuvre contre-révolutionnaire qu'ils ont réalisée en Espagne : l'Argentin Vittorio Codovilla, l'Italien Vittorio Vidali, connu en Espagne sous le nom de Carlos J. Contreras — un des organisateurs de l'enlèvement et du meurtre de Nin, secrétaire politique du POUM — avec sa compagne Tina Modotti, et quelques « pistoleros » prêts à tout, comme le peintre-aventurier David Alfaro Siqueiros et bien d'autres, plus obscurs, formés en Espagne à la chasse aux trotskystes et aux déviationnistes.

Le pacte Hitler-Staline en 1939 et le début en Europe de la Deuxième Guerre mondiale modifient quelque peu la distribution des cartes. D'un côté, ils remettent en question tout ce qui a été jusqu'alors réalisé au titre de la préparation politique et psychologique sur le thème de Trotsky agent de la Gestapo, fauteur de guerre et ennemi juré des « démocraties ». Il faut redresser la barre, modifier le tir, expliquer que le « pacte de paix » signé à Moscou a privé Trotsky de son emploi et de son salaire assurés jusqu'à maintenant par la Gestapo, et que « le traître » a dû se reconverter et louer ses services à l'impérialisme américain qui menace d'ailleurs, chacun le sait, l'indépendance du Mexique.

Ce renversement de la propagande et des thèmes de la calomnie demande quelque temps, retarde sans doute le projet, comme l'avait auparavant retardé la nécessité d'une sévère épuration du Parti communiste mexicain destinée à liquider ceux mêmes qui acceptaient d'être complices d'un assassinat mais n'en clamaient ni la nécessité, ni l'utilité politique. Par ailleurs, le pacte Hitler-Staline signe en fait la condamnation de Trotsky. Parce qu'il permet que la guerre éclate, et qu'aucun gouvernement

bourgeois au monde ne peut, pas plus que celui de Staline, considérer d'un œil indifférent ou neutre l'existence de Trotsky sur cette planète à la veille des bouleversements sociaux et politiques que cette guerre engendrera nécessairement. Ensuite parce que l'assassinat de Trotsky, dans la foulée de l'alliance avec Staline, ne peut en rien nuire désormais à l'image de marque démocratique du régime stalinien, passablement endommagée. Enfin parce que l'Europe bouleversée par la guerre, et le reste du monde qui a les yeux fixés sur l'Europe peuvent se permettre aux moindres frais de faire sinon le silence, du moins la plus grande discrétion possible sur cette affaire.

Il faudra sans doute l'ouverture prochaine de la partie jusqu'à maintenant fermée des archives de Trotsky pour connaître dans le détail le combat qu'il a mené contre ces préparatifs d'assassinat dont il savait qu'à travers sa personne, c'était la classe ouvrière mondiale et sa révolution à venir qu'ils visaient. Les militants américains du SWP ont été dans cette période informateurs et protecteurs plus que précieux, pas seulement, assurément, fournisseurs de gardes du corps : les grandes lignes des préparatifs du meurtre ont été très à l'avance annoncées publiquement tant par Trotsky lui-même que par son avocat américain, le dirigeant du SWP Albert Goldman : de tels renseignements ne pouvaient provenir que d'un travail de spécialistes organisé par Trotsky lui-même et réalisé par des trotskystes américains.

On connaît en revanche son combat politique. Le pacte Hitler-Staline ne fut une surprise que pour qui n'avait pas lu les articles dans lesquels Trotsky annonçait sa préparation et prévoyait sa conclusion depuis le mois de février 1939. Dans le même temps, il s'attache à montrer la réalité des partis staliens devenus des instruments du GPU contre la révolution mondiale. Un de ses derniers travaux, « L'Internationale communiste et le GPU », est une étude serrée du financement des PC et de leur contrôle par l'appareil de la police politique stalinienne.

Tous les lecteurs de « La Vérité » connaissent l'issue de ce combat inégal et dont Trotsky lui-même savait qu'il

était inégal. Le 24 mai, un premier attentat est organisé contre la maison de Trotsky pendant la nuit. Un commando armé pénètre dans la maison et arrose de balles les chambres où dorment Trotsky, sa compagne Natalia et son petit-fils Sieva. Par un extraordinaire hasard, seul Sieva est légèrement blessé. Trotsky et Natalia sont indemnes.

Malgré les hurlements de la presse stalinienne mexicaine et de ses compagnons de route qui cherchent à faire croire qu'il s'agit d'un simulacre d'attentat, l'enquête policière aboutit à l'arrestation des tueurs et de ceux qui les ont dirigés sur le terrain, le peintre stalinien Alfaro Siqueiros et un membre du bureau politique du PC mexicain, David Serrano Andonegui. La police mexicaine recherche activement George Mink et quelques autres. La seconde attaque a lieu trois mois après. Elle est l'œuvre d'un homme seul qui a réussi avec beaucoup de patience et de tact à se faire admettre comme familier de la maison, aidé par l'appareil international du GPU qui a, depuis deux ans, organisé la rencontre avec Sylvia Ageloff qui lui a servi de caution auprès de la famille. Trotsky s'était refusé à le faire fouiller. Il faudra presque dix ans pour que l'on réussisse enfin à découvrir l'identité réelle de l'assassin, le Catalan Ramón Mercader qui a utilisé de multiples identités et des faux passeports fournis par le GPU pour se déplacer entre les Etats-Unis, l'Europe et le Mexique. On sait seulement que, derrière l'assassin, il y avait sa mère, au service du GPU, et son compagnon, un des dirigeants du GPU, Leonid Eitingon. Mais les « contacts » de l'assassin à Mexico ou à New York n'ont pu être découverts par l'enquête de la police mexicaine.

---

## ACTUALITE DE TROTSKY

---

Trotsky n'a jamais voulu entendre parler de « trotskystes » et n'a jamais employé ce mot qu'avec des guillemets, quand il citait ses adversaires qui l'employaient. De la même façon, Lénine avait toujours refusé d'admettre qu'on parle de « léninisme ». L'un comme l'autre se considéraient

comme des marxistes et Trotsky choisit, pour sa fraction et afin de marquer sa place dans l'histoire, le terme de « bolchevik-léniniste » qui lui semblait le mieux exprimer la filiation entre la pensée de Marx et l'acquis mondial de la révolution russe, enjeu de son combat. Mais ceux qui se réclament de l'héritage de Trotsky n'ont pas les mêmes raisons — bien au contraire — de repousser l'étiquette de « trotskystes ». Ils revendiquent le « trotskysme » comme la forme historique du marxisme d'aujourd'hui, la poursuite du combat victorieusement commencé en 1917 pour la révolution mondiale.

Mais il n'existe pas de « trotskysme » au sens où bourgeois et staliens ont voulu faire croire qu'il existait un « léninisme ». Il n'y a pas de « dogme trotskyste », pas de recettes ni de catéchisme. Il y a une pensée vivante qui a enrichi au XX<sup>e</sup> siècle le marxisme, à la suite de Lénine, d'une expérience et d'une analyse de phénomènes nouveaux, dans le cadre de l'époque de l'impérialisme pourrissant qui n'a pas cessé, depuis, de pourrir et de menacer d'ensevelir l'humanité sous ses décombres. Ce que Trotsky apporte aujourd'hui aux générations nées bien après son assassinat, c'est une analyse globale des contradictions fondamentales du capitalisme à l'époque du déclin impérialiste, la haine du régime inhumain qu'il impose à l'humanité, la barbarie de ses holocaustes — si souvent répétés et multipliés depuis 1940. Ce qu'il leur enseigne, c'est l'optimisme raisonné qui permet de saisir le mouvement de l'histoire, ces victoires de la conscience humaine sur les forces aveugles de la nature, de la société, de l'homme lui-même. Ce qu'il leur enseigne enfin, c'est la façon de s'y inscrire, la force organisée d'un parti vivant de combattants à l'échelle du monde, le programme sur lequel il est construit.

Pour qui a étudié et compris Trotsky, le socialisme n'est ni l'utopie dont se moquent les bourgeois, ni le cauchemar que présente le stalinisme, mais tout simplement, très simplement, la société humaine à portée de la main de l'humanité, qui résultera de sa volonté et de son activité conscientes.

Trotsky savait parfaitement que le « révolutionnaire » n'était qu'une

espèce humaine dont la production devait forcément être limitée dans le temps à l'ère des révolutions. Il n'en fut pas moins, de toute sa force, un révolutionnaire prolétarien, de son entrée dans la vie d'homme à sa mort.

C'est en partie grâce à lui, appuyée sur son œuvre gigantesque, empruntant dans ses livres les indispensables leçons de méthode, que la jeunesse d'aujourd'hui assurera la victoire finale de la révolution mondiale.

On ne lui dressera pas de statues géantes.

Pourtant, entre les anciens qu'avec tendresse et un peu de saine ironie on appelle les « grands ancêtres », il restera pour tous et pour toujours ce qu'il fut pour quelques-uns pendant ses années d'exil : « Le Vieux » (36).

**Pierre Broué,  
25 juillet 1979.**

## DEUXIEME PARTIE

---

(36) Nous avons le plus possible diminué et allégé le nombre et le volume des notes pour cet article. Pour la période 1933-1935, nous aurions renvoyé aux *Œuvres*, pour la période 1936-1940, aux *Writings* publiés par Pathfinder press.

Les montagnes de la région de la capitale sont les plus élevées de la République. Elles sont composées de roches cristallines et sont couvertes de forêts de pins et de sapins. Les montagnes de la région de la capitale sont les plus élevées de la République. Elles sont composées de roches cristallines et sont couvertes de forêts de pins et de sapins.

Les montagnes de la région de la capitale sont les plus élevées de la République. Elles sont composées de roches cristallines et sont couvertes de forêts de pins et de sapins. Les montagnes de la région de la capitale sont les plus élevées de la République. Elles sont composées de roches cristallines et sont couvertes de forêts de pins et de sapins.

ACTUALITE REGIONALE

Les montagnes de la région de la capitale sont les plus élevées de la République. Elles sont composées de roches cristallines et sont couvertes de forêts de pins et de sapins. Les montagnes de la région de la capitale sont les plus élevées de la République. Elles sont composées de roches cristallines et sont couvertes de forêts de pins et de sapins.

Les montagnes de la région de la capitale sont les plus élevées de la République. Elles sont composées de roches cristallines et sont couvertes de forêts de pins et de sapins. Les montagnes de la région de la capitale sont les plus élevées de la République. Elles sont composées de roches cristallines et sont couvertes de forêts de pins et de sapins.

Les montagnes de la région de la capitale sont les plus élevées de la République. Elles sont composées de roches cristallines et sont couvertes de forêts de pins et de sapins. Les montagnes de la région de la capitale sont les plus élevées de la République. Elles sont composées de roches cristallines et sont couvertes de forêts de pins et de sapins.

Les montagnes de la région de la capitale sont les plus élevées de la République. Elles sont composées de roches cristallines et sont couvertes de forêts de pins et de sapins. Les montagnes de la région de la capitale sont les plus élevées de la République. Elles sont composées de roches cristallines et sont couvertes de forêts de pins et de sapins.



**DEUXIEME  
PARTIE**





**Denis Folias**

**la théorie  
de la révolution  
permanente,  
théorie  
de la révolution  
prolétarienne mondiale**

*La théorie de la révolution permanente et le nom de Léon Trotsky sont étroitement liés et il aurait été impensable que ce numéro spécial de La Vérité ne consacre pas une de ses parties à l'analyse de cette théorie pour ce qu'elle est vraiment : la théorie de la révolution prolétarienne mondiale.*

*Si Trotsky, comme nous venons de le voir à la lecture des articles que Pierre Broué lui a consacrés, a joué un rôle majeur dans l'élaboration de cette théorie, dans son développement et dans le fait de lui donner sa pleine dimension, cela ne s'est pas déterminé en un jour, en un texte, mais au travers de tout le combat politique de Trotsky pour la révolution prolétarienne mondiale, dans la II<sup>e</sup> Internationale, à la tête de la III<sup>e</sup> jusqu'en 1922-1923, dans la bataille pour la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale et dans sa fondation elle-même.*

*Trotsky n'est pas l'auteur de la théorie de la révolution permanente. Celle-ci a déjà commencé à être élaborée par Marx, par Engels, nous allons le voir. Dès 1850, l'Adresse au conseil central de la Ligue des communistes allemands, sous la plume de Marx et d'Engels, a lancé le mot d'ordre de « révolution en permanence ! ».*

*Trotsky a repris cette théorie au début du XX<sup>e</sup> siècle, lui-même de manière encore imparfaite et incomplète à ce moment — nous allons également nous en expliquer —, pour avancer sur les problèmes qu'il avait*

alors à résoudre comme révolutionnaire prolétarien, en Russie. Du fait que Trotsky utilisa l'arme de cette théorie par rapport au vieil empire des tsars, à la jointure du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle, est née une confusion — qui est vite devenue une falsification — sur laquelle il faut s'arrêter immédiatement : la théorie de la révolution permanente serait celle de la révolution dans les pays arriérés, coloniaux, semi-coloniaux. Rien n'est plus faux. Elle est la théorie de l'unité dans le temps et dans l'espace de la révolution prolétarienne mondiale, incluant les processus de la révolution dans les pays arriérés et coloniaux, ce qui est complètement différent.

La première thèse que Trotsky écrit en 1929 pour synthétiser ce qu'est la théorie de la révolution permanente est ainsi formulée :

« La théorie de la révolution permanente exige actuellement la plus grande attention de la part de tout marxiste, car le développement de la lutte idéologique et de la lutte des classes a définitivement fait sortir cette question du domaine des souvenirs des vieilles divergences entre marxistes russes et l'a posée comme la question du caractère, des liens internes et des méthodes de la révolution internationale en général. »

*La théorie de la révolution permanente est la théorie de la révolution prolétarienne mondiale parce qu'elle est l'expression consciente des exigences du processus historique à l'échelle mondiale, au stade de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, parce qu'elle inclut l'ensemble des problèmes qui se trouvent posés pour l'accomplissement des tâches de la révolution prolétarienne. Elle inclut donc la théorie et la pratique de la révolution dans les pays arriérés, mais comme partie intégrante et totalement intégrée de la révolution prolétarienne mondiale.*

*La clé de voûte de la théorie de la révolution permanente est l'actualité de la révolution prolétarienne mondiale, qui fait du prolétariat le chef de file de tout mouvement révolutionnaire, quel que soit son point de départ et sa forme immédiate. Il en est ainsi parce qu'à l'échelle du monde entier, le mode de production capitaliste, la bourgeoisie comme classe sont devenus incapables de développer les forces productives, de faire progresser la civilisation humaine ; la vieille société, en se perpétuant, ne peut plus sombrer que dans la barbarie. La théorie de la révolution permanente inclut tous les problèmes que l'humanité n'a pas réglés, à l'échelle mondiale, dans tout son développement, dans toute sa marche en avant. Le prolétariat est aujourd'hui la seule classe qui puisse instaurer un nouveau mode de production facteur de progrès, de civilisation, qui seul peut défendre tout l'acquis positif de l'humanité, et par là, il est celui à qui elle a légué la tâche de résoudre et de réaliser les tâches progressistes que la bourgeoisie n'a pu accomplir dans sa période ascendante, dans les quelques siècles où elle a fait avancer l'humanité de façon prodigieusement rapide. Mais cette même bourgeoisie parvenue au stade de la putréfaction impérialiste remet en cause les acquis de l'humanité dont elle est historiquement à l'origine, et en même temps combat frénétiquement contre la révolution prolétarienne, pour garder le pouvoir.*

*La théorie naît de la pratique et se vérifie par la pratique. Le bouleversement des événements auxquels nous participons, au sein desquels nous combattons avec acharnement, et la passion de dégager à notre classe la voie victorieuse de la révolution prolétarienne mondiale imposent que toutes les forces soient tendues vers ce but : construire le parti révolution-*

naire, construire le parti mondial du prolétariat, reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale. La théorie de la révolution permanente est un point d'appui considérable, un levier formidable dans cette bataille. Trois quarts de siècle l'ont pleinement confrontée aux grands événements de l'histoire, de la lutte des classes, et ont totalement vérifié sa justesse, sa précision scientifique. Mais il importe d'affirmer dès cette brève introduction que cette théorie n'est pas objectiviste, qu'elle n'est pas seulement fondée sur des tendances objectives, que son objet n'est pas la simple compréhension et la simple analyse — indispensables pour rendre compte dans toute sa dimension de la réalité mondiale de la lutte des classes —, mais facteur actif d'intervention dans ces processus avec l'objectif majeur de construire l'avant-garde politique de la classe ouvrière, le parti révolutionnaire du prolétariat. Au centre de la théorie de la révolution permanente est la question du parti, de l'Internationale, aujourd'hui celle de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Si l'on regarde les grandes lignes du développement historique, la marche apparemment contradictoire de la révolution, on voit que rien de décisif, aussi loin que la marche de la révolution sur la base du développement objectif de la lutte du travail contre le capital soit allée, n'est acquis en l'absence du parti révolutionnaire, de la IV<sup>e</sup> Internationale, instrument indispensable à la victoire de la révolution, et que, tout particulièrement, rien n'est acquis dans les pays capitalistes avancés, c'est-à-dire au cœur des problèmes, là où est la solution des problèmes.

Dès 1843, Marx a écrit dans les thèses célèbres sur Feuerbach :

« Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières ; mais ce qui importe, c'est de le transformer. » \*

---

\* Quelques extraits de cet article ont été publiés dans le numéro 587 de *La Vérité*, sous le même titre, et comme l'un des schémas d'exposé pour les camps de l'OCI tenus pendant l'été 1979.



de la révolution permanente,  
théorie de la révolution  
prolétarienne mondiale

1.

# « La révolution en permanence ! »

*Avant de procéder à une analyse détaillée des processus en cours de la révolution prolétarienne mondiale, de la façon dont la théorie de la révolution permanente les exprime consciemment en même temps qu'elle dégage aujourd'hui la nécessité de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, il importe de préciser ce qu'est la théorie de la révolution permanente.*

*L'histoire de l'élaboration de la théorie de la révolution permanente et son contenu ne sont pas identiques. La théorie de la révolution permanente a resurgi comme question immédiate de la lutte des classes en 1905. Cette date n'a rien de fortuit. C'est à la veille et dans le développement même de la première révolution russe. L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, a commencé à se mettre en place, à prendre corps, dans les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle. L'époque de l'impérialisme, c'est l'époque de la révolution prolétarienne mondiale que 1905 amorce.*

Certes, la date de 1905 n'est pas une césure exacte. Elle concentre le passage du capitalisme libéral au commencement de l'ère impérialiste. Il y a évidemment imbrication entre l'ancien et le nouveau stade du capitalisme, retard plus ou moins grand des bouleversements politiques et sociaux qui s'opèrent sur les conditions historiques objectives qui les conditionnent et les déterminent. Mais c'est autour de la jointure des deux siècles que s'opère la transformation.

Les premières guerres inter-impérialistes — comme par exemple la guerre hispano-américaine en 1898 — ont déjà commencé, et la guerre russo-japonaise de 1904 qui va tendre en Russie les antagonismes économiques, sociaux et politiques à un point insupportable est un facteur de déstabilisation généralisée de toutes les relations établies en Europe. Voici ce qu'en dit Trotsky en 1906, dans « Bilan et perspectives » :

« La paix armée qui s'est instaurée en Europe après la guerre franco-prussienne était fondée sur un équilibre européen des puissances qui ne supposait pas seulement l'inviolabilité de la Turquie, le partage de la Pologne et la sauvegarde de l'Autriche, ce manteau d'Arlequin ethnographique, mais aussi le maintien du despotisme russe, armé jusqu'aux

---

Paris : juin 1848. Un représentant de la bourgeoisie républicaine exige des ouvriers qu'ils abandonnent une barricade où flotte le drapeau rouge. Les prolétaires parisiens vont bientôt être écrasés. (Ph. R. Viollet)

dents, dans ses fonctions de gendarme de la réaction européenne. Mais la guerre russo-japonaise porta un coup sévère à ce système, maintenu artificiellement, dans lequel l'autocratie occupait une position de premier plan. La Russie disparut pour un temps du prétendu concert des puissances. L'équilibre des puissances était détruit. D'autre part, les victoires japonaises excitaient les instincts agressifs de la bourgeoisie capitaliste, spécialement ceux des Bourses, qui jouent un très grand rôle dans la politique contemporaine. La possibilité d'une guerre sur le territoire européen s'est considérablement accrue. Des conflits surgissent partout et si, jusqu'à présent, ils ont pu être réglés par des moyens diplomatiques, il n'y a cependant aucune garantie que ces moyens puissent réussir longtemps. Mais une guerre européenne signifie inévitablement une révolution européenne. »

Cette citation rend compte de la portée considérable, de la dimension internationale de l'affrontement armé entre l'empire des tsars et celui des mikados. L'impact de ce conflit, de nature totalement impérialiste, sur la Russie, encore arriérée et féodale, mais où le capitalisme naissant a déjà très vite commencé à passer au stade impérialiste, sera immense. En effet, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le développement capitaliste s'est effectué en Russie dans le cadre du pouvoir absolutiste, sans que les privilèges de l'aristocratie soient abolis, sans réforme agraire profonde, sur le terrain du vieil empire tsariste, prison des peuples, et de son arriération. En même temps, le capitalisme s'y est développé en connexion directe avec le capitalisme européen et celui des autres parties du monde. La Russie était un pays à la fois dépendant du capital étranger, et lui-même impérialiste. Très rapidement, le jeune capitalisme russe est passé au stade du capitalisme pourrissant, en même temps que le système dans son ensemble.

Pour formuler les tâches des social-démocrates russes et les accomplir, Trotsky est amené à reprendre la théorie de la révolution permanente et, déjà en 1905, bien que ce ne soit encore qu'une étape, il commence à lui donner une nouvelle dimension.

Ainsi écrit-il après la révolution de 1905, dans « Notre révolution », un texte qu'il recitera lui-même dans son ouvrage « La Révolution permanente » :

« Notre bourgeoisie libérale agit d'une manière contre-révolutionnaire avant même qu'on en soit au point culminant de la révolution. Aux moments critiques, notre démocratie intellectuelle ne fait que révéler son impuissance. La paysannerie est formée d'éléments révoltés que seule la force qui prendra le pouvoir d'Etat pourra mettre au service de la révolution.

(...) La position d'avant-garde que la classe ouvrière occupe dans la lutte révolutionnaire, le lien direct qui l'unit à la campagne révolutionnaire, l'influence qu'elle exerce sur l'armée, tout cela la pousse irrésistiblement au pouvoir. La victoire complète de la révolution signifie la victoire du prolétariat. Celle-ci signifie, à son tour, la permanence ultérieure de la révolution.

(...) Si le parti du prolétariat conquiert le pouvoir, il combattra pour ce pouvoir jusqu'au bout. La propagande et l'organisation, à la campagne en particulier, seront une arme pour le maintien et l'affermissement du pouvoir, tandis que le programme collectiviste en constituera une autre. Le collectivisme ne sera pas simplement le corollaire inévitable de la situation du parti au pouvoir : il deviendra le moyen de le maintenir avec l'appui du prolétariat.

(...) Nous connaissons l'exemple classique d'une révolution — écrivais-je en 1908 contre le menchevik Tcherevanine — où les conditions entraînant la domination de la bourgeoisie capitaliste avaient été préparées par la dictature terroriste des sans-culottes victorieux. C'était l'époque où la grande masse de la population des villes était formée par la petite bourgeoisie artisanale et commerçante qui suivait les Jacobins. La grande masse de la population des villes russes d'aujourd'hui, c'est le prolétariat industriel. Cette analogie nous fait entrevoir la possibilité d'une situation historique telle que la victoire de la révolution

« bourgeoise » ne soit réalisable qu'au moyen de la conquête du pouvoir révolutionnaire par le prolétariat. La révolution cessera-t-elle pour cela d'être bourgeoise ? Oui et non. Cela ne dépend pas des définitions formelles, mais du développement ultérieur des événements. Si le prolétariat était renversé par la coalition des classes bourgeoises, y compris la paysannerie qu'il aurait lui-même libérée, la révolution se maintiendrait dans les cadres limités d'une révolution bourgeoise. Mais si le prolétariat sait et peut mettre en action tous les moyens de domination politique pour rompre les cadres nationaux de la révolution russe, celle-ci pourrait devenir le prologue de la révolution socialiste mondiale. Le tout est de savoir jusqu'à quelle étape pourrait aller la révolution russe, mais cette question n'admet bien entendu qu'une solution conditionnelle. Toutefois, une chose est absolument certaine : la définition pure et simple de la révolution russe comme révolution *bourgeoise* ne dit rien sur le caractère de son développement interne et ne signifie nullement que le prolétariat doit adapter sa tactique à la conduite de la démocratie bourgeoise en sa qualité d'unique prétendant légal au pouvoir d'Etat. » (Notre révolution, p. 172).

Ces extraits de texte ne laissent aucun doute sur la ligne de développement de la théorie de la révolution permanente. Dès cette époque, les lignes de force du développement historique sont nettement tracées. De façon totalement indissociable, montre Trotsky, la révolution russe est immédiatement confrontée aux développements de la lutte de classes et de la révolution en Europe. Ainsi, dans la préface qu'il écrit en 1919 à la réédition de « Bilan et perspectives », Trotsky résume-t-il la théorie de la révolution permanente telle qu'il la formulait dans les années 1904-1906, dans un passage connu que nos lecteurs trouveront ci-contre.

S'il manque encore à ces analyses la caractérisation scientifique de ce qu'est l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, telle que Lénine la produira dix ans plus tard, l'affirmation de la nécessité absolue du parti révolutionnaire, la perspective

### COMMENT TROTSKY FORMULAIT LA REVOLUTION PERMANENTE EN 1905

*« La révolution, qui débutera comme une révolution bourgeoise quant à ses premières tâches, fera bientôt s'affronter largement les classes hostiles, et ne pourra remporter la victoire finale que si elle transfère le pouvoir à la seule classe capable de se placer à la tête des masses opprimées, le prolétariat. Une fois au pouvoir, celui-ci non seulement ne voudra pas, mais ne pourra pas se limiter à l'exécution d'un programme démocratique bourgeois. Il ne pourra mener la révolution à son terme que si la révolution russe se transforme en une révolution du prolétariat européen. Le programme démocratique bourgeois de la révolution sera alors dépassé, en même temps que ses limitations nationales, et la domination politique temporaire de la classe ouvrière russe se développera en une dictature socialiste prolongée. Mais, si l'Europe reste passive, la contre-révolution bourgeoise ne tolérera pas le gouvernement des masses exploitées en Russie, et rejettera le pays en arrière — loin en arrière d'une république démocratique ouvrière et paysanne. Donc, une fois qu'il aura pris le pouvoir, le prolétariat ne pourra rester dans les limites de la démocratie bourgeoise. Il devra adopter la tactique de la révolution permanente, c'est-à-dire renverser les barrières entre le programme minimum et le programme maximum de la social-démocratie, réaliser des réformes sociales toujours plus radicales, et rechercher un appui direct et immédiat dans la révolution en Europe occidentale. »*



d'ensemble que trace Trotsky se trouvera complètement confirmée en 1914-1918.

Après avoir démontré que les problèmes démocratiques et nationaux qui existaient dans l'empire russe ne pouvaient être réglés que par le prolétariat s'emparant du pouvoir, mais que cela signifiait obligatoirement qu'il combattait conjointement pour ses objectifs spécifiques de classe, Trotsky concluait ainsi « Bilan et perspectives » :

« Laisée à ses propres ressources, la classe ouvrière russe sera inévitablement écrasée par la contre-révolution dès que la paysannerie se détournera d'elle. Elle n'aura pas d'autre possibilité que de lier le sort de son pouvoir politique et, par conséquent, le sort de toute la révolution russe, à celui de la révolution socialiste en Europe. Elle jettera dans la balance de la lutte des classes du monde capitaliste tout entier l'énorme poids politique et étatique que lui aura donné un concours momentané de circonstances dans la révolution bourgeoise russe. Tenant le pouvoir d'Etat entre leurs mains, les ouvriers russes, avec la contre-révolution derrière eux et la réaction européenne devant eux, lanceront à leurs camarades du monde entier le vieux cri de ralliement, qui sera cette fois un appel à la lutte finale : prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Cela n'est pas écrit en 1920-1921, alors que toutes les forces russes et internationales de la contre-révolution se disposent exactement de cette manière contre le jeune pouvoir des soviets d'ouvriers, de soldats et de paysans, mais en 1906. Porteur de la théorie de la révolution permanente, Trotsky affirme déjà avec la plus grande précision la révolution russe à venir comme partie composante de la révolution prolétarienne européenne et mondiale.

Mais le premier acte de la révolution prolétarienne européenne — et par là mondiale — est 1848. Avant de revenir sur la nature de l'époque impérialiste, celle qui commence à devenir, au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'époque de la révolution prolétarienne mondiale, il importe de revenir un moment en

arrière pour comprendre que s'il n'y a aucun hasard à voir Trotsky se saisir de l'arme de la théorie de la révolution permanente à ce moment, il n'y en eut pas plus lorsque Marx lança en 1850 le mot d'ordre célèbre : « La révolution en permanence ! »

---

### « UNE REVOLUTION DONT CHAQUE ETAPE EST CONTENUE EN GERME DANS L'ETAPE PRECEDENTE »

---

Dans « La Révolution permanente », Trotsky écrit :

« L'idée de la révolution permanente fut mise en avant par les grands communistes de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, Marx et ses disciples, pour faire pièce à l'idéologie bourgeoise qui, comme on le sait, prétend qu'après l'établissement d'un Etat « rationnel » ou démocratique, toutes les questions pourraient être résolues par la voie pacifique de l'évolution et des réformes (...). La révolution permanente, au sens que Marx avait attribué à cette conception, signifie une révolution qui ne veut transiger avec aucune forme de domination de classe, qui ne s'arrête pas au stade démocratique, mais passe aux mesures socialistes et à la guerre contre la réaction extérieure, une révolution dont chaque étape est contenue en germe dans l'étape précédente, une révolution qui ne finit qu'avec la liquidation totale de la société de classe. »

En 1848, pour la première fois, le prolétariat pose sa candidature au pouvoir. C'est le premier acte, peut-être plus exactement l'introduction — au sens où l'introduction d'un opéra contient déjà tous les thèmes qui seront ensuite pleinement développés dans l'opéra lui-même — de la révolution prolétarienne. Dans tous les pays où la révolution surgit au cours de cette année 1848, Italie, Autriche, Hongrie, Allemagne, la bourgeoisie renonce à accomplir par elle-même les tâches nationales et démocratiques, à prendre directement le pouvoir et à l'exercer, par peur de la révolution, par peur du prolétariat qui se dresse en juin 1848 sur les pavés et les barricades

de Paris, comme candidat au pouvoir, avec ses propres revendications.

La bourgeoisie française ne peut ni ne veut entendre parler de la liquidation révolutionnaire du système social qui lui barre pourtant la route du pouvoir. Sa veulerie va l'amener jusqu'à renoncer à l'exercice direct de ce pouvoir en France et à se précipiter dans les bras d'un nouveau Bonaparte. Car son objectif était alors d'obtenir un compromis avec toutes les forces conservatrices et réactionnaires, produit du passé, de leur arracher quelques garanties, mais nullement de les abattre. La bourgeoisie n'est non seulement plus capable de conduire les masses à l'assaut de l'ordre ancien, mais elle s'adosse à cet ordre pour mieux repousser les masses qui la pressent.

« Le prolétariat a pris sous sa protection l'honneur du passé révolutionnaire de la bourgeoisie », écrit Trotsky dans le tableau qu'il brosse du parallèle entre 1789, 1848 et 1905, dans « Bilan et perspectives ». Mais ce n'est évidemment pas de la lâche et mesquine bourgeoisie qui fait mitrailler les ouvriers parisiens en juin 1848 dont il parle.

Relisons ce qu'il écrit à ce propos :

« La bourgeoisie, dans toutes ses fractions, se considérait comme le chef de la nation, rassemblait les masses pour la lutte, leur donnait des mots d'ordre et leur dictait une tactique pour le combat. La démocratie cimentait d'une idéologie politique l'unité de la nation (...). Durant la révolution elle-même, les antagonismes de classes se dévoilèrent ; mais la puissance d'inertie de la lutte révolutionnaire n'en fut pas moins assez grande pour balayer hors du chemin les éléments les plus conservateurs de la bourgeoisie. Aucune couche ne fut rejetée avant d'avoir transmis son énergie à la couche qui la suivait. La nation poursuivit donc comme un tout la lutte pour ses objectifs, avec des méthodes plus précises et plus résolues. Une fois que les couches supérieures de la bourgeoisie riche, rompant avec le noyau de la nation qui était entré dans le mouvement, se furent alliées à Louis XVI, les revendications démocratiques de la nation furent dirigées *contre* cette bourgeoi-

sie, et cela conduisit au suffrage universel et à la république comme à la forme logique, inévitable, de la démocratie. »

## A PROPOS DE LA REVOLUTION FRANCAISE ET DE SA NATURE

Cette citation de Trotsky nous amène à poser la question de la nature de classe de la Révolution française. Il a en effet été affirmé que cette nature était double et cela nous intéresse particulièrement ici puisqu'il s'agirait d'une nature combinée, à la fois de révolution bourgeoise et de révolution permanente. Dans son introduction à « La lutte de classes sous la 1<sup>re</sup> République », Daniel Guérin écrit en effet :

« La grande révolution revêtit le double caractère d'une révolution bourgeoise et d'une révolution permanente. Elle nous explique pourquoi, malgré le fait que les conditions objectives de l'époque ne permettaient encore que la victoire de la bourgeoisie, la révolution bourgeoise portait déjà dans ses flancs un embryon de révolution prolétarienne. »

Ce n'est pas rendre justice à la théorie de la révolution permanente que de la prendre pour ce qu'elle n'est pas.

Le fait qu'il y ait contradiction et opposition de classes au sein de toutes les couches qui se dressent ensemble pour un but commun ne signifie pas qu'il y a déjà révolution prolétarienne au sein de la révolution bourgeoise. Toute révolution sérieuse, profonde, radicale, indépendamment de son caractère de classe, est obligée de détruire la domination de l'ancienne classe dominante, d'extirper les racines de l'ancien ordre social et politique. Ce fut particulièrement vrai en ce qui concerne la Révolution française. Le mouvement le plus profond était indispensable à la réalisation de ses tâches historiques.

Au cours de la Révolution française, les masses ont été aussi loin que les conditions économiques et sociales de l'époque le permettaient, et cela en se dressant y compris contre les cou-

ches de la bourgeoisie qui, en dernière analyse, ne pouvaient être que les bénéficiaires de la révolution. La nature de la Révolution française ne change pas pour autant. Elle est au contraire la plus radicale, la plus complète des révolutions bourgeoises. Le complément indispensable à cette révolution bourgeoise radicale a été la réaction thermidorienne et bonapartiste qui a, une fois balayés la société aristocratique et le pouvoir royal, assis la société et le pouvoir bourgeois.

Rien de comparable avec la « révolution permanente » sous la direction du prolétariat que formula Marx dès 1850. La bourgeoisie comme classe tend à constituer la nation, à briser les carcans de la société féodale puis aristocratique, à abattre le pouvoir de l'aristocratie et du clergé qui constitue le pouvoir royal. Elle tend à se constituer comme classe dominante. Mais la bourgeoisie n'est pas une classe homogène. Ses couches supérieures sont plus ou moins liées à l'aristocratie, au pouvoir royal. La révolution commencée, les couches supérieures, par peur des masses, veulent faire refluer la révolution. Elles visent à établir un compromis avec les anciennes classes dominantes. D'autres couches de la bourgeoisie, jusqu'aux couches inférieures, ont pris la tête de la révolution. Elles ont chevauché le mouvement populaire.

Comme Trotsky l'explique dans la citation rappelée plus haut, les fractions les plus radicales prennent les relais lorsque les couches modérées reculent une à une devant la nécessité des tâches révolutionnaires à accomplir. Ces fractions s'appuient sur les masses populaires, cimentent leur combat sous leur propre drapeau, alors que celles-ci ne peuvent encore avoir le leur, à la fois — et les deux termes sont indissociables — parce que les conditions objectives de leur propre pouvoir ne sont pas nées et parce que leur propre conscience collective ne peut par là même se fixer d'atteindre cet impossible but.

Ces couches petites-bourgeoises ont canalisé le mouvement des masses. Elles le firent en fin de compte refluer, préparant la réaction thermidorienne. Finalement, le reflux des masses et leur défaite étaient inévitables.

La révolution permanente n'est pas embryonnaire dans la Révolution française, comme le dit Daniel Guérin. La réaction thermidorienne et bonapartiste est dans la logique de cette révolution. La victoire de la bourgeoisie par le mouvement successif de la révolution et de la réaction politique était inévitable, et seule possible, car elle correspondait à la marche en avant de la civilisation, aux exigences du développement des forces productives. La Révolution française est une révolution bourgeoise, la plus radicale. Elle est, peut-on presque dire, LA révolution bourgeoise. Les forces du prolétariat moderne — à peine embryonnaire — ne peuvent que lui être subordonnées dans ses objectifs comme dans ses moyens.

Le fait que Babeuf écrive le « Manifeste des égaux » résulte de ce que, très tôt, alors que vient de s'achever la période révolutionnaire, les limites bourgeoises apparaissent au travers de Thermidor, et qu'une autre révolution sera nécessaire et inévitable, sans qu'elle soit avant longtemps possible, qui abolisse la propriété privée des moyens de production.

Dans « La Critique moralisante et la morale critique », Marx écrit en 1847 :

« La suprématie politique de la bourgeoisie a sa source dans les conditions modernes de la production que les économistes bourgeois proclament des lois nécessaires et éternelles. Si donc le prolétariat renverse la suprématie politique de la bourgeoisie, sa victoire ne sera que passagère, un simple facteur au service de la révolution bourgeoise même, tout comme en 1794, tant que ne se trouveront pas créées les conditions matérielles qui rendent nécessaires l'abrogation du mode de production bourgeois et par conséquent la chute définitive de la suprématie politique bourgeoise (...). Il faut aux hommes, au cours de l'évolution, commencer par produire eux-mêmes les conditions matérielles d'une nouvelle société, et nul effort de l'esprit ni de la volonté ne peut les soustraire à cette destinée. »

Pas plus qu'il ne peut y avoir d'ambiguïté sur la nature de classe de la Révolution française, pas plus qu'il

n'y a de révolution prolétarienne au sein de la révolution bourgeoise en

1789, il ne doit y avoir de doute sur la nature de la révolution de 1848.

## 1848 : le premier acte de la révolution prolétarienne en Europe

1848 n'est pas le chevauchement de deux révolutions, ce n'est pas un peu de révolution bourgeoise et un peu de révolution prolétarienne, un peu plus de l'une et un peu moins de l'autre qu'en 1789, et vice-versa par rapport à 1905, à 1917. 1848, nous l'avons dit, c'est le premier acte, l'introduction de la révolution prolétarienne.

Pourquoi ?

Encore en 1830, en France, le prolétariat ne combattait pas pour ses propres objectifs sociaux et politiques, même s'il faisait entendre telle ou telle de ses revendications. Mais, en 1848, ainsi que l'écrivit Engels,

« la révolution de Février s'annonçait comme une révolution de la classe ouvrière contre la bourgeoisie. Elle proclamait la chute du gouvernement bourgeois et l'émancipation de l'ouvrier. »

Au cours des journées de juin 1848, les armes à la main, dans un combat sanglant et sans merci contre le pouvoir bourgeois, le prolétariat parisien lutta pour la « République sociale ». Certes, il fut vaincu. Mais c'est au compte de tous les prolétaires d'Europe, contre toutes les classes exploiteuses, qu'il combattit et se porta, les armes à la main, candidat au pouvoir.

Ce n'est pas que les tâches classiques des révolutions bourgeoises aient été accomplies dans l'ensemble des pays d'Europe, tout au contraire. A peine l'unité économique de l'Allemagne était-elle en voie de constitution avec la fondation, en 1834, du « Zollverein » (union douanière), auquel l'Autriche avait refusé de participer. La question de l'unité de l'Allemagne n'était pas résolue. La monarchie autrichienne tenait en tutelle la Hon-

grie, les Tchèques, les Slovaques, une partie de la Pologne, une partie de l'Italie, la Croatie, etc. L'Italie restait morcelée, la Pologne partagée entre la Prusse, l'Autriche, la Russie. Ainsi, en Allemagne, en Italie, dans l'empire austro-hongrois, pour ne pas parler des Balkans, du Nord de l'Europe, de l'Espagne, les questions de l'indépendance, de l'unité nationale restaient à résoudre. Dans tous ces pays, aucune réforme agraire n'avait été réalisée. La monarchie absolue était la règle, le pouvoir politique restait concentré entre ses mains et l'aristocratie demeurait la classe politique dominante. Pourtant, surtout en ce qui concerne l'Allemagne, les Etats étaient entraînés dans l'impétueux développement du capitalisme en Europe. La puissance économique de la bourgeoisie ne cessait de croître.

En Italie, dès le 12 janvier 1848, à Palerme et à Naples, les masses populaires se soulevèrent et imposèrent à Ferdinand II une Constitution. En France, la révolution de Février (22, 23, 24 février) renversa Louis-Philippe et la république fut proclamée.

Comme en écho à la révolution de février 1848, éclatèrent les insurrections de Vienne et de Berlin. Engels écrit dans « Révolution et contre-révolution en Allemagne » :

« Le 24 février 1848, Louis-Philippe fut chassé de Paris et la république française proclamée. Le 13 mars suivant, le peuple de Vienne renversa le gouvernement du prince Metternich et le força à s'enfuir honteusement du pays. Le 18 mars, le peuple de Berlin prit les armes, et, après une lutte opiniâtre de dix-huit heures, il eut la satisfaction de voir le roi capituler devant lui. Des soulèvements plus ou moins violents mais couronnés du même succès eurent

lieu au même moment dans les capitales des petits Etats d'Allemagne. Si le peuple allemand n'a pas mené à bonne fin sa première révolution, il s'est du moins réellement lancé dans la voie révolutionnaire. »

Une insurrection populaire contraignait le roi du Piémont à accorder une Constitution et à adopter le drapeau vert, blanc, rouge, qui deviendra le drapeau italien. Le 18 mars, cinq jours après l'insurrection de Vienne, le même jour où celle de Berlin commençait, Milan se souleva. Après cinq jours de combat, les Autrichiens furent obligés de se retirer. A Venise, la république fut proclamée. Bientôt, la guerre s'engagea entre l'armée, formée essentiellement de détachements piémontais, sardes et lombards, et l'Autriche. En Hongrie, dès l'automne 1847, la diète de Presbourg avait pris, sous l'impulsion de Kossuth, une série de mesures de caractère révolutionnaire. Le jour même où commençait la révolution de Février à Paris, elle revendiqua pour la Hongrie un ministère autonome et responsable, faisant ainsi un premier pas vers la séparation de la Hongrie et de l'Autriche. La révolution de Février brisa la résistance du gouvernement viennois aux revendications des Hongrois. Le 16 mars, au lendemain de la révolution de Vienne, un décret accorda l'autonomie au ministère hongrois.

Mais, écrit Engels dans « Révolution et contre-révolution en Allemagne » :

« Dès le commencement d'avril 1848, le torrent révolutionnaire se trouva arrêté sur tout le continent européen par l'alliance que les classes de la société qui avaient bénéficié de la première victoire contractèrent aussitôt avec les vaincus. En France, les boutiquiers et la fraction républicaine de la bourgeoisie s'étaient coalisés avec la bourgeoisie monarchiste contre les prolétaires ; en Allemagne et en Italie, la bourgeoisie victorieuse avait recherché avec empressement l'appui de la noblesse féodale, de la bureaucratie officielle et de l'armée contre la masse du peuple et des boutiquiers. Bientôt, les partis conservateurs et contre-révolutionnaires coalisés tinrent à nouveau le haut du pavé. En Angleterre, une manifestation

intempestive et mal préparée (le 10 avril) se transforma en une complète et décisive défaite du parti progressiste. En France, deux mouvements semblables (le 16 avril et le 15 mai) échouèrent également. En Italie, le roi Bomba reconquit son autorité d'un seul coup, le 15 mai. En Allemagne, les différents gouvernements bourgeois nouveaux et leurs Assemblées constituantes se consolidèrent ; et si le 15 mai, si fertile en événements, donna lieu à Vienne à une victoire populaire, ce fut là un événement d'importance secondaire et qui peut être considéré comme le dernier jet de flamme victorieux de l'énergie populaire. (...)

Le combat décisif approchait. Il ne pouvait se livrer qu'en France, car la France, tant que l'Angleterre ne participait pas à la lutte révolutionnaire et que l'Allemagne demeurait divisée, était, par son indépendance nationale, sa civilisation et sa centralisation, le seul pays capable de donner l'impulsion d'une puissante convulsion aux pays environnants. Aussi bien, quand le 23 juin 1848, la lutte sanglante commença à Paris, quand chaque nouveau télégramme, chaque nouveau courrier fit apparaître toujours plus clairement aux yeux de l'Europe que cette lutte était menée par la masse entière du peuple ouvrier, d'un côté, et par toutes les autres classes de la population parisienne soutenues par l'armée, de l'autre ; quand les combats se succédèrent pendant plusieurs jours avec une exaspération sans exemple dans l'histoire des guerres civiles modernes, mais sans aucun avantage apparent d'un côté ou de l'autre, alors il devint manifeste pour tous que c'était là la grande bataille décisive, qui, si l'insurrection était victorieuse, inonderait le continent entier de révolutions nouvelles, ou bien, si elle était écrasée, amènerait le rétablissement, au moins passager, du régime contre-révolutionnaire.

Les prolétaires de Paris furent battus, décimés, écrasés, à tel point que, même à l'heure actuelle, ils ne se sont pas encore relevés du coup. Et aussitôt, d'un bout à l'autre de l'Europe, les conservateurs et contre-révolutionnaires nouveaux et anciens de redresser la tête, avec une inso-

lence qui montrait comment ils comprenaient bien la signification de l'événement. Partout la presse fut harcelée, le droit de réunion et d'association entravé ; le moindre incident dans n'importe quelle petite ville de province servit de prétexte pour désarmer le peuple, décréter l'état de siège et exercer les troupes dans les manœuvres et stratagèmes nouveaux que Cavaignac avait enseignés. »

Par peur du prolétariat, la bourgeoisie se surbordonnait aux anciennes classes dominantes, à leur pouvoir. Loin de mener le combat pour le renversement des monarchies en place, de l'aristocratie, elle leur laissait diriger les organes des Etats en place, les Etats monarchiques, préparant ainsi sa propre défaite. Après avoir défait l'armée sardo-lombardo-piémontaise, l'armée impériale autrichienne réorganisée reprenait Vienne d'assaut les 30, 31 octobre et 1<sup>er</sup> novembre 1848. Engels écrit encore dans le même texte :

« Au signal donné par la chute de Vienne, le roi congédia ses ministres et les remplaça par des "hommes d'action" sous la direction du Premier ministre actuel, Manteuffel. Alors, la rêveuse Assemblée ouvrit les yeux d'un coup devant le danger ; elle vota un ordre du jour de méfiance dans le cabinet auquel on répondit aussitôt par un décret qui transférait l'Assemblée de Berlin, où en cas de conflit elle pouvait compter sur l'appui des masses, à Brandebourg, petite ville de province qui dépendait entièrement du gouvernement. Cependant, l'Assemblée déclara qu'elle ne pourrait être ajournée, transférée ou dissoute sans son propre consentement. Entre temps, le général Wrangel entra à Berlin à la tête d'environ 40 000 hommes de troupes. Dans une réunion des autorités municipales et des officiers de la garde nationale, on résolut de ne faire aucune résistance. Et désormais, après que l'Assemblée et la bourgeoisie libérale dont elle était sortie eurent permis au parti réactionnaire coalisé d'occuper toutes les positions importantes et d'arracher de leurs mains à peu près tous les moyens de défense, commença cette grandiose comédie de la "résistance passive et légale", qui, dans leur pen-

sée, devait être une glorieuse imitation de l'exemple de Hampden et des premiers efforts des Américains dans la guerre d'Indépendance. Berlin fut déclaré en état de siège et Berlin resta tranquille ; la garde nationale fut dissoute par le gouvernement et elle remit ses armes avec la plus grande ponctualité. L'Assemblée, pendant une quinzaine de jours, fut traquée d'un lieu de réunion à un autre et partout dispersée par l'armée ; et les membres de l'Assemblée supplièrent les citoyens de rester tranquilles. Enfin, le gouvernement prononçant la dissolution de l'Assemblée, celle-ci vota une résolution déclarant illégale la levée des taxes, et ses membres se dispersèrent alors dans le pays pour organiser le refus des taxes. Mais ils découvrirent bientôt qu'ils s'étaient déplorablement trompés dans le choix des moyens. Au bout de quelques semaines agitées, suivies de mesures sévères de la part du gouvernement contre l'opposition, chacun abandonna l'idée de refuser les taxes pour complaire à une Assemblée défunte qui n'avait même pas eu le courage de se défendre. »

---

## DEFAITE DE LA REVOLUTION DE 1848 EN EUROPE

---

Après l'écrasement de Vienne, après que le pouvoir absolu du roi de Prusse ait été rétabli à Berlin, il restait à chasser l'Assemblée nationale de Frankfurt. L'Assemblée nationale de Frankfurt était composée de députés élus dans tous les Etats allemands, en Prusse, et aussi, au lendemain des insurrections victorieuses de Vienne et de Berlin, dans certaines petites principautés du sud de l'Allemagne. Mais cette Assemblée nationale ne fut qu'une ombre d'Assemblée nationale. Loin de se déclarer souveraine, elle laissa en place tous les Etats et gouvernements existants. Engels écrit :

« La prétendue autorité centrale nouvelle de l'Allemagne laissait les choses telles qu'elle les avait trouvées. Bien loin de réaliser l'unité tant attendue de l'Allemagne, elle ne détrôna même pas le plus insignifiant des princes qui la gouvernaient ; elle n'entreprit rien pour resserrer plus

étroitement les liens entre ses différentes provinces ; elle ne leva pas le petit doigt pour abattre les barrières douanières qui séparaient le Hanovre de la Prusse et la Prusse de l'Autriche ; elle ne fit même pas la moindre tentative pour abolir les péages odieux qui partout mettent un obstacle à la navigation fluviale en Prusse. »

La seule chose qu'elle sut faire fut une Constitution dont elle prétendit quelle devrait être appliquée par tous les Etats allemands du Reich. Et cette Constitution faisait du roi de Prusse, contre lequel s'était faite la révolution de mars 1848 à Berlin, l'empereur d'Allemagne, à l'exclusion de l'Autriche, honneur que celui-ci refusa. Le 28 avril 1849, le ministère prussien publia une note circulaire dans laquelle la Constitution du Reich était dénoncée comme un document des plus anarchiques, qu'il incombait aux gouvernements des Etats allemands de remanier et d'épurer. La plupart des gouvernements des Etats allemands rejetèrent la Constitution du Reich. Le plus extraordinaire est qu'après cela, dans le sud de l'Allemagne, des insurrections populaires, dont notamment celle de Dresde, le 4 mai, se produisirent contre les princes et leurs gouvernements. Rapidement, cette insurrection fut écrasée, et il faut lire à ce propos le texte d'Engels « La Campagne pour la Constitution du Reich » pour se rendre compte de la médiocrité de la petite bourgeoisie et de la félonie à l'égard des masses de la bourgeoisie dans son ensemble. En juillet 1849, c'en était fini.

Pendant ce temps, l'armée autrichienne battait définitivement l'armée piémontaise. Le 11 juin 1849, le général Oudinot faisait bombarder Rome. Les troupes de la république française écrasaient la république romaine. Le 3 juillet, Oudinot entra à Rome et rendait au pape ses Etats, mettant fin au mouvement révolutionnaire pour l'unité et l'indépendance de l'Italie. De son côté, la Russie intervenait contre les Hongrois qui venaient d'infliger défaite sur défaite à l'Autriche et rétablissait la souveraineté autrichienne sur la Hongrie. La révolution de 1848, de dimension européenne, était battue.

Paralysée par la peur du prolétariat, la bourgeoisie est désormais incapable de mener à bien la révolution bourgeoise, là où elle n'est pas encore accomplie. Marx et Engels affirment que cette tâche historique incombe désormais au prolétariat :

« Depuis la défaite de juin 1848, la question (...) est celle-ci : ou domination du prolétariat révolutionnaire, ou domination des classes qui dominaient avant février. Un moyen terme n'est pas possible. En Allemagne, notamment, la bourgeoisie est incapable de dominer ; elle n'a pu maintenir sa domination en face du peuple qu'en l'abandonnant à la noblesse et à la bureaucratie (...). La révolution ne peut plus être accomplie en Allemagne que par la domination complète du prolétariat. »

Les rapports politiques entre les classes, tout au moins en Europe, sont radicalement modifiés. C'en est fini de l'époque des révolutions bourgeoises. La bourgeoisie ne peut plus désormais être à la tête de mouvements politiques progressistes. C'est seulement aux Etats-Unis qu'elle jouera encore un tel rôle progressiste, pendant la guerre de Sécession, et environ jusqu'en 1870.

Le prolétariat est l'héritier révolutionnaire de la bourgeoisie. A lui la mission historique d'accomplir toutes les tâches nationales et démocratiques non réalisées. Mais en même temps, il combat pour ses propres objectifs de classe. Il s'organise comme classe. Il devient la direction des masses populaires dans toute situation, crise, mouvement révolutionnaire, révolution.

Comment ? Quelle tactique et quelle stratégie le parti du prolétariat doit-il appliquer ? En 1850, comme dirigeants révolutionnaires, pensant que le prolétariat allait très vite repartir à l'assaut après les défaites de 1848-1849, Marx et Engels apportent une première réponse magistrale à ces questions dans l'Adresse qu'ils rédigent à l'intention du conseil central de la Ligue des communistes allemands. La longue citation de ce texte célèbre des auteurs du « Manifeste du Parti communiste » montre pourquoi et comment ils lancent, justement dans l'immédiat développement de ce premier acte de la révolution prolétarienne qu'est 1848, le mot d'ordre : « La révolution en permanence ! »



K. Marx et F. Engels à l'imprimerie de la Nouvelle Gazette rhénane, publiée à Cologne pendant la révolution en Allemagne, en 1848 et 1849 (peinture d'époque. Ph. Doc. Roger Viollet).

## Adresse au conseil central de la Ligue des communistes allemands

Frères,

*Au cours des deux années révolutionnaires 1848-1849, la Ligue s'est doublement affirmée ; une fois par le fait que ses membres ont en tous lieux énergiquement pris part au mouvement ; que dans la presse, sur les barricades et les champs de bataille, ils ont été au premier rang du prolétariat, la seule classe vraiment révolutionnaire. La Ligue s'est encore affirmée en ce sens que sa conception du mouvement, telle qu'elle était exposée dans les circulaires des congrès et du comité central de 1847, ainsi que dans le Manifeste communiste, est apparue comme la seule vraie ; que les espoirs formulés dans ces documents se sont entièrement vérifiés, et le point de vue sur la situation actuelle, que la Ligue ne propageait auparavant qu'en secret, est maintenant dans la bouche de tous les hommes et est prêché sur la place publique. En même temps, l'ancienne et solide organisation de la Ligue s'est sensiblement affaiblie. Un grand nombre de membres, directement engagés dans le mouvement révolutionnaire, ont cru que le temps des sociétés secrètes était passé et que l'action publique pouvait seule suffire. Certains cercles et communes ont laissé leurs relations avec le comité central se relâcher et s'assoupir peu à peu. Tandis que le parti démocratique, le parti de la petite bourgeoisie, s'organisait de plus en plus en Allemagne, le parti ouvrier perdait son seul appui solide ; c'est tout au plus s'il conservait, dans quelques localités, son organisation pour des buts locaux ; et c'est ainsi que, dans le mouvement général, il est tombé complètement sous la domination et la direction des démocrates petits-bourgeois. Il faut mettre fin à un tel état de choses ; l'indépendance des ouvriers doit être rétablie. Le comité central a compris cette nécessité*



et c'est pourquoi, dès l'hiver 1848-1849, il a envoyé en Allemagne un émissaire, Joseph Moll, afin d'y réorganiser la Ligue. La mission de Moll resta cependant sans effet durable, soit que les ouvriers allemands n'eussent pas encore acquis à l'époque assez d'expérience, soit que l'activité de Moll fût interrompue par l'insurrection de mai dernier. Moll prit lui-même le fusil, entra dans l'armée de Bade-Palatinat et tomba le 19 juillet au combat de la Murg. En lui, la Ligue perdait un de ses membres les plus anciens, les plus actifs et les plus sûrs, qui avait pris une part active à tous les congrès et comités centraux et avait antérieurement déjà accompli avec grand succès une série de voyages-missions. Après la défaite des partis révolutionnaires d'Allemagne et de France en juillet 1849, presque tous les membres du comité central se sont retrouvés à Londres, ont complété leurs rangs par de nouvelles forces révolutionnaires et poursuivi avec une nouvelle ardeur la réorganisation de la Ligue.

La réorganisation ne peut s'opérer que par un émissaire, et le comité central estime éminemment important que l'émissaire parte précisément à cette heure où une nouvelle révolution est imminente, où le parti ouvrier doit se présenter avec le plus d'organisation, le plus d'unité et le plus d'indépendance possibles, s'il ne veut pas à nouveau, comme en 1848, être pris à la remorque et exploité par la bourgeoisie.

Frères, nous vous avons déjà dit, en 1848, que les bourgeois libéraux allemands allaient accéder au pouvoir et tourneraient aussitôt leur puissance nouvellement acquise contre les ouvriers. Vous avez vu comment la chose s'est faite. Ce furent, en effet, les bourgeois qui, après le mouvement de mars 1848, s'emparèrent du pouvoir d'Etat et s'en servirent aussitôt pour refouler tout de suite les ouvriers, leurs alliés de la veille au combat, dans leur ancienne situation d'opprimés. Si la bourgeoisie n'a pu atteindre ce but sans faire alliance avec le parti féodal écarté en mars et sans même, en fin de compte, abandonner à nouveau le pouvoir à ce parti féodal absolutiste, elle s'est du moins assuré des conditions qui, par suite des embarras financiers du gouvernement, mettraient enfin tout le pouvoir entre ses mains et lui garantiraient tous ses intérêts, si le mouvement révolutionnaire se trouvait à même, dès à présent, de s'engager dans une évolution dite pacifique. La bourgeoisie n'aurait même pas besoin, pour asseoir sa domination, de se rendre odieuse par des mesures de violence dirigées contre le peuple, toutes ces mesures de violence ayant déjà été exécutées par la contre-révolution féodale. Mais l'évolution ne suivra pas cette voie pacifique. La révolution qui doit la précipiter est, au contraire, imminente, qu'elle soit provoquée par le soulèvement autonome du prolétariat français, ou par l'invasion de la Babel moderne révolutionnaire par la Sainte-Alliance.

Et le rôle que les bourgeois libéraux allemands ont, en 1848, joué vis-à-vis du peuple, ce rôle si perfide, sera, dans la révolution prochaine, assumé par les petits-bourgeois démocrates, qui occupent actuellement dans l'opposition la même place que les bourgeois en 1848. Ce parti, le parti démocratique, bien plus dangereux pour les ouvriers que l'ancien parti libéral, se compose de trois éléments :

1. Les fractions les plus avancées de la grande bourgeoisie qui se propose comme but la subversion immédiate et totale du féodalisme et de l'absolutisme. Cette tendance a pour représentants les conciliateurs de Berlin qui préconisaient autrefois le refus de l'impôt.

2. Les petits-bourgeois démocrates-constitutionnels qui ont surtout poursuivi, pendant le dernier mouvement, l'établissement d'un Etat fédéral plus ou moins démocratique, tel que le voulaient leurs représentants, la gauche de l'Assemblée de Francfort et, plus tard, le Parlement de Stuttgart, et aussi eux-mêmes dans leur campagne en faveur d'une Constitution d'empire.

3. Les petits-bourgeois républicains dont l'idéal est une république fédérative allemande dans le genre de la Suisse, et qui se donnent aujourd'hui le nom de rouges et de social-démocrates, parce qu'ils se bercent de la douce illusion de supprimer l'oppression du petit capital par le gros capital, du petit-bourgeois par le gros bourgeois. Les représentants de cette fraction furent membres des congrès et comités démocratiques, dirigeants des associations démocratiques, rédacteurs des journaux démocratiques.

Maintenant, après leur défaite, toutes ces fractions s'intitulent républicaines ou rouges, tout comme en France les petits-bourgeois républicains se donnent le nom de socialistes. Là où, comme au Wurtemberg, en Bavière, etc., la possibilité s'offre encore à eux de poursuivre leurs buts dans la voie constitutionnelle, ils profitent de l'occasion pour s'en tenir à leur ancienne phraséologie et démontrer dans les faits qu'ils n'ont pas le moins du monde changé. Il va de soi d'ailleurs que le changement de nom de ce parti ne modifie nullement son attitude à l'égard des ouvriers, mais prouve simplement qu'il est actuellement obligé de faire front contre la bourgeoisie alliée à l'absolutisme et de prendre appui sur le prolétariat.

Le parti petit-bourgeois démocratique est très puissant en Allemagne, il n'embrasse pas seulement la grande majorité des habitants bourgeois des villes, les petits commerçants industriels et les maîtres-artisans ; il compte parmi ses adhérents les paysans et le prolétariat rural, tant que ce dernier n'a pas encore trouvé d'appui dans le prolétariat autonome des villes.

L'attitude du parti ouvrier révolutionnaire vis-à-vis de la démocratie petite-bourgeoise est la suivante : il marche avec elle contre la fraction dont il poursuit la chute ; il la combat sur tous les points dont elle veut se servir pour s'établir elle-même solidement.

Les petits-bourgeois démocratiques, bien loin de vouloir bouleverser toute la société au profit des prolétaires révolutionnaires, tendent à modifier l'ordre social de façon à rendre la société existante aussi supportable et aussi commode que possible. Ils réclament donc avant tout que l'on réduise les dépenses publiques en limitant la bureaucratie et en reportant les principales impositions sur les grands propriétaires fonciers et les bourgeois. Ils réclament ensuite que la pression exercée par le grand capital sur le petit soit abolie par la création d'établissements de crédits publics et des lois contre l'usure, ce qui leur permettrait, à eux et aux paysans, d'obtenir, à des conditions favorables, des avances de l'Etat, au lieu de les obtenir des capitalistes. Ils réclament enfin que, par la suppression complète du système féodal, le régime de propriété bourgeois soit partout introduit à la campagne. Pour réaliser tout cela, il leur faut un mode de gouvernement démocratique, soit constitutionnel ou républicain, qui leur assure la majorité, à eux-mêmes et à leurs alliés, les paysans, et une autonomie administrative, qui mettrait entre leurs mains le contrôle direct de la propriété communale et une série de fonctions actuellement exercées par les bureaucrates.

Quant à la domination et à l'accroissement rapide du capital, on aura soin de faire obstacle, soit en limitant le droit de succession, soit en remettant à l'Etat autant de travaux que possible. Pour ce qui est des ouvriers, il est avant tout bien établi qu'ils resteront, comme avant, des salariés ; mais ce que les petits-bourgeois démocratiques souhaitent aux ouvriers, c'est un meilleur salaire et une existence plus assurée ; ils espèrent y arriver soit au moyen de l'occupation des ouvriers par l'Etat, soit par des actes de bienfaisance ; bref, ils espèrent corrompre les ouvriers par des aumônes plus ou moins déguisées et briser leur force révolutionnaire en leur rendant leur situation momentanément supportable. Les revendications résumées ici ne sont pas défendues en même temps par toutes les fractions de la démocratie petite-bourgeoise, et rares sont ceux pour qui elles apparaissent dans leur ensemble comme des buts bien définis. Plus des individus ou des fractions vont loin, et plus ils feront leur une grande partie de ces revendications ; et les rares personnes qui voient, dans ce qui précède, leur propre programme, se figureraient avoir ainsi établi le maximum de ce qu'on peut réclamer de la révolution.

Ces revendications, toutefois, ne sauraient en aucune manière suffire au parti du prolétariat. Tandis que les petits-bourgeois démocratiques veulent terminer la révolution au plus vite et après avoir tout au plus réalisé les revendications ci-dessus, il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été écartées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir, et que non seulement dans un pays, mais dans tous les pays régnants du monde l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour faire cesser dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans leurs mains au moins les forces productives décisives. Il ne peut s'agir pour nous de transformer la propriété privée, mais seulement de l'anéantir ; ni de masquer les antagonismes de classes, mais d'abolir les classes ; ni d'améliorer la société existante, mais d'en fonder une nouvelle. Que la démocratie petite-bourgeoise, au fur et à mesure du développement incessant de la révolution, exerce pour un temps une influence prépondérante en Allemagne, ceci ne laisse subsister aucun doute. Il s'agit donc de savoir quelle sera, à son égard, la position du prolétariat et spécialement de la Ligue :

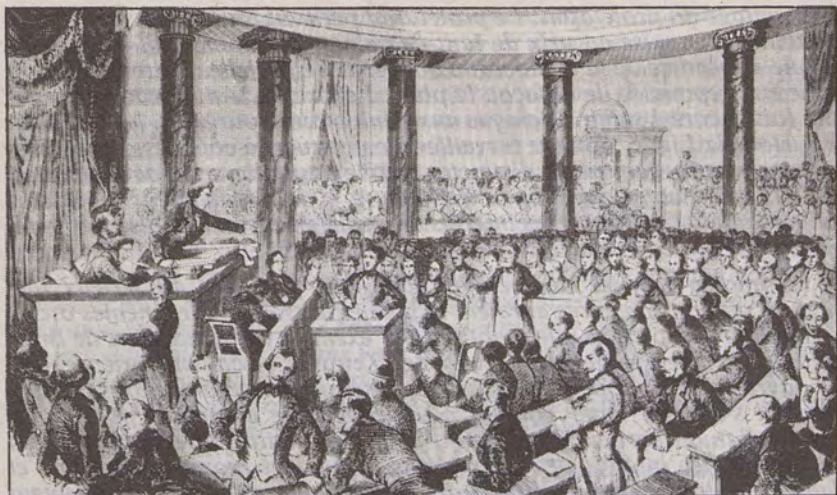
1. Pendant que durera la situation actuelle où les démocrates petits-bourgeois sont également opprimés ;
2. Dans la prochaine lutte révolutionnaire qui leur donnera la prépondérance ;
3. Après cette lutte, aussi longtemps que durera cette prépondérance des démocrates petits-bourgeois sur les classes déchues et sur le prolétariat.

En ce moment où les petits-bourgeois démocratiques sont partout opprimés, ils prêchent en général au prolétariat l'union et la réconciliation ; ils lui tendent la main et s'efforcent de mettre sur pied un grand parti d'opposition, qui embrasserait toutes les nuances du parti démocratique ; en d'autres termes, ils s'efforcent de prendre les ouvriers au piège d'une organisation de parti où prédomine la phraséologie social-démocrate générale, qui sert de paravent à leurs intérêts particuliers et où, pour ne pas troubler la bonne entente, les revendications particulières du prolétariat ne doivent pas être formulées. Une telle union tournerait au seul avantage des petits-bourgeois démocratiques et absolument tout au

désavantage du prolétariat. Le prolétariat perdrait toute sa position indépendante, conquise au prix de tant de peines, et retomberait au rang de simple appendice de la démocratie bourgeoise officielle. Cette union doit donc être repoussée de la façon la plus catégorique. Au lieu de se ravalier une fois encore à servir de claqué aux démocrates bourgeois, les ouvriers, et surtout la Ligue, doivent travailler à constituer, à côté des démocrates officiels, une organisation distincte, secrète et publique du parti ouvrier, et faire de chaque communauté le centre et le noyau de groupements ouvriers où la position et les intérêts du prolétariat seraient discutés indépendamment des influences bourgeoises.

Combien peu les démocrates bourgeois prennent au sérieux une alliance où les prolétaires auraient la même puissance et les mêmes droits qu'eux-mêmes, c'est ce que montrent par exemple les démocrates de Breslau qui, dans leur organe la *Neue Oder-Zeitung*, attaquent furieusement les ouvriers qu'ils appellent socialistes, groupés en organisations distinctes. S'il s'agit de livrer combat à un adversaire commun, point n'est besoin d'union particulière. Dès qu'il faut combattre directement un tel adversaire, les intérêts des deux partis coïncident momentanément ; et dans l'avenir, comme jusqu'à ce jour, cette alliance prévue simplement pour l'heure s'établira d'elle-même. Il va de soi que dans les conflits sanglants imminents, ce sont surtout les ouvriers qui devront remporter, comme autrefois, la victoire par leur courage, leur résolution, leur esprit de sacrifice. Comme par le passé, dans cette lutte, les petits-bourgeois se montreront en masse, et aussi longtemps que possible, hésitants, indécis et inactifs. Mais dès que la victoire sera remportée, ils l'accapareront, inviteront les ouvriers à garder le calme, à rentrer chez eux et à se remettre à leur travail ; ils éviteront les prétendus excès et frustreront le prolétariat des fruits de la victoire. Il n'est pas au pouvoir des ouvriers d'empêcher les démocrates petits-bourgeois d'agir ainsi ; mais il est en leur pouvoir de rendre très difficile cette montée des démocrates en face du prolétariat en armes, et de leur dicter des conditions telles que la domination des démocrates bourgeois renferme, dès son origine, le germe de sa déchéance, et que son éviction ultérieure par la domination du prolétariat s'en trouve singulièrement facilitée. Il importe surtout que les ouvriers, pendant le conflit et immédiatement après le combat, réagissent autant que faire se peut contre l'apaisement préconisé par les bourgeois et forcent les démocrates à mettre à exécution leurs présentes phrases terroristes. Leurs efforts doivent tendre à ce que l'effervescence révolutionnaire directe ne soit pas une nouvelle fois réprimée aussitôt après la victoire. Il faut, au contraire, qu'ils la maintiennent le plus longtemps possible. Bien loin de s'opposer aux prétendus excès, aux exemples de vengeance populaire contre des individus haïs ou des édifices publics auxquels ne se rattachent que des souvenirs odieux, il faut non seulement tolérer ces exemples, mais encore en assumer soi-même la direction.

Pendant et après la lutte, les ouvriers doivent en toute occasion formuler leurs propres revendications à côté de celles des démocrates bourgeois. Ils doivent exiger des garanties pour les ouvriers, dès que les bourgeois démocratiques se disposent à prendre le gouvernement en main. Il faut au besoin qu'ils obtiennent ces garanties de haute lutte et s'arrangent en somme pour obliger les nouveaux gouvernants à toutes les concessions et promesses possibles ; c'est le plus sûr moyen de les compromettre. Il faut qu'ils s'efforcent, par tous les moyens et autant que faire se peut, de contenir la jubilation suscitée par le nouvel état de choses et l'état d'ivresse, conséquence de toute victoire remportée dans une bataille de



Une séance de l'« Assemblée nationale » allemande de Francfort...

... et sa dissolution à Stuttgart (Documents R. Violet).



rue, en jugeant avec calme et sang-froid la situation et en affectant à l'égard du nouveau gouvernement une méfiance non déguisée. Il faut qu'à côté des nouveaux gouvernements officiels, ils établissent aussitôt leurs propres gouvernements ouvriers révolutionnaires, soit sous forme d'autonomies administratives locales ou de conseils municipaux, soit sous forme de clubs ou comités ouvriers, de façon que les gouvernements démocratiques bourgeois non seulement s'aliènent aussitôt l'appui des ouvriers, mais se voient, dès le début, surveillés et menacés par des autorités qui ont derrière elles toute la masse des ouvriers. En un mot, sitôt la victoire acquise, la méfiance du prolétariat ne doit plus se tourner contre le parti réactionnaire vaincu, mais contre ses anciens alliés, contre le parti qui veut exploiter seul la victoire commune.

Mais, pour pouvoir affronter de façon énergique et menaçante ce parti dont la trahison envers les ouvriers commencera dès la première heure de la victoire, il faut que les ouvriers soient armés et bien organisés. Il importe de faire immédiatement le nécessaire pour que tout le prolétariat soit pourvu de fusils, de carabines, de canons et de munitions, et il faut s'opposer au rétablissement de l'ancienne garde nationale dirigée contre les ouvriers. Là où ce rétablissement ne peut être empêché, les ouvriers doivent essayer de s'organiser eux-mêmes en garde prolétarienne, avec des chefs de leur choix, leur propre état-major, et sous les ordres non pas des autorités publiques, mais de conseils municipaux révolutionnaires formés par les ouvriers. Là où les ouvriers sont occupés au compte de l'Etat, il faut qu'ils soient armés et organisés en un corps spécial avec des chefs élus ou en un détachement de la garde prolétarienne. Il ne faut sous aucun prétexte se dessaisir des armes et des munitions, et toute tentative de désarmement doit être repoussée, au besoin par la force. Annihiler l'influence des démocrates bourgeois sur les ouvriers, procéder immédiatement à l'organisation propre des ouvriers et à leur armement et opposer à la domination, pour le moment inéluctable, de la démocratie bourgeoise, les conditions les plus dures et les plus compromettantes : tels sont les points principaux que le prolétariat et par suite la Ligue ne doivent pas perdre de vue pendant et après l'insurrection imminente.

Dès que les nouveaux gouvernements se seront quelque peu consolidés, ils engageront définitivement leur lutte contre les ouvriers. Pour pouvoir alors affronter avec force les petits-bourgeois démocratiques, il faut avant tout que les ouvriers soient organisés et centralisés dans leurs propres clubs. Après la chute des gouvernements existants, le comité central se rendra, dès que possible, en Allemagne, convoquera sans retard un congrès auquel il soumettra les propositions indispensables concernant la centralisation des clubs ouvriers sous une direction établie au siège du mouvement. La rapide organisation, au moins d'une fédération provinciale de clubs ouvriers, est un des points les plus importants pour renforcer et développer le parti ouvrier. La subversion des gouvernements existants aura pour conséquence immédiate l'élection d'une représentation nationale. Ici, le prolétariat doit veiller :

1 - A ce qu'un nombre important d'ouvriers ne soient sous aucun prétexte écartés du vote par suite d'intrigues des autorités locales ou des commissaires du gouvernement.

2 - A ce que partout, à côté des candidats démocratiques bourgeois, soient proposés des candidats ouvriers, choisis autant que possible parmi les membres de la Ligue, et pour lesquels il faudra, pour assurer leur élection, utiliser tous les moyens possibles. Même là où il n'y a pas la moindre chance de succès, les ouvriers doivent présenter leurs propres candidats, afin de sauvegarder leur indépendance, de dénombrer leurs forces et de faire connaître publiquement leur position révolutionnaire et les points de vue de leur parti. Ils ne doivent pas en l'occurrence se laisser séduire par la phraséologie des démocrates prétendant, par exemple, que l'on risque de la sorte de diviser le parti démocratique et d'offrir à la réaction la possibilité de la victoire. Toutes ces phrases ne poursuivent finalement qu'un seul but : mystifier le prolétariat. Les progrès que le parti prolétarien doit réaliser par une telle attitude indépendante sont infiniment plus importants que le préjudice qu'apporterait la présence de quelques réactionnaires dans la représentation populaire. Si, dès le début, la démocratie prend

une attitude décidée et terroriste à l'égard de la réaction, l'influence de celle-ci aux élections sera d'avance réduite à néant.

Le premier point sur lequel les démocrates bourgeois entreront en conflit avec les ouvriers portera sur l'abolition du régime féodal. Comme dans la première révolution française, les petits-bourgeois remettront aux paysans les terres féodales à titre de libre propriété ; en d'autres termes, ils voudront laisser subsister le prolétariat rural et former une classe paysanne petite-bourgeoise, qui devra parcourir le même cycle d'appauvrissement et d'endettement croissant, où le paysan français se trouve encore actuellement.

Dans l'intérêt du prolétariat rural et dans leur propre intérêt, les ouvriers doivent contrecarrer ce plan. Ils doivent exiger que la propriété féodale confisquée reste propriété de l'Etat et soit transformée en colonies ouvrières que le prolétariat rural groupé en associations exploite avec tous les avantages de la grande culture. Par là, dans le cadre des rapports déséquilibrés de la propriété bourgeoise, le principe de la propriété commune va acquérir aussitôt une base solide. De même que les démocrates font alliance avec les cultivateurs, de même les ouvriers doivent faire alliance avec le prolétariat rural. Ensuite, les démocrates chercheront directement soit à instaurer la république fédérative, soit, s'ils ne peuvent éviter la république une et indivisible, à paralyser au moins le gouvernement central en donnant aux communes et aux provinces un maximum d'indépendance et d'autonomie. A l'opposé de ce plan, les ouvriers doivent non seulement poursuivre l'établissement de la république allemande une et indivisible, mais encore essayer de réaliser, dans cette république, la centralisation la plus absolue de la puissance entre les mains de l'Etat. Ils ne doivent pas se laisser induire en erreur par tout ce que les démocrates leur racontent de la liberté des communes, de l'autonomie administrative, etc. Dans un pays comme l'Allemagne, où il reste encore à faire disparaître de si nombreux vestiges du Moyen Age et à briser tant de particularisme local et provincial, on ne saurait en aucune circonstance tolérer que chaque village, chaque ville, chaque province oppose un nouvel obstacle à l'activité révolutionnaire, dont toute la puissance ne peut émaner que du centre. On ne saurait tolérer que se renouvelle l'état de choses actuel qui fait que les Allemands sont obligés, pour un seul et même progrès, de livrer une bataille particulière dans chaque ville, dans chaque province. On ne saurait tolérer surtout qu'une forme de propriété, qui se situe encore derrière la propriété privée moderne avec laquelle, de toute nécessité, elle finit par se confondre, c'est-à-dire la propriété communale avec ses querelles inévitables entre communes riches et communes pauvres, ainsi que le droit du citoyen de l'Etat coexistant avec le droit du citoyen de la commune avec ses chicanes, se perpétue au préjudice des ouvriers, par une réglementation communale soi-disant libre. Comme en France en 1793, la réalisation de la centralisation la plus rigoureuse est aujourd'hui, en Allemagne, la tâche du parti vraiment révolutionnaire (1).

Nous avons vu comment les démocrates accèderont au pouvoir lors du prochain mouvement et comment ils seront contraints de proposer des mesures plus ou moins socialistes. La question est de savoir quelles mesures y seront opposées par les ouvriers. Il va de soi qu'au début du mouvement, les ouvriers ne peuvent encore proposer des mesures directement communistes. Mais ils peuvent :

1 - Forcer les démocrates à intervenir, sur autant de points que possible, dans l'organisation sociale existante, à en troubler la marche régu-

lière, à se compromettre eux-mêmes, à concentrer entre les mains de l'Etat le plus possible de forces productives, d'usines, de chemins de fer, etc.

2 - Ils doivent pousser à l'extrême les propositions des démocrates qui, en tout cas, ne se montreront pas révolutionnaires, mais simplement réformistes, et transformer ces propositions en attaque directe contre la propriété privée. Si, par exemple, les petits-bourgeois proposent de racheter les chemins de fer et les usines, les ouvriers doivent exiger que ces chemins de fer et ces usines soient simplement et sans indemnité confisqués par l'Etat en tant que propriété de réactionnaires. Si les démocrates proposent l'impôt proportionnel, les ouvriers réclament l'impôt progressif. Si les démocrates proposent eux-mêmes un impôt progressif modéré, les ouvriers exigent un impôt dont les échelons montent assez vite pour que le gros capital s'en trouve compromis. Si les démocrates réclament la régularisation de la dette publique, les ouvriers réclament la faillite de l'Etat. Les revendications des ouvriers devront donc se régler partout sur les concessions et les mesures des démocrates.

Si les ouvriers allemands ne peuvent s'emparer du pouvoir et faire triompher leurs intérêts de classe sans passer par toute une évolution révolutionnaire assez longue, ils ont cette fois du moins la certitude que le premier acte de ce drame révolutionnaire imminent coïncide avec la victoire directe de leur propre classe en France et s'en trouve accéléré.

Mais ils contribueront eux-mêmes à leur victoire définitive bien plus par le fait qu'ils prendront conscience de leurs intérêts de classe, se poseront dès que possible en parti indépendant et ne se laisseront pas un instant détourner — par les phrases hypocrites des petits-bourgeois démocratiques — de l'organisation autonome du parti du prolétariat. Leur cri de guerre doit être : la révolution en permanence !

Marx et Engels,  
Londres, mars 1850.

\*(1) Il faut rappeler aujourd'hui que ce passage repose sur un malentendu. A ce moment-là il était admis — grâce aux faussaires bonapartistes et libéraux de l'histoire — que la machine administrative centralisée française avait été introduite par la grande Révolution et maniée notamment par la Convention comme une arme indispensable et décisive pour vaincre la réaction royaliste et fédéraliste et l'ennemi extérieur. Mais c'est actuellement un fait connu que pendant toute la révolution, jusqu'au 18 Brumaire, l'administration générale des départements, arrondissements et communes se composait d'autorités élues par les administrés eux-mêmes qui, dans le cadre des lois générales de l'Etat, jouissaient d'une liberté complète ; que cette auto-administration provinciale et locale, semblable à ce qui se passe en Amérique, devint précisément le plus puissant levier de la révolution, et cela à un tel point que Napoléon, immédiatement après son coup d'Etat du 18 Brumaire, s'empressa de la remplacer par le régime préfectoral encore en vigueur de nos jours, et qui fut dès le début un instrument de réaction. Mais tout aussi peu que l'auto-administration provinciale et locale est en contradiction avec la centralisation politique nationale, tout aussi peu elle est liée nécessairement à cet égoïsme borné cantonal ou communal qui nous choque tellement en Suisse, et qu'en 1849 tous les républicains fédératifs de l'Allemagne du Sud voulaient établir comme règle en Allemagne. (Note d'Engels pour l'édition de l'Adresse à la Ligue dans le livre de Marx *Révélations sur le procès des communistes de Cologne*, paru à Zurich en 1885.)



## après 1848 : essor et puissance du mode de production capitaliste

Ce n'était qu'une première esquisse de la théorie de la révolution permanente, et elle n'allait pas être développée ultérieurement par Marx et Engels. Il fallut attendre les années précédant plus immédiatement la révolution russe de 1905 pour que Trotsky la reprenne et la développe. C'est que, au contraire de ce que Marx et Engels estimaient en 1850, une nouvelle période révolutionnaire ne s'ouvrit pas rapidement. Tout aussi réactionnaire, ainsi que la révolution de 1848 l'avait montré, la bourgeoisie n'en donna pas moins une gigantesque impulsion au développement des forces productives entre 1850 et 1890. Engels devait s'en expliquer clairement dans la préface qu'il écrivit à la brochure de Marx « Les Luites de classes en France (1848-1850) » :

« Lorsque éclata la révolution de Février, nous étions tous, en ce qui concernait nos idées sur les conditions et le cours des mouvements révolutionnaires, sous la hantise de l'expérience historique antérieure, et notamment de celle de la France. N'était-ce pas précisément de cette dernière qui, depuis 1789, avait dominé sur toute l'histoire de l'Europe, qu'était parti encore maintenant le signal du bouleversement général ? Aussi était-il évident et inévitable que nos idées sur la nature et la marche de la révolution « sociale » proclamée à Paris en février 1848, de la révolution du prolétariat, fussent fortement teintées des souvenirs des modèles de 1789 et de 1830 ! Et, notamment, lorsque le soulèvement de Paris trouva son écho dans les soulèvements victorieux de Vienne, Milan, Berlin, lorsque toute l'Europe jusqu'à la frontière russe fut entraînée dans le mouvement, lorsqu'ensuite se livra en juin à Paris la première grande bataille pour le pouvoir entre le prolétariat et la

bourgeoisie, lorsque la victoire même de sa classe ébranla la bourgeoisie de tous les pays au point qu'elle se réfugia à nouveau dans les bras de la réaction monarchiste-féodale qui venait seulement d'être renversée, il ne pouvait plus y avoir dans les circonstances d'alors de doute pour nous que le grand combat décisif avait commencé, qu'il faudrait le livrer dans une seule période révolutionnaire de longue durée et pleine d'alternatives, mais qu'il ne pouvait se terminer que par la victoire définitive du prolétariat.

Après les défaites de 1849, nous ne partagions nullement les illusions de la démocratie vulgaire groupée autour des gouvernements provisoires futurs *in partibus*. Celle-ci comptait sur une victoire prochaine, décisive une fois pour toutes, du « peuple » sur les « oppresseurs », nous sur une longue lutte, après l'éloignement des « oppresseurs », entre les éléments antagoniques cachés précisément dans ce « peuple ». La démocratie vulgaire attendait le nouveau déclenchement du jour au lendemain ; dès l'automne de 1850, nous déclarions que la première tranche au moins de la période révolutionnaire était close et qu'il n'y avait rien à attendre jusqu'à l'explosion d'une nouvelle crise économique mondiale. C'est pourquoi nous fûmes mis au ban comme des traîtres à la révolution par les mêmes gens qui, par la suite, ont fait presque sans exception leur paix avec Bismarck, pour autant que Bismarck trouva qu'ils en valaient la peine.

L'histoire nous a donné tort à nous et à tous ceux qui pensaient de façon analogue. Elle a montré clairement que l'état du développement économique sur le continent était encore alors bien loin d'être mûr pour la

suppression de la production capitaliste ; elle l'a prouvé par la révolution économique qui depuis 1848 a gagné tout le continent et qui n'a véritablement acclimaté qu'à ce moment la grande industrie en France, en Autriche, en Hongrie, en Pologne et dernièrement en Russie, et fait vraiment de l'Allemagne un pays industriel de premier ordre — tout cela sur une base capitaliste, c'est-à-dire encore très capable d'extension en 1848. Or, c'est précisément cette révolution industrielle qui, la première, a partout fait la lumière dans les rapports de classes, supprimé une foule d'existences intermédiaires provenant de la période manufacturière et dans l'Europe orientale issues même des corps de métier, engendrant une véritable bourgeoisie et un véritable prolétariat de grande industrie et les poussant l'un et l'autre au premier plan du développement social. Mais c'est à ce moment seulement que la lutte de ces deux grandes classes qui, en 1848, en dehors de l'Angleterre, ne se produisit qu'à Paris et tout au plus dans quelques grands centres industriels, s'élargit à toute l'Europe, prenant une intensité encore inimaginable en 1848. Alors, c'étaient les nombreux Evangiles fumeux de sectes avec leurs panacées, aujourd'hui c'est la seule théorie de Marx universellement reconnue, d'une clarté transparente et formulant de façon tranchante les fins dernières de la lutte ; alors, c'étaient les masses divisées et distinctes selon les localités et les nationalités, reliées seulement par le sentiment des souffrances communes, peu développées, perplexes, ballottées entre l'enthousiasme et le désespoir, aujourd'hui la seule grande armée internationale des socialistes, progressant sans cesse, croissant chaque jour en nombre, en organisation, en discipline, en clairvoyance et certitude de victoire.

Même si cette puissante armée du prolétariat n'a toujours pas encore atteint le but, si, bien loin de remporter la victoire d'un seul grand coup, il faut qu'elle progresse lentement de position en position dans un combat dur, obstiné, la preuve est faite une fois pour toutes qu'il était impossible en 1848 de conquérir la transformation sociale par un simple coup de main. »

Dans l'introduction à « La Critique de l'économie politique », Marx devait donner le contenu scientifique de ce que Engels explique : « Une société ne disparaît jamais avant d'avoir développé toutes les forces productives qu'elle est capable de contenir. »

Encore faut-il, bien entendu, ne pas réduire le développement des forces productives au seul accroissement de la production et à l'accumulation du capital. Nous y reviendrons. En réalité, c'est au cours de cette époque que le mode de production capitaliste a réalisé pleinement ce que Marx définit comme étant son rôle historiquement progressiste, indispensable, dans « Le Manifeste du Parti communiste », qui date de 1848.

---

## DE MULTIPLES BOULEVERSEMENTS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

---

Loin d'être une époque de rapports sociaux et politiques calmes et harmonieux, cette époque a connu de multiples bouleversements nationaux et internationaux. En Europe, l'unité de l'Allemagne, sauf l'Autriche, l'indépendance et l'unité nationales de l'Italie ont été réalisées. De nombreuses nationalités se sont éveillées à la conscience nationale et ont engagé la lutte pour l'indépendance nationale. Aux Etats-Unis, la victoire du Nord a assuré définitivement la constitution de la nation américaine au cours de la guerre de Sécession. Il n'est pas jusqu'au Japon où, en 1868, la « révolution Meiji » renversa le pouvoir de la vieille maison des Tokugawa pour assurer les conditions politiques du développement capitaliste. La force motrice de ces bouleversements fut au fond la force expansive du mode de production capitaliste développant puissamment les forces productives et renversant les obstacles à son extension dans chaque pays et mondialement. Mais, sauf aux Etats-Unis, l'agent politique direct n'en fut en aucun cas la bourgeoisie elle-même. C'est sous l'égide de la bureaucratie, de l'aristocratie et du pouvoir royal prussien que l'unité de l'Allemagne

fut réalisée au moyen de trois guerres, la première contre le Danemark, la deuxième contre l'Autriche, la troisième contre la France. Ainsi fut constitué le II<sup>e</sup> Reich que l'Assemblée nationale de Frankfurt de 1848-1849, complètement faillie, avait été incapable de constituer.

Engels décrit ainsi les rapports entre le gouvernement et la bourgeoisie en Allemagne au cours de cette période :

« La suppression du féodalisme, si nous voulons nous exprimer positivement, signifie l'instauration du régime bourgeois. Au fur et à mesure que les privilèges aristocratiques tombent, la législation devient bourgeoise. Et ici nous nous trouvons au cœur même des rapports de la bourgeoisie allemande avec le gouvernement. Nous avons vu que le gouvernement fut contraint d'introduire ces lentes et médiocres réformes. Mais à la bourgeoisie il présenta chacune de ces petites concessions comme un sacrifice fait aux bourgeois, comme une concession arrachée avec beaucoup de peine à la couronne, concession en échange de laquelle les bourgeois devaient à leur tour accorder quelque chose au gouvernement. Et les bourgeois, quoique sachant assez bien à quoi s'en tenir là-dessus, acceptent la duperie. D'où cette convention tacite qui, à Berlin, est à la base de tous les débats au Reichstag et à la Chambre. D'une part, le gouvernement, à une allure d'escargot, réforme les lois dans le sens des intérêts de la bourgeoisie ; écarte les obstacles créés au développement de l'industrie par la féodalité et le particularisme des petits Etats ; établit l'unité de la monnaie, de poids et de mesures ; introduit la liberté professionnelle et de circulation, mettant ainsi à la disposition complète et illimitée du capital la main-d'œuvre de l'Allemagne ; favorise le commerce et la spéculation. D'autre part, la bourgeoisie abandonne au gouvernement tout le pouvoir politique effectif ; vote les impôts et les emprunts ; lui accorde les soldats et l'aide à donner aux nouvelles réformes une forme légale telle que le vieux pouvoir policier garde toute sa force à l'égard des personnes sujettes à caution. La bourgeoisie achète son émancipation sociale graduelle au

prix d'une renonciation immédiate à son propre pouvoir politique. Naturellement, le principal motif qui rend une telle convention acceptable pour la bourgeoisie, ce n'est pas sa peur du gouvernement, mais du prolétariat. »

L'indépendance et l'unité de l'Italie ne se sont pas réalisées sous l'action révolutionnaire de la bourgeoisie, mais par le jeu de la maison de Savoie contre l'Autriche, en s'appuyant en un premier temps sur la France de Napoléon III.

Sous l'impulsion de Cavour, le Piémont a participé à la guerre de Crimée. Inquiète des intrigues que Napoléon III et Cavour nouaient, l'Autriche a déclaré la guerre au Piémont. Napoléon III n'attendait que l'occasion d'intervenir. L'armée française battit les Autrichiens à Solferino et à Magenta. Mais appéuré par les soulèvements qui commençaient en Italie contre le joug de l'Autriche, Napoléon III négocia par-dessus la tête de son allié piémontais avec les Autrichiens. Le traité de Villa Franca accorda la Lombardie à la France, qui la recéda au Piémont, celui-ci cédant en contrepartie à la France la Savoie et le comté de Nice.

Mais le 11 mai 1860, Garibaldi débarquait en Sicile, s'emparait de Palerme le 27 et constituait un gouvernement provisoire. Le 7 septembre, il entra à Naples et menaçait de marcher sur Rome. Mais il s'inclina devant Cavour qui ne voulait pas de complications avec Napoléon III, protecteur du pape et de ses Etats. Le 26 octobre 1860, Garibaldi rencontra le roi du Piémont Victor-Emmanuel et le salua comme roi d'Italie. Le 21 octobre, l'ancien royaume des Deux-Siciles se ralliait au roi du Piémont ; les 4 et 5 novembre, Marches et Ombrie proclamaient leur rattachement au royaume. Le 24 mars 1861, Victor-Emmanuel II se proclamait roi d'Italie.

L'unité de l'Italie n'était pas encore réalisée. Il manquait la Vénétie, le Haut-Adige, et surtout Rome. Alliée à la Prusse contre l'Autriche en 1866, bien que battue, l'Italie signait une paix séparée avec elle. Par la médiation de Napoléon III, elle recevait la Vénétie. Par contre, Napoléon III envoyait en 1867 un corps expéditionnaire contre une opération de Gari-

baldi qui marchait sur Rome. Le général Fally écrasa les garibaldiens le 3 novembre 1867 à Montana. Mais le 4 septembre 1870, à la suite de la défaite de Sedan dans la guerre contre la Prusse, le Second Empire s'effondrait. Victor-Emmanuel donna alors l'ordre de marcher sur Rome, qui fut investie le 20 septembre. Le 2 août 1871, un plébiscite sanctionna l'annexion. L'unité de l'Italie était réalisée. Rome devenait la capitale.

Au Japon, la « révolution Meiji » a été réalisée par une partie de la noblesse contre une autre partie avec le soutien de la faible bourgeoisie commerçante. Le pouvoir politique sera exercé par une nouvelle oligarchie qui gardera vivante une grande partie de l'héritage du passé féodal.

Ainsi ce sont les vieilles institutions monarchiques qui ont réalisé, en lieu et place de la bourgeoisie, les réformes indispensables au développement capitaliste.

Evidemment, toute la société est restée imprégnée, corsetée, à des degrés divers, par l'héritage du passé monarchique et aristocratique. Les réformes de nature bourgeoise se sont combinées à ce vieux fatras qui n'avait plus aucune raison d'être, sinon la couardise de la bourgeoisie. Par peur du prolétariat, « la bourgeoisie abandonnait sa puissance politique pour conserver sa puissance sociale ».

---

## APRES 1848 : LE PROLETARIAT, SES TÂCHES, LA REVOLUTION

---

Le prolétariat, lui, ne restait pas inactif. Il s'organisait et combattait. C'est l'époque où le mouvement ouvrier, syndicats et partis, se construit. En 1864, la 1<sup>re</sup> Internationale est fondée à Londres.

Sa dissolution, après la défaite de la Commune, marqua en réalité un nouveau départ dans la construction du mouvement ouvrier. La formation de la social-démocratie allemande impulsa la constitution de partis socialistes en Europe. Partout se construisirent de puissants syndicats, et bientôt

se formèrent des centrales syndicales nationales. C'est le mouvement ouvrier qui a arraché les libertés et droits démocratiques élémentaires dont la bourgeoisie a elle-même profité : droit de presse, d'organisation. C'est lui qui a combattu pour les libertés politiques, le suffrage universel, dans la plupart des pays.

Dans l'introduction qu'il écrivit en 1891 à l'ouvrage célèbre de Marx « La Guerre civile en France », Engels dégage tout à la fois le caractère prolétarien et l'échec régulier des révolutions parisiennes, ce qui sera vrai jusqu'à la Commune :

« Le développement économique et politique de la France depuis 1789 a fait que, depuis 50 ans, aucune révolution n'a pu éclater à Paris sans revêtir un caractère prolétarien, de sorte qu'après la victoire le prolétariat, qui l'avait achetée de son sang, entraînait en scène avec ses revendications propres. Ces revendications étaient plus ou moins fumeuses, et même confuses, selon le degré de maturité atteint par les ouvriers parisiens, mais, en définitive, elles visaient toutes à la suppression de l'antagonisme de classe entre capitalistes et ouvriers. Comment la chose devait se faire, à vrai dire on ne le savait pas. Mais à elle seule, si indéterminée qu'elle fût encore dans sa forme, la revendication contenait un danger pour l'ordre social établi : les ouvriers qui la posaient étaient encore armés ; pour les bourgeois qui se trouvaient au pouvoir, le désarmement des ouvriers était donc le premier devoir. Aussi, après chaque révolution, acquise au profit du sang des ouvriers, éclate une nouvelle lutte qui se termine par la défaite de ceux-ci. »

Entre 1848 et 1890, des situations et crises révolutionnaires se sont produites, des révolutions ont eu lieu. Le plus glorieux exemple sera la Commune de Paris, en 1871. Pour la première fois, le prolétariat prenait le pouvoir. Ce fut, selon l'expression de Marx, « la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat » que le pouvoir institué par la Commune. La Commune a en outre été une remarquable illustration de la théorie de la révolution permanente. La dictature

du prolétariat réalise conjointement des tâches démocratiques et s'engage sur la voie de la réalisation d'objectifs purement prolétariens : séparation de l'Eglise et de l'Etat ; instruction laïque et obligatoire, abolition du travail de nuit, organisation du travail et de la production sous la responsabilité des ouvriers qui se réunissent en associations coopératives, puis en une seule grande coopération.

Mais la Commune a été le résultat d'une conjoncture particulière à la France : effondrement de l'empire ; défaite au cours de la guerre franco-allemande ; armement du prolétariat à Paris dans le cadre de la Garde nationale constituée au cours du siège de Paris ; tension particulière des rapports entre les classes au cours et à la suite du siège de Paris ; retrait de Paris du pouvoir politique bourgeois, fortement déstabilisé par la chute de l'empire et la défaite, après la provocation que constituait la tentative avortée de saisir les canons de la Garde nationale parqués à Montmartre. Une fois la Commune constituée, la révolution en action, Marx et Engels firent tout ce qui était en leur pouvoir pour qu'elle soit victorieuse, mais ils redoutaient qu'elle s'engage.

Ils savaient, ainsi que le prouvent les écrits d'Engels, que « la Commune se lançait à l'assaut du ciel ». Ils savaient que n'existaient pas encore les conditions générales de la victoire de la révolution prolétarienne.

Vingt ans après la Commune, Engels écrivait dans la préface de « La Lutte des classes en France » déjà citée :

« Le temps des coups de main, des révolutions exécutées par de petites minorités conscientes à la tête des masses inconscientes, est passé. Là où il s'agit d'une transformation complète des organisations sociales, il faut que les masses elles-mêmes y coopèrent, qu'elles aient déjà compris elles-mêmes de quoi il s'agit, pour quoi elles interviennent (avec leur corps et avec leur vie). Voilà ce que nous a appris l'histoire des cinquante dernières années. Mais pour que les masses comprennent ce qu'il y a à faire, un travail long, persévérant, est nécessaire ; c'est précisément ce travail que nous faisons maintenant, et cela avec un succès

qui plonge dans le désespoir nos adversaires.

Dans les pays romans aussi on comprend de plus en plus qu'il faut réviser l'ancienne tactique. Partout, [le déclenchement sans préparation de l'attaque est mis à l'arrière-plan, partout] on a imité l'exemple allemand de l'utilisation du droit de vote, de la conquête de tous les postes qui nous sont accessibles, [sauf si les gouvernements nous provoquent ouvertement à la lutte]. En France, où pourtant le terrain est miné depuis plus de cent ans par des révolutions successives, où il n'y a pas de parti qui n'ait eu sa part de conspirations, d'insurrections et d'autres actions révolutionnaires de toutes sortes, en France où, par conséquent, l'armée n'est pas sûre du tout pour le gouvernement et où en général les circonstances sont beaucoup plus favorables pour un coup de main insurrectionnel qu'en Allemagne — même en France les socialistes comprennent de plus en plus qu'il n'y a pas pour eux de victoire durable possible, à moins de gagner auparavant la grande masse du peuple, c'est-à-dire ici les paysans. Le travail lent de propagande et l'activité parlementaire sont reconnus là aussi comme la tâche immédiate du parti. Les succès n'ont pas manqué. Non seulement on a conquis toute une série de conseils municipaux ; aux Chambres siègent cinquante socialistes et ceux-ci ont déjà renversé trois ministères et un président de la République. En Belgique, les ouvriers ont arraché l'année dernière le droit de vote et triomphé dans un quart des circonscriptions électorales. En Suisse, en Italie, au Danemark, voire même en Bulgarie et en Roumanie, les socialistes sont représentés au Parlement. En Autriche, tous les partis sont d'accord pour dire qu'on ne saurait nous fermer plus longtemps l'accès du Reichsrat (*Conseil d'Empire*). Nous y entrerons, c'est une chose certaine, on se querelle seulement sur la question de savoir par quelle porte. Et même si en Russie le fameux *Zemski Sobor* se réunit, cette Assemblée nationale contre laquelle se cabre si vainement le jeune Nicolas, même là nous pouvons compter avec certitude que nous y serons représentés également.

Il est bien évident que nos camarades étrangers ne renoncent nullement pour cela à leur droit à la révolution. »

On ne peut expliquer plus clairement que l'époque (qui se termine

d'ailleurs) est celle de l'organisation du prolétariat comme classe, de la lutte pour gagner des positions, arracher des réformes. Ce dont il s'agit c'est de se préparer, de s'organiser, en vue d'une nouvelle époque en gestation, laquelle sera l'époque de la révolution prolétarienne.

---

## du capitalisme libéral à l'impérialisme

---

Avec des différenciations d'un pays à l'autre, le point culminant du développement de la libre concurrence peut se situer dans les années 1860-1880. Il faut attendre la crise de 1873 pour que les cartels monopolistes commencent à prendre un large développement, tout en restant encore l'exception. C'est la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et la crise de 1900-1903 qui font des cartels l'une des bases de la vie économique. Pour l'Europe, Lénine a démontré dans « L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme » que le moment où la nouvelle phase du capitalisme s'est définitivement substituée à l'ancienne ne peut être située avant le début du XX<sup>e</sup> siècle.

De même, le processus de fusion du capital bancaire et du capital industriel et de constitution de l'oligarchie financière sur la base du capital financier — dont Lénine fait la deuxième grande caractéristique de l'impérialisme — ne trouve-t-il son commencement que dans les années 1890, avant d'être énormément accéléré par la crise de 1900. En Allemagne, il note que les six grandes banques berlinoises ont 42 établissements en 1895, 80 en 1900, 450 en 1911. Les trois grandes banques françaises, qui ont 427 millions de francs en dépôt en 1870, en auront 1 245 en 1890, 4 363 en 1909. L'exportation des capitaux et le partage du monde entre les groupes capitalistes ne débutent guère non plus avant 1900.

En 1885 se réunit la Conférence de Berlin, qui partage l'Afrique en zones entre les grandes puissances capitalistes européennes. L'extension territo-

riale des colonies européennes, qui a déjà commencé au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, prend tout son essor à partir de 1890. 10,8 % du sol de l'Afrique est colonisé en 1876, 90,4 % en 1900. Lénine note qu'à l'apogée de la libre concurrence en Angleterre, entre 1840 et 1870, les dirigeants politiques bourgeois du pays se déclaraient en principe contre la politique coloniale.

Le capitalisme n'est devenu l'impérialisme capitaliste qu'à un degré très élevé de son développement. Il n'est apparu comme tel que lorsque se sont formés et pleinement révélés les traits d'une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur, c'est-à-dire dans l'ensemble au tout début du XX<sup>e</sup> siècle.

Le capitalisme libéral se transforme à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en son contraire, le capitalisme de monopole. L'impérialisme, stade particulier du mode de production capitaliste, manifeste sa fossilisation. Il commence à pourrir et à dégénérer. Mais il faudra attendre 1916 pour que Lénine dégage, dans sa brochure « L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme », de façon systématique ses caractéristiques essentielles. Lénine qualifie ce nouveau stade du capitalisme comme celui de la « réaction sur toute la ligne ». Mais, dans cet ouvrage capital, Lénine explique aussi que l'époque de l'impérialisme est celle de la révolution prolétarienne. « L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme » est un apport décisif à la compréhension dans toute sa plénitude de l'« époque des guerres et des révolutions ».

La conscience retarde toujours sur la vie. En 1905, au moment où Trotsky commencera à élaborer la théorie de la révolution permanente, les traits de la nouvelle époque du capitalisme qui commence à peine ne sont pas encore totalement dégagés. La première guerre impérialiste européenne et mondiale va les dégager totalement. C'est pourquoi, dans sa brochure, Lénine peut formuler les caractéristiques qui distinguent fondamentalement cette époque du capitalisme de l'époque précédente, celle du capitalisme libéral.

Avec la constitution des monopoles, la constitution du capitalisme financier, la lutte pour le partage et le repartage du monde entre pays impérialistes, commence la putréfaction du capitalisme ; le parasitisme du mode de production capitaliste devient son aspect dominant ; le militarisme et la guerre deviennent des exigences économiques. Le dilemme historique socialisme ou barbarie se pose en termes brûlants. L'époque de l'impérialisme est également celle de la révolution prolétarienne. Il n'est d'autre solution, non seulement à l'échelle de chaque pays, mais à celle du monde.

Le mode de production capitaliste est un mode de production mondial qui a établi le marché mondial et la division internationale du travail. Il ne peut être remplacé que par un mode de production qui, lui étant supérieur, intègre le caractère mondial des rapports économiques en les débarrassant des contradictions inhérentes au mode de production capitaliste, lesquelles proviennent de l'appropriation privée des moyens de production et de l'étroitesse des frontières nationales qui étouffent le développement des forces productives. Ainsi que Trotsky l'a expliqué, la guerre impérialiste marque la révolte des forces productives contre l'étroitesse des rapports de production bourgeois, des frontières nationales. La révolution prolétarienne est également une expression de la révolte des forces productives contre l'étroitesse des rapports de production bourgeois et des frontières nationales, mais positive. C'est donc de la révolution prolétarienne qu'il s'agit pour échapper à la barbarie, ouvrir la voie qui conduit au socialisme. La révolution prolétarienne mondiale est

devenue à l'époque impérialiste une impérieuse nécessité : la seule solution.

Lénine lui-même, nous l'avons dit, ne synthétise les grands traits de l'impérialisme qu'en 1916. Il est évident qu'en 1905, tout était loin d'être clair, et, entre 1905 et 1917, toute une polémique a traversé le mouvement révolutionnaire, au centre de laquelle est la théorie de la révolution permanente, et qui tourne autour de la question : quelle sera la nature de la révolution à venir en Russie après 1905, quelles en seront ou quelle en sera la force motrice, quelles tâches aura-t-elle à accomplir ; en un mot, sera-t-elle une révolution bourgeoise ou une révolution prolétarienne et, partant, quels mots d'ordre les révolutionnaires doivent-ils avancer ?

---

### LA QUESTION NATIONALE, LES REFORMES DEMOCRATIQUES, UN ASPECT DU DEVELOPPEMENT COMBINE MAIS INEGAL DU CAPITALISME A SON EPOQUE LIBERALE

---

Mais avant d'examiner les positions des uns et des autres, il n'est pas inutile de revenir sur la façon dont le capitalisme, la bourgeoisie, tout en constituant le marché mondial, la division internationale du travail, ont donné une impulsion à la constitution de nations, aux questions de l'unité et de l'indépendance nationales, qui ont une importance essentielle y compris à notre époque.

Dès son origine, le mode de production capitaliste donne une fantastique impulsion à la constitution de nations dans les pays où il prend son essor. La lutte pour l'indépendance et l'unité nationales sera au centre de l'action révolutionnaire des bourgeoisies à la tête du développement capitaliste : en Hollande dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle et au début du XVII<sup>e</sup> siècle, en Angleterre, aux Etats-Unis et en France au XVIII<sup>e</sup> siècle. La bourgeoisie abat tous les obstacles qui s'opposent à l'indépendance et à l'unité de la nation.

Bien que, comme nous l'avons vu, la bourgeoisie ait été incapable après 1848 (les Etats-Unis exceptés), par peur du prolétariat, de mener la lutte pour l'unité et l'indépendance nationales et les réformes démocratiques essentielles, dans les pays où se produit un puissant essor capitaliste, les obstacles à l'unité et à l'indépendance nationales sont renversés et certaines réformes de caractère démocratique réalisées.

Comme le dit Engels :

« La suppression du féodalisme signifie l'instauration du régime bourgeois. Au fur et à mesure que les privilèges aristocratiques tombent, la législation devient bourgeoise. »

Il en est ainsi en Allemagne, en Italie, dans l'Europe du Nord, en Autriche, en Hongrie, au Japon. Cependant, le fait que cela se produise dans le cadre des vieux Etats aristocratiques, héritage de la féodalité, n'en aura pas moins d'énormes conséquences. La même tendance se manifeste dans tous les pays d'Europe, y compris en Russie où le servage est aboli en 1861. Comme pour le Japon, sous d'autres formes, ouvrir la voie au développement capitaliste est une question de vie ou de mort pour l'Etat tsariste et y compris pour les vieilles classes aristocratiques dominantes.

Dans toute l'Europe du Sud-Est, l'Empire ottoman se désagrège et la lutte pour l'indépendance nationale des peuples de cette partie de l'Europe s'éveille.

Cependant, dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, déjà, derrière les luttes pour l'unité et l'indépendance nationales, se profilent les grandes puissances européennes qui les utilisent pour établir des zones d'influence. Ainsi, en 1829, l'Empire ottoman était contraint d'accorder leur indépendance à la Serbie et à la Grèce, mais sous la pression des grandes puissances ces pays devenaient l'enjeu de luttes d'influence entre l'Angleterre et la France d'une part, l'Autriche et la Russie de l'autre. A la suite de la guerre de Crimée contre les Russes, le Second Empire favorise la formation de la Roumanie comme Etat indépendant. Inversement, la Russie impose la constitution de la Bulgarie à la suite de la guerre

contre la Turquie (1877). L'indépendance de la Roumanie et de la Bulgarie sera reconnue au Congrès de Berlin de 1878, mais également l'occupation de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche. Les guerres balkaniques de 1912 et 1913 tournent autour des questions des nationalités, mais par derrière ce sont les grandes puissances impérialistes européennes qui agissent.

Dans tous ces pays, en aucun cas il n'est possible de parler de révolution bourgeoise. Nul part les réformes démocratiques, et notamment la réforme agraire, ne seront réalisées. Les grandes puissances — Autriche, Prusse, Russie — se sont partagées la Pologne, une dernière fois, en 1795. C'est la conjonction de leurs intérêts communs sur cette question qui amène la défaite des insurrections pour l'indépendance de 1831, de 1863.

C'est la défaite de l'Autriche à Sadowa, en 1866, qui oblige l'Autriche à accorder son autonomie à la Hongrie en 1867. Ce compromis est réalisé contre le pouvoir impérial et les représentants de l'aristocratie hongroise. L'empire devient une double monarchie autrichienne et hongroise. La Hongrie dispose de ses propres organes politiques, de son propre gouvernement.

Dans tous ces pays où les bourgeoisies n'acquièrent pas la même puissance économique et sociale que dans les pays dominants d'Europe et aux Etats-Unis, où en quelque sorte elles se développent de façon subordonnée au développement capitaliste des pays capitalistes dominants, elles ne sont pas capables, avant même l'époque impérialiste, de jouer un rôle à la manière de la bourgeoisie allemande et de la bourgeoisie italienne.

L'impuissance de ces bourgeoisies retardataires, dont le développement est subordonné au mode de production capitaliste dans les pays moteurs et dominants de ce mode de production, est particulièrement illustré par l'exemple de l'Espagne. Depuis son invasion par les troupes de Napoléon 1<sup>er</sup> en 1807, l'Espagne n'a cessé de souffrir d'une instabilité sociale et politique chronique. En septembre 1868, une révolution chasse du trône la reine Isabelle II. Mais la bourgeoisie est incapable d'ouvrir une quelconque



issue politique et sociale unificatrice de l'Espagne. C'est le général Prim qui prend le pouvoir, il maintient la structure de l'Etat monarchique. Bientôt un nouveau roi le remplace, mais il doit abdiquer et, le 11 février 1873, les Cortès proclament la république.

Mais cette république se dresse contre la réforme agraire, contre la réforme communale, contre l'indépendance de Cuba soulevé, contre la constitution d'une milice populaire et pour le maintien de l'armée classique, pour le maintien de la puissance temporelle de l'Eglise. Après cela, la Constitution votée par l'Assemblée nationale élue le 10 mai, considérée comme ultra-démocratique par la majorité républicaine, ne pouvait répondre aux aspirations des masses. De là le soulèvement connu sous le nom de « communaliste ». En Andalousie, des « juntas » locales prennent le pouvoir. Elles ordonnent la fermeture des églises, la confiscation des biens du clergé, l'armement du peuple, et les paysans s'emparent de la terre.

Le mouvement était dirigé par la petite bourgeoisie radicale, appuyée par les anarchistes. En France, la petite bourgeoisie, à la tête des masses populaires, avait balayé définitivement les restes de la monarchie et du régime aristocratique en 1793-1794. Elle avait constitué définitivement la nation française, imposé une dictature centralisée lui permettant de vaincre toutes les révoltes contre-révolutionnaires et de faire face à l'Europe monarchique coalisée. En Espagne, la petite bourgeoisie de 1873 était bien incapable d'armer les masses d'un programme comparable, détruisant l'Etat monarchique et constituant un nouvel Etat, forgeant une nation. Elle ne sut rien faire d'autre que de constituer des juntas locales, sans liens entre elles, disloquées. De là la ruine de la révolution communaliste. Rapidement, le pouvoir central écrasa une à une les juntas. Le dernier flot de résistance tomba le 11 janvier 1874 à Carthagène. Ce même mois, un coup d'Etat militaire renversa la république. Le 29 décembre 1874, un nouveau coup d'Etat militaire restaura la monarchie et Alphonse XII devint roi. L'impuissance de la petite bourgeoisie espagnole et sa faillite traduisaient

l'impasse et l'impuissance de la bourgeoisie en Espagne. Et cela dès les années 1860-1870.

Donc, à l'époque la plus progressiste du mode de production capitaliste, alors que partout il forçait d'une façon ou d'une autre les obstacles qui s'opposaient à son extension, le développement combiné mais inégal de ce mode de production se traduisait concrètement par l'affirmation de la puissance des bourgeoisies d'un certain nombre de pays dominants, en Europe même, par la subordination à celles-ci des autres bourgeoisies. Pas plus en Europe qu'ailleurs, les bourgeoisies retardataires ou malvenues (Espagne) n'ont été capables d'accomplir par leurs propres moyens les tâches d'unité et d'indépendance nationales, de constitution de nation, de réaliser les tâches démocratiques radicales. Dans les pays les plus arriérés économiquement et politiquement, où les questions nationales ne sont pas résolues, sous la couverture de la solution des questions nationales, ce sont les intérêts des grandes puissances qui s'expriment. En cas d'indépendance apparente, les questions nationales ne sont pas résolues et encore moins les réformes démocratiques accomplies. Pour ce qui est de l'ensemble du monde, l'extension du mode de production capitaliste se réalise sous la forme de la colonisation, et la constitution de bourgeoisies dans ce cadre. Tout cela déjà à l'époque du capitalisme libéral. La colonisation économique épouse parfois les anciennes conquêtes coloniales — par exemple pour l'Angleterre, les Indes, le Canada, etc., ou de nouvelles conquêtes coloniales — l'Indonésie pour la Hollande.

Pour la France, l'Afrique depuis 1830 avec le Sénégal, puis l'Indochine où, dès 1858 et 1861, les Français s'installent à Saïgon et dans le delta du Mékong.

Mais la colonisation économique se développe tout aussi bien sous la couverture de l'indépendance politique formelle : l'Amérique du Sud en est l'exemple.

Elle se développe à la suite d'expéditions qui imposèrent comme en Chine la libre pénétration des marchandises des pays capitalistes les plus puissants.

Ainsi dès cette époque, le développement capitaliste se réalise sous l'impact et en fonction du développement capitaliste des pays capitalistes dominants : la bourgeoisie de ces pays est dès ce temps organiquement dépendante d'une économie capitaliste dont le cœur et les forces motrices dominantes se concentrent en quelques pays d'Europe et aux Etats-Unis, qui se subordonnent le monde entier.

### QUELLE REVOLUTION ? POLEMIQUE AU SEIN DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE

A l'époque de l'impérialisme, le mode de production capitaliste perd tout caractère progressiste, ainsi que Lénine l'a établi.

Dès 1905, derrière les discussions sur la nature de la révolution russe, se posaient les questions suivantes :

— alors que là même où le capitalisme se développe puissamment, en Allemagne par exemple, la bourgeoisie n'a pas été capable de réaliser par ses propres moyens les tâches nationales et démocratiques, que même dans ces pays elles sont inachevées ;

— alors que dès l'époque du capitalisme libéral, dans les pays économiquement et politiquement arriérés, les bourgeoisies deviennent ou se constituent comme satellites de celles des pays capitalistes dominants ;

quelle est la classe qui, en Russie, peut accomplir les tâches nationales et démocratiques : la bourgeoisie ou le prolétariat ? Par suite, quelle est la nature de classe de la révolution, et peut-elle être limitée à la réalisation des tâches nationales et démocratiques ? En quelques mots : en Russie, la révolution sera-t-elle bourgeoise ou prolétarienne ?

Le point de vue des mencheviks était que la révolution à venir serait une révolution bourgeoise, aboutissant au transfert du pouvoir à la bourgeoisie, créant les conditions d'un régime parlementaire bourgeois. Pour Plékhanov, il faut que la Russie passe par les voies que l'Occident a empruntées, le rattrape, fasse sa révolution bourgeoise. La bourgeoisie libérale

devra donc forcément diriger la révolution à venir, et l'alliance — en fait la subordination — du prolétariat avec cette bourgeoisie libérale est indispensable : le parti du prolétariat sera l'aile gauche du front démocratique. Une telle incompréhension des particularités du développement capitaliste en Russie et du développement capitaliste mondial devait finir comme on sait. A force de rechercher la direction bourgeoise démocratique devant prendre la tête de la révolution à venir et n'en trouvant point quand celle-ci survint, les mencheviks tentèrent d'en assumer eux-mêmes la fonction.

Lénine et les bolcheviks ne posaient pas le problème de cette façon. Ils avaient certes en commun avec les mencheviks que l'on ne pourrait passer par-dessus l'étape démocratique bourgeoise de la révolution à venir, que l'on ne pourrait toucher aux fondements du capitalisme, que les tâches essentielles de la révolution seraient « démocratiques bourgeoises ». Mais Lénine, qui posait la question centrale et décisive de savoir quelle classe serait à même de réaliser cela, n'avait pas la moindre confiance dans les forces d'une démocratie révolutionnaire bourgeoise en Russie. Il estimait que la bourgeoisie serait totalement incapable de diriger la révolution. Estimant que le nœud de la révolution serait la question agraire, il proposait l'alliance du prolétariat et de la paysannerie, il fixait au prolétariat la tâche de diriger la révolution, mais il assignait à celle-ci la tâche essentielle de satisfaire des millions et des millions de paysans sans et contre lesquels la révolution ne pourrait être menée à son terme par le prolétariat. Voici comment Lénine définit en 1905 la perspective qu'il trace à la révolution, « la dictature démocratique des ouvriers et des paysans », dans le texte intitulé « Deux Tactiques de la social-démocratie russe dans la révolution démocratique » :

« Jamais, à aucun moment, la social-démocratie ne doit oublier l'inévitable lutte de classe du prolétariat pour le socialisme contre la bourgeoisie et la petite bourgeoisie, si démocratiques, si républicaines qu'elles puissent être. Cela est incontestable. De là, la nécessité absolue d'un parti social-démocrate distinct

et indépendant, rigoureusement imprégné d'esprit de classe. De là, le caractère provisoire de notre thèse « frapper ensemble » avec la bourgeoisie, l'obligation de surveiller de près « l'allié comme un ennemi », etc. Tout cela non plus ne saurait susciter le moindre doute. Mais il serait ridicule et réactionnaire d'en conclure que nous devons oublier, méconnaître volontairement ou dédaigner des tâches urgentes de l'époque présente, fussent-elles passagères et momentanées. La lutte contre l'autocratie est pour les socialistes une tâche momentanée et passagère, mais vouloir la méconnaître ou la dédaigner reviendrait à trahir le socialisme et à servir la réaction. La dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie n'est incontestablement pour les socialistes qu'une tâche passagère et momentanée, mais il serait simplement réactionnaire de vouloir méconnaître cette tâche à l'époque de la révolution démocratique (...).

Le prolétariat doit faire jusqu'au bout la révolution démocratique, en s'adjoignant la masse paysanne, pour écraser par la force la résistance de l'autocratie et paralyser l'instabilité de la bourgeoisie. Le prolétariat doit faire la révolution socialiste, en s'adjoignant la masse des éléments semi-prolétaires de la population, pour briser par la force la résistance de la bourgeoisie et paralyser l'instabilité de la paysannerie et de la petite bourgeoisie. Telles sont les tâches du prolétariat. »

Remarquons déjà ici — nous y reviendrons — que si Lénine ne saisit qu'imparfaitement la nature des tâches à résoudre dans la période d'alors, il part de la question du parti de classe, de sa nécessité comme expression de son indépendance de classe, comme facteur subjectif du processus révolutionnaire.

Nous avons cité page 81 un extrait de la préface de Léon Trotsky à « Bilan et perspectives », exposant le point de vue qu'il défendait à cette époque en se servant de la théorie de la révolution permanente. Nous y renvoyons à nouveau nos lecteurs. Trotsky ne conteste nullement que certaines des tâches essentielles que la

révolution russe aura à régler sont de celles qu'un certain nombre de pays ont réglées au cours des révolutions ou des guerres révolutionnaires bourgeoises, par exemple en Angleterre, en France, aux Etats-Unis : la réforme agraire, l'indépendance et l'unité nationales, etc.

Mais seul le prolétariat peut mener à bien ces tâches nationales ou à contenu « démocratique-bourgeois ». Et il ne peut le faire qu'en posant ses propres revendications de classe, ses tâches historiques spécifiques. Les deux pôles fondamentaux de la lutte des classes sont le prolétariat et la bourgeoisie, toutes les autres classes intermédiaires sont hésitantes.

Si l'on considère les forces motrices et, plus exactement, la force décisive du processus révolutionnaire, seul le prolétariat est à même de prendre le pouvoir. La force de ce prolétariat est qu'il est partie constituante du prolétariat mondial et qu'il ne peut accomplir ses tâches historiques qu'en fonction de l'actualité de la révolution prolétarienne mondiale. La révolution à venir est donc fondamentalement un des anneaux de la chaîne de cette révolution prolétarienne mondiale. Elle est pleinement elle-même une révolution prolétarienne.

Dès 1905, Trotsky lance le mot d'ordre de « dictature du prolétariat », comme le seul répondant précisément aux tâches et aux nécessités de la révolution à venir dans laquelle le prolétariat doit conquérir le pouvoir. S'il n'en était pas ainsi, affirme Trotsky à la même époque, le prolétariat serait inéluctablement condamné à la défaite sous le choc de la contre-révolution, un peu comme ce qui se passa lors de l'écrasement de la Commune de Paris.

On comprend donc ici l'apport inestimable de la théorie de la révolution permanente dès 1905 pour tout le mouvement révolutionnaire, pour le marxisme. Nous allons voir que la polémique entre Lénine et Trotsky, concentrée dans ces mots d'ordre de « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » et de « dictature du prolétariat », va se résoudre au feu de la révolution de 1917 et se clôt en fait par les « Thèses d'avril ». Il importe de dire ici que pendant toute la

période qui va de la scission social-démocrate de 1903 entre bolcheviks et mencheviks jusqu'à 1917, Trotsky, tout en étant porteur de cette théorie décisive, commet la lourde erreur de sous-estimer la nécessité du parti, chose qui manque fondamentalement à cette théorie elle-même, car, théorie de la révolution prolétarienne mondiale, elle n'est rien si elle n'est pas formulée comme telle, donc comme support à l'activité consciente de l'avant-garde prolétarienne pour cette révolution, la construction du parti, de l'Internationale de la classe ouvrière.

Trotsky lui-même en tirera, en 1919, le bilan en ces termes :

« Resté hors des deux fractions pendant la période de l'émigration, l'auteur n'appréciait pas pleinement l'importance du fait qu'en réalité, à partir du désaccord entre bolcheviks et mencheviks, se regroupaient d'un côté des révolutionnaires inflexibles, de l'autre des éléments qui glissaient de plus en plus sur la pente de l'opportunisme et de la conciliation. Quand éclata la révolution de 1917, le Parti bolchevique constituait une organisation fortement centralisée, où se trouvaient les meilleurs éléments des travailleurs avancés et des intellectuels révolutionnaires. »

---

## LA THEORIE DE LA REVOLUTION PERMANENTE ET LES THESES D'AVRIL

---

Pendant la révolution russe de 1917, les discussions sur la théorie de la révolution permanente ne se sont pas renouvelées : la question a été tranchée dans le langage de la lutte des classes, le prolétariat prenant le pouvoir sous la direction du Parti bolchevique. Mais en ce qui concerne le Parti bolchevique lui-même, la question a été tranchée par les « Thèses d'avril » de Lénine :

« Ce qu'il y a d'original dans la situation politique actuelle, c'est la transition de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie, *par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat* (souligné par

nous), à sa deuxième étape qui doit donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie.

(...) Expliquer aux masses que les soviets des députés ouvriers sont la *seule* forme possible de gouvernement révolutionnaire.

(...) Non à une république parlementaire — y retourner après les soviets des députés ouvriers serait un pas en arrière —, mais une République des soviets de députés ouvriers, salariés agricoles et paysans dans le pays tout entier, de la base au sommet. »

Tel est l'axe de la politique du Parti bolchevique que Lénine fait adopter en avril, qui liquide ce qu'il pouvait y avoir d'inconnues dans la formule qu'il avait utilisée jusqu'alors : « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », quelque peu elliptique.

Pour que nul doute n'existe, il précise dans un « Projet d'article ou de discours » à l'appui des « Thèses d'avril » :

« 1 — La faillite économique est imminente. *C'est pourquoi* éliminer la bourgeoisie serait une erreur. (C'est une déduction bourgeoise. Plus la faillite est imminente, et plus il est urgent d'éliminer la bourgeoisie.)

2 — Le prolétariat est inorganisé, faible, inconscient. (Exact. C'est pourquoi tout le problème est de combattre les chefs *petits-bourgeois*, soi-disant social-démocrates (Tchkhéidzé, Tsérétéli, Stéklov) qui endorment les masses en leur prêchant la confiance dans la bourgeoisie.)

Ne pas s'unir à ces petits-bourgeois (Tchkhéidzé, Stéklov, Tsérétéli), mais *démolir* cette social-démocratie qui *conduit à sa perte* la révolution prolétarienne.)

3 — A l'étape actuelle, la révolution est une révolution bourgeoise. Donc, pas d'« expérience socialiste ».

(Ce raisonnement est bourgeois d'un bout à l'autre. Personne ne parle d'une « expérience

socialiste » : la thèse marxiste concrète veut que l'on tienne compte en ce moment non seulement des classes, mais aussi des institutions.)

Par leur phraséologie doucereuse, messieurs les étrangleurs de la révolution (Tchkhéidzé, Tsérétéli et Stéklov) tirent la révolution en arrière pour la faire *rétrograder* des soviets de députés ouvriers VERS le « pouvoir unique » de la bourgeoisie, vers une république parlementaire bourgeoise ordinaire.

En procédant avec intelligence et précaution, en éclairant les esprits, nous devons amener le prolétariat et les paysans pauvres à faire un pas *en avant*, de la « dualité du pouvoir » VERS le *pouvoir sans partage* des soviets des députés ouvriers, ce qui constitue précisément la Commune au sens où l'entendait Marx, au sens de l'expérience de 1871. La question l'est pas de savoir avec quelle rapidité il faut marcher, mais où il faut aller. La question n'est pas de savoir si les ouvriers sont prêts, mais à *quoi* et *comment* il faut les préparer.

Les manifestes et les appels du soviets des députés ouvriers sur la guerre, etc., ne sont qu'un bavardage petit-bourgeois creux et mensonger qui ne fait qu'endormir le peuple ; notre tâche est donc avant tout, je le répète, d'éclairer les esprits, de soustraire les masses à l'influence *bourgeoise* des Tchkhéidzé, Stéklov, Tsérétéli et consorts.

Le « jusqu'au-boutisme révolutionnaire » du soviets des députés ouvriers, c'est-à-dire de Tchkhéidzé, Tsérétéli et Stéklov, est un courant chauvin cent fois plus nuisible parce que dissimulé sous des phrases doucereuses, une *tentative* de réconcilier les masses avec le gouvernement révolutionnaire provisoire.

La masse obtuse, inconsciente, dupée par MM. Tchkhéidzé, Tsérétéli, Stéklov et Cie, ne comprend pas que la guerre est la continuation d'une politique, que les guerres sont menées *par les gouvernements*.

Il faut expliquer que le « peuple » ne peut faire cesser la guerre ou en modifier le caractère qu'en chan-

geant le caractère de classe du gouvernement. »

(Ecrit entre le 4 et le 12 avril 1917. Paru pour la première fois le 21 janvier 1933 dans le n° 21 de la Pravda.)

Comme chacun le sait, la Commune de Paris a été, selon Marx, « la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat ».

Le programme que Lénine développe est celui des tâches démocratiques — réforme agraire, question nationale —, celui de la paix immédiate, toutes tâches qui ne sont pas en elles-mêmes socialistes. Mais, écrit Lénine :

« Il faut absolument exiger et, autant que possible, réaliser par la voie révolutionnaire des mesures comme la nationalisation du sol, de toutes les banques et de tous les syndicats capitalistes ou, tout au moins, un *contrôle immédiat* des soviets des députés ouvriers et autres sur ces établissements, mesures qui n'ont rien à voir avec l'« introduction du socialisme ». Sans ces mesures qui ne constituent que les premiers pas vers le socialisme et sont parfaitement réalisables du point de vue économique, il est impossible de guérir les blessures causées par la guerre et de conjurer la catastrophe imminente. » (Les Tâches du prolétariat dans notre révolution, 10 avril 1917).

En effet, ce n'est pas là « introduire le socialisme », car le socialisme c'est tout autre chose, mais c'est faire d'importantes atteintes à la propriété privée des moyens de production, c'est entamer largement l'expropriation du capital, et en conséquence faire « les premiers pas vers le socialisme ».

Enfin, pour Lénine, évidemment, la révolution russe était le premier maillon de la chaîne des révolutions prolétariennes qui constituent la révolution prolétarienne mondiale.

Toute la trame de la théorie de la révolution permanente est reprise ici, exprimée en termes de tâches politiques que le Parti bolchevique doit accomplir et dont le moment décisif sera la révolution d'Octobre, la prise du pouvoir, qui instaureront le pouvoir des soviets, la dictature du prolétariat.

Reprenant en pratique la théorie de la révolution permanente, Lénine l'enrichissait de ce qui est sans doute son apport spécifique à la théorie et à la pratique de la révolution prolétarienne :

— il lui donnait une base objective nouvelle en la situant par rapport à l'époque de l'impérialisme stade

suprême du capitalisme, époque du capitalisme pourrissant, réaction sur toute la ligne ;

— il la débarrassait de tout objectivisme en y introduisant la nécessité du parti et de l'Internationale comme facteur actif et finalement décisif du processus de la révolution prolétarienne.

supérieur en capitalisme, l'école de  
l'enseignement de la révolution est  
celle qui a permis de faire passer  
de la révolution à la révolution  
et de la révolution à la révolution.

la révolution est la révolution  
de la révolution et de la révolution  
de la révolution et de la révolution  
de la révolution et de la révolution  
de la révolution et de la révolution.



La théorie  
de la révolution permanente,  
théorie de la révolution  
prolétarienne mondiale

## 2. Actualité des conditions objectives de la révolution prolétarienne mondiale

*Pour les marxistes, ce sont les conditions objectives qui déterminent les caractéristiques générales d'une période, l'actualité de la révolution, sa nature.*

*Elles ne suffisent pas par elles-mêmes, tant s'en faut, et sans le combat conscient pour la réalisation et l'accouchement de ce que l'histoire met à l'ordre du jour, sans la lutte pour construire la direction de la classe ouvrière, celle-ci serait désarmée et dans l'incapacité d'accomplir sa mission historique. Mais si les conditions objectives de cette situation n'existaient pas, même la plus farouche des volontés révolutionnaires serait un rêve idéaliste et utopique.*

L'OCI, le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, affirment aujourd'hui que nous sommes de plain-pied dans la période de la révolution prolétarienne mondiale, que la tâche de l'heure est sa préparation immédiate, sous forme de stratégie, de tactique et de mots d'ordre concentrés dans la construction du parti de la révolution, dans la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, dont le programme écrit :

---

**Jeudi 24 octobre 1929 : la bourse de New York s'effondre à Wall Street. Quelques mois après le krach du « jeudi noir », des millions de chômeurs aux Etats-Unis, puis dans le monde (Ph. Keystone).**

« Les bavardages de toutes sortes, selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore " mûres " pour le socialisme, ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée par une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. »



Et dans ce programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, que Trotsky a rédigé pour sa fondation en 1938 et qui porte comme titre « L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale », il est écrit dans les toutes premières lignes :

« La prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, apportent aux masses des privations et des souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit, à son tour, les crises financières de l'Etat et sape les systèmes monétaires ébranlés. Les gouvernements, tant démocratiques que fascistes, vont d'une banqueroute à l'autre. »

Ces affirmations du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale sur lesquelles l'OCI fonde la bataille historique qu'elle mène pour la révolution prolétarienne, pour la IV<sup>e</sup> Internationale comme son instrument, sont-elles exactes ?

Rendent-elles compte de la réalité d'ensemble des rapports mondiaux entre les classes à l'époque actuelle ? Les conditions objectives qui déterminent la révolution prolétarienne mondiale existent-elles et quelles sont-elles ? Quelle est aujourd'hui leur actualité ? Seraient-elles redevenues — par quelque curieux miracle depuis que Trotsky écrivit le « Programme de transition » — simplement « mûres » ou, pourquoi pas, « vertes », ou bien au contraire ont-elles continué de pourrir ?

A toutes ces questions, il faut des réponses, car elles sont d'une importance décisive. La caractérisation générale de la période dans laquelle nous combattons est absolument indispensable pour y combattre, pour ouvrir aux masses, avec fermeté et efficacité, la voie victorieuse de la révolution.

---

### « UNE SOCIÉTÉ NE DISPARAIT JAMAIS AVANT D'AVOIR ÉPUISÉ... »

---

Marx a expliqué, et tout particulièrement de la façon la plus précise qui soit dans sa préface à la « Contribution à la critique de l'économie politique », qu'une époque de révolution sociale ne s'ouvre que lorsque les forces productives matérielles de la société entrent à un stade déterminé de leur développement en contradiction avec les rapports de production existants, lorsque ceux-ci, de formes de développement des forces productives qu'ils étaient, en deviennent au contraire des entraves.

Rappelons que dans ce texte extrêmement connu, Marx écrit :

« Une société ne disparaît jamais avant d'avoir développé toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir. Jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne se substituent à elle avant que les conditions d'existence matérielle de ces rapports soient résolues dans le sein même de la nouvelle société. »

La question du développement ou du non-développement des forces productives a donc une importance capitale pour les militants révolutionnaires. Si l'on estime en effet que les forces productives continuent à croître au sein de la société actuelle, alors le capitalisme possède toujours une légitimité et un avenir historique, alors la révolution sociale n'est pas à l'ordre du jour.

On sait que, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, un certain nombre de « théoriciens » ont affirmé que le mode de production capitaliste avait connu de nouveau un développement gigantesque des forces productives. Ils devraient déclarer que le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale est caduc et ajouter que la théorie de la révolution permanente a été infirmée par le développement historique. En effet, si les forces productives continuent à se développer dans le cadre du mode de production capitaliste, c'est que la bourgeoisie n'a pas épuisé ses possibilités : la révolution prolétarienne mondiale n'est pas

à l'ordre du jour. A moins de considérer que la révolution prolétarienne n'a pas comme cause fondamentale la contradiction entre le développement des forces productives, les rapports de production capitalistes et les limites étroites des frontières nationales.

Avant d'étudier cette question, sur toute l'époque historique qui nous intéresse et sur le moment actuel de cette époque, il nous faut donc revenir à quelques définitions. La clarté et la précision sur ces questions sont ici indispensables.

---

## forces productives, rapports de production, production, croissance des forces productives

---

Que faut-il entendre par « forces productives » ? Quelles sont, de façon générale, les relations existant entre les forces productives et les rapports sociaux de production, et comment faut-il définir ces derniers ? Que faut-il entendre par « développement des forces productives » ? Les réponses à ces questions ne peuvent évidemment prétendre ici être exhaustives, loin de là. Elles s'efforceront simplement de donner au lecteur, sur la base solide de l'analyse marxiste, un guide pour comprendre ce qui est en jeu dans la lutte des classes internationale, et que l'époque d'aujourd'hui est bien celle de la révolution prolétarienne mondiale.

En reprenant ce que Marx a expliqué sur ce qu'il fallait entendre par développement des forces productives, il faut certes inclure l'ensemble des éléments qui concourent à déterminer à un moment donné la productivité du travail social, c'est-à-dire de l'ensemble des producteurs qui travaillent dans le cadre d'un mode de production déterminé. Mais ainsi que nous le verrons plus loin, on ne peut réduire cette question à la productivité du travail en soi ; il s'agit de la croissance de la productivité du travail permettant le développement de la civilisation humaine. Parmi ces éléments, les ressources naturelles, les instruments de production au sens le plus général du terme, de la charrue la plus primitive à l'usine moderne la plus complexe, la connaissance scientifique des lois du monde naturel sous forme de technologies et de procédés de production, les hommes possédant une

formation professionnelle, une culture technique et des habitudes de travail résultant de traditions plus ou moins longues, d'un niveau culturel issu aussi bien du niveau de développement de la société en général que de la formation propre que les travailleurs se sont donnée.

Ces éléments constitutifs des forces productives de l'humanité ne sont pas homogènes, à mettre sur le même pied d'égalité. Le marxisme a expliqué de la façon la plus simple que les hommes ne sont pas des forces productives parmi d'autres, mais leur élément le plus important. « De tous les instruments de production, le plus grand pouvoir productif, c'est la classe révolutionnaire elle-même », a expliqué Marx dans « Misère de la philosophie ». C'est en effet le travail vivant de l'homme qui donne aux ressources naturelles, aux instruments de production, leur caractère de forces productives de l'humanité, l'inverse n'ayant pas de sens. L'existence, le niveau de vie, la qualification, l'avenir de la classe ouvrière représentent aujourd'hui la question centrale de la vie ou de la mort de l'humanité.

Les rapports de production, ce sont les rapports selon lesquels les individus produisent. Deux facteurs déterminent la forme exacte que ces rapports possèdent à un moment donné de l'évolution sociale, la nature et les caractéristiques des moyens de production, la nature et les formes des rapports de propriété, c'est-à-dire la manière dont ces moyens de production sont appropriés et possédés. Dans

« Travail salarié et capital », Marx explique :

« Dans la production, les hommes n'agissent pas seulement sur la nature, mais aussi les uns sur les autres. Ils ne produisent qu'en collaborant d'une manière déterminée et en échangeant entre eux leurs activités. Pour produire, ils entrent en relations et en rapports déterminés les uns avec les autres, et ce n'est que dans les limites de ces relations et de ces rapports sociaux que s'établit leur action sur la nature, la production. »

L'appropriation privée des moyens de production a pour conséquence générale de conduire à une division radicale entre les tâches de conception et les tâches d'exécution du travail, à la répartition du produit social en faveur de la classe dominante. Les rapports de propriété conditionnent la rigidité des rapports sociaux de production et leur interdisent d'évoluer librement en liaison avec le développement des forces productives. Ils conduisent donc les rapports sociaux de production à entrer en contradiction et en opposition avec ce développement.

On trouve chez Marx certaines définitions assez simples de ce qu'est le développement des forces productives. C'est ainsi qu'il écrit dans le tome I du « Capital » :

« Par augmentation de la force productive ou de la productivité du travail, nous entendons en général un changement dans ses procédés, abrégant le temps socialement nécessaire à la production d'une marchandise, de telle sorte qu'une quantité moindre de travail acquière la force de produire plus de valeur d'usage. »

Pour préciser cette définition générale, rappelons que les hommes constituent la principale composante des forces productives, ce qui signifie que l'un des critères décisifs pour juger s'il y a ou non développement des forces productives devra très fortement tenir compte de l'effet que telle ou telle découverte scientifique ou tel nouveau procédé technologique aura eu sur les conditions d'existence et de travail de la classe ouvrière.

Il faut également rappeler ici que le système capitaliste développe les for-

ces productives selon ses propres méthodes, qu'il a sa propre loi de développement des forces productives qui reflète le caractère antagonique de la production capitaliste et qu'elle se présente donc comme une loi contradictoire. La loi de développement des forces productives propre au système capitaliste est en même temps celle de leur transformation — parce qu'elles entrent en contradiction avec les rapports de production (propriété privée des moyens de production, étroitesse des frontières nationales) — de forces productives en forces destructives. Toujours dans le tome I du « Capital », Marx écrit :

« La loi selon laquelle une masse toujours plus grande des éléments constitutifs de la richesse peut, grâce au développement continu des pouvoirs collectifs du travail, être mise en œuvre avec une dépense moindre, cette loi, qui met l'homme social à même de produire davantage avec moins de labeur, se tourne dans le milieu capitaliste — où ce ne sont pas les moyens de production qui sont au service des travailleurs mais le travailleur qui est au service des moyens de production — en loi contraire, c'est-à-dire que plus le travail gagne en ressources et en puissance (...), plus les conditions d'existence du salarié deviennent précaires. »

D'où l'on voit clairement que, pour Marx, la productivité du travail ne résout pas la question des forces productives. Marx conclut sur cette question :

« La production capitaliste ne développe la technique et la combinaison sociale du procès de production qu'en épuisant en même temps les deux ressources d'où jaillit la richesse, la terre et le travailleur. Avec les conditions matérielles et les combinaisons sociales de la production, la technique propre au machinisme développe en même temps les contradictions et les antagonismes de la force capitaliste de cette production, avec les éléments de formation d'une société nouvelle, les forces destructives de l'ancienne. »

A l'issue de ce bref rappel, nous voulons insister tout particulièrement sur un point capital au regard de la compréhension de toute la période

actuelle. Le fait que les forces productives aient cessé de se développer ne signifie absolument pas que le processus d'accumulation se soit arrêté ou que la production soit en stagnation ou en chute, ce qui peut d'ailleurs être également vrai à tel ou tel moment, mais qui n'est pas la même chose. Même dans sa période d'agonie, le capitalisme demeure et ne peut que demeurer par nature un système ne pouvant exister « sans révolutionner constamment les instruments de production, donc les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux », ainsi que Marx et Engels l'expliquent dans le « Manifeste du parti communiste ». Mais à l'époque impérialiste de putréfaction et d'agonie du capitalisme, ces bouleversements dans les méthodes de production représentent pour le prolétariat une menace de plus en plus pressante, le début de la ruine de l'humanité entière, les prémices de sa rechute dans la barbarie.

Et, avant d'aller plus loin, rappelons que Trotsky, dans les commentaires qu'il fut amené à faire sur le « Programme de transition », précisa nettement que la caractérisation générale de la cessation de croissance des forces productives devait s'entendre à l'échelle d'une époque historique tout entière, de toute une période de la lutte des classes mondiale, et non pour quelques années, pour un moment particulier de cette époque historique.

---

**« D'UN REGIME  
REACTIONNAIRE RELATIF  
A UN REGIME  
REACTIONNAIRE ABSOLU »**

---

Nous avons dit dans la première partie de cet article que le capitalisme, loin d'avoir épuisé ses possibilités historiques entre 1850 et 1900, avait continué de donner une grande impulsion aux forces productives, que la révolution n'était pas à l'ordre du jour. Nous avons rappelé comment Lénine caractérise les principaux traits de l'impérialisme dont il dit qu'il est « le prélude de la révolution prolétarienne », comment ceux-ci ne prennent véritablement corps qu'aux alen-

**LA REVOLTE  
DES FORCES PRODUCTIVES  
CONTRE LES RAPPORTS  
DE PRODUCTION**

« Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production, contre le régime de propriété qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et sa domination. Il suffit de mentionner les crises commerciales qui, par leur retour périodique, menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise. Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes. Une épidémie, qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société — l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée ; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance ; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le régime de la propriété bourgeoise ; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour celle-ci, qui alors leur fait obstacle ; et toutes les fois que les forces productives sociales triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées en son sein. — Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives ; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir. » (K. Marx et F. Engels : Manifeste du parti communiste. Ed. sociales, pp. 39 et 40.)